

# CHAMBRE DES DÉPUTÉS

## GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°2 • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

### Visite officielle en Turquie



(de gauche à droite) M. Ali Babacan, Mme Arlette Conzemius, M. Laurent Mosar, M. Abdullah Gül, Mme Lydia Mutsch et M. Cemil Çiçek.

L'adhésion à l'Union européenne, la libéralisation de la politique des visas et l'approfondissement des relations économiques entre la Turquie et le Luxembourg ont constitué les principaux sujets abordés par les interlocuteurs d'une délégation luxembourgeoise à Ankara, composée par

le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, la Vice-Présidente, Mme Lydia Mutsch et l'Ambassadrice du Luxembourg, Mme Arlette Conzemius.

Les 19 et 20 novembre 2012, les délégués luxembourgeois ont notamment eu une entrevue avec le

Président de l'Assemblée nationale de la République turque, M. Cemil Çiçek, le Président de la République de Turquie, M. Abdullah Gül, le Vice-Premier Ministre responsable pour l'Économie, M. Ali Babacan, et le Président du parti politique CHP, M. Kemal Kılıçdaroğlu.

### Dix ans au service des enfants



M. Laurent Mosar reçoit des mains de la Présidente Marie Anne Rodesch-Hengesch le rapport de l'ORK.

1.349 dossiers individuels et 196 dossiers d'intérêt général: ainsi se résume le travail de l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» (ORK) des dix dernières années en chiffres. S'y ajoutent les nombreuses recommandations, avis, réunions, rencontres, entrevues, etc. Mais au-delà de ces chiffres, l'ORK est le porte-parole des enfants et se voit comme «une caisse de résonance des petits et grands soucis des enfants» (Rapport 2012).

Même si l'ORK a pu noter des avancées dans beaucoup de dossiers

au cours de la dernière décennie, il reste néanmoins nombre de chantiers, comme par exemple la recommandation d'ancrer la protection de l'enfant dans la Constitution luxembourgeoise ou celle concernant la législation en matière de divorce.

Dans son rapport annuel 2012, remis le 16 novembre à M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, l'ORK met notamment l'accent sur les fugues, le droit des parents d'enfants placés, la situation de la Maison Française Dolto, les enfants

souffrant de troubles envahissants du développement et la procréation médicale assistée.

Les problèmes de santé physique et surtout psychique augmentent également de façon alarmante, selon la Présidente de l'ORK, Mme Marie Anne Rodesch-Hengesch.

Elle a également rappelé qu'en vue d'une plus grande indépendance, le comité souhaite être rattaché à la Chambre des Députés et non plus au Gouvernement. Le Président de la Chambre a informé le comité que la Conférence des Présidents a pris en charge ce dossier et qu'une proposition de loi y relative ne devrait plus tarder.

L'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» a commencé ses activités le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Les mandats de quatre membres du comité viennent à échéance, notamment celui de la Présidente Marie Anne Rodesch-Hengesch. Le Président de la Chambre a remercié les membres pour leur travail accompli dans l'intérêt des enfants tout au long de ces années.

4 <sup>e</sup> séance	Mardi	13 novembre 2012
5 <sup>e</sup> séance	Mercredi	14 novembre 2012
6 <sup>e</sup> séance	Jeudi	15 novembre 2012

### Démission de Mme Vera Spautz et assermentation de M. Roland Schreiner

Mme Vera Spautz, députée socialiste, a démissionné de son mandat parlementaire avec effet au 15 novembre 2012. Mme Spautz a été élue au Parlement pour la première fois en 2004 et réélue aux élections législatives de 2009 dans la circonscription Sud.

Au cours de son second mandat, elle était notamment vice-présidente de la Commission du Logement et membre de la Commission du Travail et de l'Emploi, deux domaines qui l'interpellent particulièrement.

Vera Spautz a déclaré vouloir rester engagée politiquement comme



conseillère communale et échevine de la ville d'Esch-sur-Alzette.

Pour son successeur à la Chambre, M. Roland Schreiner, c'est également le deuxième mandat législatif. Né en 1957, l'ancien cheminot et actuel bourgmestre de Schifflange y avait siégé déjà du 3 août 2004 au 7 juin 2009. Son engagement comme syndicaliste lui avait donné l'envie de faire de la politique.

Au Parlement, M. Schreiner s'occupera dorénavant des dossiers liés à la famille, au travail et au logement. En tant que membre de la Commission du Développement durable, il sera en charge des projets concernant les transports.



### Les syndicats manifestent leurs soucis sur l'aviation

«Cargolux est une entreprise systématique. Si Cargolux coule, Luxair coule également.» Les trois syndicats LCCB, NGL-SNEP et OGB-L ont fait part le 13 novembre de leurs soucis au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Par le biais d'une manifestation devant le Parlement, ils ont exprimé leurs craintes par rapport à l'évolution potentiellement négative de plusieurs secteurs en relation avec l'aviation.

Les syndicats ont invité les membres de la Chambre à saisir le Gouvernement de ces préoccupations dans le cadre du débat d'orientation sur la stratégie concernant l'aviation. Ils estiment que le Gouver-

nement, actionnaire majoritaire chez Luxair et chez Cargolux, reste trop passif face à l'évolution de la situation. Des milliers d'emplois seraient menacés, non seulement chez Cargolux et Luxair, mais aussi dans les entreprises de transport et dans la logistique.

Le Président de la Chambre a assuré les représentants des syndicats que les députés sont conscients du fait que l'avenir de l'aviation ne doit pas se préparer au détriment des salariés. Les informations et demandes remises par les syndicats au Président de la Chambre furent transmises à tous les députés en vue du débat d'orientation du 15 novembre.



Les représentants de trois syndicats reçus par le Président de la Chambre.

#### DANS CE NUMÉRO

Politique étrangère et européenne	
- déclaration du Ministre des Affaires étrangères	p. 46
Aviation au Luxembourg	p. 52
Gaz de schiste	p. 44
Sommaire des séances publiques n°s 4-6	p. 64
Sommaire des questions parlementaires	p. Q19



## Visite à la Cour des comptes européenne

M. Henri Grethen, membre luxembourgeois de la Cour des comptes européenne, a présenté le 19 novembre aux députés de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et aux représentants de la presse luxembourgeoise le rapport annuel 2011 du contrôleur externe de l'UE.



**M. Henri Grethen, membre luxembourgeois de la Cour des comptes européenne.**

D'après l'institution qui a son siège à Kirchberg, les comptes 2011 présentent fidèlement la situation financière de l'Union européenne ainsi que les résultats de ses opérations et les flux de trésorerie pour l'exercice écoulé. Les recettes et les engagements étaient exempts d'erreurs significatives. Les paiements, toutefois, étaient affectés par un niveau significatif d'erreurs, avec un taux d'erreur estimé de 3,9% pour l'ensemble du budget de l'UE, soit un niveau d'erreur proche de celui de l'exercice 2010, où il atteignait 3,7%.

En 2011, l'Union européenne a dépensé 129,4 milliards d'euros, dont près de 80% ont été consacrés à l'agriculture et aux politiques de cohésion, domaines où la Commission et les États membres se partagent la mission d'exécuter le budget de l'UE.

Selon la Cour des comptes européennes, trop de cas ont été relevés

dans lesquels les fonds de l'UE n'ont pas permis d'atteindre l'objectif visé ou n'ont pas été utilisés de manière optimale.

Les systèmes de contrôle examinés, qu'ils relèvent des États membres ou de la Commission, n'étaient que partiellement efficaces pour garantir la régularité des paiements. Ils ne donnent pas leur pleine mesure en matière de prévention ou de détection et de correction des erreurs. La cour conclut qu'il convient que les autorités nationales s'engagent davantage dans la gestion et le contrôle des fonds de l'UE.

Le taux estimatif d'erreur calculé par la Cour des comptes européenne pour les dépenses dans le groupe «développement rural, environnement, pêche et santé», qui est le plus exposé aux erreurs en matière de dépenses, était de 7,7%; celui concernant le groupe «politique régionale, énergie et transports» était de 6,0%.

## Mobilité transfrontalière et sécurité nucléaire

De nombreuses difficultés peuvent être surmontées en associant la coopération intercommunale à une dynamique de coopération interétatique dans le domaine de la politique énergétique et de la politique des transports.

C'est dans cette perspective que, le 16 novembre dernier, le Bureau de la Chambre des Députés et la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional ont mené un échange de vues avec des élus du Nord mosellan, qui se sont déplacés à la Chambre des Députés sous la conduite de Mme Anne Grommerch, députée de la Moselle.

Les élus français et luxembourgeois se sont accordés sur la nécessité d'un débat ouvert et transparent au sujet de la centrale nucléaire de Cattenom et de la mobilité transfrontalière au sein de la Grande Région, deux problématiques qui nécessitent une réflexion commune. Les échanges entre écoles primaires, les jumelages entre communes luxembourgeoises et mosellanes, la bonne intégration des ménages luxembourgeois en Lorraine, ainsi que la coopération culturelle ont en outre été abordés en vue d'approfondir les relations d'amitié franco-luxembourgeoises.

En matière de politique des transports, la concentration du trafic au sein de la Grande Région, et particulièrement en direction de la France, est telle que des solutions multiples

doivent être mises en œuvre simultanément. Les députés ont souligné l'importance d'un système de transports publics intégré permettant aux navetteurs de faciliter leur déplacement quotidien dès leur point de départ.

Un système ferroviaire performant n'est en effet intéressant que dans la mesure où ce dernier peut être rejoint facilement par les utilisateurs. À la sortie des gares luxembourgeoises, les frontaliers doivent de même être en mesure de gagner leur lieu de travail sans encombre au moyen d'un système de transport efficace. La mise en œuvre de telles solutions découlant d'une réflexion commune permettrait par ailleurs de réduire considérablement un taux de pollution devenu problématique en raison du nombre croissant de véhicules qui traversent chaque jour la frontière. Néanmoins, les élus français ont également souligné l'importance de l'extension à trois voies des autoroutes qui relient la France et le Luxembourg.

Les élus ont également discuté de l'ambition du Luxembourg et de la Lorraine de se positionner en tant que centres logistiques. Ce processus doit déboucher, non pas sur une concurrence, mais sur une coopération concrète et mutuellement bénéfique, notamment en raison de la proximité de l'aéroport de Luxembourg par rapport à la zone économique d'Illange qui doit accueillir

prochainement près de 2.000 entreprises d'origine chinoise.

Les députés luxembourgeois ont par ailleurs exprimé leur scepticisme quant à la possibilité de rendre plus sûre la centrale nucléaire de Cattenom à travers des investissements supplémentaires. Pour Mme Grommerch, une fermeture n'est cependant pas à l'ordre du jour et la prolongation de la durée de vie nécessite des investissements conséquents. Il faut certes continuer à trouver des terrains d'entente au sujet de la centrale nucléaire de Cattenom, tout en cherchant parallèlement à développer les énergies renouvelables, mais le Luxembourg ne peut pas exiger de la France la fermeture du site, a souligné l'élue française.

Les députés luxembourgeois ont pour leur part rappelé la motion de la Chambre des Députés demandant au Gouvernement luxembourgeois d'intervenir auprès du Gouvernement français afin de fermer la centrale nucléaire de Cattenom. Le Président de la Chambre des Députés a également rappelé sa lettre du 5 octobre dernier au Président de l'Assemblée nationale de la République française, dans laquelle il lance un appel à ce dernier pour intervenir auprès du Gouvernement français et auprès de toute autre autorité concernée et de leur faire part de la préoccupation des parlementaires luxembourgeois au sujet de Cattenom.

## Prendre la problématique du jeu compulsif au sérieux



**M. Laurent Mosar a visité les locaux de l'a.s.b.l. «anonym Glécksspiller» à Gasperich.**

Selon des estimations, le Luxembourg compte 4.500 joueurs compulsifs. Très sensible à cette problématique qui touche également une population de plus en plus jeune, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar vient de visiter les locaux de l'a.s.b.l. «anonym Glécksspiller» à Gasperich et s'est longuement entretenu avec les responsables ainsi qu'avec un joueur compulsif.

Depuis sa création en 2003, l'a.s.b.l. «anonym Glécksspiller» offre information, prévention, consultation, aide, échanges, réunions de groupes et thérapies, le tout dans le cadre de ses moyens limités. Au dé-

but de son existence, elle a surtout été contactée pour des dépendances concernant les jeux de loterie ou de casino.

Depuis quelques années, la problématique a évolué et concerne également le poker, ainsi que les jeux sur ordinateur et/ou Internet, et ceci surtout parmi les jeunes de 12 à 15 ans.

L'a.s.b.l. se trouve ainsi également confrontée aux problèmes de mineurs qui fuient la réalité pour se réfugier dans un monde virtuel où ils peuvent jouer un rôle différent du leur, avec tous les risques et problèmes que cela comporte pour eux et pour leur entourage.

## Forum de l'intégration de l'Union européenne à Rome



**Mme Claudia Dall'Agnol et M. Xavier Bettel.**

Les 14 et 15 novembre derniers à eu lieu à Rome (Italie) le «Forum de l'intégration de l'UE», organisé par la «Robert Bosch Stiftung». Pour le compte du Luxembourg, les députés Mme Claudia Dall'Agnol et M. Xavier Bettel ont participé aux travaux. Ce forum réunit annuellement environ 100 jeunes responsables politiques issus des 27 pays membres de l'UE ainsi que des membres de gouvernement, des représentants des médias et de différents cercles de réflexion pour discuter des défis auxquels doit faire face l'UE.

Un autre but avéré de ce forum consiste à créer un réseau de jeunes décideurs et leaders de demain prêts à contribuer à leur façon aux changements futurs de l'Union. Le premier forum a eu lieu en 2011 et celui de cette année a connu un succès analogue.

Placé sous le thème de «Une Europe à deux vitesses pour sauver l'UE - ou bien est-ce le début de la fin?», les échanges entre les participants au forum, venus des quatre coins de l'Europe, furent vifs et animés.

Les jeunes responsables politiques ont également essayé de trouver des réponses aux interrogations suivantes: «En pleine crise financière, une Union à deux vitesses est-elle inévitable? Dans l'affirmative, est-ce la clé pour garantir la survie à long terme de l'UE? Ou bien est-ce le début de la fin de l'intégration de l'Europe?».

Les discussions furent par ailleurs enrichies par des contributions de la part de M. Pat Cox, ancien Président du Parlement européen, et de Mme Marta Dassù, Sous-secrétaire d'État au Ministère des Affaires étrangères italien.



**Les membres du Bureau de la Chambre des Députés et de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional avec les élus communaux du Nord mosellan et Mme Anne Grommerch, députée de la Moselle.**



## Entrevue avec des parlementaires ouzbeks



Échange de vues entre députés ouzbeks et luxembourgeois.

Les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ont reçu des parlementaires de la République d'Ouzbékistan. La délégation a été présidée par M. Bory Alikhanov, Vice-Président de la Chambre législative et membre du mouvement écologique ouzbek.

M. Alikhanov a expliqué que l'Ouzbékistan est en passage vers la démocratie. En 2005, l'Union européenne a condamné la répression

brutale du soulèvement d'Andijan. Les sanctions imposées ont récemment été allégées.

Au cours de l'échange de vues, les députés luxembourgeois se sont encore intéressés à l'organisation de l'alimentation en eau du pays, renvoyant à une résolution en faveur d'une meilleure coopération multilatérale en Asie centrale dans le domaine de la pollution transfrontalière et de la gestion des bassins fluviaux transfrontaliers adoptée par la Chambre des représentants belge.

D'autres questions des députés luxembourgeois ont porté sur la lutte contre la pauvreté dans ce pays en transition.

Le Luxembourg y soutient les efforts de modernisation du secteur financier ouzbek, notamment par le biais de formations s'adressant aux spécialistes bancaires. Une convention de non double imposition est entrée en vigueur en 2001. Il existe aussi un accord aérien et un accord entre l'UEBL et l'Ouzbékistan sur la protection des investissements.

## Développement du commerce et opportunités d'investissement

Les 5 et 6 novembre 2012, le président de la Commission des Affaires économiques et financières, des Affaires sociales et de l'Éducation de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (Ap-UpM), M. Ali Ercoşkun, avait invité les membres à Bolu en Turquie, à mi-chemin entre Istanbul et Ankara. Mme Martine Mergen y a représenté le Parlement luxembourgeois.

Mme Zeynep Karahan Uslu, présidente de la délégation turque à l'Ap-UpM évoqua la situation désastreuse en Syrie; en effet la Turquie avait déjà mis à disposition plus de 400 millions de dollars pour les réfugiés syriens. Elle fit un appel à la collaboration internationale pour faire de cette crise une opportunité et rappela que le développement commun du bassin de la Méditerranée pourrait avoir un impact positif pour tous les partenaires de l'UpM.

Le président de la Commission décrit ensuite les grandes lignes du programme de travail avant d'introduire les deux thèmes de la journée:

d'une part, le développement du commerce et des opportunités d'investissement en Méditerranée, d'autre part, l'amélioration de la mobilité commerciale entre les pays membres.

Le secrétaire général de l'UpM, M. Lino Cardarelli, décrit la situation actuelle de l'Union. Il fit notamment allusion aux aléas du printemps arabe, ayant entraîné un essor du développement mais aussi par endroits un déclin des relations commerciales.

M. Hans Peter Lankes, directeur pour les stratégies d'entreprises à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement expliqua le fonctionnement de cette institution. La BERD soutient le financement de projets dans le secteur privé et le secteur public, ceci dans une stratégie de bas en haut, encourageant ainsi d'une façon générale les initiatives privées.

L'aide au financement présuppose un système politique multipartis et une évaluation positive des risques inhérents aux projets. Ceci assure des

retours d'investissements très corrects.

En 2011 seul, la BERD a débuté 400 nouveaux projets, avec une accentuation des pays du sud et de l'est de la Méditerranée, sur un total de 1.600 projets en cours. Elle gère 35 bureaux dans différents pays avec 1.630 employés.

La mobilité commerciale fut le thème de la deuxième partie de la session. Ce fut notamment la politique des visas, qui est maniée de façon très différente par les pays de l'UE, qui fut discutée et critiquée. La Turquie, dont les entreprises sont le deuxième exportateur mondial de projets de construction, est très impliquée dans les échanges commerciaux. M. Emre Orhan Öztelli du Ministère de l'Économie turc exposa les avantages, les facilités mais surtout les barrières des relations pratiques économiques entre pays.

Les membres de la Commission étaient d'accord pour souligner l'importance de ce sujet pour le futur des relations euro-méditerranéennes.



Mme Martine Mergen (rangée arrière) a participé à la réunion de la Commission des Affaires économiques et financières, des Affaires sociales et de l'Éducation de l'Ap-UpM.

## XIV<sup>e</sup> Conférence interparlementaire européenne sur l'espace

La XIV<sup>e</sup> Conférence interparlementaire européenne sur l'espace (CIEE) s'est déroulée cette année du 21 au 23 octobre à Varsovie sous présidence polonaise. Les hommes politiques et experts participant à l'événement, placé sous le thème «espace et développement durable», ont tenu à mettre en exergue les résultats concrets ainsi que les retombées économiques - surtout en termes d'emplois - générés désormais par la politique de l'espace mise en place aussi bien au niveau européen qu'au niveau des États nationaux de l'Union européenne.

D'où la nécessité selon M. Marcel Oberweis de prêter une attention toute particulière à la formation d'ingénieurs, de techniciens et de scientifiques. Dans son intervention et en sa qualité de président de la Com-

missaire luxembourgeois en déclarant que l'espace est devenu une plateforme unique pour l'innovation en Europe étant donné qu'il arrive à réunir universités, centres de recherche et entreprises. Dans ce contexte, M. Dordain mentionna également la prochaine coprésidence helvético-luxembourgeoise jusqu'en 2015 de l'ESA, une des rares organisations mondiales actives dans tous les secteurs des activités spatiales, allant de l'exploration spatiale à la sauvegarde de l'environnement en passant par l'amélioration du savoir-faire technologique et de la compétitivité économique du continent européen.

Une grande partie de la XIV<sup>e</sup> CIEE fut ensuite réservée à Galileo, projet européen de système de positionnement par satellites (Radionavigation). Depuis le 12 octobre 2012, quatre



M. Marcel Oberweis (à droite) a représenté la Chambre à la CIEE.

mission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace de la Chambre, le Député s'est référé au partenariat pluriannuel signé en mars 2010 entre l'opérateur global de satellites SES et l'Université du Luxembourg afin de faire du Luxembourg un centre européen d'excellence et d'innovation dans le domaine des nouvelles technologies de communication et d'information par satellite.

S'en sont suivies entre 2010 et 2015:

- la conception d'un centre interdisciplinaire pour la sécurité, la fiabilité et la confiance (SnT) qui propose une plateforme d'interaction et de collaboration entre chercheurs universitaires et partenaires extérieurs;

- la mise en place d'une chaire en droit des médias et des communications par satellite de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance,

- ainsi que la création induite de 700 emplois dans des domaines d'activités touchant de près ou de loin la recherche et l'espace.

M. Jean-Jacques Dordain, directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA: European Space Agency), emboîta le pas au parlementaire

des 30 satellites définitifs du système se trouvent en position orbitale alors qu'il est prévu de l'achever d'ici 2019-2020.

Une fois opérationnel, Galileo pourra être couramment utilisé dans les transports maritimes, aériens et terrestres, les opérations de secours et de sauvetage, les travaux publics, la prospection pétrolière, l'agriculture, ou tout simplement associé à la voiture ou au téléphone mobile dans la vie de tous les jours.

Galileo garantira ainsi l'autonomie de l'Union européenne vis-à-vis des États-Unis et de la Russie dans ces domaines stratégiques, notamment dans les applications militaires, et déploiera des facultés avancées par rapport à celles présentement offertes par les systèmes GPS des États-Unis ou GLONASS de la Russie.

Finalement, la conférence s'est encore penchée sur les millions de déchets qui flottent en orbite autour de la terre et menacent de plus en plus le bon fonctionnement des satellites ainsi que celui de la station spatiale internationale (ISS: International Space Station) occupée en permanence par un équipage international qui se consacre à la recherche scientifique dans l'environnement spatial.



## Visite de parlementaires luxembourgeois en République tchèque

Fin octobre 2012, une délégation de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de la Chambre, composée de Mmes Anne Brasseur et Diane Aehm ainsi que de MM. Fernand Diederich, Félix Braz et Gast Gibéryen, s'est rendue à Prague en République tchèque. Sur invitation de leurs homologues qui en décembre 2011 avaient eu l'occasion de se familiariser avec les pratiques luxembourgeoises en matière de contrôle de l'exécution budgétaire, les députés luxembourgeois se sont enquis de la manière dont le Parlement tchèque vérifie l'exécution du budget par le Gouvernement.

Dans le but d'élargir le contrôle de l'utilisation des deniers publics et d'assurer une plus grande transparence dans la façon dont s'effectuent les dépenses gouvernementales, il a été procédé à un changement à la direction de la Cour des Comptes tchèque. Néanmoins, un nouveau projet de loi visant à améliorer les conditions de contrôle de l'exécution des finances publiques tarde à être voté. Ceci est dû en grande partie aux conditions économiques moins



Des membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire reçus de leurs homologues tchèques.

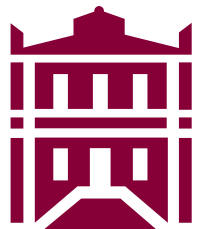
favorables que connaît la République tchèque depuis un certain temps et à une politique fiscale plus stricte envisagée par les responsables gouverne-

mentaux en vue d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2016. De la bouche du Vice-Ministre des Finances tchèque, M. Jan Gregor, les parle-

mentaires luxembourgeois ont ainsi pu apprendre que le Gouvernement se trouve actuellement dans une situation difficile, notamment dans la

perspective de l'établissement du budget pour l'année 2013, empêtré qu'il est dans d'éternelles discussions autour d'une hausse de la TVA, d'une augmentation progressive de l'âge de la retraite, d'un non-ajustement futur des pensions à l'inflation et d'une structure territoriale trop lourde et trop dépensière.

Dans leurs efforts de mise en place de nouveaux moyens de contrôle et d'inspection plus strictes, les 15 membres de la Commission du Contrôle budgétaire du Parlement tchèque présidée par un membre de l'opposition peuvent néanmoins compter sur l'appui de leurs collègues parlementaires. Connue pour son intransigeance et jouissant d'un grand respect, la commission n'a pas hésité depuis début 2012 à transmettre ainsi à deux reprises des dossiers aux autorités pénales. De même, elle a pu empêcher la société nationale des chemins de fer, invoquant la garantie de l'État alors qu'elle n'avait pas été accordée, de recourir à un emprunt à hauteur de 12 milliards de couronnes tchèques.



## NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°2 • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

### Accord de libre-échange UE/Corée

**6320 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Bruxelles, le 6 octobre 2010**

L'objectif de l'Accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre

part, est de donner aux entreprises de l'Union européenne un accès étendu au marché coréen, grâce à l'élimination de droits de douane pour les exportateurs européens et la suppression de nombreuses barrières non tarifaires. Il s'agit du premier accord en son genre pour lequel des négociations ont été menées à bien au titre de la stratégie définie dans la communication de la Commission intitulée «Une Europe compétitive dans une économie mondialisée». L'accord est présenté par la Commission européenne comme l'accord de libre-échange le plus ambitieux et le plus complet, dans sa couverture, que l'UE ait négocié à ce jour.

### Lutte contre le bruit

**6367 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit**

Le projet de loi a pour but de modifier la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit. L'objectif de la modification est de fournir une base légale à un futur règlement grand-ducal instituant un régime d'aides en faveur des propriétaires de bâtiments d'habitation construits avant le 31 août 1986 en vue de l'amélioration de l'isolation acoustique contre le bruit aérien en provenance de l'aéroport de Luxembourg, et ce dans le cadre des plans d'action à établir en application de la directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement.

Pour atteindre l'objectif du projet de loi, il était initialement prévu de compléter l'article 2, pa-

ragraphe 1<sup>er</sup> de la loi précitée du 21 juin 1976 par un nouveau point 10 formulé comme suit: «10. créer des régimes d'aides financières destinés à soutenir des mesures d'évaluation, de prévention, de réduction ou de suppression du bruit.»

Dans son avis du 30 mars 2012, le Conseil d'État a rappelé que les régimes d'aides financières prévus sont à considérer comme des mesures de protection de la santé, érigées en matière réservée à la loi par l'article 11, paragraphe 5 de la Constitution. Pour que le projet de loi réponde aux exigences de la Constitution, la Haute Corporation avait donc exigé que les critères et modalités d'octroi des régimes d'aides envisagés, de même que les montants maxima, soient sous peine d'opposition formelle inscrits dans la loi.

Le projet a été amendé par le Gouvernement afin de donner suite à l'exigence du Conseil d'État et prévoit dorénavant de compléter la loi précitée du 21 juin 1976 par un article 2bis.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 29.08.2011  
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):  
07.05.2012 Désignation d'un rapporteur  
08.10.2012 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2012

### Accord-cadre UE/Corée

**6321 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Bruxelles, le 10 mai 2010**

L'Accord-cadre est un traité à caractère mixte qui porte sur des matières relevant aussi bien de la compétence de l'Union européenne que de celle des États membres. Il requiert de ce fait l'approbation du Parlement européen ainsi que la ratification par les États membres de l'UE.

L'approbation du Parlement coréen est également requise. L'accord comprend, outre le préambule, 53 articles répartis en dix chapitres ainsi qu'une Déclaration interprétative commune concernant les articles 45 et 46 et une Déclaration unilatérale de l'Union européenne relative à l'article 12.

L'accord est présenté par la Commission européenne comme la base contractuelle de la relation de l'Union avec la Corée du Sud. Étayé par une vaste série de principes communs et de valeurs partagées, il établit un cadre modernisé pleinement cohérent pour les relations bilatérales.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 29.08.2011  
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):  
07.05.2012 Désignation d'un rapporteur  
08.10.2012 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2012

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 18.11.2011

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

01.12.2011 Désignation d'un rapporteur  
18.04.2012 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État  
26.09.2012 Examen de l'amendement gouvernemental et de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
10.10.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.11.2012

### Enseignement supérieur

**6371 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur**

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur.

Il poursuit un triple objectif:

- Tout d'abord, il s'agit d'apporter à la législation existante les dérogations en vue de la création ultérieure de la spécialité du brevet de technicien supérieur (BTS) d'assistant technique médical spécialisé de radiologie par arrêté du ministre ayant l'Enseignement supérieur dans

ses attributions, conformément à l'article 4, alinéa 2, de la loi modifiée précitée de 2009, et de permettre de doter, au vu de la technicité de la profession, cette formation d'un volume de 180 crédits ECTS.

Rappelons dans ce contexte que la loi précitée de 2009 a été déjà modifiée par la loi du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées. Conformément aux dispositions de cette loi modifiée, l'architecture des formations aux professions de santé est la suivante:





- l'infirmier responsable de soins généraux suit une formation de quatre ans menant à l'obtention d'un BTS avec l'obligation d'obtenir un diplôme de fin d'études secondaires techniques en classe de 13<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire technique;

- l'infirmier spécialisé suit une formation avec un volume de 120 crédits ECTS menant à l'obtention d'un BTS spécialisé, l'accès à la formation étant subordonné à l'obtention préalable d'un BTS «spécialité infirmier responsable de soins généraux»;

- la sage-femme suit une formation avec un volume de 180 crédits ECTS menant à l'obtention d'un BTS spécialisé, l'accès à la formation étant subordonné à un diplôme de fin d'études secondaires ou de fin d'études secondaires techniques.

Le besoin s'est fait ressentir de faire également de la formation de l'assistant technique médical de radiologie une formation de l'enseignement supérieur. En effet, l'exercice de la profession est devenu plus complexe au fil des années et nécessite désormais des connaissances et des savoir-faire plus développés.

L'accès à la formation est subordonné à l'obtention préalable d'un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques; il s'agit donc d'un accès généralisé indépendant de la nécessité pour le candidat d'être détenteur d'un diplôme d'infirmier et de jouir de l'autorisation d'exercer la profession d'infirmier.

- Ensuite, en relation avec les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur sanctionné par l'obtention du brevet de technicien supérieur, le projet de loi vise à conférer la base légale nécessaire aux peines académiques qui suivent le constat de la tentative de fraude, de la fraude ou du plagiat.

- Enfin, en relation avec la procédure d'accréditation des institutions d'enseignement supérieur et des formations d'enseignement supérieur qui sont susceptibles d'être implantées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, le projet de loi vise à préciser la nomenclature permettant d'identifier les différentes catégories d'établissements. Deux catégories sont proposées dans le cadre de la loi modificative, à savoir:

- la catégorie «université» avec ses deux missions fondamentales qui sont la recherche et la formation scientifique ou professionnelle;

- la catégorie «établissement d'enseignement supérieur spécialisé» qui offre des formations de niveau universitaire axées sur la pratique et permettant une entrée rapide sur le marché du travail.

Le projet de loi introduit deux critères majeurs selon lesquels les établissements demandant l'accréditation peuvent postuler pour l'une ou pour l'autre des catégories susmentionnées. Il s'agit, d'une part, de la finalité propre à chaque catégorie et, d'autre part, du nombre de titulaires et de leurs qualifications.

## Indemnité de chômage

### 6401 - Projet de loi portant modification de l'article L.521-3 du Code du Travail

Le projet de loi propose de modifier l'article L. 521-3 du Code du Travail déterminant les conditions d'admission aux allocations de chômage, en supprimant la condition fixée au point 5 selon laquelle il ne faut être bénéficiaire ni d'une pension de vieillesse ou d'invalidité ni d'une rente plénière d'accident pour percevoir l'indemnité de chômage.

En supprimant cette disposition anticumul, le projet de loi tient compte d'un avis motivé adressé au Grand-Duché de Luxembourg au titre de l'article 258 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à la suite du refus d'accorder une prestation de chômage acquise sur la base de la seule législation nationale en raison de la perception d'une prestation de sécurité sociale octroyée par un autre État membre.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 22.02.2012

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):

12.03.2012 Désignation d'un rapporteur

27.09.2012 Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

03.10.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.10.2012

## Lutte anti-corruption

### 6416 - Projet de loi portant approbation de l'Accord conférant le statut d'organisation internationale à l'Académie internationale de lutte contre la corruption (IACA), signé à Vienne, le 2 septembre 2010

L'article unique du projet de loi a pour objet d'approuver l'Accord. La IACA est le fruit d'une coopération entre l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et la République d'Autriche qui met à sa disposition les locaux situés à Laxenburg.

La IACA a obtenu le statut d'organisation internationale depuis le 8 mars 2011, date à laquelle le nombre nécessaire d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ont été déposés<sup>1</sup>.

Une organisation internationale peut être définie comme étant un «[G]roupement permanent d'États doté d'organes destinés à exprimer, sur des matières d'intérêt commun, une volonté distincte de celle des États membres»<sup>2</sup>.

Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de l'accord, ce statut emporte les avantages suivants:

- la IACA jouit du plein statut de personne morale internationale;

- elle a la capacité juridique pour, notamment: (a) conclure des contrats; (b) acquérir des biens meubles et immeubles et en disposer; (c) ester en justice; (d) prendre toute autre mesure nécessaire pour remplir ses objectifs et accomplir ses activités.

L'objectif de la IACA est «[...] de promouvoir une prévention et une lutte contre la corruption effectives et efficaces»<sup>3</sup> en fournissant le savoir-faire, la formation et la recherche nécessaires à la compréhension et la détection des actes de corruption.

À cet effet la IACA est l'unique organisation internationale dédiée entièrement à l'étude scientifique de la lutte anti-corruption et à la coopération en toutes les matières et secteurs pouvant être affectés par la corruption. Ainsi, pour reprendre la description fournie par les auteurs du projet de loi, la IACA fonctionne comme un centre d'excellence académique indépendant en matière de lutte anti-corruption. En son sein sont dispensés des formations universitaires du niveau master et des séminaires de formation continue. L'enseignement et la gouvernance de l'Académie sont assurés par des personnalités du monde académique, actives dans le domaine de la lutte contre la corruption. La IACA vise ainsi à être une véritable plate-forme de dialogue qui permet la création de réseaux et de laboratoires d'idées.

Les participants aux séminaires de formation continue et les étudiants vont pouvoir élargir leur connaissance dans le domaine de la lutte anti-corruption par une combinaison d'un travail de recherche et des expériences pratiques

<sup>1</sup> L'article XVIII paragraphe (3) de l'Accord prévoit que «[L]e présent Accord entrera en vigueur soixante jours après la date de dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion de trois États ou organisations internationales.»

<sup>2</sup> Serge Guinchard, Gabriel Montagnier, Lexique des termes juridiques, 13<sup>e</sup> édition, Dalloz, 2001, page 394.

<sup>3</sup> Article II de l'Accord.

et participer ainsi à l'échange international de savoir et de bonnes pratiques entre académiciens, fonctionnaires, employés du secteur privé, experts et représentants de la société civile. Comme indiqué ci-avant, cette approche se veut résolument internationale, interdisciplinaire, intersectorielle, orientée vers la pratique et des résultats tangibles à long terme.

La création de la IACA se situe ainsi dans la suite de l'approche choisie en la matière par l'Organisation des Nations Unies et dans la même foulée, par le Luxembourg. Ainsi, la Convention des Nations Unies contre la corruption signée à Mérida, le 9 décembre 2003, exige en son article 7, paragraphe (1) lettre d), que les États parties «[F]avorisent l'offre de programmes d'éducation et de formation qui leur permettent de s'acquitter de leurs fonctions de manière correcte, honorable et adéquate et [qu'ils] les fassent bénéficier d'une formation spécialisée appropriée qui les sensibilise davantage aux risques de corruption inhérents à l'exercice de leurs fonctions».

Dans le contexte de cette Convention, le Luxembourg a mis en place, par la loi du 1<sup>er</sup> août 2007<sup>4</sup>, un Comité de Prévention de la Corruption (COPRECO) dont une des tâches est d'«[...] assurer une diffusion adéquate des connaissances concernant la prévention de la corruption»<sup>5</sup>.

Le présent projet de loi s'inscrit ainsi dans la foulée de maints efforts entrepris par le Luxembourg pour lutter efficacement contre la corruption.

Récemment, la Chambre des Députés a voté la loi du 13 février 2011<sup>6</sup> qui introduit une protection renforcée des salariés et fonctionnaires contre d'éventuelles représailles lorsqu'ils sont amenés à dénoncer un fait de corruption dont ils ont pris connaissance sur leurs lieux de travail.

Dans le même ordre d'idées la loi du 3 mars 2010<sup>7</sup> introduit en droit luxembourgeois la responsabilité pénale des personnes morales conformément ainsi le droit luxembourgeois aux exigences et standards internationaux en la matière.

<sup>4</sup> Loi portant 1. approbation de la Convention des Nations Unies contre la corruption, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies à New York le 31 octobre 2003 et ouverte à la signature à Mérida (Mexique) le 9 décembre 2003, 2. modification de l'article 12, point 5 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), Mémorial A, n°158, 24 août 2007, page 2928.

<sup>5</sup> Idem, article 2, quatrième tiret.

<sup>6</sup> Loi du 13 février 2011 renforçant les moyens de lutte contre la corruption et portant modification 1) du Code du Travail 2) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut des fonctionnaires de l'État 3) de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux 4) du Code d'instruction criminelle et 5) du Code pénal, Mémorial A, n°32, 18 février 2011, page 348.

<sup>7</sup> Loi du 3 mars 2010 1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle 2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives, Mémorial A, n°36, 11 mars 2010, page 614.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 23.11.2011

Rapporteur: M. Serge Wilmes

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace (Président: M. Marcel Oberweis):

12.01.2012 Désignation d'un rapporteur

23.04.2012 Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.05.2012 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

28.06.2012 Présentation et adoption d'un amendement parlementaire

12.09.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

24.09.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.10.2012

## Équipements sous pression transportables

### 6393 - Projet de loi concernant les équipements sous pression transportables

Le présent projet de loi a pour objet de transposer en droit national la directive 2010/35/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2010 concernant les équipements sous pression transportables et abrogeant les directives du Conseil 76/767/CEE, 84/525/CEE, 84/526/CEE, 84/527/CEE et 1999/36/CE.

La directive 1999/36/CE du Conseil du 29 avril 1999 relative aux équipements sous pression transportables a été adoptée comme première mesure en vue de renforcer la sécurité du transport des équipements sous pression transportables, tout en garantissant la libre circulation de ces équipements sur le marché unique des transports. Elle a été transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 12 octobre 2001 concernant les équipements sous pression transportables.

Récemment, la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 2008 relative au transport intérieur des marchandises dangereuses a étendu l'application des dispositions de certains accords internationaux au trafic national dans le but d'harmoni-

ser les conditions qui régissent le transport de marchandises dangereuses par route, rail et voie navigable dans toute l'UE. Cette directive a rendu nécessaire l'actualisation des dispositions de la directive 1999/36/CE, afin d'éviter la coexistence de règles contradictoires, en ce qui concerne notamment les exigences de conformité, l'évaluation de la conformité et les procédures d'évaluation de la conformité en matière d'équipements sous pression transportables.

La directive 2010/35/UE a pour objet de:

- renforcer la sécurité en ce qui concerne les équipements sous pression transportables agréés pour le transport intérieur de marchandises dangereuses tout en assurant la libre circulation de tels équipements, y compris leur mise sur le marché, leur mise à disposition sur le marché et leur utilisation à l'intérieur de l'UE;

- définir des règles détaillées concernant les obligations des différents opérateurs et les conditions que doivent remplir les équipements en question.

Le projet de loi définit de plus des exigences applicables aux autorités responsables de l'évaluation, de la notification et du contrôle des organismes notifiés afin de garantir un niveau uniforme de qualité des prestations des organismes notifiés.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 14.02.2012

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

29.02.2012 Désignation d'un rapporteur

11.07.2012 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

19.07.2012 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

17.10.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

24.10.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.11.2012



En 2001<sup>8</sup>, le Luxembourg a approuvé la Convention de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales.

Les auteurs du projet de loi citent aussi dans leur exposé des motifs la Convention pénale sur la corruption du Conseil de l'Europe du 27 janvier 1999 ainsi que la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, signée à Bruxelles, le 26 mai 1997, ainsi que le deuxième Protocole relatif à cette Convention<sup>9</sup>. Ces instruments internationaux ont été approuvés en droit luxembourgeois par la loi du 23 mai 2005<sup>10</sup>.

<sup>8</sup> Loi du 15 janvier 2001 portant approbation de la Convention de l'Organisation de coopération et de développement économiques du 21 novembre 1997 sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales et relatif aux détournements, aux destructions d'actes et de titres, à la concussion, à la prise illégale d'intérêts, à la corruption et portant modification d'autres dispositions légales, Mémorial A, n°17, 7 février 2001, p. 698.

<sup>9</sup> Deuxième Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signé à Bruxelles, le 19 juin 1997.

<sup>10</sup> Loi du 23 mai 2005 portant approbation: a) de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, signée à Bruxelles, le 26 mai 1997; b) du deuxième Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signé à Bruxelles, le 19 juin 1997; c) de la Convention pénale sur la corruption, signée à Strasbourg, le 27 janvier 1999; d) du Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption, signé à Strasbourg, le 15 mai 2003; et modifiant et complétant certaines dispositions du Code pénal, Mémorial A, n°74, 9 juin 2005, page 1176.

Il n'est dès lors pas étonnant que le Luxembourg soutienne également l'Accord conférant le statut d'organisation internationale à la IACA.

En ce qui concerne le mode de financement de l'IACA, il convient de noter qu'il est assuré, aux termes de l'article XI, paragraphe (1), point a) de l'Accord, par l'intermédiaire des contributions volontaires de la part des États membres et non pas par le biais d'une contribution obligatoire des États parties calculée et déterminée selon une clé de répartition prédéfinie.

Il est prévu que la IACA travaillera de sorte avec les États membres sur base de projets concrets qui peuvent être des conférences, des séminaires ou des études et ce en vue de la mise en place d'un Master in Anti-Corruption Studies (ci-après le MACS) dont le financement est pris en charge, partiellement ou de manière intégrale, par les États membres.

Selon les auteurs du projet de loi, la contribution luxembourgeoise consistera en des collaborations ponctuelles avec la IACA, comme par exemple pour l'organisation d'une conférence en 2013 ou l'octroi de bourses d'études pour un étudiant d'un des pays cibles de la coopération luxembourgeoise. De même, le Luxembourg est engagé dans le processus préparatoire en vue de l'organisation d'un MACS.

## Adhésion de la Croatie à l'UE

**6423 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovaquie, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Croatie relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 9 décembre 2011**

Le traité d'adhésion de la Croatie à l'Union européenne a été signé le 9 décembre 2011 à Bruxelles. Conformément à la législation croate, le gouvernement croate a dû organiser un référendum juridiquement contraignant. Le 22 janvier 2012, ce référendum a eu lieu et les élec-

teurs croates ont voté à hauteur de 66,27% pour l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne. Le taux de participation était de 43,5%, comparé à 54% aux dernières élections parlementaires en décembre 2011. L'adhésion est prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet 2013, après ratification dans chacun des États membres et en Croatie. Selon des informations de la Commission européenne, les onze États membres suivants ont ratifié le traité d'adhésion à ce jour: Autriche, Bulgarie, Chypre, République tchèque, Hongrie, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Roumanie, Slovaquie. Le 9 mars 2012, le Parlement croate a approuvé à l'unanimité le traité d'adhésion.

Il y a lieu de préciser que l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne n'entraîne pas automatiquement son entrée dans la zone euro qui n'intervient que si un État membre remplit les conditions spécifiques prévues à cet effet. En ce qui concerne l'espace Schengen, l'article 4 de l'acte d'adhésion prévoit des dispositions qui sont automatiquement contraignantes pour la Croatie dès son adhésion et des mesures qui ne sont contraignantes que suite à une décision du Conseil. L'application de l'acquis de Schengen par la Croatie est contraignante pour celle-ci et s'y applique à compter de la date d'adhésion. Cependant, l'entrée dans l'espace Schengen ne peut se faire qu'après une décision du Conseil, conformément aux procédures de Schengen applicables et compte tenu d'un rapport de la Commission confirmant que la Croatie continue de respecter les engagements pertinents pour l'acquis de Schengen.

d'Chamber  
online op  
[www.chd.lu](http://www.chd.lu)

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.04.2012

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

07.05.2012 Désignation d'un rapporteur

24.09.2012 Analyse du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.10.2012

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 23.03.2012

Rapporteuse: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

12.09.2012 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

19.09.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.10.2012

## Label écologique de l'UE

**6419 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°66/2010 du 25 novembre 2009 établissant le label écologique de l'Union européenne**

Le présent projet de loi exécute en droit national le règlement (CE) n°66/2010 du 25 novembre 2009 établissant le label écologique de l'Union européenne. Il se limite à préciser les compétences respectives et à déterminer les sanctions applicables.

Le système a été établi par le règlement (CEE) n°880/92 et modifié par le règlement (CE) n°1980/2000. Le règlement faisant l'objet du projet de loi vise à améliorer les règles d'attribution, d'utilisation et de fonctionnement du label; il tend à accroître l'efficacité et à rationaliser le fonctionnement du système.

Le règlement (CE) n°1980/2000 est abrogé. Il continue cependant à s'appliquer aux contrats

conclus avant l'entrée en vigueur du règlement (CE) n°66/2010, jusqu'à leur date d'expiration normale.

Le label écologique communautaire est un programme facultatif et volontaire créé en 1992 pour encourager la production et la consommation de produits et services respectueux de l'environnement dans toute l'UE. À l'heure actuelle, près de 20.000 produits et services (produits d'entretien, appareils électriques, papier, produits textiles, services d'hébergement touristique,...) portent le logo en forme de fleur du label écologique communautaire. Le label écologique européen peut être attribué aux produits et services dont l'impact sur l'environnement est le plus faible par rapport aux produits d'un même groupe. Les critères du label sont élaborés à partir de données scientifiques concernant l'ensemble du cycle de vie des produits, de leur élaboration jusqu'à leur élimination. L'attribution du label se fait en tenant compte des objectifs européens en matière d'environnement et d'éthique.

## Chamber TV

weist all öffentlich Sitzung live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Biermereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Conter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hiefenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nospelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Miedernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 29.03.2012

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

02.05.2012 Désignation d'un rapporteur

04.07.2012 Présentation du projet de loi

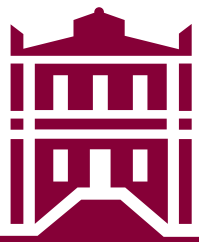
Examen de l'avis du Conseil d'État

17.10.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.11.2012





## Sommaire

### 1. Communications

- M. le Président

### 2. 6486 - Proposition de loi modifiant la loi électorale du 18 février 2003 et visant à établir des directives de mise en place pour les enseignes publicitaires électorales

- Déclaration de recevabilité: M. le Président

### 3. Ordre du jour

- M. le Président

### 4. Heure de questions au Gouvernement

Question n°183 du 13 novembre 2012 de Mme Tessy Scholtes relative au problème des septicémies et la meilleure façon de les prévenir voire de les guérir, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- Mme Tessy Scholtes - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

Question n°184 du 12 novembre 2012 de M. André Bauler relative à un audit sur la médecine du travail, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- M. André Bauler - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

Question n°185 du 13 novembre 2012 de M. Henri Kox relative à l'exercice nucléaire du 5 et 6 décembre 2013 organisé dans la Grande Région, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- M. Henri Kox - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

Question n°186 du 13 novembre 2012 de M. Fernand Etgen relative à d'éventuelles écoutes qui auraient eu lieu à partir du centre d'instruction militaire dans le contexte de l'affaire «Bommeleer» et aux suites qu'il entend donner à ces révélations, adressée à M. le Ministre de la Défense

- M. Fernand Etgen - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense

Question n°187 du 13 novembre 2012 de M. Eugène Berger relative à la volonté de la Commission européenne de suspendre l'application de la taxe européenne sur les émissions CO<sub>2</sub> aux compagnies aériennes jusqu'à la prochaine assemblée générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à l'automne 2013, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

- M. Eugène Berger - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

Question n°188 du 13 novembre 2012 de M. Alexandre Krieps relative à la disparité des primes de disponibilité entre les différents services de la Police grand-ducale (USP, Service de Police Judiciaire, commissariats d'intervention), adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- M. Alexandre Krieps - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

Question n°189 du 13 novembre 2012 de M. Fernand Etgen relative à d'éventuels abus dans le cadre de l'attribution des aides financières de l'État pour études supérieures, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et

Question écrite n°2399 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

- M. Fernand Etgen, M. Claude Adam - M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

### 5. 6367 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz

- Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roger Negri, M. Serge Urbany

- M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 6. 6419 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°66/2010 du 25 novembre 2009 établissant le label écologique de l'Union européenne

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis

- Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roger Negri

- M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 7. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur une éventuelle exploitation de gisements de gaz de schiste supposés au sud du Luxembourg

- Exposé: M. Henri Kox

- Débat: Mme Diane Adehm, M. Eugène Berger, M. Roger Negri, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany

- M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur (M. Marcel Oberweis pose une question)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Mme Octavie Modert, MM. Marco Schank et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.  
Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

### (Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

### 1. Communications

Par contre hunn ech folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposiert.

2) Et goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire déposiert: de 15. Oktober vum Kommunikatiounsminister de Projet de loi 6487 iwwert d'Schafe vun der Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel; de 16. Oktober vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6488 iwwert de Bau vun engem Lycée zu Clierf; de 17. Oktober vum Ausseminister de Projet de loi 6489, en Ofkommen mat Brasilien iwwert d'Sécurité sociale, an de Projet de loi 6490, en Ofkommen iwwert de Verbuet vu chemesche Waffen; den 30. Oktober vum Wirtschaftsminister de Projet de Règlement grand-ducal 6492 iwwert d'Indicatioun vum Energieverbrauch vun Haushaltsgeräte; den 31. Oktober vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6493 iwwert d'Reglementatioun vun den öffentleche Stroossen; deeselwechten Dag vum Gesondheetsminister de Projet de loi 6494 géint den Tubak; de 5. November vum Verdedegungsminister de Projet de Règlement grand-ducal 6495 iwwert d'Participatioun vun engem Lëtzebuerger Militär an der FIAS am Kader vu senger Formation zum Psycholog; de 7. November vum Ausseminister de Projet de loi 6496, en Accord tëschent Lëtzebuerg an dem Saarland iwwer en däitsch-lëtzebuergerchen Enseignement secondaire; deeselwechten Dag vum Finanzminister de Projet de loi 6497, eng Ofännerung vu verschiddene Steiergesetze, a schliesslech den 8. November vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6498 an de Projet de loi 6499, Ofännerunge vum Code du Travail.

3) Den 10. Oktober ass eng Petitioun, d'N°321 iwwert d'Autorisatioun vun enger Asphaltinstallatioun zu Schëffleng, vun dem Här Albert Kalmes an der Madame Mireille Rodenbourg eragereecht ginn.

4) D'Petitioun N°322 iwwert d'Erneieren an d'Vergrëssere vun Resistenzmusée ass och den 10. Oktober vun der Associatioun „Frënn vum Resistenzmusée“ iwwerrecht ginn.

5) Sou wéi den Artikel 169 Alinéa 5 vun eisem Règlement et virgesäit huet d'Conférence des Présidents, well keng Sitzung an dem Délai vun aacht Woche virgesi war, sech majoritaire ausgeschwat fir d'Veschécken un déi zoustänneg europäesch Instanz vun engem Avis motivé zum Dokument COM(2012)372 iwwert déi kollektiv Gestiou vum Droit-d'auteurs an iwwert d'Lizenze vum Benotze vu Musek um Internet.

### Avis motivé

#### Considérations générales

Lors de sa réunion du 18 octobre 2012, la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire a examiné la proposition de directive concernant la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et la concession de licences multiterritoriales de droits portant sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur (document COM(2012)372 final).

Cette proposition de directive vise, d'une part, à fixer des règles de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et, d'autre part, à créer un cadre juridique favorable au développement, dans le domaine de la création musicale, de l'octroi de licences multiterritoriales et multirépertoires par les sociétés de gestion collective.

La proposition susmentionnée relève du contrôle des principes ancrés dans l'article 5 du traité sur l'Union européenne. Par renvoi du 16 juillet 2012, la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire a été chargée d'exercer ce contrôle. Le délai de réaction des parlements nationaux expire le 29 octobre 2012.

Contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité

D'un point de vue tout à fait général, la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire est en mesure de suivre l'argumentation par rapport au principe de subsidiarité proposée par la Commission européenne. En effet, en raison notamment de la nature transnationale des problèmes rencontrés dans le domaine de la gestion des droits d'auteur portant sur les œuvres musicales, les objectifs visés par la proposition de directive sous examen pourraient être mieux réalisés au niveau communautaire.

Toutefois, à examiner de plus près le dispositif proposé, la commission parlementaire se doit de constater que celui-ci entre très loin dans le détail sans donner des justifications convaincantes pour cette approche.

Ainsi, en ce qui concerne l'application des normes mises en place, le dispositif va jusqu'à imposer aux États membres la désignation d'une autorité spécifique (article 39) chargée de gérer les procédures de plainte (article 37); d'infliger des sanctions (article 38) et d'assurer le suivi de l'application du titre III (article 40). C'est notamment l'article 39 qui soulève les préoccupations de la commission parlementaire. L'article en question a la teneur suivante:

«Article 39

Autorités compétentes

Les États membres communiquent à la Commission le nom des autorités compétentes visées aux articles 21, 37, 38 et 40 au plus tard le [date].

La Commission publie ces informations sur son site internet.»

À part de sérieux problèmes de mise en œuvre de l'article 39 soulevés dans le contexte luxembourgeois, la commission parlementaire considère cette disposition comme contraire aux principes ancrés dans l'article 5 du traité sur l'Union européenne qui veut que:

«(...) En vertu du principe de subsidiarité, dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres, tant au niveau central qu'au niveau régional et local, mais peuvent l'être mieux, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, au niveau de l'Union. (...)

En vertu du principe de proportionnalité, le contenu et la forme de l'action de l'Union n'exèdent pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs des traités. (...).

Eu égard aux principes précités de l'Union européenne, vouloir exiger la désignation dans chaque pays d'une autorité indépendante pour veiller spécifiquement à l'application des normes mises en place par cette proposition de directive paraît excessif.

Il serait plus conforme au principe de subsidiarité de respecter l'organisation interne des États membres en permettant la diversité de modèles nationaux de contrôle de telles normes. Ainsi, au Luxembourg selon son modèle actuel, le juge serait compétent pour exercer ce contrôle.

### Conclusion

Pour les raisons évoquées ci-avant, la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire estime que, dans sa teneur actuelle, le dispositif proposé ne respecte pas le principe de subsidiarité.

Communications du Président - séance publique du 13 novembre 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

**6487** - Projet de loi portant création de l'établissement public «Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel» et modification 1. de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques; 2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; et 3. de la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques publiques

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 15.10.2012

**6488** - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée à Clervaux

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 16.10.2012

**6489** - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérative du Brésil, signée à Luxembourg, le 22 juin 2012

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 17.10.2012

**6490** - Projet de loi portant approbation de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, faite à Paris, le 13 janvier 1993

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 17.10.2012





**6492** - *Projet de règlement grand-ducal abrogeant:*

1) le règlement grand-ducal du 19 juin 1996 concernant l'indication de la consommation d'énergie des sèche-linge à tambour;

2) le règlement grand-ducal du 17 août 1998 concernant l'indication de la consommation d'énergie des lavantes-séchantes domestiques combinées;

3) le règlement grand-ducal du 14 février 2000 concernant l'indication de consommation d'énergie des lampes domestiques;

4) le règlement grand-ducal du 28 février 2006 concernant l'indication de la consommation d'énergie des climatiseurs à usage domestique;

5) le règlement grand-ducal du 28 février 2006 concernant l'indication de la consommation d'énergie des fours électriques à usage domestique

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 30.10.2012

**6493** - *Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 31.10.2012

**6494** - *Projet de loi modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac*

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 31.10.2012

**6495** - *Projet de règlement grand-ducal concernant la participation d'un membre de l'armée à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (FIAS) sous l'égide des Nations Unies dans le cadre de sa formation de psychologie*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 05.11.2012

**6496** - *Projet de loi portant approbation de l'Accord signé à Luxembourg le 21 mars 2012 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre modifiant l'article 3 de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 07.11.2012

**6497** - *Projet de loi portant modification*

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenverordnung»)

- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 07.11.2012

**6498** - *Projet de loi portant modification de l'article L.211-11 du Code du Travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 08.11.2012

**6499** - *Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du Travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 08.11.2012

3) Le 10 octobre 2012 la pétition n°321 concernant l'autorisation d'une installation de production d'asphalte à Schiffange a été introduite par M. Albert Kalmes et Mme Mireille Rodenbourg.

4) La pétition n°322 pour le renouvellement et l'agrandissement du Musée national de la Résistance d'Esch-sur-Alzette a été introduite par l'association «Frënn vum Resistenzmusée» le 10 octobre 2012.

5) Conformément à l'article 169.(5) du Règlement de la Chambre des Députés, la Conférence des Présidents, en l'absence d'une séance publique en temps utile pour respecter le délai de huit semaines, a décidé à la majorité des voix de l'envoi d'un avis motivé sur le document COM(2012)372 final sur la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et la conces-

sion de licences multiterritoriales de droits portant sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

## 2. 6486 - Proposition de loi modifiant la loi électorale du 18 février 2003 et visant à établir des directives de mise en place pour les enseignes publicitaires électorales

### Déclaration de recevabilité

An hirer Réunion vum 7. November huet sech d'Präsidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi N°6486, eng Ofännerung vum Wahlgesetz, déi vum Här François Bausch den 11. Oktober 2012 deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Präsidentekonferenz un?

### (Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

## 3. Ordre du jour

An hirer Réunion vum 7. November huet d'Präsidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; zweetens de Projet de loi 6367, eng Ofännerung vum Gesetz géint de Kameidi, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6419, eng Direktiv iwwert de Label écologique, nom Basismodell; dann eng Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Exploitioun vu Schifergas am Süde vum Land.

Muer de Mëtteg um zwou hu mer d'Déklaratioun iwwert d'Europa- an d'Ausepolitik vum Här Ausseminister Jean Asselborn.

Den Donneschdeg de Moien um néng Auer hu mer fir d'Éischt eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Aviatioun zu Lëtzebuerg, nom Modell 1; duerno d'Question élargie N°29 vum Här François Bausch iwwert d'Nuetsflich um Findel.

Den Donneschdeg de Mëtteg um zwou Auer hu mer fir d'Éischt d'Debatt iwwert d'Europaan d'Ausepolitik, nom Modell 2; dann de Projet de loi 6320, en Handelsofkommes tëschent der EU a Korea, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6321, en Accord-cadre tëschent der EU a Korea, nom Basismodell; an dann d'Motioun vum Här Félix Braz iwwer eng Interventioun vu Lëtzebuerg bei de russeschen Autoritéite fir de Respekt vun den Obligatiounen, déi duerch d'Bäitrieden an d'OSZE erfolgen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

### (Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

## 4. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg fänke mer u mat enger Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froen kommen ofwiessend vun der Majoritéit an der Oppositioun. Als Éischt hu mer d'Fro N°183 vun der Madame Scholtes un de Gesondheitsminister an de Minister vun der Sécurité sociale iwwert d'Bluttvergiftungen.

Madame Scholtes, Dir hutt d'Wuert.

### - Question n°183 du 13 novembre 2012 de Mme Tessa Scholtes relative au problème des septicémies et la meilleure façon de les prévenir voire de les guérir, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

► **Mme Tessa Scholtes** (CSV).- Här Chamberspräsident, Här Gesondheitsminister, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng bekannten däitsch Zäitschrëft huet virun zwou Wochen een interessanten Artikel iwwert d'Sepsis, besser bekannt als Blutvergiftung, publizéiert. Laut dësem Artikel wieren all Joer ronn 150.000 Leit an Däitschland vun enger Sepsis betrafft a ronn 60.000 Leit géifen dorunner stierwen. Dat ass bal all zweete Betraffenen.

D'Symptomer si meeschtens onspezifesch, wat erkläert, firwat eng Sepsis och am Spidol dacks net direkt erkannt an d'Antibiotikatherapie ze spéit agesat gëtt. Ech sinn erstaunt iwwert déi héich Zuele souwéi och doriwwer, dass dës Infektioun an der Öffentlechkeet net vill thematiséiert gëtt. Et kann ee sech also froen, ob et net

sënnvoll wier, eng breet gefächert Informatiounscampagne ze starten, wou de Leit dobäussen erkläert gëtt, wat eng Blutvergiftung ass a wéi eng Symptomer optriede kënnen.

Mä och an de Spideeler selwer wier esou eng Campagne sécherlech sënnvoll. Esou huet d'Uniklinik Greifswald an Däitschland ee Programm entwéckelt, wou een den Detail vun Verlaf vun enger Sepsis androen kann, a si bitt och zënter véier Joer Fortbildungen an dësem Beräich un.

De Projet Greifswald soll och op aner Spideeler an Däitschland ausgedehnt ginn. De Grond ass einfach: An deene leschte fënnf Joer ass an der Greifswald-Klinik d'Stierflechkeet bei enger schwéierer Blutvergiftung ëm bal 25% erofgaangen, vun 58% op 35%.

Ech wollt lech, Här Minister, froen, ob et Statistiken iwwer Sepsis-Fäll hei zu Lëtzebuerg gëtt, wat Dir vun enger Preventiounscampagne heiriwwer haalt an ob Dir der Meenung sidd, dass d'Ausbildung vun eisen Dokterinnen a vum Fleegepersonal a puncto Sepsis gutt genuch ass, oder ob mir de Wee vun enger méi geziilter Formation continue missten aschloen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président**.- Merci der Madame Scholtes. D'Wuert kritt elo den Här Gesondheitsminister a Minister vun der Sécurité sociale Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*.- Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, bei der spartanescher Formulatioun vun der Fro war et zouginnereis net evident erauszeroden, wat d'Madame Scholtes mech géif froen. Mä vu dass ech elo am aachte respektiv am néngte Joer vu menger Ausbildung um Terrain ukomm sinn, hoffen ech, dass ech richtig geroden hu bei deem, wat ech gefrot géif ginn.

Ech hat duerch Zoufall och deen Artikel am „Spiegel“ viru 14 Deeg gelies a mech schonn e bësse schlau gemaach. Ech muss awer soen, dass ech ëmmer ganz skeptesch si mat esou Schätzungen, wéi se am „Spiegel“ opgrond vun enger Etüd gemaach gi sinn. Ech hu virsichtshalber emol déi Etüd bestallt, fir dann e bësse méi d'Hannergrënn kënnen ze gesinn.

Eng Blutvergiftung, Sepsis, wéi et op Däitsch heescht - oder, wéi et op Franséisch heescht: „septicémie“ -, ze erkennen, ass net ëmmer evident. Den Diagnostic ass net evident. Also muss ee bei gefährdete Patienten déi richtig Reflexer hunn an et muss een déi néideg Surveillance maachen.

D'Sepsis gëtt et selbstverständlech och hei zu Lëtzebuerg an de Spideeler. Insbesondere si geschwächte Patientee betrafft, deenen hiren Immunsystem souwiso geschwächt ass, insbesondere och an der Onkologie, an der Reanimatioun, och bei zum Beispill schwéiere Longentzündungen.

Éischt Regel ass selbstverständlech, alles ze maachen, fir kënnen geschwächten Organismen ze schützen vis-à-vis vu Bakterien, déi bei hinne besonnesch geféierlech kënnen sinn. Dofir si mer zënter enger ganzer Rei vu Joren ennerwee fir d'Preventioun vun de Maladies nosocomiales an de Spideeler insgesamt.

Mir hunn e Comité national, dee besteet, mir hunn Infirmier-hygiénisten, déi an deem Beräich aktiv sinn, a mir maache regelméisseg Aktiounen souwuel am long Séjour wéi och an den Akutspideeler, wat d'Hygiène, insbesondere d'Hygiène vun den Hänn ueget, well d'Fleegepersonal, wann net opgepasst gëtt, ass ee vun deene Vecteuren, déi esou Bakterië kënnen iwwerdroen. Et gëtt och ganz wäitgehend suivéiert, och dëst Joer ass erëm esou eng Campagne virgesinn.

Ech géif mengen, dass eng breet ugeluechte Campagne grand public hei näischt géif bréngen, well haaptsächlech am Milieu hospitalier dat dote kann optrieden, dass een, wann ee Sensibilisierung an Informatioun mécht, dat soll cibléiert maachen a Richtung Personal, a Richtung Dokterinnen. Mir sinn och ganz opmierksam gewiescht, wat déi Situatiounen ueget, wou déi Transmissioun vun deene Bakterië kann optrieden, zum Beispill beim Setze vu Kathetere, bei der Intensivbehandlung vun de Patienten, an dofir hu mer an deene leschte 14 Deeg och nach eng Note un d'Spideeler ginn, fir besonnesch opzepasst beim Setze vu Kathetere.

Dat gesot, mengen ech, et mécht een ni ze vill an deem dote Beräich. Wéi gesot, eis Leit am Ministère hu sech déi Etüd komme gelooss. A wann esou eng Etüd disponibel ass, ass dat ëmmer eng gutt Geleeënheet, fir d'Sensibilisierung ze relancéieren, besonnesch bei den Dokterinnen a beim Personal.

E lescht Wuert, wat och net onwichtig ass, dat ass den Traitement. Beim Traitement ass dee richtigen Antibiotique zum richtigen Zeitpunkt onbedéngt noutwendeg. Dofir ass et wichtig,

dass mer alles maachen, dass bei esou Geleeënheeten den Antibiotique och nach wierkt. A fir dass net den Antibiotique mat der Schëpp eragehät gëtt, dofir wäerte mer Enn der Woch eng nei Sensibilisierungscampagne un all Bedeelegt, ob dat d'Apdikter, d'Dokteren, awer och d'Patientee sinn, fir de bon Usage vum Antibiotique maachen. Well bei dem Antibiotique, dee gréisste Problem, dee mer haut hunn, dat ass dee vum Entstoe vun Antibiotique-résistancen, an do läit Lëtzebuerg net besonnesch gutt.

Merci, Här Präsident.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Gesondheitsminister. Déi nächst Fro adresséiert sech och nach eng Kéier un deeselwechte Gesondheitsminister, an dat ass d'Fro N°184 vum Här André Bauler iwwer en Audit iwwert d'Aarbechtsmedezin.

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

### - Question n°184 du 12 novembre 2012 de M. André Bauler relative à un audit sur la médecine du travail, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

► **M. André Bauler** (DP).- Merci, Här Präsident. Ech wollt och nach eng Fro un den Här Gesondheitsminister stellen. Mir ass zougedroe ginn, datt de Gesondheitsministère en Audit an Opdrag ginn hat, deen e geneet Bild vun der Qualitéit vun de verschiddene Services vun der Aarbechtsmedezin hei zu Lëtzebuerg zeechne soll an dee préiwe soll, wéi d'Standarden an d'Gesetzgebung an dësem Beräich ëmgest ginn.

An deem Zusammenhang wollt ech den Här Minister Folgendes froen: Ass dësen Audit nach ennerwee oder ass e schonn ofgeschloss ginn? Wa jo, wéini krut de Ministère en iwwerrecht a wéi laang soll et nach daueren, bis d'Konklusiounen der interessierter Öffentlechkeet am Detail kënnen presentéiert ginn? Kann den Här Minister eis eventuell elo schonn déi wichtegst Schlussfolgerunge vun dëser Analyse virstellen?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Bauler, an d'Wuert geet nach eng Kéier un de Gesondheitsminister.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*.- Elo muss ech déi richtig Note fannen. Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richtig, wéi den Här Bauler gesot huet, dass mer virun enger Rei vu Méint en Opdrag ginn hunn, fir eise System vun der Médecine du travail ze auditiounéieren duerch e belschen Expert, de Professor Mairiaux, dee ganz vill Erfahrung an deem dote Beräich huet an och bei der Reform vun der belscher Aarbechtsmedezin eng wesentlech Roll mat gespillt huet.

Firwat hu mer en Audit an Opdrag ginn? Ma ganz einfach, d'strukturéiert Aarbechtsmedezin gëtt et hei zu Lëtzebuerg zënter 15, 16 Joer, an no 16 Joer (veuillez lire: zënter 15 Joer, an no 15 Joer), mengen ech, ass den Zäitpunkt komm, fir ze kucken: Wéi huet de System sech bewährt, wéi sinn d'Stärken, wéi sinn d'Schwächen, wou huet e sech an allen Hissiichte bewährt a wou muss ee vun dem Audit profitéieren, fir nozebesseren?

Mir hunn d'Method gewielt vun Interviewe mat 22 verschiddenen Organismen vum Terrain: Aarbechtsmedeziner, déi verschidde Ministère, d'Sozialpartner, d'Assurance accident, d'ITM. Et sinn insgesamt knapp 40 Interlocuteurs, déi mer gehéiert hunn. De Professor Mairiaux huet seng Aarbechten Enn Oktober ofgeschloss. Ech hunn d'Null-Versioun vum Rapport kritt a mir wäerten den Acteuren an deenen nächste 14 Deeg - ech hunn elo net de geneeën Datum am Kapp -, fir d'Éischt den Acteuren vum Terrain, déi matgeschafft hunn, den Audit mat de Konklusiounen virstellen, an da wäerte mer en och der Öffentlechkeet zougänglech maachen a selbstverständlech och der zoustänneger Chamberskommissioun.

Et geet net nëmmen drëm, fir elo emol en État des lieux ze maachen. Mir ginn e Schrack méi wäit! De Professor Mairiaux, an Zesummenaarbecht mat den Acteuren, wäert och konkret Propositionen maache fir punktuell Reformen, wäert och e bëssen an d'Zukunft kucken an hat och den Opdrag fir eis ze beroden, awéifern d'Aarbechtsmedezin an d'aarbechtsmedezinesch Services kënnen eng Roll spille bei der Begleedung vu wichtege Gesetzter wéi d'Pensionsreform, wou mer jo wëllen, dass d'Salariéen enner gudder Konditiounen méi laang am Berufsliewe kënnen bleiwen.





Wichtig ass, dass een dann och déi noutwendeg Situatiounen dofir ka schafen, an och, wéi d'arbechtsmedezinesch Servicer am Rahme vun der Reform vum Reclassement méi eng aktiv Roll kënnen spillen.

Wéi gesot, betrëfft deen Audit d'arbechtsmedezinesch Servicer am Privatsektor, mä awer och an der Fonction publique. E mécht och, an dat ass ganz gutt, de Verglach mat de Situatiounen am Ausland, och wat d'Moyenen ugeet. Ech kann lech elo scho soen, dass deen Audit eng Motivatioun wäert sinn, fir jiddefalls d'arbechtsmedezinesch Servicer net ze schwächen, mä hinne gegebenenfalls zousätzlech Mëttelen ze ginn, well se am Verglach zum Ausland, mengen ech, nach entwécklungsfäeg a -bedürftig sinn.

Merci, Här President.

► **M. le Président.** - Merci nach eng Kéier dem Här Gesondheetsminister. Mir kéimen dann elo zu der Fro N°185 vum Här Henri Kox un den Innenminister, déi Kéier iwwert d'nuklear Exercier vum 5. a 6. Dezember an der Groussregioun.

Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n°185 du 13 novembre 2012 de M. Henri Kox relative à l'exercice nucléaire du 5 et 6 décembre 2013 organisé dans la Grande Région, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région**

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President. Effektiv ass et eng Fro un den Innenminister. Iwwer eng Circulaire sinn d'Gemengen informéiert ginn, dass de 5. a 6. Dezember eng Exercice géif stattfannen, deen do heescht: «(...) pour tester certains mécanismes du plan d'intervention Cattenom révisé lors de l'exercice nucléaire de «3 en 1» organisé dans la Grande Région en date des 5 et 6 décembre prochains».

Ech wéilt a sech vum Ministère wëssen, wat genau den Inhalt vun dëser Übung ass, wëssend dass de Stresstest, deen an den europäeschen Atomkraftwierker duerchgefouert ginn ass, jo e ganz kritesche Bilan, insbesondere wat d'Evakuatioun ron der Cattenom ubelaangt, erausfonnt huet.

Wéi wäit sinn d'Gemengen involvéiert? Ech weess, dass eng Rei Gemengen involvéiert sinn an eisem Eck op der Musel, awer alleguerter net. Ech weess, dass och d'Gemengen ugehale gi sinn, eng Rei Informatiounen weiderzeginn, wou och nach all déi Informatiounen net do sinn, insbesondere wat d'Capacité d'hébergement an deenen eenzelne Gemengen de Fall betrëfft.

Wéi wäit ginn d'Konklusiounen dorauer public gemaach? Ech weess jiddefalls offiziell net vill iwwert dës Übung. Wéi wäit kann een do mat der Zivilgesellschaft an den Discours (veuillez lire: Dialog) kommen, ewell wëssend, dass mer am Fall vun engem Accident, och wa mer déi beschte Pläng opgestallt hunn, an enger ganz kritescher Phas sinn?

Dat wiere meng Froen un den Innenminister. Ech wär frou fir méi prezis Erklärungen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kox. D'Wuert kritt elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Fro, déi ech vum Här Kox gestallt krut, do mengen ech, ass et gutt, dass een d'Méiglechkeet kritt hei, fir verschidden zousätzlech Remarquen ze maachen am Kader vun där Übung, déi dann do soll stattfannen, eng Serie vun dräi Exercicen, wou deen éischten Exercice d'lescht Joer stattfonnt huet, oder dëst Joer stattfonnt huet - pardon! -, de 27. an den 28. Abrëll, énnert der Féierung vum Saarland. Et ass drëm gaangen, fir d'Aktivatioun vun deene verschiddene Cellules de crise ofzestëmme.

Dat ass wichtig, esou Klenggekeeten, well zum Beispill ass do festgestallt ginn, wann esou eng Aktivatioun gemaach gëtt, wann eng Wollek eraus géif komme vu Radioaktivitéit, da misst ee jo zum Beispill Jodpëllen ausdeelen. Do ass festgestallt ginn, dass d'Saarländer do am Alleingang dat gemaach hunn, an déi aner Länner, d'Fransosen an d'Lëtzebuurger waren do hannendran. Dat wier net gutt, wann eng Katastroph géif geschéien. Esou kann een da kleng Problemer, déi sech do stellen organisatorescher Natur, ofstëmme. Et ass also wichtig, dass mer eis mat eisem Noper ofschwätze betreffend Cattenom. Dat ass geschitt.

Déi ganz Initiativen, déi lafen am Kader vum Sommet vun der Groussregioun - dat war den 20. Abrëll 2011, kënnert Der Lech erënneren -, an do ass d'écidéiert ginn, dräi esou Exercicen ze maachen. Deen éischten hunn ech lech elo erklärt. Et ass och deen éischten Exercice, wou all d'Partner aus der Groussregioun drun deelhuelen. Dat ass ganz wichtig. Et ass déi éischte Kéier, wou mer eis par rapport zu Cattenom an der Groussregioun ofschwätzen.

A wann deen éischten Exercice stattfonnt huet dëst Joer am Abrëll, da soll deen nächste stattfannen eben elo am Dezember, de 5. a 6. Dezember, wou d'Lëtzebuurger de Lead hunn. Do geet et am Fong geholl drëm: Wéi sollen déi Mesures d'urgence, déi musse geholl ginn, wann eppes geschitt zu Cattenom, wéi sollen déi ausgeweit ginn a wéi solle mer eng eventuell Evakuatioun, wéi solle mer déi virbereeden? Et ass wichtig ze wëssen, dass deen Exercice en Tabletop-Exercice ass - dat ass e Wuert aus der Sprooch vun den Techniker - dat heescht, et ass net, dass d'Leit elo richtig aus den Häiser erausgeholl ginn an evakuéiert ginn, mä et geet drëm am Fong geholl, dass déi Cellule de crise, déi do gegrennt gëtt, déi opgesat gëtt, dass déi am Fong geholl déi eenzel Situatiounen duerchspillt.

Do ass den HCPN, den Haut commissaire à la protection nationale, deen huet do de Lead. An et geet drëm fir ze kucken, wéi déi Ofleef si vun deenen eenzelne Problemer, déi sech stellen, wéi eng Mesur musse geholl ginn, wéi mer eis mat eisem Noper kënnen ofschwätzen. An do sinn d'Gemengen natierlech an deem Sënn och concernéiert. Ech schléissen net aus, dass d'Cellule de crise op Réimech mengetwegen urufft a fret, ob do Säll fräi sinn oder ob soss kann eng Hand mat ugepaakt ginn.

Mä et ass esou, dass tëschent deenen Exercicen, déi elo stattfannen, an tëschent där Circulaire, déi Der ugeschwat hutt - an elo kommen ech op dee Punkt ze schwätzen, déi Fiche de recensement -, dass et do Relatiounen gëtt, mä dass dat eent an dat anert sech iwwerschnéit, mä dass déi Recensements-Fiche besonnesch ausgestallt ginn ass oder ausgeféiert gëtt oder emgesat gëtt, well mer am Fong geholl eis mussen eng Strategie ginn, wann eppes hei zu Lëtzebuerg geschitt. Dat ka Cattenom sinn, dat kann awer och gradesou gutt eng Iwwerschwemmung sinn, dat kann eng Stuermkatastroph sinn.

Wat maache mer do? Wéi gi mer do vir? Am ale Plang ass gesot ginn, da geet all Mënsch an den Norden oder an déi Nordgemengen, op e puer Plazen, mä dat war guer net detailléiert. Elo hu mer d'Gemengen all ugeschriwwen, a bis elo hunn 69 Gemengen eis geäntwert an eis gesot: „Mir hu Raimlechkeeten, wou mer kënnen am Fong geholl Leit énnendaach huelen, wann eppes geschitt.“ Well deemno wat geschitt, muss een och kucken, wéi et mam Wand ass, zum Beispill, wann et radioaktiv ass; wann et Iwwerschwemmung sinn: Wou si se, wou si se net. Mir haten do keng Strategie globale. Déi kréie mer mat deem neie Plang, dee mer ausschaffen, deen neie Plan Cattenom, dee gëtt och hei getest.

An et ass dat, wat ee muss verstoen. Dat heescht, op där enger Säit hätte mer gäre Material an eng Strategie, fir ebe Leit ze relogéieren, wann et Problemer gëtt - net exklusiv Cattenom, och Stuermkatastrophen an Iwwerschwemmungen -, an op där anerer Säit wëlle mer de Plang vu Cattenom iwwerschaffen. An dat teste mer mat dësem Plang, deen elo geschitt, de 5. an de 6.

Wann - an dat wëll ech dem Här Kox kloer an d'äitlech soen - dee Plang bis emgesat ass, wa mer d'Problemer gesinn, déi mer hunn, da komme mer och bei lech oder bei déi Gemengen, déi concernéiert sinn. Réimech ass net onbedéngt an éischer Hand concernéiert. Wann iwwerhaapt eng Lëtzebuurger Gemeng concernéiert ass, dann ass et éischer Schengen, wann iwwerhaapt! Mä da gëtt ganz kloer do Cartes sur table gemaach, d'Transparenz losse mer spillen, do informéiere mer d'Gemengen, dass mer am Fong geholl eng kloer Linn hunn, wann eppes geschitt. Et ass dat, wat wichtig ass, dass d'Leit d'Gefill kréien, dass d'Politik sech do gutt virbereet huet.

An ech mengen, déi zwou Saachen, déi Exercicen an déi Fiches de recensement, déi eis eben de Relogement vun eise Populatiounen erlabe bei Katastrophen, déi wäerten eis e Moyen ginn, fir gutt op déi Problemer ze äntworten.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Innenminister. Da kéime mer elo un d'Fro N°186 vum Här Fernand Etgen, déi Kéier un de Verdedegungsminister, iwwert d'Oflauschtere vum Centre d'instruction militaire am Kader vun der Bommeleeër-Affär.

Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n°186 du 13 novembre 2012 de M. Fernand Etgen relative à d'éventuelles écoutes qui auraient eu lieu à partir du centre d'instruction militaire dans le contexte de l'affaire «Bommeleeër» et aux suites qu'il entend donner à ces révélations, adressée à M. le Ministre de la Défense**

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Merci, Här President. Virun enger Woch hunn RTL-Radio an d'Télee gemellt, dass an den 80er Joren de Service de Renseignement d'Armée infiltréiert gehat hätt, fir vum Häreberg aus Écoutes op den deemolege Gendarmeriekommandant Aloyse Harpes ze maachen. D'Demokratesch Partei ass der Meinung, dass dëst enorm grave Virwërf sinn, déi dem Ruff vun de Forces de l'ordre an dem Vertraue vun der Bevëlkerung schueden. Fir d'DP geet et hei ëm d'Fundamente vum Rechtsstat! An duerfir d'ärfen dës Virwërf net einfach esou am Raum stoe bleiwen.

Duerfir meng Fro un den Innenminister: Huet hie wëlles, eng intern Enquête ze lancéieren, fir erauszefannen, ob dës Informatiounen stëmme a wéi eng ENVERGURE dës Ofhéieraktiounen an Aktiounen vum SUREL haten?

Ech soe Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Etgen. D'Wuert kritt direkt den Här Verdedegungsminister Jean-Marie Halsdorf.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Etgen, et geet mir, wéi et lech gaangen ass: Ech hunn och Kenntnis kritt vun där ganzer Problematik iwwert d'Press an ech hunn och Kenntnis kritt, dass de fréiere Geheimdengschtschef, den Här Hoffmann, mat engem offene Brëif am Fong geholl sech positionéiert huet. Fir mech ass et kloer a wichtig: Ech sinn a kenger Form, weder als Innenminister nach als Défense-Minister an deem doten Dossier mat der Affär saisiéiert ginn.

An un ass et emol esou, dass hei eng Enquête judiciaire amgang ass, an déi ass énnert der Autoritéit vun den Autorités judiciaires. A fir mech ass et kloer, dass et ëmmer muss eng Gewaltentrennung ginn. D'Politik, déi soll net an Enquêtes judiciaires agräifen. Duerfir ass et fir mech och kloer: D'Politik reagéiert deen Dag, wann d'Gerichter hir Aarbecht gemaach hunn, dat heescht, wann d'Gerichter hir Uerteeler gesprach hunn. An dat ass och fir mech e fundamentale Rechtsstatsprinzip, well Der dee jo invoquéiert.

Fir mech ass et ganz kloer, Här Etgen, wann eng Kéier déi Uerteeler gesprach sinn, da gesi mer, wat lass ass, an da wäerte mir eis Saache maachen. Elo solle mer am Fong geholl am Sënn vun der Gewaltentrennung déi judiciaire Autoritéiten hir Hausaufgabe maache loosse.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Verdedegungsminister. An da kéime mer schonn zu der Fro N°187 vum Här Eugène Berger un den delegéierten Nohaltegkeetsminister iwwert d'CO<sub>2</sub>-Taxé vun de Fluchgesellschaften.

Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n°187 du 13 novembre 2012 de M. Eugène Berger relative à la volonté de la Commission européenne de suspendre l'application de la taxe européenne sur les émissions CO<sub>2</sub> aux compagnies aériennes jusqu'à la prochaine assemblée générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à l'automne 2013, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures**

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Sait Ufank 2012 fonctionnéiert den europäeschen Emissiounshandel fir de Loftrafic. Fir Flich an Europa mussen d'Gesellschaften CO<sub>2</sub>-Zertifikater kafen an Taxé bezuelen. Dat gëllt also fir d'Airlines, déi an Europa hin an hier fléien, mä dat gëllt awer och fir Fligeren zum Beispill, déi aus den USA oder aus China heihin-nerkommen an dann och dorënnerfalen.

Dëse System, dee gouf an de leschte Méint ganz staark kritiséiert, besonnesch vu China, a gëschter konnt ech an der Press liesen, dass d'EU-Klimaschutzkommissarin, d'Madame Hedegaard, proposéiert, fir den Handel oder d'Taxé fir d'Gesellschaften aus den USA a China de Moment emol auszesetzen dann an Europa, an dann also nach just innerhalb vun Europa dee System géif fonctionnéieren. An dann huet och d'Kommissarin an deem Interview oder an deem Artikel, deen ech gelies hunn, gesot, si misst awer dofir natierlech nach den Accord vun de Memberlänner froen.

Dofir wollt ech froen, wéi d'Positioun vun der lëtzebuergescher Regierung an där dote Fro ass. Ass si domadder d'accord, fir dat da fir déi Länner auszesetzen? An dann och vläicht eng kuerz Aschätzung vum Minister, ob dat hei

eventuell den Ufank vum Enn ass vun deem System, respektiv gëtt e ganz ofgeschaf oder wäert et dorobber erauslafen, dass dat herno nach just innerhalb vun Europa wäert fonctionnéieren?

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. An elo kritt den Här delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank d'Wuert.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv ass et esou, dass gëschter an der Mëttesstonn déi zoustänneg Kommissarin fir Klimaschutz, d'Madame Connie Hedegaard, déi 27 Memberstate via Telefonskonferenz kuerz iwwer hir Intentiounen an deem Dossier informéiert huet. Also, opgrond vun deenen zum Deel onerwaart positive Resultater vun där rezenter Réunion vum Conseil vun der OACI, also der Internationaler Organisation vun der Aviation civile, déi d'lescht Woch zu Montréal war, gesait d'Kommissioun elo e Besoin, fir och vun der Sait vun der EU e positivt Signal ze schécken an deem Dossier.

Wat gouf d'écidéiert zu Montréal? Et ass gesot ginn, mir wëllen e Groupe de travail à haut niveau asetzen, fir enner anerem konkret Recommendationen fir ee globalen Instrument de marché auszeschaffen. An dat soll bis zur nächster Assemblée vun d'ärselwechter OACI am Hierscht 2013 geschéien.

D'Chancen, fir an absehbarer Zäit en Accord zu engem weltwäiten Instrument ze fannen, déi sinn deemno geklommen, déi schéngen zumindest geklommen ze sinn. Et kann een awer net vun engem definitiven Duerchbroch schwätzen. Dat wier vill ze vill fréi, och wann - ech muss soen - déi Saach gëschter um Telefon vun der zoustänneger Kommissarin relativ positiv geklongen huet.

Fait ass awer, dass déi europäesch Direktiv, déi mer jo an d'nationaalt Recht transposéiert hunn, virgesait, dass d'Fluchgesellschaften am Mäerz d'nächst Joer eng éischte Kéier d'Quote misste restituéieren, déi hire reellen Emissiounen aus dësem Joer 2012 entsprechen.

A vu que - dat, wat och den Eugène Berger elo grad gesot huet - de System, den EU ETS, vun enger Partie Länner contestéiert gëtt, zum Beispill China an Indien, dass dann dorauer entsteet, dass eng Rei vu Memberstaten d'Prozedure misste géint déi net konform Gesellschaften ulafe loosse, géif sech déi Situatioun natierlech dann dat nächst Joer am Abrëll zuspëtzen, wann et déi éischt Restitutioone géif ginn.

Nun, fir dat positivt Négociatiounsklima net ze stéieren a fir hirersäits och e guddé Wëllen ze weisen, Flexibilitéit ze weisen, schléit dann d'Kommissioun vir, dass d'Europäesch Unioun d'Applikatioun vum ETS op Flich vu respektiv aus Drëttstaten temporär aussetze soll, an zwar bis eben d'Assemblée vun der OACI am Hierscht 2013. Op dës Manéier géifen dann d'Verhandlungen am Kader vun der Organisation net negativ beaflosst, gläichzäitig awer géif den Drock oprechterhale ginn, fir bis Enn 2013 eng international Solutioun ze fannen. An dann ass et natierlech och esou, dass fir déi EU-intern Volen, egal aus wéi engem Land den Opérateur kënn, de System géif weiderhi wéi geplangt ugewannt ginn.

Et soll een drun erënneren, dass vun Ufank un d'Europäesch Unioun ëmmer wollt ee weltwäite System hunn. An Dir wësst, dass eben do-duerch, dass et net virugoung, dann d'Europäesch Unioun e gewëssene Moment een eegene System opgestallt huet.

Mä fir op d'Fro ze äntworten: Prinzipiell kënnen mir also de Recommendationen vun der Kommissioun zoustëmme. Fir weider Kommentaren zum Impact vun der Proposition vun der Kommissioun muss ee selbstverständlech awer ofwaarden. Déi technesch Detailer vun d'ärselwechter Proposition leien am Moment eben nach net vir.

Kloer schéngt awer ze sinn, dass eng punktuell Modifikatioun vun der ETS-Direktiv dann noutwendeg wier via Codécisionsprozedur respektiv dass mir och missten hei bei eis nodréiglech d'Gesetz upassen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem delegéierten Nohaltegkeetsminister. Mir kommen dann elo zu der Fro N°188 vum Här Henri Kox un den Innenminister iwwert d'Disponibilitéitsprimen an hir Ennerscheeder tëschent deene verschiddene Servicer vun der Police. Här Kox... Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

**(Interruption)**

Den Här Krieps, entschëllegt!



- **Question n°188 du 13 novembre 2012 de M. Alexandre Krieps relative à la disponibilité des primes de disponibilité entre les différents services de la Police grand-ducale (USP, Service de Police Judiciaire, commissariats d'intervention), adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région**

► **M. Alexandre Krieps (DP).**- Merci, Här President. Gëschter Owend, wéi ech spéit heemkomm sinn a meng Fra mer gutt gekacht huet, do hunn ech mer eng Kachkéiseschmier gemaach a mech bei d'Televisioun gesat, wat mer net oft virkëent,...

**(Hilarité)**

...an op eemol - ech souz nach net -, do koum den Nicolas Cage op den Écran mat enger ganzer Hord FBI-Beamten, déi do mäi Salon gestiermt hunn, an do hunn ech mech kënne erënneren drun, dass déi gutt Escher Zeitung, d'Dageszeitung - se ass ëmmer gutt, wa se an Opposition zu der Regierung ass -, e ganzen Artikel dëse Summer bruecht huet, deen interessant war, iwwert d'Aarbecht vun der Unité spéciale vun der Police.

An deem Artikel stoung - vun hirem Chef gesot -, dass si 32,25 Euro de Mount fir hir Disponibilitéit kréichen, an hie selwer huet fonnt, dass dat lächerlech wier, wann ee weess, dass déi Leit, 60 un hirer Zuel, zu 22 all Dag Dag an Nuecht disponibel sinn, Permanence hunn, e ganz schwieregen Job hunn, mat Häerz a Séil derbäi sinn, wat eng Belaaschtung fir hir Famillien duerstellt, an dass de Schnétt vun den Aarbechtsdeeg, wou se disponibel sinn, op 209 Schaffdeeg am Joer un 140 Deeg erukëent. Dat muss Der lech virstellen! A verschidde vun hire Chefen oder Sektionschefe, déi hunn Disponibilitéit vun 180 bis 200 Deeg! An déi kréien dann 32 Euro de Mount. Dat schéngt mir net ganz vill ze sinn. Do géif ech bal mengen, do gétt de Geck mat deene gemaach.

Aner Kolleegen an anere Servicer - mä natierlech, do sinn aner Reglementer -, déi kréie sensibel méi. An och am noen Ausland kréien déi Kolleegen, déi an deenen Unitéite sinn, méi Suen. Et geet mir hei net drëm, fir aneren eppes ewechzehuelen, fir dass déi hei eppes bäikréien, dass dat kloergestallt ass.

All Minister vun der Force publique ass regelméisseg déi besiche gaangen, fir bei all Aweigung derbäi ze sinn. An ech mengen, d'Zäit vun Bénévolat an der USP ass eriwuer.

Duerfir, haut si mer Dënschdeg, an ech erwaarde mer, Här President, dass de Minister ons keng Sonnesried elo hei hält, mä e puer Suggestiounen mécht. Wann ech him kéint virunhëllefen, soll en am Fong d'Disponibilitéitsprimen huelle vun der Entente des Hôpitaux oder vum Fluchpersonal.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Krieps. D'Wuert kritt elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Krieps, ech hu verstanen, Dir hutt eng Kachkéiseschmier giess, an ech hat gefaart, Dir géift mir de Kéis ginn, mä dat schéngt awer elo net de Fall ze sinn.

**(Interruptions)**

► **M. Alexandre Krieps (DP).**- Ech war ganz gentil.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Dat schéngt net de Fall ze sinn, mä ech mengen, dass et wichteg ass, wann Der schonn eng Fro opwerft, dass ech lech dann och op déi Fro esou äntwerten, dass eis Biergerinnen a Bierger do-bausse sech kënne e Bild maachen, wéi dat mat deenen Taxen oder mat deene spezielle Primen ass.

Richtig ass, wat Der gesot hutt, dass - an ech hu mer dat hei erausgedréckt - d'Indemnitéit vun der USP, dat ass jo d'Unité spéciale, effektiv bei 32,23 Euro de Mount ass. An dat ass eng Prime, déi déi Leit kréien. Doriwwer eraus gétt et nach Indemnitéite fir d'SPJ - d'Police judiciaire - a fir d'SRECen - dat sinn d'Recherche et enquête criminelles -, do kréien déi eng 15 Punkten indiciaires an déi aner 10. Da gétt et nach eng Prime d'astreinte usuelle, dat sinn 22 Punkten indiciaires. An et gétt eng Prime d'astreinte spéciale, déi ass 0,04 bis 0,05.

Gutt, dat ass, fir emol eng Kéier ze weisen, dass et eng Situatioun bei der Polizei gétt, déi an deem Sënn heterogen ass: Déi eng kréie méi, déi aner kréie manner. An dat huet natierlech och zu enger Situatioun gefouert, déi déi folgend ass.

Ech hat mer déi Méi gemaach um Ufank, wéi ech Polizeiminister gi sinn, op all Brigaden, an

all Unitéite vun der Polizei ze goen a mat de Leit ze schwätzen, wou d'Problemer sinn. An ech mengen, d'nächst Woch kréie mer nach eng Kéier d'Diskussioun hei iwwert deen Avant-projet de loi, deen ech wëll mat der Polizei maachen, fir iwwert deen ze diskutieren. Mä ech hu vill mat Leit geschwat a mir sinn zur Konklusioun komm - also, vill Konklusiounen hu mer gezunn, mä zwou si folgend: Éischtens, a mir mierken dat och, d'Police judiciaire ass net méi attraktiv. Et si vill Leit, déi wëllen net bei d'Police judiciaire goen, well se do Konditiounen hunn, déi net gutt sinn.

Zweetens, d'USP, d'Unité spéciale, wéi Der genau gesot hutt, ass och net méi attraktiv, well et ass keng Unitéit effektiv bei der Polizei, déi méi muss am Fong geholl disponibel sinn, Disponibilitéit hunn, 24 Stonnen op 24. Wann iergendeng geschitt, da mussen déi Leit do sinn.

An datselwecht zielt och fir d'PJ. Wann do eppes geschitt, da muss se eraus. Da muss se Spure sécheren an hei an do. Dat heescht, dat sinn déi zwou Unitéite beim Stat, déi déi meeschten Disponibilitéit musse weisen.

Duerfir sinn ech mat der Madame Modert a mam Här Biltgen - dat sinn dann de Minister de la Fonction publique an de Minister vun der Justiz - eens ginn, dass mer déi Carrière mussen opwäerten, well eng grouss Disponibilitéit erfuerdert ass a well déi Leit och speziell Formatiounen hunn, déi och ganz héichwäerteg sinn. An do hu mer gesot, mir ginn deene Leit elo, an dat wëlle mer och am Gesetz ëmsetzen, 30 extra Punkten ebe fir d'USP an 30 Punkten och fir d'Police judiciaire.

Dat ass natierlech nees eng Kéier een neie Wee, dee mer do wëlle goen. Mä d'Polizei huet u sech, wéi ech gesot hunn, eng heterogen Situation. Mir kucken eben, deem engen an deem aneren ze hëllefen. A mir versichen, dat mat enger gewësener Objektivitéit a mat enger gewësener Logik ze maachen. Duerfir féiert dat dann derzou, dass an Zukunft déi Leit, déi bei d'USP ginn, dann eben net méi eleng 32,23 Euro de Mount kréien, mä eng Prime vun 30 Point-indiciairen.

Voilà, Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Innenminister. Mir kéimen dann elo zu der Fro Nummer 189 vum Här Fernand Etgen un den Héichschulminister iwwert d'Abusé beim Zoustelle vun Hëllef fir Héichschulstudien. Zu deemselwechte Sujet huet schonn den Här Claude Adam eng Fro gestallt, duerfir géif ech lech proposieren, nodeem den Här Etgen seng Fro gestallt huet, kéint och nach den Här Adam seng Fro stellen, déi e schréfflech gestallt hat.

Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°189 du 13 novembre 2012 de M. Fernand Etgen relative à d'éventuels abus dans le cadre de l'attribution des aides financières de l'État pour études supérieures, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

et

- **Question écrite n°2399 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures**

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, 14.400 Studenten hunn d'lescht Joer eng Studentepremie kritt. Ass dës Zuel kohärent mam Total vu Studenten hei zu Lëtzebuerg? Mir ass nämlech zu Quere komm, hei géif et Abusé ginn: Leit, déi schaffe ginn, an déi awer emol 3.500 Euro fir dat éischt Semester froen an och kréien. Bei der Uni.lu kascht dat 200 Euro, fir sech aschreien ze loosse. Dat mécht also netto 3.300 Euro. No engem Semester géife se dann nach eng Kéier de Subsid froen, an ouni Preuen ze bréngen kréiche se dann déi nächst 3.500 Euro.

An deem Kontext wollt ech den Héichschulminister froen: Sinn esou Abusé festgestallt ginn? Wéi vill Studenten hu keng Demande méi fir d'zweet Semester vum éischte Joer gemaach? Wéi vill Studenten hu keng Demande méi fir d'éischt Semester vum zweete Joer gemaach, an anere Wieder, hunn hire Studium opginn? Gouf et Remboursementer vu Primé wéinst Abusé? Gouf et effektiv Leit, déi eng Prime gefrot hunn, ouni jee e Studium ugefaangen ze hunn?

Ech soe Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Etgen, an den Här Adam kritt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Wéi gesot, de 7. November ass meng Question écrite hei an der Chamber erakomm, an ech hätt et am Fong geholl och richtig fonnt, wann een dee Moment op deemselwechte Sujet net géif eng Question orale stellen, well hei och den Här Etgen eng Rei Froen no Chiffere gestallt huet. Mä gutt, den Här Minister wäert dat da kënne transchéieren.

Firwat ech fannen, dat déi Fro... Also, déi war wierklech zimlech identesch, Här Etgen. Bei mir ass de sechste Punkt: «Est-ce que Monsieur le Ministre estime que les dispositions de la loi soient suffisantes pour éviter d'éventuels abus en relation avec l'octroi des bourses?» Dat ass zimlech genau datselwecht wat Dir gefrot hutt. Ech fannen, do sollte mer eis e Schlüssel ginn, fir datt mer esou Situatiounen kéinten évitéieren.

Meng Fro huet eigentlech zwee Voleten.

Ech si vun dem Communiqué vun der UNEL ausgaangen, déi feststellt, dass 86 Studenten hir Bourse beim zweete Semester refuséiert kritt hunn. Dat ass natierlech angesichts där héijer Zuel vu Studenten, déi eng Bourse accordéiert kritt hunn, kann ee soen, eng kleng Zuel. Mä ech mengen, och déi kleng Zuel soll eis net egal sinn, duerfir war meng Fro. Do ass jo och d'Motivatioun: Déi hunn eng Note gravement insuffisante kritt. Dat léisst Spillraum. Dat ass déi éischt Fro: Wéi gétt dat gehandhabt?

An déi zweet ass, ob dann eis Législatioun am Fong geholl ausreichend ass, well eigentlech gétt d'Bourse jo op e ganz Joer accordéiert, an, Här Minister, ech hunn den Text esou interpretéiert. Ech freee mech op Är Äntwert. Mir hunn dat eben esou interpretéiert, dass den d'Bourse op ee Joer kréich, an dann ass natierlech d'Fro: Firwat kritt ee se d'zweet Semester net?

An de Phenomeen lücht eis natierlech och an, deen den Här Etgen erzielt. Dat ass scho bekannt, dass et ebe Leit sinn, déi no engem Semester mierken: „Hei, et war net dat Richteg. Elo sichen ech mer nach e bëssen eppes, fir mä Joer ze iwwerbrécken, an da maachen ech en anere Studium.“ A fir hiert Joer ze iwwerbrécken, sinn dann zum Beispill eng ganz Rei Leit, déi an den Enseignement ersetze ginn. A mir brauchen déi am Enseignement, soss géif zu de Grippenzäiten do och viles zesummebréchen.

Duerfir ass da meng Fro schlussendlech och nach: Ass eis Gesetzgebung ausreichend, fir ebe méiglech Abusen ze verhënneren?

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Adam. An elo kritt den Här Héichschulminister François Biltgen d'Wuert.

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Jo. Här President, kënnt Der mer elo soen, wéi vill Minutten ech hätt?

► **M. le Président.**- Ma Dir hutt, wéi normal, véier Minutten. Och wann Der elo zwou Froe gestallt kritt hutt, et ass zum selwechte Sujet. Wann Der awer elo, well déi eng e bësse méi laang... Ech mengen, fuert emol duer. Wann et da fënnel oder fënnel an eng hallef Minutte sinn, esou vill Toleranz hu mer.

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Jo. Ech hunn e Problem e bësse mat där Aart a Weis, wéi hei d'Fro gestallt ginn. Wann eng Question écrite do ass, ass déi fir mech vir, net eng Question orale. Da kënnt dat Zweet derbäi, dat souwuel fir d'Question écrite zielt wéi och fir d'Question orale: Hei ginn ech elo Statistike gefrot. Bei der Question écrite si mer amgaangen, déi Statistiken nozekucken, fir déi Statistiken ze ginn. Den Här Etgen kënnt heihinner a seet: „Sot mir, wéi vill et der waren.“

Wann Der op d'mannst de Moien net schreift: „Ech wëll iwwer Abusé schwätze bei den Aide-financière“, mä sot: „Ech hätt gär Statistiken“, da probéieren ech nach iwwert d'Mëttesstonn, meng Beamten aus der Mëttespau zesummenzeruffen an déi Statistiken ze ginn. Mä Dir musst einfach unerkennen, dass et mir onméiglech ass, ech hu kee Computer vun CEDIES am Kapp. Ech dierft dat och net hunn, well dat wier géint d'Protection des données.

**(Hilarité)**

Ech kann elo net iwwer mäi Kapp do als Mentalist an de Computer kucke goen an lech déi Statistike ginn. Dofir géif ech lech virschloen, och fir Zäit ze gewinnen, dass alles, wat d'Statistiken ubelaangt, dass mer deen Exercice, dee mer iwwerregens schonn an der Kommissioun gemaach hunn... Zu enger Partie Froen hunn ech nämlech schonn an der Kommissioun extensiv Stellung geholl. Déi Berichter sinn och online ze liesen, wéi dat ass. Dat ass alles nozekucken. Ech hunn also schonn op eng ganz Partie Froe geäntwert.

Wann Der d'accord wiert, géife mer den Detail an der Chamberskommissioun maachen, an ech géif iwwert d'Problematik vun den Abusé schwätzen, soulaang ech Zäit hunn; einfach politesch e Statement maachen zu der Problematik vun den Abusen.

Wat jo ganz interessant ass, an den Här Etgen hält e bëssen déi Meenungen op, déi esou ëmmer op de Cocktails hei an der Stad gesot ginn...

**(Hilarité)**

► **Une voix.**- Och am Éislek!

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Jo, do sinn och där dote Leit.

**(Hilarité)**

► **Une voix.**- Ooh! Wéi eng Leit mengt Der?

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Majo, gutt Lëtzeburger.

**(Hilarité)**

An déi soen... Jo, ech ginn net esou vill op d'Cocktailer wéi Verschiddener vun lech, dofir... Dat ass awer keng Ursaach, fir net op Cocktailer ze goen. An et ass also eng Ursaach, fir op d'Fro ze äntwerten.

Also, ëmmer erëm gétt colportéiert duerch d'Land, et géife schrecklech vill Abusé ginn, dass Leit sech géife fiktiv op der Uni Lëtzebuerg aschreien, fir u Studiebäihëllefen ze kommen, a se géifen a Wierklechkeet net goen. Dat ass emol deen éischte Punkt, deen ze kucken ass.

Wat interessant ass, dat ass, dass elo dann den Här Adam mat dem Communiqué vun der UNEL kënnt, an dee seet, dat wier jo eng Saurei, dass 86 Leit hei hir Studiebäihëllefen net méi géife kréien, well se net méi genuch géliert hunn.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Här Minister, dat hunn ech awer net esou gesot.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Hien huet „Sauerei“ net gesot.

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Neen, Dir hutt... Neen, neen, pardon. Dir hutt d'UNEL zitëiert, an ech hunn...

► **Une voix.**- Neen!

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Dir hutt vun der UNEL geschwat, an ech hunn d'UNEL zitëiert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Okay, esou ass et gutt.

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Ech hunn lech d'UNEL net an de Mond geluecht, mä Dir sidd mat dem UNEL-Communiqué komm.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Richteg.

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Ech hat de Moien eng Pressekonferenz iwwert d'Foire de l'Étudiant, wou ech just gesot hunn: Majo, wa mer wierklech nëmme... Also, wann et scho schlëm ass, dass 86 Leit vu bal 15.000 hir Studiebäihëllefe refuséiert kruten, well se net géliert hunn, da brauche mer awer net méi iwwer Abusdiskussioun ze diskutieren. Wann dat schonn ze kritisieren ass, da brauche mer iwwerhaupt net iwwer Abusen ze diskutieren. Well 86 vu 15.000, dat sinn der net ganz vill!

Elo nach eng Kéier iwwer Abusméiglechkeeten. Déi éischt ass déi: Et schreift ee sech op enger Uni an, ob dat d'Uni Lëtzebuerg ass oder eng aner, an et geet een net dohinner. Net dohinnergoen, dat kënne mer net kontrolléieren. Wat mer kënne kontrolléieren a wat mer kontrolléieren - an da kommen ech scho lues a lues bei déi 86 Fall -, dat ass, wann d'Semester eriwuer ass - an do muss ech eng Nuance maachen zu deem, wat den Här Adam gesot huet -, da kontrolléiere mer, ob een iwwerhaupt do war.

Dat heescht, do muss een och op der Uni Lëtzebuerg säi Bulletin de notes eraschécken, fir ze weisen, ob een emol iwwerhaupt am Semester seng Exame gemaach huet oder net. Dann ass et natierlech esou, dass ee muss e gewësset Ermiesse hunn. Dat gétt gekuckt, well do si jo och d'Länner verschidden. Zum Beispill huelle mer do d'Studieregelzäit - wat ee muss gemaach hunn oder net -respektiv e gewësene Brochdeel vun ECTS-Kreditte, déi een awer muss am Exame kritt hunn. Dat kucke mer nom éischte Semester.

Den Här Adam huet recht ze soen: „Prinzip ass e Joer“. Mä woufir hu mer gesot: „Nom éischte Semester gétt gekuckt, ob ee se fir d'zweet Semester nach kritt.“? Majo, well mer eis bewosst waren, dass kéinten Abusé kommen, well déi Abusen, déi ware fréier do, wéi et nach Kannergeld gouf. Do hunn d'Elteren zu de Kanner gesot: „Géi dech op d'Uni Lëtzebuerg aschreien an da kréie mir nach d'ganz Joer d'Kannergeld.“ An dunn huet awer ni ee mir hei an der Chamber eng Fro gestallt an och net der Familljeminstesch eng Fro gestallt. Elo, wann et





d'Eltere waren, da sinn et keng Abusen, wann et d'Studente sinn, da sinn et Abusen?

Dofir hu mer, an dat war e wesentleche Punkt, dee mer och am Gesetz vun 2010 ausdiskutiert hunn, gesot: „Mir kucken d'Semester.“ Dat heescht, fir d'Éischt muss een emol, fir Studiebäihëllefen ze kréien - fir zum Här Etgen senger Fro ze kommen -, muss een emol fir d'Éischt eng Aschreiwung op enger Uni virweisen. Déi Aschreiwung heescht och, seng Studiegebühre bezuelt ze hunn.

#### (Interruption)

Do, wou ee keng... Jo, gutt. Mä et sinn och Unien, wou et méi ass. Mä et muss ee seng Studiegebühre bezuelt hunn.

Et muss ee virum 31. Oktober säin Dossier gefrot hunn. Leider sinn erëm eng Kéier Leit, déi vergiess hunn, den Dossier ze froen, obwuel ech iwwerall Reklam gemaach hunn, et soll een den Dossier virdru froen.

Da muss een den Dossier eraschécken. Beim Dossier muss d'Aschreiwung sinn. Dann huet ee fir d'Éischt Semester seng Bourse respektiv säi Prêt zegutt.

Da kënnt d'zweet Semester. An d'zweet Semester muss een da gekuckt hunn, dass een effektiv schonn d'Éischt Semester awer iergendwéi derbäi war. Well wann een d'Éischt Semester just ageschriwwen war, fir ageschriwwen ze sinn, da spillt d'zweet Semester net.

Mir hunn - an dat war eng Diskussioun am Gesetz -, mir hunn net an eisem Gesetz gesot, dass, wann ee säi Semester net packt, aus wat fir engem Grund och ëmmer - well et sinn der jo och, déi zum Beispill wéinst Krankheet et net packen oder déi et net packen oder déi ophalen dobaussen, déi am Ausland sinn -, froe mir kee Remboursement.

Mir froe kee Remboursement vun der Bourse - de Prêt ass ze rembourséieren, dee jo large-ment vum Stat finanzéiert gëtt -, mä de Prêt ass ze rembourséieren.

An dat bréngt mech zu deem anere Punkt vun den Notes gravement insuffisantes. Do ass et esou, dass dat, wéi gesot, 84 Fäll waren d'lescht Joer, op 14.961 Dossieren, respektiv vun deene 579 Demanden, déi refuséiert goufen, waren dat der erëm eng Kéier 84.

Do ass et esou, dass d'Linn bis elo war vum CEDIES: «trois échecs consécutifs ou non-présentation aux examens deux fois de suite». An ech soen lech, dass ech dat net iwwerdriwwen fannen. An ech soen lech, dass ech de CEDIES encouragéiert hunn, do méi wäit ze goen, fir ze soen: «deux échecs consécutifs», well jo net nëmme dem Problem d'Bourse ass, déi een net muss rembourséieren, mä et kritt een och nach e Prêt, an dee muss rembourséiert ginn. Mir hunn awer och keen Intérêt, de Leit eng Illusioun ze ginn, si kéinten duerchfallen, duerchfallen, net studéieren goen, an herno muss se awer de Prêt och mat 2% rembourséieren!

Ech stinn also absolut do hannert dem CEDIES, fir ze soen, an deenen dote Fäll huet et kee Wäert méi, fir weider Hëllefen ze ginn. Dat muss ee gesinn, a mir hunn dat och am Gesetz ëmmer gesot. Fir eis ass d'Studieregelzäit x + 1. Dat heescht, e Bachelor vun 3 mécht een a 4, e Master vun 2 mécht een an 3, an esou weider an esou fort. Ech mengen, dass dat nach ëmmer richtig ass.

Dat ass also een Abus potentiel. Een aneren Abus potentiel ass deen, dass een aner Prestatioun kritt. Schaffe goen ass u sech keen Abus. Wann ee schaffe geet, just... Neen, neen, den Abus kënne mer da kréien: Wann ee schaffe geet, muss ee jo seng Revenuen deklaréieren bei eis.

Dat heescht, een, dee schaffe geet, deem seng Bourse gëtt op dat erfogerechent. An ech mengen, dat ass ee Punkt, woubäi et natierlech ass, wéinst dem Dateschutz, dass mir net automatesch Accés hunn zum Dénge vum CCSS, also vum Centre commun. Mä mir maachen heiansdo Cross-checken.

Déi dote Fäll, dass ee géif schaffe goen a sech just fiktiv géif aschreiwien, si mer eigentlech manner geleefeg wéi déi, dass ee sech emol aschreiwie geet an emol kuckt, wat kënnt. Och do ass net ëmmer eng Abussituatioun. Heiansdo geet et eben einfach net op der Uni.

Do wou mer Abusë kënne kontrolléieren, wou mer eng Coopération administrative hunn, dat ass fir ze verhënneren, dass een am Chômage oder am RMG ageschriwwen ass an eng Bourse kritt.

Eng vun eisen Neierungen, déi mer gemaach hunn 2010, un déi ech immens mech gehalen hunn als fréieren Aarbechtsminister, ass déi,

dass een och kann, egal wat fir en Alter een huet, Bourse kréien. Well ech déi Situatiounen ëmmer hat mat Leit, déi am Chômage waren an déi gesot hunn: „Ma ech wëll zréck op d'Uni goen, fir en Diplom ze maachen an dann eng Plaz ze fannen.“ Dann hu mer als ADEM nee gesot, well mer gesot hunn: „Dir musst jo disponibel fir de Marché du travail sinn.“

Dat heescht, e Chômeur ka Sue kréien. Wien näischt huet, kritt eng Bourse vun eis. Deen Eelsten, deen zurzäit Sue kritt, ass 62 Joer al, deen och Aides financiers vum Stat kritt; mä dann dierf en net Chômage kréien. Do hu mer eng Coopération administrative mat der ADEM a mat dem RMG, also mat deem Ministère respektiv mat där Verwaltung, fir dat ze verhënneren.

Eng aner Abusméiglechkeet, déi schwierig ënner Kontroll ze kréien ass, dat ass déi vun der Résidence effective, wa Leit hei eng falsch, fiktiv hunn. Heiansdo féinnt een et eraus oder et féinnt een et net eraus. Mir hu keng Polizei an dem CEDIES. Mir hunn net Leit bäigebaut. Mir hu souguer Leit verluer. An ech mengen och net, dass de CEDIES do soll sinn, fir Polizei ze spillen. Mä, wéi gesot, mir kënnen net alles kontrolléieren; heiansdo fanne mer et.

Dat sinn also déi véier potenziell Abusméiglechkeeten.

Déi «résultats jugés gravement insuffisants», do fannen ech, dass dat, wat monéiert ass vun der UNEL, dass dat falsch monéiert ass, an ech stinn do hannert där Décisioun vun dem CEDIES.

Dat Zweet ass d'Résidence fictive. Bon, dat ass esou. Dat féinnt een net ëmmer eraus. Dat war och fréier de Fall.

Drëtens: Abus potentiel mat Chômage, mat RMG, mat Sozialleeschungen. Dat hu mer ënner Kontroll. Wat d'Schaffen ubelaangt, mussen d'Leit deklaréieren.

Wann do géif een, Här Etgen, elo falsch Deklaratiounen maachen, fir ze soen, ech kréien eng Bourse vu 6.500, an en huet awer wierklech pro Mount nach eng Pai vu 6.000, do kéinte mer effektiv déi Bourse reklaméieren goen, well deen hätt jo falsch Indicatiounen gemaach.

#### (Interruption)

Also, do wou reell Abussituatiounen sinn, do kënne mer rembourséieren.

Déi aner Fro ass: Mir kucken no all Semester, wéi et no all Semester ass. An dat war eng Neierung, déi mer gemaach hunn opgrond vun 2010, well mer genee woussten, dass virdru Leit ageschriwwen ware bei der Uni Lëtzebuerg, fir dass ee Joer sollt Kannergeld fléissen, ouni dass se awer no der Aschreiwung nach eppes gemaach hunn.

Dann e lescht Wuert.

► **M. le Président.** - Dir misst awer bal zum Schluss elo kommen, Här Minister, well et sinn zéng Minutten.

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Majo, dann halen ech op.

► **M. le Président.** - Merci, Här Minister. A mir wännen domadder och um Enn vun dëser Froestonn.

Mir kéimen dann elo zum éischte Projet vun haut de Mëtteg, nämlech dem Projet de loi 6367, eng Ofännerung vum Gesetz géint de Kaméidi. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger, Negri an Urbany.

D'Wuert kritt elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

### 5. 6367 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit

#### Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marc Spautz (CSV), rapporteur.** - Här President, Kolleginnen a Kollegen, de Projet, iwwert dee mer elo schwätzen, ass eng Ännerung vum Gesetz vum 21. Juni 1976 iwwert de Kaméidi.

De Projet ass den 18. November 2011 vum delegierten Nohaltegekeetsminister Marco Schank an der Chamber déposiert ginn. Den 1. Dezember 2011 sinn ech vun der Kommissioun als Rapporteur genannt ginn.

Den Avis vun der Chambre des Salariés datéiert op de 15. Dezember 2011, dee vun der Chambre de Commerce koom de 6. Januar 2012. De Statsrot huet säin Avis den 30. März 2012 ofginn, an den 18. Abrëll hu mir an der Kommissioun de Projet an den Avis vum

Statsrot ënnert d'Lupp geholl, wouropshin den 19. Juli 2012 Regierungsamendementer ausgestallt goufen.

Dës Amendementer sinn de 25. September 2012 vum Statsrot aviséiert ginn, an och vun deenen zwou Beruffschamberen, déi ech och schonn uewe genannt hat.

De 26. September hu mir nach eng Kéier den Avis complémentaire vum Statsrot analyséiert, an den 10. Oktober 2012 ass de Rapport an der Chamberskommissioun ugeholl ginn.

Wat ass den Objet vun dësem Gesetz? Mam virleienden Text kritt elo d'Gesetz vum 21. Juni 1976..., gëtt et méiglech, verschidde Leit finanziell...

#### (Brouhaha)

► **M. le Président.** - Ech bieden lech, dem Här Spautz nozelauschteren!

► **M. Marc Spautz (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President!

...kréie mer eng legal Basis, fir verschiddene Leit kënne finanziell Hëllefen ze ginn am Kampf géint de Kaméidi.

Dës ass en Aktiounsplang, deen op d'EU-Direktiv 2002/49 hi virgessinn ass. Genau gesot sinn déi Hëllefe fir Isolatioun vun den Haiser, fir dass de Kaméidi net méi esou gutt ze héieren ass. Déi aktuell national Gesetzgebung gesäit dat net esou vir, an dofir ass och en neien Artikel 2 Paragraph 1 am Gesetz vun 1976 derbäikomm, deen heescht „Régime d'aides financières“.

Wéi gesäit et an der Praxis aus?

A Fro komme just Haiser, deenen hir Baugenehmigung virum 31. Januar 1986 erdeelt ginn ass, also virum Akraafttriede vum PAP „Aéroport“. An dësem Gesetz sinn et jo virum allem déi Haiser aus de Gemenge Betzdorf, Fluessweiler, Hesper, Lëtzebuerg, Nidderaanwen, Sandweiler a Schëtter, well déi am Anzugsgebitt vum Flughafen leien.

An enger éischer Phas sinn dat d'Gebaier, déi am meeschten dem Kaméidi ausgesat sinn. Dat sinn 317 Haiser an 38 Appartementshaier a Copropriétéit.

Wéi eng Mesurë gëtt et vum Stat, fir finanziell ze ënnerstëtzen?

D'Berodung an d'Verbesserung vun der Geräuschdämmung, déi awer virum Ufank vun den Aarbechte muss mat engem Expert vun der Akustik gemaach ginn. Dësen Expert muss all Aarbechten iwwerwaachen, och fir ze kucken, wat do finanziell ënnerstëtzt gëtt. An och d'Aarbechte selwer, wat d'Isolatioun ubelaangt, ginn ënnerstëtzt.

Wéi eng Aarbechte sinn dat?

Zum Beispill d'Ersetze vun de Fënsteren, d'Isolatioun vun de Rollluedekëschten, d'Abau vum Entlüftungsanlagen, Tapezier- a Gipsaarbechten an och den Assainissement vum Daach an den Dallen um Späicher.

De maximale Montant vun deene Subventiounen, dee virgessinn ass, dat sinn 12.500 Euro fir een Haus a 6.250 Euro fir een Appartement.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach e puer Wuert zu den Aarbechten an der Chamberskommissioun.

A sengem Avis vum 30. März 2012 huet de Statsrot festgestallt, dass de Projet, esou wéi en déposiert ass, net mam Artikel 99 vun eiser Verfassung am Klang ass, dee beseet, dass eng Charge, déi während méi wéi engem Exercice zulaaschte vum Budget geet, just duerch e Spezialgesetz kann agefouert ginn. Vu dass dës Hëllefssystemer, déi duerch dësen Text kommen, vun 2012 bis 2022 solle gëllen, muss laut Statsrot de Projet ofgeännert ginn, wat mer och gemaach hunn. An duerfir waren och déi Amendementer, déi duerno gemaach gi sinn.

Ech denken, dat waren déi wichtegst Aarbechten, déi ech wollt ervirsträchen, wat dese Projet ubelaangt, an ech géif och heimadder gläichzäiteg den Accord gi vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Marc Spautz. Als éischte Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech wëll och dem Rapporteur Merci soe fir säi kuerzen a pertinente Rapport, dee sech haaptsächlech op technesch Aspekter beschränkt huet. Ech mengen, wann hien den Historique vum Dossier Lärmschutz/Findel gemaach hätt, da wier et sécherlech e Bericht ginn, dee méi laang an och méi lieweg gi wier.

Ech wëll drun erënneren, dass an der Vergaangenheet scho ganz vill a kontrovers iwwert

d'Problematik vum Kaméidi vum Fluchverkéier diskutéiert ginn ass, besonnesch an der Stad Lëtzebuerg an an de betreffenen Nopeschgemengen. Et wier och interessant, fir méi generell eigentlech iwwert déi Plo vun der ëmmer méi staarker Lärmbelästigung am Alldag ze schwätzen, eng Plo, déi laut Experten ëmmer méi zu Belaaschtung a Krankheete bei de Mënnsche féiert.

Bon, de Projet ass awer ugeschloen als Modèl de base, an ech wäert mech also och duerfir net ausféierlech mat där Problematik beschränken (veuillez lire: beschäftigen), net den Historique, mä einfach e puer Remarquë maachen an deene fënnf Minutten, déi ech hunn.

Ech mengen, eppes ass ze bedauere virop, dat ass, dass et awer laang gedauert huet, bis dat mer haut endlech en Text virleien hunn, deen am Sënn vun der Protektioun vun den Awunner ronderëm de Findel ass, wéinstens vun engem Deel vun den Awunner.

Ech mengen, et ass jo och wéi esou oft, dass hei eng europäesch Direktiv den Ausschlag ginn huet, dass mer iwwerhaupt do konkret aktiv gi sinn hei zu Lëtzebuerg. Déi Direktiv staamt aus dem Joer 2002; haut schreiw mer d'Joer 2012. Zéng Joer sinn also an d'Land gaangen, ier hei konkret Mesurë geholl gi sinn. Dat ass a mengen Aen op alle Fall ze laang. Dat war och sécher net am Intérêt vun de betroffenen Bierger, déi jo also do och widerhin zéng Joer hu missen an deenen Nuisancë liewen. Besonnesch denken ech un déi Leit ganz no um Flughafen, och Hamm, déi jo och hei méi besonnesch concernéiert sinn.

Eng zweet kritesch Fro, déi ee sech ka stellen, dat ass, wéi hëllefäich déi Mesuren elo sinn. Fir d'Awunner ronderëm de Findel virum Kaméidi ze schützen, gesäit jo - de Rapporteur huet et gesot - de Projet de loi vir, dass déi Leit finanziell Hëllefe kréien, fir hir Wunnenge besser géint de Kaméidi ze schützen. Dat kënnen dann nei Fënsteren sinn, dat kann eng nei agegipsten Tapéit sinn, dat kann en neien Daach sinn.

Fir dës Aarbechte sinn da maximal - maximal! - 12.500 Euro virgessinn. Wann een awer hei zu Lëtzebuerg d'Präisser kennt fir Aarbechten a Material am Hausbau - zu Lëtzebuerg, mengen ech, kenne mer déi Präisser -, da kann ech mir net gutt virstellen, dass dës finanziell Hëllefe kënnen duergoe bei engem Haus zum Beispill, soen ech, wou ee sechs Fënsteren, acht Fënsteren muss ersetzten, eventuell och nach den Daach muss ersetzten, eventuell e puer Mesurë muss maachen.

Also, et deet mer leed, dat geet sécher net duer. Wann een en Handwierker kennt, e Bëtrib, deen déi Aarbechte fir manner oder fir 12.500 Euro mécht, sinn ech frou, wann ee mer dee seet, well ech hunn och nach Aarbechte bei mir am Haus ze maachen, da géif ech deen direkt huelen!

#### (Interruptions)

Bon, an der leschter Zäit geet jo och da Rieds vu sozialer Selektivitéit, an déi Leit, déi also e bësse besser gestallt sinn, déi kënne sech also eng Isolatioun leeschten. Mat deenen 12.500 Euro muss se warscheinlech nach eppes dropleeën, mä déi maachen dat dann. Leit, déi awer net esou gutt dostinn, deenen hëllef en och dann net déi 12.500 Euro, wann déi e ganz Haus mussen isoléieren. Wat maachen déi warscheinlech? Déi maachen et vläicht guer net an déi sëtzen also weider am Kaméidi!

Firwat hätt een hei net kënnen d'Geleeënheet notzen, fir dann déi sozial Selektivitéit och eng Kéier unzewennen? Et ass ëmmer schéin, wann een an Interviewen a Sonndesrieden dovunner schwätzt! Wann et konkret gëtt, da kennt kee se méi!

Wann et der Regierung dorëms gaange wier, fir all deene Leit wierklech effizient ze hëlfe, hätt een dat vläicht och méi bei de Fraisen am Detail analyséiert.

Eng drëtt Remarque ass déi betreffend déi Kaméidiskaarten, op déi jo dann d'Gesetz och opbaut. Mir mussen wëssen - ech mengen, de Minister Schank kennt dat och -, dass déi zum Deel ganz staark contestéiert waren, wéi se opgestallt gi sinn. Do ware verschidden Normen an Debatten, déi do an der Diskussioun waren, a schlussendlech ass eng geholl ginn, wou een d'Geüll net lassgëtt, dass dat eigentlech déi Kaart ass, déi herno de Stat am bëllegste gëtt.

Ech mengen, méi streng Normen oder Kaarten, déi nach vläicht e bësse méi grous ausgefall wieren, déi wieren zwar méi am Intérêt vum Schutz vun nach méi Bierger gewiescht, mä déi hätten natierlech dann och d'Regierung ënnert dem Stréch méi kascht, et wier méi deier ginn.

Ech wëll och drun erënneren, dass d'Kaméidisproblematik net eleng de Fliogertrafic betrëfft, mä och de Stroosentrafic an och de Schinentrafic, an et wier vläicht duerfir och interessant ze wëssen, wéi regelméisseg déi Kaméidiskaar-





ten iwwerschafft ginn a gekuckt gëtt, wat sech verännert huet, well dat ass jo sécherlech de Fall beim Stroosseverkéier. Och beim Zuchtrafic zum Beispill krut ech do eng Rei Kloen.

Ech selwer mierken et och. Zum Beispill am Triage vu Beetebuerg, wat dat ubelaangt, héiert een elo ab eelef Auer owes iwwert de ganze Réiserbann doriwwer eraus e Jiipen, dat relativ onerträglich gëtt, dat wahrscheinlech nach net erfaasst ginn ass virun e puer Joer, wéi déi Kaarten opgestallt gi sinn, sou datt also och en cours de route, bis déi Kaméidiskaarten opgestallt sinn, ëmmer erëm nei Saache geschéien, an datt déi also misste regelméisseg iwwerschafft ginn.

Ech mengen, dës Remarquë gemaach, wëll ech och den Accord vun der DP-Fraktioun zum Projet erabrëngen. Et ass awer keng grouss Begeeschterung bei eiser Zoustëmmung, wéi Der schonns mierke konnt. Et ass eng minimalistesch Démarche vun der Regierung, wou se wahrscheinlech méi ëm hire Budget besuergt war wéi ëm d'Protektioun vun de Bierger.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Marc Spautz, Merci soe fir seng exzellente Rapporten, schrëftlech wéi mëndlech.

Erlaabt mer, mat engen Zitat unzefänke vun der Madame Zsuzsanna Jakab, Regionaldirektesch vun der Organisation Mondiale de la Santé fir Europa: «La pollution sonore n'est pas seulement une nuisance environnementale, mais aussi une menace pour la santé publique.»

Divers Etüde beleeden, dass och Häerzkrankheeten, Schlafstéierungen an aner psychesch Krankheete mat der sougenannter Pollution sonore verbonne sinn.

An deem Sënn begrësse mer, dass mer haut ee Schrëtt weiderkommen, wat de Kaméidi um a ronderëm de Flughafen ueget. Mat deem Projet de loi setze mer ee Punkt vun Aktiounsplang iwwert d'Lutte contre le bruit ëm: dee vum Lëtzebuurger Flughafen. Domadder sollen eng ronn 18.000 Leit, déi méi oder manner dem Kaméidi ausgesetzt sinn, d'Méiglechkeet kréien, eng Ënnerstëtzung vum Stat unzefroen, fir hir Wunnenge lärmdeicht ze maachen.

Laut dem Aktiounsplang an dem Gesetz iwwert d'Établissements classés vun 1999 soll och d'Zuel vun de Fliegermouvementer ëm 2012 op 76.000 pro Joer limitéiert ginn. Wéi aus de Statistike vun der ANA ervirgeet, ass den Niveau vun de Mouvementer an deene leschte jore relativ stabil bliwwen. De Minister kann eis vläicht duerno e puer méi rezent Zuelen nennen.

Et ass natierlech schwéier, op enger Säit eng Reduzéierung vun de Mouvementer ungestriewen a gläichzäiteg d'Ekonomie a besonnesch de Secteur vun der Logistik unzekerbelen. Mir ginn awer dervun aus, dass dat net de Wee op mécht, fir den Nuetsverbuet opzehiewen. Ech ginn elo weider net dorobber an, well dat jo dës Woch nach e puermol hei am Haus zur Diskussioun kënn.

Här President, doriwwer eraus gesäit d'europäesch Direktiv vun 2002, déi an d'Gesetz vun 2006 eragefloss ass, vir, dass eng Kartografie opgestallt gëtt, net nëmme, wat de Flughafen ueget, mä, wéi den Här Berger och elo scho gesot huet, och fir d'Autobunnen an déi wichtegst Zuchstrecken. An enger zweeter Phas soll all fënnf Joer en Update vun dëser Kartografie gemaach gi respektiv och eng Erweiderung vun den Haaptachsen op verschidden Nationalstroossen.

An deem Sënn wëll ech de Minister froen, ob dës Kaarte schon disponibel sinn.

De Lärmschutz op den Autobunnen an op den Haaptzuchstrecke wäert jo haaptsächlech duerch Lärmschutzwänn realiséiert ginn. Hei wollt ech den Här Minister froen, wéi e gedenkt, dës unzegoen.

Domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Negri Merci. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech ginn hei och meng Zoustëmmung zu deem Gesetz, wat awer eng relativ beschränkte Wierkung wäert hunn. De Perimeter vun deenen Haiser, déi betraff sinn, dee läit am direkten Afluchberäich vum Findel, et handelt sech ëm 300-400 Wunnengen, déi hei di-

rekt vun deene Moossname betraff sinn. Et sinn och aner Aschränkungen an Agrenzungen an deem Gesetzesprojekt hei enthalten, ënner anerem finanzieller Natur, déi och vun der Chambre des Salariés zum Beispill an hirem Avis ervirgehewe gi sinn.

Ech mengen, a kengem Fall dierf dat Gesetz hei awer eng Excuse sinn, fir den Nuetsfluchverbuet um Findel weider nach opzeweechen. Ech mengen net, dass et drëm geet, Schrëtt ze hale mam Kaméidi, deen eventuell zouhëlt - dat war d'Ausso vum Minister Schank an der Téleesémissioun „Chamber aktuell“. Ech mengen, dass et net dierf dorëmmer goen, fir sech anzustellen op eng weider Ausdehnung vum Fluchkaméidi.

An deem Sënn, mengen ech, ass och op jidde Fall ze begrëssen, dass de Stater Gemengerot déi Décisioun majoritär a senger Sitzung gëscher geholl huet, fir d'Meenung ze verrieden - géint d'Regierung, géint och d'CSV. am Gemengerot -, et dierft net zu enger Annerung vun der aktueller Regelung vum Nuetsfluchverbuet kommen.

Mat deene Reserve wëll ech hei meng Zoustëmmung also nach eng Kéier zu deem Gesetz hei soen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany, an d'Wuert kritt den Här delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank.

► **M. Marco Schank, Ministère délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Här President, ech wollt fir d'Éischt och dem Rapporteur Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech géif mer dann erlaben, fir op eng Partie Froen ze äntwerten, well dat Wesentlech ass am Rapport eis presentéiert ginn haut de Mëtteg.

Fir d'Éischt emol wollt ech äntwerten op déi Fro, datt gemengt ginn ass, déi Aiden, déi wieren net zolidd genuch. Ech sinn do enger anerer Meenung: Ech mengen, datt déi zolidd sinn an ech mengen dat och virun allem vis-à-vis vum Hannergrond, datt een déi Hëllef kann och mat energeteschen Aidë kombinéieren. Et ass also virgesinn, datt ee kann déi akusteschen Moossnamen an déi energetesch Moossnamen kumuléieren. An et ass och esou, datt Effortë fir energetesch an akusteschen Isolatioun sech och kënnen gutt ergänzen. Dat ass dat Eent.

Dann ass d'Fro gestallt ginn, wou mer mat de Moossnamen „antibruit“ am Kontext vun der Strooss a vun der Bunn dru sinn. Also, bei den Autobunnen sinn eng Partie Plazen identifizéiert ginn, wou och Chantieren an Zunkunft virgesinn, an da ginn am Kader vun deene Chantieren Antibruit-Moossnamen integréiert respektiv am Virfeld geplangt.

Bei der Bunn si gréisser Projeten ugekënnegt, dat hutt Der och vläicht an der Vergaangenheet matkritt, zum Beispill Schëffleng. Oder och d'CFL huet eng Partie technesch Moossname virgesinn: Viru Kuerzem konnt ech derbäi sinn, zesumme mam Claude Wiseler, wéi en Zuch virgestallt ginn ass, wou Tester gemaach ginn, dee méi lues sech iwwert d'Schinn beweegt, nei Bremsbläck, déi nach am Test an Europa sinn, mä an Zukunft wesentlech Verbesserunge kënnen bréngen. Eng Moossnam ass och de Viaduc vun Esch, dee jo sanéiert gouf. An d'CFL mécht och a puncto Entretien vum Material eng ganz Partie Efforten.

Dann ass - vläicht nach zum Schluss - d'Iwwerschaffe vun de Kaarten ugeschwat ginn. Och dat Iwwerschaffen ass effektiv virgesinn, an de Comité de pilotage du bruit, dee wäert och déi éischt Propositionen do an deenen nächste Méint virgestallt kréien.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här delegéierten Nohaltegkeetsminister. Domadder wäre mer um Enn vun dëser Diskussioun a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6367 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6367 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

*Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6367 est adopté à l'unanimité des 60 votants.*

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Lucien Clement), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Dieberich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;*

*MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;*

*M. Serge Urbany.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6419, eng Direktiv iwwer e Label écologique. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger an Negri.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**6. 6419 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°66/2010 du 25 novembre 2009 établissant le label écologique de l'Union européenne**

**Rapport de la Commission du Développement durable**

► **M. Marcel Oberweis (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister - Dir Häre Ministeren -, dee virleiende Projet de loi setzt déi europäesch Direktiv N°66 vum 25. November 2009 an nationaalt Recht ëm. Mat dem Gesetzesprojekt ginn eng Rei Modalitéite bei der Ëmsetzung an de Sanktiounen an Zesummenhang mat dem europäeschen Label fir d'Ëmwelt ëmgesat.

Et soll nach drop higewise ginn, dass schonn am Joer 2000 eng Revisioun vun deem gemeinschaftleche System an där Zäit mat dem Vergi vun Ëmweltzeeche geholl gouf. Deemoos stoungen d'Ënnerstëtzung vu Produkter, déi eis Ëmwelt protegéieren, an hir Awierkungen duerch den Asaz am Mëttelpunkt. Fir ganz komplett ze sinn, muss ee soen, dass d'Aféierung vun dem Ëmweltlabel eng direkt Suite vun der Rio-Konferenz 1992 war.

Den Ëmweltlabel selwer stellt domat ee wichtige Bausteen an der nohalteger Entwécklung vun der europäescher Ëmweltpolitik duer. Am Laf vun dem leschte Jorzéngt ass awer festgestallt ginn, dass dee System revidéiert muss ginn, well ee mëttlerweil nei wëssenschaftlech Erkenntnisser kritt huet.

Wéi ugedeit, sollen déi negativ Impakter op d'Ëmwelt an op d'Gesondheet vun de Mënsche reduzéiert ginn an doriwwer eraus déi natierlech Ressourcë geschount ginn. Virun allem muss de Public iwwert den Ëmweltlabel méi ënnerriicht ginn, an dat op nationalem an europäeschem Plang.

Den 29. Mäerz dëst Joer huet den delegéierte Minister fir d'Ëmwelt de Projet de loi hei an der Chamber déposéiert. D'Chambre de Commerce, d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Métiers hunn hiren Avis erabruucht, genau wéi de Conseil d'État mat Datum vum 12. Juni dëst Joer. Den Avis complémentaire vum Statsrot ass de 25. September analyséiert ginn, an de Rapport ass de 17. Oktober an der Chamberskommissioun ugeholl ginn.

Wann ee sech den europäesche Bannemaart méi genau ukuckt, da gesäit een, dass bal 20.000 Produkter an Dëngschtleeschungen dësen Ëmweltlabel no deem ale System droen. Dat kënnen ënner anerem elektresch Geräter, Pabeier, Textilien oder touristesch Hébergemessservice sinn. Et ass wichteg ervirzehiewen, dass d'Kritären, fir den Ëmweltlabel ze verginn, no wëssenschaftlechen Erkenntnisser ausgeschafft ginn a goufen.

Et ginn hei am Speziellen déi eenzel Ëmwelt-aflees bei der Produktioun, bei dem Verbrauch, bei dem Gebrauch a bei der Eliminatioun a Betruecht gezunn. Et sollen och ganz speziell déi geféierlech Substanzen duerch manner geféierlecher ersat ginn, an den nohalteger Gedanke soll méi respektéiert ginn. Virun allem soll d'Gesondheet vun de Konsumenten vill méi am Vierdergrond stoen, an déi sozial Standarden,

virun allem d'Anhale vun de rechtlechen Aarbechtsbedingungen, sollen eng wichteg Be- deitung kréien. An et dierfen och keng Versich méi un Déieren duerchgefouert ginn.

Dir gesitt also, et geet hei ëm eng ethesch, so- zial, technesch a wirtschaftlech Approche.

E puer Bemierkungen aus dem Rapport: Fir dass e Land den Ëmweltlabel bei sech applizéieren dierf, muss en Organisme geschaffe ginn, dee sech där Aufgab unhëlt. All Betriber, déi den Ëmweltlabel fir hir Produkter oder Dëngschtleeschunge kréie wëllen, mussen eng De- mande bei deem nationalen Organisme era- reechnen. Deen deelt dann deenen EU-Member- länder, wou zum Beispill de Produzent säi Pro- dukt vermaarte wëllt, dese Wonsch mat.

Sinn all d'Konditiounen erfëllt, an 30 Deeg no dem Erabrënge vum dem Avis vum dem kompetenten Organisme kënnen de Ministère an de Produzent e Kontrakt mat alle Modalitéiten ën- nerschreiwen. An domat gëllt den Ëmweltlabel als verginn.

De kompetenten Organisme hei am Land ass bei eis eng Kommissioun, an där d'Ministère vun der Ëmwelt, de Classes moyennes a vun der Wirtschaft vertruede sinn. D'Redevancen, déi aus dem Kontrakt erauskommen, flëssen an de Statsbudget.

E wichtige Punkt ass d'Opsiche vun Infractiounen, wann ee géint de Geescht vum Ëmweltla- bel verstéisst. Do sinn am Gesetzesprojekt eng Rei vu Fonctionnaires opgezielt, déi dës Mis- sioun iwwerhuele sollen. Déi mussen eng spe- ziell Formatioun matmaachen, esou dass si méiglech Infractiounen sécher feststelle kënnen. Si dierfen dës Aufgab awer nëmme op dem Territoire vun eisem Land ausféieren.

E puer Beispiller zur Illustratioun: wann een zum Beispill den Ëmweltlabel benotzt, bevir d'Attributioun erfollegt ass; wann een den Ëmweltlabel an enger Reklammat benotzt ouni Erlaabnis; wann en Ëmweltlabel agesat gëtt, deen awer net den offizielle Logo dréit - et ass normalerweis..., oder et ass déi europäesch Blumm mam Europastär -, oder wann een en Ëmweltlabel op e Produkt setzt, obschonn dëst Produkt dat iwwerhaupt net verdéngt.

Wann eng Infractioun festgestallt ginn ass, dann dierf de Beschëllegte bannent dräi Méint e Recours beim Tribunal administratif erare- chen. De Gesetzesprojekt hat wuel 40 Deeg vir- gesinn, awer de Statsrot huet sech fir déi dräi Méint ausgeschwat, dat am Sënn vun enger Harmoniséierung vun den Délaië fir e Recours.

Als Konsequenz awer vun enger Infractioun sinn och penal Sanktiounen virgesinn. Dëse Montant kann tëschen 251 Euro an 12.500 Euro bedroen.

Dass mir ons mat dem Asetze vum dem Ëmwelt- label an der Europäescher Kommissioun (veuillez lire: Unioun) no deem neie Prinzip nach schwéierdinn, gëtt doduerch ervirge- strach, dass eréischt 1.300 Ëmweltlabelen op Produkter an Dëngschtleeschungen am Joer 2011 attribuéiert goufen. Dat sinn der relativ wéineg.

Dat hänkt awer domat zesummen, dass d'En- treprenen, déi dese Schrëtt maache wëllen, eng ganz Rei vun Démarchë mussen ënnerhuelen. An da muss se och nach eng Rei vu Redevancë bei der Demande vun net manner wéi 200 Euro bis 1.200 Euro maximal bezuelen. D'Entrepren- sen awer, déi schonn eng Zertifikatioun 14000 (veuillez lire: ISO 14001) droen, déi kënnen mat engem Rabatt vun 20% rechnen.

Wann d'Entreprene dann den Ëmweltlabel op hirt Produkt gesat hunn, da muss se all Joers eng Redevance an der Héicht vu maximal 1.500 Euro bezuelen, an dat schreckt se natier- lech of. Am Fall vun enger sougenannter Mi- croentreprise bedréit déi Redevance awer nëmme 350 Euro.

Hei am Land, Dir Dammen an Dir Hären, hu mir nach keng Entreprise, déi den Ëmweltlabel nom neie Prinzip - dat ka jo net sinn, well haut ass et jo, wou dat Gesetz a Kraaft trëtt - op hire Produkter oder Dëngschtleeschungen ugefrot huet. Mir hoffen op alle Fall, dass et Betriber gëtt, déi dat op hire Produkter an Dëngschtleeschunge wäerten ufroen.

Wéi gesot, d'Avisë vun de Beruffskummere wa- ren alleguer positiv a si hu sech domadder just an engem Punkt net erëmfonnt méi, well si elo net méi an deem Organismem vertruede sinn, deen den Ëmweltlabel da vergëtt.

Dës Bemierkunge gemaach, bréngen ech dann den Accord vun der CSV eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!





► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Rapporteur Oberweis Merci. Als éischte Riedner ass den Här Berger agedroen.

**Discussion générale**

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Ech maachen et kuerz. Ech wëilt och dem Rapporteur Merci soe fir säi kuerzen, awer ganz pertinente Bericht.

Ech mengen, d'Iddi vum Label ass jo, fir de Konsument ze incitéieren, fir sech méi nohalteg ze verhalten, méi nohalteg anzekafen. Dat ass also eng gutt Saach.

Dat Eenzegt, wat ech mech froen, dat ass: Wësen alleguerten d'Bierger dobaussen, d'Konsumenten, datt et esou Labele gëtt a wat se heeschen, bedeiten? Duerfir vläicht meng Fro un den Nohaltegkeetsminister: Ass vläicht dru geduecht ginn, eng Kéier eng Aktioun ze starten, fir d'Leit hei zu Lëtzebuerg dorobberhin ze sensibiliséieren?

Dat gesot, géif ech awer dann och den Accord vu menger Fraktioun fir dee Projet abréngen. Merci!

► **M. le Président.**- Merci, Här Berger. Da kritt nach d'Wuert den Här Negri.

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech dem Rapporteur Marcel Oberweis Merci soe fir seng exzellente Rapporten, schrëftlech wéi mëndlech.

Dee säit 1992 agefouerten europäeschen Ecolabel berout op enger globaler Approche, dat heescht, dass net nëmmen déi fäerdeg Produkter, mä och déi ganz Fabrikatiounskette mat a Considéeratioun geholl gëtt. Et ass och kee sectorspezifische Label, wéi zum Beispill den Ecolabel fir d'Lëtzebuurger Tourismusbetreiber, dee säit 1999 geziilt den ëmweltfrëndlechen a sozialverträglechen Tourismus hei am Land fördert.

Den Ecolabel ka besonnesch a Krisenzäiten zu engem vun den Haaptpillere gi vun der „green economy“, well domadder direkt an och indirekt d'Recherche fir Produkter a Servicer méi op dat Nohalteg gestalt ka ginn an och nach méi staark entwéckelt ka ginn. Duerfir ass et wichteg, dass den Ecolabel souwuel un d'Betreiber wéi och un de grand Public proaktiv weidervermittelt gëtt, wéi den Här Berger och elo grad gesot huet.

Den Ecolabel ass net nëmmen e Garant vun enger nohalteger Politik, mä och vun enger sozialbewosster Responsabilitéit, zum Beispill wat d'Aarbeitsnormen ugeet. Dem Konsument kënn dat och zegutt, well Transparenz geschafe gëtt an hien domat bewosst e Choix ka maachen, a wat a wem e säi Vertrauen zouwennt.

An deem Sënn begrëisse mir, dass dëse Label op seriöse wëssenschaftleche Studië berout an och op ganz héich Kriterië setzt. Europawäit ass d'Ufro an deene leschte Joren zolidd geklommen, vu sechs Lizenzen am Joer 1996 op 1.357 am Joer 2011, Tendenz ass elo kloer steigend. Virreider hei ass Italien, déi e bësse méi wéi d'Halschent vun de Lizenzen hunn. Allerdéngs kann een hei zu Lëtzebuerg kucken, do huet dësen Ecolabel nach kee grouse Succès.

Wéi dat an der Kommissioun ugeklongen ass, gëtt et eng 271 Produkter hei am Land, déi dëse Label droen, allerdéngs nëmmen importéiert sinn. Et gëtt also nach deemno keng Lëtzebuurger Produkter mat dem Ecolabel. Bei de Servicer ass de Bilan gradesou schlecht. Et ass keng Lëtzebuurger Firma, déi dëse Label dréit, och wa vill Effortéi gemaach ginn am Beräich vun der RSE, der sougenannter „responsabilité sociale des entreprises“. Duerfir wëll ech hei vläicht den Här Nohaltegkeetsminister froen, wat e gedenkt ze ënnerhuelen, fir den Ecolabel hei am Land bei de Lëtzebuurger Betreiber méi ze promouvieren.

Och wann een als Konsument et net ëmmer einfach huet, sech an all deene Labelen erëmzefannen, begrëisse mer awer als LSAP dëse Projet de loi. Ech ginn domat och den Accord dozou a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Negri. Da kritt nach d'Wuert den zoustännegen Nohaltegkeetsminister.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- Jo, Här President, och vu mir e Merci un de Rapporteur fir säi gewinnt detailléierte Rapport, wou alles gesot gouf. Ech géif mer da just erlaben, op déi Fro ze äntwerten.

Ech deelen de Wonsch vu verschidden Deputéiert, déi elo viru mir geschwat hunn, a wat mer och an der Kommissioun iwwregens disku-

teiert hunn, fir verstärkt fir dëse Label ze sensibiliséieren. An d'Reglement gesäit an engem Artikel eng Promotioun vir, an dat a Kooperatioun mat der Kommissioun. An ech denken, datt dat och dee richtege Wee wier. Ech hu mer virgeholl, eleng fir déi nächst (veuillez lire: op engem vun deenen nächsten) Ministerréit, fir dat zum Sujet ze maachen, fir datt een europawäit eng Promotioun fir dee Label géif maachen. Ech mengen, datt dat sënnvoll wier.

Fir de Rescht Merci fir d'Zoustëmmung vun der Chamber!

► **M. le Président.**- Merci dem delegéierten Nohaltegkeetsminister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6419 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6419 ass ugeholl mat 60 Jostëmme.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes (par M. Marcel Oberweis), Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Josée Lorsche), Henri Kox, Mmes Josée Lorsche et Viviane Loschetter;*

*MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;*

*M. Serge Urbany.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Fir haut de Mëtteg huet d'Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Exploitatioun vu Schifergas am Süde vun Land ugefrot. D'Riedezeit ass laut Artikel 84 zweeten Alinéa festgehalen a gesäit Folgendes vir:

Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jeeeweils fënnf Minutten, de Sensibilitéit politiqes zwow Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Bis elo hu sech ageschriwwen: d'Madame Adehm, den Här Berger, den Här Negri, den Här Henckes an den Här Urbany.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Henri Kox als Verrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

**7. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur une éventuelle exploitation de gisements de gaz de schiste supposés au sud du Luxembourg**

**Exposé**

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Jo, Här President, Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, also Ulass vun dëser Heure d'actualité war eng Konferenz op der Lëtzebuurger Uni mam Titel „Schifergas - eine Lösung für die Energieprobleme der EU“. Dës Konferenz gouf mat Ennerstëtzung och vum LSAP-Europadeputéierte Robert Goebbels organiséiert.

**(M. Michel Wolter prend la présidence.)**

Deeselwechten Här Goebbels huet och gläichzäiteg gefuerdert, mir missten hei am Lëtzebuurger Land no deem Schifergas bueren, well mer effektiv am Süden esou geologesch Schichten hunn, an domat hätte mer en Deel vun eiser Energieversuergung geléist.

Et ass jo net aussergewéinlech, dass op der Uni en Thema opgegraff gëtt an och diskutéiert gëtt, an et ass och net ongewéinlech, dass e Politiker do mat involvéiert ass. Bedenklech stëmmt et eis awer, wann - an dat ass eng Hy-

pothees - d'Positioun och nach vun der Lëtzebuurger Regierung oder vum sozialistesche Wirtschaftsminister géif mat ennerstëtz ginn, well wëssend, dass awer mam Schifergas - wann ee sech e bëssen informéiert huet - ganz schlëmm ëmwelt-, gesondheetspolitesch, awer och wirtschaftlech Bedenke sinn.

Gradesou bedenklech, muss mir awer och soen, fanne mer, dass och d'Uni Lëtzebuerg sech hei mat dropgesat huet,...

**(Interruption et brouhaha)**

...besonnesch, wann dat Thema och esou eesäiteg dann ouni kritesch...

**(Interruption et brouhaha)**

...Begleedung besicht gouf.

**(Interruption)**

Duerfir ass et jiddedalls aus grénger Siicht richtege - an Dir kritt Zäit herno, Är Positioun hei kënnen duerzeleeën -, an duerfir ass et wichteg, dass mer och hei an der Chamber eng Kéier ganz kloer eis Positioun duerleeën, a jiddwer Partei a Sensibilitéit politique ka sech jo dann hei zu Wuert mellen. Et ass wichteg, dass mer och hei a Lëtzebuerg eng Positioun dozou bréngen, besonnesch och, wann an Europa eng ganz staark industriell Lobby sech opgebaut huet, fir dëser Technologie e méi grouse Stellwäert zoukommen ze loossen, fir Fördergelder an och Fuerschungsgelder an deem Beräich ze mobiliséieren.

Net méi spéit wéi haut de Moien hutt Der och vläicht an der Zeitung gelies, dass d'USA ganz massiv an déi Technologie wëllen eragoen. D'IEA, also d'International Energieagence, seet souguer, an et ass och op „Spiegel online“ ze liesen haut, dass d'USA deels vun engem haut Uelech-a-Gas-Importland zu engem Gas-an-Uelech-Exportland sech kéinten entwéckelen, mat awer och gläichzäiteg verheerende Konsequenze fir d'Ëmwelt an d'Gesondheet an den USA selwer an awer och do - Schifergas ass näischt aneschtens wéi natierleche Methangas - Auswierkungen op d'CO<sub>2</sub>-Problematik op der Welt.

Wat ass dann elo Schifergas? Ma vläicht ganz kuerz: Schifergas ass soss näischt aneschtens wéi Gas, deen nach a Gestungsformatiounen gebonnen ass, deen u sech net wéi dee konventionelle Gas sech iwwer Joerdtausende vu Jore fräi gemaach huet, dee sech dann an enger Caverne ageschloss fillt, wou uewen iwwert där Caverne awer eng dicht Formatioun ass, wou de Gas net duerchkënn, an doduerch ass et méiglech, ouni Weideres duerch eng méi oder manner einfach Buerung un dee Gas erunzekommen.

Dergéint ass awer Schifergas, deen och nach „onkonventionelle Gas“ genannt gëtt, e Gas, dee sech nach am Steen befënn. A fir kënnen aus där Formatioun, där geologescher Formatioun dee Gas erauszekréien, muss mat immens héijem Drock e Waasser-Sand-Gemësch eragedréckt ginn, an net nëmmen e Waasser-Sand-Gemësch, mä och gläichzäiteg eng Onmass vu Chemikalien, fir dee Gas dann dee Moment lasszekréien. An Dir wësst, wa mer mat Dréinkwaasser an den Ennergrond erabuere mat gläichzäiteg Chemikalien, dass d'Auswierkungen op de Mënsch an d'Ëmwelt enorm sinn. Dëst Verfahre gëtt „fracking“ da genannt, fir eben déi Gase kënn fräi ze maachen.

Wat hu mir heimadder ze dinn? Ma mir hei a Lëtzebuerg hunn esou Schichten. Déi Schichte sinn op der Uewerfläch, déi sinn ze fannen tëschent Beetebuerg a Péiteng. An am Ennerscheid zu anere Länner befënn sech awer déi Schicht op der Uewerfläch hei a Lëtzebuerg. Wa mer do e „fracking“ géife maachen, wär dat alles aneschtens wéi „fracking“, dat wär gläichzäiteg e Fräisetze vun deem Gas einfach an d'Ëmwelt, also mir hätten absolut guer näischt do gemeng.

Wann elo den Här Goebbels seet, mir missten dat hei a Lëtzebuerg ubueren, da muss ech scho bal soen: vu kenger Sachkenntnis getrübt, well et ass einfach technesch net méiglech, well iwwert där Schicht sech eng aner Schicht muss befannen, déi dicht ass, fir kënnen de Gas opzefänken. Duerfir ass et technesch guer net méiglech hei am Land.

Duerfir kann een och soen: Okay, gutt, hei am Land ass kee Schifergas opzeweisen, also kënn mer et um Thema erfroen. Deem ass awer net esou. Deem ass net esou, well et ass eng europäesch Ausrichtung. Et ass eng europäesch Ausrichtung, a mir mussen eis och als Lëtzebuurger Land dozou positionéieren, well déi Schicht, déi sech hei a Lëtzebuerg befënn op der Uewerfläch, déiselwecht Schicht ass, déi kontinuierlech erof bis ënnert de Paräiser Becke geet, sou dass a Louthrengen oder zu Paräis selwer déi Gasquellen duerch „fracking“ erschloss kéinte ginn, well a Louthreng respektiv zu Paräis déi néideg Schicht uewendriwwer ass, fir dee Gas opzesammelen an dann duerch konventionell Buerungen ze erschleissen.

Mir mengen, dass déi Auswierkung fatal sinn. Fatal fir d'Ëmwelt! Et brauch ee sech nëmmen dat anzekucken, wat an Amerika momentan lass ass, net nëmmen aus Dréinkwaasserschutz, well et gëtt Dréinkwaasser mat benotzt, fir dat Waasser-Sand-Gemësch do an de Buedem eranzedrécken, mä och déi sëlliche Chemikalien, déi do mat eragedréckt ginn.

Do kann et vläicht à la limite nach goen, well - Dir wësst - Amerika ass e Land vu wäitem Ausmooss, ouni dass eng dicht Bevölkerung do opzefannen ass. Hei a Lëtzebuerg respektiv Paräis oder an anere Länner hei an Europa ass dat praktesch net méiglech, well einfach vill méi eng dicht Bevölkerung hei virzefannen ass.

Och ekonomesch, an dat kann een och haut noliesen a verschiddene Presseorganer, ass et net méiglech, oder ass et ganz zweifelhaft, ob et iwwerhaupt wirtschaftlech notzbar ass.

**(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)**

An et ass och dat, wat mer kritiséiert hunn: dass den Europadeputéierte Goebbels net onbedéngt heihinnerkomm ass, fir hei a Lëtzebuerg dat ze verdriewen, mä éischer well e mat polnesche Bierger hei zu Lëtzebuerg war, polnesche Lobbyisten u sech fir déi Technologie, fir Finanzquellen ze mobiliséieren, fzu a ganz grousem Deel ganz problematesch virgaange gëtt.

Wat verlaange mer? Mir verlaangen effektiv, dass d'Lëtzebuurger Regierung massivst op europäescher Ebene sech asetzt, dass dee Schifergas och an Europa net weider bedriww gëtt, well d'Auswierkung wierklech fatal si fir d'Ëmwelt an och d'Gesondheet. Awer och aus wirtschaftlechen Iwwerleunge menge mer, dass et net oportun wär, haut an déi Richtung ze goen. Vun der Klimaproblematik aus duerch d'Ressource CO<sub>2</sub> oder duerch d'Ressource vu Schifergas, wat jo op Basis vu Methan ass, mengen ech, ass et och net sënnvoll, an déi Richtung ze goen.

Firwat solle mer dat och hei thematiséieren? Firwat ass et wichteg, dass mer an Europa intervenéieren? Ma, net méi spéit wéi den 21. November sinn am Europaparlament zwee Berichter op der Dagesuerdnung, ee Bericht aus dem Ëmweltausschoss an en zweete Bericht aus dem Wirtschaftsausschoss. Den Ëmweltbericht ass ganz kritesch zum Schifergas, an de Wirtschaftsbericht, dee beaflost ass duerch d'Schifergaslobby, deen ass méi positiv.

Duerfir fuerdere mir, verlaange mir an hoffen dat, dass eis Deputéiert - an do wär ech frou, wa mer d'Ennerstëtzung vu sämtleche Parteien hätten - wierklech Positioun do huelen, Positioun am Europaparlament, fir d'Schifergasproblematik wierklech endlech seriö ze huelen an net einfach an déi Richtung ze goen.

Mir hunn eng aner Optioun. An ech mengen, mat der „Strategie 2020“ hu mer, huet Europa eng Strategie ugeholl, déi hiresgläichen an der Welt sicht. Mir mussen se just an alle Konsequenzen duerchféieren. Et si Chancen a ganz ville Beräicher.

Ech brauch nëmmen op gëschter Owend hinzeweisen. Ech hat d'Chance, dem Ëmweltminister aus Däitschland dann nolauschteren ze goen, deen eng ganz Rei Plädoyere fir déi Energieversuergung duerbruecht huet. Ech mengen, mir hunn do Chancé fir eis Wirtschaft. Eis Wirtschaft brauch déi Stäip vun enger breeder Innovatioun. An déi Innovatioun, déi kënn duerch erneierbar Energien. Mir wäerten, mir brauchen eis do näischt virzemaachen. Déi Däitsch wäerten eis de Wee do opweisen a mir solle si begleeden do derbäi. „Europa 2020“ huet de Wee mat opbruecht. Ech denken, dass déi Schifergasproblematik e grouse Problem duerstellt.

Ech hoffen, dass d'Regierung an déi Richtung matdenkt an dass och gläichzäiteg déi sëlliche Parteien, déi haut de Mëtteg och nach Stellung dozou huelen, och déiselwecht Iwwerleung huelen a fir eng aner Zukunft plädéieren, nämlech eng mat enger CO<sub>2</sub>-fräier Energieversuergung, a fir de Wee op erneierbar Energien.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Henri Kox. Als éischt Riednerin ass d'Madame Diane Adehm agedroen. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir liewen an enger Zäit vum Embroch. Dësen Embroch betrëfft och eis Energiepolitik. Mir probéieren, fir ëmmer méi a Richtung vun erneierbaren Energien ze goen, mä dat kascht Suen. Vill Sue ginn an d'Entwécklung vun den erneierbaren Energie gestach, an dës Käschte ginn dann op d'Konsumenten weidergeleet. D'Resultat ass, dass ëmmer méi Privatleit Schwierigkeiten hunn, fir hir Energierechnungen ze bezuelen.





Do kléngt d'Diskussioun iwwert de Schifergas fir munch e wéi d'Rettung aus dëser Situatioun. Mä grad an dëser Situatioun ginn d'Meenunge wäit ausereen. Fir verschidde Leit ass de Schifergas déi Léisung, fir eis onofhängeg ze maache vun den aktuelle fossilen an atomaren Energiequellen. Zu dëse Leit gehéiert ënner anerem den europäeschen Energiekommissär. Fir aner Leit ass d'Gewinnung vu Schifergas eischer problematesch aus ëmwelttechnesche Grënn. Den europäeschen Ëmweltkommissär vertritt och dës Meenung.

Mä wéi gesäit et dann hei zu Lëtzebuerg iwwerhaupt aus a puncto Schifergas? Hu mir Potenzial oder net? A wa jo, wou läit de Schifergas? An ass en einfach ze gewinnen oder net? An de 50er an an den 90er Jore goufe verschidde geologesch Etüden hei zu Lëtzebuerg gemaach. Laut dësen Etüde gëtt et ee 50 Meter décken Tounsteen, dee vu Péiteng bis Beetebuerg geet. Déi ënnescht zéng Meter bestinn aus Uelechschifer, aus deem eventuell kéint Schifergas gewonne ginn.

Mat den aktuellen Technique gëtt Waasser mat Sand a chemesche Substanze gemëscht a mat héijem Drock an de Buedem gepresst. Duerch gëtt de Steen ënnerdesch opgebrach. Duerno ginn d'Waassermëschtung an de Gas ofgepompelt. Dat Ganz geschitt ënnerdesch an eng natierlech geologesch Barrière aus Gestein verhënnert, dass d'Chemikalien an de Gas un d'Uewerfläch kommen. Dës Technik dréit den Numm „fracking“.

Et ass awer elo esou, dass zu Lëtzebuerg déi natierlech Barrière aus Gestein net do ass an dass doduerjer d'Method vum „fracking“ net kann hei zu Lëtzebuerg ugewannt ginn. Et muss een nämlech wëssen, dass d'chemesch Substanzen, déi benotzt ginn, fir an de Buedem ze pressen, toxesch a kribserregend sinn.

D'Géigend zwësche Péiteng a Beetebuerg ass déck bewunnt. Et ass evident, dass do déi ëmstridden Technik vum „fracking“ net kann ugewannt ginn. Och wann aner Länner wéi Amerika massiv Schifergas ofbauen, esou muss een awer wëssen, dass dës a Regiounen geschitt, an deene keng Leit wunnen. Erfahrungswäerter weisen, dass d'Konsequenze vun Ofbau vu Schifergas op d'Ëmwelt an d'Bevölkerung alles anescht wéi onbedenklich sinn.

Als CSV-Fraktioun sti mir fir eng nohalteg Energiepolitik. Dës dierf awer keng potenziell gesondheets- an ëmweltschiedlech Methode einhalten. Dofir kënnen mir als Fraktioun zum jëtzege Zäitpunkt net den Ofbau vum Schifergas mat der aktueller Method vum „fracking“ ënnerstëtzen.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Aehm. Als nächste Riedner ass den Här Berger agedroen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. En Débat iwwert d'Froe vun Energie an Ëmweltschutz am Parlament ass sécher emol interessant, well et erlaabt, dass déi eenzel Parteien kënnen kloer Stellung zu engem Sujet huelen aus dem Beräich Nohaltegkeet. An d'Fro vun der eventueller Exploitatioun vu Schifergas oder -uelech zu Lëtzebuerg kann een an dësem Sënn begreifen. Ech sinn awer net onbedéngt der Meenung, dass et eng eminent an eng urgent Fro fir Lëtzebuerg ass, déi sech hei stellt.

Ech mengen, e sozialisteschen Europadeputéierten huet do mat Hëllef vun enger - ech ka bal soen - dubiéiser polnescher Lobby rezent e bësse waarm Loft gemaach zu deem Sujet.

#### (Interruption)

An ech sinn der Meenung, dass mir als Parlamentarier, als Parlament hei net ëmmer missten direkt op esou eppes erafalen, eis mat esou Spillercher provozéiere loosse.

Mä dat gesot, huelen ech awer gäre Stellung am Numm vun der DP, kuerz awer och kloer Positioun zu deem Sujet. Ech ginn elo net weider op déi technesch Detailer an. D'Virriedner huet dat scho gesot, wéi déi ganz Exploitatioun géif duerchgefouert ginn. Villméi wéilt ech nach eng kéier ganz kuerz op déi verschidde Geforen hiweisen, déi esou eng Technik géif mat sech bréngen.

An ech géif zitieren aus engem Rapport vun der europäescher Generaldirektioun Interne Politikbereiche, Fachabteilung Wirtschaft und Wissenschaft, déi sech mat där Fro beschäftegt huet an déi jo a priori net als Ëmweltlobby ze gesinn ass. Ech zitieren elo net alles, mä e puer Extraiten. Op Sait 80 steet do: „unvermeidbare Auswirkungen auf die Umwelt, hohe Risiken, erhebliche Gefahren für Umwelt und menschliche Gesundheit, enormer Flächenverbrauch, Unfälle, Grundwasserverschmutzungen, unkontrollierte Rissbildungen“, dann och nach: „Einspritzung toxischer Chemikalien in den Boden müsste verboten werden“. Si schwätzen do vu 0,5 Liter Chemikalië pro Quadratmeter, déi missten agesprézt ginn, an esou weider.

Ech mengen, ouni elo all déi Geforen en détail ze beschreiwen, kann een am Résumé soen, dass esou eng Technik vum „fracking“ enorm géif d'Landschaft verschampelieren, verbrauchen. Massiv géifen toxesch Chemikalien an de Buedem gepresst ginn, geologesch Schichte géife belascht an destabiliséiert ginn, d'Grundwaasser géif staark belascht ginn an och, wann een dat Waasser géif erëm mat Pompeleneropsuckelen, ass dat e problematescht Ofwaasser, dat eis Kläranlagen net kéinte propper maachen. Hei kéint ech eigentlech da schonns d'Thema ofhaken, well kloer ass, dass esou e Prozedere extrem negativ Konsequenze fir d'Ëmwelt huet.

Bon, och am Süde vu Lëtzebuerg fënnt ee geologesch Schichte mat Äerduelech, Äerdgas, déi een also laut dem sozialisteschen Deputéierten duerch „fracking“ misst exploitieren. Ech froe mech einfach oder ech wéilt hie froen: Wéi stellt hie sech dat da konkret vir, dass an deem dicht besiedelte Süden nach zwëschen de Stied an den Dierfer an de Stroossen an der Eisebunn do de Buedem wéi Schwäizer Kéis dann nach géif duerchlächert ginn, fir iwwerall do Chemikalien an de Buedem eranzepumpelen, fir do e bësse Gas erauszuelen?

Vläicht weess och de sozialisteschen Deputéierten net, dass ënnert dem Süde vum Lëtzebuerg Land - et sinn der och vläicht nach vill hei, déi dat net wëssen - en enorm groussen Drénkwaasser-Reservoir ass: E regelrecht Mier vu propperem Grundwaasser ass ronn 300 Meter ënnert dem Süde vun eisem Land ze fannen. Ënner anerem gëtt dee Reservoir och benotzt, fir de Béier mat dem séffge Secret hierzustellen. Eleng dat wier schonns eng Ursaach, fir ni unzefänken, do an de Buedem mat Chemikalië piddelen ze goen, fir eis dee séffge Secret do ze erhalen.

Bref, ech mengen, et wier also komplett onverantwortlech, fir unzefänken am Süden...

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - ...dass d'Prioritéiten...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här Henckes, Dir hutt herno nach Geleeënheet, fir eis Är Positioun duerzeleeën.

Ech mengen, et ass einfach komplett onverantwortlech, fir drun ze denken, elo unzefänken am Süde vun Land, wou och nach en Drénkwaasser-Reservoir ass, do iwwerall Chemikalien eranzesprézen, fir do dann iergendwellech minimal Reserve vun Äerduelech ze exploitieren.

Ech mengen, wa mer eis als Parlament kloer dergéint ausgeschwat hunn, fir zum Beispill CO<sub>2</sub>... Mir hate jo rezent och e Projet de loi, wou mer gesot hunn: Mir wëlle keen CO<sub>2</sub> an eise Buedem drécken, da fänke mer och elo net un, dann aner Chemikalien an de Buedem ze stoppen, wéi een dat da géif mat enger Technik wéi „fracking“ maachen.

Et ass vum Ëmweltschutz hier net verantwortlech, mä och ekonomesch a klimapolitesch ergëtt d'Exploitatioun vu Schiferuelech guer kee Sënn. Et huet ekonomesch kee Sënn. Och do kéint ech nach eng kéier en Zitat aus deem Bericht huelen. Ech maachen dat elo net. Mä si soen och do einfach, dass déi Reserven awer relativ kuerz bemooss sinn hei an deem Deel vun Europa, extrem beschränkt sinn, an dass dat also mëttel- a laangfristeg keng Garantie wier, fir hei d'Energieversuergung ofzesécheren. Wann et souguer also eng propper Technologie wier - wann, mä et ass jo awer keng! -, mä souguer da wier den Opwand einfach ze grouss, fir herno en ekonomesch Benefiss dovunner ze hunn. An et wier och keng Energieofsécherung.

Ech mengen, virun allem géif hei en desastréist, falscht Signal erausgoen. D'Zukunft vun der Energieversuergung, déi läit net an der Exploitatioun vun Uelech oder Gas am Buedem, mä déi läit an den alternativen, an den erneierbaren Energien, am Energiespueren. Op déi sollen a mussen mer setzen.

Ech mengen, et eriwweert sech also ze betounen, dass fir d'DP d'Exploitatioun vu Schiferuelech oder -gas zu Lëtzebuerg net kann a Fro kommen. Et ass jo dee ganze Bassin, dee bis Paräis geet, deem a Fro géif kommen. Ech wëll just rappelieren, dass sech och déi franséisch Regierung viru Kuerzem ganz kloer - och de franséische President - géint esou eng Exploitatioun ausgeschwat huet. Ech erwaarde mer da gradesou eng kloer Haltung vun der lëtzebuergescher Regierung.

Ech wier och frou, wann d'LSAP hei géif kloer soen, wou se hei steet, ob dat och hir Meenung ass, ob se do op darselwechter Linn si wéi hire sozialisteschen oder hire Parteikolleg am Europaparlament oder ob se sech och géint déi Method hei ausschwätzen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Leet Äre Kapp a Rou.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger, an als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass an der Lescht vill iwwert de Schifergas hei am Land an och europawäit diskutiert ginn. Um amerikanesche Gasmarkt ass de Prozentsaz vu Schifergas vun 1,4% am Joer 2000 op 17% am Joer 2011 gestiegen. An Nordamerika ass dat en dreiwende Motor vun der Industrie ginn an huet déi lescht 15 Joer laut dem „IHS Global Insight“ eng ronn 600.000 direkt an indirekt Aarbechtsplaze geschaaft.

An der Energy Roadmap 2050 vun der Europäescher Kommissioun gëtt ënnerstrach, dass d'Produktioun vun de konventionelle Gaser erofgeet an dass Europa nach méi op Gasimporte ugewise wäert sinn, an awer och op „domestic national gas“, wéi dat heescht. An als Potenzial gëllt do de Schifergas.

Déi gréisste Schifergasreserven an Europa schéngen - wéi elo scho gesot ginn ass - a Polen an a Frankräich ze sinn. A souguer zu Lëtzebuerg gouf e scheinbare Potenzial vu 97 Milliounen Tonne Schifergasgesteng am Süde vun Land an der Äntwert vun de Ministeren Etienne Schneider a Marco Schank op eng parlamentaresch Fro vum Kolleg Fernand Kartheiser ugedeit.

Et ass deemno legitim, am Kader vun der globaler Energieversuergung op d'Fro vun enger méiglecher Exploitatioun vu Schifergas anzugeen. An där kuerzer Zäit wéll ech op dräi Aspekter agoen: d'Käschtefro, d'Technik an d'Ëmweltbelaschtung.

Éischtens, wat de Käschtepunkt ugeet, esou weist eng Etüd vum Dezember 2010 vun Oxford Institute for Energy Studies, dass d'Exploitatioun vu Schifergas an Europa zwee- bis dräimol méi deier wier wéi an Amerika, wéinst deem méi reduzierten Espace un Exploitatiounsméiglechkeeten, wéi dat och elo schonn hei ugeklongen ass. Am beschte Fall wier de Käschtepunkt ongeféier equivalent zum importéierte Gas aus Russland, awer ëmmer nach vill méi deier wéi deem aus Afrika an aus dem Noen Osten. Domat wier dat kloer.

Zweetens wier d'Technik: D'Technik vun der Extraktioun vu Schifergas duerch dee sougenannte „fracking“ - ofgeleet vun der „fracturation hydraulique“ - steet am Zentrum vun der Kontrovers, woubäi, ouni elo ze vill an den Detail ze goen, mer wëssen, dass eng enorm Quantitéit vu Waasser an ënner Ëmstänn vu Chemikalien a Schiferouchen a grousser Déift injectéiert mussen ginn, wat ënner Ëmstänn zu Äerdbiewe féiere kann. „Hydraulic fracturing“ ass deemno eng Method, déi schonn och säit 1947 haaptsächlech a Kanada an an den USA ugewannt gëtt.

Dann drëtzens, zu der Fro vun der Ëmweltbelaschtung, dat ass natierlech eis gréisste Suerg: Wat geschitt, wann e Gemësch mat héijem Drock an de Buedem gedréckt gëtt? Wéi ass et zum Beispill mat der Grundwaasserbelaschtung, an esou weider, an esou weider?

Genau aus deene Grënn huet de franséische President François Hollande e Verbuedt ausgesprach vun der Exploitatioun vu Schifergas a virun allem d'Exploitatiounslizenzen, déi ënner sengem Virgänger ausgestallt goufen, erëm opgehewe par décret vum 13. Juli 2011.

Fir eisen aktuelle Kenntnisstand an der Chamber an dëser Matière ze verbesseren, hat ech an der Nohaltegkeetskommissioun proposéiert, fir e puer Experten - haaptsächlech an der Geologie - emol ze héieren avant tout progrès en matière, wéi mer soen.

Här President, als LSAP si mer ganz kloer der Meenung, dass mer eis Energieversuergung vun der Zukunft weiderhin nach ëmmer an der Energieeffizienz an an der Exploitatioun a Weiderentwécklung vun den...

► **Une voix.** - Elo ass den Här Berger net hei. Elo ass en net hei!

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Jo!

...an an der Ex...

#### (Interruptions)

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Et geet och ouni hien.

► **Une voix.** - Den Här Bauler muss him et soen. Et ass deen Eenzege hei.

► **M. le Président.** - Här Negri, fuert weider.

#### (Hilarité)

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Villmools Merci. Als LSAP si mer...

► **Une voix.** - En ass jo fäerdeg.

► **M. le Président.** - Ënnerbriecht net permanent den Här Negri, soss kéint en net op en Enn. Här Negri, fuert virun.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Dir sot et, Här President, villmools Merci. Ech fänken de Saz dann nach eng kéier un.

Als LSAP si mer der Meenung, dass mer eis Energieversuergung vun der Zukunft weiderhin nach ëmmer an der Ennergieeffizienz an an der Exploitatioun a Weiderentwécklung vun der erneierbarer Energie gesinn no der „Strategie 2020“, an net an der Exploitatioun vu primäre Ressourcen. A vu dass d'Exploitatioun vu Schifergas ekologesch bis auf Weiteres net ze vertrieben ass, sollte mer eis politesch och net weider domat a Spekulationen verléieren.

Domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Da sot dat och deenen zu Bréisel!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Negri. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Prinzipiell ass d'ADR ganz interesséiert un der Exploitatioun vum Schifergas, an dat haaptsächlech aus ekonomesche Grënn, well Etüden, déi a Frankräich gemaach gi sinn an och international, weisen, dass een deen Ablack 2,5% méi bëlleg de Gas hei kéint un d'Stéit an un d'Betriben verkafe wéi den ablackleche Gaspräis. An dat huet notament de Rapport Gallois, dee kierzlech a Frankräich virgestallt ginn ass, och ervirgestrach.

Mä et ass ganz kloer, dass sech awer och e puer Froen an deem ganze Kontext stellen, niewent deem Ekonomeschen. An et muss ee sech dofir...

Éischtens wéiste mer gär vun der Regierung, ob et elo eng rezent Etüd gëtt iwwert de Volumen an iwwert dat, wat et kéint eventuell un Exploitatioun kaschten. Wann dat net de Fall ass, da wier et awer gutt, dass mer op dee Wee géife goen. Déi Etüden, déi bestinn, déi si vläicht e bësse veraltet, dofir... (veuillez lire: dofir bräichte mir eng nei Etüd).

Déi zweet Saach, déi wichteg ass, dass ass, dass mer am Ablack bei der Extraktioun, beim Forage Problemer hunn. Mä och do gesäit een, dass a Frankräich awer d'Regierung higaangen ass, fir zesumme mat der däitscher Regierung iwwert d'Recherche fir nei Methodes d'exploitation et de forage nozedenken a Recherchen ze maachen, fir dass dee Schiste-Gas kéint ënner bessere Voraussetzungen, wéi dat elo de Fall ass, exploitéiert ginn.

Dat ass dat, mengen ech, wat zukunftsweisend ass, awer och dee Wee, wou ee soll goen. Dat heescht, net principiell Nee soen. Mir soe principiell Jo, mä ënnert där Konditioun, dass d'Maërier, wéi de Gas récoltéiert gëtt, ekologesch vertriebar ass.

Deen zweete Punkt, dee wichteg ass, dass ass ze kucken, ob et zu Lëtzebuerg derwäert wier, an d'Industrie do mat eranzeklammen. Vu dass ee gesäit, dass an der Lorraine ganz staark Reserven do sinn, huelen ech och un, dass dat fir Lëtzebuerg och kéint interessant ginn, notament um Niveau vun der Handelsbilanz.

E lescht Wuert wollt ech awer och soen, dass mir et als ADR inakzeptabel fannen, dass eng gréng Partei an e gréngen Europadeputéierte, Spezialist am Yoga, Drock op d'Uni.lu mécht an deenen ee Maulkuerf wéilt opsetzen iwwert dat, wat se dierfen a sollen diskutieren.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. An als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen.

#### (Interruptions et hilarité)

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - En Denkverbuert kann lech net vill treffen.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Wat sees de? Répétéier!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Ech hu gesot, Här Henckes, en Denkverbuert kann lech net vill treffen.

#### (Hilarité)

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Mir loosse ons d'Denken net verbidden.

► **M. le Président.** - Sou! Elo huet den Här Urbany ganz eleng hei d'Wuert. Här Urbany, fuert lass.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Zënter Jorzéngten ass jo scho





gewusst, dass et am Süde vum Land Buedemschichten, Uelechscher gëtt, aus deene reng theoretisch kéint Schifergas gewonnen ginn. D'Exploitation vum Schifergas ass awer mat enger ganzer Retsch vu Gefore verbonden, an duerfir ass och d'Extraktioun vun deem ëmmerhin awer nach fossilen Energieträger weltwäit net nëmme bei Ëmweltaktivisten ëmstriden.

Déi bis elo bekannten Auswierkungen op Mënsch an Ëmwelt stinn a kengem Verhältnis zu engem souwisou staark ugezweifelten ökonomeschen Notzen. Derbäi kënn nach, dass de Süde vum Land eng vun deenen am dichteste besiedelte Géigenden hei am Land ass, a wéi mer jo hei och gewuer ginn, et reng technesch souwisou schwéier wann net onméiglech wier, fir eng Exploitation vum deem Schifergas do ze maachen.

Duerfir ass et fir eis als déi Lénk kloer, dass d'Exploitation vum Schifergas keng realistesch Optioun ka sinn, weder fir eist Land nach fir Europa. A wat mer virun allem bedenklech fanen un deenen Diskussiounen dorëmmer, dat ass d'Tatsaach, dass hei vun deenen übleche Verdächtigen aus der Uelechindustrie a vun hire Lobbyisten... An dozou gehéieren och eng Partie bekannt Leit, ënner anerem den Här Goebbels. Dozou gehéiert awer och d'Fongindustrie op der Finanzplaz Lëtzebuerg, déi, wéi ech haut an enger Zeitung gelies hunn, och staark un där Exploitation vum esou Virkommen am Buedem interesséiert ass. Dozou gehéieren déi och!

Déi maache wéi wann eis natierlech Ressourcen onendlech wieren, wéi wann et kee Problem mam Klimawandel géif ginn a wéi wann de Konsum vu fossilen Energieträger kéint an all Éiwegkeet weidergefouert ginn, et bräicht ee just déi néideg technesch Mëttel anzusetzen.

Mir sinn au contraire dozou der Meenung, dass mer all Kraaft sollen drop setzen, de wierklechen Energiewandel duerchzuführen, dat heescht ewech vu fossilen an atomaren Energieträger an hin zu erneierbaren Energien. A mir mengen och, dass mer am Land do vill méi Potenzial hunn, wéi am Minettbuedem besteet mat där Illusioun, do kéint een eng nei Zort vu Gas exploitéieren zulaaschte vun der Ëmweltqualität a vun de Leit, déi do wunnen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. An den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider kritt elo d'Wuert.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech Merci fir déi Diskussioun, déi mer haten. Ech mengen,

dass ech an där rarer Situatioun sinn, dass ech lech alleguete ka recht ginn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Da gitt Der erëmgewielt.

(Hilarité)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Verspricht Der mer dat?

(Hilarité)

Ech fänken awer vir un. Also, déi eng Fro war jo déi, wéi d'Regierung dozou steet. Ech wëll fir d'Éischt emol kloerstellen, dass d'Regierung selwer keng Etüden, keng rezent Etüde gemaach huet zu deem Schifergas. Déi lescht sinn, wéi scho virdu gesot ginn ass, 1950, 1990 gemaach ginn. Déi eenzeg Etüd, déi virläit, dat ass eng Etüd vum Europaparlament, déi ebe just drop baséiert, dass mer e Virkommen hei hätte vu ronn 675 Milliounen Barrel respektiv ronn 100 Milliounen metreschen Tonnen.

Wat een allerdéngs net vergiessen dierf, dat ass, dass dat e reng theoretische Wäert ass, dass een deen, même wann een e wëilt exploitéieren, mat Sécherheet net an deem Ëmfang kéint exploitéieren.

Dovun ofgesinn - an den Här Kox huet et gesot, aner Riedner hunn et och gesot - ass de „fracking“ en Exploitationsmodus, deen ökologeschen extrem bedenklech ass, deen extrem Konsequenzen huet, deen och onkalkuléierbar ass, well een net weess, wat fir Chemikalien déi verschidde Gesellschaften benotzen, an et keng Obligatioun gëtt de Moment, dass déi mussen opleeën, mat wat fir enge Chemikalien dass se do schaffen. Dat heescht, dat mécht d'Saach nach vill méi onberechenbar. Dofir mengen ech och, dass et d'Saach inakzeptabel mécht.

Dovun ofgesinn, wann ech vun dem Lëtzeburger Territoire schwätzen, da schwätze mer vun engem Gebitt, dat tèschent Beetebuerg a Péiteng läit, dat also dicht besiedelt ass. An ech ka mer net virstellen, dass mir där Buerfelder do dertèschent nach sollten iergendwou opriichten, onofhängeg vun allen ökologesche Schied.

Derbäi kënn de Risiko vu Mini-Äerdbiewen, déi jo ausgeléist ginn duerch déi Explosiounen, déi do geschéien, wat, mengen ech, och an engem bebautene Gebitt absolut inakzeptabel ass. Doriwwer, mengen ech, brauche mer net ze schwätzen.

Ouni wëllen op d'Grondwaasser anzegoen an och unni wëllen anzegoen op de Fait, dass, wann een dat dote mécht, da sinn déi Territoire fir aner Technologien, a speziell am Beräich erneierbaren Energien, an der Geothermie zum Beispill, net méi brauchbar! Dat heescht, mir géifen dat schon emol komplett ausschléissen,

dass mer kënnen am Beräich erneierbaren Energien eppes maachen, wa mer géifen an déi heite Richtung goen.

Ech wëll awer och dem Här Henckes op seng Fro äntwerten, an dat war nämlech d'Argument, firwat ech sot, dass ech lech am Fong alleguete recht ka ginn, well wann et sech eng Kéier géif erausstellen, dass et e Verfahre gëtt, wéi een dat ökologeschen sënnavoll aus dem Buedem kréich, da kéint ee jo driwwer diskutieren. Ofgesinn dovunner awer mengen ech, dass mer esou schnell net op esou e System wäerte kommen, dass mer esou schnell net wäerten evoluieren, fir dat hinzekreien.

Dofir, soen ech lech, gëllt fir mech...

► **M. le Président.**- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Oberweis lech eng Fro stellt?

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Selbstverständlich.

► **M. le Président.**- Här Oberweis, wann ech gelift.

► **M. Marcel Oberweis (CSV).**- Dat ass déi éischt Fro an deenen aacht Joer, wou ech heibanne sinn. Ech wollt awer gären eng Fro stellen.

(Hilarité)

Dir hutt dat elo ganz léif gesot gehat. Mä wat ee muss bedenken: Dee Schifergas ass jo och e Methan. Den normalen Äerdgas kënn aus enger ganz déiwer Déift eraus, Dausende Meter. Dese Gas kënn aus honnert Meter eraus. Wa mir also e „fracking“ maachen duerch Explosioun, kënn de Methan eraus. An da froen ech mech herno, wou d'Rechnung ass. De Methan ass 28-mol méi deier an de Schied vum CO<sub>2</sub>. A wa mer déi Rechnung musse maachen, da froen ech mech awer, wien dat soll bezuelen herno.

(Interruptions)

► **Une voix.**- Wie soll bezuelen?

(Interruptions et hilarité)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Den Här Oberweis huet vollkommene recht. A vu dass hien den Ingenieur ass an net ech, wäert ech em och net widersprechen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Wat ech awer wëilt soen, dat ass, dass d'Lëtzeburger Energiepolitik ganz kloer orientéiert ass an d'Richtung vun den erneierbaren Energien, Ausbau vun den erneierbaren Energien an Energieeffizienz.

Och wann den Här Kox net ëmmer mat menge Weeër fir dohinner d'accord ass, esou ass awer de Wee fir mech ganz kloer. An all Effort vum der Regierung wäerten och an déi dote Richtung goen an net an d'Richtung, fir fossile Energien zu Lëtzebuerg ze fördern.

Ech wëll awer trotzdem eppes soen: Well ech jo awer als Energieminister och fir d'Energieversorgung zoustänneg sinn, wëll ech lech awer och soen, dass et och europäesch Etüde gëtt, déi soen, dass d'Gasproduktioun an Europa bis 2035 ëm ronn en Drëttel wäert erfroen, dass d'Consummation an darselwechter Zäitschinn awer weider wäert eropgoen, dass mer also deen Delta iwuer weider Importatiounen mussen ausgläichen. Do schwätze mer iwuer ronn 100 Milliarde Meter Kibb d'Joer, wou méi Gas muss nach an Europa importéiert gi bis 2035. An dat gëtt en technesche Problem, fir dee Gas ze importéieren.

Ech soen awer och ganz kloer derbäi, dass d'Exploitation vum Schifergas deen dote Problem och net géif léisen, well dat wär marginal par rapport zu deene Quantitéiten, déi gebraucht ginn.

Voilà, ech wëll net mech hei veréiwegen. Ech sinn e bëssen erstaunt driwwer, dass mengem Vir-, Vir-, Virgänger seng Aussoe fir esou vill Opreegung elo nach suergen an der Lëtzeburger Chamber. Ech kann lech just nach eng Kéier soen, dass fir mech den Ufank vun der drëtter industrieller Revolutioun ugefaangen huet. Nodeem déi éischt op Kuel baséiert war an déi zweet op Pétrol a Gas, si mer amgaangen, déi drëtt ganz konsequent ze preparéieren, nämlech déi, déi op d'erneierbaren Energien an op d'Energieeffizienz baséiert ass.

Voilà, dozou...

► **Une voix.**- Dir kënn jo Ärem Vir-, Vir-, Virgänger dat nach eng Kéier erklären.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech wäert mengem Vir-, Vir-, Virgänger dat dann och bei Geleeenheet eng Kéier erklären.

Voilà, ech soen lech Merci!

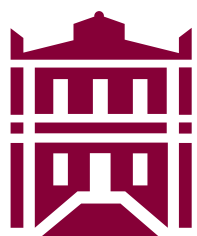
► **M. le Président.**- Merci dem Här Schneider. Och Merci, datt e sech esou u seng Zäit gehalen huet a souguer fënnf Minutten drënner bliwwen ass.

Domadder wier dese Punkt ofgeschloss a mir si gläichzäitig och um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Chamber kënn muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 16.38 heures)



Présidence: M. Laurent Mosar, Président

## Sommaire

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères

- M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Octavie Modert, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.**- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Här Ausseminister

Jean Asselborn iwwert d'Aussepolitik vun der Regierung. Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.**- Très bien!

**Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères**

► **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, léif Kollegen, et ass lech an de leschte Joren héchst-

wahrscheinlech net entgaangen, dass ech zum Schluss vun der Deklaratioun zur Aussen- an Europapolitik ëmmer drop gehalen hunn, ze betounen, dass eis Kandidatur fir e Sëtz als net permanente Member am UNO-Sécherheetsrot Deel vun enger Aussepolitik ass, déi op der Verdedegung vu souwuel eise Wäerter wéi awer och eisen Interesse berout.

Dir sidd mer duerfir vläicht net béis, wann ech mer haut erlaben, mat deser dach historischer Entreprise unzefänken. Et soll ee sech natierlech virun exzessiver Selbstzefriddenheet hidden, an nawell stelle mer fest, dass beim zweete Wahltour méi wéi zwee Drëttel vun den UNO-Memberstater eis hir Stëmm ginn hunn. Am Laf vun eiser Geschicht hu mer nach ni als Land esou ee Vertrauen an esou eng Wäertschätzung vun esou engem groussen Deel vun der internationaler Gemeinschaft kritt.

Mir wëllen all deenen, déi hei an iwuerall soss an der Welt zu deem Erfolleg bäigedroen hunn, Merci soen. Zumools well dat, wat mer u Leit an och u Budget an des Campagne gestach hunn, net mat deene massive Moyene vun eise Konkurrenten ze vergläiche war.

D'Campagne ass elo eriwuer an de Moment ass komm, eis Virbereedungen intensiv unzegoen. Ee Sujet, deen ech scho virun Ärer Kommissioun fir Aussepolitik a Verdedegung ugeschneiden hunn.

Mir sinn eis dem Volume vun der Erausfuerderung, déi eis erwaart, selbstverständlich voll a ganz bewusst. Natierlech kënn mer zu deem Zäitpunkt net genee an all Detail virusgesinn, wat alles op ons zoukënn. Anescht wéi bei der Présidence vun der Europäescher Unioun gëtt d'Dagesuerdnung vum Sécherheetsrot vun den internationalen Evenementer diktiert, besonnesch wann de Weltfridden an d'international Sécherheet a Gefor sinn.

Trotzdem kënn mer awer schon e puer Grondprinzipien ervirhiewen, déi eis an deenen zwee Joer, déi mer am Dëngscht vum Weltsécherheetsrot stinn, wäerte guidéieren.

Als éischte Punkt wëll ech hei déi integréiert Approche vun den drai „D“ ernimmen: Diplomatie, Développement, Défense. Zënter Laangem wësse mer, dass all Kris multidimensionell ass. Eng Kris huet net nëmme ee Sécherheetsoder ee militäresche Volet; si huet och wirtschaftlech a soziokulturell Wuerzelen. Fir eng dauerhaft a gerecht Léisung ass also vun der internationaler Gemeinschaft een Handeln erfuerdert, dat all des Iwwerleeunge mat abezitt.

Et muss een engersäits also déi international Sécherheet, fir déi de Conseil de Sécurité un alleréischer Plaz muss suergen, a Verbindung mat der wirtschaftlecher Entwécklung gesinn, an anerersäits berücksichtegen, dass souwuel d'Sécherheet wéi d'Entwécklung um Respekt





vun de Mënscherechter an der Rechtsstaatlechkeet berouen.

Mir kënnen hei vun den Erfahrungsprofiteieren, déi mir während eiser rezenter Présidence am UNO-Wirtschafts- a Sozialrot, dem ECOSOC, an am Kader och vun der Kommission fir Friddenskonsolidéierung gesammelt hunn.

Dës integréiert Approche fir Fridden a Sécherheet bréngt mat sech, dass mir eis och fir déi nei Menacé mussen interesséieren, déi Auswierkungen op d'Sécherheet an d'Stabilitéit vu ville Regioneen op der Welt hunn. Heibäi handelt et sech virun allem ëm de Cortège vu Mënschen-, Drogen-, Waffenhandel, och ëm d'Piraterie. Vergessen dierf een och net de Multiplikator vu Menacen: de Klimawandel.

De potenziellen Impact, deen de Klimawandel op d'Ressourcen an d'Liewensbedéngunge vun der Bevëlkerung an domat op de Fridden an d'Sécherheet huet, kann net genuch betount ginn. Dat wëllt awer och op kee Fall heeschen, dass een net all méiglech Effortë soll ënnerhuelen, fir mat der Léisung vun dese Konflikter, déi schonn heiansdo zënter Laangem op der Dagesuerdnung vum Conseil de Sécurité stinn, virunzuekommen. Ee Beispill ass hei de Konflikt am Mëttleren Osten, op deen ech zréckkommen.

Een anere Grondprinzip ass deen, dass deene schwächsten Affer, deenen, déi sech am mannste kënnen wieren, eng besonnesch Opmierksamkeet soll zuoukommen. Mir fieren hei mat der Aarbecht virun, déi mer schonn an der Vergaangeneheet zu Theme wéi der sexueller Gewalt vis-à-vis vu Fraen oder Kanner a bewaffnete Konflikter gemaach hunn. Hei muss d'Solidaritéit an d'Spill kommen, déi Solidaritéit, déi ech ëmmer als ee Grondwärt vun eisen Handlung verdeedegt hunn um internationale wéi och um europäesche Plang.

Och hei kënnen mer op d'Aarbecht zréckgräifen, déi mir an deem Beräich scho gemaach hunn, souwéi och op d'Kooperationsrelatiounen mat verschiddenen UNO-Gremien a Beräicher wéi der Konfliktverhënnung, dem Schutz vun der Zivilbevëlkerung, dem Rechtsstat oder der Reform och vun de Sécherheetskraaften.

Des Weidere wäerte mer eis och beméien, gutt nozelauschteren. Dat bezitt sech natierlech op alles, wat am Conseil gesot gëtt. Mir hunn awer och d'Flicht, eis d'Argumenter vun deenen unzehéieren, déi virun der Dier vum Conseil de Sécurité stinn.

Ech kann ouni Ironie behaupten, dass mir gutt placéiert sinn, fir de Besoin un Transparenz vun all deenen ze verstoen, déi vu baussen d'Aarbecht vum Sécherheetsrot suivéieren. Ëmmerhi si méi wéi 70 Länner nach ni am Sécherheetsrot gewiescht vun deenen 193, déi an der UNO sinn.

Wéi Der gesitt, gëtt et hei keng fundamental Neierunge par rapport zu de Konzepter an Astellungen, déi traditionell eis Politik bestëmmt hunn. Ganz am Géigendeel. Op intellektuellem wéi och op psychologeschem Plang kënnen mir op Bekanntem opbauen, an d'Erfahrungen, déi mir iwwer Jore gesammelt hunn, sinn eis hei vu ganz grousem Nutzen.

Gewëss, de Kontext huet changéiert. Mir musse weisen, dass mir et och wäert sinn, am ieweschte Gremium vun der Weltuerdnungspolitik ze setzen. Allerdéngs zweifelen ech net drun, dass mer, wa mer eis op des vertraute Prinzipien an een onermiddlechen Asaz stäipen, deem Vertrauen, dat an ons gesat gëtt, och gerecht ginn. Dëst Mandat ass déi sichtbarst Konkretiséierung vun deem responsablen a solidareschen Engagement, dat d'Fundament jo vun eiser Aussepolitik an Europapolitik och ass. Dëst Engagement an d'Wärter, déi deem zugronn leien, sinn haut esou noutwendeg wéi nach ni virun.

Här President, d'Versuchung ass ëmmer grouss, aneren d'Laascht vun den Erausforderungen ze iwwerloossen, mat deenen d'Welt konfrontéiert gëtt, a sech zréckzézéien, andeem ee sech hanner objektiv Realitéite verschanz, wéi eiser bescheidener Dimension oder och eise bescheidene Mëttelen. Et ass net schwéier, Grënn ze fannen, fir aneren d'Responsabilitéit ze iwwerloossen. Mä eist Land kann a wëllt sech sengen Aufgaben a Flichten net op esou eng Manéier entzëien.

Ee Land wéi eist war ëmmer Evenementer vu baussen ausgelievert, op déi ee keen Afloss hat. An der globaliséierter Welt vun haut ass dat méi wéi jee de Fall. Fir eis hunn d'Erausforderungen, mä och - an dorop insistéieren ech - d'Méiglechkeeten dacks hiren Ursprung bausent eise Grenzen, heiansdo souguer um aneren Enn vun der Welt.

Et kann ee sech kaum eng Wirtschafts- oder eng politesch Kris an iergendengem Deel vun der Welt virstellen, déi sech net géif op eis auswirken. Gläichzäitig sinn de Wuelstand an

d'Fräiheet vun eise Land net denkbar, ouni déi wirtschaftlech, kulturell a mënschlech Beräicherung, déi sech aus deenen intensive Relatiounen mam Rescht vun der Welt ergëtt.

Fir eist Land sinn d'Bezéiunge mat anere Länner, ob aus direkter Noperschaft oder vu méi wäit, enorm wichteg. An duerfir ass eng engagéiert Aussepolitik och gefuerdert.

Déi international Gemeinschaft erwaart vun eis, dass mir eis Responsabilitéiten huelen, fir esou bescheiden, awer trotzdeem zur Léisung vun de Problemer, mat deenen d'Mënschheit konfrontéiert ass, engagéiert bäizuedroen. D'Erausforderunge sinn esou grouss wéi nach ni, an dat op politeschem, op wirtschaftlech, op sozialem an och op ekologeschem Plang.

Eise Bäitrag ass op verschidde Manéiere méiglech, sief et d'Engagement am Sécherheetsrot, eis Entwécklungshëllef oder och d'Participatioun selbstverständlech un diversen internationale Friddensmissionen.

Dës engagéiert Politik ass also kee Luxus. Et ass een Investissement net nëmme zugonschte vun der internationaler Gemeinschaft, ma och fir d'Onofhängegkeet a fir de Wuelstand vun eise Land. Déi aktuell Schwierigkeeten dierfen eis net dëst vergiesse loosse.

Eis nei Responsabilitéit am Weltsécherheetsrot bedeit net, dass mer eis direkt Noperschaft aus den Ae verléieren dierfen. Ech si frou iwwer déi exzellente Relatiounen mat eisen dräi Nopereen, mat deene mir weiderhi villes wäerten ëmsetzen, wat fir den Alldag vun eise Land wichteg ass.

Hei muss ech vläicht direkt op ee spezifescht Thema kommen, nämlech d'Atomzentral zu Cattenom, déi der Regierung, der Chamber an och der Ad-hoc-Plattform eeschtlech Suege mécht. D'Resultater vun de leschte Stresstester hunn näischt zu eiser Berouegung bäigedroen. Aus dese Grënn si mer an enkem Kontakt mat de franséschen Autoritéiten, esou wéi d'Chamber sech dat gewünscht huet, fir als Delegation vu Regierung, vu Chamber, vu Plattform zu Paräis virstellig ze ginn. Mäi fransésche Kolleg Laurent Fabius, den Ausseminister, huet d'Dier do elo opgemaach. Mir organiséieren eis de Moment a wäerten deemnächst bei der Ministesch vum Développement durable, Énergie an Écologie, der Madame Delphine Batho, virstellig ginn.

Den neie Benelux-Vertrag, deen zënter Ufank dëst Joer a Kraaft ass, bréngt eng nei Dynamik an eis Bezéiungen. D'Virreideroll, déi de Benelux gespilt huet an nach ëmmer spillt an der Europäescher Unioun, bleift erhalen a gëtt souguer verstärkt. Dat gëllt och fir d'Roll vum Benelux als Koordinationsinstrument tëscht den dräi Länner am Beräich vun der europäescher an och der internationaler Politik.

Erlaabt mer an deem Kontext, lech doriwwer ze informéieren, dass d'Regierung deemnächst déi zwee Gesetzesprojeten iwwer de Benelux, iwwer d'Afëiere vun engem neie Verdeelungsschlüssel vum Budget engersäits an och d'Ännerung vum Vertrag iwwer de Benelux-Gerichtshaff anerersäits, an der Chamber wäert déposéieren. D'Zesummenaarbecht am Benelux ass fir eis vill méi wéi d'Ëmsetze vun engem Vertrag. Et ass eng Astellung, eng Handlungsweis mat zwee anere Partner, déi e feste Bestanddeel si vun eisen dagdeegleche Responsabilitéiten.

Den neie Vertrag gesäit vir, dass d'Présidence vum Ministercomité vun de Benelux-Länner vun elo un iwwer ee ganz Joer geet. Eist Land huet d'Éier, d'Présidence 2013 elo ze iwwerhuelen, a mir si grad amgaang, dem Programm vun eiser Présidence dee leschte Schlëff ze ginn. Mir wëlle probéieren, d'Kooperatioun tëscht eisen dräi State virunzuebréngen, andeems mer déi lëtzebuergesch Spezifitéiten erabrëngen.

E glécklechen Zoufall wëllt, dass déi lëtzebuergesch Présidence vum Benelux-Ministercomité mat der Lëtzebuergesch Présidence vun Benelux-Parlament zesummefällt, op d'mannst fir d'nächst Joer. D'Présidencé vum Parlament gi jo ëmmer iwwer zwee Joer. Ech versprechen lech hei eng ëmfaassend Zesummenaarbecht mat de lëtzebuergesche Membere vum Benelux-Parlament, deem seng regelméisseg a pertinent Recommandatiounen ech begreissen.

Eist Engagement, Här President, Dir Damen an Dir Hären, fir déi europäesch Integratioun bleift natierlech de Kärpunkt vun eiser Aussepolitik. Duerfir erlaabt mer, hei op déi grouss Dossier anzegoen.

D'Iwwerwonne vun der Scholdekrise huet och wäert deenen...

#### (Brouhaha)

► **M. le Président.** - Ech bieden lech, dem Här Ausseminister nozelauschteren!

► **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.** - D'Iwwerwonne vun der Scholdekrise huet och während deene

leschten zwielef Méint d'Aktivitéit vun der Europäescher Unioun an hiren Institutionen dominiéiert. Eng Scholdekrise, déi sech mëttlerweil zu enger Wirtschaftskris an a munchen EU-Länner zu enger handfester Sozialkris entwéckelt huet. Trotz de Schwierigkeeten an der Komplexitéit, fir eng nohalteg Léisung ze fannen, huet d'Europäesch Unioun dräi Joer nom Ufank vun der Kris sech zesummegegrapt an agéiert.

Am Laf vun deene leschten zwielef Méint huet d'Eurozon eng Partie Décisiounen geholl an an d'Wee geleet, déi se soll op en zolidd Fundament stellen an hir een Instrumentarium zur Verfügung ginn, dat et hir erlaabt, am Fall vu Krisensituatiounen adequat kënnen ze reagéieren. Dozou gehéiert, wéi mer wëssen, den Europäesche Stabilitéitsmechanismus ESM, den neie Vertrag iwwer d'Stabilitéit, besser bekannt ënnert dem Numm Fiskalpakt, an d'Mesuren, déi d'Europäesch Zentralbank op de Finanzmäert geholl huet.

Schonns eleng d'Annoncé vun deene Mesuren huet näischt un Däitlechkeet vermësse gelooss vun der Determinatioun vun deene Responsablene vun der Eurozon, fir se nohalteg ze stabiliséieren.

De Fiskalpakt gouf jo uganks des Joers vu 25 vun deene 27 Memberstaaten ënnerschriwwen, wéi Der wësst, ouni Groussbritannien an ouni d'Tschechesch Republik. Dëst wäert dozou féieren, dass d'Budgetsdefiziter an der Zukunft op 0,5% festgeluecht ginn an dass déi sougenannte Règle d'or wäert verankert ginn.

De Gesetzesprojet iwwer de Fiskalpakt ass, wéi Der wësst, hei an der Chamber déposéiert, an et ass ze erwaarden, dass mer eng intensiv Debatte am Kader vu senger Adoptioun an der nächster Zukunft wäerte kréien. An dertëscht hu schonns genuch Länner, also méi wéi zwielef, aus der Eurozon de Pakt ratifizéiert, soudass en ab dem 1. Januar dann d'nächst Joer a Kraaft wäert treden.

D'Ratiofikatioun vum Fiskalpakt ass eng vun de Konditiounen, fir kënnen vun der Interventioun vum ESM Gebrauch ze maachen, falls ee Land dat néideg huet. Nom positiven Uerteel vum Bundesverfassungsgericht konnt den ESM, deem säi Sëtz hei zu Lëtzebuerg ass, wéi mer wëssen, desen Oktober elo a Kraaft treden. Den ESM, mat 80 Milliarden Euro Kapital an enger Capacitéit vu 500 Milliarde fir d'Finanzhëllef, ass also elo operationell.

Lëtzebuerg huet 200 Millioune Euro an den ESM abezuelte a sech mat weideren 1,55 Milliarden Euro Kapital engagéiert, wat am Ganzen 1,75 Milliarden Euro ergëtt. Dës Zuele beleeden, dass mer vun alle Memberstaaten vun der Eurozon dat Land sinn, dat am meeschte pro Awunner garantéiert.

Mat deem Rettungsschirm huet d'Eurozon en dauerhaft Instrument geschaf, fir a Krisensituatiounen deem engen oder deem anere Memberland ënnert d'Äerm ze gräifen. Dat ass zumindest d'Hoffnung, déi ech wëll ausdrécken.

Dann huet och d'Europäesch Zentralbank decidéiert, op de Finanzmäert anzegräifen duerch d'Opkaf vu Statsemprunten, fir esou déi néideg Liquiditéiten am Geldverkéier ze garantéieren. Dëst geschitt eenzeg an eleng am Kader vum Mandat vun der Europäescher Zentralbank.

Obwuel dës Décisiounen an Instrumenter dozou bäigedroen hunn, dass sech d'Situatioun zum Deel entspaant huet, esou gi se dach op laang Siicht vläicht net duer, fir d'Eurozon definitiv op eng zolidd Basis ze stellen. Fir dat ze errechen, muss et zu enger Verdéiwung vun der Wirtschafts- an och vun der Währungsunioun kommen.

Duerfir huet jo de Conseil européen säi President Herman Van Rompuy an och d'Présidente vun der Europäescher Zentralbank, den Här Draghi, der Kommission, den Här Barroso, an och eise Premier, den Här Juncker als Chef vum Eurogroup, beoptragt, fir bis Enn des Joers deementspreechend Virschléi ze presentéieren.

Dernieft gëllt et awer, fir kuerzfristeg an deenen eenzelne Länner d'Budgetsdefiziter a Grenzen ze halen an derfir ze suergen, dass de Wuesstum gradesou gepusht gëtt wéi d'Budgetsdisziplin.

Griichenland ass, wéi mer alleguete wëssen, de Moment den akuutste Problem. Griichenland muss sech selwer nei uerdnen, wat och ouni Eurokris a mengen Aen de Fall wier. Dës Reformnoutwendegkeet op struktureller Basis kascht immens vill Engagement, Energie an deels och Leed fir ganz vill Mënschen. Griichenland muss sech selwer an eng Lag versetzen, fir ëmzedenken, seng Économie opzemaachen, se transparent ze maachen an och se effikass ze gestalten.

Parallell dozou huet dëst Land d'Laascht, seng Schuld ze reduzéieren. Eleng geet dat net, vum selwen och net. Griichenland brauch d'Länner aus der Eurozon an déi EU-Mechanismen, déi

geschafte gi sinn, fir deene Länner ze hëlfe, déi keng Sue méi um fräie Maart geléint kréien. Dobäi dierfen d'Volle an d'Land weder erwiergt nach erpresst ginn. Et dierf een déi griichesche Wirtschaft och net erdrécken. Et muss ee verhënnern, dass engem Land op sozialem Plang ee Stréck ëm den Hals geluecht gëtt an domat d'Extremiste gestärkt ginn an d'Demokratie a Gefor bruecht gëtt.

Griichenland muss verstoen, dass et sech hëllef lose muss an och de Mentalitéitswiesell hëllef muss. An deem Sënn sinn d'Voten, wéi mer wëssen, vum griichesche Parlament vun deser a vun der leschter Woch entscheidend Schrëtt, déi Griichenland et erlabe wäerten, och weiderhin op d'Solidaritéit vu senger Partner zielen ze kënnen. Ier déi nächst Tranche vun der Finanzhëllef kann ausbezuelt ginn, bleiwen e puer Punkten ze klären. Dat huet den Eurogroup jo e Méindeg decidéiert.

Dem Land soll de Wee zur Sanéierung vu senger Finanzen awer erlichtert ginn. Esou soll Griichenland zwee Joer méi kréien, fir säin Zil ze errechen. All d'Alternativen, fir déi dobäi entstoe nei Finanzbesoinen ze decken, sollen iwwerpréift ginn. D'Land steet virun engem sechste Joer Rezessioun, an dat bremst natierlech och d'Reprise vun den öffentleche Recetten.

Een Austrëtt awer vu Griichenland aus der Eurozon, dat wëll ech op deser Plaz widderhuelen, wär eng Katastroph, net nëmme fir d'Griichen, mä och fir de Rescht vun der Eurozon. D'Gefor, dass d'Mäert dann d'Verauben an aner Länner vun der Eurozon verléieren, wier enorm grouss. D'Stabilitéit vun der Eurozon u sech géif dann a Fro gestallt ginn.

D'Beispill Griichenland, Här President, weist, wéi schwéier, mä och noutwendeg et ass, aus der negativer Spiral Austeritéit-Rezessioun erauszekommen. Nieft Griichenland ass am Ablack déi gréisst Erausforderung déi, déi Moosnamen intelligent ze kombinéieren, déi tendenziell de Budget an den Équiliber bréngen, mat deenen, déi de Wirtschaftswuesstum sollen ukuerbelen. Dëst ass een noutwendegen Aspekt, fir aus der Scholdekrise erauszekommen.

Dobäi muss d'Sanéierung vum Budget an engem Rhythmus geschéien, deen deem jeeweileg Land och ugepasst ass. Et goufe schonns remarquabel Fortschrëtt erreicht iwwer déi dräi lescht Joren: Esou sinn d'Haushaltsdefiziter an der Eurozon am Schnëtt vun iwwer 6% am Joer 2010 nach op iwwer 3% dëst Joer zréckgaangen.

Ee Wee, fir zu méi Wuesstum ze kommen, ass déi national Économie méi kompetitiv ze maachen. Hei ass all Land gefuerdert, déi néideg Strukturreform bei sech durchzeféieren, fir dass seng Exporter kënnen klammen an dass et attraktiv ass fir auslännesch Investissemter.

Länner wéi Irland, Portugal, Spuenien, Italien hunn op deem Plang scho grouss Fortschrëtt gemaach. Esou Länner, déi an der Eurozon ee Leeschtungsbilanzüwerschoss hunn - an ech denken do virun allem un dat gréisste Land aus der Europäescher Unioun, dat ass Däitschland -, musse Mesuren huelen, fir hire Konsum ze stimuléieren an esou hir Importer aus deene sougenannten Defizitländer an d'Luucht ze setzen, dëst natierlech ouni selwer an eng Scholdekrise ze kommen. Dozou muss et zu enger besserer Ofstëmmung um europäeschen Niveau kommen. An dat geschitt am Kader vun der sougenannter Iwwerwachung vun de makroökonomeschen Ongläichgewichter am Kontext vum Semestre européen.

Des Weidere mussen déi national Efforten duerch flankéiert Moosname vun der EU weider verstärkt ginn: Virun allem dat nach onge-notzte Potenzial vun Bannemaart muss voll ausgeschöpft ginn. An deem Sënn huet d'Kommission dee sougenannten „Single Market Act 2“ presentéiert, deen eng Rei Initiative virgesäit, fir de Bannemaart ze verdéieren.

Mä et ass virun allem de Pakt fir Wuesstum a Beschäftegung, deen den Europäesche Rot jo am Juni beschloss huet, deen zu méi Wuesstum soll féieren. Seng Adoptioun beweist - an ech si frou, dass déi Iwwerleuegung sech och schlussendlech bei de Stats- a Regierungschefen alleguerten duerchgesat hunn -, dass mer d'Kris net ouni nohaltege Wuesstum kënnen iwwerwannen.

Esou gesäit de Pakt fir Wuesstum eng Beschäftegung vir, pardon, de Pakt fir Wuesstum a Beschäftegung vir, duerch d'Erhéije vun de Mëttele vun der Europäescher Investitiounsbank hei zu Lëtzebuerg a gréisser Infrastrukturprojeten ze investéieren. De Gesamtvolumen beleeft sech do op 120 Milliarden Euro. De Pakt soll och mat Hëllef vun Investissemter vum Privatsec-





teur duerch déi sougenannten „Project Bonds“ dozou bäidroen, Projeten ze finanzéieren, déi anescht net realiséiert gi wäeren, well de Risiko als ze héich ageschat gouf.

Dëst sinn déi kuerzfristeg Eerausforderungen, mat deenen d'Eurozon an de leschten zwielef Méint an och elo nach konfrontéiert ass, an d'Äntwerten an d'Décisionen, déi geholl goufen, fir se ze stabiliséieren. Och wann nach villes ze maachen ass, esou ass dach d'Vertrauen zu engem groussen Deel erëm zrëckkomm. An déi, déi geduecht hunn, si kéinte mat Spekuléieren iwwer d'Abrieche vum Euro och nach Geld verdéngen, goufen allerdéngs enges Bessere beléiert.

De President vum Conseil européen soll am Dezember ee Fahrplang presentéieren, fir dass d'Wirtschaftsunion op Aenhéicht kéint par rapport zur Währungsunion. Een Tëscherapport ass um Conseil européen vum Oktober presentéiert ginn an hie gesäit eng Weiderentwécklung vun der Eurozon op véier Pläng vir: eng Bankenunion, eng Budgetunion, eng Wirtschaftsunion an eng verstärkten demokratesch Legitimitéit.

Vun deene véier Beräicher ass, wéi Der wësst, dee vun der Bankenunion, wou d'Aarbechten am wäitste virukomm sinn. Dëst, well d'Memberstaaten d'Schafe vun dësem eenheetlechen europäesche Kontrollmechanismus zur Bedéngung gemaach hunn, fir dass eng direkt Bankrekapitaliséierung duerch den ESM ka geschéien an esou de Cercle vicieux vu Bankeverschuldung a Statsverschuldung ka gebrach ginn. D'Bankenunion ass eent vun de wichtegsten Elementer vun enger verstärkter wirtschaftlecher Integratioun.

Eng einfach Koordinatioun vun nationale Bankkontrollsystemer geet net méi duer, fir ze verhënnere, dass et erëm zu neie Bankenzummebréch kéint an d'Ofwécklung um Bockel vun de Steierzueler geschitt. Esou eng Situatioun ass net méi tragbar! Duerfir huet d'Kommissioun den 12. September een eenheetlechen europäesche Bankkontrollmechanismus proposéiert, wat ee bedeitende Schrëtt a Richtung Bankenunion ass. Bis Enn des Joers soll en Accord fonnt ginn am Conseil, soudass deen neie System da kéint operationell ginn.

An deem neie System wäert d'Europäesch Zentralbank eng zentral Roll spillen, mä déi national Kontrollinstanz gi mat agebonnen. Et ass kaum méiglech, 6.000 europäesch Banken der direkter Kontroll vun enger zentraler europäescher Instanz ze ënnerwerfen. D'Iwwerwachung vum Bankesektor duerch d'Europäesch Zentralbank misst an enger éischter Zäit op, aus europäescher Siicht gesinn, systemrelevant Banke beschränkt ginn. Et wier dann un der Europäescher Zentralbank, déi allgemeng Prinzipien vun enger Bankkontroll ze definéieren, déi iwwerall missten dann applizéiert ginn.

D'Iwwerwachung um Terrain bleift awer ëmmer an den Hänn vun den nationale Bankkontrollinstanzen. Si këmmere sech och ëm d'Genehmungsprozeduren, wann nei Banke gegrënt ginn. Trotzdeem muss déi europäesch Kontrollinstanz ee Recht hunn, anzegräifen, fir de Fall, dass déi eng oder aner national Autoritéit géif versoen.

Nieft der Bankenüwwerwachung stäipt sech d'Union bancaire och op dräi aner Komponente vun enger integréierter Bankenunion: eng eenheetlech Reglementatioun, déi d'Eegemëttele vun de Banke festsetzt, eng Harmoniséierung vun de Sécherheetsystemer fir Dépôts an een eenheetlechen europäesche Kader fir d'Sanéierung vu Banken, déi missten elo ofgewéckelt ginn.

Lëtzebuerg ass der Meenung, dass iwwer all dës véier Punkten - an eise Finanzminister huet et jo nach gëschter gesot - misst zesummen entscheed ginn, fir op eng kohärent Manéier an innerhalb vun engem kloer definéierte Kader virunzekommen. Dësen, fir eis esou wichtige Dossier, wéinst dem Ëmfang vun eiser Finanzplatz an eiser Ökonomie, wäert zu senger Stärkung bäidroen, och wann d'Acteure sech un déi nei Gegebenheete mussen upassen.

Wat d'Iddi fir d'Union budgétaire an d'Union économique ubelaangt, esou wäerten déi am Rapport vum Här Van Rompuy am Dezember weider preziséiert ginn. Hei soll op dee beste-hende Kader vum Six-pack, Two-pack opgebaut ginn, fir zu méi Disziplin an enger verstärkter Kontroll vun de Memberstate kënnen ze kommen.

Zu enger Budgetunion gehéiert menger Meenung no och, dass mer op laang Siicht net laanscht déi eng oder aner Form vu Verge-meinschaftung vun de Statschulde kommen,

sief dat duerch d'Schafung vun „Euro-Bonds“, „Euro-Bills“ oder engem Tilgungsfong. Ech sinn iwwerzeugt, dass mer dës Instrumenter net sollte begrüen; si kéinten an Zukunft nach gebraucht ginn.

De Conseil européen vun Enn des Joers wäert de Grondstee leë fir eng Erneuerung vun der Wirtschafts- a Währungsunion mat enger méi integréierter Banken-, Budgets- a Wirtschaftsdimension an och mat enger méi grousser demokratescher Legitimitéit. Déi nei Wirtschafts- a Währungsunion wäert zwangsleefeg eng ganz aner si wéi déi, déi 1999 an d'Liewe geruff gouf.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun den Ae vun der ganzer Welt ass Europa amgang, säi Wellen a seng Fäegkeet ënner Bewäis ze stellen, d'Kris ze iwwerwannen an d'Wirtschafts- an d'Währungsunion op nohaltteg Fundamente ze setzen. Mä déi Fäegkeet muss d'Europäesch Union och ënner Bewäis stellen, fir hiren anere groussen Dossier unzegoen, dee fir d'Verwierklechung vun de Politiken vun der Union eng wesentlech Roll spillt, nämlech de Finanzkader 2014/2020 vun der EU.

Déi ausseruerdentlech Sëtzung vum Europäesche Rot d'nächst Woch soll eestëmme iwwer d'Finanzierungsenvolpe fir den Zäitraum bis 2020 bestëmmen. Duerno muss, wéi mer wëssen, d'Europäesch Parlament zoustëmmen, esou wéi de Vertrag vu Lissabon dat virgesäit. Näischt ass zu dësem Zäitpunkt hei evident an dësem Dossier.

D'Propos vun der Kommissioun fir d'Joren 2014/2020 beziffert sech op eng Milliard an 33 Milliounen. Dat sinn 1, - pardon - op 1.033 Milliarden Euro, dat sinn 1,08% vum europäesche RNB. Dës Zomm kënn engem vläicht immens héich vir. Mir mussen eis allerdéngs drun erënneren, dass de Budget vun der Europäescher Union nëmme ongeféier 2% vun allen öffentlechen Dépense vun der Union ausmécht.

Am Laf vu schwierge Verhandlungen hu sech, wéi dacks, zwou Gruppe vu Memberlänner erausgeschilt. Op där enger Säit déi sougenannte Nettozueler, déi der Kommissioun hir Propos ëm op d'mannst 100 Milliarde bis 2020, also an deem Volume wëlle reduzéieren. An op där anerer Säit d'Verflechter vun der Kohäsionspolitik mat 14 Nettoempfänger, déi der Kommissioun hir Propos am Fong als ee Minimum ugesinn.

Och wa Lëtzebuerg en Nettozueler ass, mat ongeféier 150 Euro pro Awunner am Joer, esou hu mer dach refuséiert, eis där anticommunautaire Logik aus eiser Siicht um „juste retour“ unzeschleissen an hunn eis kenger vun deenen zwou Säiten ugeschloss. Firwat?

Dat géif bedeiten, dass een d'Union a besonnesch hire Budget just aus enger Gewënn- a Verloschtrechnungsperspektiv betruecht. Mä fir eis ass a bleibt de Budget communautaire een Ausdrock vun der Solidaritéit vun de Memberstaaten, dat indispensable Instrument, fir déi gemeinsam Politiken ze finanzéieren an der Union hir Ambitiounen ze realiséieren.

Parallèll zu de Moosname vun der nationaler Haushaltskonsolidéierung muss de Cadre financier pluriannuel zugonschte vum Wuesstum d'Roll vun engem Investitionsbudget op europäeschem Plang spillen. E soll d'Efforté vun de Memberstaaten ergänzen. De Finanzkader muss sech op déi Schwéierpunkte konzentréieren, déi an der europäescher Wuesstumsstrategie 2020 definéiert goufen.

Fir dëst Zil ze erreechen, muss sech d'Europäesch Union déi néideg Mëttele ginn. Et sollt ee sech drun erënneren, dass den europäesche Budget als Investitionsbudget eng staark Hiewelwierkung huet, well 94% vu senger Kreditter gi gebraucht, fir de wirtschaftleche Wuesstum an d'Beschäftegung ze stimuléieren an domadder d'Roll vun der Union als Global Player ze stäerken.

Fir eis bleift dee vun der Kommissioun proposéierten Niveau vun den Ausgaben am Cadre financier realistesch, fir dass den europäesche Budget senger Roll als kruzialt Instrument, fir d'europäesch Wirtschaft erëm kënnen unzekuerbelen, och gerecht ka ginn.

Denke mer och drun, dass d'Dépense an d'Recettes net vuneneen ze trenne sinn. Et kéint een net zu enger definitiver Eenegung, wann een dës zwou Voleten net alle béid guttheescht, guttgehescht huet.

Den aktuelle System vun den Egemëttele ass am Laf vun der Zäit onduerchsichteg ginn, komplex an ongerecht. E misst eigentlech wierklech reforméiert ginn.

Andeems d'Kommissioun nei Forme vun Egemëttele fir d'Union an en transparenten an zäitlech begrenzten System vu pauschale Rabatter amplaz vun den aktuellen Ausgleichmechanisme proposéiert, bitt sech eng Perspektiv fir eng Reform.

De Finanzkader ass een Instrument fir Wuesstum an Europa, zumools an dëse Krisenzäiten. Duerfir ass et esou wichtig, dass een d'nächst Woch een Accord fënt.

Ech bedauern eigentlech, dass déi zyprotesch Présidence an hirem éischte Kompromëssvorschlag proposéiert, de Gesamtvolumen ëm 50 Milliarden Euro erfzesetzen. Dat ass net dee richteg Wee, fir déi europäesch Wirtschaft ze stäipen oder d'Union nees staark ze maachen. Lëtzebuerg, an och d'Majoritéit vun de Memberstaaten, sinn der Meenung, dass d'Proposition vun der Kommissioun realistesch ass.

Mat deem Vorschlag vun der Présidence fille sech déi gestärkt an hirem Iwwerzeugung, déi mengen, dass de Gesamtbudget nach méi misst gekierzt ginn. Mir gesi schon, dass Groussbritannien an och aner sech gestärkt fillen, fir monter weider Kierzungen ze froen. Ech fäerten, dass mat där doten Approche eng Léisung um EU-Sommet vun der nächster Woch net méi einfach gëtt. Dëst ëmsou méi, well och d'Europaparlament säin Accord muss ginn a keng Kierzung par rapport zur Proposition vun der Kommissioun wëllt akzeptéieren. *Affaire donc à suivre!*

D'Europäesch Union, Här President, huet et 500 Milliounen Mënschen erméiglecht, eng zerrasse Vergaangenheet hanner sech ze loosseren a friddlech an am Wuelstand ze iwwerliewen, dëst an engem Raum, wou Demokratie a Rechtsstaatlechkeet héichgehal ginn, d'Mënscherechter an d'Prinzipien vun enger sozialer Maartwirtschaft respektéiert ginn.

Den Nobelpräis, deen d'Europäesch Union den 12. Oktober krut, kéint zur richteger Zäit, fir eis un dat Geleeschtent ze erënneren, deem mir eis vläicht net méi esou bewosst sinn. De Bannemaart, d'Fräiheet ze reesen, ze studéieren, ze schaffen, d'Fräizüegekeet vun de Leit am Schengen-Raum, déi gemeinsam Währung, dës Errungenschaften sinn alleguerten zur Normalitéit ginn.

Dëse Präis fuerdert eis awer och op, opmierksam a virsichteg ze bleiwen. Verschidden Entwécklungen innerhalb vun der Europäescher Union hunn eis an de leschte Jore jo gewisen, dass dës Erfolge vläicht net esou irréversibel sinn, wéi een dat hätt kënnen mengen.

► **Une voix.** - Voilà!

► **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.** - D'Entscheidung vum Nobelpräis-Comité baséiert op historisches Grënn, mä si gëtt och eng Botschaft fir d'Zukunft mat op de Wee. Wat an der Vergaangenheet erreicht gouf, geet net onbedéngt duer, fir déi jonk Leit op Dauer fir Europa ze begeeschten. Si kënnen sech net un d'Gewalt an un de Krich an Europa erënneren. Mä si héieren awer heiansdo mat, wéi al Resentimenter a Viruerteiler erëm opkommen.

Ee Grond fir den Désintéret an Europa kéint sécher d'Tatsaach sinn, dass Friden a Wuelstand, Fräizüegekeet an de Respekt vun der Rechtsstaatlechkeet fir déi jonk Generationen esou normal gi sinn, dass si net onbedéngt de Lien méi maachen tëschent dëse fir si alldeeglechen Errungenschaften an der europäescher Integratioun. Just dësen Nobelpräis soll eis encourageieren, dass mer eis alldeeglech fir Europa engagéieren.

Ganz wichteg dobäi ass, dass mer eis net op d'Wirtschaft beschränken. D'Eurokris daerf eis net vergiessen dinn, dass d'Europäesch Union vill méi ass wéi ee gemeinsame Wirtschaftsraum. D'Europäesch Union steet fir Rechtsstaatlechkeet, fir sozial Gerechtegkeet, fir Demokratie an de Respekt vun de Mënscherechter.

Ech notzen d'Geleeënheet awer och, fir drun ze erënneren, dass et onbedéngt noutwendeg ass, d'Entwécklungen opmierksam ze verfollegen an ze reagéieren, speziell wann EU-Memberlänner selwer géint dës Prinzipien verstoussen. Ungarn huet eng grouss Geschicht a Saache Fräiheet an Engagement fir d'Demokratie, grad wéi och Rumänien. An dës Länner, grad wéi och an anere Länner, daerf sech haut keen Tumor bilden, deen dëser Geschicht onwierdeg wier.

D'Reflexionsgrupp, wéi Der wësst, vun den Ausseministere war eng Grupp, wou ech matgeholf hunn an de leschte Méint, fir Reflexiounen iwwer Europa ze maachen. Dës Grupp gouf vum däitschen Ausseminister an d'Liewe geruff. Eist Zil war, an informeller Ronn iwwer konkret Méiglechkeeten nozedenken, wéi een den Débat iwwer d'Verdeiwung vun der europäescher Integratioun kéint virubringen, virun allem a Saache gemeinsam Aussepolitik.

De Grupp ass tëschent Mäerz a September dëst Joer fënnf Mol a verschiddenen EU-Hauptstied zesummekomm an huet am September ee Rapport presentéiert. Mir hunn dës Rapport och am September, am Oktober, pardon, hei zu Lëtzebuerg der Haute Représentante fir Aussepolitik virgestallt.

Während deem ganze Projet hu mer eis mat verschiddene Piste beschäftigt, wéi een d'Positione vun der Europäescher Union an der Welt kéint stäerken. Europa huet keng aner Wiel, wéi sech nach méi staark ze engagéieren, wa mer widerhin international eng Roll wëlle spillen. Mir mussen d'Bezéiungen zu eise strategesche Partner intensivéieren, andeems mer virun allem den europäeschen diplomatesche Réseau ausbauen. Mir mussen probéieren, ëmmer an ëmmer erëm mat enger Stëmm ze schwätzen, trotz eise villen Differenzen.

Virun allem an der gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik mussen mer virukommen, well mer erkläert hunn, dass eis Aussepolitik, wann de Vertrag vu Lissabon a Kraaft trëtt, net nëmme méi kohärent, mä och méi effikass soll ginn. Den europäeschen auswärtigen Déngscht ass nach jonk, mä en ass schonn an 140 Länner präsent, an domadder si mer als Europäesch Union de siwenten diplomatesche Réseau an der Welt.

Mir sollten déi néideg Gedold hunn, fir aus dësem Déngscht dat onverzichtbart Instrument ze maachen, wat et soll sinn. D'Revisioun vum auswärtigen Déngscht, déi jo fir 2013 virgesinn ass, kann an engem derfir genotzt ginn, d'Bilanz vu senger Schwächen a Stärken ze zéien an déi nächst Etappen unzegoen.

D'Aart a Weis, Här President, wéi d'Problemer bannent der Europäescher Union geléist ginn, muss sech och widerhin op d'Gemeinschaftsmethod stäipen an net op zwëschestaatlech Prinzipien. D'Europäesch Union ass op der Grondlag vun der Gemeinschaftsmethod opgebaut ginn, an dat ass, wat et jo vu villen anere regionale Strukturen an der Welt, sief dat an Asien, a Latäinamerika, an Afrika, ënnerscheet. Wat bedeit dës Méthode communautaire?

D'Gemeinschaftsmethod bezitt d'Kommissioun mat an, déi als Motor jo vun der Union d'Initiativrecht fir EU-Gesetze huet an déi gemeinsam Interessen och verdeedegt. Si bënnt och d'Europäesch Parlament an de Rot mat an, déi alle béid Entscheedungsbefugnisse hunn. A si implizéiert, wéi Der wësst, de Gerichtshaff zu Lëtzebuerg, dee fir d'Interpretatioun vum europäesche Recht zoustänneg ass. Duerfir daerf d'Kommissioun net als Sekretariat vum Conseil européien betruecht ginn.

Ech wëll hei speziell ee Moment op déi däitsch-franséisch Partnerschaft agoen. Si gëtt net fir näischt dacks opgeruff a villes berout selbstverständlech op hir. Heiansdo gëtt se als „incontournable“ erkläert. Si ass ouni Zweifel en zentraalt Element vun den EU-Prozesser, dëst, an et soll ee keen Hehl doraus maachen, ob schonn et grouss Ënnerscheeder tëschent Frankräich an Däitschland an Europafroe gëtt, oder vläicht grad duerfir.

D'Differenze sinn duebeler Natur: politesch-historesch an och ekonomescher Aart. An do derneift praffen zwee Mentalitéitskonzepte openeen, wéi mir als Lëtzebuurger jo beschtens wëssen. Zur Zäit vun Adenauer an De Gaulle, vu Schmidt a Giscard, vu Kohl a Mitterrand, vu Schröder a Chirac ass déi däitsch-franséisch Relatioun ëmmer eng komplizéiert gewiescht, awer op der kloerer Asiicht fundéiert, dass d'Sich nom Kompromëss eng konstant Prioritéit ass.

Et goufen e puer Joer an där jéngster däitsch-franséischer Vergaangenheet, wou sech virun de Kamerae vun der Welt tëschent de Regierungsspëtzen esou verhalte gouf, wéi wann all déi Divergenze verschwonne wieren. Dës gespillten Iwwerflächlechkeet konnt heiansdo an Theatralik iwwergoen. Nun, mat der Wiel vun engem neie President a Frankräich, ass erëm méi Eierlechkeet an der Sich no däitsch-franséischer Unité de vues an d'Spill komm.

A genee dës offen Auseenansetzung, eng Diאלektik op grondsätzleche Froen, ass d'Substanz, déi de Konsensmotor vun der Europäescher Union brauch, do wou all EU-Länner sech mussen kënnen abréngen. D'EU kann net vun engem Diktat vun der Iwwerflächlechkeet gefouert ginn. Dann ass eng öffentlech gefouert Debatt opgrond vun Argumenter an Interessé méi produktiv, fir de richteg Wee ze fannen.

An der Sich no deem Wee sollt een aus menger bescheidener Siicht net de Feeler maachen, sech drop festzuleen, dass een dräi Joer nom Akraafttriede vum Lissabonner Vertrag schonn erëm fundamental Traitésännerungen als Mëttel un d'Wand mole sollt, fir besser virukommen ze kënnen.

Engersäits sollt een net mengen, dass ee mat institutionelle Reformen an der Substanz vun der Politik punkte kéint. De Bierger verlangt vun der Europäescher Union, dass konkret Problemer ugepaakt ginn am Beräich vun der Beschäftegung, dem Ëmweltschutz, der Energie, der Konsumenteschutzpolitik an esou weider an esou weider. Duerfir ass de Lissabonner Traité eigentlech wéi geschafen.





Anerersäits weess jiddwereeng, dass Kompetenztransferten op Bréissel keng Konjunktur hunn. Speziell och net an de Grénnerlänner. A just hei heescht et oppassen! Et sollt een net un d'Essenz vun der demokratescher Rechtsstaatlechkeet knabber goen.

Kommissäre mat Kompetenzen also ausstatten, déi d'Budgete vun den nationale Parlamenten aushiewele kënnen, sinn onrealistesche Iddien a Konzepter, déi och a radikalem Widdersproch sti mat dem ieweschte Geriicht vun deem gréisste Land aus der Europäescher Unioun. D'Karlsruher Geriicht mécht zënter Joren näischt anescht, wéi d'Hoheitskompetenz vum Däitsche Bundestag ze verdeeden. Net zu Onrecht, wéi ech mengen.

Also, et sollt een net onbedéngt sech d'Liewen an der Europäescher Unioun méi komplizéiert maachen, wéi et schon ass, an domadder weider Onrou an Onsecherheet op de Mäert prozezéieren.

Och d'Iddi, fir duerch e Referendum ee fir alle Mol wëllen d'Europäesch Unioun nei ze legitiméieren, ass een duebelschneidegt Instrument.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.** - Déi representativ parlamentaresch Demokratie mat all hire Rouagen ass jo kee Feelkonstrukt an och net onféig, fir d'Zukunft vun der Europäescher Unioun ze legitiméieren. Mat Jo oder mat Nee kann ee kloer entscheeden, ob engem säi Land soll Member gi vun der Europäescher Unioun. Mä ech zweifelen drun, ob ee ka mat Jo oder Neen d'Qualitéit vun der Astellung zur Europäescher Unioun beäntweren.

Ze mengen, et kéint een no zéng Joer haardem Energieopwand nees de Bierger mat engem neien Traité beegeschteren, ass héchst zweifelhaft. De Lissabonner Traité léisst vill Initiativen zou, also sollt een des ausschöpfen an en musique setzen. Et kann een d'Europäesch Unioun och iwwerzeigen a se doduerch extrem schwächen. Deem sollt een net op de Lämm goen.

Här President, vill europäesch Institutionen hunn hire Sätz hei zu Lëtzebuerg. Duerfir ass et selbstverständlech, dass d'Land alles drusetzt, fir den europäesche Beamten optimal Aarbechtskonditiounen an engem gutt Liewensqualitéit ze bidden. Ee vun de groussen Immobiliéprojete konnt dës Joer ofgeschloss ginn. Zënter der Réouverture vum Konferenzzentrum am Kierchbierg am Abrëll 2012 ginn d'EU-Ministerrotssätzunge vum Abrëll, Juni an Oktober hei ofgehalen.

Wat nei Bauprojekte betrëfft, déi elo och an der Zukunft normal Aarbechtsbedéngunge fir EU-Fonctionnairen hei am Land mussen garantéieren, sou géif ech gären déi zwee gréisste Projekte fir déi nächst Joren ernimmen: dat neit Gebai fir d'Europäesch Parlament, de Konrad Adenauer 2, an den neie Verwaltungskomplex fir d'Europäesch Kommissioun, de Jean-Monnet 2. Hei missten d'Aarbechten ufank 2013 ugoen, no enger laanger a komplexer Planungsperiod. Wann dës Gebaier fäerdeg sinn, da wäerte si och optesch d'Bestëmmung vun Lëtzebuerg als Standuert vun den EU-Institutionen ennermaueren.

D'Aarbechten un der neier Europaschoul vu Bartreng/Mamer goufe jo ofgeschloss, an zwar fréi genuch, fir dass d'Rentrée dës Joer konnt do opgeholl ginn. Ee Kaderoffkomm mam Europäesche Geriichtshaff fir e fenneften Ausbau vum Geriichtsgebai dierft deemnächst ennerschriwwen ginn, wat een neie Bewäis vun der Dynamik ass, déi esou eng Erweiterung vun der Fonctioun vun eiser Haaptstad als Sätz vun der europäescher Justiz mat sech bréngt, enger Justiz, déi dagdeeglech derfir suergt, dass d'Rechter, déi sech fir d'Bierger aus der europäescher Konstruktioon erginn, och respektéiert ginn. Do dernieft hunn ech den 8. Oktober d'Sätzoffkomm téschent Lëtzebuerg an dem Europäesche Stabilitätsmechanismus, dee säi Sätz zu Lëtzebuerg huet, ennerschriwwen.

Et ass d'Aufgab vun engem État hôte, eng attraktiv Sätzpolitik ze féieren an den EU-Fonctionnairen zu Lëtzebuerg optimal Liewensbedéngunge ze garantéieren. Den Ausseministère ennerhält regelméisseg Kontakter zu den europäeschen Institutionen an de Personalvertreeder, soudass d'Attraktivitéit vun Site assuréiert gétt an d'europäesch Institutionen nach méi staark hei verankert ginn.

Loost mech vläicht déi wichtegst Punkten ernimmen vun eiselem Engagement nach baussent den EU-Grenzen.

D'Erweiterungspolitik. Nieft Kroatien, dat jo am Juli 2013 der Europäescher Unioun bäitritt, gétt et nach fennef weider Bäitrittskandidaten: d'Türkei, Island, Mazedonien a Montenegro an zënter Mäerz 2012, wéi mer wëssen, och Serbien.

Lëtzebuerg huet sech ëmmer fir eng Erweiterung vun der Europäescher Unioun agesat. Et

gehéiert zu eisen Aufgaben, aner Länner an eist gemeinsamt Friddensprojekt anzubannen, wa se dat natierlech wëllen a kënnen. Dat geschitt och an eiselem eegenen Interessi. Ech brauch net drop hinweisen, wéi eng Auswierkunge de Krich um Balkan op de Rescht vum europäesche Kontinent hat.

D'Balkanlänner, déi de Statut vu Bäitrittskandidaten hunn, zielen op des Chance fir Fridden a Wulstand, Demokratie a Rechtsstaatlechkeet. Lëtzebuerg ass der Iwwerzeugung, dass ee se net sollt enttäuschen. Ennert der Bedéngung selbstverständlech - ech soen et nach eng Kéier -, dass si och déi néideg Voraussetzungen erfëllen.

Mir haten de leschte Mount, den 9. Oktober 2012, hei d'Geleeënheet, fir am Detail iwwert den EU-Bäitritt vu Kroatien ze diskutéieren. An Dir hutt lech all fir dese Bäitritt ausgeschwat, dës net ouni de Punkt ze maachen, dass Kroatien a Saache Rechtsstaatlechkeet intensiv weiderschaffe muss.

Gläichermoossen huet d'Ernennung vu Lëtzebuerger Ambassadeuren an e puer Länner vun Balkan mat Residenz zu Lëtzebuerg zu enger méi grousser Visibilitéit vum Grand-Duché an dese Länner gefouert. A si bréngt kloer eisen Intérêt an eist Engagement an där Region um Balkan zum Ausdrock.

Mir haten eis bei den Adhésionsdebatten iwwer Kroatien och iwwert déi aner Länner vun Balkan ennerhalen, soudass ech just haut Serbien a Kosovo grad wéi d'Türkei an Island uschwätzen, dës, ouni de Problem vun der Visa-Liberaliséierung vun Balkan ze vergiessen. D'Liberaliséierung vun de Visae soll déi direkt Kontakter téschent de Bierger vun der Europäescher Unioun an de Balkanlänner förderen. Si bréngt och Verfluchtunge fir déi mat sech, déi dovunner profitéieren.

Lëtzebuerg zesumme mat anere Memberstaaten - Dir wësst et - ass awer beonrouegt doriwier, wéi des Politik an hirem Zilsetzung heiansdo méissbraucht gétt. Et ass mat de concernéierte Länner iwwert des Problematik geschwat ginn. An et gétt och doriwier nogeduecht, gegebenenfalls - gegebenenfalls! - eng Clause de sauvegarde fir déi betreffend Reglementer anzeféieren, déi am Noutfall kéint aktivéiert ginn.

Wat d'Bäitrittsverhandlung mat der Türkei betreffen, esou si se während der zyprotescher EU-Présidence zu engem kompletter Stëllstand komm, an dat wéinst der ongeléister Zypern-Fro, wéi mer wëssen.

Ech bedauern dat a sinn zouversichtlech, dass mer während der iredescher Présidence am éischte Semester 2013 erëm dat eent oder dat anert Kapitel mat der Türkei kënnen opmaachen, fir esou erëm en neie Schwong an d'Verhandlungen ze kréien. Mä dat verlaangt, dass Efforten op deenen zwou Säite gemaach ginn. Virun allem och fir d'Türkei heescht dat, dass d'Émsetze vum Ankara-Protokoll an d'Weiderféiere vum Reformprozess, esou wéi d'Kommissioun dat an hirem Erweiterungspak am Oktober festgehalen huet, och mussen gemaach ginn.

Fir der Relatioun vun der Europäescher Unioun an der Türkei awer eng nei Dynamik ze ginn, gouf dee sougenannte „positiven Agenda“ agefouert. Dese gesäit ee wäitreechenden Dialog vir op Themen, déi fir déi béid Säite wichteg sinn. Dat sinn Theme wéi Energieversuergung, Immigratioun, Grenzschutz vis-à-vis vun den Drëttlänner. Dese leschte Punkt beinhalt och en Dialog iwwer eng laangfristeg Visa-Liberalisatioun, déi awer nëmme enner verschidene Konditiounen ka realiséiert ginn. Derzou gehéiert och d'Ennerschrëft an d'Émsetzung vum Réckféierungsoffkomm.

Mir kënnen eis et net erlaben, dass ee Land wéi d'Türkei mat senger dynamescher Economie, senger strategescher Lag a senger kruzialer regionaler Roll sech géif vun der Unioun total ofwenden.

D'Bäitrittsverhandlung mat Island, dat zënter Juli 2010 de Statut vum Kandidat huet, kommen eigentlech zügeg virun. Dat ass kee Wonner, well dës Land huet schon ee groussen Deel vun Acquis communautaire iwwerholl duerch seng Participatioun am Espace économique européen zënter bal 20 Joer.

Et sinn natierlech nach eng Partie Froen op. Dorënner och selbstverständlech d'Kapitel iwwert d'Féischerei, wou d'Verhandlungen nach net esou richteg ugefaangen hunn. Lëtzebuerg wäert sech derfir asetzen, dass et hei zu enger équilibréierter Léisung kéint, fir dass nom Ofschloss vun den Négociatiounen et zur Zoustëmmung vun isländesche Vollek kéint. Dese Akt ass den Islänner selbstverständlech hir eegen Entscheedung.

Komme mer elo nach zu Serbien, wou jo mam Här Nikolić säit Mee en neie President a Fonctioun ass a säit dem Summer och eng nei Regierung. Et konnt ee sech froen no där Wahl,

wéi et ëm den Erweiterungsprozess a Serbien gestallt wier. Déi nei Regierung mécht sech och weiderhi fir d'europäesch Integratioun staark aus hirer Siicht a mécht Efforten, fir kënnen mat de Bäitrittsverhandlungen unzefänken, nodeems se vum Conseil européen vum Mäerz 2012 de Statut vum Pays candidat kritt hunn.

An engem refuséiert Serbien - mir wëssen dat - nach ëmmer, de Kosovo als onofhängegt Land unzëerkennen. Mir mussen als EU de Serben duerch weidert Engagement weisen, dass hir Zukunft an Europa läit an net vum Schicksal vun engem historeschen Territoire soll ofhängen. D'Europäesch Unioun bleift duerfir och voll a ganz an deem Prozess engagéiert, zesumme mat allen anere wichtegen Acteuren, wéi d'Visite vum Catherine Ashton zesumme mat der Hillary Clinton souwuel zu Belgrad wéi zu Prishtina virun e puer Deeg dat gewisen huet.

Zu Bréissel huet de 7. November déi zweet Ronn téschent dem Premierminister aus Serbien an dem Premierminister aus Kosovo stattfonnt. Gutt, dass geschwat gétt, och wa bis dato keng Feuille de route festgehal gouf. Den nächste Méindeg wäerte mer am Ausseministrot Konklusiounen ausschaffen, fir béid Säit ze verflichten, sech méi ze engagéieren am Interessi vun de Populatiounen a Serbien an och am Kosovo.

De komplexen an dynamesche Charakter vun de Balkanlänner kann een um Beispill vum Kosovo gutt illustréieren. No véier an engem hallwe Joer „iwwerwachter Onofhängegkeet“ krut d'Land vun International Steering Group de Seegen, fir komplett onofhängeg ze ginn. Als Member vun der ISG huet och Lëtzebuerg de Kosovo véier an en halleft Joer laang begleet. D'Opbauarbecht vun dësem jonke Stat gläicht nach engem grousser Schantjen. Et ginn dach Fortschreitter gemaach, och wa viles nach präkar ass. Trotz der internationaler Wirtschaftskris hat de Kosovo e Wirtschaftswuesstum vun iwwer 4% opweises, a seng Institutionen sinn derbäi, sech daitlech ze konsolidéieren.

Als Lëtzebuerg beschränke mir eis natierlech net op eng diplomatesch Ennerstëtzung am Kosovo. Mir sinn nämlech och eent vun de Länner - d'Madame Jacobs kann dat bezeien -, dat hei déi meescht Entwécklungshëllef zoukomme léisst, zum Beispill am Gesondheitssecteur, wou eist Land wéi gesot déi gréisste finanziell Hëllef an absolute Chifferen och leescht.

Des Weideren engagéiere mer eis och am sécherheetspolitesche Beräich vun der internationaler Gemeinschaft. D'Kris vum Summer 2011 soll eis dorun erënneren, dass dës een Aspekt vun der Realitéit ass, dee mer net därefer vernoléisegen.

Ech wëll och drop hiweisen, dass de Lëtzebuerger Kontingent trotz senger bescheidener Gréisst engem wichteg Roll an der KFOR-Missioun vun der NATO spilt. Eist Land ennerstëtzt och d'EULEX-Missioun vun der EU, déi den Opbau vun Instanze wéi der Police, wéi dem Geriichtswies an der Douane am Kosovo begleet.

Ofgesinn, Här President, vun de Länner mat enger europäescher Perspektiv ennerhält d'Unioun och verstärkt Bezéiunge mat den Nopeschlänner iwwert déi europäesch Noperschaftspolitik. Si besteet engersäits aus der Europa-Mittelmier-Zesummenaarbecht an anersäits aus der östlecher Partnerschaft: Armenien, Aserbaidschan, Wäissrussland, Georgien, Moldawien an d'Ukraine. D'östlech Partnerschaft soll déi betreffend Länner méi no un den Acquis communautaire eruféieren, a mir wëssen, wéi schwéier dat ass.

Andeems dës Länner an d'Richtung vun europäesche Standarde gefouert ginn, ginn Demokratie, Wulstand an also och Sécherheet a Stabilitéit um ganze Kontinent gefördert, wat laangfristeg och fir eis vu Virdeel ass. Et muss alles drugesat ginn, dass an eiser direkter Noperschaft keng Situation enntstinn, déi zu politeschen a soziale Spannungen an all Zort vun illegalem Handel, och Menschenhandel, féieren.

Dës Phenomeener hunn eng direkt Auswierkung selbstverständlech op déi ganz Europäesch Unioun. Eng effikass Zesummenaarbecht mat de concernéierte Länner, mat deenen d'Unioun Erfahrung a gutt Praktiken a ville Beräicher austauscht, gouf ageleet. Dës ass engem wichteg Initiativ fir Lëtzebuerg. Mir sinn nämlech der Meinung, dass hiert enormt Potenzial e reelle Méiwäert fir de Kontinent duerstellt.

Mir wäerte weider dru schaffen, dass d'Ziler, déi 2009 - wéi d'Initiativ lancéiert ginn ass op Initiativ hi vun de Polen - festgeluecht goufen, och erreecht ginn. Dat hei ass awer fir des Länner keng Carte blanche fir eng Unnäherung un d'Unioun ouni Géigeleeschtung.

Eis Noperen am Oste mussen och hiren Deel vum Kontrakt erfëllen. Si mussen weisen, dass si

op si fir d'Wärter, déi der europäescher Konstruktioon zugronn leien, a Reformen a Schlësselberäicher wéi der Demokratie, der Rechtsstaatlechkeet oder der „good governance“ ëmsetzen, ier se en Usproch hunn op méi materiell Ennerstëtzung oder fir eng Ouverture zum europäesche Maart kënnen ze kréien.

Ech géif och gären vun der Geleeënheet profitéieren, fir e puer konkret Beispillen vun deem ze ginn, wat eist Land fir seng Nopeschlänner mécht, egal ob se Bäitrittskandidat sinn oder net. Nieft der Formatioun, déi mer jo am Beräich vun de Finanzen, der ziviler Luftfahrt, dem europäesche Recht an der öffentlecher Verwaltung ubidden, konnte mer an de leschte Jore verschidde villversprechend Kooperatiounsméiglechkeeten ermëtten.

Dës Projete, déi ëmmer vun engem wirtschaftlechen oder administrative Besoin an deem betreffend Land ausginn, bezéie sech op Beräicher, an deene Lëtzebuerg e spezifesche Know-how huet a sech auskennt. Hei kënnen déi lëtzebuerger Acteuren dem Ausland net nëmme ee verwierklechte Méiwäert bréngen, mä si hunn och d'Geleeënheet, hir Fachkenntnis ze presentéieren an interessant Kontakter ze knäppen.

Dat géllt zum Beispill och fir d'Partnerschaft, déi mir an der privater Universitéit Universiapolis zu Agadir am Maroc aganga sinn zesumme mam Centre de recherche Henri Tudor. Mir hunn der Universitéit gehollef, hire Fuerschungszentrum opzebauen nom Modell vum Henri-Tudor, dat heescht baséiert op der Recherche appliquée. D'Zil vun deser Kooperatioun ass net nëmme, nohaltig Bezéiungen an der Fuerschung an an der Ausbildung opzebauen, mä och - iwwert d'Zesummenaarbecht vum Wissenschaft an Industrie - d'Zesummenaarbecht téschent marokkaneschen a lëtzebuerger Wirtschaftsecteuren ze förderen.

Een anert Beispill ass d'Kooperatioun vun der Lëtzebuerger Bourse mat der Bourse vu Montenegro a Serbien. Hei war d'Zil, d'Bourse vun deenen zwee Länner den Ufuerderung vum Maart unzepassen an d'Bezéiungen téschent de Wirtschaftsecteuren aus deenen dräi Länner ze verstärken. D'Zil vun der Zesummenaarbecht mam Office statistique vu Montenegro war, se derbäi ze ennerstëtzen, den Acquis communautaire an hir Aarbecht ze integréieren.

Dës Projete hëllefen net nëmme, déi wirtschaftlech a frëndschaflech Relatiounen téschent Lëtzebuerg an de Länner, deenen d'Hëllef zeguttkennt, ze verstärken. Mir weisen och, dass ee mat begrenzten Mëttele strategesch an dauerhaft Kooperatioun mat op d'Bee stelle kann. D'Finanzéiere vu Stipendie fir d'Studente geschitt an darselwechter Iwwerleung.

De Bäitritt vun Russland zur Welthandelsorganisatioun ass ee Beispill, dat weist, firwat Lëtzebuerg sech ëmmer fir ee multilateralen Handelssystem engagéiert huet. Russland huet sech nämlech a sengem Bäitrittsoffkomm zu enger ganzer Rëtsch vun Engagementer bereet erkläert, déi säin Handelssystem weider opmaachen a seng Integratioun an d'Weltwirtschaft beschleunegen.

Den Accord gesäit een transparenten an och e prévisibelen Kader fir den Handel an déi auslännesch Investitiounen vir a preparéiert de Wee, fir dass d'Meenungsverschiddenheeten zu Genf kënnen bäigeluecht ginn, soudass d'Handelskonflikter an Zukunft entpolitiséiert ginn. Ee wichtige Partner vu Lëtzebuerg ass domat a multilateralen Normen gebonnen.

Nodeems et hei zu engem Stëllstand koum, huet d'Europäesch Unioun dat lescht Joer weider Verhandlung gefouert a bilaterale Handelsoffkommen ofgeschloss. Nom Modell vum Fräihandelsoffkomm mat Südkorea, dat des Chamber muer diskutéiert, gouf kierzlech och ee Fräihandelsoffkomm mat Kolumbien a Peru souwéi Mëttelamerika ofgeschloss.

An desen Accordé geet et net nëmme méi ëm Handelsfroen; et gétt och probéiert, d'wirtschaftlech Gewicht vun der EU ze notzen, fir d'Rechter vun den Aarbechter an d'nohaltig Entwécklung ze verdeeden. Ähnlech Accordé si grad mat Kanada, Indien, Singapur an och Malaysia ausgehandelt ginn. Et lafen och Verhandlungen téschent der Europäescher Kommissioun a Länner aus eiser Noperschaft, virun allem am Osten - Moldawien, Georgien an Armenien - an deemnächst och am Süden - Marokko, Tunesien, Jordanien.

D'Unioun fiert och weider mat den asymmetreschen Wirtschaftspartneroffkomm mat regionale Gruppen aus Afrika. Sou behalen déi concernéiert Staten hire privilegierten Zougang zu eise Mäert. Gläichzäitig gétt d'Solida-





ritéit stimuléiert, déi d'Europäesch Unioun opgrond vun hirer historischer Roll an dese Regiounen hei demonstrieréiert.

Fräihandelsverhandlungen iwwer eng Fräihandelszon sinn an Zukunft och mat Japan an den USA virstellbar. Mat diesen zwee wichtege Partner géifen d'Ausgangssituatiounen vum internationalen Handel komplett sech veränneren an eisen Entrepreneuren, déi scho bannent der Europäescher Unioun an enger gudder Wettbewerbspositioun sinn, den Zougank zu lukrativen Drëttmäert verschafen.

En éiergäizege Programm am Beräich vum Handel kéint mittelfristeg derzou féieren, dass de globale Wuesstum ëm 2% an d'Luucht geet an iwwer zwou Milliounen Aarbechtsplaz kéinte geschafe ginn. Och eis Wirtschaft ass méi wéi jee vum Export an de verstärkten Handelsbeziéung mat Drëttlänner baussent der Europäescher Unioun ofhängeg.

Mä dat ganz Gewiicht vun der Europäescher Unioun ass noutwendeg, fir eis Drëttpartner dervun ze iwwerzeegen, esou Ofkommisse mat eis ze schléissen, déi op Géigesäitegkeet berouen a béide Säiten natierlech Virdeeler da géife bréngen. Dës Wirtschaftsdiplomatie pour-suivéiere mer och op bilateralem Plang iwwer eise Réseau vun den Ambassaden.

Weltwäit kënn et erëm zu verstärktem Protektionismus, wéi mer wëssen, soudass politesch Hëllef fir eis Entrepreneuren duerch ubruecht ass. D'Eröffnung vun neien Ambassaden zu Abu Dhabi oder zu Ankara beweist, wéi wäit eis Präsenz sur place d'Entwécklung vun eise Betriber am Ausland ënnerstëtzt kann.

Eng dynamesch Wirtschaft, eng Wirtschaft, déi wisst, G20-Member an EU-Bäitrittskandidat, dat ass d'Türkei. Obschonn se net wäit hanner der EU-Grenz läit, gouf se awer laang vun de lëtzebuergeschen Entrepreneuren vernoléisseg an déi Länner virgezunn, déi eigentlech méi wäit ewech leien.

An der Türkei ass Lëtzebuerg zwar a bestëmmte Milieuen als internationale Finanzzentrum bekannt. Duerch periodesch Handelsmissiounen kann een de Bekanntheetsgrad awer vu Lëtzebuerg verbesseren. Doduerch assuréiert een awer... muss een ee Suivi selbstverständlech sur place assuréieren.

Eng Verriedung sur place erméiglecht méi effektiv Fördermoosnamen duerch regelméisseg Kontakter mat de Verrieder aus Politik a Wirtschaft, Firmebesichtigungen an d'Organisatioun vu Seminaren a verschiddene Stied, Beziéungen zu der Wirtschaftspress, d'Verschëcke vun Newsletteren an esou weider. Duerch ee verstärkten Ausbau vun Informatiounen soll déi esou dacks verkannte Stärkt vun eise Land méi bekannt gemaach ginn. Beziéungsnetzer sollen opgebaut ginn, soudass nei Wirtschafts- an och Handelskontakter kënnen entstoen.

Dat ass natierlech e laangwierige Prozess, deen net direkt seng Frichte dréit. Mä schonn ee Joer nodeems ech d'Botschaft zu Ankara inauguréiere konnt, koom et zu éischte Resultater, virun allem am Transport- an och am Logistikberäich.

Verhandlungen téschent den Autoritéite vun der ziviler Loffahrt hunn zum Ofschloss vun engem Memorandum gefouert, deen d'Relatiounen am Beräich vum Flugverkéier téschent deenen zwee Länner konsolidéiert huet. Kontakter mat der Fluggesellschaft Turkish Airlines hunn zur Ukënnung vun enger Direktverbindung fir d'nächst Joer téschent Istanbul a Lëtzebuerg gefouert.

Eng Zuchverbindung téschent Beetebuerg an Trieste duerch d'CFL-Cargo an d'CFL-Multimodal an d'Partnerschaft mat enger grousser türkischer Logistikfirma erméiglecht de Wuerentransport téschent der Türkei a Lëtzebuerg.

D'Türkei, déi e groussen Deel vun hire Wueren an d'Europäesch Unioun exportéiert, liwwert eis interessant Perspektiven am Beräich vun der Logistik, besonnesch fir de Schinnen- a Loftverkéier. Et ass encourageant, ze gesinn, dass türkesch Firme sech ëmmer méi dacks un d'Ambassade adresséieren, fir sech iwwer d'Konditiounen vun enger Nidderloosung zu Lëtzebuerg och ze informéieren.

Dass türkesch Bierger e Visum brauchen, gesinn d'Geschäftsleit selbstverständlech als eng Contrainte, eppes, wat den Austausch behënnert. An deser Siicht hunn déi konsularesche Services, déi eis Ambassade ubitt, en direkte positiven Impakt op déi wirtschaftlech Beziéung. Ee Joer no hirer Eröffnung huet d'Ambassade duerch hir divers Aktivitéiten am wirtschaftleche Beräich schonn en éischte Bäitrag zu enger Diversifizéierung vun der Lëtzebuergescher Wirtschaft geleesch.

D'Ambassade zu Abu Dhabi - de leschten Hierscht hu mer déi jo ageweit - ass mat ähnlech Schwong hir Aufgaben ugaangen. Nieft der Koordinatioun vu verschiddene Wirtschafts- a Finanzmissiounen an der Regioun hunn d'Knäppe vun dauerhafte Kontakter mat de Wirtschaftskreesser am Land, d'Vermaartung vu Lëtzebuerg als méiglechen Zougank zum europäesche Maart et och hei fäerdegbruecht, d'Beziéungen zur Regioun ze verdéieren an domat d'Interesse vun eiser Wirtschaft an eis politesch Prioritéite besser kënnen ze verdeedegen.

Déi éischt Schrëtt, déi d'Visibilitéit an d'Renommee vu Lëtzebuerg als Drëtscheif vu verschiddene Produkter an Dénegschleeschunge solle verbesseren, sinn 2011-2012 scho gemaach ginn. Ech hu festgestallt, dass Lëtzebuerg an de leschte Joren ëmmer méi zu engem Begrëff ginn ass bei de lokalen Acteuren.

D'Präsenz vu Lëtzebuerg op verschiddene Manifestatiounen a Foire spillt och eng net onerheblich Roll an der Vermaartung an der Perception vun eise Land. Dat erlaabt eis, an Zukunft nach méi mat de Länner aus der Regioun zesummeschaffen an deene Beräicher vun der Wirtschaft, déi fir Lëtzebuerg wichteg sinn, wéi d'Finanzen, d'Telekommunikatioun, Energie, Fuerschung, Infrastrukturprojeten, fir der just e puer ze nennen.

Eisen Interessi fir des Regioun, Här President, beschränkt sech net op wirtschaftlech Relatiounen. Erlaabt mer, och e puer politesch Iwwerleeungen hei unzobréngen.

De Bilan vum Arabesche Fréijoer ass no annerhallwem Joer éischer gemëscht. D'Striewe vun den arabesche Populatiounen no Dignitéit, politescher Inclusioun huet grouss Verännerungen mat sech bruecht. Mir hunn dës Bestriewungen ënnerstëtzt a wäerten dat och weider maachen, dat am Aklang mat eise internationalen Engagement fir Rechtsstaatlechkeet, demokratesch Wäerter a sozial Gerechtegkeet.

Ech hat dës Joer d'Éier, Tunesien, Marokko, Saudi-Arabien, den Oman an d'International Organisatioun fir Islamesch Zesummenaarbecht zu Jeddah besichen ze dierfen. Dës Visité si souwuel e Bewäis fir eist Engagement a fir d'Bedeitung vun dem Dialog mat allen Acteuren aus der Regioun, wat fir eng Bedeitung déi fir eis huet. An Tunesien an an Ägypten ass et zu Wahlen an der Ernennung, wéi mer wëssen, vun enger Regierung komm. Mir suivéiere mat grousser Opmierksamkeet d'Aarbechten an enger Verfassung an déi domat verbonnen Debatten. D'Aarbechten, wéi mer wëssen, zéie sech hin.

Ech war gëscht an engem Land, Ägypten, wat eng Regierung huet, mä kee Parlament an och keng Verfassung. Dat musse mer wëssen. Ähnlech ass de Fall an Tunesien.

Geografesch gesi mer an deene südliche Länner selbstverständlech eis Noperen direkt. An des Noperschaft implizéiert en intensiven Austausch an alle Beräicher. Mir stellen awer fest, dass Mësstrauen a géigesäitegt Onverständnis onglécklecherweis zouhuelen.

Dës Mësstrauen äussert sech erëm ëmmer méi dacks a Provokatiounen an a Gewalt. De Respekt vun aneren, sengem Glawen a senger Fräiheeten, zu deenen och gehéiert, dass een net gleeft, ass e fundamentalt Element vun eise Austausch, dee sech ëmmer méi enk a méi staark an der Welt misst intensivéieren. Ech wéi hei insistéieren, dass d'Sécherheet vun den diplomatesche Beziéungen, Ariichtungen, pardon, ënner Parenthèses, e wichtegt Element vum internationale Recht ass, dat iwwerall muss respektéiert ginn.

Fir d'Länner aus deser Regioun ass déi wirtschaftlech Entwécklung liewensnoutwendeg. D'Feele vu Perspektiven, besonnesch fir d'Jugend, dréckt wéi eng Tonnelascht op déi politesch a sozial Entwécklung vun dese Länner. Et ass aus deser Siicht trotzdem erfrierelech, ze gesinn, dass sech säitens der Europäescher Unioun eng global an eng kohärent Politik ofzeechent, vun där mer hoffen, dass se géeegeent ass, dese Schwierregkeete Meechter ze ginn.

Ee ganze Spektrum an Hëllefsmoosnamen fir d'Wirtschaft vun Iwwergangslänner ass zesummegeallt ginn. Si sollen nom Prinzip „more for more“ funktionéieren. Wat méi Reformen a Fortschreitter gemaach ginn, wat et méi Ressourcen an Ënnerstëtzung vun der Europäescher Unioun gëtt. Dës nei europäesch Noperschaftspolitik baséiert sech op dräi M'en: Money, Markets, Mobility.

Wat déi finanziell Hëllef ugeet, esou gouf de Programm „SPRING“ mat 350 Milliounen Euro am September 2011 ugeholl. Dës zousätzlech Fonge si fir d'Partner am Süde geduecht. D'Enveloppe vun Finanzinstrument fir déi südlech an östlech Noperschaft, den „European Neighbourhood Instrument“, misst fir den Zäitraum 2014-2020 a mengen Aen eropgesat ginn.

Et ass awer och probéiert ginn, eng autonom wirtschaftlech Entwécklung a Gank ze kréien, fir dass an Zukunft keng Hëllef méi vu bausse gebraucht gëtt. Den Zougank zum europäesche Maart ass duerfir eng vun den Haaptfuerderunge vun eise Partner aus dem Süden. D'Verhandlungen iwwer déif gräifend a vollstänneg Fräihandelsaccordé mat Marokko, Tunesien, Jordanien lafen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt selbstverständlech des Initiativen.

Am Juni gouf dann decidéiert, iwwer eng Mobilitéitspartnerschaft, also „Mobility“, mat Marokko, Tunesien an Ägypten ze schwätzen. Des Partnerschaften sollen zu Accorden iwwer d'Veinfachung am Beräich Visum a Réadmissioun féieren, mam Zil, gemeinsam eng Léisung fir d'Migratiounsproblemer ze fannen.

Här President, mir bedauern - fir an där Regioun selbstverständlech weiderzefueren - den duebele Veto vu Russland a China a Besuch op Syrien am Conseil de Sécurité. De Conseil de Sécurité muss eng Roll als Garant fir Fridden a Sécherheet kënnen iwwerhuelen, soss verset en. Et ass dat eenzeg Instrument, dat der internationaler Gemeinschaft zur Verfügung steet, wat déi Autoritéit huet. Den UNO-Sonnerbeoptragte Brahimi huet eis voll Ënnerstëtzung, well e richtegerweis an der Kontinuitéit vun de Linne vun Här Kofi Annan agéiert.

Zesumme mat de Frënn vu Syrien, déi sech och um Prozess bedeelegen, hu mer d'Oppositioun opgefuerdert, sech zesummeschléissen an eng gemeinsam Plattform opzeiichten, déi all Syrer representéiert. Do ass elo een éischte Succès errecht ginn des 11. November. No enger Konferenz zu Doha, wéi Der wësst, virun e puer Deeg, ass d'„Syrian National Coalition“ gegrennt ginn. Dës ass een decisiv Moment an der Schafung vun enger inklusiver a representativer Oppositioun fir d'Syrescht Vollek.

Mir hoffen, dass déi amstand wäert sinn, Syrien an d'Richtung vun enger Zukunft vu Fridden a vun Demokratie fir alleguer d'Syrer ze féieren. Gëscht zu Kairo, bei der Réunion ministérielle vun der Europäescher Unioun an der Ligue arabe, war dës deen eenzeg, muss ech soen, positive Punkt an der Debatt iwwer Syrien.

D'EU huet eng Rei vu robuste Sanktiounen vis-à-vis vu Syrien geholl. Dës Moosnamen viséieren de syresche Regime a seng Memberen, net d'Bevölkerung, där hiert Leed mir all Dag gesinn. Eis Lëtzebuergescher humanitär Hëllef an deem Kontext beleef sech op 1,181 Milliounen Euro. Ausserdeem huet Lëtzebuerg medezinesch Material a Jordanien geliwert, dat do an de syresche Flüchtlingslageren agesat gëtt. Ech mengen, et sinn zwou Ambulanzen, Madame Jacobs, déi mer de Jordanier zur Verfügung gestallt hu fir déi Campen.

Mir sinn entsat doriwwer, wat a Syrien geschitt, selbstverständlech. Um Niveau vun der Europäescher Unioun, a besonnesch op Bestriewen vun eise Benelux-Partner, hu mir fir e Schutz vun der medezinescher an der humanitärer Hëllef a Syrien, fir eng Protektioun also fir d'Spideeler an aner Krankerichtung pladéiert. Medezinesch Versuerung muss fir jiddwer Syrer, dee se brauch, zougänglech sinn, egal zu wat fir enger Relioun oder politescher Partei e gehéiert.

Kee weess, wéi laang des schrecklech Épreuve fir d'Syrescht Vollek nach dauere wäert. Déi lescht Woch sinn an engem Dag 11.000 Leit aus Syrien geflücht. D'Türkei, Jordanien, mä och de Libanon an den Irak hunn Zéngtausende Flüchtlingen ze versueren. Dës si virun allem Fraen a Kanner. D'Männer sinn am Krich. Et muss ee sech déi psychesch Konsequenzen hei virstellen. Haass a Brutalitéit falen hei op ganz fruchtbare Buedem.

Wieren d'Sanktiounen, déi d'Europäesch Unioun géint Syrien ausgeschafft huet, um UNO-Niveau geholl ginn, da wier den Drock op de Regime ee ganz aneren. Eleng een allgemenge Waffenembargo vun alle Säiten hätt déi militäresch Aktivitéite kënnen ënnerbannen.

Dese Biergerkrich a Syrien ass net duerch eng militäresch Interventioun ze stoppen. D'EU an hir Memberlänner si sech däreer bewosst. Déi eenzeg Hoffnung ass, een neie Versuch am Sécherheitsrot ze lancéieren, op Basis vun Acquis vun der Réunion vu Genf vom 30. Juni 2012, fir d'Iddi vun enger Transitionregierung nei opzeruffen. Zu Kairo gëscht huet den Envoyé spécial, den Här Brahimi, sech och derfir staarkgemaach.

De Fall vun Iran beschäftegt déi international Gemeinschaft nach ëmmer intensiiv. D'AIEA weist sech kloer besuergt iwwer déi méiglech militäresch Dimensionen vum iranesischen Atomprogramm. Hei schléisse mir eis selbstverständlech eisen Noperen un. Mir ënnerstëtzen de Prozess vun den E3+3-Staten, an deem déi zweespureg Approche - „double track“, wéi et op Englesch heescht - verfollegt gëtt, also Drock op de Regime duerch Sanktiounen engersäits, anerersäits d'Ugebuert,

iwwer politesch an ekonomesch Beziéungen ze verhandelen, wann den Iran géif kooperéieren mat der AIEA.

D'Europäesch Unioun huet eng Rei vun extrem komplexen an effikasse Sanktiounen geholl. Si viséieren de Regime an d'Membere vum Regime. Des Sanktiounen setze dem Regime haut staark zou a si sollte wierlechen Ëmdenken zu Teheran als Resultat hunn.

Mir setze weiderhin op d'Diplomatie. De Fall vum iranesischen Atomprogramm kann nëmmen op eng friddlech, also diplomatesch Manéier geléist ginn. Eng militäresch Interventioun och hei, déi regelméisseg och vu Verschiddenen a Betruecht gezu gëtt, hätt onkalkuléierbar Auswierkungen op déi ganz Regioun. Den Iran huet, et muss een et widderhuelen, wéi all Land d'Recht op zivil nuklear Energieprojeten. Déi eenzeg Bedéngung ass, dass mat der AIEA, also der Agence vu Wien, kooperéiert gëtt.

Am Fong sollte mer an der Europäescher Unioun eis nach méi kloer staarkmaache fir een atomfräien Noen a Mëttleren Osten. Dës wier, mittelfristeg gesinn, déi eenzeg Sécherheet, fir déi nuklear Ofsécherung, fir déi ze stoppen... fir déi nuklear Oprëschtung, pardon, ze stoppen.

Loosst mech hei nach eng Kéier kloer ënnersträchen, dass den Iran als UNO-Memberland all aner Memberlänner ze respektéieren huet, selbstverständlech och Israel. Dat periodesch presidentialt Jäizen an Afrostelle vum Holocaust oder dem Existenzrecht vun Israel ass ouni Aschränkungen ze veruerteelen. Dës schuet dem Fridden an der Stabilitéit an der ganzer Regioun an doduerch och der palästinensescher Cause onmoosseg.

Condamnabel ass och déi systematesch Veruechtung (veuillez lire: Méssuechtung) vun de Mënscherechter duerch den Teheraner Regime. Den Iran ass ee grousst Land mat enger Geschicht, déi der Zivilisatioun immens vill Positives bruecht huet. Mir hoffen, dass dës Land zu diesem Wee och kann zréckfannen.

Ech kann dës Thema net ofschléissen, ouni eng Duerstellung vun der aktueller eeschter Situatioun vum sougenannte Friddensprozess am Mëttleren Osten ofzeginn.

D'mënschlech Wäerter, Här President, Dir Damen an Dir Hären, d'Mënscherechter, d'Dignitéit si Begrëffer, déi net deelbar sinn, déi net fir déi eng ziele mussen a fir déi aner net ziele dierfen. Als EU verlange mer de Respekt vun dese Wäerter an alle Rieden an och an allen Debatten. Ee vun de groussen Schlëssele vum Weltfridden ass d'Léisung vum Konflikt téschent Israel a Palästina.

Opgrond vun der europäescher Geschicht hu mer eis staarkzemaache fir d'Wuel a fir d'Sécherheet vun Stat Israel a vu sengem Vollek. Opgrond vun der europäescher Astellung zu de Mënscherechter hu mer eis staarkzemaache fir d'Wuel an d'Dignitéit vun all Vollek op der Welt, och vum palästinenseschen. D'Léieren aus der Geschicht an eis Astellung zu de Mënscherechter kënnen net kontradiktoriescher Natur sinn. Duerfir sollte mir als Europäer méi konsequent an deser Approche sinn.

D'Siedlungspolitik vun der heiteger israelischer Regierung kann net méi einfach higeheg ginn. Si ass provokant a si ass brusquant. D'Zuel vun de Siedler an Westjordanland wisst méi séier wéi d'palästinensesch Populatioun. D'Gewaltdote vun de Siedler huelen dramatesch zou. Plus 32% dat lescht Joer! Déi Responsabel fir d'Gewalt ginn net poursuivéiert a gestrooft. Et ass géint all international Recht, och géint d'Osloer Verträge selbstverständlech, Bauland ze accaparéieren, dat engem net gehéiert, ob am nationalen oder am internationale Recht.

Sollt des Politik nach eng Zäit weidergoen, ass reng physisch keng Zwou-State-Léisung, déi all Mënsch op der Welt wëllt, méi méiglech. Dës ass a bleift eng Politik vun deser israelischer Regierung, déi all Hoffnung op Verhandlung praktesch am Keim erstéckt. Soulaang et awer kee Stat mat feste Grenzen, d'Grenze vu '67, gëtt a kee fräit, souveränt Land fir d'palästinensesch Vollek, soulaang wäert Israel net a Sécherheet lieue kënnen. Ee palästinensesche Stat ass kee Geschenk fir Palästina, et ass den Eckstee fir de Fridden am Noen Osten a fir d'Sécherheet vun Israel!

Nach an diesem Mount gëtt mat zimlecher Sécherheet an der UNO-Vollversammlung zu New York iwwer eng Resolutioun ofgestëmmt, déi de Palästinenser de Statut vun engem „Observer State“, esou wéi de Vatikan en de Moment huet, kann zougestoen. D'EU ass hei gefuerdert.

Wa mer erëm mat engem Drëttel Neen, engem Drëttel Abstentioun an engem Drëttel Jo stëmmen, ass eis Plaz an der Aussepolitik um Globus héchstens an der drëtter Divisioun. Duerfir maachen ech mech och staark, dass mer am Gläichklang mat eise Wäerter stëmmen. Also eist Recht vun de Palästinenser... also fir d'Recht





vun de Palästinenser, zumindest symbolesch een Upgrade vun hirem Status op der UNO ze kréien. Nee-Stëmme verhéieren an d'Abstentione begrenze géif eis gutt zu Gesiicht stoen als Europäesch Unioun. Lëtzebuerg stëmmt fir de palästinensesche Beobachterstatus op der UNO.

Mir konzentréieren eis weiderhin an der EU op déi konkret Liewensbedéngunge vun de Palästinenser sur place. Mir veruerteelen déi onzouläseg Praktik vun der Verwaltungshaft an der Inhaftéierung vu Mannerjäregegen duerch déi israelesch Polizei am Westjordanland. D'ekonomesch Aktivitéite vun de Palästinenser ginn duerch déi israelesch Besatzung behënnert, virun allem an deenen Zonen, déi weiderhin ënner ziviler a militärescher Kontroll vun den Israelie stinn.

Trotz den Efforté vun enger Rei vun Donateur, dorënner och Lëtzebuerg, ass d'Finanzlag vun der Palästinensescher Autoritéit extrem prekär. Et muss een d'Transferte vun de Steuerrecetté vun den israelischen Autoritéiten un déi palästinensesch Autoritéiten esou regelen, wéi déi aktuell Accorden dat och virgesinn.

Gläichzäitig veruerteelen mer, ouni Excuse unzuehuelen, och d'Rakéitenattacke vu Gaza aus op Israel a betounen, dass de Fridden net ka garantéiert gi mat esou Akten.

Den afrikanesche Kontinent, Här President, ass ee Kontinent vun der Zukunft mat engem grouse Potenzial, wou demokratesch Prinzipie sech lues a lues festegen, och wann déi politesch Onstabilitéit ëmmer erëm nach eng Realitéit ass. D'Demokratie kënn awer um Fleck. Si entwéckelt sech am subsahareschen Afrika, dat hunn eis d'Regierungswisselen am Senegal an a Sambia an déi rezent Changementer och an der Feierungsspëtzt vu Malawi, vu Ghana a vun Äthiopien gewisen. Déi rezent Entwécklungen um Horn vun Afrika, virun allem a Somalia an am Sudan, sinn och als éischter positiv ze bewäerten a loossen dach op eng méi onbeständeg, eng besser Zukunft hoffen.

Natierlech muss een d'Aen ophalen. Aner Beispiller wéi de Mali, wéi d'Demokratesch Republik Kongo, wéi Guinea-Bissau erënneren eis drun, dass d'Situatioun onbestänneg ass an d'Demokratie nach laang net verankert ass an deene Regioune.

Mir hunn eis traditionell Bezéiunge mat dëser Regioun an de leschte Jore kontinuéierlech verstärkt an och diversifizéiert. Mir wëssen, dass déi international Gemeinschaft vis-à-vis vu Krisensituatiounen a fragile Situatiounen net gläichgültig ka bleiwen. An duerfir wëlle mer eis Präsenz am UNO-Weltsécherheetsrot - deen dacks mat Theme befaasst gëtt, déi dës Regioun betreffen, Dir wësst dat - notzen an e Stéckchen dozou bäidroen, dass d'Kris geléist an de Fridde konsolidéiert gëtt. An dobäi stelle mer d'Veerdeedung vun der Demokratie selbstverständlech, der Rechtsstaatlechkeet an de Mënscherechter an de Mëttelpunkt.

Wat d'Horn vun Afrika betrëfft, muss een zwar weiderhin um Qui-vive sinn. Et dierf ee sech awer trotzdem iwwert d'Veerbesserung vun der Situatioun a Somalia freeën. Nei staatlech Institutiounen entstinn. Somalia huet d'Méiglechkeet, déi sech gebueden huet, ergraff an och genotzt. D'Hëllef vun der internationaler Gemeinschaft ass entscheidend fir d'Stabiliséierung vu Somalia, a Lëtzebuerg dréit op verschidde Manéieren dozou bäi, op politeschem

Plang an och um Plang vun der Sécherheet an der humanitärer Hëllef.

Ech hu perséinlech un zwou internationale Konferenzen iwwer Somalia, eng Kéier zu London an eng aner Kéier zu Istanbul, deelgeholl. A mir hunn dem Fonds vun de Vereenten Natiounen als Ennerstëtzung fir d'Iwwerwaachungssécherheetsinstitutiounen (veuillez lire: Iwwergangssécherheetsinstitutiounen) 750.000 Euro zur Verfügung gestallt.

Am Beräich vun der Sécherheet huet sech Lëtzebuerg am EU-Ausbildungsprogramm fir somalesch Sécherheetskräften engagéiert. Besonnesch apprécieiert gëtt och eise Bäitrag am Kampf géint d'Piraterie am Indeschen Ozean. Am Kader vun der europäescher Marinemission stelle mir zwee Iwwerwaachungsflieger - Dir wësst et - zur Verfügung. Wat d'humanitär Hëllef ugeet, sou gëtt d'Entwécklungszusammenaarbecht duerch e substanzuelle Bäitrag geleescht. Et ass wichteg, dass mir eis weiderhi fir Somalia engagieren, fir de Wee aus der Kris ze fannen.

Nieft den dach positiven Entwécklungen aus dëser Regioun vun Afrika muss een awer leider och manner erfreuech Entwécklungen am Sahel feststellen. De Sahel gesäit sech villen a reelle Geforen ausgesetzt. Mat der Kris a Libyen goufe se nach verstärkt a mat der Kris am Mali nom Militärputsch vum 22. März sinn dës zur Realitéit fir d'Land ginn.

Et ass eng Kris, déi eis wierklech beréiert. Engersäits well de Mali Partnerland ass vun eiser Kooperatioun, Lëtzebuerg um Häerz läit, a mir zënter Joren an enger Relatioun mat deem Land och stinn. Op där anerer Säit huet d'Situatioun am Mali Gefore fir déi ganz Sahelregioun mat sech bruecht. Besonnesch fir d'Nopeschlänner Niger, Burkina Faso, mat deene mir jo och speziell a spezifesch Relatiounen ënnerhalen.

D'Destabiliséierung um Sahel an de Fait, dass terroristesch Gruppierungen ëmmer méi staark ginn, si weider Risqué fir de Fridden a fir d'international Sécherheet. Et muss een den Iwwergangsprozess am Mali ënnerstëtzen. D'Asetze vun enger Regierung vun der nationaler Eenheet ass e wichtige Schrëtt an déi richteg Richtung.

Eng nächst wichteg Etapp ass déi vun engem gläwderge Fahrplan. Et ass wichteg, dass d'Länner aus dëser Regioun, déi ënnerstëtzt gi vun der CEDEAO, der Afrikanescher Unioun, de Vereenten Natiounen a besonnesch dem Sécherheetsrot wéi och der Europäescher Unioun, weiderhin Efforté maachen, fir kohärent Äntwerten ze liwweren.

Ech begréissen an deem Kontext, dass den UNO-Sécherheetsrot d'Resolutioun 2071 ugeholl huet, déi hoffentlech eng wichteg Etapp an der Léisung vun der Kris markéiert. D'Europäesch Unioun ass bereet, fir am Mali déi operationell Effizienz vun de Forces armées ze verbesseren. Mir hunn am Prinzip dat schonn decidéiert a wäerten de Méindeg zu Bréissel an den Detail goen. D'Formatioun vun der Arméi ass jo eise Haaptzilsatzung. D'Unitéit vun Mali muss nees hiergestallt ginn, mä entscheidend ass, dass déi Barbarei, déi am Norde vun Land Fouss gefaasst huet, séier gestoppt gëtt.

D'Populatioun, déi net fortkennt aus dem Norden, ass permanenter Gewalt a grausamer Gewalt ausgesetzt. Dëst kann net daueren an et

ass wierklech nëmme richtig, dass de Sécherheetsrot hei seng Verantwortung schliesslech dach iwwerholl huet.

Loosst mech op dëser Plaz och drop hiweisen, dass Lëtzebuerg un der EU-Mission deelhält, déi den Niger soll derbäi ënnerstëtzen, d'Capacitéite vun de Sécherheetskräften auszubauen. D'Mission ass prett, fir hir Aarbecht opzehuelen. D'Viraarbechte sinn esou gutt wéi ofgeschloss.

Ee Wuert zur Demokratescher Republik Kongo. Ech war viru Kuerzem beim Sommet vun der Francophonie zu Kinshasa. D'Verschlechterung am humanitären an am Sécherheetsberäich am Oste vun der République démocratique vum Kongo war eent vun den Haaptthemen op där Sitzung. D'Situatioun suergt fir grouss Beonrouegung. Nëmmen eng politesch Léisung, déi op dem Dialog tëschent der RDC an dem Ruanda grënnt, ass laangfristeg viabel. Ech si sécher, dass dëst Thema eent vun den Haaptthemen ass, wa Lëtzebuerg am Weltsécherheetsrot och sëtzt. Mir wäerten eist Bescht ginn, fir derzou bäizetroen, dass déi Situatioun verbessert gëtt.

Erlaabt mer, déi rezent Nominéierung och vun engem Lëtzeburger, dem Colonel Jean-Louis Nurenberg, un d'Spëtzt vun der Berodungs- an Ennerstëtzungsmioun vun der Europäescher Unioun zugonschte vun der Reform vum Sécherheetsrot ze ernimmen, eng Mission, déi den 8. Juni 2005, ënner eiser Présidence deemools vun der Europäescher Unioun, lancéiert gouf.

Här President, eis transatlantesch Bezéiunge sinn een zentrale Bestanddeel vun eise Bezéiunge mat eise strategesche Partner. Mat den USA verbannen eis net nëmme geschichtlech Lienen, mä och a virun allem gemeinsam Wäerter a Visiounen, déi mir Europäer zesumme mat dem amerikanesche Vollek, zumools an dësen Zäiten, verdeedege mussen.

An deem Kontext freeë mir eis - ech soen dat riicht eraus -, dass de President Obama virun e puer Deeg erëmgewielt ginn ass, an hoffen, dass hien a sengem zweete Mandat méi Spillraum op verschidde Gebidder huet, nottamment a Saache vum Noost-Friddensprozess souwéi och der Netproliferatioun vu Massevernichtungswaffen. Lëtzebuerg setzt sech weider a fir eng enk Zesummenaarbecht mat dësem transatlantesche Partner, deem wichtigstem.

An ech wéilt duerfir un dëser Plaz der amerikanescher Ausseministesche, déi jo net méi untrëtt, der Madame Hillary Clinton, ee grouse Merci soe fir dat dach gutt Versteesdemech, dat mer haten, an och fir hir positiv Astellung zu der Europäescher Unioun, wat net evident ass.

En anere strategesche Partner, deen an de leschte Joren ëmmer méi u Wichtigkeet gewonnen huet, ass selbstverständlech China. Ganz besonnesch freeë mer eis de 16. November op de 40. Anniversaire vun dësem diplomatesche Bezéiunge mat deem grouse Land. Dat ass also elo geschwënn. Dësen Anniversaire illustriert d'Stabilitéit vun eise Bezéiungen an awer och d'Stäerkt um géigesäitge Vertrauen tëschent eis an dem chineesesche Vollek. D'wirtschaftlech, d'politesch an d'militäresch Bedeitung vun dësem Acteur wäert och an den nächste Joren eis voll Opmerkensamkeet verlaangen, a mir engagieren eis, dës Bezéiungen nach weider ze verdéiwen.

E weidere strategesche Partner ass natierlech Russland. Eis wirtschaftlech Bezéiunge konnten an de leschte Joren eng ganz Rei vu wichtige Fortschreiter verzeichnen an entwéckele sech ganz positiv. Um politesche Plang fleege mer ganz gutt Bezéiungen. Mir hu regelméissig Kontakter um héchsten Niveau mat eise russesche Partner, a fir uganks 2013 si mer amgaangen, eng Statsvisite zu Moskau ze planen.

No der Bonner Konferenz, Här President, an dem NATO-Sommet zu Chicago befënn sech déi international Gemeinschaft elo an engem Prozess, deen derzou soll féieren, dass d'Afghane bis 2014 hir Responsabilitéiten am Beräich vun der Sécherheet kënnen selwer an eleng iwwerhuelen. Et ass en immens laange Wee voller Erausforderungen, mä déi international Gemeinschaft ass do, fir d'Regierung an dat afghanesch Vollek an eng besser Zukunft zu begleeden. Mir beméien eis drëm, zesumme mat den Afghanen an der internationaler Gemeinschaft d'Stabilitéit vum Land hierzustellen an ze erhalen, och mam Zil, eng laangfristeg Partnerschaft mat den Afghanen an alle Beräicher opzebauen.

D'Entwécklungen, Här President, a Myanmar zënter de Wahlen am November 2010 hunn eis all iwwerrascht. Vun Ufank un hu mer op nationalem an europäeschem Plang d'Land encouragéiert, mat de Reforme weiderzemaachen, a mir hoffen, dass dat, wat erreecht gouf, och net méi réckgängig ka gemaach ginn.

Als Zeeche vun der Unerkennung fir dat, wat geleescht gouf, wor ech a Myanmar, fir eng nächst Etapp vun eise Relatiounen anzuleeden. Enn Juli 2012 hu Lëtzebuerg a Myanmar offiziell diplomatesch Bezéiungen opgeholl. Myanmar steet haut nach viru villen, ganz villen Erausforderungen - d'Aktualitéit weist eis dat -, ënner anerem, wat d'Relatiounen mat den ethnischen Minoritéite betrëfft. Mir fannen trotzdem, dass dat e Land ass op engem neie Wee, deen et grad ageschloen huet an dee mer wäerte voll ënnerstëtzen.

Här President, Lëtzebuerg ass a verschidde NATO-Operatiounen involvéiert an ass der fester Iwwerzeugung, dass déi kollektiv Sécherheet vun den Alliierten an déi vun der internationaler Gemeinschaft muss och an Zukunft garantéiert ginn. Mir ënnerstëtze weiderhin d'Initiativen, deenen hiert Zil d'Ofrüstung an d'Rüstungsbegrenzung ass. D'Motivatioun hanner eise dynameschen Engagement ass d'Striewen no enger méi sécherer Welt mat manner Waffen.

Lëtzebuerg léisst sech net duerch Blockaden decouragéieren, wéi et se um Niveau vun der Ofrüstungskonferenz - wéi mer dat wëssen - oder dem Ofkommen iwwer ee Verbuert vun nuklearen Tester gëtt. Mir wäerten eis weider derfir asetzen, dass dës Schlüsselementer vun den nuklearen Ofrüstungs- an Netverbreedungssystemer kënnen a Kraaft trieden.

Et mussen nach vill Widderstänn iwwerwonnen ginn, mä trotzdem wäert Lëtzebuerg, wéi och vill aner, säin Usproch op eng Welt ouni Atomwaffen, en Usproch, deen et mat der Chamber a mat der Bevölkerung deelt, net opginn. Et muss verhénnert ginn, dass de Waffenhandel an instabile Regioune ëmmer méi zouhëlt. Zënter der Chute zum Beispill vum Gaddafi a sengem Regime stréime Waffen onkontrolléiert an d'Sahelregioun, mat der Konsequenz am Mali, déi mer kennen.

Dir wësst, dass vum 2. bis de 27. Juli 2012 193 UNO-Memberlänner zu New York iwwer e Vertrag iwwert de Waffenhandel, den ATT, verhandelt hunn. Domat wier fir d'éischte Kéier den Handel mat konventionelle Waffe reglementéiert ginn. Wéi Der wësst, sinn dës Verhandlungen awer leider gescheitert. Trotzdem ass et fir Lëtzebuerg wichteg, dass en neien Ulaf geholl gëtt am Joer 2013 an dass de Vertrag ugeholl gëtt.

Ech weess och d'Sensibilitéit vun der Chamber do ze apprécieieren. Mir mengen, dass gemeinsam Prinzipien a Regeln an dësem Beräich sech hautdesdags opdrängen, fir d'Sécherheet vun alle Staten an hirer Bevölkerung ze garantéieren. D'Zil ass et jo, een universell Instrument ze schafen, dat juristesche Contrainten an déi héchstméiglech gemeinsam Normen, wat Export an Import an Transfert vu konventionelle Waffe betrëfft, operleert.

An eise Engagement géint d'Stréimunioun a Landminen ännert sech natierlech och näischt. Mir hunn an dësem Beräich een exemplaresch nationaalt Gesetz ugeholl a finanzéiere konsequent d'Projeten, fir Minnen ze raumen an deenen am schlémmste betroffene Regioune.

Lëtzebuerg schafft och weider un der Ëmsetzung an um nationale Recht vun de Bestëmmungen, déi sech op d'Konventioun iwwert de Verbuert vu chemesche Waffe bezéien, fir konform mat all dëse Bestëmmungen vun der Konventioun ze sinn.

Här President, wéi Der gesitt, sti mer viru ganz, ganz villen Erausforderungen, awer och verschidde grouse Méiglechkeeten. D'Aussepolitik an hirem Exekutivprozess, géif ech soen, ass jo primär d'Veantwortung vun der Regierung. Ech kéint mer allerdéngs net virstellen, dass een Ausseminister ouni den Appui vun dëser Chamber operéiere kéint.

Duerfir mäi Merci fir d'Éischt un de President vun der aussepolitescher Kommissioun, den Här Ben Fayot, an un lech all selbstverständlech, dass Der een A op mech riicht, wat selbstverständlech kritesch ass, mä heiansdo och vläicht zur Zoustëmmung tendéiert. Mir wäerten eis net langweilen an deem Joer, wat kënn. Merci villmoos.

► **M. le Président.** - Merci. Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Ausseminister. Net méi spët wéi muer de Mëtteg féiert d'Chamber d'Debatt iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik.

Domadder si mer dann och um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Mëtteg ukomm. D'Chamber kënn muer um néng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.32 heures)



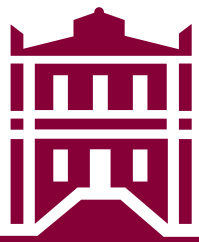
## Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**  
mat de Rubriken

- *Actualité*
- *Organisation et fonctionnement*
- *Travail à la Chambre*
- *La Chambre et l'UE*
- *La Chambre et vous*





## Sommaire

- Débat d'orientation sur la stratégie concernant l'aviation au Luxembourg
  - M. Jacques-Yves Henckes, M. Robert Weber
  - Exposé: M. Lucien Lux (dépôt d'une motion) (M. Gast Gibéryen pose une question)
  - Débat: M. Marc Spautz (MM. François Bausch et Eugène Berger interviennent), M. Fernand Etgen (MM. les Ministres Etienne Schneider et Claude Wiseler interviennent), M. François Bausch (dépôt d'une motion), M. Marc Spautz, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany
  - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. Fernand Etgen pose une question), M. Lucien Lux (demande concernant l'ordre du jour), M. Claude Wiseler
- Question élargie n°29 de M. François Bausch relative aux vols de nuit à l'aéroport du Findel
  - M. François Bausch - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- Débat d'orientation sur la stratégie concernant l'aviation au Luxembourg (suite)
  - M. Luc Frieden, Ministre des Finances (MM. Serge Urbany et Camille Gira interviennent)
  - M. Serge Urbany (parole après ministre)
  - Motion 1: M. Fernand Etgen, M. Gast Gibéryen, M. François Bausch, M. Serge Urbany, M. Lucien Lux
  - Vote sur la motion 1 (adoptée)
  - Motion 2: M. Lucien Lux, M. François Bausch, M. Serge Urbany, M. Lucien Lux, M. François Bausch (renvoi de la motion en commission)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Luc Frieden, Claude Wiseler et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Neen, Här President.

► **M. le Président.** - Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da ginn ech direkt dem Här Henckes d'Wuert fir eng perséinlech Interventioun.

### 1. Débat d'orientation sur la stratégie concernant l'aviation au Luxembourg

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Ech wollt soen, dass ech natierlech als Member vun der Chamber hei un dëser Debatt wäert assistéieren, mä well ech awer och Affekot si vun enger vun deene Parteien, déi hei an dem Deal vu Cargolux implizéiert woren a sinn, féiert dat natierlech derzou, dass ech net wëll weder un den Debatte participéieren nach un de Voten.

► **M. le Président.** - Ech ginn lech Akt vun Ärer Deklaratioun, Här Henckes. Den Här Robert Weber kritt d'Wuert.

► **M. Robert Weber (CSV).** - Här President, ech wollt Akt ginn, dass ech als fréieren Administrateur vun der SNCI un deenen Debatten hei net deelhuelen, och u kengem Vote deelhuelen an de Sall verloossen.

► **M. le Président.** - Ech ginn dann och dem Här Weber Akt vu senger Deklaratioun.

Soss kee méi, deen nach eng Deklaratioun ze maachen huet?

Wann dat net de Fall ass, kéime mer dann un den Ordre du jour vun haut de Moien, nämlech eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Aviatioun zu Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Etgen, Bausch, Gibéryen an Urbany.

Als Éischten héiere mer den Här Lucien Lux als Vertrieeder vun der LSAP, déi dës Debatt ugefrot huet. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

#### Exposé

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass et noutwendeg, de Moie bei der Geleechenheet vun dëser Debatt op d'Bedeutung vum Flughafen a vun eisen zwou nationale Fluchgesellschaften anzugeen?

Ech mengen: Jo, well et spillt sech do um Findel e bëssen, wann een esou ka soen, d'Plaz vu Lëtzebuerg op der Landkaart of. Do ass de Levier fir an d'Welt op engem sozialen, op engem gesellschaftlechen, virun allem och op engem ekonomesche Plang.

Et ass haut eng Plattform fir Dausende vun Aarbechtsplazen an alle Beräicher. Et ass d'Pièce maitresse vun eise Wirtschstandsduert. An et ass - looss een et einfach soen - eng Lëtzebuerger, eng national Success Story säit Joren, jo säit Jorzéngten, mam Know-how, mam Professionalismus, mam Asaz, mat der Motivatioun vun Zegdausende vu Mataarbechter a Mataarbechterinnen an Dirigenten, déi et - an ech wëll dat direkt vun Ufank un am Numm vun eiser Fraktioun soen - net verdéngen, esou dohigestallt ze ginn, wéi dat säit Wochen a Méint geschitt.

Et sinn och Nuisancen - Kaméidi zum Beispill -, déi ugepaakt musse ginn, an dat an engem gesonde Verhältnis tëschent Wirtschaftlechkeet an der Liewensqualitéit vun de Leit, déi do beträff sinn. An, fir e Wuert ze gebrauchen, wat an deene leschten zwee, dräi Joer modern ginn ass: Ass alles dat, wat sech do ofspillt, „systemesch“, dat heescht strategesch, dat heescht an engem Wuert: am nationalen Interesse?

Ass et noutwendeg, och de Moien ze versichen ze verstoen, wat eis déi circa dausend Mataarbechter vun deenen zwou Fluchgesellschaften virgëschter hei virun der Dier soe wollten?

Ech mengen: Jo, et ass noutwendeg. Well ech mengen, si wollt ganz einfach soen: „Et geet elo duer! Méintelaang Miesmacherei, Demotivatioun, Mësstrauen, Zermürbung hunn elo laang genuch gedauert!“ An déi goufen och an eisen Ae laang genuch gedult, an déi rabiät Kennegung vun de Kollektivverträg an deenen zwou Gesellschaften war niewent dem soziale Kollektivvertragleche Faktum virun allem och e Symbol fir alles dat doten.

Dësen Débat haut, esou wéi mer e verstinn, soll un éischter Stell - wéi géifen déi Däitsch soen? - en „Weckruf“ sinn, en Oprelsen. Wéi wëlle mer - an dat ass eng Fro, déi ech stellen och un d'Regierung -, wéi wëlle mer, wéi wëllt d'Regierung muer an iwwermuer aner Betriber zu engem Sozialmodell verfluchten, wann do, wou se mat d'Soen huet, dat zougelooss gëtt, wat an deene leschte Woche geschitt ass?

Ech wëll de Moien hei keng iergendwéi gelagert Ressentimente schüre géint de Katar, ob-schonn d'Tatsachen, dass et an deem Land keng Mënscherechter gëtt, keng Gewerkschaften, keng Pressefräiheet, keen Aarbechtsrecht, keng Rechter am Betrib - de Prinzip „Här ass Här a Max ass Max“ -, och Fakte sinn. Mä ob an der Cargolux als neien Aktionär de Katar oder Chinesen oder Russe komm wären, et stellt sech d'Fro, ob et da besser gewiescht wär. Jiddefalls, dat steet op engem anere Blatt.

Et geet hei ëm d'Verantwortung, déi d'öffentlech Hand an deenen zwou nationale Gesellschaften huet. Et geet ëm d'Roll vun öffentliche Aktionären an hirer politescher Tutelle. Dat ass d'Aufgab vun der Chamber, dat ze hanterfroen an dat och ze kontrolléieren.

Ech mengen net, dass et de Moien d'Aufgab ass, an dat soen ech och deenen zwee Ministere, déi hei sinn, fir am Detail op all déi strategesch Froen, déi sech stellen, anzugeen. Mir wëssen, dass bei der Cargolux déi Diskussiounen amgaange sinn opgrond vun den Aarbechte vun der Etüd vum Büro Oliver Wyman. Mir wëssen, dass dat bei der Luxair amgaangen ass ze geschéie vun dem Büro Roland Berger bis Ufank d'nächst Joer.

Et ass also net d'Fro, haut déi strategesch Froen alleguerten hei ze entscheeden. Et geet eis awer virun allem ëm en État d'esprit, dee vun haut un, hoffe mer, an all deenen Décisiounen do muss gëllen.

Ech wëll e puer einfach Bemierkunge maachen. Eng erfollegräich Flughafepolitik vu Lëtzebuerg ass enk verbonne mat der erfollegräicher Entwécklung an dem Gedeie vun der Luxair - zwee Drëttel vun de Passagéier douewen um Findel - an der Cargolux - 75% vum Frachtopkommen um Findel.

Dat kléngt anodin, dat kléngt scho bal banal. Ass et awer net! Mir hunn, dat wësse mer, an deenen zwee Beräicher méi Acteuren um Findel, awer, an dat wëll ech ganz kloer soen, nëmme zwee, déi et erlaben, eng national Strategie ze fueren, an déi allen zwee intiment matenee liiert sinn.

Ech wëll dozou zwee Beispiller ginn. Ech héieren a liesen an dese Wochen Aussoe wéi déi: „Bei der Luxair brauche mer eng Roskur.“ Ech héieren Aussoen an der Fro géigeniwwer der Konkurrenz zum Beispill vu Low-Cost-Gesellschaften: „Jo, d'Luxair muss elo kucken, dass se do eens gëtt.“

Ech soen, et kann een de fragilen Équiliber tëschent politeschen, ech géif bal soen nationale Desiderata engersäits an enger renger Rentabilitéitslogik bei der Luxair kapottmaachen. Dat heescht dann awer och, an dat muss ee wëssen, dass d'Luxair muer iwwert d'Halschent vun de Linnen am Airline-Beräich zoumécht, well se net rentabel sinn. Mä dat heescht awer och, dass muer eng hallef Dosen, eng Dose Low-Cost-Gesellschaften au gré vun hire Profitte just nach op dräi, véier oder fënnef Linne fueren, de Filetsstécker, do wou Geld ka gemaach ginn, an all de Rescht gëtt fir Lëtzebuerg eng Wüst.

Wëlle mer dat? Wëllt d'Regierung dat? Ass dat déi Strategie, déi mer wëlle goen?

Déi Defiziter, déi d'Luxair haut flitt, si säit Joren iwwregens gewosst an - ech soen et och ganz kloer - och gewollt. Dat heescht net, dass déi Gesellschaft sech ëmmer erëm muss nei opstellen, dass se eng Masse critique muss behale vun zéng bis zwielef Fligere bei den Airlines. Dat heescht, dass se um Niveau vun der Präispolitik Efforté mécht. A wann ech gesinn, dass haut scho vun allen Ticketen, déi verkaf ginn, ronn 35% där sougenannten „Primo-Ticketen“ ënner 190, 180 Euro sinn, weist dat, dass do Efforten an deene leschte Jore gemaach ginn.

Dat heescht och, um Coût schaffen - net eleng op de Personalkäschten, mä och op deenen - an der Diskussioun mat de Gewerkschaften; Personalkäschten, déi ronn 38%, 40% bei der Luxair, awer nëmme - an dat wëll ech och soen - 13% oder 14% bei der Cargolux ausmaachen.

Dat heescht och - an deenen zwou Gesellschaften - eng aggressiv kommerziell Strategie goen. Dat heescht och, Risiken heiansdo huelen an den Investor. Dat heescht Synergie maachen an esou weider.

Ech wëll en zweet Beispill soen: Wann ee weess, wat ech um Ufank scho gesot hunn, dass de Client Cargolux am Cargo Center vun der Luxair 75% vun der gesamter Fracht ausmécht, ass et - wéi soll ech et fei soen? - eng ongeheerlech Irresponsabilitéit, wann de President vum Verwaltungsrot vun der Cargolux op der Table ronde, déi viru Kuerzem stattfonnt huet, en zweeten „handling agent“ fir d'Cargolux verlaangt.

Do froe mir eis: A wat fir engem Numm, mat wat fir enger Duldung? A firwat net op d'Plaz gesat? Ass et naiv Onkenntnis vun der Responsabilitéit, déi domat verbonnen ass, oder gëtt et en „hidden agenda“, iwwert deen ee muss schwätzen? Wat sinn also d'Virstellungen? Wéi soll dat Zesummespill Flughafen an zwou

national Gesellschaften ausgesinn, och an engem oppenen, an engem fräie Marché? An dobäi net ze verkennen, dass och an anere Länner national Strategie gefuer ginn, deels mat staarke staatleche Subventiounen, fir Maartundeeler auszubauen.

No der Strategie „Building an new airline“ waarde mer, wéi ech gesot hunn, bei der Luxair op de Strategiepabeier Roland Berger, fir dann eng Strategie ze entwéckelen, déi virun allem - an dat ass d'Fro vum État d'esprit - mat engem Bekenntnis soll ufänken zu der Gesellschaft, zu de Mataarbechterinnen a Mataarbechter an der Gesellschaft, zum Know-how. Ech mengen, domadder misst déi Strategie ufänken.

Alleguerten, all d'Airlines, am Cargo-Beräich wéi am Passagéierberäich, leiden an der Kris. D'Beispiller vu Failliten an deem Beräich, vun dramatesche finanzielle Verloschter a Personalofbau an dausenderleee Mooss gëtt et weltwäit, ech weess net wéi vill. D'Luxair an d'Cargolux - och dat muss een dann emol eng Kéier soen, fir och emol dat Positiiv an de Méttelpunkt ze réckelen - maachen dobäi nach laang net déi schlechteste Figur, ganz am Géigendeel!

Zur Cargolux: D'Cargolux leit, wéi all déi aner am Fluchgeschäft, ënnert der Kris, ënner Fioul-Präisser, ënnert der Konkurrenz aus Middle East an aus Asien duerch nei All-Cargo-Gesellschaften oder duerch Belly-Capacitéiten. Do muss een dergéinthalen, och Verännerunge virhuelen, awer dat maachen op eng, wéi soll ech soen, souverän a serein Atmosphär. Do brauch ee Vertrauen no bannen a Vertrauen no bausen. Do brauch ee vill Fangerspëtzegefäll, do brauch ee Stabilitéit an Dialog, do brauch een a gefleegt muss ginn d'Selbstwärtgefäll an de Respekt virun deem, wat och an deene leschte Jore geleescht ginn ass.

Mir hunn an der Cargolux genau de Géigendeel gemaach an dat ass esou komm - ech wëll keen detailléierten Historique maachen, viles ass bekannt -, mä ech wëll e puer markant Momenter retracéieren: Am Februar 2011 ass den Deal zur Iwwernahm vun de 35% vu Qatar Airways vum Finanzminister zu Doha getätigt ginn. Dass dës Iwwernahm laanscht, et kann ee souguer soe géint de Verwaltungsrot vun der Cargolux gelaf ass, ass och nach ëmmer no-dreiglech ze bedauern!

D'Cargolux hat selwer als Gesellschaft 2010 mat dem Katar, mat Qatar Airways verhandelt, an dës Verhandlung si virun allem um Präis gescheitert a waren ofgeschloss. D'Cargolux huet sech duerno, d'Gesellschaft, eng Method ginn an en Timing ginn, fir méi potenziell Partner ze analyséieren, an dës Aarbecht, déi amgaang war gemaach ze ginn an déi am Mee deemools 2011 am Verwaltungsrot sollt en éischten Ofschluss fannen, ass abrapt benannt ginn duerch den Deal vum Februar 2011, deen de Finanzminister zu Doha getätigt huet. Dass sech dobäi, fir et fei auszudrücken, muncher widdert de Kapp gestouss gefüllt hunn, läit jo wuel kloer um Dësch.

Iwwregens, d'Evaluatioun, dat nëmme als Fakt, d'Evaluatioun vum Wäert vun deene 35% louch 2010, opgrond vun enger objektiver Evaluatioun, déi d'Cargolux gemaach huet, bei 134 Milliounen. De Katar wollt der 100, an de Finanzminister huet bal genau an der Métt, bei 117 an eng hallef Milliounen, ofgeschloss. Dass dat e Präis war, deen net jiddwerengem gefall huet, hunn d'Reaktiounen herno ënner anerem vun der BIP an der Fro vun der Iwwernahm gewisen. An dat huet jo dann zu engem gewonnen Deal gefouert, konstrukt gefouert, dee beim Verkaf entstanen ass.

Och wann no der Réunioun vu gëschter an deenen dräi Kommissiounen, och wann no där Sëtzung eis Fraktioun kaum eppes Illegales do gesäit, fir net ze soen iwwerhaupt näischt Illegales gesäit, weist dat awer, dass eng Rei vu Froen opgeworf gi sinn, déi, mengen ech, och haut - an ech mengen, mir hu jo Zäit an deenen nächsten Deeg - nach net all beäntwert sinn.

Zu der Iwwernahm vun deene 35% gëtt et eng Rei vu Froen, déi ee sech ka stellen. Gouf et - an déi Fro ass jo och gëschter gestallt ginn - aner interessant Ubidder a si se ausräichend genuch analyséiert ginn, ass ausräichend genuch gekuckt ginn, ob do eng Rei vu Virdeeler waren, op déi een hätt kënnen agoen? War et clever - eng Fro, déi ech scho méi oft gestallt hunn -, fir dem Katar eng Spärminoritéit zuzegi mat relativ - an d'Spärminoritéit, nach dorivwer eraus och den Agreement selwer -, mat wäitgehende Veto-Rechter, kenge Garantië bei de Synergien a bei der kommerzieller Kooperatioun?





War et net - a mengen Aen, an ech widerhuelen dat, wat ech virun e puer Woche gesot hunn -, war et net deen éischte gravéierende Feeler, deen och virun allem am psychologische Beräich tëschent Partner geschitt ass, dem Wunsch vum Katar nozeginn an den deemo-lege President vun der Cargolux, Marc Hoffmann, ze afferen an en duerch e méi Katar-ge-fällege Mann ze ersetzen? A wéi ass et mat dem Interessekonflikt vun deem neie President vun der Cargolux, wou mer och säit gëschter net definitiv sécher sinn, dass et deen net gëtt?

Iwwregens - fir dat bal an enger Klammer ze soen -, déi Behauptung gëschter oder déi Informatioun, dass den Här Albert Wildgen un de Verhandlungen am Februar 2011 am Katar niewent dem Finanzminister an dem Grand-Duc Héritier un deene Verhandlungen deelgeholl huet a senger Qualitéit als President vun der Administration des Biens vum Grand-Duc, ass jo awer eng extravagant Geschichte! Wat fir eng Interesse stoungen dann do um Spill fir d'Administration des Biens vum Grand-Duc? Wat fir eng Verbindungen huet dat mat der Cargolux? A wéi ass et méiglech, dass een, wéi mer gëschter héieren hunn, deen do nach en onbekannte war fir de Katar, dräi Méint drop proposéiert ginn ass, fir President vun der Cargolux ze ginn?

Den zweeten Akt: Kaum am Betrib installéiert, ass fir den neien Aktionär eng Strategie ugaangen, déi ee ka nennen déi intern an déi extern Schwächung vun dem Betrib no baussen an no bannen, nom Motto: „Elo weise mer emol, wéi dat geet, elo kënnst emol eis Kultur zum Zuch“. An dat huet gegipfelt - an ech muss soen, ech hunn dat haut nach an Erinnerung a mengen Oueren - am Interview vum President vum Verwaltungsrot, deen op d'Fro hin: „Wat ass dann ënner anerem de Mehrwert vum Katar an där Gesellschaft?“, do gesot huet: „Ma elo kënnst emol endlech Professionalismus an de Verwaltungsrot“. Ech muss soen, fir all déi, déi während Joren a Jorzéngten um Niveau vun där Gesellschaft Verantwortung gedroen hunn, als blank Amateuren dohinnerzustellen, dat war schonn, gelinde gesot, eng relativ Frechheet!

Et ass an Interviewen, an ech mengen, dat ass ugaange mam Interview vum Här Akbar Al Baker an der internationaler Press, wou e bal ruff a betriebschiedegend d'Strategie vun der Cargolux bal lächerlech gemaach huet. Dat ass weidergaange mat engem Sträit, dee vum Stapel gelooss ginn ass mat Boeing. Et ass eng Versécherung (veuillez lire: Veronsécherung) vu Clienten a vu Banke mat deem Popanz, dass ee 750 Milliounen bräicht fir eng Kapitalerhéijung, alles dat mat dem Zil, fir eng Veronsécherung ze maachen, där och keen, muss ee soen, esou richtig no baussen an no bannen widdergesprochen huet.

Et war Deel vun enger Strategie: Schwächung a Veronsécherung, déi dem neien Aktionär erlaube sollten, nach méi aggressiv an nach méi breet opzotrieden. An ech wëll och soen, dat ass fir d'Strategie och wichteg; an net ze vergiessen, dass, wéi sot den Här Forson et an engem Interview am „Tageblatt“ relativ éierlech a cru: „Natierelech sinn d'Cargolux an d'Qatar Airways glaskloer Konkurrenten a wäerte sech och allen zwee als Konkurrente muss behuelen.“! An den Här Wildgen, den Här President, huet bal gläichzäitig am „Wort“, an engem Interview am „Wort“ gesot: „Et ass eng perfekt Harmonie an et ass alles a Botter, rien à signaler, wann ech gelift weidergoen.“ A mat hire Gefolgsleit konnten domadder och all relevant Informatiounen am Betrib - Businessmodell, Kontrakter, Präisser - zum Konkurrent gelaangen.

Qatar Airways brauch Maartundeeler, brauch Tonnagé fir säin Hub, seng grouss Halen zu Doha ze fëllen, dat wësse mer. Dat ass a sech näischt Aussergewöhnlech. Mir hunn an der Luxair och d'Lufthansa do setzen an och déi konkurréiert eis jo, souguer op eegene Linnen. Mä et ass fir d'Strategie awer ganz kloer wichteg gewiescht a wichteg ze wëssen, an all deene Froen, déi sech gestallt hunn, dass de Qatar eben net just eleng e feine Patron ass..., e feine Partner, pardon, ass, deen heihinnerkënn, fir eis eng Hand unzepaken, mä dass en e Konkurrent ass a sech och deementsprechend wäert behuelen.

Den drëtten Akt, wëll ech soen, ass deen op Lëtzebuurger Säit. Ech hu virdu gesot, ob et Qatar Airways ass, ob et Russen oder Chinesen oder ween och ëmmer ass, oder och Europäer, ech mengen, d'Fro war net eleng: Wat ass mat deene 35%? Mä d'Fro war virun allem och: Wat ass mat deene 65%?

An ech mengen, dass an all där Zäit déi Lëtzebuurger Säit, déi Lëtzebuurger Aktionären ënner der Tutelle vun der Regierung ouni Kompass, ouni seriö Koordinatioun, ouni Selbstbewusstsein, ouni Homogenitéit, virun allem am Opzotrieden an de Gremien vun der Cargolux, dohierkomm sinn.

Wéi huet mer ee Lëtzebuurger Aktionär...

### (Interruption)

► **M. le Président.**- Här Lux, erlaabt Der, datt den Här Gibéryen lech eng Fro stellt?

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Oh, gären!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Déi Beschreibung do vun der Onkohärenz um Niveau vun der Gesellschaft, wat un engem Manque vun der Koordinatioun vun der Regierung läit, ass dat eng rezent Situatioun oder ass dat scho méi laang? Geet dat vläicht och schonn zrëck op dee fréieren Transportminister?

### (Hilarité)

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech beschreiwen hei, Här Gibéryen, eng Situatioun, déi sech ofspillt säit der Iwwernahm vun de 35% vum Katar. Dat hutt Der jo hoffentlech matkritt.

Virdrun hate mer d'Situatioun net, dass mer déi Koordinatioun an deem Mooss gemaach hunn, obscho se stattfonnt huet virun alle Sëtzunge vum Verwaltungsrot. Mä ech beschreiwen eng Situatioun, déi entstanen ass an de Gremien. An ech kéint hei vill Storyen erzielen aus de Gremien, virun allem aus dem Verwaltungsrot vun der Cargolux, säit der Iwwernahm vum Katar.

An ech wollt lech just soen, dass ee vun deene Vertrieeder, Lëtzebuurger Vertrieeder am Verwaltungsrot vun der Cargolux mer gesot huet, esou eng miserabel Gouvernance hätt en nach ni erlieft.

Dat ass net eleng eng Fro vun der Regierung. Dat ass virun allem och eng Fro, awéiwäit Homogenitéit besteet tëschent de Vertrieeder vun deene Gesellschaften, déi vu Lëtzebuurger Säit am Cargolux-Verwaltungsrot an doriwuer eraus opzotrieden hunn.

Bei villen Entscheedunge war et net méiglech, fir déi Homogenitéit hierzestellen, an dat huet natierlech deem neien Aktionär erlaabt: Bei Froen, wie soll déi nei Beroderfirma sinn, déi den Audit an d'Strategie analyséiert, bei enger Rei vu Personalentscheedungen an esou viru goufe Bedéngunge gestallt an och duerchgesat.

Wéi kann een - an ech soen ee Beispill nach derbäi -, wéi kann een zouloossen - et ass eng Fro, déi an der Firma entscheet ass, net vun der Regierung -, wéi kann een zouloossen, dass de fréiere CEO vun der Cargolux, den Här Uli Ogiermann, en Ofgang kritt huet bei der Cargolux, ouni am Kontrakt eng Clause de non-concurrence ze hunn, déi am Prinzip an all esou Kontrakter dat Normalst vum Normalen ass, mat haut der Tatsaach, dass dee Mann haut op der Pailëscht steet vun de Katarien a fir déi schafft, mat allem Wëssen, dat e sech a Joren an där Firma konnt uneegnen?

A wéi kann een zouloossen, dass e Businessmodell, deen a villen internationale Konferenzen an der Aviatioun als Benchmark ugesi gëtt, no baussen, net vun der Regierung, Här Gibéryen, mä vun de Vertrieeder, vun de Membere vun dem Verwaltungsrot vun der Gesellschaft, dass deen no baussen a Fro gestallt ginn ass?

Den Här Forson seet, d'Cargolux muss sech nei erfannen. Awer soen, mir brauchen een neie Modell. Mir brauche fundamental Verännerungen. Kéint et net vläicht sinn, dass de Businessmodell vun der Cargolux och haut nach ëmmer ee gudden ass? An dass en an den Zuelen nëmme dat erleit, wat all Fluchgesellschaften dobaussen an der aktueller Kris, konjunktureller a struktureller Kris erliewen?

Ech soen dofir, mir brauche Verännerungen. Mir mussen op eng Rei vu Saachen agoen, mä mir mussen, mengen ech, virun allem awer och derfir surgen, dass mer net alles dat ewechgeheien a menge mussen ewechzegeheien, wat a ville Jore sech bewährt huet an zum Succès vun deenen zwou Gesellschaften, mä virun allem och vun der Cargolux, gefouert huet.

Et geet also drëm, eng Strategie intelligent unzepassen, an enker Zesummenaarbecht mat den Direktionsmembere, ze vermeiden, dass déi sougenannte fundamental Verännerungen d'Cargolux definitiv bei den Ofgrond féieren.

De véierten Akt steet elo un, an ech soen nach eng Kéier dat, wat mer am Ufank gesot hunn: Eis geet et net drëm, fir hei iergendengem seng Responsabilitéit à ce stade ze gesinn. Eis geet et drëm, en État d'esprit, wa méiglech vun haut un, ze schafen, deen et erlaabt, dass déi Lëtzebuurger Säit net géint déi aner Säit, mä awer au moins am klore Wësse vun enger nationaler Strategie a vun nationalen Intérëten optrëtt.

Dat ass, mengen ech, den Appell, dee fir eis haut noutwendeg ass.

Vill soen, mat deenen ee schwätzt, an an deene leschte Wochen a Méint waren dat der jo net wéineg, vill soen eis: „Bei der Cargolux ass et fënnel vir zwielef!“ An et gëtt anerer, déi soen: „Et ass scho fënnel op zwielef! Déi Partie do ass verluer!“ An dat geet ganz kloer an déi falsch Richtung.

A mir mengen haut de Moien, dass et vläicht dann zwielef Auer pile ass, a wëllen dofir an enger Motioun, och vun der Majoritéit, niewent deem, wat ech elo beschriwwen hunn, virun allem dräi Saache soen:

Éischtens, dass d'Regierung soll oppassen an nokucken a sécherstellen, dass an deenen nächste Wochen a Méint an deenen Décisiounen, déi ze huelle sinn, op engem strategische Plang virun allem, dass do dat kompatibel ass mat zum Beispill där Logistikpolitik, déi Lëtzebuerg wëllt maachen, dass d'Cargolux an de Cargo Center en Deel si vun deem Puzzle, wat mer do an deenen nächste Jore wëllen ekonomesch an an der Diversifizéierung vun eiser Wirtschaftspolitik opbauen; dass mer assuréieren, dass en Développement vun Aktivitéite stattfënn, an net nëmme eleng eng Diskussioun iwwer Ofbau; dass e Bekenntnis zu bestehenden Aktivitéite wéi der Maintenance do ass - eng Maintenance, déi vu villen aneren auslännesche Gesellschaften opgesicht gëtt, souguer aus Länner, wou ee mengt, dass de Coût salarial se misst forcieren, fir et dohannen ze maachen, déi et awer hei maachen, well se hei och een Know-how an ee Professionalismus an ee gesamte Paquet virfannen, deen et hinnen erlaabt, fir sech fir Lëtzebuerg a fir d'Cargolux a fir hir Aktivitéiten ze decidieren.

Zweetens brauche mer e Sozialdialog no bannen a virun allem, mengen ech, och eng Aart a Weis fir opzotrieden no baussen, déi et erlaabt, ech wëll dat emol soen, dass déi Leit, déi do schaffen, net duergestallt ginn, wéi wa se kéinte beweegt ginn hin an hier, eran an eraus wéi déi Maschinnen, déi am Betrib stinn!

An do géllt ee Wuert, dat ass d'Wuert vum Respekt vis-à-vis vun deene Leit, déi do schaffen. An ech soen, wann ech aus der Erfahrung vun deene leschte Joren, Jorzéngte kucken, da kennen d'Lëtzebuurger Gewerkschaften zwee Wieder. Si kennen den Engagement fir hir Leit. Dofir si se do un éischer Stell. Mä si kennen awer och dat Wuert Verantwortung. An ech mengen, si wëssen, wann ee se eescht hëlt, seriö hëlt, wann een ënner e puer klore Wäerter a Virstellung mat hinnen diskutéiert, dass een zu Accorde ka kommen, déi et erlaben, déi zwou Gesellschaften weiderzuentwëckelen a se op sécher, op fest Féiss ze stellen.

Dofir och do den Appell: Un den Dësch setzen, an net maache wéi - wéinstens bei der Cargolux - ze soen, de Kollektivvertrag gëtt gekënnegt an d'Diskussiounen fänken un op der Basis vum Droit commun! Wann ech gelift! Ech mengen, dat ass net d'Aart a Weis, wéi mer hei zu Lëtzebuerg fonctionnéieren. An ech mengen, dofir ass et och wichteg, déi Fro an deenen nächste Deeg, an deenen nächste Wochen ordentlech unzepaken.

Deen drëtten Wëllen, dee mer wëllen ausdrécken, ass deen, dass déi Kapitalerhéijung, déi bevirteest, dass déi nom Ratio vu 65% fir déi öffentlech, déi Lëtzebuurger Säit ausgedréckt gëtt a 35% fir déi auslännesch. An deem Ratio, mengen ech, ass et net onbedéngt noutwendeg, dass genau bis hannert de Komma d'Kräfteverhältnis innerhalb vum Lëtzebuurger Block, wann ech dat esou ka soen, muss bestoe bleiwen, dass do selon les moyens vun deenen Einzelnen et soll méiglech sinn, fir ze kucken, wéi an Zukunft d'Aktionariat stattfënn. Mä ech mengen, dass et wichteg ass, dass de Ratio vu 65/35 - an d'Regierung huet sech jo an enger Rei vun Äusserungen och zu deem Prinzip bekannt -, dass deen och an deenen Décisiounen vun deenen nächste Deeg a Woche géllt.

Här President, ech wollt lech déi Motioun iwwerreechen.

### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

*- considérant l'importance d'activités aéroportuaires diversifiées et performantes pour le développement de notre économie nationale en général et celui du secteur de la logistique en particulier;*

*- considérant les revues stratégiques en voie d'élaboration tant au niveau du gestionnaire de l'aéroport lux-Airport qu'au niveau des compagnies aériennes luxembourgeoises, Luxair et Cargolux, devant la toile de fond d'un secteur aérien fortement perturbé et par les conséquences du déclin considérable de l'activité économique au niveau mondial et par la montée en puissance de nouveaux entrants menant à des surcapacités assorties de pressions sur les prix du marché;*

*- considérant les répercussions directes et indirectes des activités aéroportuaires et de l'ampleur, voire de la diversité des métiers ainsi offerts sur le marché de l'emploi luxembourgeois;*

*- considérant la dégradation récente du dialogue social au sein des entreprises Luxair et Cargolux suite à la résiliation unilatérale des conventions collectives de travail par les directions respectives des compagnies aériennes concernées;*

*- considérant l'importance d'un actionariat luxembourgeois fort et uni dans le capital de Luxair et notamment de Cargolux;*

*invite le Gouvernement*

*- à veiller à ce que les orientations stratégiques actuellement sous revue auprès de lux-Airport des compagnies aériennes Luxair et Cargolux tiennent compte des intérêts et des besoins de l'économie nationale en général ainsi que de la politique gouvernementale dans les domaines de la logistique et des transports en particulier afin de continuer à contribuer de manière cohérente et coordonnée au développement structuré du site aéroportuaire tant en termes de volumes transportés qu'en termes de qualité des services prestés et, par là, de création d'emplois et de valeur ajoutée pour les activités connexes;*

*- à veiller, lors de la phase d'identification et de la mise en œuvre des mesures qui s'avèreraient nécessaires pour parer aux conséquences néfastes d'une dégradation continue de l'environnement économique en général et des difficultés rencontrées dans le secteur de l'aviation en particulier, à ce qu'un dialogue social constructif et respectueux au sein des entreprises concernées soit assuré;*

*- à faire en sorte à ce que tous les actionnaires actuels puissent participer selon leurs moyens à cette opération tout en veillant à ce que le ratio 65:35 entre le capital luxembourgeois et le capital étranger ne soit pas dépassé au niveau de l'actionariat.*

*(s.) Lucien Lux, Ben Fayot, Norbert Hauptert, Marc Spautz, Raymond Weydert.*

Ech wollt zum Schluss am Numm vun eiser Fraktioun dann nach ee véierte Punkt soen, deen eis wichteg schéngt an den Décisiounen vun deenen nächste Wochen. Ech mengen, dass, esou wéi et iwwregens ofgemaach war am Agreement tëschent den Aktionären, an der Spëtzt vun der Gesellschaft, ob dat am Verwaltungsrot ass, um Niveau vun der Direktioun, dass et noutwendeg ass, dass mer do Spëtzeleit hunn, dass mer gutt Leit hunn, dass virun allem, mengen ech, hir Qualitéiten, déi se hunn als Dirigenten, wichteg sinn, mä dass awer ee Prinzip och fir eis wichteg ass, nämlech dass se onparteiessch, dass se onofhängeg sinn, dass se eng Kredibilitéit no baussen duerstellen, déi eis extrem wichteg schéngt no bannen, fir Vertrauen erëm erëmzegewannen, an no baussen, fir d'Firma och mat hire ville gudden Säiten an Elementer a Resultater dohinnerzestellen. Net wéi dat vill an de leschte Woche geschitt ass!

Déi Geleeënheet, déi éischt Geleeënheet, fir dat ze dokumentéieren, ass den 30. November, de Verwaltungsrot, déi éischte Kéier dann um Niveau vun der Direktioun, a mir erwaarden, dass d'Aktionären op Lëtzebuurger Säit mat der Ënnerstützung vun der Regierung des Chance net verpassen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Lux. Als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

### Débat

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, am Débat vun haut geet et ëm eng Zukunft vum Lëtzebuurger Flughafesecteur. Dësen Débat kann een awer och net lassgelleist vum internationale Kontext féieren, an deem mir eis bewegen. Mir sinn am Joer fënnel vun enger weltwäiter Wirtschafts- a Finanzkris, d'Croissance a villen Deeler vun der Welt stagnéiert, och an Europa. Et gëtt manner consomméiert a manner produzéiert. Dat huet seng Inzidenzen op déi weltwäit Wirtschaft, och op de Secteur vun der Aviatioun.

Et muss ee wëssen, dass den internationale Fluchverkéier, sief et am Beräich vun de Passagéier wéi och am Fret, mat zu deene schwierigsten a meescht ëmkämpftste Wirtschaftssektoren zielt. An de leschte Joren hu mir an der Aviatioun an Amerika, Asien an Europa grouss Verännerungen erlieft. Grouss a bekannt, renomméiert Airlinën si carrément verschwonne vun engem Dag op deen aner an an d'Faillite gaangen. Awer si fusionéiert ginn oder hu sech misse restrukturéieren, fir ze iwwerliewen. Deen aktuellste Fall ass dee vun der Iberia, déi kuerz virun der Faillite steet.

An deem ganzen internationalen Ëmfeld féiert fir déi europäesch Airlinien e weidere Facteur derbäi, deen hinne Kappzerbrieches mécht. Zënter enger gewësser Zäit drängt ëmmer méi staark a virun allem finanzkräfteg Konkurrenz aus dem Noen Orient op de Marché, massiv virun allem op den europäesche Marché. Si erriichten Hubben a ville Länner a bidden doriwuer eraus nei Destinatiounen u respektiv attackéieren a konkurréieren déi europäesch Airlinien op hiren traditionellen a virun allem rentable Linnen. Dat geschitt souwuel beim Voyaguer wéi och beim Fret.





En anere Punkt ass deen, dass och d'Flughäfen ënnereneen a Konkurrenz stinn: Hahn, Charle-roi, Léck, Köln sinn direkt Konkurrente fir de Standuert Lëtzebuerg. Jiddweree probéiert mat alle Mëttele, seng Atouten, seng Infrastrukturen, seng Manpower esou gutt wéi méiglech ze verkaufen. Dat ass legitim, och wa Verschiddener menger Meenung no nach just existéieren, well se substanzuell subventionéiert ginn a substanzuell ënnert den Aarm gegräff kréien. An ech denken do virun allem un Hahn.

A wann een dann déi Diskussioun kuckt, déi déi lescht Wochen a Méint gelaf ass, dass och zu Bitburg probéiert gi war, e Flughafen als Konkurrenz fir Lëtzebuerg opzerichten, da kann dat näischt Guts bedeuten.

#### (Interruption)

Zu Bitburg ass d'Resultat, Gott sei Dank, net zustane komm. Wann elo dobaussen...

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Da kuckt lech emol déi aner regional Flughäfen un, wou déi entre-temps ukomm sinn. Kuckt lech emol d'Geschäftsmodeller u vun deenen.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Jo. Dir kommt jo nach. Wann elo dobaussen d'Impressioun opkënn, dass d'Regierung...

#### (Interruption et hilarité générale)

Wann elo dobaussen d'Impressioun opkënn, dass d'Regierung näischt gemaach hätt, fir de Flughafen konkurrenz- an zukunftsfaeg ze maachen, sou ass dat falsch. Well Milliounen vun Euroe goufen an de leschte Joren an d'Infrastrukture gestach, déi sech net mussen hanner anere Flughäfe verstoppen.

Här President, an deem ganz globalen, volatilen an onsécheren Ëmfeld, dat ech elo grad ëmschriwwen hunn, muss de Lëtzebuerg Flughafen mat deenen zwou nationalen Airlines Luxair a Cargolux sech behaupten. Dat ass net einfach a stellt d'Land an d'Politik viru grous Eerausforderungen.

Bevir ech op eenzel Punkten a Problemfelder wëll agoen, wollt ech de wirtschaftleche Fouss- ofdrock vun der Aviatioun zu Lëtzebuerg beliichten. Ech hunn do bei menge Recherchen eng Etüd vun der „Oxford Economics“ aus dem Joer 2011 fonnt, déi den ekonomeschen Impact, basierend op den Zuele vun 2007, analyséiert huet.

Dozou ass Folgendes ze soen: Ongeféier 10.000 Aarbechtsplazen hänken direkt oder indirekt mam Flughafen zesummen. Dat sinn d'Plaze bei Luxair, Cargolux, Cargo Center, d'Maintenance, de Catering, d'Zouliwwerer, d'Sécherheetsfirmen, d'Camionneuren. Dat si bal 5% vum Emploi total intérieur.

Wann een nach e bësse méi wäit kuckt, wéi zum Beispill d'Inzidenz vum Flughafen op den Tourismus, dat heescht d'Gastronomie, d'Hotelswiesen, da sinn et nach vill méi Leit, déi vum Flughafen ofhängeg sinn. Dës Etüd schwätzt da vun 13.500 Leit.

Am Joer 2007 huet de Lëtzebuerg Flughafen-sektor 2,6% zum PIB bäigedroen, net grad eng Milliard Euro, mat dem Tourismussektor zesummen iwwer 3% vum PIB.

Et sinn och Steierrecetten an Héicht vun ongeféier 230 Milliounen generéiert ginn. Et geet aktuell, trotz der Kris, d'Unzuel vun de Passagéier permanent an d'Luucht, op elo - 2011 - iwwer 1.790.000.

De Fret ass mat iwwer 650.000 Tonnen nach ëmmer op héijem Niveau. Den Tonnage ass ëm iwwer 7% erfogaangen. 2010 goufen 22 Destinatiounen ugeflunn. Mir si verbonne mat de wichtigste wirtschaftlechen Zentren an Europa.

Här President, des Zuele beweisen, dass de Flughafen en dynameschen a wichtige Piler vun eiser Wirtschaft duerstelt, deen et géllt ze ënnerstëtzen an ofzesécheren.

Elo gouf et awer an der Vergaangenheet Stëmmen, déi gemengt hunn, de Findel wier net wichtig fir d'Land. Ech ka mech nach gutt erënneren an ech hunn och déi Artikelen erëmfonnt, wéi 2000 d'Diskussioun gelaf ass wéinst de Vergrësserungen, déi deemools vum Transportminister Henri Grethen proposéiert a virgestallt gi sinn: dass dat net gutt wier, dass ee misst driwwer nodenken, nëmme nach en City Airport ze maachen, dass et wichtig wier, iwwer d'Konzept nozedenken.

Do ass och deemools gesot ginn, dass et wichtig wier, international Experten ze huelen, fir emol eng Kéier ze kucken, en Audit ze maachen, wat ee kéint annere wéinst dem Kaméidi an den Afluchschneisen, dass do gläichzäiteg an Europa géif gekuckt ginn, fir eng Direktiv ze

kréien, fir den Haiser kënnen ze hëllefen, an dass déi an der Ausaarbechtung wier. Dat ass déi Direktiv vun 2002, déi mer virgëscher ëmgesat hunn, wou deemools den Ëmweltminister, den Här Goerens, gesot huet, dass dat séier géif kommen. Dat war de 17. November 2000.

Ech hunn nach eng Kéier erëmfonnt, 2003, e Leitartikel vum Paul Lenert aus dem „Lëtzebuerg Wort“, wou et och drëm gaangen ass: Wéi ass et elo mat engem City Airport? Wat geschitt mam Ausbau? Well do den Här Grethen gesot kritt huet, et wier net gutt, wa mer ze vill Cargo-Aktivitéite géifen op Lëtzebuerg kréien, obwuel och schon deemools festgestallt gi war an d'Zuele bewisen hunn, dass de Benefiss vun der Luxair virun allem och op d'Aktivitéiten an d'Resultater vum Cargo Center zréckzeféiere wier, an dass och deemools scho bewise ginn ass, dass hei - an de Lucien Lux huet et virun a sengem Exposé gesot - dass och deemools scho bekannt war, dass mer verschidde Fluchlinne géifen ufléien a Linnen hätten, déi net grad bénéficiaire waren, déi awer wichtig wieren, dass mer eng Verbindung domadder géife kréien.

Déi rentabelst Linn war déi Zäit, esou steet et nach hei, Paräis, wou mer alleguerter wëssen, dass do den TGV et iwwerholl huet, fir dat ze maachen. Also ass déi Diskussioun, déi elo gefouert gëtt, och wat d'Nuetsvolen ubelaangt, näischt Neits. Mä et ass do gesot ginn 2002, fir déi Etüd ze maachen, an dass, wa mer e Gesetz hätten 2002, fir de Lärmschutz ze ëmgoen, dass een eppes kéint maachen. A virgëscher ass d'Fro gestallt ginn, firwat et esou laang gedauert huet. Et misst ee sech am Fong d'Fro stellen, wien 2002, nodeems d'Direktiv do war, zoustänneg an der Regierung war, fir dass et hätt kënnen méi séier viruoen, an der Regierung vun 1999 bis 2004.

► **Une voix**. - Wie war dat? Wie war dat?

#### (Interruptions diverses)

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Madame Polfer, ech mengen, Dir misst et awer wëssen, wien déi Zäit an der Regierung war.

► **Mme Lydie Polfer** (DP).- Jo, wie war dat? Wie war do nach derbäi?

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Mä wien zoustänneg war fir den Dossier, Madame Polfer.

#### (Interruptions diverses)

Wie war zoustänneg fir den Dossier, Madame Polfer? Den Här Grethen.

► **Une voix**. - Dir kënnt fir näischt hei am Land!

#### (Interruptions diverses)

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Här Berger, Dir kënnt lech androen, da kommt Dir no mir drun. Et ass guer kee Problem.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Här President, ech wollt just dem Här Spautz soen, dass 2002 déi Kaméidiskaarten...

► **M. le Président**. - Neen, Här Berger, Dir kënnt elo net hei eng Diskussioun féieren. Dir kënnt eng Fro stellen. Stellt Dir gären dem Här Spautz eng Fro?

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Den Här Berger, dee schwätzt herno. Hie ka sech androen.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Déi Kaarte waren 2004 fäerdeg, Här Spautz. Do hätte se kënnen ëmgesat ginn. 2004 ware se fäerdeg. Ech kann lech dat weisen. 2004 waren d'Kaarte fäerdeg. Da kuckt Der, wien duerno do war.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Fakt ass, 2002 ass d'Direktiv komm an duerno hätt se kënnen ëmgesat ginn.

► **Une voix**. - Mat der CSV an der Regierung, genau!

► **M. le Président**. - Här Spautz, fuert virun.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Merci, Här President. Dann, wann et elo ëm Nuet... Also war déi Diskussioun och deemools scho gefouert ginn. A mir mussen haut folgend Froe beäntwerten: Wëlle mir weiderhi gutt a sécher Aarbechtsplazen um Flughafen oder net? Wëlle mir, dass de Beräich vun der Aviatioun weiderhin eng Zukunft huet, zum Räichtum vum Land bäidréit oder net? Kënne mir eis et erlaben, net méi direkt mat eisen Handelspartner verbonnen ze sinn? Brauch d'Lëtzebuerg Industrie nach e Flughafen, fir sech kënnen weiderzuentwéckelen? Wëlle mir weiderhin eng international Finanzplaz bleiwen? Wëlle mir e weideren Développment vum Flughafen duerch de Logistikberäich an déi domadder verbonnen Diversifikatioun? Wou wëlle mir hin?

D'CSV wëll e modernen, attraktive Flughafen. De Flughafen vum der Groussregioun. E Flughafen, dee souwuel d'Liewensqualität vum den Anrainer respektéiert wéi och Aarbechtsplazen ofsécher. E Flughafen, deen dem Standuert

Lëtzebuerg soll déngen, senger Wirtschaft a sengen Awunner. E Flughafen, deen eng Zukunft an eng Visioun huet.

Här President, och wann deesen Débat iwwer d'Lëtzebuerg Fluchwiesen am Allgemenge soll goen, esou muss mir awer och prezis Punkten uschwätzen: d'Cargolux. D'Cargolux ass a mengen Aen d'Aushängescheld, d'Liewensoder fir dee ganze Flughafen an awer och fir de geplangte Logistikcenter, dee vun der CSV weiderhi konsequent ënnerstëtzt gëtt, wéi d'Regierung dat proposéiert huet. D'Cargolux ass d'Réckgrat vun där Logistikplattform hei zu Lëtzebuerg. D'Cargolux ass mat enger systemescher Bank ze vergläichen. Rëtscht d'Cargolux, kënn ee ganze Rateschwanz hannendrun, deem seng Auswierkungen een net kann ofgesinn, weder fir de Stat nach um Niveau vun den Aarbechtsplazen.

D'Cargolux ass elo also a schlechten Dicher. Schonns erëm, muss een do scho soen! Firwat schonns erëm? Ma et ass net fir d'Éischt. Dir erënnert lech vläicht, dass d'Cargolux am Rezzionsjoer 2009 an extrem Schwierigkeete komm ass, éischters duerch den totalen Abroch vum Fret-Beräich an zweetens wéinst de Récklagen, déi hu misse getätet gi wéinst de Strofen, déi wéinst Präisofsproochen hu misse bezuelt ginn.

Dat war deemools weder dem viregten nach dem jëtzege Transportminister seng Schold nach der Regierung hir Schold. An awer huet d'Regierung deemools hir Verantwortung iwwerholl. D'Undeeler vun der Swissair goufen opkaf. De Stat huet Garantien an Héicht vun 100 Milliounen Dollar iwwerholl a mat 8% ass de Stat direkt an d'Kapital vun der Cargolux erageklommen. Ausserdeem huet de Stat och nach un enger Kapitalerhéijung vun iwwer 200 Milliounen Dollar sech bedeelegt.

D'Zil vun der Regierung war et 2009 och net, wéi iwwerengs och bei de Bedeelegunge vun der Bankerettung, fir éiweg am Kapital vun der Cargolux ze bleiwen, mä fir e strategesche Partner fir d'Cargolux ze fannen, deen dem Stat seng Part géif iwwerhuelen.

Et muss ee wëssen, dass, ier et zu deene Wiessele komm ass, d'Luxair 35% hat am Kapital, d'Swissair hat der 34%, d'SNCI hat 8,5%, d'Spuerkeess 8,5%, Lux-Avantage 2,5% an eng Bank, d'BIP, wou den Här Becker deemools President war - dem Här Becker säin Numm ass och schon an aneren Dossier gefall -, mat 11,5%. Dat war deemools d'Aktionariat, ier et zu där Émschichtung komm ass, iwwer déi mer déi lescht Deeg schwätzen. 2011 huet schliesslech Qatar Airways den Undeel vun der Swissair iwwerholl, e bësse weider, well si hunn haut 35% vum Cargolux-Kapital, d'Luxair huet 43,4% vum Kapital, d'Spuerkeess 10,9% an d'SNCI 10,7%.

Dat sinn d'Bedeelegungen, esou wéi et haut steet. An do muss ee soen, deen Handel ass gemaach gi mat Geld an Aktien. An och wann do verschidde Leit wëlle soen, do wieren Illegalitéite geschitt, esou wëll ech hei ganz kloer soen, do war näischt illegal drun, fir esou Geschäftler ze maachen. Mir hunn hei am Land nach ëmmer auslännescht Kapital gebraucht, fir kënnen ze iwwerliewen. Ech denken do virun allem un d'Stolwirtschaft, déi sech ouni auslännescht Kapital ni entwéckelt hätt a maassgebend zum Räichtum vum Land bäigedroen huet.

Virum Éischte Weltkrich war dat ëmmer däitscht Kapital. Et war eng däitsch Stolindustrie, déi virun allem hei marchéiert huet. Duerno war et belscht a franséisch Kapital. Et war net, och wa mir ëmmer gesot hunn: „eis ARBED“, dass do d'Kapital ëmmer zu 100% Lëtzebuerg Kapital war, mä dass de Lëtzebuerg Undeel do minoritär war.

An de 60er an an de 70er Joren, oder scho bal an de 50er ass et ugaangen, sinn amerikanesch a japanesch Firmen op Lëtzebuerg komm. Déi haten och eng aner Weis, fir Firmen ze leeden, wéi mir. Do gouf et och am Ufank ganz vill Problemer, wéi och elo mat de Katarië bei Cargolux, well se eis Aart a Weis net verstanen hunn a well se net eise Sozialmodell verstanen hunn. An do sinn an deene Betriber - e grëssere steet haut nach zu Colmer-Bierg - op eemol déi Leaderen aus dem Ausland duerch Lëtzebuerg Leit, déi de Lëtzebuerg Sozialmodell an de Ressources humaines an an de Finanzen kann hunn, ersat ginn, an duerno waren d'Problemer betreffend de Sozialdialog eriwuer. Do kéint een och haut iwwer déi Iddien nodenken.

Här President, an de Joren 2009 bis 2012 ass et an der Weltwirtschaft net zu enger Reprise komm. An där Zäit huet d'Cargolux nach eemol schwaarz Zuele geschriwwen an ass entre-temps awer stark verschëllt. Nach ass d'EEgekapital vun der Firma..., mam Kaf vun deenen neie geplangte Boeinge wäerten awer d'Reserven opgebraucht ginn.

Wou leien déi aktuell Problemer, déi eiser Meenung no net nëmme hausgemaach sinn an och net direkt mat der Bedeelegung...

Ech muss nach eng Schlupp huelen, well et ass dréche Loft heibannen.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Sidd net esou opgereegt!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Ma neen, et geet jo elo net ëm den Tram, Här Bausch. Dann ass dat aneschtens.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Do sidd och just Dir opgereegt.

#### (Hilarité et interruption)

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Wou leien déi aktuell Problemer, déi eiser Meenung no net nëmme hausgemaach sinn, mä och net direkt mat der Bedeelegung vu Qatar Airways ze dinn hunn, esou wéi et an der Öffentlecheit heiansdo duergestallt gëtt. D'Cargolux war eigentlech zënter hirer Grënnung ëmmer ënnerkapitaliséiert. Kleng Schocken a Krise konnte gemeschert ginn. Mä an deesen Zäite vun der Kris, déi sech iwwer Joren zitt, gouf d'Loft fir d'Cargolux ëmmer méi dënn.

Mir mussen awer eng Kéier den Teppesch wieselen...

#### (Interruptions diverses et hilarité)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Et huet vläicht mat dem Inhalt vun Ärer Ried ze dinn.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Oh neen, Här Gibéryen, déi ass gutt.

► **Une voix**. - Ooh, ooh!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- D'Cargolux ass also an engem Ëmfeld ënnerwee,...

► **Une voix**. - Wëllt Der en Téi?

► **M. Marc Spautz** (CSV).- ...dat extrem haart ëmkämpft ass. Ëmmer manner Tonnagen... Et geet net fort. Ech muss d'Doktesch...

► **Une voix**. - Ech reaniméieren!

► **Une autre voix**. - Dir kritt eng Kamell...

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Ech sinn amgaange mat der Kamell.

► **Une voix**. - Den Här Krieps ass nach net hei. E gudden Dokter.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Hei ass och eng gutt Doktesch...

#### (Hilarité générale et interruptions diverses)

► **M. Marc Spautz** (CSV).- D'Cargolux ass also an engem Ëmfeld ënnerwee, dat extrem haart ëmkämpft ass. Ëmmer manner Tonnage mussen ënner méi Opérateuren opgedeelt ginn an d'Stécker vum Kuch ginn domat ëmmer méi kleng. Der Cargolux hiren Atout ass deen, dass se Ausnahmen, wéi zum Beispill Iwwerlängten an extrem schwéier Saache fléie kann. Dat ënnerscheet eng Cargolux vun enger DHL oder enger FedEx, déi exklusiv genomte Container fléien. Aner Airlines hu sech awer och méttlerweil op dese Beräich vun der Cargolux spezialiséiert.

D'Cargolux krut Konkurrenz op hirem traditionelle Streckereise, virun allem vun den Airlines aus dem Noen Osten, dorënner och Qatar Airways. Duerch den Nuetsvolverbuet, virun allem de Start, ass et schwierig, verschidden Destinatiounen esou kënnen unzefléien, wéi de Marché respektiv de Client dat verlaangt. Ausserdeem hemmt et och d'Erschlësse vun neien Destinatiounen.

Déi fënnel Punkten hu mat sech bruecht, dass et fënnel vir zwielef ass fir d'Cargolux an Zäit ass ze handeln. Laut mengen Informatiounen gëtt jo vun enger Zukunftsstrategie bis Enn des Joers geschwat, déi da soll virleien. Fir d'CSV muss des Strategie op de Standuert Lëtzebuerg ausgerichtet an nohalteg sinn, fir d'Aarbechtsplazen ofzesécheren, dat Ganz am Sozialdialog, nom Lëtzebuerg Modell, mat der Abannung vun de Gewerkschaften an des nei Strategie.

An deem Kontext mussen d'Statsvertrieder vu BCEE, SNCI a Luxair eng méi aktiv Roll iwwerhuelen. Si sinn d'Vertrieder vu Lëtzebuerg, d'Vertrieder vun den Interesse vu Lëtzebuerg an net eleng vun der Gewinnmaximéierung. Mat de Katarië muss gekuckt ginn, déi Synergien ze fannen, déi deenen zwéi Partner zouguttkommen. Et soll ee matenee schaffen an net géinteneen!

Och e puer Wierder zur Luxair. D'Luxair huet aner Problemer wéi d'Cargolux, mä et muss een och wëssen, bei der Luxair gëtt et dräi Been. Dat ass éischters de Cargo-Beräich, dat ass den Tourismusberäich an dat sinn déi normal Linnen.

Ech weess net, wat et ass, et wäert den Teppesch sinn!





► **Une voix.** - Neen, neen, du muss méi lues schwätzen.

► **Une autre voix.** - Et ass den Teppesch.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här Spautz, ech mengen, Dir musst d'Wourecht soen, da geet et besser.

**(Hilarité)**

► **Une voix.** - D'Fëmmen ass et op alle Fall net méi.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - D'Fëmmen ass et net, well dat maachen ech net méi.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Huelt lech e Beispill un der Madame Vera Spautz.

► **Une voix.** - De Gotti strooft se all.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - D'Luxair huet aner Problemer wéi d'Gargolux. D'Luxair huet keng finanziell Problemer, obwuel si och mat der Konkurrenz ze kämpfen huet. De Business ass agebrach a mëttlerweil gëtt d'Luxair op hirer traditioneller Linn attackéiert. De Site Lëtzebuerg ass attraktiv, soss géifen net nei Airlines op Lëtzebuerg kommen. Ausserdeem beweist d'Unzuel vun de Passagéier, déi iwwert de Lëtzeburger Flughafen ofgefärdet ginn, dass de Flughafen konkurrenzfähig ass.

D'Luxair huet e strukturelle Problem, déi bräichten eng ganz nei Strategie mat neie Strukturen. Et gesäit ee keng richteg Perspektiv. Obwuel d'Zuel vun de Passagéier eropgeet, ginn d'Revenuen erof. Et ass eng Demande do, mä d'Luxair kritt se net richteg captéiert. Hir Problemer kann een, menger Meinung no, net iwwert d'Käschtesäit reduzéieren. Do muss fundamental Ännerungen am Kär kommen. Och hei misst de Stat mat senger Vertrieeder vill méi aktiv ginn a kucken, fir an eng aner Richtung ze goen, wou mir wëlle marschéieren.

► **Une voix.** - Marc, et gëtt ëmmer méi schlëmm.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Et deet mer leed, mä ech muss eng Paus maachen.

► **Une voix.** - Dat ass kee Problem.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech muss eng Paus maachen, well et geet net. Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Spautz, deen eng Paus mécht. Da fuere mer virun. Als nächste Riedner ass dann den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Kolleginnen a Kolleegen, als Norddeputéierte mengt een heiansdo, et hätt een eng Weltrees hannert sech, wann een de Wee erof an d'Stad bis gemaach huet! An dobäi sinn et knapp 40 Kilometer, fir déi een eemol méi, eemol manner wéi eng Stonn brauch.

Op der Landkaart vun den deegleche Bewegungen, déi ronderëm eis geschéien, ass dës awer nëmmen ee Kazesprong. Well zum selwechten Zäitpunkt, wou ech moies hei an der Stad ukommen, landen um Findel Cargo-Maschine mat Gidder aus der ganzer Welt. Niewendru sti Passagéiermaschinen, déi vu London, Frankfurt a Paräis kommen. Am Merterter Hafe leeën d'Schëffer aus de groussen Nordseehäfen un. An um Eurohub zu Contern lueden d'Speditionscomen aus ganz Europa hir Päck aus.

All dës Bewegunge sinn Zeie vun enger globaliséierter Welt. Si halen eis virun Aen, wéi vernetzt an interdependent eis Gesellschaften gi sinn. Si halen eis virun Aen, dass d'Ekonomie vum 21. Jorhonnert wéi Spannennetzer opgebaut ass, wou déi grouss Wirtschaftszentren jeeweils an der Mëtt stinn, iwwert déi d'Fluxë vu Persounen, Gidder, Kapital an Informatiounen transitéieren.

Déi dagdeeglech Bewegungen, déi mer duerfir ronderëm eis gesinn, mussen eis bewosst maachen, dass d'Vernetzung alles ass, dass ofgeschnidde si vun dese Stréimungen zugläich de wirtschaftlechen, awer och de gesellschaftleche Stéilstand bedeit. Ënnert deem Gesichtspunkt gesäit d'Demokratesch Partei déi heiteg Orientatiounsdebatt iwwert d'Aviatioun.

D'Aviatioun ass net déi eenzeg, awer eng ganz wichteg Verbindung vu Lëtzebuerg an d'Welt. An d'Aviatioun gehéiert zum Réckgrat vun eiser Ekonomie. Eist Land huet e strategesch Interesse dorunner, iwwert de Fluchverkéier gutt mat Europa an der Welt verbonnen ze sinn. Ech stëmmen an dëser Hissicht mengem Virriedner zou an ech denken, dass et fir des Vue hei am Haus e grouss Konsens gëtt, wéi et och ënnert de sukzessive Regierungen an deene leschte Joren ee Konsens gouf.

Här President, d'Zuelen, déi den Aviatiounssecteur an de Logistiksecteur zu Lëtzebuerg duerstellen, si schonn zum Deel genannt ginn. Ech wëll se nach eng Kéier kuerz rappeléieren, fir eis där ganzer Envergere kloer ze ginn. 2011 huet de Findel 83.405 Fluchbewegunge gezielt, wat gläichbedeitend mat 1.791.231 Passagéier

a 656.651 Tonne Fret ass. De Luxair-Grupp beschäftegt ronn 2.400 Leit zu Lëtzebuerg, a bei der Cargolux sinn et nach eng Kéier ronn 1.300 Beschäftegter. Mä ronderëm d'Aviatioun huet sech an de vergaangene Joren e ganze Secteur vun der Logistik opgebaut, an deem haut ronn 750 Entrepreneuren an eng 13.000 Leit zu Lëtzebuerg tätég sinn, ee Secteur, dee mat ronn 850 Milliounen Euro zu eisem BIP bäidréit.

De Secteur vun der Aviatioun, dat ass awer och ee weltwäiten, knallhaarde Konkurrenzkampf, bei deem d'Margen deementspreechend kleng sinn. Et ass ee Secteur, deen dofir an deene vergaangene Jore vu Fusiounen, Allianzen a strategesche Partnerschaften geprägt war, net nëmme bei der Cargolux, wou 2011 d'Qatar Airways mat 35% an d'Aktionariat erageklomme sinn. Am Joer 2012 sinn och déi amerikanesch UPS an déi hollännesch TNT eng Allianz agaangen. D'Bedreiwfirmen vun de Flughäfen zu Bréissel an Edinburgh si vun auslänneschen Investisseuren iwwerholl ginn. Dës sinn d'Zeeche vun der Zäit an engem haarde Konkurrenzkampf, wou een nëmmen iwwerliewe kann, wann een déi richteg Alliéiert huet!

D'Aviatioun ass awer och e Secteur, dee wéi kaum een aner direkt un de weltwäiten Trends vun der Ekonomie an un der Entwécklung vun den Uelechpräisser drunhänkt. Wann d'weltwäit Ekonomie de Schnapp kritt, da kréien d'Gargolux an d'Luxair den Houscht.

Déi schwaach wirtschaftlech Zuelen am vergaangene Joer haten hiren Impakt op d'Aktivitéit vun deenen zwou Sociéitéiten: minus 3,5% op dem Volume vum Fret am Joer 2011 par rapport zum Joer 2010 an ee Gesamtdéfizit vun 18,3 Milliounen bei der Cargolux. Stagnéierend Auslaaschtunge bei der Luxair bei gläichzäitig klammenden Ausgaben, dat mécht een Defizit vu 16 Milliounen um Liniegeschäft bei der Luxair aus. Dës sinn d'Rahmebedéngungen, ënnert deene mer haut iwwer eng Strategie fir de Secteur vun der Aviatioun zu Lëtzebuerg diskutéieren.

**(Interruptions diverses)**

► **Une voix.** - D'Loft ass dënn do uewen.

**(Hilarité)**

► **Une autre voix.** - Macht och eng Paus.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, wann et eng Erkenntnis gëtt, déi sech an deene vergaangene Deeg ëmmer méi erausgeschielet huet, dann ass et déi, dass an dëser Regierung ebe grad et enger Strategie feelt. Et feelt dës Regierung un enger Strategie am Beräich vun der Logistik. Wéi wier et soss ze erklären, dass aacht Joer, nodeem dës Regierung d'Logistik zu engem Piller vun der Diversifizéierung vun eiser Ekonomie deklaréiert huet, eng Etüd vun „Cluster for Logistics“ presentéiert gëtt mat Revendicatiounen, fir de Secteur vun der Logistik ze stäerken, an de Wirtschaftsminister als Reaktioun dorobber deklaréiert huet, dass et emol en interministeriellen Aarbechtsgrupp soll zesummesat ginn, fir des Recommandatiounen ze diskutéieren?

Zum selwechten Zäitpunkt fuere d'Baggeren awer schonn op dem Terrain vun der WSA a mir deklaréieren an der Öffentlechkeet, dass an deem Beräich 5.000 bis 6.000 Aarbechtsplazen an de kommende Jore solle geschaf ginn. Wéi sollen dës Aarbechtsplaze geschaf ginn? Wéi vill Tonne Fret méi mussen dofir iwwer Lëtzebuerg transitéieren?

Wéi vill Prozent dovunner wäerten iwwert d'Strooss kommen? Ass eise Stroosseréseau dorobber virbereet? Wat sinn déi zousätzlech Nuisancë fir d'Awunner vu Gemenge laanscht d'Autobunnen? Wat déi zousätzlech Nuisancë fir d'Natur?

Wéi vill Prozent wäerten iwwert d'Schëff kommen? Wat bedeit dat fir d'Schleisen op der Muser a fir dee Merterter Hafen?

Wéi vill Prozent wäerten iwwert de Flughafen erakommen? Wat bedeit dat fir de Findel? Geet dat iwwerhaupt ouni d'Ophiewe vun dem Nuetsfluchverbuet?

Dës alles si Froen, déi haut am Raum stinn an op déi et offensichtlech keng Äntwert gëtt. An dës, obwuel eist Land sech ebe voll a ganz op d'Pist vun der Logistik soll lancéieren.

Ech froen lech, Här Wiseler, ech froen lech, Här Schneider, wou ass d'Strategie fir d'Nuisancë vum Camionsverkéier anzedämmen an eis Stroosseninfrastrukturen engem méi héije Verkéiersopkommen unzepassen?

An engem Äntwert op eng Question parlementaire vu mengem Kolleeg Eugène Berger huet den Infrastrukturminister geäntwert, dass d'Ponts & Chaussées mat de Gemenge ronderëm d'WSA amgaange wier, eng Etüd ze maachen, fir ze kucken, wéi een déi negativ Konsequenze vun dem Verkéier op d'Awunner kéint a Grenzen halen.

Wou ass d'Strategie vun der Regierung, déi et der Cargolux géif erméiglechen ze wuessen, ouni den Nuetsfluchverbuet opzehiewen? Déi widerspréichlech Aussoe vun der Regierung aus de vergaangene Méint a Saachen Nuetsfluchverbuet weisen, dass et esou eng Strategie net gëtt.

An ech muss soen, dass ech verwonnert war, wéi ech de Wirtschaftsminister ugangs der Woch héieren hunn, wéi en d'Propos vun enger Reglementariséierung vun den Nuetsfluch um Radio 100,7 gemaach huet. Sinn Nuetsvolen dann eng iwwerliewenswichtig Fro fir d'Gargolux?

De Minister leeft eiser Meinung no hei virun de Won mat sengem Virstouss, well den Audit bei der Cargolux iwwerhaupt emol nach net ofgeschloss ass. Fir d'Demokratesch Partei gëtt et dofir à ce stade absolut keng Noutwendegkeet, fir iwwer een Ausweite vun den Nuetsfluch ze diskutéieren!

Dofir...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ech hunn ni vun engem Ausweite geschwat!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Vun enger Reglementatioun.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Neen! Wann Der erlaabt, Här Etgen, ech hu just gesot, dass mer beim Status quo bleiwen, wat d'Nuetsfluch ueget, an dass mer se sollen officialiséieren, dass d'Gargolux se kann op där enger Säit vermaarten an op där anerer Säit net déi deier Gebühre muss bezuelen, wa se eben déi „Noutlandungen“ - entre guillemets - muss maachen. Dat ass Punkt 1.

A Punkt 2 war d'Konditioun, dass dat da just geet mat deene modernsten Enginen, fir dass de Kaméidi minimiséiert gëtt. Dat heescht am Endeffekt: eng Win-win-Situatioun souwuel fir d'Gargolux, well se vermaarte kann, wéi och fir d'Bierger, well se keen een Nuetsfluch méi kréien, mä just eng Garantie hunn, dass déi, déi dierfe landen, just mat modernste Fligere musse landen.

Also eppes anescht wéi dat, wat Dir elo sot.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Ech mengen d'Fro, déi sech dobäi awer stellt, Här Schneider, ass am Fong geholl déi: Wa mer higinn, dass mer déi do Dier opmaachen, dass mer dat reglementéieren, dann dierfe mer net nëmmen der Cargolux dat ginn, da mussen mer eventuell och aneren dat bidden. An dann ass ze fäerten, dass d'Zuel vun den Nuetsvolen wäert an d'Luucht goen an dass dat, wat mer wëllen errechen, dass d'Gargolux soll eventuell an Ausnahmesituatiounen um Flughafen landen, dass mer d'Zuel vun de Vole wëlle reduzéieren, wa mer gläichzäitig, esou wéi Der gesot hutt, d'Gesamtzuel vun den Autorisatiounen net wëllen an d'Luucht driewen...

► **Une voix.** - Här Etgen,...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Et kann een awer emol diskutéieren, ob ee wëllt de Logistiksecteur hei maachen oder net, an ënner wat fir enge Konditiounen een e wëllt maachen.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Jo.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Mir froen eng Diskussioun doriwwer, an eng ordentlech an eng sachlech Diskussioun. An déi hätte mer gär mat jiddwerengem.

Wann d'Diskussioun refuséiert gëtt vun deenen engen an deenen aneren, da sollt Der et soen. Mä ech géif gär driwwer diskutéieren, wéi mer déi Entwécklung maachen an ënner wat fir enge Konditiounen se ka gemaach ginn.

An ech fannen, dass dat eng wesentlech Diskussioun ass, esou wéi et nach vill aner Punkten a vill aner Diskussiounen gëtt. Mä mir kommen duerno nach drop zréck!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här Etgen, just wann Der...

► **M. le Président.** - Ech géif awer elo déi Häre Ministere bidden, si kommen herno hei drun, dann hu se laang genuch Zäit, fir in extenso op déi verschidden Interventiounen ze äntwerten. Elo huet emol den Här Etgen d'Wuert!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Merci villmools, Här President! Ma ech mengen, et ass jiddefalls net de Moment, fir am Fong geholl d'Nuetsfluch ze reglementéieren, fir d'Dier méi grouss opzemaachen.

**(Interruption)**

Dofir hu mir ganz einfach dee falsche Flughafen hei zu Lëtzebuerg. Dofir wunnen einfach ze vill Leit an den Afluchschneisen an an onmëtelbarer Proximitéit vum Flughafen.

**(Interruption)**

An dat konnt ee viru Kuerzem, souguer déi ganz Welt, noverfolgen, wéi d'Kamerae beim Ierfgroussherzog Guillaume senger Hochzäit ee Cargo-Fliger agefaangen hunn, deen am Déifluch iwwert d'Stad geflunn ass.

**(Brouhaha)**

Mir kënnen eis awer net mat voller Allure an ee Secteur erastieren...

**(Interruptions diverses)**

Mir kënnen eis awer och net mat voller Allure an ee Secteur erastieren, wou mer dann op hallwem Wee op eng Kéier mierken, dass mer blockéiert sinn. Mir brauchen hei Planungssecherheet fir d'Investisseuren. Mir dierfen hei keng falsch Versprieche maachen, déi mer duerno net kënnen anhalen. Mir brauchen hei endlech Kohärenz an der Approche vun der Regierung!

**(Brouhaha)**

Dofir wëllt d'Demokratesch Partei an enger éischer Phas, dass d'Etüd vun „Cluster for Logistics“ an der Nohaltegkeets- an an der Finanzkommissioun virgestallt gëtt an dass d'Regierung an enger zweeter Phas dozou Stellung hëlt an der Chamber hir Positioun dozou matdeelt.

Dann hätte mer gären, dass d'Regierung d'„strategic reviews“, déi aktuell bei der Cargolux, der Luxair a bei lux-Airport gemaach ginn, analyséiert an der Chamber matdeelt, ob do Recommandatiounen drastinn, déi relevant si fir d'Regierung an d'Chamber.

Op där Basis solle mer dann innerhalb vun deene respektive Kommissiounen d'Diskussiounen iwwert de Beräich vun der Logistik an der Aviatioun weiderféieren. An d'Regierung wäert an der Demokratescher Partei ee Partner fanne fir een nohaltg Konzept vun der Logistik, an deem d'Aviatioun hir Plaz huet, een nohaltg Konzept, dat nei Aarbechtsplaze schafft, am Respekt vun der Liewensqualität vun de Leit an dem Schutz vun der Natur.

Här President, de Premierminister huet bei sengem leschte Pressebriefing zu enger gewässer Retenue opgeruff, wa mir eis iwwert d'Situatioun vun zwou private Gesellschaften äusseren, fir doduerjer net lichtfankeg Schued unzerrichten an doduerjer Aarbechtsplazen a Gefor ze bréngen.

D'DP deelt des Aschätzung. Dofir wäerte mir eis net zu Aussoen hiräisse loosse iwwert déi Diskussiounen, déi aktuell amgaange sinn. Mir wäerten eis net doriwwer loosse, wéi d'Aktionariat vu béide Sociéitéiten soll ausgesinn oder ob ee bestëmmte Fligertyp besser géeeent wier wéi een aneren.

Dës ass net eise Rôle. Eise Rôle ass et net, fir d'Gargolux an d'Luxair ze kontrolléieren. Eise Rôle ass et, d'Regierung ze kontrolléieren, ob si iwwer hir Vertrieeder an de Conseils d'administration alles dorunner setzt, fir d'Interesse vun de Lëtzeburger Sociéitéiten, fir d'Interesse vun de Salaréien a fir d'Interesse vun der Allgemengheet ze verteidegen. A mir wäerte ganz genau analyséieren, wat bei de Verhandlungen eraus wäert kommen.

Well d'Zäit vum Vertrauensvirschoos ass eriwuer. Dese Vertrauensvirschoos, deen hat de Finanzminister, wéi en 2011 an d'Chamberskommissioun komm ass an erkläert huet, dass en een Accord mat engem strategesche Partner, Qatar Airways, fonnt hätt, deen am Interesse vun der Cargolux wier, deen am Interesse vun den öffentleche Finanze wier.

Aus der heiteger Siicht muss ee soen, dass de Finanzminister dës Vertrauensvirschoos huet. Mat kengem Wuert huet hien deemools erwähnt, dass de Präis, deen e mat de Katarien ausgehandelt hat, wäit ënnert dem Präis louch, deen aner Investisseure bereet gewiescht wieren ze bezuelen. Mat kengem Wuert huet en erwähnt, dass d'Gargolux 2010 scho Verhandlung mat deemselwechte Grupp ofgebrach hat a keen Interesse un enger strategescher Partnerschaft mat Qatar Airways hat. Mat kengem Wuert huet en erwähnt, dass en d'Aktionäre vun der Cargolux emol net consultéiert hat viru senger Démarche. Mat kengem Wuert huet en erwähnt, dass eng gemeinsam Strategie, Synergien an d'Ofsicherung vun den Aarbechtsplazen am Kader vun deem Accord guer net thematiséiert goufen.

Haut gëtt de Minister Frieden villméi zou, dass et sech ëm ee politeschen Accord gehandelt huet, bei deem sech eenzeg an eleng iwwert de Kafpräis ënnert hie ginn ass.

An der Chamberskommissioun huet de Finanzminister an deem Zesammenhang un d'Adress





vun der DP gesot, datt all Partei, déi schonn eng Kéier Regierungsverantwortung gedroen huet, wéisst, datt esou Accorden néideg a richteg wieren.

Här President, ech muss lech soen, datt esou een Accord mat enger DP net zustane kann wier. Dëst ass een Accord, deen eenzeg an eleng Zuelen, eng Zomm Sue virun Aen hat, an net de Betrib an net d'Leit, déi do schaffen.

► **Plusieurs voix.** - Bien! Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - D' Cargolux huet ee strategesch, een industrielle Partner gesicht, fir sech als Cargo-Gesellschaft um weltwäite Marché besser ze positionéieren. Si huet ee Partner gesicht, mat deem een iwwer gemeinsam Interessen a Synergien hätt kënne méi kompetitiv ginn, mat deem een an der Kris besser dogestanden hätt. Eng strategesch Partnerschaft zwëschen zwou Entreprisë féiert awer ëmmer iwwer eng detailléiert Analys vun de Businessmodeller vu béide Sociéitéten. Do steet de Verkaufspräis net um Ufank, mä ganz um Schluss vun esou Verhandlungen!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Well wat si schonn 110 Milliounen fir den Aktiëpak am Verglach mat den Defiziter, déi d' Cargolux haut schreift!

Wat beim Alleingang vum Finanzminister geschitt ass, dat si graff handwierklech Feeler, fir déi hien d'Verantwortung muss iwwerhuelen. Feeler, déi op d'Käschte vun den öffentlechen Finanzen, awer virun allem op d'Käschte vun der Cargolux a vun Dausende vu Salarieë ginn.

Den Här Lux huet eis de Moie confirméiert, datt den Deal géint de Wille vum Conseil d'administration vun der Cargolux gemaach ginn ass.

(Interruption)

Hunn d'Ministere Wiseler a Frieden eis gëschter an der Kommissioun Mäercher erzielt? Wat stëmmt dann elo? An dann awer och, et muss een d'Fro stellen: Wat woussten d'LSAP-Ministren?

Den Här Lux wollt d'Fro vun der politescher Responsabilitéit duerfir net stellen. Duerfir stellen ech se!

(Brouhaha)

Mä heirauser eleng eng „Affär Luc Frieden“ ze maachen, wier eiser Meenung no ze einfach, well d'Tatsaach, datt bei der Missioun am Katar iwwer de Verkauf vun der Cargolux sollt geschwat ginn, war offensichtlech am Virus bekannt an der Regierung. Dat zumindest behaupt de Finanzminister. Wou waren awer de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké an den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler, wéi zu Doha iwwer d'Zukunft vun der Cargolux verhandelt gouf? Wou waren hir Beamten? Et war keen do, am Raum präsent waren eenzeg an eleng den Ierfgroussherzog Guillaume an ee Geschäftsmann mat exzellente Lienen an der Regierung.

Hei wëll ech just eng kleng Parenthèse opmaachen: Här President, wann dese Geschäftsmann, deen an de Medien och nach den „Mister Qatar“ genannt gëtt an deen duerno vun der Regierung a vum katareschen Investor als neutralen CEO bei der Cargolux agesat gouf, wann deen de Minister Frieden beim Verkauf vun der Cargolux-Parte beroden huet, da muss een awer ganz haart d'Fro vun den Interessenkonflikter stellen.

A wann de Finanzminister d'Chamberskommissioun dann och nach wëllt gleewen doen, datt dese Geschäftsmann als Administrateur des biens vum Grand-Duc bei där Réunion derbäi gewiescht wier, da si mer domadder definitiv am Beräich vun de Mäercher ukomm. Da fillen ech mech definitiv erënnert un d'Gedreems vu verschiddene Leit am Dossier Léiweng.

Här President, ech wëll der Regierung haut awer nach eng aner Fro stellen. Wéi de Minister Frieden 2011 aus dem Katar zrëckkomm ass a senge Kollegen erkläert huet, wat e verbrach hätt, firwat ass d'Regierung do net einfach op Distanz gaangen zu deser mëndlecher Zouso? Jo, dëst wier e Gesichtsverloscht fir de Minister Frieden gewiescht, mä een, deen e selwer ze veräntwertete gehat hätt. Firwat hunn d'Membere vun de Conseils d'administration deem Deal zougestëmmt? Firwat huet d'SNCI, d'Luxair, d'Spuerkeess engem Deal zougestëmmt, deen net hiren eegenen Interessen an och net den Interesse vun der Cargolux entsprach huet?

Huet d'Regierung hei iwwer hir Vertrieeder an de Conseils d'administration Drock ausgeübt, fir datt den Accord géif duerchgoen?

Dëser an anere Froe wëllt d'DP an deene kommende Wochen nogoen. An duerfir...

► **M. le Président.** - Här Etgen, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Jo, den Här Schneider hat mech virdrun ënnerbrach.

► **M. le Président.** - Jo, mä da kommt - zwou Minutten hunn ech lech scho gelooss -, da kommt awer elo zum Schluss, wann ech gelift.

(Interruption)

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Duerfir wëlle mir och an de kommende Wochen nach staatlech Vertrieeder aus de Conseils d'administration vun der Spuerkeess, vun der SNCI an der Luxair héieren, fir eng ganz Rei vun Detailfroen nach ze klären.

Gläichzäiteg wäert d'DP sech awer och konstruktiv abréngen, wann et dorëm geet, eng kohärent Strategie fir de Logistikstanduert auszeschaffen. D'Stärkung vun der Aviatioun an d'Ofsicherung vun hirer Zukunft muss zu enger vun den Top-Prioritéiten vun der Politik an de kommende Méint ginn, am Interesse vun den Dausende vun Aarbechtsplazen, déi dodrunhänken, awer och am Interesse vum Land. Well mat all Cargolux- a Luxair-Maschinn, déi an d'Welt flitt, flitt ee Stéck Lëtzebuerg mat a mécht eist Land domadder méi grouss, wéi et op der Weltkaart a Wierklechkeet ass.

Här President, ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Etgen, an als nächste Riedner ass den Här Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Merci, Här President. Erlaabt mer fir d'Éischt ze soen, datt ech eng Motioun wäert déposéieren an datt ech froen, fir datt ech déi fénnef Minutte vu menger Motioun direkt kann integréieren a meng Ried. Dat spuert och herno jo dann déi Zäit, vu datt ech dann 22 Minutte Riedezäit hätt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng Fraktioun ass der Iwwerzeugung, datt de Fluchverkéier weltwäit an enger extrem déiwer Kris stécht an datt déi Kris nach laang net eriwuer ass, au contraire. Mir sinn der Meenung, datt mer eréischt am Ufank si vun där Kris, an ech wäert versichen ze erklären, firwat.

Wann ech kucken, wat de Fluchverkéier duerstellt am Transportwiesen, da stellen ech fest, datt de Fluchverkéier dee krisenfällegste Beräich ass am ganzen Transportsecteur weltwäit. Wann een nëmme kuckt tëscht 2000 an 2010, mat wéi enge Krisen de Fluchverkéier konfrontéiert war, da stellt ee fest, datt dat der eng Rei waren, déi selbstverständlech d'gesamt Ökonomie an och all Transportsecteur betraff hunn, mä et ass der awer eng Rei ginn, déi ausschliesslech de Fluchverkéier getraff hunn an déi dramatesch Konsequenze fir deen haten.

Ech wëll der nëmme e puer opzielen hei. Déi éischt, dat war den 11. September, wou Der lech all kënnt erënnere, zu wat fir enge Konsequenzen dat am Fluchverkéier gefouert huet a wat fir dramatesch Inzidenzen dat op deen ekonomesche Secteur hat.

Dat Zweet, dat war gläich hannendrop, nom 11. September, wéi de Fluchverkéier gemengt huet, en hätt sech liicht erholl, koum d'Longgekrankheet SARS, déi haaptsächlech vun Asien ausgegangen ass, mä wou festgestallt ginn ass, datt se duerch de Fluchverkéier sech ganz schnell riskéiert huet weltwäit ze verbreden. An deen Aspekt huet derzou gefouert, datt eng Kris entstanen ass, datt eng Panik entstanen ass, déi effektiv den Airlinen extrem Problemer gemaach huet.

Eleng den 11. September an d'Longgekrankheet SARS hunn de Fluchverkéier 2003 op den Niveau vun 2000 zrëckgeworf, dat heescht ëm vill Prozentsätz zrëckgeworf, an hunn e ganze Koup haaptsächlech amerikanesch Airlinen déi Zäit an d'rout Zuele geheit an et ass zu éischte Failliten an Zesummeschlëss komm.

2004 huet de Fluchverkéier sech ugefangen e bëssen ze eruelen, a wéi ee gemengt huet, en hätt sech e bëssen erholl, du koum 2008 d'Wirtschaftskris, an déi Wirtschaftskris huet zum gréissten Abroch an der Geschicht vun der Loffahrt gefouert. Am Passagéierberäich hu mer e Réckgang kritt a kierzester Zäit vun 10% an am Frachtberäich vu 25%, also ee Véirels vum Frachtberäich ass ewechgebrach a ganz kuerzer Zäit, mat de Konsequenzen, déi mer haut kennen.

A wann ee geduecht huet, datt 2010, wéi et erëm e bësse biergop gaangen ass, een domadder d'Kris iwwerstanen hätt, da koum dunn en neie Phänomeen derbäi, deen all erëm eng Kéier haaptsächlech d'Luftfahrt betraff huet, an dat war de Vulkanausbroch an Island, deen de Fluchverkéier méi wéi eng Woch komplett blo-

ckéiert huet, de gréissten Deel vum Fluchverkéier op der Welt eigentlech ganz lahmgeleucht huet, an d'Schätzung ginn a méi Milliarden Dollar Pertë fir d'Fluchentreisen an deem do Beräich.

Do derbäi kéint een nach eng Rei méi kleng Evenementer opzielen an deene leschten zéng Joer, mä dat do sinn déi wichtegst. Do derbäi kënnt een anere Problemfall, dee sech fir d'Aviatioun ëmmer méi stellt, an dat ass dee vun der Energiekris.

Déi steigend Präisser vum Pétrol a virun allem deementspriedend vum Kerosin - well de Kerosin ass deen edelsten Deel vum Pétrol an donc geet deen deementspriedend nach méi séier an d'Luucht, gëtt en nach méi séier méi deier -, déi maachen, datt d'Energiepräisser fir d'Fluchgesellschaften haut zum Haaptkäschtefaktor gi sinn. An angesichts den Turbulenzen op den Energiemäert a gläichzäiteg de steigende Präisser féiert dat natierlech zu enger totaler Imprévisibilitéit fir d'Fluchgesellschaften weltwäit.

Wann ech d'Previsiounen vun der internationaler Energieagentur kucken, wéi se mengen, datt d'Präisentwécklung am Energiesecteur an haaptsächlech um Pétrolsmarché wäert kommen, da soen ech lech, entre guillemets, si mer de Moment an enger total verréckter Situation, datt de Fluchverkéier natierlech duerch d'Wirtschaftskris haaptsächlech am Cargo-Beräich enorm vill verléiert, mä och op där anerer Säit, datt de Pétrolspräis, well mer an der Kris sinn, nach eenegermoossen am Gläichgewicht oder ënner Kontroll gehale gëtt an datt, soubal dann dee Faktor vun der Kris sech géif ophiewen oder sech ophieft an deementspriedend erëm méi Wuere géifen oder sollen zirkuléieren, dat natierlech en direkten Impakt erëm op de Präis vum Pétrol huet, donc d'Kaz sech hei an de Schwanz bäisst, wann ee gesäit, datt dat fir d'Fluchgesellschaften net vill positiv Resultater wäert bréngen, well d'Energiepräisser, déi da wäerten an d'Luucht goen, dat, wat u Méi erëm geflu gëtt, relativ séier wäerten u Margen opfressen.

Da muss een nach bedenken, datt déi Situation sech an engem Kader stellt, dee fir d'Fluchgesellschaften a fir d'Aviatioun extrem gënschteg ass. Ech wëll hei drun erënnere, datt am Aviatiounsberäich d'Kerosinsteier inexistant ass, dat heescht, keng Akzisen ufalen, gréisstendeels och a ville Länner keng TVA bei de Fluchtickete bezuelt gëtt, zum Beispill an Däitschland. Dat heescht, alles Faktoren, déi jo eigentlech schonn haut verstoppte Subventiounen un de Fluchverkéier sinn.

An et muss een och bedenken, datt fir dee wichtigsten Aspekt, nämlech dee vum Dreifstoff, deen an der Aviatioun, wéi gesot, eng grouss Roll spillt, am Moment iwwerhaapt keng Aussicht op en alternativen Dreifstoff besteet, deen aus där Fal do géif erausféieren.

Do derbäi kënnt nach d'Klimaproblematik, déi de Moment am Fluchverkéier bis haut sougutt an den internationalen Debatte wéi och an der Diskussioun, wann et ëm d'Wirtschaftlechkeet vum Secteur geet, komplett ausgeblennt ginn ass, mä déi ganz sécher an deenen nächste Jorzéngten net méi kann an och net méi wäert ausgeblennt ginn an déi en zousätzleche Käschtefaktor wäert sinn, dee fir d'Aviatioun wäert derbäikommen; wat d'Saach natierlech och net méi einfach mécht.

Da muss een och wëssen, datt déi Aart a Weis, haaptsächlech am Gidderverkéier, wéi haut oder wéi an deene leschten 20 Joer transportéiert ginn ass a wat de Gros ausgemaach huet, firwat datt esou vill Wuere mam Fluchverkéier transportéiert gi sinn, datt dat op enger ganz spezifischer Aart a Weis vun Ökonomie baséiert war, déi, wa mer d'Nohaltegkeet an all Prämissen huelen, déi sougutt op UNO-Niveau wéi och op internationalen aneren Niveaue gezu ginn - wéi mer eis Ökonomie missten an e Paradigmewissel féieren zu méi Nohaltegkeet, dat heescht, d'Produkt méi eng laang Liewensdauer misste kréien an esou weider an esou fort -, datt dann all déi Avantagen, déi virdu waren, déi gemaach hunn, datt vill Gidder am Fluchverkéier konnten transportéiert ginn, wäerten ewechfalen.

Ech wëll just drun erënnere, datt de groussen Deel vun dem Cargo-Beräich an d'ganz Logistik, déi domadder verbonnen ass, op enger Aarbechtsdeelung baséieren, déi besonnesch an de Beräicher Elektronik, Moud, Spillwueren an awer virun allem och deelweis Ersatzdeeler vun der Autoindustrie komm ass, déi op Kuerzliegewegkeet baséiert waren, „just in time“, an alles Aspekt sinn, déi ganz sécher wäerten an deenen nächste Joren a Jorzéngten a Fro gestallt ginn, aus realekonomeschen an och nohaltege Grënn, wat natierlech en immensen Impakt op d'Aviatioun huet.

Ech froe mech och oder mir froen eis och, ob mer eis bewusst sinn, datt vill vun deene Wuere, déi haut am Fluchverkéier transportéiert

ginn, zum Beispill well se séier verdierflech sinn an doduerjer ganz schnell mussen aus allen Ecker an der Welt transportéiert ginn, ob een der Meenung ass, datt déi Wuere och an Zukunft nach wäerten ouni Weideres kënnen transportéiert ginn, wann een engersäits den Nohaltegkeetsaspekt kuckt, mä awer och de Käschtefaktor kuckt, deen domat verbonnen ass.

Ech wëll nëmme zwee Beispiller heiraus zitieren: dat sinn zum Beispill d'Rousen, déi aus Kolumbien kommen, wou a 500 Gramm Rousen, déi aus Kolumbien kommen, 1,4 Liter Kerosin drastécht, oder zum Beispill d'Hämmelfleesch, dat aus Neuseeland kënnt, wou an engem Kilo Hämmelfleesch aus Neuseeland 6,1 Liter Kerosin drastéichen.

Ech froe mech, ob Der wierklech der Meenung sidd, datt mer realistischerweis esou e Wuere-transport an deenen nächste Jorzéngten nach weider wäerten organiséieren. Mir Gréng soen lech: Deen, deen dat gleeft, dee lieft um Mound an deen huet net verstanen, wéi schwéierwiegend d'Kris an der Aviatioun eigentlech ass. An en huet och net verstanen, wat sech do hannendru verstoppt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Da kommen awer och aner Punkten derbäi. Mir wëssen haut schonn, datt mer an der Aviatioun en immensen onlautere Wettbewerb hunn. En onlautere Wettbewerb, deen zum Beispill dora besteet, datt d'USA rücksichtslos hir Aviatioun, déi wierklech um Rand vum Ofgrond stoung, no 2001 an och an der Wirtschaftskris mat Milliarden Dollar vu staatleche Subventiounen ënnerstëtz hunn, zum Beispill tëscht 2001 an 2003.

Dat heescht, datt déi direkt staatlech Hëlfe, déi Milliardenhéicht haten, wéi gesot, derzou gefouert hunn, datt am Fong Iwwercapacitäten, déi an Amerika bestanen hunn, net hu brauchen ofgebaut ze ginn a konnte gehale ginn, fir se spéider strategesch géint aner Partner anzesetzen, déi déi Quersubventiounen vum Stat net konnte maachen, haaptsächlech och innerhalb vun der Europäescher Unioun net konnte maachen, fir déi an nach méi grouss Schwierigkeeten ze bréngen.

Och dat ass en Aspekt, deen ee muss mat virgesinn, wann een iwwer de Fluchverkéier diskutéiert.

Duerfir ass et natierlech och fir eis kloer, datt, wann een iwwer de Fluchverkéier an iwwer de Flughafe Lëtzebuerg schwätzt an et wëllt een dat diskutéieren, ouni déi ganz global Problematik ze diskutéieren, da mécht ee sech selwer eppes vir an dann diskutéiert ee laanscht d'Thema.

Mir Gréng sinn och selbstverständlech iwwerzeugt, datt mer e Flughafe brauchen. A mir sinn och iwwerzeugt, datt mer müssen alles maachen, datt dee Flughafe ka funktionéieren, well mir brauchen en aus verschiddene Grënn. Ech kommen herno nach drop zrëck.

Mä wann ech déi zwee Haaptacturen op eise Flughafe kucken, d' Cargolux an d'Luxair, da si mer och gradesou gutt iwwerzeugt, datt déi zwee Acteuren iwwerhaapt keng Iwwerliewenschance hunn, wa se net an Zukunft strategesch Partner kréien. D'autant plus wou d' Cargolux an deem Créneau, deen ech virdrun elo beschriwwen hunn - wéi bis elo d'Wirtschaft funktionéiert huet a wat och d' Cargolux an deem Zesummenhang transportéiert huet an datt do viles wäert ewechbriechen -, sech ganz kloer muss zimlech nei opstellen, fir datt se an der Zukunft iwwerhaapt eng Iwwerliewenschance huet. Wéi gesot, mir sinn duerfir der Iwwerzeugung, datt et noutwendeg ass, datt mer op dee Wee musse goen.

Mir hunn an deene leschten Deeg vu Regierungssäit en Historique gemaach kritt. Deen huet eis awer wéineg iwwerzeugt, datt d'Regierung hei e richtige Wee oder dee kohärenteste Wee ageschloen huet. Mir hunn och eng Rei Dokumenter kritt. Ee wichteg Dokument hu mer gëschter zitéiert kritt an der Kommissioun. Dat hu mer bis elo nach net kritt, wou ech awer wierklech fro wier, wa mer dat och kréichen. Et ass vun deem Rapport McKinsey geschwat ginn, dee fir d' Cargolux gemaach ginn ass.

Firwat ass dee fir eis wichteg? Well do jo eng Detailanalyse gemaach ginn ass iwwer all d'Schwierigkeeten, déi sech fir d' Cargolux zum Beispill stellen, an och Pisten opgezeecht gi sinn - an dat si jo bestëmmt méi Pisten, déi do opgezeecht gi sinn - respektiv Geschäftsmodelle, déi ee misst an Zukunft wien, fir datt déi Gesellschaft iwwerhaapt eng Iwwerliewenschance huet.

A wann ech soe Strategien a Geschäftsmodelle, da kommen ech zu deem éischte Punkt, dee fir mech nach ëmmer net kloer ass. Nämlech, dat ass: Wat wann der Regierung hir Strategie bezüglech dem Geschäftsmodell, dee se sech ausgeduecht hat oder dee se als





dee beschten emfonnt hat fir d'Cargolux fir d'Zukunft, wéi gesot, jo basierend op Analyse, déi jo virlouchen?

An zweetens, do hannendrun: Hannert deem Geschäftsmodell verstoppt sech jo dann natierlech och d'Perspektiv fir de Sozialmodell, deen domadder verbonnen ass, well dat ass jo net vunenee lasszekoppelen. Dat ass ganz kloer. An natierlech verstoppt sech do och den Aspekt vun der Nohaltegkeet hannendrun, virun allem an deem Kontext, wéi gesot, mat där verännerter Welt, déi eiser Meenung no sécherlech wäert kommen, a wou ee muss realistesch kucken: Wat ass dann iwwerhaupt nach als Perspektiv vun där Gesellschaft fir d'Zukunft? An hannendru verstoppt sech natierlech dann och den Aspekt vum Respekt vun Ëmwelt a vu Gesondheet, op deen ech och nach wäert kuerz ze schwätze kommen.

Wéi gesot, dës Strategie vun der Regierung ass fir eis net kloer. Mir gesinn déi net kloer. Mir wëssen och net, ob d'Regierung hei eng Visioun hat. An et ass och fir eis duerfir net ze verstoen, wann ech dann héieren, datt de Minister eis gëschter an der Kommissioun erkläert huet, datt et een enormen Asaz, eng enorm Energie kascht hätt, fir d'Katarien ze iwwerzeegen, fir dee Schratt hei mat der Cargolux anzegoen dann.

Besonnenesch, ech verstinn net, firwat datt net deen nämlechten Asaz an déi nämlechte Energie fir aner Richtungen, aner potenziell Investisseure getraff gi sinn. Wann et méiglech war, wéi gesot, esou intensiv an esou engeresch - wat ech jo gutt fannen, datt ee Minister dat mécht - mat engem Partner ze verhandelen, firwat sinn aner Pisten net méi verfollegt ginn?

Mir krute gëschter an der Kommissioun just gesot, datt der do gewiescht wieren, mä déi wieren net konkret genuch gewiescht. Déi wieren nach net wäit genuch avancéiert. Ech soen: Wann ee vläicht, wéi gesot, déi nämlechte Energie agesat hätt, wéi ee se hei agesat huet, dann hätt ee sécherlech vläicht och do kënne méi eppes Konkretes op den Dësch kréien.

Et ass och fir eis net ze verstoen - dat soen ech ganz kloer -, firwat den eigentlech zoustännegen Nohaltegkeetsminister an deem Dossier hei am Ufank net existent war. Ech schwätze selbsterständlech nëmmen elo, vun där Zäitspann, wou déi intensiv Verhandlung vum Finanzminister mat dem Katar gefouert gi sinn. Jo, ech hu souguer de Verdacht, datt den Nohaltegkeetsminister hei eréischt nodréiglech iwwer Saachen informéiert ginn ass, wat do verhandelt ginn ass.

Dat ass fir eis net ze verstoen. Mir sinn der Meenung, datt hei de Ressortminister hätt misse derbäi sinn an de ganz kloer hätt misse seng Responsabilitéit iwwerhuelen, well et ass jo awer deen, deen, mengen ech, den Terrain kennt, deen och weess, wat um Terrain lass ass, deen och d'Suerge vun de Leit kann huet, déi am Secteur geschafft hunn. An, wéi gesot, dat ass fir eis net nozevollzéien!

Et ass och fir eis net ze verstoen, datt d'Regierung sech op esou Formulatiounen aléiss, wéi mer der dann elo am Memorandum of understanding konnten erëmfannen, wou geschriwwen gëtt, wann et ëm den Emploi geet um Flughafen oder bei deenen zwou Fluchgesellschaften, bei der Cargolux, wou da steet, ech zitieren: «sauvegarde de l'emploi profitable».

Dat ass eng Formulatioun, déi ass esou wéi ee Lastik, méi Lastik kann een an eng Formulatioun net méi drasetzen, well dat heescht jo am Kloertext... Éischts misst een emol definéieren: Wéi héich muss de Profit sinn, fir datt een en Emploi als profitabel gesäit? Et gëtt Leit, déi gi sech mat enger „shareholder value“ vu fënnel oder aacht oder zéng Prozent zefridden; anerer menge vläicht, se missten 20 Prozent „shareholder value“ pro Joer kréien, fir datt se dat als profitabel ugesinn. Dat heescht, et misst een emol do mindestens eng Definitioun dran hunn: Wat ass dann iwwerhaupt profitabel? Mä déi dote Formulatioun, déi mécht eiser Meenung no d'Dier op, fir datt kënne massiv Aarbechtsplazen ënner deem dote Volet ofgebaut ginn, well dat net definéiert ass.

An ech hunn och de Verdacht, wann een dee ganzen Text liest, wou vill Onkloerheeten dra sinn, datt hei awer den Investisseur eng „hidden agenda“ huet, déi dra besteet, fir den Hub Lëtzebuerg zwar elo ze benotzen, mä eigentlech en ze benotzen, net fir deen ze stabiliséieren an en auszubauen, mä fir den Hub Doha nach méi performant ze maachen. Dat ass de Verdacht, deen een awer hei net lassgëtt, wann een déi Texter do am Detail liest.

Et ass och net ze verstoen, firwat datt d'Regierung an déi zoustänneg Ministere Wiseler a Frieden bei esou engem importanten Dossier net schonn am Virfeld eng Kéier d'Chamber consultéiert hunn, fir am Parlament och emol eng Kéier d'Meenung ze froen, d'Meenung vun

de Fraktiounen ze froen an eng öffentlech Debatte gefouert ze hunn, wéi mer de Flughafen gesinn a wéi mer mengen, datt de Flughafen soll weider ausgebaut gi respektiv erhale gi respektiv déi Aarbechtsplaze solle garantéiert ginn.

Wann ech gesinn, firwat datt d'Chamber heiansdo hei vun der Regierung consultéiert gëtt, a wann ech gesinn, datt bei esou engem wichtige Dossier dat net gemaach gëtt, da muss ech mer wierklech e puer Froe stellen.

Et ass och fir eis net ze verstoen, dat muss ech och derbäisoen, datt d'Regierungsvertreieder sech iwwer dat - an dat wëll ech elo hei nëmmen um Rand sträifen, mä et ass awer wichtig -, wat de fréiere President vun Amnesty International an engem oppene Brëif iwwer eis sougenannten nei Frënn geschriwwen huet, datt se sech net méi doriwwer Gedanke gemaach hunn, well déi Leit esou eng Approche hunn. Dat seet jo awer och viles iwwer eng Geeschteshaltung aus an dat seet och eppes aus, wéi een herno wëllt mat engem Sozialmodell ëmgoen. Och dat wier net schlecht gewiescht, wa mer dat zumindest och eng Kéier méi öffentlech diskutéiert hätten, well vill Leit am Land maache sech ganz kloer doriwwer Suergen.

Mir wëssen och haut, datt et Meenungsverschiddenheete ginn ass tëscht den Aktionäre vun der Cargolux an der Regierung; vläicht och souguer Vertreieder vun der Regierung am Conseil a Regierungsvertreieder, dat weess ech haut net. Do hunn ech nach ëmmer keng kloer Äntwerte kritt.

Eis géif och interesséieren: Wat waren déi Meenungsverschiddenheeten, déi do opgedaucht sinn? Selbstverständlech huet d'Regierung hei, wann et ëm déi Aktië geet, déi hei en cause waren, huet d'Regierung hei - wéi soll ech soen? - d'Meenungsführerschaft an huet och Décisiounen ze huelen. Mä eis géif awer interesséieren, wat déi Meenungsverschiddenheete waren, well déi géifen eis wahrscheinlech méi ee komplett Bild ginn iwwer dat, wat alles de part et d'autre strategesch an där Gesellschaft diskutéiert ginn ass an ob net awer aner Pisten méiglech gewiescht wären.

Awer dat Mannst, wat ee muss soen, dat ass, datt d'Kommunikatioun tëscht Regierungsmitgliedern a Vertreieder vum Stat am Conseil bei der Cargolux net déi allerbeschte war, fir net ze soen, datt deelweis d'Kommunikatioun momenterweis schéngt inexistente gewiescht ze sinn. Well soss kéint ee sech verschidde Saachen, wéi hei widderstreechlech och an deene leschte Joren kommuniquéiert ginn ass, net erklären.

Als Konkursioun, Här President: Mir brauchen ee Flughafen. Doriwwer si mer eis, mengen ech, alleguerten eens. Mir brauchen de Flughafen, well e wichteg ass als Verbindung fir eise Wirtschaftsstanduert, fir Lëtzebuerg mat aneren europäeschen Zentren ze verbannen. Mir brauchen och ee Flughafen, well en och wichteg ass fir de Frachtverkéier. Mä mir sollen awer och realistesch sinn.

An déi Gréng sinn - dat hu mer net fir d'éischte Kéier gesot - och méi wéi skeptesch doriwwer. Mir wiere scho frou, wa mer dat, wat mer haut hunn, kéinten halen. Mir sinn extrem skeptesch duerch all déi Grënn, déi ech virdu beschriwwen hunn, datt de Logistikzenter an den Ausbau vum Flughafen a vum Frachtverkéier, den Ausbau vum Frachtverkéier, datt dat nei Nische sinn, op déi mer sollen opbauen, angesichts de Schwierigkeeten, déi ech am Ufank beschriwwen hunn.

Mir mengen, datt d'Regierung do enger Illusioun noleefft. Ech mengen, datt mer scho kënne frou sinn, wa mer dat kënne retten an halen, wat mer haut hunn. Dann hu mer scho ganz gutt geschafft.

Zweetens, an deem Sënn menge mer natierlech och, datt et wichteg ass, datt mer, wa mer déi Analys maachen, aner Mesuren ergräifen, déi complémenteaire zum Flughafen sinn, déi wichteg sinn, fir datt mer, wirtschaftlech an transportméisseg gesinn, gutt un aner Zentren ugebonne sinn. An do denken ech natierlech virun allem un de Schinneverkéier, dee mer muss ausbauen.

Ech sinn der Iwwerzeugung, datt mer an deenen nächste Jorzéngte wäerten erliewen, datt mer an d'Richtung ginn - an dat net nëmmen an Europa, mä weltwäit -, datt d'Fluchverbindungen ënner 500 Kilometer souwisou gréisstendeels, ausser am Transit, wat eng aner Saach ass, mä wann ech just d'Quell Zilverkéier kucken, ewechfalen.

Duerfir ass et wichteg, datt mer fir d'Zuchverbindung bis 500 Kilometer schnell a performant Verbindunge kréien. Well soss, wa mer dat net hunn, wäerte mer, wann dat anert ewechfält, gréisser wirtschaftlech Problemer kréien, well mer eigentlech op falsch Saache gesat hunn, well mer eis enger Illusioun higninn hunn a gemengt hunn, mir kéinten dat op-

rechterhalen, wat weltwäit awer ganz evidenteweis aus deene verschiddenste Grënn, wéi et gesot hunn, net méiglech ass.

Wéi gesot, drëtts, mir mussen de Cargo-Beräich realistesch betrueden. Mir mussen versichen, déi Aarbechtsplazen, déi do bestinn, haut ze erhalen an eis dorobber ze konzentréieren, d'Realität am A ze behalen, a virun allem d'Realität am A ze behalen angesichts dem Paradigmewissel, dee ganz kloer an der Ekonomie wäert kommen an dee virun allem den Transportberäich weltwäit a virun allem de Fluchverkéier ganz staark wäert treffen.

Véiertens, mir mussen de Flughafen an de Fluchverkéier esou organiséieren, datt en nohalteg ass, datt en Ëmwelt- a Gesondheetsaspekter eescht hëlt, respektéiert.

A fënneftens, mir wënschen eis, datt dës Verännerungen am Fluchsektor, déi ganz kloer mussen kommen, an engem sozialen Dialog gestalt ginn, deen dem europäesche Sozialmodell wierdeg ass.

Ech hunn och um Schluss elo, Här President, eng Motioun nach virbereet. Déi betrëfft nëmmen d'Nuisancen haaptsächlech bei den Nuetsvulen. Ech hunn dat gemaach. Et kéint zwar herno nach eng Question avec débat, duerfir wëll ech do nach e bësse méi am Detail dorop agoen.

Ech wëll just hei soen: Déi Motioun hei, déi fanne mir absolut berechtigt, well wa mer gesinn, wéi d'Entwécklung tëscht 1990 an 2010 war, da stelle mer fest, datt um Flughafen Findel d'Nuetsvole vun 190 op 1.550 eropgaange sinn, datt heescht aachtmol méi wéi an den 90er Joren, par contre am Dagesverkéier d'Dagescapacitéit nëmmen ëm 1,2-mol eropgaangen ass.

A mir wësse jo och haut schonn, datt d'Cargolux souwisou eng permanent Derogatioun huet, mat där se nuets ka landen, souguer och ganz vill nach no eelef Auer souguer opstarten. Et gëtt eng permanent Derogatioun. Duerfir kommt, mir maachen de Leit hei keng Illusiounen vir. An et deet mer leed, wann ech liesen, wat Verschiddener schreiwen, datt et hei net drëms géif goen, dat Nuetsverbuert opzehiewen, mä méi flexibel ze ginn!

Flexibel heescht näischt aneschtens, wéi sech der Realitéit, där neier Realitéit, déi dann anscheinend jo géif existéieren, unzepassen. Dat heescht, datt een einfach déi Derogatiounen, déi existéieren, zum Normalfall mécht. An dat wëlle mir op kee Fall! Et sollen nach ëmmer Derogatiounen bleiwen. D'Leit, déi an deene Quartiere ronderëm de Flughafen wunnen, déi sinn deenen Nuisancen extrem ausgesetzt. An do ass net nëmmen d'Stad Lëtzebuerg betraff, mä och ganz vill Randgemenge vun der Stad Lëtzebuerg.

A mir sollen eis dee leschte Bericht vun der Weltgesundheitsorganisatioun ukucken, wat de Kaméidi ubelaangt. Dat gëtt haut leider nach enorm an eiser Gesellschaft ënnerschat, mä de Kaméidi huet en onheemlechen Impakt op d'Gesondheet vun de Mënschen. An domadder muss een net mengen, datt et sech hei drëms dréint, datt een nuets muss vun engem Fliger erwächt ginn, fir datt de Kaméidi héich genuch ass, datt een doduerjer gesondheetleche Schued erleit. Et si vill Kaméidissourcen, do brauch een emol net ze erwächen, déi si latent. Déi stéieren de Schlof an déi hunn eng immens Inzidenz op d'Gesondheet. Dat ass haut, wéi gesot, vun der Weltgesundheitsorganisatioun beluecht a bewisen.

Mir sollen och net vergiessen, datt weltwäit an och an Europa op ganz ville Flughäfen, ganz grouse Flughäfen, en Nuetsfluchverbuert existéiert.

Frankfurt huet eent. Frankfurt ass jo, haaptsächlech wat de Cargo ubelaangt, ee vun deene bedeitendste Flughäfen op der Welt an huet tëscht eelef Auer a moies fënnel Auer Nuetsfluchverbuert. Zürich, eng wichteg Finanzplaz, huet och een Nuetsfluchverbuert. Dat ka keen Argument sinn. An et dierf och souwisou keen Argument sinn, well eiser Meenung no dierfe wirtschaftlech Interessen net géint d'Gesondheitsinteresse vun de Mënschen ausgespillt ginn.

Duerfir wëll ech, Här President, dës Motioun hei déposéieren, déi och vun de Kolléegen vun der DP mat ënnerschriwwen ginn ass.

## Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que les vols de nuit à l'Aéroport de Luxembourg constituent une nuisance considérable pour les riverains de l'aéroport, citoyens de tous âges;

- considérant que les bruits émanant des décollages et atterrissages nocturnes portent gravement préjudice au repos de nuit et à la santé de quelque 55.000 personnes;

- vu que le nombre de vols de nuit a considérablement augmenté pendant les années 2000-2010, alors que le nombre total des mouvements a diminué pendant cette même période;

- vu la tenue par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures de tables rondes réunissant différents acteurs afin de discuter de l'avenir de l'aéroport et des entreprises aéropor-tuaires;

- considérant diverses revendications exigeant dans ce cadre la levée de l'interdiction des vols de nuit;

- consciente de l'importance économique et salariale de l'aéroport;

- réaffirme cependant son refus catégorique et ferme d'un trafic aérien nocturne régulier à l'Aéroport de Luxembourg;

- demande aux autorités compétentes que la fermeture systématique de l'Aéroport de Luxembourg entre 23.00 et 6.00 heures soit confirmée et qu'en conséquence, les vols de nuit soient limités au strict minimum, que les dérogations ne devraient pas être permanentes, mais devraient être l'exception dans le cadre des dispositions de la réglementation fixant les conditions d'exploitation technique et opérationnelle de l'Aéroport de Luxembourg;

- demande que la publication mensuelle du nombre des vols de nuit soit complétée par une information sur les motifs des autorisations;

- demande que soient rendues publiques des mesures systématiques et certifiées du niveau de bruit engendré par les activités aéropor-tuaires;

- exige des réunions régulières du comité d'accompagnement des activités aéropor-tuaires et des rapports publics.

(s.) François Bausch, Eugène Berger, Fernand Etgen, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. Elo kéim nach eng Kéier den Här Spautz drun, dee virdrun duerch kleng Problemer net konnt seng Ried fäerdeg maachen. Hie mécht se elo fäerdeg.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolléeginnen a Kolléegen, fir d'Éischt wëll ech der Doktesch Merci soen. Ech hoffe just, dass elo keng Dopingkontroll hei gemaach gëtt, well ech weess net, ob ech déi da géif neutral iwwerstoen.

Ech wëll nach eng Kéier drop zrëckkommen, e puer Wieder wollt ech nach zu der Luxair soen, d'Luxair, déi jo op dräi Been steet: Et sinn éischts de Cargo Center, zweetens d'Tourismsvulen an drëtts d'Linnefluch. D'Luxair huet jo ganz aner Problemer wéi d'Cargolux. D'Luxair huet keng finanziell Problemer, obwuel se och mat der Konkurrenz ze kämpfen huet.

De Business ass agebrach a mëttlerweil gëtt d'Luxair op hiren traditionelle Linnen attackéiert. Mir wëssen, dass Paräis nach ëmmer wichteg ass fir Lëtzebuerg - de Flughafen - fir déi Volen, déi weiderginn. Mä fir op Paräis selwer, wouhinne fréier ginn vill Leit mam Fliger gaange sinn, huelen d'Leit haut léiwer den TGV.

Mir wëssen, dass Konkurrenz ass vun engem Koalitionär vun der Luxair op der Streck fir op München.

Mir wëssen, dass d'Luxair géint Genf de Match gewonnen huet, mä zu wat fir engem Präis? Wat huet dat d'Luxair kascht, fir do kënne nach deen eenzege Provider ze sinn, dee Genf verbënnt, well do dee Private sech zrëckgezunn huet?

Mir wëssen dat mat London, wou verschidde Flughäfen ugesteiert ginn. Dat heescht jo och, dass do d'Konkurrenz op deene rentable Strecken ëmmer méi grouss gëtt, mä et beweist awer och, dass mer iergendwéi eng aner Strategie mussen fannen, fir dass och d'Luxair d'Méiglechkeet huet, nach attraktiv ze bleiwen, an dass och d'Luxair d'Méiglechkeet huet, déi Linnen an déi Uertschaften och unzefléien.

Dann hu mer den Tourismusberäich, wou et gutt geet, wou mer awer wëssen, dass doduerch, dass d'lescht Joer déi Problemer ware mam afrikanesche Fréijoer, alleguerten déi Destinatiounen, déi och do vun der Luxair ëmmer bedéngt gi sinn am Tourismusberäich, dass déi net méi esou gezunn hu wéi déi Jore virdrun, an da virun allem, wann der Cargolux eppes geschitt, wann iergendeppes géif geschéien am Fret-Beräich, dass dat dann op de Cargo Center vun der Luxair, de Cargo-Beräich, deen d'Luxair mécht, terribel Auswierkungen hätt fir d'Luxair.





An duerfir ass et eben och wichteg, dass een dat net lassgeloest kuckt, d'Gargolux vun der Luxair, well och dat wichteg Revenuë sinn, déi d'Luxair do kritt huet.

Et muss een also hei probéieren ze kucken, wéi mer et fäerdegbréngen, och op deene Linnen, wou elo aner Gesellschaften ëmmer méi drop kommen, d'Käschten ze reduzéieren, awer och gläichzäitig attraktiv ze sinn, souwuel wat d'Aarbechtsbedéngungen ubelaangt, wéi awer och wat d'Präispolitik an d'Präisgestaltung vun der Luxair ubelaangt.

Hei geet et och drëm, fir driwwer ze kucken, wat fir eng nei Destinatiounen ee kann erschléissen, wou ee weess, wou och e Besoin do ass hei zu Lëtzebuerg, an dass een och d'Fligieren upasst un de Confort vun de Leit. Do ass d'Luxair jo amgaang, verschidden nei Iwwerleeungen ze maachen, fir och do kënnen ze kucken, wéi een do verschidde Linnen an Destinatiounen muss ëmbauen.

Ech denke just u Berlin. Et huet ee ganz vill Leit, déi haut léiwer iwwer Saarbrécken op Berlin fléie wéi vu Lëtzebuerg aus, well - wéi een och oft héiert - dat och mam Confort vun de Fligieren ze dinn hätt. Ech kann do net matschwätzen, ech sinn nach ni vu Saarbrécken aus geflunn. Mä op alle Fall muss een och do kucken, deenen Erausfuhrerunge gerecht ze ginn.

Dann eppes zu den Nuetsvolen: Et muss ee Wee fonnt ginn, fir den Interessen an den Ufuhrerunge souwuel vun de Flughafenraier wéi och vun dem Flughafen Rechnung ze droen. Ech mengen, dass jo och schonn eppes geschitt ass mat deem Gesetz contre le bruit an dass een do nach iwwer aner Saache kann diskutéieren.

D'Gargolux hat och viru Joren eng Etüd presentéiert mat aneren Ufluchwinkelen, déi manner Kaméidi géife maachen. Mir wëssen, dass och d'Fligieren ëmmer méi modern ginn an dass och do aner Méiglechkeete sinn. An ech mengen, et wier wichteg, do eng Kéier an aller Serenitéit eng Diskussioun ze féieren, souwuel mat den Anrainer wéi awer och mat all deene Bedreiwler, déi um Flughafen de Besoin hunn, fir déi eng oder déi aner Kéier méi Vole kënnen ze kréien, dass souwuel de Kaméidi an der Rei bleift, mä dass een awer och d'Kompetitivitéit vun dem Flughafen an d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg net a Fro stellt.

Et dierf ee jo ni vergiessen: E moderne Fliger ass am deiersten um Buedem, well wann en net an der Loft ass a wann en net flitt, dann huet dat enorm Käschten. An duerfir misste mer do, an ech sinn och dovunner iwwerzeegt, wann de Wëllen, de politesche Wëllen do ass, dass een do och kann - souwuel am Interesse vun den Anrainer wéi och am Interesse vum Flughafen a vun dem Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg - déi jee weileg Léisunge fannen.

Ech wollt mer awer och erlaben ze soen: Mir kënnen hei elo esou vill diskutéieren iwwer Strategien, wat mer brauche fir de Flughafen Lëtzebuerg, fir d'Gargolux a fir d'Luxair; mir mussen virun allem erëm eppes fäerdegbréngen, dat ass, dass mer Rou an den Dossier kréien!

Et hunn elo hei vill Kolleegen... Déi lescht Wochen ass d'Gargolux am meeschten an der Aktualitéit, de Flughafen selwer an d'Luxair manner, mä et ass wichteg, dass mer do och erëm Rou kréien. Well all Aussoen, déi mir hei maachen, sief et an der Chamber, sief et och soss, hunn negativ Auswierkunge fir d'Gargolux. Alles, wat international reportéiert gëtt iwwert déi Problemer, déi hei wieren, huet dermat ze dinn, dass dann och d'Clients, déi fir d'Gargolux do waren, potenziell Clients, déi fir d'Gargolux do wieren, sech och Froe stellen. An dat mécht och d'Glafwierdegkeet, déi mer awer brauchen, fir un déi Gesellschaft ze gleewen, ëmmer méi schwéier.

Well, gleeft mer es, wann do Leit sech iwwerleeën: „Soll ech d'Gargolux huelen oder soll ech mat engem anere fléien? Soll ech meng Fracht un d'Gargolux ginn an net un en aneren?“, ass et wichteg, dass d'Vertrauen zréckkënn an d'Gargolux. Duerfir ass et wichteg, dass mer gemeinsam - zesumme mat de Sozialpartner fir déi eng Problemer an zesumme mat den Anrainer och fir déi aner Problemer, wat d'Volen ugeet - Léisunge fannen. Well nëmme, wa mer et fäerdegbréngen, d'Gargolux aus den negativen internationale Schlagzeilen erauszekréien, wäerte mer och zesumme mat de Sozialpartner dat fäerdegbréngen, dass mer eng attraktiv Gargolux hunn, en attraktive Flughafen, an dass dat och derzou bäidréit, de Logistikzenter a Lëtzebuerg nach méi attraktiv ze maachen, an dass mer och do méi séier virukommen.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Spautz. Elo kritt d'Wuert den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems mer gëschter am Kader vun enger Commission jointe mat de Ministere Frieden a Wiseler iwwert déi finanziell Transaktiounen vum Kapital tëschent der Gargolux a Qatar Airways diskutéiert hunn, hu mer haut an der öffentlecher Sitzung en Débat iwwert déi zukünftige Strategie vun der Lëtzebuurger Aviatioun.

Obscho mer zwou getrennte Sitzungen hunn oder haten, hânt dat eent dach awer mat deem anere ganz enk zesummen. Mat 35% vum Aktiëpak huet Qatar Airways eng Späminoritéit kritt a kann domadder déi zukünftige Strategie vun der Gargolux an och der Luxair staark beaflossen, dat souwuel am positive wéi am negative Sënn.

Gëschter an der Kommissiounssitzung huet sech ganz séier a kloer erausgestallt, datt d'Regierung ganz schlecht am Interesse vun der Gargolux an am Besonneschen am Interesse vun der Lëtzebuurger Aviatioun négociéiert huet. D'Responsabilitéit läit hei un éischter Stell beim Finanzminister, dem Här Frieden, awer och bei dem Transportminister, dem Här Wiseler, an dem Statsminister, dem Här Jean-Claude Juncker. Den Här Frieden, well dës Verhandlungen exklusiv ënner seng Kompetenz an d'Responsabilitéit vum Finanzminister falen, an den Transport- respektiv de Statsminister, well déi an déi enk Diskussiounen agebonnen an informéiert waren. Wéi wäit déi kollektiv Responsabilitéit vun der Regierung läit, bleift nach ze kucken.

Fest steet, datt de Verkaf vu 35% vum Aktiëpart u Qatar Airways en exklusiven Handel war an - esou wéi den Här Lux et haut de Moien hei och deklaréiert huet - géint de Wëlle vun Verwaltungsrot ofgeschloss ginn ass, wat eigentlech contraire ass zu deem, wat mer gëschter vum zoustännege Minister an der Kommissioun gesot kritt hunn.

Zwee aner Interessente waren do, woubäi zumindest een eng besser Offer gemaach huet an ekonomesch gesinn eng Plus-value gewiescht wier. Den Här Frieden huet awer exklusiv mam Katar verhandelt.

Firwat bleift fraglech - firwat e Minister Aktien ënner dem Präis un de Katar verkeeft, dat op d'Käschte vun aneren Aktionären, ënner aneren op d'Käschte vun der Luxair! D'Spezialiste soen eis, datt d'Luxair fir zeg Milliounen Euro hei geschiedegt gi wier. An haut froe mir eis, wou déi finanziell Problemer bei der Luxair hierkommen!

Wéi ass et méiglech, datt den Här Frieden alles op Qatar Airways gesat huet, wou d'Gargolux zwee Joer virdru mat Qatar Airways scho verhandelt hat an dës Verhandlungen ofgebrach si ginn, well keng gemeinsam Geschäftsstrategie konnt fonnt ginn?

Haut, ee Joer méi spéit, ass kloer, datt Qatar Airways net an d'Gargolux erageklommen ass, fir d'Gargolux méi grouss, méi staark ze maachen, fir de Standuert Lëtzebuerg ofzesécheren, fir Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg ofzesécheren. Neen, Qatar Airways huet sech just mat engem eenzegegen Zil an d'Gargolux akaf, an dat Zil war an ass, fir d'Gargolux futzizemaachen, an dat mat der Komplizitéit vun der Lëtzebuurger Regierung!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wéisou ass et méiglech, datt Qatar Airways der Gargolux, wou se mat dran ass, selwer Konkurrenz mécht? Déiselwecht Strecken, déi och d'Gargolux flitt, konkurrenzéiert Qatar Airways mat Dumpingpräisser a werbt esou der Gargolux hir Clients of, mam Zil, fir se esou vum Maart ze verdreiwen. Zënter datt d'Kataren d'Konkurrenz géigeniwwer der Gargolux spille loosse, ass den Émsaz bei der Gargolux och staark gefall. D'Gargolux soll finanziell ausgeblutt ginn.

D'Zil, Här Frieden, sollt jo awer sinn, datt duerch d'Eraklamme vu Qatar Airways an d'Kapital vun der Gargolux den Émsaz sollt wuessen! Mä elo stellt sech eraus: Qatar Airways ass kee Partner, mä e knallhaarde Konkurrent.

Wéi ass et méiglech, datt Qatar Airways d'Gargolux an der internationaler Fachpress regelrecht schlechtmécht, erofmécht? Wéi ass et méiglech, datt Qatar Airways wëllt en Hangar vun der Maintenance, dee virun dräi Joer eréischt opgaangen ass, hei zu Lëtzebuerg zoumaachen?

Ma ganz einfach: well bei de Verhandlung e konkret en virun allem kee bindende Businessplang mat verhandelt ginn ass. D'Ofsécherung vun den Aarbechtsplazen ass anscheinend mat engem Handschlag geregelt ginn. Mat engem Land, wou et keng Partei, keng Gewerkschaft

ten, kee Parlament, kuerz gesot keng Demokratie gëtt, mat engem Land, wou 94% vun der Aarbechtskraaft aus dem Ausland kënn an d'Mënschen ënner onwierdege Konditiounen regelrecht ausgebeut ginn, mat esou engem Land de Lëtzebuurger Sozialmodell an d'Aarbechtsplaze mat engem Handschlag wëllen ofzesécheren, dat ass méi wéi amateurhaft, jo, ass scho bal kriminell! E Land, wat als éischt sech mat der Hamas un den Dësch setzt, der Hamas, déi international op der Lësch vun den terroristeschen Organisatiounen steet, mat esou engem Land esou primitiv ze verhandelen, dat ass net ze verstoen!

Mir hate schonn eng ähnlech Situatioun, wéi Mittal d'Arcelor iwwerholl huet. Deemools huet de Statsminister Jean-Claude Juncker hei an der Chamber behaupt an deklaréiert, hien hätt vum Här Mittal d'Garantie kritt, datt sämtlech Stolstanderter hei zu Lëtzebuerg géifen erhalte bleiwen. Mat dem bekannte Resultat, datt een no deem aneren zougemaach gëtt! Esou eng falsch Ausso vun engem Premier virun engem Parlament géif an all anerem Stat, an all anerer Demokratie ouni vill Diskussioun eng Demissiou mat sech bréngen.

Här President, kloer ass awer och, wann d'Gargolux d'Baach erfroget, datt dann d'Luxair ferm Problemer kritt, fir ze iwwerliewen. Hei stinn iwwer 8.000 Aarbechtsplazen am Spill.

D'Fro, déi ee sech nach eng Kéier muss stellen, ass: Wat fir een Interesse huet eng Lëtzebuurger Regierung, e Lëtzebuurger Finanzminister, fir esou een Handel ofzeschléissen?

Dir Häre Ministeren, et läit elo an Ärer Hand. Wann Dir zouloosst, datt duerch Qatar Airways d'Gargolux an d'Luxair d'Baach erfroget, dann hutt Der besser haut wéi muer Ären Hutt ze huelen. Well déi Responsabilitéit drot Dir eleng, an zwar ganz eleng, keen aneren!

Dir hutt haut hei d'Geleeenheet, fir Positionen ze bezéien. Mir verlaange vun Iech Kloertext. Mir verlaange vun Iech, datt Der ganz kloer sot, wien d'Soen am Verwaltungsrot vun der Gargolux huet: Den Haaptaktionär - de Lëtzebuurger Stat - oder d'Kataren?

Mir verlaange vun Iech eng ganz kloer Ausso, wien de Management, wien d'Direktioun stellt, d'Marionette vum Katar oder d'Vertrauensleit vun der Lëtzebuurger Regierung. Mir verlaange vun Iech eng ganz kloer Ausso, ob d'Maintenance weider hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt oder ausgelagert gëtt. Mir verlaange vun Iech ganz kloer d'Ausso, ob d'Strukture vun der Gargolux an der Luxair zerspléckt, délocaliséiert oder ausgelagert ginn oder ob et eng fest betriebsgebundene Struktur bleift. Mir verlaange vun Iech kloer Aussoen iwwer eng nohaltege Strategie bei der Luxair an der Gargolux.

D'Regierung als majoritären Aktionär ass hei gefuerdert, a soss keen! De Lëtzebuurger Stat iwwerhëlt iwwert d'BCEE - d'Spuekeress -, d'SNCI oder d'Luxair 65% vum Aktionariat.

Déi Beschäftegt an, ech géif soen, doriwwer eraus dat ganzt Land hunn e Recht drop, gewuer ze ginn, wéi der Regierung hir Strategie fir d'Zukunft ass. Mir wëllen haut keng Émschreiwungen hei héieren, kee Blabla iwwer eng Strategie, mä mir hätte gare Kloertext.

Dir hutt d'Interesse vun der Gargolux an der Luxair ze verrieden - a soss näischt! Dir hutt d'Interesse vun dem Standuert Lëtzebuerg ze verrieden - a soss näischt! Dir hutt d'Interesse vun den Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg ze verrieden - a soss näischt! Dir hutt d'Interesse vum Lëtzebuurger Stat ze verrieden - a soss näischt!

De Ball läit bei Iech. Huel Är Responsabilitéit oder huel Ären Hutt!

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Als leschten agedroene Riedner kritt elo d'Wuert den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Bon, Här President, mir hunn zënter gëschter de Virvertrag, dee sougenannt „memorandum of understanding“ tëschent dem Groussherzogtum Lëtzebuerg an der Qatar Airways virleien, déi jo zur Halschent dem Stat Katar gehéiert an zur anerer Halschent dem Statschef vum Katar a senger Famill.

Et gouf doranner Geheimhaltung vereinbart, an engem Vertrag, deen ëmmerhin awer quasi eng zwëschesstaatlech Natur huet. Dat heescht, och d'Chamber, déi zu Lëtzebuerg vum Souverän, dem Vollek, direkt gewielt ass, sollt dovun ausgeschloss ginn!

D'Regierung sot eis ëmmer: „Dat hei ass e Privatvertrag, deen Iech näischt ugeet.“ Dass dee Memorandum elo awer trotzdem virläit, fannen ech ganz normal. Et ass iwwerens de Verdéngscht vun der Press duerch hir permanent Opklärungsarbeit, déi se gemaach huet an

deem wichtegen Dossier hei, dass iwwerhaupt Mouvement hei erakomm ass.

Déi dräi Dokumenter, déi eis gëschter iwwerreecht goufen, ginn awer ëmmerhin e puer Äntwerten op Froen, déi gestallt gi sinn.

Éischtens geet doraus ervir, dass just den «emploi profitable» ugestriift ginn ass. Dat steet ausdrécklech do dran. Et ass och hei scho gesot ginn.

Zweetens bestätege se, wat mer awer scho woussten, dass eng Participatioun vun 49% vum Katar un der Gargolux vun Ufank un ugepeilt war.

Drëttens weisen déi Dokumenter, dass de Katar sech vun Ufank un Entscheidungsrechter a folgende Froe geséichert hat: Astellung vun den Direkteren, Accord zum Businessplang, Kaf a Finanzéierung vun de Fligieren. Dat heescht, eigentlech Rechter, déi engem majoritären Aktionär zoustinn!

Dee Virvertrag ass ënnerschriwwen gi vun de Ministere Frieden a Wiseler. Fir dee richtegen Impakt vum Katar haut op d'Gargolux feststellen a fir deene Virwërf op de Grond ze goen an deene Froen, déi gestallt gi sinn ënner aneren an der Press, feelen awer eng Rei vun Dokumenter, déi mer elo kritt hunn, ugekënnegt ginn: de Kafvertrag mam Katar, de Garantievertrag, den Aktionärsaccord, d'Wäertevaluatioun vun den Aktien, d'Berechnungsbasis an d'Verhandlungspositionen vun deenen zwee Investitiounsfongen, déi sech aus dem Kapital zréckgezunn hunn, de Businessplang, souwäit a soubal e virläit, an all Etüden, déi domat zesummenhängen.

Ech mengen, dass déi Dokumenter mussen an der Commission jointe an enger weiderer Sitzung op den Dësch geluecht ginn. Mir brauchen och do Rapporten vun de staatlechen Administrateuren am Verwaltungsrot vun der Gargolux.

Wann ech héieren, wann den Här Lux hei ukënnegt, dass do Saachen diskutéiert ginn, iwwert déi hie laang a breet kéint berichten, da mengen ech, da sollen déi Berichter emol eng Kéier der Chamber virgeluecht ginn, iwwert déi wierklech Situatioun an iwwert dat wierklech Kräfteverhältnis an deem Verwaltungsrot!

Eréischt da léisst sech feststellen, ob d'Regierung an deem Dossier Gargolux an och Luxair richteg gehandelt huet, am Interesse vun der Zukunft vum Findel a vun den Aarbechtsplazen, oder ob se sech, wou awer alles drop hienge, an en Abenteuer hei ageloos huet.

Mir mengen och, dass deen Débat muss onbedéngt weidergefouert ginn. Wann et sech hei ëm systemesch Betriber handelt - wéi den Här Lux gesot huet -, da froen ech mech: Firwat huet de Stat sech ganz aus dem Gargolux-Aktionariat zréckgezunn an domat den öffentliche Afloss geschwächt? Besonnesch wann ee weess, dass Katar och säin Afloss an der Luxair duerch de Kaf vun der BIL, ënner aneren, erweidert huet.

Wat war op d'mannst säit 2009 d'Absicht vun der Regierung, wéi se offensichtlech - an dat ass och an där Commission, mengen ech, awer kloer gesot ginn - e strategesch Bündnis mam Emirat vum Katar agaan ass?

Hat se dobäi eventuell - wéi den Dagobert Duck - just nach Dollarzeeche virun den Aen oder ass et do wierklech ëm wirtschaftleche Verstand gaangen? Wat fir eng Roll spillt d'„Islamic finance“ doranner? Wat fir eng Roll spillt de Geschäftsaffekt Wildgen doranner, deen net nëmme eleng Administrateuren des biens vum Grand-Duc ass? Wat fir Zesummenhäng gëtt et mat der BIL a mat der KBL?

Dat an och déi Suité vun deem Débat hei wäert ech an de Mëttelpunkt vu menger Interpellatioun stellen iwwert d'Verhältnis tëschent Lëtzebuerg an dem Katar, déi jo fir Ufank Dezember ugekënnegt ass,...

► **M. le Président.** - Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech sinn och direkt fäerdeg.

► **Une voix.** - Dat ass ganz gutt!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - ...déi jo och hei ugekënnegt ginn ass fir an der éischter Dezemberwoch, dass se do soll stattfannen. Ech hätt dobäi gar iwwerens déiselwecht Riedezäit wéi den Här Lux de Mueren. Ech wäert och bei där Geleeenheet eng Commission d'enquête parlementaire iwwer all déi Froen froen an ech hoffen, dass dee Virschlag och hei op breet Zoustëmmung stéisst.

Da schwätzen ech herno nach zur Resolitioun (veuillez lire: Motioun), wa meng Zäit elo eriwuer ass. Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. An da kritt elo d'Regierung d'Wuert. Den Här





Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler, wann ech gelift.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Ech wëll ufanks zwee Punkte soen, déi mer wichteg sinn. Ech fannen et absolut normal a richtig, datt mer hei an der Chamber iwwert d'Zukunft vun der Aviatioun schwätzen, iwwert déi Strategie, déi d'Regierung huet, fir d'Aviatiounspolitik, d'Fligereipolitik hei zu Lëtzebuerg an deenen nächste Jore weiderzeféieren. Dat sinn Diskussiounen, déi heihinner gehéieren, datt d'Regierung hir Politik erkläert, datt d'Chamber informéiert gëtt, hir Meenung seet an datt eng Politik gemeinsam definéiert gëtt.

Ech hu par contre e grouse Problem, wa mer intern Strategie vu Gesellschaften, déi sech an enger europawäiter internationaler Kompetitivitéit befannen, hei an allem Detail sollen, mussen präisginn an alles der Öffentlechkeet soen an deem Sënn, datt een och muss wëssen, datt d'international Konkurrenz hei no lauschtert, kommentéiert a genau weess, wat hei geschwat gëtt. Datt d'Regierung hir Strategie erkläert, mat der Chamber diskutéiert, ass normal. Datt intern Strategie vu Privatgesellschaften an internationaler Konkurrenz an allem Detail mussen op den Dësch geluecht ginn, dat ass sécherlech e Problem.

Ech hu mech dofir an deene leschte Wochen an an deene leschte Méint ganz oft zrëckgehalen, well ech fannen, datt een net kann, datt een net soll - fir d'Gutt vun der Gesellschaft - alles op der Place publique soen. Ech sinn dann och heiansdo belächelt gi vun den Deputéierten, vun der Press, wou gesot ginn ass, et géif ee sech vornehm zrëckhalen, et géif ee seng Responsabilitéit net wëllen huelen.

Mä ech soen lech ganz kloer: Meng Responsabilitéit als Politiker ass et, dat ze maachen, wat fir d'Gesellschaft gutt a richtig ass. An dat maachen ech, an och wann dat heescht, bei dräi, véier, fënnf Interviewsdemanden, déi een all Dag kritt, fir zu all Sujet ze schwätzen, dann ze soen: „Dat geet elo haut net. Dat kënne mer net maachen. Dat wëll ech net maachen, zum Gudder fir d'Gesellschaft.“ Well ech fannen, datt an deem Dossier vill an heiansdo vill ze vill geschwat, geschriwwen ginn ass, an datt dat kontraproduktiv fir d'Gesellschaft wär.

Ech wollt dat am Ufank eng Kéier ganz kloer soen.

### (Interruptions diverses)

A selbstverständlech soen ech lech alles, wat Der gär wësst iwwert d'Strategie vun der Regierung an iwwert déi Politik, déi mer hei maachen.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Et geet ëm 8.000 Aarbechtsplazen!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Hei ass en Débat, deen an d'Chamber gehéiert. Hei geet et ëm méi wéi 6.000 Aarbechtsplazen, däers sinn ech mer voll bewusst an dofir ass et wesentlich, datt deen Débat iwwert d'Strategie vun der Regierung an der Chamber stattfënn. A selbstverständlech stellen ech mech deem honnertprozenteg, mä iwwert d'kommerziell Strategie vu Privatgesellschaften, dat ass schonn eng ganz aner Saach.

Zweetens, wat ech wëll soen...

► **Une voix.**- Dat ass jo awer e bëssen einfach.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Et sinn awer hei zwou Diskussiounen, déi och haut an dëser Diskussioun dauernd duerjereegehait ginn. Déi zwou Diskussiounen kann ee féieren, mä et soll awer net maachen, wéi wann et déiselwecht wäeren.

Et gëtt eng Diskussioun iwwert den Antrëtt vu Qatar Airways an d'Aktionariat vun der Cargolux. Déi soll mer och féieren. Mir hu gëschter laang an allem Detail doriwweer Explikatiounen ginn. An zum Schluss vun der Diskussioun ass gefrot ginn, ob nach Froen do wäeren, du ware keng Froe méi do. Fir all déi, déi dann op de Radio soe ginn, et wär net alles beäntwert ginn: Mir sinn dobliwwen, bis all Fro beäntwert ginn ass!

Déi aner Diskussioun, dat sinn déi Problemer, déi haut bei Cargolux respektiv bei Luxair sinn. An déi zwou Diskussiounen, déi kann een net einfach esou iwwereneeleen a soen, dat wäeren déiselwecht. Well et ass net den Antrëtt vu Qatar Airways, dee just déi eenzeg Origine ass vun all deene Problemer, déi elo do sinn.

### (Interruption)

Jo, dat gëtt awer heiansdo esou gemaach. Ech hunn hei e puermol an den Aussoen héieren, datt, säit en neien Aktionär am Aktionariat wär, d'Problemer lassgaange wäeren a virduer ginn Problemer méi do...

► **Une voix.**- Dir maacht lech et e bëssen einfach.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat ass awer wesentlich!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Mir hate schonn 2009, Här Gibéryen,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, et ass awer wesentlich!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Mir hate schonn 2009 eng Kapitalerhéijung, déi mer hu misse maachen, well ansonsten d'Cargolux 2009 net méi geflu wär. Wou dat strictement näischt mateneen ze dinn hat! Mir kënne déi zwou Diskussiounen féieren! Mir sollen déi zwou Diskussiounen féieren! Mä maacht awer net mat där enger Diskussioun, wéi wann déi aner Diskussioun net wär! Et sinn eng Rei Suergen an eng Rei Problemer bei Cargolux a Luxair, an déi mussen mer upaken, independent vun dem Aktionariat. An ech géif déi gär upaken. An do schwätzt een normalerweis net doriwweer, well déi wesentlich méi schwéier ze féieren ass wéi déi aner!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et ass net independent.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Wesentlech méi schwéier ze féieren ass wéi déi aner!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et ass net independent.

► **M. le Président.**- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Etgen lech eng Fro stellt?

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Selbstverständlech.

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Bon, jo, Här Wiseler, Dir sot, datt gëschter all d'Froen beäntwert gi sinn.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- All Froen, déi gestallt gi sinn.

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Da klärt eis wann ech gelift endlech doriwweer op: Wousst Dir Bescheid, datt de Finanzminister op Doha gaangen ass, fir d'Partéi vun der Cargolux ze verkaufen? Wousst de Wirtschaftsminister Bescheid, datt de Finanzminister op Doha gaangen ass, fir d'Parten ze verkaufen? Wousst de Conseil d'administration vun der Cargolux Bescheid, datt do géifen d'Aktië vun der Cargolux verkaaft ginn? A ware se mat där doter Démarche d'accord?

Den Här Lux jiddefalls huet eis de Moie gesot gehat, datt dat géint de Wëlle vun der Cargolux wär.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Här Etgen, mir hunn lech gëschter schonn op déi Froe geäntwert. Dann nach eng Kéier: Selbstverständlech, wéi den Här Frieden an de Katar gaangen ass - en ass d'ailleurs net nëmmen an de Katar gaangen, mä hien ass och an aner Länner gaangen -, war eng Diskussioun schonn déi Jore virduer mat Qatar Airways gefouert ginn.

Déi Diskussioun mat Qatar Airways ass sengerzäit net zum Schluss gefouert ginn, net aus deene Grënn, well keng Strategie konnt mateneen ofgemaach ginn, mä well déi zwou Partien sech net iwwert de Präis eens gi sinn. Well se sech net iwwert de Präis eens gi sinn, waren déi Diskussiounen gestoppt.

Ech wousst et selbstverständlech, well et stoung an der Press, mä well ech och mam Här Frieden a multipler Reprise doriwweer geschwat hunn, datt den Här Frieden géif an de Katar goen. An d'Fro ass opkomm: Solle mer nach eng Kéier dee Sujet do opbréngen, fir mam Katar ze kucken, ob déi Diskussioun kéinte weidergefouert ginn? An an deem Sënn ass den Här Frieden an de Katar gaangen, huet déi Diskussiounen nach eng Kéier opgeworf an ass mat engem Resultat zrëckkomm, wat säit aacht Joer probéiert ginn ass ze errechen a wat net erreecht gi war.

Ech kommen duerno awer nach eng Kéier op all déi Saachen do am Detail zrëck.

► **M. Fernand Etgen (DP).**- War et da richtig, datt just iwwert de Präis diskutéiert ginn ass an net iwwer eng Strategie?

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Mä selbstverständlech sinn déi Diskussiounen duerno iwwert d'Strategie an alles, wat sech ronderëm hänt - éier et ënnerschriwwen ginn ass an éiert den Akt definitiv gemaach ginn ass - gefouert ginn. Esou wéi dat sech gehéiert, sinn all déi Punkten eenzel duerchgekuckt ginn an ass dunn den Akt definitiv ënnerschriwwen ginn.

Ech wëll zrëckkommen, well mer kommen ëmmer op deen een Dossier vum Katar eriwweer - dee wichteg ass, dat soen ech lech nach eng Kéier, an ech zéie mech net, fir doriwweer ze diskutéieren. Mä ech géif awer och gär eng Kéier iwwert déi Problemer schwätzen, déi an der Aviatioun sinn - mat Katar oder ouni Katar, mat iergendengem aneren oder ouni iergendengem aneren -, déi do sinn, iwwert déi wëll ech och eng Kéier schwätzen heibannen, well déi mussen mer och léisen an dat ass och prioritär.

### (Interruption)

Neen, mir hunn et net gemaach! Mir hunn et net an deem Sënn gemaach, wéi mer et richtig solle maachen.

Wat ass d'Situatioun? Wann een haut kuckt, wat an der Aviatioun lass ass, da muss een einfach gesinn, datt mer e wesentlich méi lues Wuesstem am Fret an deene leschte Jore hatten, wéi dat déi Jore virduer war: säit 2006 3,2% Augmentatioun. Mir haten am Joer 2009 en Abroch vum Fret vu minus 10% bis minus 11%. 2010 ass et vill besser gaangen. 2010, an engem Joer, wou déi heiten Diskussiounen ugefaangen hu stattzefannen a wou ee konnt dovunner ausgoen, datt d'Situatioun am Fret sech géif erhuelen, do hate mer plus 14%, plus 16%, 2011 plus 5% an 2012 ongeféier eng Augmentatioun vu 4%, vill méi, oder vill manner wéi a sech an deene Jore virduer.

Mir hate grouss Augmentatiounen vun der weltwäiter Capacitéit am Fret, net nëmmen an der Fligerei, och an der Fligerei, mä och am Zuch, am Schëff an am Camion. Eng Augmentatioun vu 4% d'Joer - a bis 2016 wäerten et 13% sinn - vun der lwwercapacitéit, déi an dem Cargo-Business ass.

D'Tendenz vun allen Entrepreneuren, well et d'Krisituatioun war, op méi bëlle Transportmëttel eriwweerzegen, wéi zum Beispill d'Schëff, dee Chiffer kann ee ganz genau an deenen eenzelne Statistiken kucken. An do huet de „full cargo“, wéi eben d'Cargolux eng Gesellschaft ass, wesentlich méi gelidde wéi aner Gesellschaften.

Mir hate vill grouss klassech Gesellschaften, déi de Cargo ofgebaut hunn, och wann nach d'Capacitéit am grouse Ganzen an d'Luucht gaangen ass. All déi grouss amerikanesch Carrieren, déi sinn aus dem Cargo-Business erausgaangen. Iberia huet sech erausgezunn. D'Air France ass vun 30 op 20 erfogaangen. D'Lufthansa ass ganz stabil bliwwen. D'Japaner, d'JAL, sinn erausgaangen aus deem Business do.

Enorm Konkurrenz ass op där anerer Säit derbäikomm, an dat haaptsächlech vu Gesellschaften aus Asien, aus dem Mëttleren Osten, wéi d'Korean, wéi d'Cathay, wéi d'China Airlines, wéi Air China, d'China Southern, Etihad, Qatar, och Thai Airways, Aeroflot, déi an deem Secteur opgebaut hu mat ganz anere kompetitive Strukturen, an och déi integréiert Carrieren, wéi zum Beispill FedEx oder wéi UPS, déi hir Capacitéit an d'Luucht gesat hunn.

D'Kerosinspräisser, dat huet den Här Bausch scho kloer an däitlech beschriwwen, déi si gutt an d'Luucht gaangen, a Gesellschaften zu Lëtzebuerg, déi keng Méiglechkeet hunn, fir méi bëlle un de Kerosin ze kommen! Type vu Gesellschaften wéi d'Cargolux, déi haten et also net einfach.

An datselwecht ass a sech, wann ee kuckt, am Passagéierberäich de Fall. Mir hunn zwar Passagéierzuelen, déi an d'Luucht gaange sinn, e Mobilitéitsbesoin, deen an der Welt an d'Luucht geet. Mä wann ee kuckt, wat dat fir eng Gesellschaft wéi d'Luxair heescht, da gesäit een, datt d'Mobilitéit nëmmen 3,5% am intraeuropäesche Raum an d'Luucht gaangen ass a 14,8% an anere Raim, wéi dem Mëttleren Osten, mat der Arrivée vun enger ganzer Rei Topgesellschaften op dem Maart, ob déi elo aus Asien, aus dem Mëttleren Oste kommen, déi Topqualitéit hunn an déi aggressiv Politiken, aggressiv Präisser maachen.

Ech soen der och hei nëmmen e puer: Turkish Emirates, Qatar, Etihad. Dat sinn alles Gesellschaften, déi sech an deene leschte Jore enorm entwéckelt hunn, entstanen sinn an déi natierlech eng enorm Konkurrenz bedeiten.

An da schlussendlech op deem Maart, wou d'Luxair dran ass, deen enormen Développement och vun de Low-Cost-Carrieren, déi Der kennt, wéi Ryanair, easyJet, Darwin, Vueling, an och Strategien, wéi d'Lufthansa et zum Beispill mat Germanwings mécht, oder Etihad mat airberlin, oder Air France mat Transavia, oder IAG - wéi mer elo an der Zeitung lesen -, dat heescht Iberia mat Vueling, dat heescht, déi sech och nach mat anere Linnen alléieren.

Dat heescht och, datt op verschiddeuropäesche Flughäfen bis zu 60% vun dem Low cost gemaach ginn. Net hei zu Lëtzebuerg, mä op anere Flughäfen ass dat awer schonn eng Proportioun. Élo kann een dat gutt fannen oder

et kann een et schlecht fannen: Et ass einfach esou! A mir hunn et mat deem do Phenomeen ze dinn. A mir hunn och nach zousätzlech fir d'Luxair e ganz kloer Abroch vun de Business-vole gehat, dat heescht vun deenen Ticketen, déi méi deier sinn a wou och méi Suen drop verdéngt sinn, wou mer eng Baisse vun 3,5% kannt hunn.

A wann een da kuckt, wat och weltwäit mat deene Gesellschaften lass ass, déi ähnlecher si wéi d'Cargolux oder d'Luxair, da gesäit een... Ech zielen der just e puer op: Southern Air, déi ënner Chapitre 11 gestallt ass; d'Air Cargo Germany; d'Cargitalia, déi a Liquidatioun ass; World Airways, déi bankrott ass; Jade Cargo; Grand Star Cargo, déi och um Schluss sinn; d'Air France, déi hir Flott reduzéiert; d'China Airlines, déi eng Reduktioun gemaach huet, an esou weider.

An d'Fluchgesellschaften, wann ech elo um Passagéierberäich kucken, wéi Spanair, wéi Malev, mat deenen et fäerdeg ass. D'Reduktiounen vun Iberia: Déi, déi an deene leschten Deeg d'Zeitunge gelies hunn, déi wëssen, wat momentan bei Iberia lass ass. Déi, déi an deene leschten Deeg d'Zeitunge gelies hunn, déi wëssen, wat momentan bei SAS lass ass, wat fir eng Problemer do entstinn a wéi se probéieren, déi Problemer ze léisen. Aner Saache wéi Sabena, SWISS oder Austrian...

### (Interruption)

D'Sabena, d'SWISS fléien an deem Sënn net méi, wéi se viru Jore geflu sinn, well et einfach net méi gaangen ass. Oder LOT oder Alitalia, déi och a grouse Problemer si respektiv waren.

Ech wollt just eng Kéier dee Kontext soen, an dee sech déi Diskussioun hei erschreift, well een einfach mécht, wéi wann elo just d'Luxair an d'Cargolux déi Eenzeg wäeren, déi esou Problemer hunn. Mir sinn hei an engem Krisekontext vun internationalen, vun den europäesche Fluchgesellschaften, wat Cargo- oder Personalgesellschaften oder Personentransporteur sinn, e Problem vun der Aviatioun, deem mer eis mussen stellen an eis Strategie do kloer an däitlech mussen drop opbauen.

An dann hu mer dräi Instrumenter, fir dat hei zu Lëtzebuerg ze maachen. Mir hunn e Flughafen, deen - muss ech soen - en Topequipment huet. Mir hunn eng grouss Full-Cargo-Gesellschaft, déi eng grouss Vergaangenheet huet, déi och nach all d'Moyenen huet, fir eng Zukunft ze hunn. A mir maachen alles derfir, fir déi Zukunft ze entwéckelen. Mir hunn e regionale Carrier hei, wat ee vun deenen eenzege regionale Carrieren ass, deen hei nach an Europa vun deem doten Typ flitt, dee gewëssen Diversifikatiounen huet, déi wichteg sinn, vun Handling oder vun dem Tourismus.

Dräi Instrumenter - an ech soen dat och ganz kloer, wann Der vun der Strategie schwätzt - dräi Instrumenter, déi mer hei zu Lëtzebuerg brauchen, fir eis Politik kënnen ëmzesetzen!

Wat sinn dann elo d'Zilsetzunge vun der Regierung?

Mä déi éischt Zilsetzung vun der Regierung, dat ass, datt mer hei zu Lëtzebuerg wëllen eng Flughafepolitik maachen. An ech kommen duerno op déi aner Politiken mat de Gesellschaften zrëck. Mä dat ass emol dat éischt, wat mer mussen gesinn. Mir müssen hei zu Lëtzebuerg déi Konnektivitéit assureieren a mir mussen kucken, datt mer Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg assureieren. Dat ass déi éischt Zilsetzung, déi sech doraus ergëtt.

Ech wëll esou vill wéi méiglech Destinatiounen, well ech wëll, datt Lëtzebuerg connectéiert ass un de Rescht vun de Capitalen an Europa an och doriwweer eraus, wann et nëmme méiglech wär. Ech wëll esou vill wéi méiglech Tonnen hei, ech wëll och esou vill wéi méiglech Aarbechtsplazen hei. Dat ass déi grouss Zilsetzung: Konnektivitéit an Aarbechtsplazen.

Wat ass an deene leschte Jore gemaach ginn? Well do gëtt jo iwwerhaupt net doriwweer geschwat. Mir hunn enorm an dee Flughafen investéiert: mat Topinfrastrukturen; d'Pist erweidert; de Radar, wou mer amgaange sinn drun ze schaffen; Handling, wou enorm vill Infrastrukturen opgesat ginn; den neien Terminal; den Héienhaff, wou nei Parkplazen kommen. Eng grouss Promotioun si mer amgaange mat enger neier Gesellschaft ze maachen. D'Zertifikatiounen, déi europawäit noutwendeg waren, gi gemaach.

Mir hunn eng ganz Rei konnex Saache ronderëm de Fret ronderëmgesat mat Gesellschaften, déi momentan hei sinn, elo d'Privatgesellschaften wéi d'Panalpina, Kühne und Nagel, respektiv gëschter de Spuetestech fir e Freeport, deen och zur Kompetitivitéit vum Flughafen bäidreit.





Mir hunn eng ganz Rei Accord-aérienen ofgeschloss, déi eis Gesellschaften hei brauchen, fir hinne kënnen ze garantéieren, an déi Länner ze goen, wou se mussen goen. Mir hunn d'Redevance-aéroportuaire erofgesat, fir einfach de Flughafen Lëtzebuerg méi bëlleg, méi attraktiv ze maachen, och fir eis Gesellschaften, datt se manner Käschten hunn, mä net nëmmen, och selbstverständlech fir déi aner.

Mir hunn d'Revenus non-aviation - dat heescht, wat déi Gesellschaften, déi um Flughafen hei bedriewen, erakriegen - eropgesat, fir kënnen déi aner Käschte méi bëlleg ze maachen. Mir hunn e Cadre légal fir déi Zone franche gemaach. Mir hunn de Ciel unique als eent vun deenen éischte Länner ratifizéiert. Mir hunn e Renforcement vun de Services um Aéroport gemaach, ob dat d'Douaniersservices oder déi vum Phytosanitaire waren, fir d'Ugebot kënnen ze verbesseren.

Mir hunn enorm vill op deem Flughafen gemaach, fir datt en attraktiv gëtt, fir datt e fir eis Gesellschaften bëlleg gëtt a fir datt en uerdentlech a gutt ka gebraucht ginn. An elo ass en attraktiv! Elo ass en attraktiv. Elo ass e schéin. An elo kommen d'Fluchgesellschaften heihinner. Elo komme se heihinner.

An da kënnst déi aner Diskussioun, datt mer eis natierlech doriwwer iergeren elo, wann aner Fluchgesellschaften och um Flughafen Lëtzebuerg interesséiert sinn. Elo kann en higoen a soen: De Minister, deen hätt missen elo alles maachen, fir datt d'Bëllegflieger - et ass jo ugeschwat ginn - net hei zu Lëtzebuerg solle landen. Ech fannen, datt esou ze soen, wéi dat oft gesot gëtt, datt ass awer eng relativ naiv Approche vun der Saach.

Éischtens kann ech et guer net. Mir hunn e Flughafen, deen attraktiv ass. Mir wollten en attraktiv hunn. Dat hu mer och zesummen hei decidéiert. Elo kommen aner Fluchlinien. Mä déi därefer kommen. Wa se déi Lizenzen hunn, fir hei ze landen, dann därefer se hei landen. An do kann ech emol net nee soen.

Op där anerer Säit muss ech soen, sinn ech och frou, wa mer méi Konnektivitéiten am grouse Ganzen hunn. Wann dat natierlech d'Konkurrenz zur Luxair ass, stellt sech en aner Problem. Da muss mer anescht drop reagéieren. Anescht. Mir mussen drop reagéieren, mä anescht drop reagéieren, wéi just ze soen: „Ech verbidden dat elo.“ Ech kann et net an et geet guer net, fir dat ze maachen. Da muss mer eis der Konkurrenz stellen. An dat ass d'Luxair amgaangen ze maachen. Dat huet se op verschidene Linnen an deene leschte Méint erfolgeräich bewisen, datt se dat kann.

An dann, heiansdo an den Zeitunge muss ech dann awer Saache liesen, déi trotzdem als Rot-schlei iwwerall gemaach ginn. Do steet dann an enger Ausgab vu viru 14 Deeg, mir sollen hei soen: „Die Bediensteten von easyJet und Vueling, die von Luxemburg aus starten, werden nach hiesigem Arbeitsrecht beschäftigt oder basierend auf weitau flexibleren Regelungen mit passiver Zustimmung der Luxemburger Politik ausgebaut werden.“ An dann: „Will sich Claude Wiseler für Ersteres einsetzen und dafür politisch kämpfen?“

Ech soll also hei politesch kämpfen, datt déi Fluchgesellschaften, déi hei landen, egal wie se sinn, easyJet oder Air France oder British Airways oder wien och ëmmer hei lant, datt déi alleguer Lëtzebuurger Aarbechtskontrakter hunn? Also, sérieusement, sérieusement!?

All déi Leit, déi mam Camion derduerchfuere, mussen also e Lëtzebuurger Aarbechtsvertrag hei hunn. All déi Leit, wéi d'CFL an d'SNCF, wa se mat hiren Zich duerch Lëtzebuerg fiert, mussen also Lëtzebuurger Aarbechtskontrakter hunn. Also, et muss een awer, wann ee Saache freet, e minimale Realismus hu vun deem, wat sénnvoll ass an net sénnvoll ass. Also, esou kënnen mer awer net an deem doten... Dat hutt Dir elo net heibanne gemaach, mä dat sinn esou déi Argumenter, déi ech vu bausse kriegen. Esou ass d'Diskussioun net seriö an esou kann ee se net féieren.

Mir hunn eng ganz Rei Konkurrenten hei, wéi easyJet, wéi Vueling. Mä mir hunn awer och Konkurrenten: d'China Airlines, d'Lufthansa. Also, wéi mengt Der, datt ech déi op Lëtzebuurger Aarbechtsvertrag géif eriwuerkriegen? Ech froe mech, wat d'Leit sech heiansdo dorëner virstellen.

Mir haten 20 Joer Croissance hei um Flughafen. 1991: eng Millioun Passagéier; haut: no bei zwou Millioun Passagéier; zwëschen 2010 an 2011: eng Croissance vun 10%. Mir hunn awer nach op deem Flughafen eng Capacitéit vun 3,6 Millioun Passagéier an also an deene Jo-

ren, déi kommen, nach Méiglechkeeten op, fir d'Konnektivitéit méi grouss ze setzen.

Wat sinn also d'Zilsetzungen? E Maximum u Konnektivitéit, nei Linnen, méi Linnen. A wann nei Gesellschaften kommen, da sinn déi och wellkomm hei um Flughafen, mat der Ausso, datt ech extrem frou sinn, wa se nei Konnektivitéit kënnen assureieren. An ech sinn och frou fir all Konnektivitéit a fir all Ufluch, deen d'Luxair haaptsächlech ka maachen an enger anerer Strategie, an enger neier Strategie, déi se amgaangen ass ze dévelloppéieren, wann eis Konnektivitéit domat ka méi grouss ginn.

Et ass fir mech, wat d'Luxair ugeet, extrem wichteg, datt mer e Carrier mat engem Hub um Flughafen hunn. An ech soen et ganz kloer - et kéint ee jo soen, mir brauchen d'Luxair net, well mer och vun anere Gesellschaften kënnen ugeflu ginn - ech soen a weess awer och kloer, datt de Fait, datt mer eng Luxair hei zu Lëtzebuerg hunn, eis net dem bon Vouloir vun anere Gesellschaften einfach aussetzt an datt se dofir fir eis extrem wäertvoll ass, fir dat och emol eng Kéier kloer an däitlech hei ze soen!

Ech wëll mech hei och net an der „strategic review“ vun der Luxair bewegen, well et ass net déi Fro u mech, wéi vill a wat fir eng Flieger d'Luxair an Zukunft soll fléien, wat fir eng Destinatioun se soll ufléien an ob se soll kucken, datt méi oder aner Destinatiounen geflu ginn. Mä ech wëll awer och soen - fir déi Leit, déi dat soen, an dat ass tëschent den Zeilen esou ugeklungen, dofir wëll ech och do emol eng Richtegstellung maachen -, de Lëtzebuurger Stat kann awer elo net higoen an därefer och elo net higoen, fir ze soen, hei sinn e puer Destinatiounen, fir déi mir d'Luxair bezuelen, fir se ze maachen. Dat kann ee maachen als Stat - wann een e Service public hätt -, wann eng Linn manifestement net rentabel ass a wann ee seet, aus staatleche Grënn wëll ech awer, datt se geflu gëtt. Dat kann ee maachen no europäeschem Recht als Stat. Mä fir d'Éischt muss een emol bewisen, datt déi Linn net ënner kommerziellem, normalem Betrib ka geflu ginn.

Déi meescht Linnen, no Aussoe vun der Luxair, kënnen ënner kommerziellem Betrib geflu ginn. A wa mer Linnen hu wéi Paräis, wat schwierig Linne sinn, da gëtt do gekuckt, wann déi Froestellung do gemaach gëtt, ob dann net aner öffentlech Transportmittel sénnvoll wäeren, fir ze verbannen. An eng Linn wéi Paräis ass zum Beispill konkurrenzéiert vum TGV. A wa mer déi Froe géife stellen, ob d'Linn Paräis net kéint finanziell vun der Regierung als Service public ënnerstëtzt ginn, da kriets de sofort d'Antwort: Mä et gëtt dach e Mëttel, wat schnell ass a wat op Paräis fiert a wat eis net erlaabt, dat als Service public auszuschreiwelen. Ech wëll lech déi Realitéit eng Kéier erklären, fir déi, déi einfach soen, de Stat soll dach elo op den Dësch leeën a bezuelen. Dat geet guer net! Dat geet guer net aus deene Grënn.

A wa mer e Service public och wëilten op e puer Linne maachen, da muss ech lech just soen: Wéi géif dat da fonctionnéieren? Da kann een nach net direkt soen: Luxair, maach du en! Da muss een eng Ausschreiwung maachen an da muss ee kucken, wat fir eng Fluchlinien eng Offer maachen, fir déi doten Ausschreiwung anzehuelen, an dann, no den Ausschreiwungsgesetz, déi dann huelen, déi déi bescht Offer mécht.

Dat, wat d'Luxair elo mécht momentan, déi strategesch Revue, déi se amgaangen ass ze maachen, ass a mengen Aen absolut dat Richteg, wat elo ze maachen ass. Si iwwerkuckt hir Strategie op deem enge Punkt, kuckt, ob se mat deem richtege Flieger op déi richteg Plaze flitt a wéi se sech soll organiséieren, fir dat am beschten ze maachen.

An dat mussen d'Spezialiste vun der Luxair mat deene Büroen, déi se ugestallt hunn, och kënnen soen. Dat kann ech hinnen net soen. Dat kann d'Politik hinnen net soen. Ech mengen och net, datt d'Chamber hinnen dat ka soen, och wann Der zu 60 heibanne sidd. Dat mussen schon déi Leit soen, kucken, maachen, déi dee Business kennen, an hir Décisiounen do proposéieren.

Dann, deen zweete Punkt ass natierlech, datt muss gekuckt ginn, datt och do Käschte gespuert ginn op den Dépensen, déi d'Luxair mécht. Ech soen awer och ganz kloer, well jo déi Diskussioun iwwert de Kollektivvertrag haut ugeschwat ginn ass: Dat kann awer net nëmmen iwwert d'Fro vum Kollektivvertrag sinn! Et mussen iwwerall Käschte gespuert ginn, op allen Dépensen, Punkten, déi dee Betrib mécht, ob dat op de Linnen ass, ob dat op de Flieger ass, ob dat um Sprit ass, ob dat d'Struktüre sinn, ob dat op intern oder extern zousätzleche Käschten ass, ob dat op hiren Organisationskäschten ass. An dann och natierlech op de Personalkäschten. All déi Punkte mussen duerchgekuckt ginn, fir sécherstellen, datt d'Luxair kompetitiv ass.

Dat ass awer net nëmmen bei der Luxair esou. Dat ass bei alle Gesellschaften esou, déi sech dauernd mussen a Fro stellen, ob déi richteg Décisiounen haut richteg a muer och nach richteg sinn, an déi ëmmer mussen oppassen, datt se hir Käschte spueren, fir an deem kompetitiven Ëmfeld och weiderzokommen. Dat net ze maachen, bedeit bei enger Fluchgesellschaft wéi bei all aner Gesellschaft, datt et net méi laang geet. An et ass déi eenzeg Aart a Weis, fir weiderzokommen.

Dann, ob d'Luxair do méi oder manner Tourismus, Handling mécht oder méi oder manner Catering oder Shops oder Assistance en escale, dat ass eng Fro, déi si muss intern klären. An déi Lösung, déi si als richteg emfënn, wäert d'Regierung komplett an total och ënnerstëtzen.

Wat d'Cargolux dann ugeet, do och nach eng Kéier den Historique: Ech hunn deen Dossier 2009 kritt. An deenen éischte Wochen, wéi ech doru koum, wéi ech iwwert deen Dossier do gekuckt hunn, ass mer gesot ginn: „Et muss urgent, direkt elo eng Rekapitalisatioun gemaach ginn. Wann déi net elo direkt gemaach gëtt, dann hu mer an e puer Méint Schwierigkeeten an da flitt dee Betrib net méi.“

Dat war den État 2009, mat der zousätzlecher Schwierigkeet, datt mer en Aktionär dran hatten, SWISS, dee faillite war an dee vun engem Liquidateur gefouert ginn ass, dee gesot huet, mat Recht: „Ech ka keng Augmentation de capital méi matmaachen.“, deen also als Actionnaire minoritaire all Augmentation de capital blockéiert huet. Dat war d'Situatioun 2009. Déi hu mer missen an aller Schnellheet léisen.

An da soen ech awer och fir all déi Leit, déi hei Lektioenen ausdeelen: all Lektioenen... D'SWISS, säit wéini war déi da faillite? Net säit 2009, säit 2001/2002! Säit 2001/2002 waren 33% vun den Aktien do, déi méiglech waren erauszehuelen, ze verkaufen. Aacht Joer laang, oder siwe Joer laang! Also, all déi Leit, déi do virun der Dier stoungen an déi esou gär déi Aktien direkt kaaft hätten, an all déi Offeren, déi esou direkt do gewiescht wäeren - siwe Joer war an Actionnaire minoritaire, en Aktionär, dee faillite war, deen a Liquidatioun war, an där Gesellschaft an ass et net méiglech gewiescht oder huet keen et faerdegbruecht, se erauszekafen!

Ma elo sollt een och emol eng Kéier seriö sinn an déi Zäit kucken. Ech sinn dohinnerkomm, datt huet missen an dräi, véier Méint geschéien, fir datt déi Gesellschaft iwwerhaapt nach sollt fléien. Dinn hu mer dat iwwer e Portage gemaach. Well ech net Zäit genuch hat, direkt en anerer Aktionär ze fannen, hu mer et iwwer e Portage gemaach. De Stat huet gesot: „Mir huelen eis Responsabilitéit.“ Mir hunn eis Responsabilitéit geholl: 100 Milliounen hu misse bruecht gi vum Stat respektiv vun aneren noen, staatlechen Aktionären, plus 100 Milliounen Garantie hu misse gi ginn, fir kënnen ze erlaben, déi Gesellschaft iwwert d'Ronnen ze kriegen.

Dat hu mer selbstverständlech gemaach. A mir hu mat den europäeschen Instanze gekuckt, fir dat net als Aide illégale de l'État considéiert ze kriegen, andeem mer gesot hunn: „Mir maachen e Portage elo, well mer net d'Zäit hunn, fir en neien Aktionär ze fannen. Mä selbstverständlech kucke mer no engem neie privaten Aktionär, fir déi Gesellschaft fléien ze loosse.“ Esou war d'Situatioun, déi sech déizäit gestallt huet, an duerfir, an deem Kontext huet misse gehandelt ginn. An ech géif lech bieden, datt net ze vergiessen, fir all déi, déi elo mer hei wëlle Lektioenen maachen.

Duerno ass de Katar erakomm an dee ganzen Aktionariatspak. An da gëtt gesot: „Et steet ganz kloer dran, datt Katar bis zu 49% ka goen!“. Also, sérieusement, wann Der dat liest, wat do steet: 35% vun deenen Aktien huet Katar sengerzäit kritt. An et steet en fin de compte an deenen Texter, datt se ni däreften iwwer 49% goen. Et ass awer e groussen Ënnerschied, ob drasteet, si géife bis 49 kënnen eropgoen oder si däreften ni iwwer 49 goen!

#### (Interruption)

Also, wat kloer an däitlech ass, datt ass déi Politik, déi mer sengerzäit an elo verfollegen, datt ass, datt mer deen Aktionariatspak an deene Proportionen, wéi et elo ass - 35 op där enger Säit, 65 op där anerer Säit - wëllen halen. Déi Ausso, déi hutt Der vu mir gefrot. Déi Ausso hunn ech scho sechsmol gemaach an ech maache se hei och nach eng Kéier.

Ech wëll awer och just soen: Wat war dann de Choix, wann ee strategesch kuckt? Wat war dann de Choix, wann ee strategesch kuckt, tëscht all deene Méiglechkeeten, déi sech erginn hätten? Ech wëll och emol eng Kéier dat hei opzielen, well vill driwwer geschwat ginn ass. An ech hoffen, Här President, datt ech e wéineg Zäit nach hunn, well ech brauch déi elo.

► **Une voix.** - Zwou Minutten.

#### (Hilarité)

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Also, sérieusement. Du kanns soen, mir maachen eng Situatioun „stand alone“: Mir brauchen iwwerhaapt kee Mënsch op dëser Welt, well mir gi selwer eens. Mir si jo esou, datt mir selwer eens ginn: De Stat keeft alles, an da fuere mer. Do soen ech lech awer just: Esou geet et net méi zu Lëtzebuerg! Mir brauche Partner, mir brauchen industriell Partner, mir brauche finanziell Partner, well soss packe mer et manifestement iwwert déi nächst Joren net.

An de Stat kann och net alles maachen. De Stat därefer och net alles maachen. Well de Fait ass, an dat muss ech och eng Kéier kloer an däitlech hei soen: Wann de Stat sech als Aktionär an eng Privatgesellschaft erakeeft, dann därefer en dat selbstverständlech. En därefer et, mä e muss sech awer behuelen, wéi wann e Privataktionär wär. An e muss kënnen bewisen, datt dee Betrib, an deen en eraklémt, och esou geféiert gëtt, datt e kann iergendzwoousch aus dem Defizit erauskommen, datt e ka gewënnbréngend sinn. E muss sech behuele wéi e privaten Aktionär. Kann en dat net bewisen, da ginn deen Astieg an déi Suen do als Aide illégale de l'État considéiert, an dann därefer en et net maachen!

Also soen ech lech, fir all déi, déi soen: „Ma Stat, kaf dat a lee all Joers eng 100 Milliounen oder wéi vill och ëmmer do op den Dësch als Augmentation de capital continue Joer pro Joer!“, éischtens, ekonomesch geet et net, an zweetens wär et och illegal.

Dir hutt elo just gesot: „Wien huet dat dann hei gesot?“ Dat, wat hei gesot ginn ass, datt ass, datt de Stat soll elo emol einfach kucken, fir déi Finanzen op den Dësch ze leeën, eranzeklammen, an dann hu mer jo de Problem, deen haut besteet, am Grëff.

► **Une voix.** - Fir d'Éischt eng Strategie...

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech därefer et och haut net maachen! Ech därefer et och haut net maachen, ausser mir hunn eng ganz kloer Strategie, wou mer kënnen bewisen, datt mer eis wéi e Private behuelen, datt déi Gesellschaft gewënnbréngend wär.

► **Une voix.** - Richteg, richteg, do si mer d'Accord. Mä mir hu se awer nach net.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo, ech fuere emol nach weider, ech si jo nach net um Schluss. Dat Zweet - dat ass also de „stand alone“ -, dat Zweet ass, mir hu gekuckt: Wat fir eng aner Méiglechkeeten hätte mer nach? Mir hunn nach gekuckt: Wat fir eng aner Gesellschaften, Freight carrier? Wär et sénnvoll, sech zesummenzesetze mat engem anere Partenaire, dee gradesou wéi d'Cargolux haaptsächlech Cargo-Business géif maachen? Ob dat elo HNA ass, ob dat e russeschen Aktionär ass, ob dat iergendeen aner ass, et gëtt där nach e puer op der Welt, dat mag, dat kéint sénnvoll sinn. Dat kéint sénnvoll sinn, deemno wéi déi Strategij gemaach sinn an deemno wéi déi Kollaboratioun gemaach gëtt.

Deen zweete Punkt, datt ass deen: Ass et sénnvoll, sech mat enger Gesellschaft, déi haaptsächlech Passagéier huet, zesummenzesetze, well ee jo dann eng Strategie och kann opbauen? An do sinn zwee Type vu Partner a Fro komm. Et kann een zum Beispill u Lufthansa denken. Et war och u Lufthansa ee Moment geduecht ginn. Mä et ass awer och ganz kloer, datt an deem dote Kontext en Zesummekomme mat enger Gesellschaft wéi Lufthansa net onproblematesch wär, well duerch d'Proximitéit vun den Hubbe sech natierlech eng Rei Froe géife stellen an déi dee Moment net gutt an eng Strategie géif erapassen.

An eng aner - wéi Qatar, an dat hutt Der och gëscht erausgedelt kritt - ass als sénnvoll virkomm. Mä net nëmmen 2010, wéi den Handel gemaach ginn ass, schon 2002, 2003 hu sech déi Fro gestallt! 2008, 2009 huet de Cargolux-Conseil-d'administration nach eng Kéier gefrot, et sollt een déi Pist do goen, well se strategesch als sénnvoll emfonnt ginn ass. Well et evident ass, datt, wann s de zwee Hubben hues, een zu Doha, een hei, datt een do kann Échangé matenee maachen, well et och sénnvoll war, fir eng Rei Flich eriwuer op de Flughafen Lëtzebuerg ze kriegen, déi de toute façon elo vu Qatar geflu gi waren.

A well et och Sënn mécht an der Theorie, fir hinzugeen: Du hues e grouse Cargo-Betrib op där enger Säit an du hues e Betrib mat extrem ville weltwäite Linnen, Passagéierinnen an där anerer Säit, déi awer d'Méiglechkeet hunn, fir de „belly“ - dat heescht dat, wat se, déi Fracht, déi se am Bauch vun de Passagéierflieger mat-huelen -, fir also méi kleng Quantitéite weltwäit kënnen matzehuelen. Dat ass awer eng Strategie...



gie, déi, wann ee kuckt, Sënn mécht, déi Sënn mécht, an dofir kann ee se hei considéieren. Dat war genau dat, wat Der och gëschter ausgedeele krut, wéi déi Strategie sollt opgebaut sinn.

Elo ass et awer méi schwierig, déi Strategie an d'Realitéit ëmzesetzen. Dat ass net esou evident. A mir sinn elo amgaangen, eng Revue stratégique ze maache mat deene Leit, deenen Aktionären, déi am Conseil d'administration sinn, dat och mat Qatar, fir eng gemeinsam Strategie definitiv ze fannen.

An elo soen ech lech ganz kloer: Fir mech ass dat hei elo eng extrem wichteg Woch, well déi gemeinsam Strategie, déi elo vun deene Büroen dann ausgeschafft gëtt, déi muss elo klappen, déi muss elo setzen, déi muss mer elo fannen, well soss geet et net! Et kann net sinn, datt d'Aktionären, déi an engem Conseil d'administration vun esou enger Gesellschaft wéi d'Car-golux setzen, aner Strategie géife befollegen. Et ass elo eng, a wa mer déi net fannen, a wann déi net eens ginn, da geet et net! Dat soen ech lech ganz kloer. Mir probéieren, eens ze ginn, mir probéieren, déi Strategie en place ze setzen. Wa mer se net gemeinsam fannen, wa mer se net kënne gemeinsam goen, da geet et net, da muss mer d'Konsequenzen dorauer zéien!

Wat ass d'Strategie vun der Regierung? A wat sinn déi wichteg Punkten, déi mir gär an esou eng Strategie eran hätten? An elo schwätzen ech net vun deem, wat eng Gesellschaft da soll decidéieren, wat hire kommerzielle Rayon betrëfft, well dat ka si besser wéi mir. Mä wat interesséiert eis als Regierung? A wat muss an där Strategie do kloer an d'äitlech definéiert sinn?

Dat Éischt, dat ass evident, mir hätte gär de Quartier général hei zu Lëtzebuerg. Dat Zweet, dat ass och evident an eisen Aen, dat ass, datt deen europäeschen Hub och hei zu Lëtzebuerg ass. Dat klängt elo esou banal an esou evident. Esou einfach ass dat awer net! Wann ee kuckt, wat mécht eng aner Cargo-Gesellschaft? Mä déi kuckt, wou an Europa hei d'Hubbe sinn a wou se méi bëlleg eweckkënt a wou et méi sënnavoll ass fir si, aus ekonomeschen oder aus anere Grënn, fir ze landen. Dat kucke mir net: Den Hub ass evidenterweis, sans aucune discussion, Lëtzebuerg!

Dann ass et och ganz kloer, datt mer déi Aktivitéiten, déi aarbechtsintensiv Aktivitéite wëllen hei zu Lëtzebuerg halen. Dir hutt virdrun iwwert d'Maintenance geschwat. Ech sinn der Meenung, datt déi Maintenance muss hei zu Lëtzebuerg bleiwen. Ech sinn awer och der Meenung, datt mer alles muss maachen, fir déi Maintenance, wat de Käschtepunkt ass, wéi se ka gemaach ginn, esou kompetitiv an esou dynamesch wéi méiglech ze kréien. Well ech mengen, wa mer déi Maintenance hei hunn, da muss mer och aner Clienté wéi d'Car-golux nach mat kënne erakréien, fir datt se och nach méi Sënn mécht an datt se um Flughafen och déi noutwendeg Apporté bréngt, déi se ka bréngen. Dat heescht, d'Maintenance hei zu Lëtzebuerg, jo! Mä awer och deen nächste Schratt, fir ze kucken: Wéi kann eis Maintenance nach méi kompetitiv gemaach ginn, wéi se elo schon ass?

Also mir ass et egal - dann an deem nächste Punkt -, wéi, weini, wou geflu gëtt, haaptsächlech, d'Car-golux flitt, haaptsächlech, mir maachen deen Tonnage, an haaptsächlech, mir hunn déi Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg, déi mer gär hei hätten. Dat heescht, den Hub Lëtzebuerg muss viabel sinn, eis Präisser mussen dee Moment och stëmmen, eis Offer muss selbstverständlech och stëmmen.

An dofir huet de Stat och scho ganz vill gemaach. Mir hunn dem Beispill, ech hunn et vir-dru gesot, d'„landing fees“ erofgesat, fir datt mer attraktiv sinn. An da kënnt déi Diskussioun - ech wëll där och net aus dem Wee goen - iwwert d'„handling fees“. LuxairCARGO mécht den Handling hei vun den Opérateuren, vun de Cargo-Opérateuren hei um Flughafen. An do war dann eng Diskussioun, ob en zweeten „handling agent“ soll do sinn oder net.

Elo soen ech lech emol, déi Diskussioun kann een ëmmer féieren, mä wat seet d'europäesch Législatioun fir Flughäfen an där Gréisst vu Lëtzebuerg? Mä d'europäesch Législatioun seet en fin de compte, datt mer obligéiert sinn, fir en zweeten „handling agent“ auszeschreiwen. Mir sinn obligéiert, ech kommen iwwerhaupt net derlaanscht, fir et auszeschreiwen!

Mir hunn et also ausgeschriwwen, en zweeten „handling agent“. Ech weess awer net, ob een deen Auftrag do unhëlt, well de Problem hei um Lëtzebuurger Flughafen, dat ass jo deen, datt den décke Client d'Car-golux ass. A wann s de bis 70% vun der Clientèle hues, ass et natierlech schwierig, well dat d'Charakteristik vun eisem Flughafen ass. Ech sinn awer trotzdem obligéiert, et auszeschreiwen. A mä Virgänger hat et par ailleurs och schon eng Kéier ausgeschriwwen, ouni datt en eng „successful response“ do kritt huet. Et huet kee sech gemellt.

Elo muss mer kucken, wéi dat ausgeet, ob mer elo ee fannen oder ob mer kee fannen.

LuxairCARGO mécht eng gutt Aarbecht hei um Lëtzebuurger Flughafen. D'Gesetzgebung ass esou, datt ech a regelméisseg Ofstänn muss ausschreiwen, fir ze kucken, ob en Zweete sech mell. An elo geet et souguer nach weider, well déi Direktiv, déi d'Kommissioun gestëmmt huet, déi seet eis souguer, datt mer bei engem Flughafen wéi dee vun der Gréisst vu Lëtzebuerg bis zu dräi „handling agents“ missten ausschreiwen. Dat ass elo nach net duerch d'Euro-paparlament an deem Moment gaangen, do ass nach en Hin an Hier amgaangen, mä wann dat esou geet, wéi d'Kommissioun et wëllt, da wären et dräi „handling agents“, déi mer missten hunn!

An där éischter Proposition vun der Kommissioun, do stoung souguer dran, datt mer der dräi missten hunn, legal gesinn, hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn dunn als Lëtzebuurger intervenéiert, fir ze soen: „Mä dat geet dach guer net! Da schreift weinstens dran, datt mer müssen eng Obligation de moyens draus maachen, net eng Obligation de résultat.“ Dat heescht, datt mer muss vläicht ausschreiwen, fir der ze kréien, mä wann awer kee kënnt, da kënnt Der eis awer net obligéieren, een ze erfannen oder een ze spannen. Dat hu mer an den Text och erakritt, well mer och wollte Realismus hei zu Lëtzebuerg maachen. Ech wëll déi Diskussioun och eng Kéier e weineg méi sachlech maachen, e weineg méi nuancéiert.

Ech weess net, Här President, ob mer elo iwwert den Nuetsfluch schwätzen oder duerno.

► **M. le Président.** - Et ass nach eng Question avec débat.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Dann äntwerten ech duerno dorop.

► **M. le Président.** - Jo, ech mengen duerno...

(**Interruption**)

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Well Dir hat schonn Är Minutten eng Kéier matgeholl, da kritt Der se nach eng Kéier duerno.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Neen, neen, datt sinn d'Minutte vu menger Motioun.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Et ass gutt. Ech hu jo gär, wann Dir schwätzt, dofir ass kee Problem.

Sou, wat ech elo nach wollt soen, ech wollt nach eppes kloerstellen, dat ass dat, datt mer...

► **M. le Président.** - Den Här Lux wëllt eng Fro stellen.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech wollt just zum Ofplaf vun der Debatt soen, dass, wa mer déi Fro vun Nuetsfluchverbuert behandelen an enger Extraprozedur, déi eng Question avec débat ass, kënne déi aner Fraktiounen an deem Débat net Stellung huelen. An d'Motioun, déi muss verabschit ginn am Rahme vun dëser Debatt, an net an der Debatt, déi herno den Här Bausch just eleng mam Här Wiseler féiert.

Dofir géif ech awer mengen, dass et vläicht gutt wär, d'Fro elo ze behandelen, well d'Motioun, déi stëmme mer of, éier mer zu der Fro komme vun Här Bausch, déi sech eleng un den Här Wiseler richt a wou keng Diskussioun méiglech ass. Et ass also reng zur Prozedur, do mengen ech, et wär awer besser, mir géifen et elo behandelen.

► **M. le Président.** - Jo, ech géif lech dann elo proposéieren vläicht, wann den Här Minister domadder d'accord wär a fir datt mer och iergendwéi hei en effikassen Débat hätten, den Här Bausch géif elo direkt déi Fro stellen, an da géif den Här Wiseler uschléissend virufueren, an da géife mer herno och iwwert déi zwou Motiounen ofstëmmen.

Sidd Der domadder d'accord?

► **Plusieurs voix.** - Jo.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Nëmme, wann direkt elo net direkt heescht.

(**Brouhaha**)

Huet just dee Volet Nuetsvol eraus, an da maache mer dat duerno.

► **M. le Président.** - An duerno stellt direkt den Här Bausch seng Question.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Okay, da maache mer dat esou. Ech wollt am Fong och elo just zum Ofschluss kommen a vläicht nach eppes soen.

Ech hu jo och, well ech dat och d'selwecht spieren, ech hu jo och gesinn, datt déi Leit, déi op der Strooss waren, mä net nëmme déi, alleguer déi, déi an deene Betriber oder respektiv

um Flughafen schaffen, Suergen hunn. Suergen, déi ech zu 100 Prozent deelen, well et och meng Suerge sinn.

Mir brauchen déi zwou Gesellschaften och an deenen nächste Joren, och an Zukunft, well se si wichteg fir d'Land, se si wichteg fir eis zukünfteg Entwécklung an deem Land. Duerfir mengen ech, datt ee kloer an d'äitlech ka soen, datt de Stat sech och mat all deene Méiglechkeeten, déi en huet, asetzt, fir deene Gesellschaften ze hëllefen.

De Wee iwwert déi strategesch Reviewen, déi elo do sinn, ass e Wee, dee muss gemaach ginn, fir déi detailléiert kommerziell Strategien ze definéieren. De Stat ass och, an ech hunn dat gesot, an där Kapitalerhéijung bereet, säi Mann ze stellen.

Just, ech soen do awer hannendrun: Mir kënnen et nëmme maachen, wann et kloer ass, datt de Stat och handelt wéi e privaten Aktionär, dat heescht, all déi Efforten, déi déi Gesellschaften elo probéieren en place ze setzen, fir Käschtenaspuerungen ze maachen, fir ze weisen, datt se viabel sinn, dat sinn Efforten, déi mir brauchen als Stat, fir datt mer kënnen déi Hëllef ginn, fir datt se och zu Bréissel akzeptéiert gëtt. Just fir dat eng Kéier ze soen!

Dat heescht, ech soen, hei ass de Stat gefuerdert, hei ass jiddweree vun de Sozialpartner gefuerdert, fir säi Beschte ze maachen, an Dir kënnt sécher sinn, datt de Stat hannert de Sozialpartner hei steet, fir dee Wee do ze goen.

Da soen ech och ganz kloer: Ech hätt och gär, datt dat an engem sozialen Dialog gemaach gëtt. Ech hätt gär, datt d'Leit matenee schwätzen, fir déi Diskussioun do zu engem Enn ze bréngen, well ouni Diskussioun an ouni Mate-neeneensginn, Openeenzoukomme bréinge mer dat do net hin!

Ech soen awer och, et ass e wäite Wee, fir dat ze goen, well mir müssen eng Rei Saache maachen. Mir muss kucken, wéi mer déi Käschten an deenen nächste Méint gemeinsam an de Grëff kréien. Mä et muss eng gemeinsam Diskussioun sinn, an ech si sécher, wann déi Diskussioun gemeinsam ass, fanne mer och Léisungen, fir op dee Wee ze kommen.

Mir brauchen eng Car-golux an deenen nächste Joren, mir brauchen eng Luxair an deenen nächste Joren; mir brauchen eng Car-golux, déi eng Zukunft huet, an eng Luxair, déi eng Zukunft huet. Dat ass dat, wat de Stat wëllt, an ech sinn iwwerzeegt, dat kann och nëmme datt sinn, wat jiddwer Privataktionär an deene Gesellschaften wëllt, Gesellschaften mat Zukunftsperspektiven.

Ech soen lech elo emol provisoersch Merci fir d'Nolasschteren an da waarden ech nach op dem Fränz Bausch seng Fro.

► **M. le Président.** - Jo, Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir kéimen dann elo effektiv zur Question élargie N°29 vun Här Bausch iwwert d'Nuetsfluch um Fintel. Den Här Bausch huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vun Minister, seng Zousazfro virzedroen, an duerno huet nach eng Kéier d'Regierung zéng Minutten. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

(**Interruption**)

Jo, mir fuere jo duerno nach virun. Et ass jo just gesot ginn, den Här Bausch sollt seng Fro stellen, op déi den Nohaltegkeetsminister dann äntwert, a wann dann nach eng Demande ass vun engem anere Minister, da kann deen dozou nach schwätzen, quitte datt ech lech soen, am Prinzip ass eigentlech d'Riedezäit scho längstens epuiséiert.

Här Bausch, dann huet Dir elo emol d'Wuert!

## 2. Question élargie n°29 de M. François Bausch relative aux vols de nuit à l'aéroport du Fintel

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Merci, Här President! Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt ufänke mat engem Zitat aus engem E-Mail, deen ech kritt hu vun President vun Syndicat d'initiative vun Cents, dem Här Diederich, deen och an der Stad laang Jore Conseiller war vun der CSV, dee sech Suerge gemaach huet iwwer eng Motioun, déi jo do erabruecht ginn ass, an iwwert den Term „Flexibilitéit“, deen an där Motioun staark strapazéiert ginn ass. An e schreift mer hei, e seet: „Flexibilitéit bedeit «qualité de ce qui peut s'adapter facilement aux circonstances».“

Ech mengen, datt déi Definitioun fir d'Wuert „Flexibilitéit“ och richtig ass, a mir sinn der Iwwerzeegung, datt, wann et ëm d'Gesondheet geet vun de Leit, zemoos am Zesammenhang mat Kaméidi - ech hu scho virdrun déi Etüd vun der Weltgesundheitsorganisatioun zitéiert; ech widderhuelen och nach eng Kéier, datt d'Weltgesundheitsorganisatioun éischter

eng konservativ Institutioun ass, déi net esou schnell Avisé schreift an éischer emmer ganz defensiv ass a souguer de Realitéiten hannendruleeft -, datt déi ganz alarmant ass an datt duerfir eben deen Term „Flexibilitéit“ am Zesammenhang mat der Gesondheet vun de Leit kee Recht huet, opzedauchen.

Ech hunn och virdu gesot, datt d'Car-golux souwiesou eng Dérogation permanente um Flughafen huet, an ech hunn och d'Zuele genannt, wéi déi sech entwéckelt hunn an deene leschte Joren.

Duerfir menge mir, datt ee misst bei deem bleiwen, wat haut ass, an op kee Fall méi flexibel nach gi respektiv dann ze kucken, wéi dat dann esou gesot gëtt, dat mat „der Realität unzepassen“, wat dat och ëmmer heescht.

Ech muss och soen, ech war erschreckt, wéi ech dem Här Brisbois seng Ausféierung gelies hunn am „Lëtzebuurger Wort“, seng Virstellung, wéi hie säin Job an och d'Administratioun vun lux-Airport, seng Aarbecht gesäit, nämlech andeem e seet, si wäeren am Fong eng privat Entreprise, déi zwar zu 100 Prozent dem Stat géif gehéieren, an duerfir wäere si och weineg dem Intérêt général verflucht, mä éischter de Privatinteresse vun der Entreprise Flughafen.

Ech fannen dat eng extrem aventuriéis a kuerz gegräffte Approche vu senger Missioun. Ech mengen, datt et ganz kloer ass, datt d'Flughafen S.A. och dem Intérêt général verflucht ass, an dozou gehéiert nun eemol och d'Gesondheet vun de Leit, déi ronderëm de Flughafen wunnen.

Duerfir sinn ech och erstaunt driwwer, datt en déi Etüden, déi eben, wéi gesot, vun der WHO kommen, wat jo net iergendeng Bidonsorganisatioun ass, dat en déi net eescht hëlt a mécht, wéi wann eigentlech dat alles just subjektiv wär, de Kaméidi, an een déi Etüden net schrecklech seriö soll huelen.

Mir fannen dat wierklech bedauerlech, datt dee sech zu esou Saachen, zu esou Aussoen hiräisse léisst, andeem en, wéi gesot, offiziell international unerkannte Studië carrément einfach a Fro stellt.

Et ass och esou, datt ech déi Fro vun den internationale Vergläichsflughäfen, déi vill méi eng grouss Importenz hu wéi Lëtzebuerg, net nach eng Kéier wëll maachen; datt hunn ech och vir-dru gemaach.

Ech wëll just nach profitéieren vun där kuerzer Zäit, déi mer bleift, fir eng Rei Suergen hei zum Virschäin ze bréngen, déi ech och gemallt kritt hu vun engem ganz engagéierte Bierger vun Cents, dee mer déi geschriwwen huet, dee sech nämlech d'Méi gemaach huet, fir de Moosssystem am Detail ze kontrolléieren déi lescht Zäit, well en immens staark betraff ass natierlech dovunner.

Dee stellt dann éischters emol fest, datt déi Miessungen, wéi se do gemaach gi sinn am Moment um Flughafen, net korrekt sinn, datt 50 Prozent um Beispill vun den Nuetsvole guer net erfaasst sinn, datt d'Rapporten, déi publizéiert ginn, net regelméisseg publizéiert ginn, datt zum Beispill systematesch freides a samschdes net mat dran ass, an datt 30 Prozent vun de Rapporte vun deene leschte véier Joer iwwerhaupt net publizéiert gi sinn.

E stellt och fest, datt den 1. Mee 2011, wou jo d'Kaméidismessunge geméiss dem System vun Kaméidiskadaster müssen erfaasst ginn, datt déi Miessungen, déi gemaach gi sinn iwwert d'Nuetsvolen do falsch sinn. An e stellt och fest, datt de Moosssystem net der Norm ISO 20906 vun 2009 entsprécht, déi am Fong ganz kloer festleet, wéi datt d'„surveillance automatique du bruit des aéroports au voisinage des aéroports“ misst certifiéiert sinn no där Norm.

Dat heescht, wann een iwwert de Flughafen schwätzt an iwwert de Kaméidi um Flughafen, da muss ee sech de bewosst sinn, datt d'Leit schonn zimlech rose sinn, déi ronderëm wunnen, net nëmme weinst dem Kaméidi, mä well déi lescht Joren d'Transparenz am Zesammenhang mat den Nuisancé um Flughafen extrem schlecht bis zu katastrophal war, an datt Don-nééén, wéi gesot, net uerdentlech publizéiert gi sinn, datt Miessungen och an deem Mooss a Fro gestallt gi sinn.

Duerfir brauch ee sech net ze wonneren, wa weineg Vertraue besteet bei de Leit, déi mat deem Kaméidi befaasst sinn, wa se esou weineg fir seriö geholl gi sinn an deene leschte Jore respektiv Saachen opgedëscht kritt hunn, déi eigentlech de gesetzlechen a reglementaresche Bestëmmunge vun haut guer net méi entsprechen.





An duerfir, wéi gesot, bleiwe mir och bei eiser Meenung, datt ee bei deem, wat haut besteet, soll bleiwen an datt ee virun allem nach muss derfir suergen, datt, wéi gesot, déi Miessunge méi transparent, besser sinn a méi kloer sinn déi nächst Joren an datt den Dialog mat de Leit, déi betraff sinn, méi intensivéiert gëtt.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng).- D'Fro ass, wat d'Regierung zu all deem ze soen huet, selbsterständlech.

(Hilarité)

► **M. le Président.** - D'Wuert kritt elo nach eng Kéier den Här Nohaltekeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech war frou, datt den Här Bausch nach zum Schluss seng Fro gestallt huet, well ech hu vill dozou ze soen, zu deem, wat en elo gesot huet.

Also, fir d'Éischt eng Kéier, d'Statistik: Ech wëll awer och elo net hei dee ganzen Detail vu sämtleche Statistike maachen, well se sinn awer trotzdem publizéiert ginn an deene leschte Joren, an deene leschte Méint.

Mä vläicht awer e puer Saachen, déi signifikativ sinn. Mir haten, wann Der elo dee leschte Mount September kuckt, 86 Nuetsflüch. Dat ass ronn dat, wat sech an dem Joer en moyenne iwwert de Mount esou kann erginn. 987 waren dat der bis elo. Wann ee kuckt, d'Evolution an deene leschte Joren, da stellt ee fest, datt mer 2001 1.648 Nuetsflüch haten, 2005 1.040, 2008 1.310, 2010 1.500 an 2011 1.224. Dat heescht, se sinn d'lescht Joer erëm ganz substanzuell erogaangen. Dat heescht awer net, datt se d'Joer net erëm méi héich sinn. Mä et kann een elo net soen, datt se konstant an d'Luucht gaange sinn, well am Joer 2001 ware se zum Beispill wesentlech méi héich wéi souguer 2010, wou et en héicht Joer war. Dat heescht, et ass scho schwankend an deene leschte Jore gewiescht.

Mir maachen déi Moossunge mat fénnef Balisen: eng zu Rued, eng um Flughafen selwer, eng um „mid-runway“, eng zu Hamm, eng op der Gare. An déi Statistike sinn am Prinzip disponibel um Site vun der ANA. Ech muss elo nach eng Kéier nokucken, Dir sot, dat ass alles net DIN- an normgerecht, wéi och ëmmer, dat kann ech ganz gär kontrolléiere loosse. Mä ech loosse och, wann Der dat wëllt, an der Kommissioun oder wou, all déi Mesuragen, technesch Mesuragen hei.

Mir hunn natierlech gekuckt, wéi et an deene Flughafen ronderëm ass a wéi d'Législatioun ass. Wann ee kuckt, wéi et an Däitschland ass, do sinn eng ganz Rei vun deene Flughäfen effektiv zou fir de Fluchverkéier, ausser Hahn, deen total op ass, a Leipzig-Halle, wat awer grouss Cargo-Flughäfen sinn. Hahn ass ganz op a Leipzig-Halle ass op, fir den Transit vum Fret a fir den Express-Courrier do ze maachen.

An der Belsch, do ass et esou, datt et och relativ divers ass. Do ass zum Beispill, wat op ass, dat ass den Aéroport vu Léck, wat eise grouse Konkurrent ass. Charleroi ass zou zwëschen 22:00 a 6:00, mä Léck ass op fir d'Vols de nuit. Dat sinn och déi grouss Konkurrenten, déi mir elo kennen.

Dann, wat déi Cartes de bruit ugeet, mengen ech, déi sinn awer gemaach ginn an och publizéiert ginn, déi si jo och an d'Reglementer agefloss, sinn elo och amgaang frëschgemaach ze ginn an deenen nächste Joren, fir datt mer eng Basis hunn, wou mer kënnen e genau Bild hunn an iwwert déi mer kënnen schwätzen, fir déi Diskussioun - an dat ass dat, wat ech gär hätt -, esou sachlech an esou faktuell wéi méiglech ze maachen.

Dir hutt nach an Ärer schréfflecher Demande eng Rei Froe gestallt technescher Natur, wat dann d'Käschtpunkte si vun engem „curfew“ respektiv vun engem „Net-curfew“. Dat ass extrem schwéier ze beäntweren, well déi Rechnung hu mer nach net esou genau. Mä ech wëll awer och e puer Reflexiounen da politescher Natur dozou maachen, ouni awer elo hei wëllen ze vill auszuhuelen.

Ech wëll just soen, datt d'Regierung gefrot kritt, alles ze maachen en fin de compte, fir dee Flughafen attraktiv ze maachen. Mir haten eng Table ronde mat alle Partner vum Flughafen an deene leschte Wochen. A mir hunn do opgeléicht, wat mer schon alles gemaach hätte fir de Flughafen. An deen eenzege Punkt,

deen dauernd an den Demanden erëmkennt an deen nach net gemaach war, war deen doten. Alles vu Certificatioun, vu Pistenausbau, vun Infrastrukturen, vu Mise à disposition, vu Services administratifs, alles dat ass ofgehaakt gewiescht. Mir hunn an deene leschten zwee, dräi Joren an och scho virun immens vill dorunner geschafft. Mir hunn d'Pist méi laang gemaach, also... Sou, et bleift deen do Punkt, deen nach op ass.

Elo kann ee mech viles froen, mä wann ech da Saache gefrot ginn, fir et nach méi attraktiv ze maachen, fir deene Gesellschaften zousätzlech ze hëllefen, an ech froen, jo, wou ass dann de Problem, an ech kréien eng Antwort, jo, da géif ech och gär driwwer diskutéieren.

A wat hunn ech elo gesot? Wat hunn ech elo gesot? Ech hu jo net gesot, mir sollten en fin de compte déi Interdiction des vols de nuit do ophiewen. Neen, ech si souguer emol nach manner wäit gaangen, wéi en fin de compte mäi gudder Kolleg, den Etienne Schneider, gaangen ass. Ech hu just gesot, ech hunn hei e Problem gesinn an ech fannen, datt mer musse kënnen iwwert dee Problem do diskutéieren, well en awer do ass, d'Fro stellen, ob eng Flexibilität méiglech ass, déi deem engen an deem anere Problem géif Rechnung droen. Den Etienne Schneider huet eng Proposition gemaach, déi mir sennvoll schéngt. Doriwwer kann een diskutéieren. Et gëtt vläicht och nach déi eng oder aner, déi ee kann do maachen.

Mä dat Eenzege, wat ech gefrot hunn - dat Eenzege, wat ech gefrot hunn! -, dat ass: Ech hunn e Problem, dee mer kloer an däitlech gesot gëtt. D'Gargolux seet mer och, firwat se de Problem huet: well se aner Horaire ka maachen, well se aner Sloten op anere Flughäfen ka kréien, well se manner Käschten huet, well se hire Käschtpunkt kann erfsetzen, wat awer wichteg Saache sinn. Da froen ech just eng Diskussioun doriwwer.

Kënne mer wann ech gelift mat all deene Partner driwwer schwätzen, mat der Stad Lëtzebuerg, mat de Syndicats d'intérêts locaux, mat all deenen, déi touchéiert sinn? Well ech weess jo och - ech war jo och am Schäfferot -, ech weess jo och, wat fir eng Suerg a wat fir ee Problem dat ass.

Et kann een awer net maachen, wéi wa mir elo hei wëllte mam décken Hummer dropfachen. Ech weess, wat fir ee Problem et ass, an ech wëll och deem Problem Rechnung droen. Mä ech wëll mech awer eng Kéier dohinner setzen, fir ze kucken: Wat géif dat elo heeschen, wa mer et esou maachen oder wa mer et anescht maachen? Ass et machbar oder ass et total onméiglech, fir datt mer esou higinn?

A wann ech dann dem Fränz Bausch seng Logik huelen, da kann ech dat och nach verstoen. Well et eng logesch Haltung ass, well de Fränz Bausch mer seet: „Ech gesinn net, ech gesinn enfin net, wéi de Cargo-Betrieb am Fluch sech soll an deenen nächste Joren ausweiten. Dat ass fir mech net déi richteg Aart a Weis. Ech gi gär op aner Transportmittel hin.“ Et ass jo dat, wat virdu gesot ginn ass.

Gutt, wann een dat esou gesäit, da kann ech och d'Konsequenz..., dat kann ech och akzeptéieren. Ech gesinn et awer net esou. Ech gesinn et esou, datt de Cargo-Betrieb an deenen nächste Joren nach eng Zukunft huet an datt mer wëlle fir den Développement vum Logistikzenter och méi op dat do Transportmittel setzen, well ech mengen, datt dat d'Häerzstück dovunner ass.

Do hu mer eng aner Meenung. Wann een also...

► **M. François Bausch** (déi gréng).- A fénnef Minutte wäerte mer nach eng Kéier doriwwer schwätzen!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ganz gär, okay! Ech wollt jo elo am Fong soen, ech fannen et positiv...

(Interruptions)

Dat ass richtig. Mä ech wollt elo just soen, ech fannen et positiv, well Dir konsequent an Ärer Meenung sidd.

Mä wann ech awer all déi Leit héieren da jären a soen: „Mir mussen de Flughafen méi ënnerstetzen, et muss méi ausgebaut ginn, et muss méi dohinner kommen!“ An da soen ech: „Mä mir hunn awer ee Problem do.“ Mä ech dierf awer net iwwert de Problem schwätzen. Mir maachen awer direkt d'Dier zou, fir driwwer ze schwätzen. Da soen ech: „Jo, lauschtert emol, Dir kennt awer net alles gemeinsam froen!“

Ech kann awer dann net gesot kréien, ech géif elo Erpressung par rapport zu den Aarbechtsplaz maachen. Ech kann awer net gesot kréien, wéi dat dann am Stater Gemengerot, net vun lech, mä vun anere Leit gesot gëtt, datt ech hei d'Aarbechtsplazen an d'Interesse vun den Awunner net dierf géinteneen ausspillen.

Mä, mir hunn zwee Problemer! Mir hunn e Problem vum Nuetskaméidi, mä mir hunn awer och e Problem vun Aarbechtsplazen. Ech spille kee géint deen aneren aus, mä ech wëll awer och net deen aneren einfach ënnert den Teppech kieren. Et kann een awer emol driwwer diskutéieren, ob dat eppes gëtt oder näischt gëtt an ob et sennvoll ass oder net sennvoll ass.

An da gëtt gesot, mir sollen da vläicht och dat Richteg mat deem Richteg vergläichen an et kéint ee jo net Frankfurt..., oder et kéint een net a sech de Flughafen Lëtzebuerg mat Hahn vergläichen, mä et sollt een e mat Frankfurt vergläichen. Frankfurt hätt jo elo och zouge-maach an do war jo iwwerhaupt kee Problem entstanden. Dat ass dat, wat och gesot ginn ass am Stater Gemengerot.

Mä ech maachen dee Verglach awer dann och emol wierklech ganz gär, fir ze kucken, wat de Verglach dann heescht. Dofir hunn ech mer d'Zuelen, net vum Flughafen, mä vun deene Konsequenzen, déi dat op de Fracht huet, komme gelooss.

Frankfurt huet am Fracht an deene leschte Jore minus 3% gehat, 3% um Fracht verluer - ënner anerem dowéinst, sécher dowéinst!

Hahn...

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Dat ass awer eng abenteuerlech Behauptung, Här Minister, dat do. Da musst Der mer déi awer erklären...

(Interruptions diverses)

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Wann Der mech deen nächste Saz soe loosst, da gesitt Der, firwat Hahn an darselwechter Zäit, well eng Rei Transferte geschitt sinn, plus 25% am Cargo huet. Plus 25%!

Leipzig, déi ophunn, plus 16,5%; Frankfurt, minus 3%; Lëtzebuerg, minus 6,9%. Sou, d'Belsch, déiselwecht Zuelen: Bréissel, zou, minus 2,6%; Léck op, plus 5,4% am Cargo.

Dir zitt déi Konklusiounen, déi Dir wëllt, do- raus!

(Interruption)

► **Une voix.** - Lëtzebuerg ass net zou fir de Cargo nuets, Här Wiseler, da sot dat emoll!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Et sinn eng Rei Derogatiounsméiglechkeeten an deem Reglement,...

(Interruptions diverses)

► **Une voix.** - Dat ass net richtig.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - ...déi och ganz gutt sinn. 1.500 Fligeren oder 1.200 Fligere landen do.

(Interruption)

Jo, mä lauschtert emol, mir kënnen... Ech si jo d'accord, fir ze soen, datt ech den Nuetsfluchverbuet net wëll ganz ophuelen, mä ech froe just eng Diskussioun. Ech froe just, datt mer eis dat kënnen an aller Sachlechkeet ukucken an datt mer net einfach higinn a soen: „Mä et ass iwwerhaupt kee Problem.“

Dach, et ass e Problem! Et ass e Problem! Ob mer eng Léisung fannen, weess ech net. Mä ech soen, et ass ee Problem, kommt, mir schwätzen driwwer. Dat ass jo awer an engem Land wéi deem hei eng Fro, déi hoffentlech awer net ze vill ass! Well wa mer emol net méi dierfen iwwer e Problem schwätzen - wéi hat Der gesot? -, da bonne Chance!

(Interruption)

Wa mer emol net méi dierfen driwwer schwätzen, da komme mer awer an deem Land kee Millimeter weider, do wou Problemer sinn!

Ech froe just eng Diskussioun driwwer, wou een déi eng Problemer kuckt a wou een déi aner Problemer kuckt. Ech géif gär mat der Stad Lëtzebuerg, mat Nidderaanwen, well de Buergermeeschter hei ass, mat all deene Gemengen dat do eng Kéier duerchkucken.

Wat sinn d'Méiglechkeeten, ouni deen Nuetsfluchverbuet opzehuelen, déi eis géifen hëllefen? Wéi kënnen mer dat maachen, ouni de Leit do méi Problemer ze schafen, wéi se der elo hunn? Gëtt et... A wann et keng Méiglechkeet gëtt, da gëtt et keng! Mä ech géif et awer zumindest gär probéieren, an dat ass dat, wat ech och d'Chamber froen. Ech sinn och bereet, fir déi Diskussioun, wann Der dat wëllt, an enger Chamberskommissioun mat allen Detailer, mat allen Detailer et en toute sérénité, an an aller Sachlechkeet, wa mer et hëllefen, an aller Sachlechkeet ze féieren. C'est la seule demande que je fais.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Wiseler. Elo hat nach den Här Finanzminister Luc Frie-

den d'Wuert gefrot. Här Frieden, Dir hutt d'Wuert.

### 3. Débat d'orientation sur la stratégie concernant l'aviation au Luxembourg (suite)

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech sinn extrem entsat a rosen iwwer eng Rei vun Aussoen, déi de Moien hei gemaach gi sinn am Kontext vun där Transaktioun Cargolux/Qatar Airways. A besonnesch roseg (veuillez lire: rosen) sinn ech iwwert dee Punkt, wa gesot gëtt, hei ass e Minister an e Land gaangen an deen huet géint d'Intérêt vum Lëtzebuurger Land geschafft. Dee Saz, Dir Dammen an Dir Hären, loosse ech net stoen! Ech, deen all Dag, esou wéi viller heibannen, mech asetzen, fir ze kucken...

(Interruptions diverses)

...mech asetzen, fir ze kucken, datt dat Land hei virukënt, datt Investisseuren...

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.** - Ech géif lech bieden, elo emol eng Kéier och dem Här Finanzminister nozelauschten!

(Interruptions diverses)

► **Une voix.** - ...déi doiwwer, déi do blären.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - ... datt Investisseuren...

► **Une autre voix.** - Mir hunn nogelauschtert.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - ... datt Investisseuren op Lëtzebuerg kommen, akzeptéieren et net, datt hei ënnerstallt gëtt, datt ech géint d'Intérêt vum Lëtzebuurger Land géif schaffen. An ech wëll besonnesch eng Rei Sätz a Wieder, déi virun allem den Här Etgen vun der DP an den Här Gibéryen vun dem ADR gesot hunn, duerfir op dat Schäerfst zréckweisen.

Jorelaang hate mer en Aktionär - Swissair, déi faillite gaangen ass -, deen all Entwécklung vun där Gesellschaft blockéiert huet, duerfir hu mer déi Aktien zréckkaf als Stat. Mir hu se kaf als Stat a mir hunn e strategesch-industrielle Partner gesicht, dee kéint déi Gesellschaft weiderentwéckelen. Net ech sinn de Katar siche gaangen, mä jorelaang sinn Diskussiounen geféiert ginn, si Piste gekuckt ginn, an d'Gargolux huet fonnt, datt Qatar Airways kéint esou eng Pist sinn.

Deen Dossier ass net op mengem Pult entstanden, mä deen huet virdu bestanen, a meng Aufgab war et, eng vu mengem Aufgabe war et - et war emol guer net d'Zil vu menger Rees -, mä eng vun deenen Aufgabe war et ze kucken, Gespréicher, déi amgaange sinn, erfollegräich ofzeschleissen. D'Zil vu menger Rees war, esou wéi ech der vill maachen, fir an där Regioun, déi e staarke Wuesstum huet, wou Gas a Pétrol produzéiert gëtt, fir ze kucken, datt déi och an eiser Regioun investéieren an datt domadder kann eis Land weider en héije wirtschaftlechen a sozialen Niveau hunn.

Mir brauchen auslännescht Kapital. Ech hunn net iergendwéi e Präis do nuets erfionnt op der Rees dohinner oder sur place. Do gouf et Valorisationen, woubäi ech wëll soen, datt selbstverständlech bei enger net quotéierter Gesellschaft - dobäi nach eng Gesellschaft, déi dat eent Joer enorm Perté mécht, Statsgarantié kritt, dat anert Joer et da vläicht e bésse besser geet - all Valorisationen schwierig ass.

Net ech decidéieren, wien de Grand-Duc Héritier mathält op eng Rees. Ech hunn net den Här Wildgen gefrot, fir mat mir op déi Rees ze goen. De Grand-Duc Héritier hat en a senger Delegation, an et ass d'Recht vum Statschef a vu sengem Jong, dem Ierfgroussherzog, matzehuelen, wien hie fir richtig féinnt.

Et ass keng Décision vum Verwaltungsrot vun der Cargolux, ob de Stat Aktië verkeeft un en aneren oder net. Fir hei ze soen, de Verwaltungsrot vun der Cargolux war net gefrot ginn: Mä dat ass iwwerhaupt net seng Kompetenz! Et ass d'Kompetenz vum Stat, vum Minister vun de Finanzen, deen zoustänneg ass fir d'Participatioun vum Stat, ob eppes verkaf gëtt oder net.

Ech sinn och net dohinner gaangen an ech hu just nëmmen e Präis négociéiert. Et ass dach lächerlech, esou eppes! Wann net en Dossier bestanen hätt vu Joren, wou drasteet, dat do kann e strategesche Partner sinn, dann hätt dat Gespréich jo guer net stattfonnt. A fir ze soen, mir wär et egal, wat mat de Leit géif geschéien, wéi den Här Etgen gesot huet, ma dat ass dach ridicule! Déi, déi mech kennen, déi wëssen, datt ech all Dag kucken, datt et Leit gëtt an deem Land, déi Aarbecht fannen.





Mä et ass richtig, dass eng Verhandlung iwwert de Präis war an dass als Finanzminister dat natierlech wichteg ass. Ech stellen iwwerengs fest, déi eng soen, ech hätt nëmmen d'Dollare virun den Ae gehat, an déi aner soen, et hätte méi héich Offeren do geleéen. Dir muss lech iergendwéi eens ginn: War et dann elo e gudde Präis oder e schlechte Präis?

**(Interruptions)**

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Dat mat den Dollaren, dat war an engem aneren Zesummenhang, d'Finanzplaz an esou weider.

► **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*.- D'Intentioun vum Premierminister vum Katar, mat deem ech déi Verhandlung geféiert hunn, war, grad esou wéi meng Intentioun, dass eis respektiv Gesellschaften, eis respektiv Flughäfe kéinten duerch Synergien a méi Aktivitéiten ausgebaut ginn. An dat fannen ech wichteg, dat fannen ech richtig, an duerfir deele mer och, all déi Ministeren, déi hei sinn an och déi aner, d'Meenung: Mir wëllen, dass déi Aktivitéiten ausgebaut ginn. All aner Iddi wär jo, ass jo iwwerhaapt net denkbar. Wat fir en Interêt hätte mir dann, dass mer géifen Transaktiounen maachen, déi géint eist Land géife schaffen?

Wéssst Der, Här President, et kann een eng Transaktioun gutt fannen oder net gutt fannen. Dat fannen ech ganz an der Rei. Dat gehéiert zu enger Demokratie. Ech sinn och oppe fir all Kritik an ech kann och akzeptéieren, dass ee seet, et wär besser gewiescht, mir hätten dat mat engem anere gemaach. Mä wat ech net akzeptéieren, dass een ennerstellt, seet, direkt an indirekt, dat hei wär géint d'Interêt vum Lëtzebuerger Land gemaach. Dat ass meng éischte Pflicht, dat ass d'Pflicht vun all Minister, dat ass d'Pflicht vun all Deputéierten!

Jo, ech bedauern och, dass haut d'Chemie tëscht deene Verrieder vun deenen enzelnen Aktionären net gutt fonctionnéiert. Mä ech bieden lech, net mat der Kenntnis vun der Situation vun haut Evenementer vu gëschter ze jugéieren. Ech hätt gär, dass mer op eng konstruktiv Aart a Weis déi enorm Problemer, déi mer an der Aviatioun, an ech géif soen, an der Ekonomie zu Lëtzebuerg hunn, gemeinsam a konstruktiv kucken.

Dëser Deeg - an ech hunn de Moien dorunner nach eng Kéier geduecht - war ech, zesummen iwwerengs mat deenen anere Kolleegen, déi hei sinn aus der Regierung, um 50ten Anniversaire vun der Firma DuPont de Nemours. An do ass e Film gewise ginn an et ass gesot ginn, deemools ass de Wirtschaftsminister vu Lëtzebuerg an Amerika gaangen an a schwéiere Verhandlungen huet en déi Leit iwwerzeegt kritt, iergendwou an der Mëtt vun Amerika, fir op Lëtzebuerg ze kommen, wat déi kaum kannt hunn, fir do eng Entreprise opzebauen.

Abee, ech soen lech, dat, wat deemools richtig war 1962, dat ass och haut richtig an dat ass muer richtig. An ech soen lech, wa mer esou weiderfueren, dass mer all international Aarbecht, all Kéiers, wann een aus dem Ausland investéiert, deen net 100 Millimeter genau d'nämleche opgestallt ass wéi mir, wann dat alles duerno schlecht war, wann alles negativ geriet gëtt, ech soen lech....

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Et ass jo net verbueden, iwwer Mënscherechter ze schwätzen.

► **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*.- Neen, ech fannen dat och ganz richtig. Dat ass jo ganz richtig.

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Net nëmmen iwwer Suen.

► **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*.- Neen, mä dat ass selbstverständlech. Dat muss mer selbstverständlech a maache bei allen Investissementen aus China, aus allen anere Länner. Ech soen, dat muss mer maachen, dat muss mer selbstverständlech am Kapp hunn.

Mä wa mer all Aarbecht, déi gemaach gëtt, all déi Aarbecht, déi och ganz oft grouss physisch Effort mat sech zitt, wa mer alles zerrieden, wa mer ëmmer nëmmen alles kritiséieren, ech soen lech, da gesinn ech net, wéi mir konstruktiv d'Zukunft vun dësem Land preparéieren. Da gesinn ech och net, wéi mir jonk Mënschen dozou incitéiert kréien an invitéiert kréien, och an der Zukunft nach Finanz- a Wirtschaftspolitik ze maachen. Ma de Minister Schneider an ech, mir froen eis dann, firwat mer nach iwwerhaapt duerch d'Welt reesen, wann duerno alles...

**(Interruptions diverses)**

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Ma duerfir gitt Der bezuelt, Här Frieden.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- A schlecht, Här Gira, schlecht!

► **Une voix**.- Wéi d'Sue vum Himmel gefall...

► **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*.- Ech hunn lech gesot, dass ee ka mat der Transaktioun d'accord sinn oder net. Ech hätt just gär, dass mer op eng konstruktiv Aart a Weis, net andeem mer d'Vergangenheet diaboliséieren, net andeem mer alles negativ rieden, d'Problemer geléist kréien, déi mer haut hunn. D'Problemer kréie mer nëmme geléist, wa mer zesumme kucken, wat sinn déi Problemer - an eng ganz Rei sinn national, eng ganz Rei sinn net bedéngt duerch déi doten Transaktioun -, wa mer déi konstruktiv diskutéieren. Mir geet et, wéi all Minister, an ech hoffen, wéi all Deputéierten, ëm d'Zukunft an ëm d'Interêt vum Land, an net ëm de Géigendeel!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Finanzminister. Domadder wärem mer um Enn vun der Diskussioun. Mir hunn elo hei zwou Motiounen virleien.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Ech froen d'Parole après ministre, Här President.

► **Une voix**.- Ministre mat „s“.

**(Interruptions)**

► **M. le Président**.- Awer ganz kuerz, Här Urbany.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Jo, wéi ëmmer, ganz kuerz.

► **Une voix**.- Zweek Ministeren.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Den Här Minister Frieden huet elo geschwat vun der Chemie, déi net géif stëmmen tëscht den Aktionären. Ech muss soen, de Bazillus dovunner, dee läit an Ärem Vertrag dran, deen Dir ennerschriwwen hutt, wou sou Saachen drastinn, wéi dass d'Bedelegung op 49% ka klammen. Et hätt jo och kënnen drastoen, d'Bedelegung därer net méi héich wéi 35% sinn. Oder souguer vläicht am beschten, fir all Spärminoritéit ze verhënnern, ënner 33%. Dat hätt jo och kënnen drastoen.

Et hätt och näischt missen an deem Vertrag, deen Dir an den Här Wiseler awer ennerschriwwen hutt, driwwer drastoen, dass den Aktionär vum Katar sech a wesentleche Froe vun der Betriebspolitik quasi e Vetorecht séichert. Dat ass den Ustouss vun deenen aktuelle Schwieregkeeten am Verwaltungsrot vun der Cargolux.

Et ass och hei gesot ginn, de Stat muss sech als privaten Aktionär behuelen, dat heescht, e muss derfir suergen, dass och Benefiss gemaach gëtt. Mä et steet awer néierens, e misst sech behuelen, wéi dee leschte private Patron dat mécht.

Ech wëll nëmmen ee Beispill ginn: An der Stolindustrie am Saarland ass de Stat majoritär oder souguer bal ganz deen, dee bestëmmt, an der Stolindustrie am Saarland. An trotz enger Flaute an der Stolindustrie ass awer am Saarland derfir gesuergt ginn, dass d'Aarbeitsplazen net ofgebaut ginn an dass weider investéiert gëtt. Also, och vun engem Stat kann ee verlaangen, dass e sech och als privaten Aktionär ganz anescht behält wéi zum Beispill den Aktionär, deen aus dem Katar kennt.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Urbany. Da géife mer elo zur Ofstëmmung iwwert déi zwou Motiounen kommen.

**(Interruption)**

Här Etgen. Wat frot Der och? Parole après ministre?

► **Une voix**.- Zur Motioun.

► **M. le Président**.- Dir hutt dann d'Wuert fir zur Motioun ze schwätzen.

**Motion 1**

► **M. Fernand Etgen** (DP).- Bon, Merci, Här President. Fir d'Éischt zur éischter Motioun vum Här Lux, bei deenen zweek éischte Punkten, do kënnen mer d'accord sinn, well et do sech jo ëm Selbstverständlechkeeten handelt.

Bei deem leschte Punkt, do hu mer awer vläicht e kleng Problem dermat, dass d'Chamber der Cargolux dat soll an d'Heft diktéieren. Ech mengen, et geet am Fong geholl haaptsächlech awer hei drëm, fir..., well jo u sech och dat, wann een e Ratio virewech festleet, dat kann am Fong och kontraproduktiv si fir d'Erhale vun den Aarbeitsplazen, et kann och kontraproduktiv si fir d'Interesse vu Lëtzebuerg.

Mir hätten am Fong geholl léiwer gär, dass mer fir d'Éischt iwwer eng Strategie, iwwer ee Geschäftsmodell schwätzen, wéi dass mer eis virewech anenke mat enger preziser Definitioun vun engem Ratio.

Ech mengen, et kann ee kee Ratio op all Éiwegkeet festschreiwen. Wat wär zum Beispill, wann eng Kéier d'Katare géifen decidéieren, dass se es hei zu Lëtzebuerg genuch hätten a si wëilten hir Aktië verkafen, an zweek Superinteressente wieren dorunner interesséiert? Da kéint dat am Fong geholl dann awer fir d'Interesse vun eis nëmme kontraproduktiv sinn.

Duerfir géif ech am Fong geholl proposéieren, dee leeschten Turet ze ersetzen: «de préciser le modèle économique et social de la société», an dann nach vläicht een zousätzlechen Turet derbäisesetzen: «de faire en sorte que les actionnaires actuels et futurs respectent les intérêts vitaux de l'économie et de l'aviation luxembourgeoises ainsi que les emplois directement et indirectement liés à ce secteur».

Merci.

► **M. le Président**.- Jo, ech hat eigentlech nach net... Den Här Etgen hat relativ schnell schonn d'Wuert gefrot. Ech wollt soen, dass mer elo emol zu der éischter Motioun géife kommen, déi vum Här Lux eragereecht ginn ass. An ech wollt froen, wien dozou géif wëllen d'Wuert ergräifen. Den Här Etgen huet dat scho gemaach. Et sinn awer vläicht och nach aner Kolleegen, déi dat wëlle maachen.

Den Här Gibéryen hat hei d'Wuert gefrot.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här President. Mir kéinten och mat där Motioun averstane sinn. Mir géife just proposéiere beim Invite am éischten Turet, amplaz dass do steet: «à veiller...», géife mir proposéieren ze schreiwen: «à garantir à ce que les orientations...». An dat selwecht géife mer och am zweeten Turet proposéieren, den «veiller» duerch «garantir» ze ersetzen.

An dat anert huet de Kolleeg Etgen och elo schonn anescht formuléiert, mä dat ass am drëtten Turet, wou mer schreiwen: «tous les actionnaires actuels puissent», do géife mir einfach schreiwen: «tous les actionnaires doivent». Dat heescht, mir géifen och, wéi de Kolleeg Etgen dat gesot huet, déi futur Aktionären, déi et kéinte sinn, mat an deem Text hei integréieren.

Also, an deenen zweek éischten Tirete géife mer «veiller» duerch «garantir» proposéieren ze ersetzen, an dann «actionnaires actuels», do géife mer «actuels» ewechschreiwen (veuillez lire: ewechloossen), fir dass och zukünfteg Aktionären dat ginn.

D'Proposition vum de Kolleeg vum der DP kéinte mer awer och, wat de Rescht vum Turet ubelaangt, matdroen.

► **M. le Président**.- Den Här Bausch.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Här President, ech hat schonn, mengen ech, laang genuch erkläert, dass fir eis wichteg ass, dass et kloer ass, wéi d'Strategie an de Geschäftsmodell vun där neier, vun där zukünfteger Gesellschaft soll ausgesinn. An duerfir wiere mir frou, wann een do e Saz an d'Motioun kéint drakréien.

Dat heescht, dee Saz, deen den Här Etgen an deem Zesummenhang elo formuléiert huet, mat deem kéinte mir eis averstanen erklären. Wann d'Majoritéitspartei bereet sinn, deen ze iwwerhuelen, géife mir d'Motioun matstëmmen. Ansonste misste mer eis enthalen.

► **M. le Président**.- Den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Ech fannen, Här President, dass déi Motioun hei eng Virwëtztt ass. Do steet dran, et misst sech un den «environnement économique» ugepasst ginn. Et weess een net, a wat fir eng Richtung sech soll ugepasst ginn. Huet dat Inzidenzen op d'Lén, op d'Beschäftigungsstruktur? Huet et Inzidenzen op eng Opweechung vum Vol de nuit an Zukunft? Dat weess een alles net. Dat steet net hei dran.

Am Iwwregen, wa gesot gëtt, d'Lëtzebuerg Kapital misst 65% vun der Cargolux bedroen: Wien ass dat, dat Lëtzebuerg Kapital?

Zum Beispill huet de Moment Luxair 43%, mengen ech, vun den Aktien. Et héiert een dann och emol Saachen, dass driwwer nogeduecht gëtt, fir den Aktionariat vun der Luxair erfzesetzen op 22%. Dat ass mat där heiter Resolutioun (veuillez lire: Motioun) oui Zweifel méiglech, an dat ass awer net vu Virdeel fir d'Weiderentwécklung vum Flughafen a vun deenen zweek systemesche Betriber Cargolux a Luxair.

Duerfir kann ech am Fong geholl nëmmen hei géint déi Resolutioun (veuillez lire: Motioun) stëmmen, well et ass e Chèque en blanc fir d'Regierung.

► **M. le Président**.- Sou, elo kritt d'Wuert den Auteur vun der Motioun, den Här Lux.

► **M. Lucien Lux** (LSAP).- Här President, ech mengen, et ass eng inhaltlech Remarque hei gemaach ginn. Ech mengen, dat anert si manner bedeidend Remarquen.

Déi inhaltlech Remarque ass déi an der Fro vum Ratio vu 65/35. Ech mengen, dass dat an dësem Moment, an doriwwer si sech déi zwou Fraktiounen eens, ee wichtegt politescht Zeechen no bannen an no baussen ass, fir kloerzemaachen, dass mer déi Verhältnisser wëllen esou halen, wéi se haut sinn.

Dat hënnert muer net, Här Etgen, dat hënnert muer net d'Regierung drun, wa sech nei Momenter stellen, fir zrëckzekommen an d'Chamber - ech betounen: zrëckzekommen an d'Chamber - an hei mat der Chamber op där Plaz, déi appropriéiert vun eis decidéiert gëtt, doriwwer ze diskutéieren, ob een iwwer een anere Ratio ka schwätzen.

Mä haut an dësem Moment, mengen ech, wéssst Der, dass mer an engem ganz spezielle Kontext sinn, wou et, mengen ech, wichteg ass, Vertrauen ze schafe vis-à-vis vun der Firma, vis-à-vis vun den Aktionären, vis-à-vis vun de Belegschaften a bei deem Ratio ze bleiwe vu 65/35 à ce stade.

Mä, wéi gesot, d'Welt dréit a muer kënnen nei Momenter kommen an esou virun. Wichteg ass, dass mer der Regierung haut soen, dass se da muer oder iwwermuer soll heihinner zrëckkommen a mat eis diskutéieren, ob en anere Ratio méiglech ass.

Dofir géif ech proposéieren, bei deem Text ze bleiwen, an och ze bleiwe bei deene Formulatiounen, déi mer geholl hunn: «garantir» oder «veiller». Mir hunn haut laang driwwer diskutéiert an den Här Minister huet gesot, wéi wäit seng Befugnisse ginn, fir an d'Gestioun praktesch vun der Firma anzegräifen, wat en net onbedéngt wëllt. Mir si jo awer bei de groussen Orientatiounen, fir derfir ze suergen, dass déi an déi Richtung ginn, iwwert déi haut de Moien hei, mengen ech, intensiv an zu engem Deel och konstruktiv geschwat ginn ass. Dofir géife mer proposéieren, beim Text vun der Motioun ze bleiwen, esou wéi mer en deponéiert hunn.

► **Une voix**.- Très bien!

**(Brouhaha)**

► **M. le Président**.- Dir hutt elo schonn e puer Mol... Dir hutt Position geholl, Här Urbany. Dir hutt gesot, Dir géift déi Motioun net stëmmen.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Ech hunn trotzdem eng Fro iwwert dat, wat den Här Lux elo just sot.

► **M. le Président**.- Neen, mä mir fänken elo, Här Urbany,...

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Ech mengen nämlech, dass och e katareschen Investitiounsfong mat Sätz zu Lëtzebuerg Lëtzebuerg Kapital ass. Dass dat dozou gehéiert.

**(Interruption)**

► **M. le Président**.- Neen. Mir fänken elo net nach eng Kéier mat der Diskussioun un!

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Et gëtt jo esouer, et gëtt jo esouer, déi hei ugesiedelt sinn op der Finanzplaz.

**(Interruption)**

► **M. le Président**.- Et geet elo duer, Här Urbany. Hei sinn elo Propositionen nach gemaach ginn.

**(Interruption)**

Jo?

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Ech wollt awer just soen, als Verteidigung: Laut dem Règlement hätt den Här Urbany nach Riedezäit. Well d'Motioun ginn hei diskutéiert, an och eng Sensibilitéit politique, och wa se nëmmen een Deputéierten huet, huet hei d'Recht, dann dozou ze schwätzen. Ech fannen, et sollt een em d'Wuert ginn.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Très bien!

► **M. le Président**.- Den Här Urbany huet jo schonn, an ech hunn dem Här Urbany...

**(Interruptions diverses)**

► **M. le Président**.- Här Bausch, den Här Urbany hat zwou an eng hallef Minutte scho méi, déi hat ech em schonn accordéiert...

► **Une voix**.- Wéi war et bei der Regierung?

**(Interruption)**

► **Une autre voix**.- D'Regierung hat eng Stonn!

► **M. le Président**.- Neen. Et muss een awer ee Minimum och vu Respekt virun den...

**(Interruptions diverses)**

Sou, elo stëmme mer dann iwwert déi Motioun N°1 vum Lucien Lux of. Kënnen mer à main levée ofstëmmen?

► **Une voix**.- Neen!

► **M. le Président**.- De Vote électronique gëtt gefrot.





## Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass uegell mat 39 Jo-Stëmme, géint 1 Nee-Stëmme an 19 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est adoptée par 37 voix pour, 1 voix contre et 18 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri et Ben Scheuer.

A voté non: M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Eugène Berger), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Da kéime mer zu där zweeter Motioun vum Här Bausch, an do freet den Här Lux d'Wuert.

## Motion 2

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Här President, ech wëll zwou Saachen zu där Motioun soen. Déi éischt, fir am Numm vun eiser Fraktioun ze soen, dass mir haut iwwert déi do Motioun kéinten ofstëmme an och kéinten derfir stëmme. Dass déi Motioun...

## (Interruptions)

► **Une voix.**- Da loosst en emol ausschwätzen.

## (Interruptions)

► **M. le Président.**- Ech géif lech elo bieden, dem Här Lux nozelauschten.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Wann ech soen, ech hätt zwou Saachen ze soen, Dir kënnt jo bis zwee zielen, elo si mer bei där éischter. Déi zweet, déi kënnt dann duerno.

Bei där éischter ass et also kloer, dass mer, wéi d'Debatt och am Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg gelaf ass, der Meenung sinn, dass à ce stade deen Text, deen do virläit, eis Approbatioun géif fannen.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Der stëmmt en awer net.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech wëll awer en zweete Punkt soen, Här Meisch, ech wëll en zweete Punkt soen, dass de Minister Wiseler elo grad, mengen ech, mat vill Iwwerzeugung a mat vill Engagement versicht huet, just vun eis ze froen, ee Mandat ze kréien, fir an deenen nächste Wochen eng Rei vun Diskussiounen iwwer Propositionen ze féieren, déi, mengen ech, och bei der Regierung nach net definitiv zementéiert sinn, a wat fir eng Richtung se solle goen, well do gëtt et ënnerschiddlecher - dat hu mer kënne liesen an héieren an deene leschten Deeg - téscht deene jeeweilige Ministeren.

Dat heescht, déi Otempaus, fir ze diskutéieren mat allen Acteuren, mat der Stad Lëtzebuerg, mat de Gemenge ronderëm, mat den Uraierorganisatiounen, Interesseveräiner hei an der Stad an doriwwer eraus, mat de Compagnien um Site, dass mer - ech soen elo dräi Méint, dräi Méint proposéieren ech, mä et ass awer egal -, plus/minus dräi Méint der Regierung Zäit ginn, fir éischters emol hir Propositionen ze affinéieren, prezis ze maachen, an zweetens déi Diskussioun ze féieren an, wann déi Diskussioun zu iergendengem Enn féiert, heihinner zrëckzekommen an de Plenum an doriwwer ze diskutéieren, wat hir Virschléi sinn.

Net méi an net manner froen ech. An ech mengen, dass mer der Regierung déi dräi Méint sollte ginn, wa mer der Meenung sinn, dass et kéint eng Fro si vum Bien-être vun deem Flughafen do uewen, hir déi sollte ginn, fir dann heihinner zrëckzekommen an dann definitiv ze decidéieren, wann déi Diskussiounen do gefouert sinn. Dat ass meng Proposition.

► **M. le Président.**- Den Här Bausch, wann ech gelift.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, ech stellen also faktesch fest, datt déi Motioun eng Majoritéit an deem Parlament huet. An dat ass jo schon e Signal, wat do-bausse wichteg ass. Selbstverständlech wëlle mir dem Minister an och der Regierung d'Chance ginn, Négociatiounen ze féieren. Ech wëll awer hei soen, ech sinn d'accord, datt mer dat an d'Kommissioun verweisen a se haut net ofstëmme loosse, d'Motioun.

Mä eis Meenung ass jo bekannt, an ech mengen, anerer hunn hir och dozou gesot. Mir wëllen och selbstverständlech der Regierung déi Chance ginn. Si wëllt jo dann och mat all den Interessevertrieder diskutéieren. Allerdéngs hätt ech awer gär, datt mer da festhalen, datt déi Motioun, ech soen elo emol am Laf vum Mount Januar muss zrëckkommen - net, datt dat hei elo vertagt gëtt bis Mokuchsdag -, datt ech hei d'Wuert vun de Majoritéitsparteie kréien an datt mer Enn Januar, wa mer hei Sitzung hunn, oder Mëtt Januar, wéi et och ëmmer ass, déi Motioun zrëck op den Ordre du jour bréngen an dann eng Décisioun doriwwer huelen.

► **M. le Président.**- Den Här Urbany an dann den Här Lux. Här Urbany, wann ech gelift.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Also, ech sinn zwar net Auteur vun där Motioun hei. Ech ka se weder oprechterhalen nach zrëckzéien, mä ech fannen, dass dat awer dem Geescht vun deenen Diskussiounen, déi am Stadter Gemengerot stattfonnt hunn, souwäit ech dat matkritt hunn, widdersprécht. Well do ass et jo awer drëms gaangen, fir e Schlusstréch ze setzen an ze soen: „Mir als Vertrieder vun der Stadter Bevölkerung akzeptéieren dat doten net. A mir wëllen och net, dass de Minister weider verhandelt.“

Well iwwer wat soll en da verhandelen? Iwwert d'Oprechterhale vum Verbuet, esou wéi et de Moment besteet? Wat soll dann dobäi erauskommen? Do ka jo nëmme eppes erauskommen, wat zur Opweechung vun der aktueller Situatioun féiert. Also, ech sinn der Meenung, déi Resolutioun (veuillez lire: Motioun) hei, déi soll vun der Chamber gestëmmt ginn an domat soll d'Chamber grad wéi de Stadter Gemengerot kloer Signaler setzen, wat se wëllt.

► **M. le Président.**- Den Här Lux, wann ech gelift.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech kann dem Här Bausch am Numm vun deenen zwou Majoritéitsfraktiounen d'Wuert ginn, dass déi Motioun Enn Januar an där éischter Woch, déi mer dann am Parlament hei hunn, zrëckkënn, an dass mer dann doriwwer beroden.

► **M. le Président.**- Här Bausch, wann ech gelift.

## Sommaire des séances publiques nos 4, 5 et 6

Communications	p. 38-39
6486 - Proposition de loi modifiant la loi électorale du 18 février 2003 et visant à établir des directives de mise en place pour les enseignes publicitaires électorales	p. 39
Ordre du jour	p. 39
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n°183 du 13 novembre 2012 de Mme Tessa Scholtes relative au problème des septicémies et la meilleure façon de les prévenir voire de les guérir, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale	p. 39
- Question n°184 du 12 novembre 2012 de M. André Bauler relative à un audit sur la médecine du travail, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale	p. 39-40
- Question n°185 du 13 novembre 2012 de M. Henri Kox relative à l'exercice nucléaire du 5 et 6 décembre 2013 organisé dans la Grande Région, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région	p. 40
- Question n°186 du 13 novembre 2012 de M. Fernand Etgen relative à d'éventuelles écoutes qui auraient eu lieu à partir du centre d'instruction militaire dans le contexte de l'affaire «Bommeleer» et aux suites qu'il entend donner à ces révélations, adressée à M. le Ministre de la Défense	p. 40
- Question n°187 du 13 novembre 2012 de M. Eugène Berger relative à la volonté de la Commission européenne de suspendre l'application de la taxe européenne sur les émissions CO <sub>2</sub> aux compagnies aériennes jusqu'à la prochaine assemblée générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à l'automne 2013, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures	p. 40
- Question n°188 du 13 novembre 2012 de M. Alexandre Krieps relative à la disparité des primes de disponibilité entre les différents services de la Police grand-ducale (USP, Service de Police Judiciaire, commissariats d'intervention), adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région	p. 41
- Question n°189 du 13 novembre 2012 de M. Fernand Etgen relative à d'éventuels abus dans le cadre de l'attribution des aides financières de l'État pour études supérieures, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et	
- Question écrite n°2399 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures	p. 41-42
6367 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit	p. 42-43
6419 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°66/2010 du 25 novembre 2009 établissant le label écologique de l'Union européenne	p. 43-44
Heure d'actualité du groupe déi gréng sur une éventuelle exploitation de gisements de gaz de schiste supposés au Sud du Luxembourg	p. 44-46
Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères	p. 46-51
Débat d'orientation sur la stratégie concernant l'aviation au Luxembourg	p. 52-61
Question élargie n°29 de M. François Bausch relative aux vols de nuit à l'aéroport du Findel	p. 61-62
Débat d'orientation sur la stratégie concernant l'aviation au Luxembourg (suite)	p. 62-64

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ech muss dem Här Urbany soen, datt mir als Auteur vun där Motioun do, wat den Inhalt ubelaangt, och am Januar, mä ech mengen, dat huet de Minister och hei... En huet jo och gutt beschriwwen, firwat datt mir eng konsequent Haltung an där Fro hei hunn: well dat logesch ass mat all deem Rescht, wat mer soen. An donc wäert eis Meenung sech och net ännere bis Enn Januar.

Mä ech wëll awer effektiv hei eng Chance ginn, datt sollen Diskussiounen stattfannen. Méi ass dat jo net. Déi Motioun kënnt am Januar zrëck a mir wäerte wëssen, wat mir am Januar zu där Motioun wäerte stëmme. Ech mengen, et geet just drëms, datt een et net kann engem verwiere, wann en en Dialog wëllt féieren, datt en dee ka féieren. Méi ass et net.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Et ass nach näischt decidéiert.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Et ass jo näischt decidéiert.

► **Une voix.**- Et ass näischt decidéiert.

► **M. le Président.**- Gutt! Ech hunn also verstanen, datt hei eng grouss Majoritéit an deem Haus der Meenung ass, mir sollen déi Motioun vum Här Bausch an déi dofir zoustänneg Kommissioun verweisen. Da wäere mer och mat deem Punkt fäerdeg.

Da wär d'Diskussioun ofgeschloss a gläichzäitig och d'Sitzung vun de Moien.

D'Chamber kënnt erëm de Mëtteg um zwou Auer zesummen.

(Fin de la séance publique à 12.26 heures)

## Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



## Chamber TV

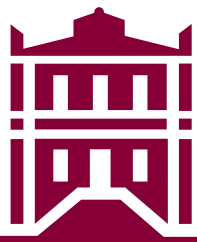
och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

**www.chd.lu**

- Actualité
- Organisation et fonctionnement
- Travail à la Chambre
- La Chambre et l'UE
- La Chambre et vous





# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N°2 • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

## Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1862	Jacques-Yves Henckes	Cartes de priorité et d'invalidité
2098	Josée Lorsché	Service luxembourgeois d'informations-traffic par TMC initié par l'ACL
2205	Emile Eicher et Ali Kaes	Adaptations de contrats dans le cas de marchés publics
2206	Emile Eicher et Ali Kaes	Échelle mobile des salaires et traitements
2213	Serge Wilmes	Participation de l'État dans une entreprise de tradition luxembourgeoise
2215	Eugène Berger	Circoncision
2223	André Bauler	Politique de diversification industrielle et création de nouvelles entreprises
2226	Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser	Mise en place d'un tram léger à travers la ville de Luxembourg
2227	Marc Spautz	Conclusions de la tripartite sidérurgique du 28 mars 2012
2240	Marc Spautz	Bilan des aides et des mesures en matière de maintien de l'emploi et de lutte contre le chômage
2242	Anne Brasseur	Établissements publics
2244	Fernand Kartheiser	Utilisation de la langue allemande lors des échanges de courriers entre les administrations et des administrés handicapés
2246	Fernand Kartheiser	Langue des signes dans les médias luxembourgeois
2251	André Bauler	Balsamine de l'Himalaya
2255	Marc Spautz	Mesures en faveur de l'emploi des jeunes
2258	Fernand Kartheiser	Programmes indicatifs de coopération
2259	Fernand Kartheiser	Gaz de schiste
2260	Fernand Kartheiser	Mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto
2261	Fernand Kartheiser	Ambassadeurs du Luxembourg en France et en Italie
2262	Fernand Kartheiser	Travaux de modernisation des écluses sur la Moselle allemande
2264	Gast Gibéryen	Modernisation de la ligne ferroviaire Bruxelles-Luxembourg
2265	Fernand Kartheiser	Visites de personnalités politiques dans des écoles
2266	Josée Lorsché et Félix Braz	Indisponibilité du médicament TRIZIVIR®
2267	Fernand Kartheiser	Participation du Luxembourg au sommet des pays non alignés à Téhéran
2268	Fernand Kartheiser	Campagnes d'informations des ministères avant des élections
2269 cf. 2270 et 2272	Jean Colombero	Plan Canicule
2270 cf. 2269 et 2272	Jean Colombero	Mise à disposition de boissons dans les hôpitaux durant une canicule
2271	Jean Colombero	Impact des éoliennes sur l'environnement
2272 cf. 2269 et 2270	Jean Colombero	Projet de recherche nursing
2273	Fernand Kartheiser	Cellule de planification au sein du Ministère de la Défense
2274	Fernand Etgen	Traitement des virements manuscrits auprès de l'entreprise des Postes et Télécommunications
2275	Roger Negri	Modernisation de la ligne ferroviaire Bruxelles-Luxembourg
2276	Jean Colombero	Fausses roupies indiennes en provenance du Luxembourg
2277	Fernand Kartheiser	Orientation professionnelle basée sur le genre
2278	Jean Colombero	Incident à la centrale nucléaire de Fessenheim
2279	André Bauler	Statuts de la CNS concernant la chirurgie bariatrique
2280	Henri Kox	Renforcement de l'action gouvernementale en vue de la fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom
2281	Fernand Kartheiser	Quota de 40% de femmes dans les conseils d'administration des entreprises cotées
2282	Fernand Kartheiser	Notion «enfant à charge»
2284	Jean Colombero	Extraits du registre de l'état civil
2285	Jean Colombero	Publication de l'étude Fimena-SUSANA
2286	Fernand Kartheiser	Projets de remembrement
2287	Xavier Bettel	Reconnaissance d'un partenariat contracté à l'étranger
2288	Fernand Kartheiser	Référentiel des métiers dans la fonction publique
2290	Jean Colombero	Programme «Héroïne sur ordonnance»
2291	Claudia Dall'Agnol	Placement en garde à vue d'une personne ivre
2293	Eugène Berger	Frais du mariage de Son Altesse Royale le Prince Guillaume, Grand-Duc Héritier, avec la Comtesse Stéphanie de Lannoy
2294	Ben Fayot	Réforme de l'enseignement secondaire et secondaire technique
2295	Ben Fayot	Recherche sur l'enseignement
2296	Jean Colombero	Étude sur la réputation des acteurs du secteur de la santé
2297	Diane Adehm	Tâche de l'éducateur intervenant comme 2 <sup>e</sup> personne dans les classes de l'éducation précoce
2298	Jean Colombero	Sommet de la Santé
2299	François Bausch	Vente aux enchères de logements sur l'îlot de l'ancien palais de Justice à Luxembourg-ville
2300	Xavier Bettel	Criminalité lourdement armée
2302	Jean Colombero	Orientation professionnelle des diplômés d'université
2303	Fernand Etgen	Haut Comité pour le développement de l'industrie
2305	Marc Spautz	Niveau de couverture du réseau GSM
2306	Ben Scheuer	Introduction des gyropodes dans le Code de la Route
2307	Claudia Dall'Agnol	Utilisation de la «signature habituelle» pour des actes officiels
2308	Ben Scheuer	Gestion du secteur touristique
2310	Xavier Bettel	Risques de santé émanant de certains OGM
2311	Jean Colombero	Rapport sur le surendettement
2312	Jean Colombero	Jeux paralympiques
2313	André Bauler	Emprunts contractés par les communes
2314	Viviane Loschetter	Activités prévues par le Gouvernement dans le cadre de l'année internationale des coopératives
2315	Marcel Oberweis	Évolution de certains indicateurs de l'éducation en général
2316	Fernand Kartheiser	Mise en œuvre de l'accord culturel entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Portugaise
2317	Fernand Kartheiser	Prise en charge des frais médicaux d'un enfant dont le parent n'a pas la garde
2319	Viviane Loschetter	Inégalité des salaires entre femmes et hommes et l'instrument de contrôle Logib-Lux
2320	Josée Lorsché	Test de dépistage prénatal de la trisomie 21 par simple prise de sang
2324	André Bauler	Modalités réglant l'évaluation de l'épreuve d'accès à l'ordre d'enseignement secondaire demandé
2326 cf. 2341	Fernand Etgen	Publication des bénéficiaires d'aides en provenance du fonds agricole européen
2327	Fernand Kartheiser	Augmentation du capital de Cargolux
2329	Fernand Kartheiser	Retrait du droit de séjour
2331	Claude Adam et Camille Gira	Congé politique supplémentaire pour les délégués dans les syndicats de communes
2332	Xavier Bettel	Société Nationale de Contrôle Technique
2334	André Bauler	Revalorisation des friches industrielles de Wiltz
2335	Marie-Josée Frank	Congé pour travail à mi-temps dans le secteur communal
2336	Fernand Etgen	Rapport sur l'état d'avancement de la réforme de l'armée
2337	Marc Spautz	Fermeture du site d'ArcelorMittal à Schifflange
2338	Fernand Etgen	Contrôle technique des véhicules de l'Administration des Ponts et Chaussées
2339	Claude Adam	Accès aux études techniques supérieures aux détenteurs de diplôme de technicien (DT) ou diplôme d'aptitude professionnelle (DAP)
2341 cf. 2326	Jean Colombero	Publication des données personnelles des agriculteurs subventionnés par l'Union européenne
2342	Jean Colombero	Lutte contre le SIDA
2344	Fernand Etgen	Participation de l'État luxembourgeois dans la banque BGL-BNP Paribas
2349	Fernand Kartheiser	Renforcement des effectifs de la Police grand-ducale
2350	Fernand Etgen	Formation continue des enseignants
2356	André Bauler	Enseignement préparatoire
2358	Eugène Berger	Obligation de vote
2359	Jean Colombero	Élèves luxembourgeois dans les écoles privées ou internationales
2360	Fernand Kartheiser	Accès des ressortissants croates au marché du travail
2361	Josée Lorsché	Renforcement des effectifs de la Police grand-ducale



**Question 1862** (16.1.2012) de **M. Jacques-Yves Henkes** (ADR) concernant les **cartes de priorité et d'invalidité**:

La loi du 23 décembre 1978 a créé une carte de priorité et des cartes d'invalidité qui peuvent être délivrées aux personnes qui résident dans le pays ou y travaillent régulièrement. Les détenteurs d'une carte d'invalidité B ou C bénéficient de la gratuité sur les tarifs des moyens de transports publics et de l'exonération totale de la taxe sur les véhicules (article 43, loi du 22 décembre 2006 sur les taxes automobiles). Cette exonération totale de taxe est étendue aux personnes valides qui ont à charge une personne invalide et/ou handicapée faisant partie de leur ménage.

Le nombre de demandes pour la catégorie B est passé de 158 en 2008 à 1.368 en 2010 et apparemment à plus de 1.800 pour 2011. Les demandes sont basées uniquement sur un simple certificat médical certifiant un degré d'invalidité de 50%.

Il me revient ainsi que près de 18.000 personnes (!) bénéficient actuellement d'une carte d'invalidité de la catégorie B et que leur nombre s'accroît de manière explosive. Le principe de la carte d'invalidité ne doit pas être remis en cause. Mais vu le fait que le certificat médical relatif à l'invalidité n'est pas défini plus précisément dans la loi et qu'il n'existe que peu de contrôles, le risque d'abus est élevé.

Il me revient qu'une personne ayant un véhicule de sport haut de gamme et qui participe à des compétitions sportives de course à pied bénéficie d'une carte d'invalidité et n'a plus à payer de taxe sur son véhicule! Les personnes à partir de 60 ans, pour autant qu'elles le demandent, reçoivent apparemment quasi automatiquement une telle carte. Les personnes déclarant avoir en charge une personne invalide de la catégorie B augmentent aussi considérablement sans qu'il y ait un contrôle sérieux sur la réalité de l'affirmation.

J'estime que tant pour des questions d'équité que de finances publiques seules les personnes ayant effectivement un handicap lié directement à la conduite d'un véhicule et nécessitant un investissement spécial devraient bénéficier d'une réduction de la taxe et que la gratuité du transport public ne devrait être accordée que sous des conditions clairement définies et pouvant être contrôlées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- 1) Quel est le nombre total de cartes de priorité et d'invalidité A, B et C actives actuellement et comment le nombre de demandes a-t-il évolué depuis 2008?
- 2) Quel est le nombre de nouvelles demandes introduites en 2011 pour chacune des catégories? Quel est le nombre de cartes ainsi délivrées par catégorie?
- 3) Le Gouvernement est-il d'accord pour dire qu'il y a nécessité de revoir la loi afin de disposer de définitions plus claires et plus précises du cercle des bénéficiaires et des critères d'invalidité, surtout pour la catégorie B, et de prévoir un contrôle spécifique pour éviter les abus?
- 4) Quelles modifications le Gouvernement entend-il introduire à la législation actuelle?

**Réponse** (12.6.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Quant aux questions 1 et 2:

Les cartes de priorité et d'invalidité

Par la loi du 23 décembre 1978 furent créées une carte de priorité et des cartes d'invalidité. Cette loi a élargi le cercle des bénéficiaires de telles cartes qui, sous la législation antérieure, datant de 1948, se limitait aux mutilés de guerre, aux accidentés du travail et aux enfants nés infirmes.

La carte de priorité est délivrée aux personnes handicapées de la marche dont l'invalidité, bien qu'inférieure à 50%, leur cause cependant de sérieuses difficultés de déplacement ou de station debout. Les titulaires de la carte de priorité bénéficient d'un droit de priorité de passage ou de service, ainsi que d'une place assise en toutes circonstances.

Les cartes d'invalidité sont de trois catégories:

- Les cartes A sont délivrées aux personnes dont le degré d'invalidité physique se situe entre 30 et 49%.

- Les cartes B sont délivrées aux personnes dont le degré d'invalidité physique est supérieur à 50%.

- Les cartes C sont délivrées aux personnes dont l'état physique ou mental est tel qu'elles ne peuvent se déplacer sans l'assistance d'une tierce personne.

La carte de priorité peut être délivrée conjointement avec la carte d'invalidité A.

Depuis 1991, où le tarif unique a été introduit sur le réseau entier des transports publics de notre pays et où un abonnement gratuit est délivré à tous les détenteurs d'une carte d'invalidité, de quelque catégorie qu'elle soit (A, B ou C), le nombre de demandes présentées au Ministère de l'Intérieur a considérablement augmenté.

Le règlement ministériel du 12 juin 2007 fixant les tarifs des transports publics a rappelé que les titulaires d'une carte d'invalidité ont droit à la gratuité du transport tout en introduisant une nouvelle disposition qui précise que la carte d'invalidité tient désormais lieu de titre de transport. Elle n'est valable que si elle est accompagnée d'une pièce d'identité officielle.

Le tableau ci-après fait preuve de la prolifération du nombre de cartes délivrées depuis que la gratuité des moyens de transports publics fut accordée à tous les détenteurs d'une carte d'invalidité.

Affaires communales: évolution du nombre de cartes d'invalidité délivrées

Année	2008	2009	2010	2011
Cartes de priorité	74	55	24	22
Cartes A 30% à 49%	1.811	1.723	1.617	1.520
Cartes B 50% à 74%	158	456	1.368	1.361
Cartes C de 75%	63	176	353	346

Affaires communales: totaux de cartes d'invalidité délivrées au 31 décembre 2011

Catégorie	total
Total des cartes de priorité	9.133
Total des cartes A 30% à 49%	62.864
Total des cartes B 50% à 74%	17.549
Total des cartes C de 75%	2.524
Total des cartes A, B et C	82.937

Quant aux questions 3 et 4, il y a lieu de constater qu'elles touchent au volet médical de l'octroi des cartes d'invalidité et ne relèvent donc pas des attributions du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.

**Complément de réponse** (16.11.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*:

Faisant suite aux éléments de réponse fournis par Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, les précisions suivantes sont de mise en ce qui concerne le volet médical de l'octroi des cartes d'invalidité.

Je tiens à rappeler que la délivrance des cartes d'invalidité relève de la seule compétence du Ministère de l'Intérieur.

Sans mettre en cause l'utilité de l'offre Novabus, le Gouvernement s'est mis d'accord d'établir de nouveaux critères d'admission plus clairs et plus objectifs.

**Question 2098** (9.5.2012) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant le **service luxembourgeois d'informations-traffic par TMC initié par l'ACL**:

Le Traffic Message Channel (TMC) est une technologie qui permet de diffuser des informations de trafic par ondes radio FM aux automobilistes. Ces données peuvent être soit visualisées sur l'écran de l'appareil GPS de la voiture, soit directement utilisées par le GPS pour optimiser le guidage, respectivement le contournement des embouteillages, chantiers, etc.

Il y a quelques années, l'ACL avait initié avec un partenaire commercial belge (BeMobile) un projet de service TMC luxembourgeois. Bien que le système ait été réalisé en collaboration avec des partenaires publics (Administration des Ponts et Chaussées, police, CITA), l'ACL a choisi dès le début une diffusion cryptée et payante des informations de trafic provenant pourtant de sources publiques. En outre, ce service TMC d'informations-traffic luxembour-

geois ne serait disponible que sur des appareils de deux marques de GPS.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons pour lesquelles l'ACL a opté pour une diffusion cryptée, donc exclusive, des données TMC?

2) Pour quelles raisons les partenaires publics susmentionnés ont-ils accepté la mise en place d'un service sur un modèle payant et de surcroît limité aux appareils GPS de certains fabricants?

3) Est-ce qu'il ne serait pas préférable d'offrir un tel service sur une base non commerciale et non exclusive afin de garantir la diffusion la plus large possible des informations TMC aussi bien pour les résidents luxembourgeois que pour les navetteurs frontaliers et les touristes, et cela indépendamment du type ou de la marque d'appareil GPS qu'ils possèdent?

4) Est-ce que la fourniture des données publiques du réseau routier luxembourgeois et des infos-traffic de l'ACL font l'objet d'une convention écrite entre les différents partenaires? Dans l'affirmative, le Gouvernement entend-il modifier les termes de cette convention en insistant sur l'installation d'un service TMC non exclusif, voire gratuit, dans les meilleurs délais?

**Réponse** (16.10.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire l'honorable Députée souhaite s'informer au sujet de la diffusion via TMC des informations routières par l'ACL.

La nécessité d'une diffusion efficace des informations relatives au trafic est en effet très utile pour les automobilistes. Ainsi, et dès 2007, les représentants du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, de l'Administration des Ponts et Chaussées dont le CITA et de la Police grand-ducale ont soutenu le projet de l'Automobile Club qui souhaitait se positionner comme interlocuteur prioritaire vis-à-vis des médias pour la diffusion d'une information-traffic de qualité. La diffusion des messages d'information routière à l'intention des utilisateurs de systèmes de navigation (mobiles ou embarqués) se fait via RDS-TMC. Ce système RDS - radio distribution system - permet un transfert digital d'informations par radio-ondes hertziennes.

Or, la majeure partie des informations utilisées par l'ACL sont d'ores et déjà des informations publiques diffusées par le biais des différentes stations de radio, accessibles à tous. Il en est de même pour certains appareils GPS, sous réserve de disposer d'une version actualisée. Seul le volet de l'internet ainsi que des applications pour les smart-phones («ACL-App») sont couverts par un contrat entre l'ACL, la CLT et une société privée.

Enfin, l'on précise qu'aucune convention à ce sujet n'a été conclue à ce jour entre l'État et l'ACL.

**Question 2205** (19.7.2012) de **MM. Emile Eicher et Ali Kaes** (CSV) concernant les **adaptations de contrats dans le cas de marchés publics**:

Le règlement grand-ducal du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics reprend en ses articles 103-112 les procédures à suivre en cas d'adaptation des contrats suite à des interventions légales ou réglementaires ou des variations importantes et imprévisibles de prix ou de salaires.

Dans l'exécution des marchés, les communes et syndicats de communes se voient actuellement confrontés à des consignes aléatoires de prise en charge des demandes d'adaptation de prix et de salaires par le biais des différents fonds de l'État, agissant en tant que cofinanciers, de sorte qu'une incertitude pendante règne auprès des maîtres de l'ouvrage et des entreprises concernés quant aux paiements des adaptations soumises, appelées couramment hausses légales.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Existe-t-il des critères nationaux communément applicables quant à la recevabilité des demandes de compensation des hausses légales par les divers fonds, étant donné que les pratiques y relatives sont fortement divergentes d'un Ministère à l'autre?

- Est-ce que la hausse sur les matériaux est généralement à notifier par lettre recommandée ou est-ce que le constat de la hausse par le biais de «cotations officielles», «mercuriales» et «publications de prix de matières premières» est suffisant, rendant une notification par lettre recommandée superflue?

- Dans le cas du recours aux variations de prix publiées par voie officielle, quelles sont les voies de publications officielles pour les adaptations de prix?

- Quelle est la vue des Ministres quant à la réception respectivement la prescription des demandes d'adaptation de prix? En détail, peut-il être interprété de l'article 110 du règlement précité, tel que d'usage stricte auprès des ministères, que les hausses légales introduites par les entreprises après la date de remise du décompte final ne seraient plus recevables?

- L'article 111 du même règlement stipule qu'aucune adaptation de prix ne peut se faire pour les travaux, services exécutés et fournitures pour «...lesquels une avance a été payée...». Cette dispense s'applique-t-elle à l'ensemble du marché ou uniquement au montant de l'avance, qui en règle générale constitue une faible part du marché?

**Réponse** (17.10.2012) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*, de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Les honorables Députés souhaitent avoir des informations sur l'adaptation des marchés publics aux variations des prix.

En effet, les articles 103 et suivants du règlement grand-ducal modifié du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics, relatifs à l'adaptation du contrat, sont applicables à tous les pouvoirs adjudicateurs, qu'il s'agisse d'un ministère, d'une administration, d'un établissement public, d'une commune ou d'un syndicat. Ainsi, les critères de recevabilité des demandes d'adaptation sont les mêmes quel que soit le pouvoir adjudicateur ou l'imputation budgétaire sur un fonds quelconque du projet respectif.

En l'absence de publications au niveau national de «cotations officielles», «mercuriales» ou «publications de prix de matières premières» précises, l'adjudicataire doit notifier la hausse des prix de matières premières par lettre recommandée motivée afin d'apporter les preuves d'une fluctuation importante et imprévisible des prix.

L'indice des prix à la consommation et le salaire minimum garanti sont publiés au Mémorial, journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Selon l'article 61 de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, sont prescrites les créances qui n'ont pas été produites dans un délai de cinq ans à partir du premier janvier de l'exercice budgétaire au cours duquel elles sont nées. En conséquence, les demandes d'adaptation des prix peuvent être introduites endéans ce délai. Il est à préciser que les créances relatives à l'adaptation des prix ne naissent pas au moment du décompte, mais au moment de la survenance de la hausse importante et imprévisible des prix.

L'article 111 a) du règlement grand-ducal du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics est à interpréter en ce sens qu'une adaptation des prix ne saurait plus être demandée pour la partie pour laquelle une avance a été payée. À noter enfin que le terme «avance» n'est pas à confondre avec le terme «acompte».

**Question 2206** (19.7.2012) de **MM. Emile Eicher et Ali Kaes** (CSV) concernant l'**échelle mobile des salaires et traitements**:

La loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements retient que les adaptations des traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités et montants sont déclenchées selon des échéances bien définies entre 2006 et 2009.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que les variations de salaires sont, suite à cette publication, encore imprévisibles pour la période concernée ou est-ce que l'existence même de cette loi suffirait afin de congédier toute légitimité à l'adaptation des salaires sur les marchés passés après la mise en application de cette loi?



- Dans la négative, d'une part, quel organe et/ou média de publication serait à considérer pour l'annonce de l'évolution des salaires et, d'autre part, les adaptations seraient-elles à considérer dès publication de la future hausse respectivement uniquement au moment de l'adaptation même?

- Dans le cas d'entreprises ayant leur siège à l'étranger, est-ce que les variations des salaires luxembourgeois leur sont applicables où sont-elles tenues de notifier une hausse sur salaires ayant lieu dans leur pays d'origine? Quelle serait dans ce cas la preuve à fournir au maître de l'ouvrage luxembourgeois?

**Réponse commune** (17.10.2012) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*, de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les honorables Députés souhaitent avoir des informations sur l'adaptation des marchés publics à l'échelle mobile des salaires.

En effet, la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires a fixé dans son article 1<sup>er</sup> les adaptations déclenchées par le dépassement d'une cote d'échéance, qui auraient dû se produire pour les années 2006, 2007 et 2008, au 1<sup>er</sup> décembre 2006, au 1<sup>er</sup> mars 2008 et au 1<sup>er</sup> mars 2009.

Dans la mesure où les échéances de l'échelle mobile des salaires étaient donc connues dès la publication de la loi susmentionnée, une révision sur les salaires pour tout marché public dont l'avis d'adjudication a été publiée après la mise en vigueur de la loi du 27 juin 2006 ne pourra pas être accordé à l'adjudicataire, étant donné que l'offre était supposée être élaborée en parfaite connaissance de ces échéances.

Ces échéances de l'échelle mobile des salaires ne constituent donc pas de variation imprévisible des salaires, de sorte que les conditions d'application pour les adaptations d'un contrat, telles que prévues par l'article 103 du règlement grand-ducal modifié du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics, ne sont pas remplies.

Dans le cas d'entreprises ayant leur siège à l'étranger, seules les variations de l'indice de l'échelle mobile des salaires luxembourgeois leur sont également applicables à l'instar de la législation sur le détachement des salariés.

**Question 2213** (25.7.2012) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant la **participation de l'État dans une entreprise de tradition luxembourgeoise**:

L'entreprise allemande SMS group, qui est active dans la construction de machines industrielles à destination de l'industrie métallurgique, vient d'annoncer qu'elle a repris les parts qu'ArcelorMittal et Luxempart détenaient jusqu'à présent dans la société luxembourgeoise Paul Wurth.

Avec 59,1% des actions, l'entreprise allemande est désormais majoritaire au sein de cette entreprise de tradition luxembourgeoise.

L'État luxembourgeois par contre ne possède plus que 40,8% des parts de Paul Wurth et se retrouve ainsi en position de minorité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Pour quelle raison l'État luxembourgeois n'a-t-il pas souhaité reprendre les actions détenues par Luxempart (11%) afin de rester majoritaire au sein de l'entreprise Paul Wurth?

- En tant qu'actionnaire minoritaire, quelle sera l'influence de l'État luxembourgeois sur la future orientation stratégique de l'entreprise Paul Wurth?

- Lors des négociations de la reprise de Paul Wurth par le groupe allemand susmentionné, l'État a-t-il obtenu la garantie que les nouveaux actionnaires majoritaires continueront à investir dans les sites luxembourgeois de Paul Wurth, que cette entreprise de tradition ne sera pas démantelée et qu'il n'y aura pas de suppression d'emplois?

**Réponse** (10.10.2012) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

SMS, entreprise familiale allemande, est un actionnaire industriel idéal pour Paul Wurth au regard de la complémentarité du portefeuille des produits et des réseaux commerciaux mais aussi au niveau des ressources humaines, technologiques et financières. La direction de Paul Wurth a d'ailleurs salué la prise de participation de SMS.

À travers un pacte d'actionnaires, qui est sur le point d'être signé, SMS a pris des engagements solides sur la préservation de l'acquis et sur le futur développement de Paul Wurth. En leur qualité d'actionnaires et via leur représentation dans les organes statutaires, l'État comme d'ailleurs la SNCI et la BCEE resteront associés à l'élaboration et à la définition de la stratégie entrepreneuriale de Paul Wurth S.A. En vertu de ce pacte, la présidence de Paul Wurth continuera à être assumée par un Luxembourgeois proposé par les actionnaires luxembourgeois État, SNCI et BCEE.

La mise en œuvre d'une stratégie de croissance et de développement d'une société orientée exclusivement à l'exportation internationale reste évidemment tributaire de l'évolution future de l'économie mondiale.

**Question 2215** (25.7.2012) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant la **circconcision**:

Récemment un tribunal allemand a jugé que la modification durable et irréparable du corps de l'enfant par la circconcision pour des motifs religieux était contraire à l'intérêt de l'enfant devant pouvoir décider plus tard par lui-même de son appartenance religieuse. L'article 24.3 de la Convention internationale des Droits de l'Enfant relève par ailleurs que «Les États parties prennent toutes les mesures efficaces appropriées en vue d'abolir les pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé des enfants.»

Aussi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Cultes et à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Quels cultes pratiquent la circconcision chez l'enfant pour des motifs religieux au Luxembourg?

- La circconcision chez l'enfant pour des motifs religieux est-elle réglementée au Luxembourg?

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance d'interventions chirurgicales extrahospitalières au Luxembourg pratiquées par des personnes non agréées?

- Est-ce que, d'après les Ministres, le consentement parental vaut juridiquement, dans le cas présent, comme consentement de l'enfant?

**Réponse commune** (15.10.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Cultes*, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Il faut d'abord savoir que le jugement cité par Monsieur le Député se déroule dans le cadre d'une procédure pour prise en charge par la Caisse de Maladie des frais d'intervention pour circconcision pour motifs religieux en dehors d'indications médicales. Le jugement est donc à lire dans ce cadre très spécifique et ne tranche en principe pas les questions de principe.

En principe, la circconcision est susceptible d'être pratiquée dans les cultes juif et musulman.

La circconcision spécifiquement pour motifs religieux n'est pas réglementée, alors que le contenu de l'intervention étatique dans le cadre des relations entre l'État et les communautés religieuses est fixé avec précision par la Constitution. Le droit actuel des relations entre l'État et les communautés religieuses ne prévoit pas de disposition ad hoc.

Il n'y a pas non plus de réglementation spécifique concernant la circconcision pratiquée sur des mineurs, ni parmi les dispositions réglementant les limites des pouvoirs des médecins ou d'autres professions médicales.

La circconcision est un acte médical qui ne peut être effectuée que par un médecin autorisé à pratiquer au Luxembourg.

Les services gouvernementaux, et notamment ceux relevant du Ministère de la Santé, n'ont à ce jour pas connaissance de circconcisions réalisées en dehors du milieu hospitalier respectivement par des personnes non autorisées à pratiquer la médecine au Luxembourg.

Le règlement grand-ducal portant nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie tient compte d'un acte médical au code 5A41 (opération pour phimosis). La prise en charge par l'assurance maladie de cet acte se limite ainsi à la seule intervention chirurgicale pour laquelle une indication médicale est donnée. Des éventuelles complications ultérieures ne sont prises en charge par la Caisse de Maladie que si la circconcision a été effectuée selon les règles légales et de l'art précitées.

Quant aux traitements pouvant intervenir en cas de complications en ce qui concerne les dites interventions chirurgicales, nous sommes dans l'impossibilité de les détecter faute d'informations médicales à ce sujet. Selon la litté-

ture médicale pertinente, le nombre de complications varie, se situant entre 1,5% des cas chez les nourrissons et 6% des cas chez des enfants au-delà de douze mois.

Des études épidémiologiques dans des pays où la circconcision est pratiquée hors milieu hospitalier et par du personnel non-médical montrent des taux de complications élevés pouvant atteindre 80%.

La circconcision simple pour raison rituelle ou religieuse et d'éventuels traitements ultérieurs en cas de complications échappent au champ d'application de l'assurance maladie.

À ce sujet il est intéressant de noter que le nombre des circconcisions pratiquées par un médecin et en milieu hospitalier, mais sans indication médicale, se situe à 917 en 2008, 880 en 2009, 866 en 2010 et 452 au premier semestre 2011.

L'enfant, mineur d'âge non émancipé, est selon le Code civil sous l'autorité de ses père et mère et en principe le consentement des parents est juridiquement nécessaire et suffisant pour prendre des décisions concernant l'enfant.

**Question 2223** (1.8.2012) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **politique de diversification industrielle et création de nouvelles entreprises**:

Dans son bulletin économique «Actualité et tendances» (n°10/juin 2011), la Chambre de Commerce note entre autres que la diversification économique future doit être calibrée. «Les technologies de la santé, la logistique multimodale, la propriété intellectuelle, les NTIC, mais surtout les écotecnologies, seront autant de secteurs porteurs du tissu économique futur.» Aussi faudrait-il provoquer un changement de paradigme en matière d'attraction future de grandes entreprises au Luxembourg. En effet, selon l'avis de la Chambre de Commerce, l'impact économique et social direct de ces dernières et la substance industrielle qu'elles génèrent ont un effet multiplicateur significatif sur le tissu des PME, en amont et en aval des processus productifs.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Comment Monsieur le Ministre se positionne-t-il par rapport à l'avis de la Chambre de Commerce?

- Monsieur le Ministre peut-il dresser un bilan succinct de la politique de diversification industrielle depuis l'an 2000 en signalant notamment les entreprises nouvellement créées, le genre de leur activité, le nombre d'emplois qu'elles ont permis d'engendrer et les sites de leur implantation?

- Quels sont les facteurs majeurs qui ont déterminé le choix des nouvelles entreprises à venir s'installer au Luxembourg?

- Quelles ont été les activités nouvelles qui ont permis d'employer entre autres des salariés qui, au départ, n'ont guère de qualifications professionnelles?

- Le Gouvernement envisage-t-il d'évaluer de manière approfondie le cadre législatif qui soutient la politique de diversification économique afin de l'adapter aux défis de notre temps?

**Réponse** (12.10.2012) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Monsieur le Député aborde dans sa question le sujet de la diversification économique et de la promotion du site luxembourgeois et souhaite connaître les développements dans ce domaine au cours des dernières années.

Dans le passage du bulletin économique «Actualité et tendances» cité par Monsieur le Député, la Chambre de Commerce met en avant les axes prioritaires de développement et de diversification économiques retenus par le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur (biotechnologies, logistique, TIC, écotecnologies). Les activités de promotion au niveau national, européen et international visent précisément ces secteurs prioritaires et ont pour objectif d'attirer des entreprises de ces secteurs au Luxembourg et de promouvoir la création d'entreprises dans ces domaines. Cependant, je tiens à souligner que l'industrie reste et restera toujours un axe prioritaire de développement pour l'économie luxembourgeoise, bien que les investissements visés ne concernent guère de pures activités manufacturières, mais plutôt des sites de production à haute valeur ajoutée et impliquant une part importante de recherche et de développement. La promotion des secteurs industriels des matériaux innovants ainsi que des équipementiers automobiles s'intègre par exemple dans ces objectifs.

Il est évident que les grandes entreprises ont un impact particulièrement important sur l'économie et l'emploi et qu'elles contribuent largement au développement du tissu économique, comme le suggère le passage cité. Les nouvelles implantations de grandes entreprises sont néanmoins assez rares, surtout en période de ralentissement économique, et les moyens incitatifs du Ministère par le biais de subventions à l'investissement sont très limités lorsqu'ils se font à destination des grandes entreprises. En effet, toutes les subventions sont strictement encadrées par la réglementation communautaire qui promeut plutôt le développement des PME. Je ne partage guère cette approche unilatérale de la Commission européenne et je me fais fort au sein des instances communautaires pour la relance d'une politique industrielle digne de ce nom à l'échelle européenne.

Le secteur industriel a toujours fait l'objet d'importants efforts de promotion économique. Au début des années 2000 certains succès remarquables dans ce secteur ont pu être enregistrés puisque des entreprises telles que TDK (2003) et Tontarelli (2005) se sont implantées et que certaines entreprises ayant déjà une présence au Luxembourg ont élargi leur présence sur le territoire du pays en y implantant de nouvelles activités et infrastructures de production (Goodyear Mounting Center en 2001, site de Bascharage pour Guardian en 2001, Delphi Powertrain Worldwide Headquarters en 2006...). Outre tels projets de groupes internationaux, les initiatives d'entrepreneurs luxembourgeois ne sont pas à négliger, pour ne citer que quelques projets, il y a eu création de BSL à l'initiative du groupe ELTH et de Rotomade en 2003 ainsi que celle de Solarwood Technologies en 2007.

De plus, en 2011 Ampacit Europe a initié un projet d'investissement d'une ampleur qui se fait rare. En effet, l'entreprise s'est installée à Dudelange afin d'y exploiter un site manufacturier important auquel s'ajoutent les fonctions de quartier général européen ainsi qu'un centre de R&D.

Les nouvelles implantations d'activités de services (dont TIC, logistique et R&D) prennent dès les années 2000 nettement le dessus sur les projets purement industriels. Dans le cadre du développement du secteur des TIC, il y a lieu de citer aussi bien l'implantation de grands groupes (AOL en 2003, Amazon, Skype et iTunes en 2004, eBay en 2006...) que la création d'entreprises innovantes (Jilbee en 2007, Trendiction en 2009, Inui Studio en 2010...). Le secteur de la distribution de contenu électronique et plus spécifiquement du gaming s'est développé de façon impressionnante en 2010/2011 avec l'implantation de plusieurs entreprises à la renommée internationale comme Big Fish Games, Bigpoint, Kabam, OnLive, Innova, Nexon, Valve, I-Jet Media, Netflix, Sony, Kobo...

En 2006/2007, le plan d'action technologies de la santé est venu ajouter un nouvel axe prioritaire à la politique de développement économique. Le secteur des biotechnologies a déjà connu ses premiers succès du point de vue des créations d'entreprises avec entre autres les implantations d'Axoglia Therapeutics et de Simeda Medical Solutions en 2007.

La politique de diversification industrielle au cours des dix dernières années a connu quelques succès remarquables grâce à la réalisation de projets d'investissement de grandes entreprises internationales au Luxembourg. De nombreuses entreprises relevant du domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication sont à compter parmi les succès de la promotion économique ainsi que plus récemment des start-up dans le domaine des biotechnologies et des technologies environnementales.

Un relevé non exhaustif d'implantations d'entreprises résultant de la politique de diversification et de développement économique est reproduit en annexe.

Les facteurs mis en avant par les entreprises qui choisissent de s'implanter au Luxembourg varient en fonction de l'activité de l'entreprise et de ses objectifs. Des arguments souvent mis en avant sont notamment:

- la possibilité de desservir leur clientèle européenne à partir d'un site au Luxembourg grâce à sa situation au centre de l'Europe

- d'excellentes infrastructures pour les activités de télécommunications et dans le domaine des TIC (connectivité, sécurité, data centres,...)

- la mise à disposition de locaux dans les incubateurs (Ecostart, Technoport) qui permet à



des start-up de trouver un premier lieu d'implantation et de se développer

- la possibilité de servir les clients dans la langue de leur choix grâce au multilinguisme

- un environnement général favorable et porteur grâce à plusieurs facteurs tels que la stabilité politique, une fiscalité et des charges sociales qui restent raisonnables, la qualité de vie au Luxembourg...

Des salariés peu qualifiés ont essentiellement pu trouver des emplois lors de créations d'entreprises industrielles ou relevant du secteur de la logistique. En effet, les secteurs des TIC, de la biotechnologie et des technologies environnementales recrutent prioritairement des salariés hautement qualifiés et spécialisés.

Concernant le cadre législatif du soutien au développement économique, il faut tenir compte du fait que les mesures d'aides d'État sont strictement encadrées par les réglementations communautaires et ne laissent que peu de marge de manœuvre aux États membres. Le Luxembourg a pleinement profité des possibilités offertes par l'encadrement communautaire afférent pour créer des régimes d'aides à la R&D et à la protection de l'environnement et applique également la législation concernant les aides à l'investissement. Ces dernières sont cependant limitées aux PME ainsi qu'aux grandes entreprises situées dans des régions spécifiques du pays, il n'est donc pas possible de cibler plus précisément les grandes entreprises industrielles par des mesures d'aides à l'investissement.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

## Question 2226 (7.8.2012) de MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser (ADR) concernant la mise en place d'un tram léger à travers la ville de Luxembourg:

Dans le cadre des études consacrées à la mise en place d'un tram léger à travers la ville de Luxembourg, le document «Stratégie globale pour une mobilité durable» édité par le Gouvernement retient notamment qu'une double rame de tram dispose d'une «capacité moyenne» de 450 personnes.

Afin de pouvoir évaluer correctement les besoins et les capacités du transport public dans le cas où le projet de tram léger serait réalisé, nous souhaitons poser les questions suivantes:

1. Quelle sera la fréquence de circulation du tram léger et quelle sera la capacité totale de transport par heure et par sens de circulation?

2. Quelle est la capacité en voyageurs totale par autobus, par sens de circulation, dans l'avenue de la Liberté, sachant que selon le document précité celle-ci «est traversée par près de 270 bus urbains et interurbains par heure aux heures de pointe» (page 90).

3. Combien de passagers arrivent actuellement à la gare de Luxembourg durant l'heure de pointe et plus précisément entre 7.15 heures et 8.15 heures? Quel pourcentage de ces passagers utilise les transports publics pour se rendre en direction du centre-ville, Glacis, Limpertsberg ou Kirchberg?

4. Combien de passagers arrivent pendant l'heure de pointe à la gare de Luxembourg avec des autobus régionaux (RGTR, CFL, lignes transfrontalières), sachant qu'un grand nombre de ces autobus aura la gare centrale comme terminus lors de la phase 1 du tram léger? Quel pourcentage de ces passagers utilisera les transports publics pour se rendre en direction du centre-ville, Glacis, Limpertsberg ou Kirchberg?

5. Quelle proportion des passagers en heure de pointe arrivant à la gare de Luxembourg par train ou par bus pourra effectivement utiliser le tram léger en tenant compte d'un délai d'attente inférieur à cinq minutes?

6. Combien de passagers, pendant l'heure de pointe, en nombre absolu et en pourcentage par ligne d'origine, pourront utiliser alternativement le funiculaire Pont Rouge? Quelle proportion de ces passagers pourra effectivement continuer son trajet en direction LuxExpo ou en direction gare en utilisant le tram léger, compte tenu du fait que le tram n'arrivera pas vide à l'arrêt Pont Rouge?

7. Monsieur le Ministre prévoit-il de faire circuler des autobus en parallèle à la ligne du tram léger? Si oui, combien d'autobus (en nombre et en capacité voyageurs) seront mis en place pendant l'heure de pointe? Quels itinéraires emprunteront-ils?

## Réponse (31.10.2012) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par leur question parlementaire n°2226 du 7 août 2012, les honorables Députés Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser souhaitent s'informer au sujet de la mise en œuvre du tram dans la ville de Luxembourg, dont notamment les conditions d'exploitation.

Le débit d'un système de transports en commun (exprimé par le nombre de places offertes en période de pointe, par heure et par sens) dépend notamment de la capacité unitaire du matériel roulant, en tenant compte de la norme de sécurité et de confort retenue, et de la cadence de passage des véhicules.

Pour le cas du projet tram au Luxembourg, les spécifications détaillées des rames ne sont pas encore déterminées à ce jour, vu qu'elles seront fonction du fournisseur dont le choix doit intervenir suite à une soumission européenne à organiser après le vote de la loi d'autorisation et de financement du projet du tram. Les véhicules actuellement en service dans les villes françaises respectivement allemandes prévoient une capacité unitaire moyenne de 225 voyageurs pour des rames similaires. Ces spécifications se basent sur un taux d'occupation confortable du véhicule, mais pas maximal et peuvent conduire dans certaines conditions, telles que l'afflux des voyageurs dans des hyper-pointes, à une occupation au-delà de 250 personnes par unité. Compte tenu de ces données, la stratégie MoDu retient pour une double rame du tram au Luxembourg une capacité moyenne de 450 personnes.

La cadence de passage désigne l'intervalle de temps, exprimé en minutes, entre deux passages de véhicules de transport en commun. Chaque système autorise une cadence opérationnelle maximale, qui correspond à un seuil critique pour un service optimal (dépendant des conditions de circulation, des prescriptions de sécurité, de l'équipement technique, de la configuration des points d'échanges et du temps d'arrêt des véhicules), qui est déterminé par le risque de constitution de trains de véhicules très préjudiciables au bon fonctionnement des carrefours du système de transports en commun lui-même et du trafic individuel. Cette cadence opérationnelle maximale pour les transports en commun routiers s'élève, suivant les expériences à l'étranger, en moyenne, à trois minutes. Cette cadence permet donc aussi des montées/descentes confortables et sécurisées aux arrêts.

L'offre tram est prévue en attelages doubles aux heures de pointe, ce qui permet un débit moyen de 5.400 voyageurs/h/sens à la cadence d'un passage toutes les cinq minutes (douze trajets par heure), avec un débit opérationnel maximal d'au moins 9.000 voyageurs/h/sens avec un cadencement à trois minutes (20 trajets par heure). Le tram peut donc s'adapter facilement aux variations d'afflux des voyageurs entre heures creuses et heures de pointe.

À titre de comparaison, le prototype du bus le plus grand du monde, construit dans le cadre d'un projet de recherche à Dresde, offre, avec une longueur de 30 m et une capacité unitaire de 250 personnes, un débit opérationnel qui couvre à peu près la moitié de celui du tram.

L'avenue de la Liberté est aujourd'hui traversée par près de 270 bus urbains et interurbains aux heures de pointe (sans transport scolaire), tel que mentionné dans la brochure de la stratégie MoDu, soit 138 bus par heure en direction centre-ville. Les comptages sur l'avenue de la Liberté montrent que tous ces bus, tous types de lignes confondus, y inclus ceux qui ne desservent pas tous les arrêts longeant cet axe, transportent à l'heure de pointe du matin jusqu'à 4.900 voyageurs dans le sens gare centrale - centre-ville. S'y ajoutent jusqu'à 900 élèves des courses scolaires du sud-ouest et sud-est du pays ayant comme destination le campus Limpertsberg.

Le système de transports en commun actuellement en place dans la ville de Luxembourg est toutefois limité par la capacité des arrêts permettant les montées/descentes dans des conditions acceptables de sécurité respectivement de temps et par celle des carrefours devant assurer la fluidité du trafic bus par rapport à la circulation globale, ce qui influence directement la cadence maximale possible pour un service optimal.

De ce fait, la surcharge de bus dans l'avenue de la Liberté aux heures de pointe, avec en théorie un bus presque toutes les 27 secondes, s'explique par une régularité et une ponctualité très dégradées, une circulation automobile fortement perturbée ainsi que des nuisances non négligeables pour l'environnement naturel et humain. Par exemple, une observation réalisée aux heures de pointe a montré, pour le trajet gare centrale-Hamilius, une circulation fortement perturbée des transports en commun, à

laquelle s'ajoutent des temps d'attente aux arrêts principaux de un à trois minutes, ce qui entraîne une vitesse commerciale très faible d'environ 10 km/h (la vitesse commerciale prévue pour le tram est de 20 km/h).

Cette perturbation du bon fonctionnement du réseau bus se traduit également par un déséquilibre important de fréquentation de certaines courses. Ainsi, aux heures de pointe, certains bus sont bondés alors que d'autres sont presque vides.

Vu ce qui précède, on peut constater que l'actuel système de transports en commun urbain est en fait incapable de répondre adéquatement à la demande potentielle existante sur l'axe gare centrale - centre-ville. Ce constat se confirme aussi par le fait que, d'après les expériences à l'étranger, le débit opérationnel maximal dans des bonnes conditions se situe, en effet, à hauteur de 3.000 voyageurs/h/sens pour des bus, sous condition de l'utilisation exclusive d'un matériel roulant bi-articulé de 25 m.

Les comptages actuels montrent que 9.000 navetteurs arrivent en moyenne entre 7.15 et 8.15 heures à la gare centrale, dont 7.700 passagers par le biais du train et 1.300 passagers avec les bus régionaux en provenance du sud respectivement sud-est du pays. Parmi ces navetteurs, 40% continuent à pied respectivement à vélo vers leur destination, tandis que 60% des voyageurs utilisent les lignes de bus pour se rendre vers les différents quartiers de la ville de Luxembourg respectivement des communes limitrophes. Parmi ceux-ci, 3.600 personnes utilisent le bus pour se rendre à partir de la gare centrale au centre-ville.

La gare centrale est aujourd'hui desservie à l'heure de pointe par 177 bus régionaux (les deux directions prises ensemble), en majorité des bus en provenance des régions non desservies aujourd'hui et dans le futur par le train. L'introduction du tram dans la ville de Luxembourg, la réalisation des différents pôles d'échanges prévus dans la stratégie MoDu, qui constituent des interconnexions performantes entre les différents réseaux de transport, et la réorganisation du réseau des bus régionaux permettra d'optimiser les différentes lignes de bus et de diminuer ainsi pour la première phase du tram les bus arrivant à l'heure de pointe à la gare centrale et ayant leur terminus à cet endroit jusqu'à concurrence de 66 bus.

Le schéma d'exploitation prévoit pour le tram une cadence de cinq minutes à l'heure de pointe avec un renforcement des cadences selon les besoins. Le tram sera de la sorte parfaitement capable de répondre à la demande de mobilité de 4.700-5.500 voyageurs/h dans le sens prépondérant à cette heure de pointe pronostiquée pour l'horizon 2020. Par conséquent, le délai d'attente pour les passagers prenant le tram à la gare centrale ne devrait normalement pas dépasser les cinq minutes.

Le pôle d'échange Pont Rouge offrira une deuxième possibilité de raccordement efficace et performant des quartiers centraux de la capitale au réseau ferré tout en facilitant d'une manière directe les déplacements des nombreux navetteurs ayant pour destination les quartiers du plateau de Kirchberg et de la Ville-Haute. Ce nouveau pôle d'échange permettra aux voyageurs des gains de temps non négligeables en évitant de devoir systématiquement transiter par le centre-ville et la gare centrale. Le pôle d'échange Pont Rouge offrira notamment, en combinaison fonctionnelle avec un P&R d'envergure qui sera aménagé sur la ligne du Nord, une alternative attrayante pour accéder à la ville de Luxembourg depuis le nord du pays, tout en évitant la route du Nord et les bouchons à la jonction A7/A1 près de Kirchberg.

Selon les pronostics pour l'horizon 2020, il est prévu que quelque 1.500 voyageurs arriveront pendant l'heure de pointe par train au pôle d'échange Pont Rouge, dont environ un tiers en provenance du nord du pays et deux tiers par les trains via la gare centrale depuis l'ouest, le sud et l'est du pays. Parmi ces navetteurs, quelque 35% continueront à pied respectivement avec les bus, 40% se rendront avec le tram vers le plateau de Kirchberg et 25% se rendront avec le tram vers le centre-ville.

Le débit du tram est par conséquent suffisant pour pouvoir répondre à cette demande de mobilité étant donné que le tram arrivera au pôle d'échange avec un taux d'occupation moyen des rames d'environ 50%.

Le réseau des transports en commun, dont notamment le tram et les pôles d'échange correspondants, doit également posséder des réserves de capacités suffisantes pour le long terme vu que le développement polycentrique de la ville de Luxembourg constitue un processus en cours qui s'étirera encore sur plusieurs décennies. Compte tenu des capacités opérationnelles possibles, le pôle d'échange Pont Rouge, c'est-à-dire l'arrêt ferroviaire et le

«shuttle» effectuant la liaison vers l'arrêt du tram, ainsi que le tram disposeront de réserves suffisantes pour absorber aussi à long terme les flux de voyageurs dans de bonnes conditions d'exploitation.

La réorganisation du réseau des transports en commun dans la ville de Luxembourg, suite à l'introduction du tram, prévoit les éléments suivants afin de pouvoir répondre adéquatement au développement polycentrique en cours de celle-ci:

- Les points de contact entre le train et les pôles de développement de la ville de Luxembourg seront multipliés en de nouveaux endroits stratégiques (pôles d'échange Pont Rouge, Howald et Hollerich) pour désengorger la gare centrale.

- Les lignes de bus RGTR seront raccordées au tram au niveau des pôles d'échange pour désengorger la gare centrale et le Centre Hamilius. Afin de desservir de façon adéquate le pôle de développement de Findel, des lignes de bus relieront celui-ci directement à la gare centrale sans passer par le centre-ville.

- Le tram constituera l'épine dorsale du réseau des transports en commun dans la ville de Luxembourg pour transporter, entre autres, efficacement les passagers en provenance du train respectivement des bus régionaux vers les différents pôles de développement.

- Les lignes de bus tangentielles relieront les différents pôles de développement entre eux sans passer par le centre-ville.

- Les bus AVL garderont leur fonction de transport en commun inter- et intra-quartiers sans pour autant offrir de desserte parallèle au tram.

## Question 2227 (7.8.2012) de M. Marc Spautz (CSV) concernant les conclusions de la tripartite sidérurgique du 28 mars 2012:

Lors de la tripartite sidérurgique du 28 mars 2012 ArcelorMittal, les syndicats et le Gouvernement ont trouvé un accord sur un plan industriel qui sécurise les sites de Belval et de Differdange. À côté des engagements de la part de l'État, ArcelorMittal s'est engagé à moderniser les deux sites pour un montant de 150 à 200 millions d'euros. En plus, l'entreprise s'est engagée à collaborer avec l'État afin d'engager des terrains pour des projets en vue de la construction de logements ou de zones d'activités.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quels sont les progrès réalisés à ce jour au niveau du dossier des terrains?

- Ou et quels sont les terrains envisagés pour la construction de logements respectivement la création de nouvelles zones d'activités?

## Réponse commune (23.10.2012) de M. Luc Frieden, Ministre des Finances, et de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Comme convenu lors de la tripartite sidérurgique du 28 mars 2012, ArcelorMittal et les services du Ministère des Finances ont des discussions qui portent sur des terrains appartenant au groupe sidérurgique et qui sont, le cas échéant, susceptibles d'être utilisés pour des projets de logement ou des zones d'activités.

Après identification de ces terrains dans une première phase, différents services de l'État examinent notamment la conformité de ces projets par rapport aux prescriptions réglementaires actuelles et/ou sont en attente de résultats quant à la contamination éventuelle de ces sites.

À l'issue de ces examens, des propositions concrètes pourront être dégagées.

## Question 2240 (17.8.2012) de M. Marc Spautz (CSV) concernant le bilan des aides et des mesures en matière de maintien de l'emploi et de lutte contre le chômage:

Au cours des dernières années, la Chambre des Députés a adopté plusieurs projets de loi prévoyant une panoplie de mesures temporaires et définitives pour lutter contre le chômage et promouvoir l'emploi.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

1. Est-ce que le Ministère a déjà procédé à une évaluation de l'efficacité des différentes mesures en faveur de l'emploi au Luxembourg?





2. Dans l'affirmative, quel est le bilan que l'on peut tirer de l'application des différentes mesures?

3. Dans la négative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une telle évaluation s'impose?

**Réponse** (10.10.2012) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

1. Depuis 2006, le Ministère du Travail et de l'Emploi a procédé, à plusieurs reprises, à des évaluations de l'efficacité de différentes mesures en faveur de l'emploi. Ces évaluations ont été réalisées, selon des critères scientifiques, par le CEPS/INSTEAD. Plusieurs rapports ont été remis au Ministère et les résultats ont été présentés et discutés dans le cadre de réunions de l'Observatoire des relations professionnelles et de l'emploi, de la Commission du Travail et de l'Emploi de la Chambre des Députés, au Comité permanent du travail et de l'emploi, dans des séminaires plus académiques du Statec et du CEPS/INSTEAD, à la presse ainsi que dans le cadre d'une grande conférence publique portant sur l'évaluation des politiques publiques organisée par l'Observatoire de l'Emploi (RETEL) en mai 2012.

En 2006, une première évaluation a porté sur l'ensemble des mesures en faveur de l'emploi octroyées par l'ADEM (CAT privé et public, SRP, formation, mesures spéciales, pool des assistants, ...). Depuis 2007, le Ministère évalue de façon régulière le CIE et le CAE instaurés par la loi 5611 ainsi que les modifications qui y ont été apportées par les dispositions temporaires dans le cadre de la crise (par exemple, l'introduction du CIE-EP). Cependant, sur avis d'experts en évaluation, d'autres mesures en faveur de l'emploi n'ont pas pu être soumises à une évaluation rigoureuse, faute de données adéquates. En ce qui concerne les mesures à venir, l'évaluation scientifique fera partie intégrante de tout dispositif d'aide en faveur de l'emploi qui sera mis en place.

2. Le bilan des évaluations est globalement positif. Les résultats montrent l'importance de distinguer entre les différentes mesures qui ont été mises en place au cours des années. Chacune de ces mesures a son propre objectif, sa propre population cible et sa propre méthode d'implémentation. Il s'agit alors de procéder à une vraie évaluation scientifique. Ainsi, il ne suffit pas de voir combien de demandeurs d'emploi ont trouvé un emploi à la sortie d'une mesure, mais combien des demandeurs d'emploi qui ont trouvé un emploi à la sortie de la mesure n'auraient pas trouvé d'emploi s'ils n'avaient pas suivi la mesure en question. L'application de méthodes scientifiques pertinentes à des données spécialement mises en place pour l'exercice garantit alors la fiabilité des conclusions.

Les principales conclusions, retenues par le CEPS/INSTEAD, concernant les mesures CIE et CAE sont les suivantes.

Le CIE

Critère d'insertion: le CIE permet-il d'augmenter les chances de trouver un emploi?

Sur 100 bénéficiaires de CIE, la situation six mois après la fin de la mesure est la suivante:

- 25 bénéficiaires n'ont pas trouvé d'emploi;
- 50 ont trouvé un emploi, mais auraient trouvé par eux-mêmes, même s'ils n'avaient pas bénéficié du CIE;

- 25 ont trouvé un emploi et n'en auraient pas trouvé (en six mois) s'ils n'avaient pas bénéficié de la mesure.

Si on laisse aux chômeurs davantage de temps pour trouver un emploi, l'efficacité du CIE se réduit. En effet, après 18 mois, les chiffres sont les suivants:

- 15 bénéficiaires n'ont pas trouvé d'emploi;
- 73 ont trouvé un emploi, mais auraient trouvé même s'ils n'avaient pas bénéficié du CIE;
- 12 ont trouvé un emploi et n'en auraient pas trouvé (en 18 mois) s'ils n'avaient pas bénéficié de la mesure.

Ainsi, à court terme (six mois), le CIE augmente les chances d'insertion puisque 25 chômeurs supplémentaires sur 100 ont trouvé un emploi alors qu'ils n'y seraient pas arrivés seuls. À long terme (18 mois) de recherche d'emploi, l'efficacité du CIE diminue puisque seuls douze chômeurs supplémentaires sur 100 ont trouvé un emploi alors qu'ils n'y seraient pas arrivés seuls. Ainsi, parmi les 25 bénéficiaires qui se sont insérés après six mois, 13 auraient fini par trouver un emploi après 18 mois s'ils n'avaient pas eu de mesure; certes ils se seraient insérés moins rapidement mais ils se seraient insérés quand même.

L'efficacité du CIE s'explique essentiellement par le fait que de nombreux stagiaires sont recrutés par l'entreprise-partenaire du stage à la fin de la mesure. En effet, parmi les chômeurs

recrutés par l'entreprise partenaire du stage, la moitié (48%) n'aurait pas trouvé d'emploi après six mois. Le CIE est donc très efficace pour placer des jeunes chômeurs en entreprise. En revanche, pour ceux qui n'ont pas été recrutés par le promoteur du stage et qui doivent chercher un emploi après la fin de la mesure, l'impact du CIE en termes d'employabilité est nul: pour eux, le CIE n'augmente pas les chances d'insertion. Autrement dit, les personnes qui ont fait un stage d'une année dans une entreprise n'ont pas plus de chances de trouver un emploi qu'avant le stage. D'après les chercheurs du CEPS/INSTEAD, deux hypothèses pourraient expliquer cette situation:

i) le contenu des stages pourrait être basé sur des apprentissages soit de mauvaise qualité soit trop spécifiques pour être valorisables dans une autre entreprise. Cette hypothèse leur semble être peu vraisemblable dans la mesure où il est difficile de prétendre qu'une année de stage dans une entreprise ne contribue pas tant soit peu à améliorer les compétences du stagiaire.

ii) il existerait un effet de stigmatisation lié au fait que les demandeurs d'emploi placés en CIE et n'ayant pas fait l'objet d'une embauche par l'entreprise-partenaire renvoient un «signal négatif» aux employeurs qui interprètent le fait de ne pas avoir été maintenu dans l'entreprise comme un signe d'insatisfaction du promoteur. Cet effet serait directement lié au fait que certaines entreprises considéreraient le CIE, non pas comme une formation offerte par les entreprises à des jeunes en difficulté mais comme une procédure de recrutement; l'entreprise choisirait un candidat qu'elle embauche par le biais d'un CIE, ce qui lui permettrait d'obtenir un subside réduisant le coût du salarié. Le CIE constituerait ainsi une mesure hybride poursuivant simultanément deux objectifs potentiellement conflictuels. Dans cette perspective, il deviendrait naturel que les entreprises hésitent à recruter une personne qui n'a pas été retenue au terme du CIE par un autre employeur.

Critère de stabilité: le CIE réduit-il, pour ceux qui ont trouvé un emploi, le risque de récurrence du chômage?

L'efficacité du CIE diffère selon qu'il y a interruption ou non de la mesure. Parmi les jeunes chômeurs qui se sont insérés dans l'entreprise-partenaire, 75% des chômeurs n'ont pas connu de récurrence de chômage au cours des 18 mois suivant la fin de leur stage alors que cela aurait été le cas de 49% d'entre eux s'ils n'avaient pas bénéficié de la mesure. L'efficacité du CIE est donc très forte (+26 points). En effet, 26 personnes sur 100 auraient connu une récurrence de chômage au cours des 18 mois suivant leur stage alors que, grâce au CIE, ils ont pu éviter ce retour à une situation de non emploi. Selon les chercheurs du CEPS/INSTEAD, ce résultat ne doit pas être interprété comme un effet positif du CIE à proprement parler. En effet, il pourrait refléter uniquement le fait que le CIE soit utilisé par l'entreprise comme une période d'essai. De ce fait, quand la personne est embauchée, l'entreprise a déjà l'assurance de sa qualité, ce qui n'est pas le cas dans une embauche qui ne passe pas par un CIE.

Critère du salaire: les emplois auxquels accèdent les bénéficiaires d'un CIE sont-ils plus, moins ou autant rémunérateurs que les autres?

Parmi les stagiaires qui trouvent un emploi à la fin de leur stage, 28% touchent des salaires qui sont au moins 10% plus élevés que ceux qu'ils auraient pu percevoir s'ils n'avaient pas bénéficié d'une mesure. Pour eux, les mesures ont clairement un effet en termes d'amélioration du capital humain, effet qui se traduit par un «bonus» sur le salaire.

Pour 39% des CIE, en revanche, on observe que les salaires auxquels accèdent les personnes ayant bénéficié d'une mesure sont inférieurs à ceux qui auraient été obtenus sans mesure. D'après les chercheurs du CEPS/INSTEAD, deux éléments peuvent expliquer cette situation:

- d'abord l'existence d'un second effet de stigmatisation, qui, contrairement à celui qui a été mis en évidence dans les développements sur l'insertion, n'opère pas sur la décision de recruter la personne ayant bénéficié d'une mesure, mais sur la détermination du salaire ou sur la nature du poste offert: en d'autres termes, l'employeur est prêt à recruter une personne ayant suivi une mesure, mais à moindre coût ou sur un poste moins qualifié;

- l'autre élément concerne le comportement des demandeurs d'emploi: on peut supposer que certaines personnes ayant réalisé un stage dans le cadre d'une mesure et n'ayant pas été recrutées à son terme se trouvent dans une situation telle qu'elles pourraient être amenées à diminuer sensiblement leurs prétentions salariales et à accepter des rémunérations inférieures à celles auxquelles elles auraient pu prétendre.

Enfin, dans 33% des CIE, les salaires auxquels accèdent les personnes ayant bénéficié d'une mesure sont tout à fait identiques à ceux qu'ils auraient obtenus s'ils n'avaient pas bénéficié de la mesure: pour les individus concernés, les mesures ne sont ni valorisantes, ni pénalisantes.

Le CAE

Critère d'insertion: le CAE permet-il d'augmenter les chances de trouver un emploi?

Sur 100 bénéficiaires de CAE, la situation six mois après la fin de la mesure est la suivante:

- 62 bénéficiaires n'ont pas trouvé d'emploi;
- 32 ont trouvé un emploi, mais auraient trouvé par eux-mêmes, même s'ils n'avaient pas bénéficié du CAE;
- six ont trouvé un emploi et n'en auraient pas trouvé (en six mois) sans la mesure.

Si on laisse aux chômeurs davantage de temps pour trouver un emploi, mécaniquement, l'efficacité du CAE se réduit. En effet, après 18 mois, les chiffres sont les suivants:

- 38 bénéficiaires n'ont pas trouvé d'emploi;
- 56 ont trouvé un emploi, mais auraient trouvé même s'ils n'avaient pas bénéficié du CIE;
- six ont trouvé un emploi et n'en auraient pas trouvé (en 18 mois) sans la mesure.

Ainsi, à court terme (six mois), le CAE augmente les chances d'insertion puisque six chômeurs supplémentaires sur 100 ont trouvé un emploi alors qu'ils n'y seraient pas arrivés seuls. À long terme, l'efficacité du CAE se maintient.

La faible efficacité des stages dans le secteur public, comparé aux stages dans le secteur privé, avait déjà été constatée dans l'ancien dispositif des mesures en faveur de l'emploi des jeunes. Toutefois, l'efficacité du CAE est bien supérieure à celle du CAT-public, l'équivalent des CAE avant la loi 5611. D'après les chercheurs du CEPS/INSTEAD, cette plus grande efficacité pourrait s'expliquer, du moins en partie, par les modifications qui ont été apportées au dispositif, notamment en termes de plans de formation et d'encadrement du stagiaire.

La différence fondamentale entre le CIE et le CAE réside dans le fait que, contrairement au CIE, le CAE n'est pas destiné à offrir une réelle perspective d'emploi dans l'établissement public où se déroule le stage. Par conséquent, si l'on veut comparer les performances des CIE et CAE en termes d'insertion, il faut comparer les CAE aux CIE qui ne se sont pas insérés dans l'entreprise de stage. Pour ces deux groupes, l'efficacité des mesures concerne l'effet «formation - employabilité». Une telle comparaison montre que les deux mesures ont des résultats très proches: +4 points pour le CIE et +6 points pour le CAE. L'efficacité des CIE est très proche de celle des CAE.

Critère de stabilité: le CAE réduit-il, pour ceux qui ont trouvé un emploi, le risque de récurrence du chômage?

Les effectifs sont insuffisants pour évaluer l'efficacité du CAE selon le critère de stabilité car les effectifs sont insuffisants.

Critère du salaire: les emplois auxquels accèdent les bénéficiaires d'un CAE sont-ils plus, moins ou autant rémunérateurs que les autres?

Pour le CAE, 29% des stagiaires (contre 28% pour le CIE) qui trouvent un emploi après leur stage touchent des salaires qui sont au moins 10% plus élevés que ceux qu'ils auraient pu percevoir s'ils n'avaient pas bénéficié d'une mesure. Pour eux, les mesures ont clairement un effet en termes d'amélioration du capital humain, effet qui se traduit par un «bonus» sur le salaire.

Pour 37% des CAE (contre 29% pour le CIE), en revanche, on observe que les salaires auxquels accèdent les personnes ayant bénéficié d'une mesure sont inférieurs à ceux qui auraient été obtenus sans mesure.

Enfin, dans 34% des CAE (contre 33% pour le CIE), les salaires auxquels accèdent les personnes ayant bénéficié d'une mesure sont tout à fait identiques à ceux qu'ils auraient obtenus s'ils n'avaient pas bénéficié de la mesure: pour les individus concernés, les mesures ne sont ni valorisantes, ni pénalisantes.

3. L'évaluation des mesures sera poursuivie et certaines adaptations, notamment des mesures jeunes, mais aussi de l'aide au réemploi seront présentées en conséquence.

obtenir un aperçu détaillé et complet des établissements publics et fait état des divergences qui existent entre les différentes sources.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir:

- si Monsieur le Premier Ministre peut m'indiquer les raisons de ces divergences qui prêtent à confusion.

- Aussi voudrais-je demander à Monsieur le Premier Ministre s'il est possible de faire établir une liste complète et unique regroupant tous les établissements publics avec les dotations financières étatiques annuelles.

**Réponse** (30.10.2012) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Dans sa question parlementaire Madame la Députée fait état des divergences, qui existent au niveau des établissements publics entre les différentes sources d'information (Budget de l'État, Trésorerie de l'État, Statec, Code administratif...) et qui prêtent à confusion. Les raisons proviennent en partie des différences d'optique, de définition et d'approche de ces sources.

La liste figurant ci-contre renseigne un à un et dans l'ordre alphabétique l'ensemble des établissements publics, tels que définis ci-après:

Liste des établissements publics:

- Banque et Caisse d'Épargne de l'État
- Banque centrale du Luxembourg
- Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster
- Centre de Coordination des projets d'établissements
- Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques
- Centres, Foyers et Services pour personnes âgées (Servior)
- Centre Hospitalier de Luxembourg
- Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique
- Centre Hospitalier du Nord
- Centre de musiques amplifiées
- Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation
- Centre National Sportif et Culturel
- Centres de Recherche Publics:
  - CRP Henri Tudor
  - CRP Gabriel Lippmann
  - CRP-Santé
- Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains
- Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe
- Chambres professionnelles:
  - Chambre d'Agriculture
  - Chambre des Artisans
  - Chambre de Commerce
  - Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics
  - Chambre des Métiers
  - Chambre des Salariés
- Commissariat aux Assurances
- Commission nationale pour la protection des données
- Commission de Surveillance du Secteur Financier
- Communauté des Transports
- Entreprise des Postes et Télécommunications
- Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall
- Fonds Belval
- Fonds de la Coopération au développement
- Fonds culturel national
- Fonds pour le développement du logement et de l'habitat
- Fonds de lutte contre le trafic de stupéfiants
- Fonds national de la recherche
- Fonds national de solidarité
- Fonds national de soutien à la production audiovisuelle
- Fonds de rénovation de la Vieille Ville
- Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau du Kirchberg

**Question 2242** (20.8.2012) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant les **établissements publics**:

Un article paru au «Luxemburger Wort» en date du 20 août 2012 décrit les difficultés pour





Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue

**Institutions de sécurité sociale:**

- Association d'Assurance contre les Accidents
- Caisse Nationale d'Assurance Pension
- Caisse National de Santé
- Caisse Nationale des Prestations Familiales
- Caisses de Maladie (CMFEP, CMFEC, Entraide Médicale de la SNCFL)
- Centre commun de la sécurité sociale
- Fonds de compensation
- Mutualité des employeurs

Laboratoire National de Santé (à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013)

Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte

Office Commercial du Ravitaillement

Office du Ducroire

Office National du Remembrement

Parc Hosingen

Radio Socioculturelle

Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte

Service de Santé au Travail Multisectoriel

Société Nationale de Crédit et d'Investissement

Université du Luxembourg

Tous ceux qui touchent une contribution annuelle à travers le budget de l'État sont mis en évidence en caractères gras.

Les établissements publics qui n'ont pas été mis en évidence, ne touchent pas de contribution du budget de l'État. Il en est ainsi, en principe, de tous les établissements publics «marchands» qui génèrent des recettes et qui ont un budget propre (BCEE, BCL, EPT...).

Au niveau de la terminologie, il convient de noter que le terme «établissements publics» est susceptible de désigner suivant le contexte de son emploi, deux types d'entités différentes:

1) En droit administratif et dans sa signification juridique effective, le terme d'«établissements publics» désigne les services publics disposant de la personnalité juridique propre, distincte de celle de l'État et des communes, et qui ne peut être conférée que par une loi.

2) Dans la terminologie du Système Européen de Comptes nationaux et régionaux «SEC 95», plus amplement précisée entre autres dans le volume III du projet de budget, il est précisé que les unités institutionnelles qui font partie du secteur des administrations publiques englobent en dehors de l'État et des communes, les organismes administratifs publics<sup>1</sup> qui gèrent et financent un ensemble d'activités consistant pour l'essentiel à fournir à la collectivité des biens et des services non marchands, ainsi que les institutions sans but lucratif dotées de la personnalité juridique qui sont des autres producteurs non marchands contrôlés et majoritairement financés par des administrations publiques.

Ces entités sont parfois désignées en raccourci par «établissements publics», puisque ces derniers en constituent la grande majorité (alors que tous les établissements publics au sens juridique ne relèvent pas de cette catégorie dans la terminologie abrégée, utilisée pour désigner les entités consolidées dans le cadre de l'administration publique dans le système SEC 95).

Exemples d'entités appartenant:

- à la catégorie 1 et non à la catégorie 2: Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat à coût modéré

- à la catégorie 2 et non à la catégorie 1: L'Office national du Tourisme

La liste de ces dernières entités, consolidées dans le cadre du système SEC 95, est indiquée chaque année au volume III du projet de budget, qui énumère à cet égard précisément la catégorie des «établissements publics, fondations, GIE».

Afin de distinguer ces entités dans le relevé demandé par la Chambre des Députés, des établissements non consolidés dans le cadre du système SEC 95, ces derniers - la minorité - sont signalés par le sigle «NC» («non consolidé») dans une colonne à part du relevé ci-après.

Il y a enfin lieu de mentionner la catégorie particulière des établissements publics de la sécurité sociale qui relèvent bien du premier type d'établissements publics, mais qui constituent au sens du SEC 95 un secteur à part, le secteur de la sécurité sociale, considéré et consolidé à part, à côté des secteurs de l'Administration centrale (regroupant les établissements publics de l'État) et des administrations locales (regroupant ceux des communes).

Il en découle que ces établissements publics ne bénéficient pas d'une dotation à proprement parler, mais de contributions de l'État définies par le Code de la sécurité sociale.

Ci-après la liste des établissements publics de l'État, ainsi que des autres entités consolidées dans le cadre du SEC 95 (sauf ceux sous l'autorité des communes), par Ministère de tutelle, avec indication des dotations budgétaires de l'État:

**Ministère d'État**

(en euros)

Nom de l'établissement public	NC <sup>1</sup>	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
			2010	2011	2012
Commission de Protection des Données		00.8.41.011	1.488.000	1.494.700	1.645.200
Fonds national de soutien à la production audiovisuelle		00.8.41.012	6.500.000	6.480.000	20.000.000
<b>Total</b>			<b>7.988.000</b>	<b>7.974.700</b>	<b>21.645.200</b>

**Ministère de la Culture**

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
		2010	2011	2012
Radio socio-culturelle 100,7	02.0.41.010	4.330.000	4.327.993	4.540.758
Centre culturel de rencontre, Abbaye de Neumünster	02.0.41.011	3.380.000	3.180.000	3.000.000
Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte*	02.0.41.012	7.900.000	7.480.000	20.179.000
Centre de Musiques Amplifiées	02.0.41.013	2.250.000	2.220.000	2.435.000
<b>Total</b>		<b>17.860.000</b>	<b>17.207.993</b>	<b>30.154.758</b>

\* Remarque: À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012, l'établissement public «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et la Fondation Henri Pensis chargée de la gestion de l'orchestre philharmonique du Luxembourg ont été fusionnés en une entité juridique.

**Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
		2010	2011	2012
Université du Luxembourg	03.1.41.010	72.000.000	87.600.000	101.666.674
Fonds national de la recherche	03.2.41.013	40.300.000	35.240.000	45.000.000
Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe	03.2.41.014	3.767.000	3.767.000	3.900.000
Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques	03.2.41.015	9.100.000	9.100.000	10.150.000
Centre de Recherche public Gabriel Lippmann	03.2.41.018	13.200.000	13.200.000	15.300.000
Centre de Recherche public Henri Tudor	03.2.41.019	20.400.000	20.400.000	22.420.000
Centre de Recherche public Santé	03.2.41.020	19.100.000	19.100.000	21.500.000
<b>Total</b>		<b>177.867.000</b>	<b>188.407.000</b>	<b>219.936.674</b>

**Ministère des Finances**

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Dotation budgétaire			
		2010	2011	2012	
Société Nationale de Crédit et d'Investissement	NC	34.0.81.040	-	91.535.483	-
<b>Total</b>			<b>-</b>	<b>91.535.483</b>	<b>-</b>

**Ministère des Classes moyennes et du Tourisme**

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Dotation budgétaire			
		2010	2011	2012	
Chambre des Métiers*	NC	06.0.41.000	3.305.250	3.287.583	3.365.421
Chambre de Commerce*	NC		940.725	936.021	958.183
Office National du Tourisme		06.1.33.015	1.975.000	1.977.981	2.100.000
<b>Total</b>			<b>6.220.975</b>	<b>6.201.585</b>	<b>6.423.604</b>

\* Remarque: Participation de l'État aux frais des services de promotion professionnelle des deux Chambres

## Chamber aktuell

*Chamber TV vous propose tous les **lundis** entre 20.00 et 22.00 heures les moments forts de l'actualité parlementaire.*

*L'émission est **rediffusée** du **mardi au vendredi** de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

<sup>1</sup> Autres que les producteurs publics constitués en sociétés publiques, ou dotés d'un statut qui leur confère la personnalité juridique, ou encore classés dans les quasi-sociétés, lorsque ces producteurs relèvent des secteurs des sociétés financières ou non financières





## Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
		2010	2011	2012
Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics	NC 08.0.41.000	37.185	37.185	37.185
<b>Total</b>		<b>37.185</b>	<b>37.185</b>	<b>37.185</b>

## Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
		2010	2011	2012
Centre de coordination des projets d'établissement	10.0.41.010	117.722	300.000	534.535
Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue	11.3.41.010	1.508.000	1.508.000	1.774.000
<b>Total</b>		<b>1.625.722</b>	<b>1.808.000</b>	<b>2.308.535</b>

## Département des Sports

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
		2010	2011	2012
Centre National Sportif et Culturel	11.6.41.010	6.800.000	6.200.000	6.425.000
<b>Total</b>		<b>6.800.000</b>	<b>6.200.000</b>	<b>6.425.000</b>

## Ministère de la Famille et de l'Intégration

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
		2010	2011	2012
Fonds national de solidarité	section 12.4	262.683.436	294.883.563	310.543.082
Caisse Nationale des Prestations Familiales <sup>2</sup>	section 12.5	1.095.152.071	1.081.878.569	1.033.323.007
<b>Total</b>		<b>1.357.835.507</b>	<b>1.376.762.132</b>	<b>1.343.866.089</b>

## Ministère de la Santé

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
		2010	2011	2012
Centre thermal et de santé de Mondorf*	NC section 14.3	2.539.449	2.718.729	2.655.609
<b>Total</b>		<b>2.539.449</b>	<b>2.718.729</b>	<b>2.655.609</b>

\* Remarque: Ce montant est alloué au Centre thermal et de santé de Mondorf (CTS) en vertu de la convention conclue entre le CTS et l'État, réglant la participation de l'État aux frais d'entretien du parc thermal sur base de l'article 17 de la loi organique du CTS (loi du 18 décembre 1987).

## Ministère du Logement

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
		2010	2011	2012
Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat	NC 45.0.81.030	10.000.000	11.500.000	1.000.000
<b>Total</b>		<b>10.000.000</b>	<b>11.500.000</b>	<b>1.000.000</b>

## Ministère de la Sécurité sociale

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
		2010	2011	2012
Association d'assurance accident	section 18.1	6.856.297	5.060.000	40.421.624
Caisse Nationale d'Assurance Pension	section 18.0	1.169.916.561	1.228.566.686	1.303.014.657
Caisse Nationale de Santé	section 17.5	977.512.569	861.456.803	917.656.099
Centre commun de la Sécurité sociale <sup>3</sup>	-	-	-	-
Fonds de compensation	-	-	-	-
Mutualité des Employeurs <sup>4</sup>	section 17.8	-	25.000.000	25.000.000
<b>Total</b>		<b>2.154.285.427</b>	<b>2.120.083.489</b>	<b>2.286.092.380</b>

## Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
		2010	2011	2012
Office National du Remembrement	19.0.41.011	5.000.000	4.000.000	4.000.000
Chambre d'Agriculture	NC 19.0.33.013 partie du crédit	638.138	559.368	734.100
<b>Total</b>		<b>5.638.138</b>	<b>4.559.368</b>	<b>4.734.100</b>

## Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département des Transports

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
		2010	2011	2012
Communauté des Transports	20.7.33.001	4.480.000	4.480.000	7.500.000
<b>Total</b>		<b>4.480.000</b>	<b>4.480.000</b>	<b>7.500.000</b>

## Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département des Travaux publics

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
			2010	2011	2012
Fonds Kirchberg	04.8.93.000	Crédits contractés: remboursement d'intérêts	-	-	100
Fonds Vieille Ville	04.8.93.001	Crédits contractés: remboursement d'intérêts	430.751	-	500.000
Fonds Belval	04.8.93.002	Crédits contractés: remboursement d'intérêts	-	-	100
Fonds Belval	21.5.41.010	Frais de fonctionnement	2.600.000	2.750.000	3.000.000
Fonds Belval	21.5.93.000	Crédits contractés: remboursement d'intérêts	1.359.583	2.300.967	4.400.000
Fonds Belval	51.5.93.000	Crédits contractés: remboursement du capital	-	-	100
Fonds Belval	51.5.93.001	Entretien constructif: remboursement des frais	-	-	207.100
<b>Total</b>			<b>4.390.334</b>	<b>5.050.967</b>	<b>8.107.300</b>

### Question 2244 (20.8.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'utilisation de la langue allemande lors des échanges de courriers entre les administrations et des administrés handicapés:

D'Gebäerdesprooch gëtt deene meeschte gehéierbehënnerte Leit hei am Land iwwert déi däitsch Sprooch bäibruucht. Vill gehéierbehënnerte Leit hunn dowéinst Schwiereregkeete mat der franséischer Sprooch.

Et ass awer leider esou, datt, wa si enger Verwaltung op Däitsch schreiwten, d'Antwort dacks awer op Franséisch ass. Dowéinst wollt ech dem Här Minister fir d'Öffentlech Funktioun dës Fro stellen:

- Ass et méiglech, d'Sproochebestëmmunge bei de Verwaltungen esou unzepassen, datt d'Verwaltungen mussen (an net kënnen) op Däitsch äntwerten, wa si vun enger gehéierbehënnerte Persoun op Däitsch ugeschriwwen ginn, déi an hirem Brëif extra op hir Behënnung hiweist an dowéinst och gär eng Antwort op Däitsch hätt?

**Réponse (19.11.2012) de Mme Octavie Mordert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:**

A senger parlamentarescher Ufro N°2244 wëllt den Här Deputéierte Fernand Kartheiser wëssen, ob et méiglech ass, d'Sproochebestëmmunge fir héiergeschiedegt Persounen esou unzepassen, datt d'Verwaltung muss op Däitsch äntwerten, wa si vun enger betroffener Persoun op Däitsch ugeschriwwen gëtt, dat, well d'Gebäerdesprooch deene meeschten héiergeschiedegt Leit iwwert déi däitsch Sprooch bäibruucht gëtt.

Als Antwort wëllt ech den Här Deputéierte fir d'Éischt drun erënneren, datt den Artikel 4 vum Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwert de Sproochegebrauch virgesäit, datt d'Verwaltung, esouwäit et méiglech ass - „dans la mesure du possible“ -, an där Sprooch muss äntwerten, an där de Bierger seng Ufro gestallt huet.

Ech wëll des Weideren informéieren, datt ech de Regierungsrat a senger Sëtzung vum 29. Juni 2012 mat der Problematik vum Sproochegebrauch an der Verwaltung befaasst hunn. Et ass zur Kenntnis geholl ginn, datt héiergeschiedegt Leit an déi, déi Léierschwiereregkeeten hu respektiv déi ee lichte mentale Handicap opweisen, déi franséisch Sprooch net oder

manner gutt beherrschen. Déi meescht genotzte Sprooch an der schrëftlecher Kommunikatioun tëschent dem Bierger an der Verwaltung zu Lëtzebuerg ass awer Franséisch.

Ech konnt de Regierungsrat informéieren, datt de staatlechen Zentrum fir Informatiounstechnologien (Centre des technologies de l'information de l'État - CTIE) verschidden Instrumenter ausgeschafft huet, déi Persounen mat enger Behënnung den Zougang zu den Informatiounen am Zesammenhang mat staatleche Services soll erliichteren. Esou kënnen zum Beispill eng ganz Rei Internetsäiten an e puer Sproochen opgeruff ginn, respektiv sinn déi Säiten iwwerschafft ginn, fir d'Informatiounen op eng méi einfach an transparent Aart a Weis ze presentéieren.

D'Verwaltung wäert och an Zukunft hir Ustrengeunge verstärken, fir de visuellen, kognitiven an auditiven Defiziter vun de Bierger gerecht ze ginn, an dat virun allem am Schrëftwissel, an deem eng einfach a kloer Sprooch genotzt gëtt an natierlech, esouwäit et méiglech ass, an där Sprooch geäntwert gëtt, an där d'Ufro gestallt ginn ass.

An deem Kontext hunn ech déi staatlech Verwaltungen a Services nach eng Käier un d'Wichtigkeet vun der Uwendung vum Artikel 4 vum Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwert de Sproochegebrauch erënnert, fir de Bedierfnisse vun alle Bierger gerecht ze ginn an hinnen en adequaten Zougang zu den Informatiounen ze garantéieren.

### Question 2246 (21.8.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la langue des signes dans les médias luxembourgeois:

Iwwert d'Gebäerdesprooch an Ënnerstitelen op Däitsch oder Lëtzebuergesch op der Televisioun kéinte vill gehéierbehënnerte Persounen méi aktiv um gesellschaftlechen a kulturelle Liewe bedeelegt ginn. Dowéinst wollt ech dem Här Kommunikatiouns- a Mediëminister dës Fro stellen:

1. Wëllt den Här Minister bei de lëtzebuergeschen Televisiounschäinën intervenéieren, fir



datt bei den Emissiounen a virun allem bei den Neiegkeeten eng Iwwersetzung an d'Gebäerdesprooch ageblent gëtt?

2. Wëllt den Här Minister derfir suergen, datt a méi grousser Ëmfank, z. B. bei franséisch-sproocheger Bättrëg, Ënnerstitelen op Däitsch oder Lëtzebuergesch ageblent ginn?

**Réponse** (24.10.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*:

1. D'Direktiv Télévisioun sans frontières, déi 2007 fir d'Lescht iwwerschaaft ginn ass, gesäit vir, datt d'Mitgliedsstaten déi Televisiounschäin, déi ënner hirer Kompetenz ausstrahlen, encouragéieren, fir dass hir Servicer progressiv besser accessibel gi fir Persounen, déi séibehënnert sinn oder schlecht héieren. Mir hunn d'Televisiounschäin an engem Brëif op dës Bestëmmungen higewisen a gefrot, dass si ons matdeelen, wat se an dësem Kontext ënnerhuelen wëllen.

Et muss een awer wëssen, dass déi meeschten Televisiounschäin, déi ënner lëtzebuergesch Kompetenz ausstrahlen, e ganz klengen Publikum erreechen, an dass op där anerer Säit esou eng Mesure ganz deier ass a sech duerfir fir déi kleng Schäin net rechen.

D'CLT-UFA huet sech awer bereet erkläert, fir ab 2013 e puer Emissiounen pro Joer mat Gebäerdesprooch (vu Lëtzebuergesch op Däitsch, well et gëtt kee Fachmann, deen d'Gebäerdesprooch vu Lëtzebuergesch op Franséisch beherrscht) ze iwwerdreen. Déi Emissiounen gi mam Averständnes vun der Regierung erausgesicht an et wäert sech bei deenen Emissiounen ëm Emissiounen handelen, déi engem öffentlechen Interessi entsprechen.

De Gesetzesprojet, deen de System de surveillance an dem Mediëberäich ofännere soll, gesäit vir, der neier Autoritéit d'Missioun ze ginn, fir d'Chäin weider an dësem Domän ze encouragéieren.

Wat onse Service public ugeet, esou steet an der Convention de service public:

«Art 1.3. - Conscientes du fait qu'il est important de veiller à ce que les personnes malentendantes aient accès au programme de télévision de service public, les parties s'engagent à étudier avec les acteurs concernés, et à mettre le cas échéant en œuvre, toute solution appropriée et économiquement viable qui aurait pour but de réaliser cet objectif.»

Wéi et aus dësem Artikel ervirgeet, geet et net nëmmen ëm d'Gebäerdesprooch, mä allgemeng ëm Moosnamen, déi zum Zweck hunn, de séi- oder gehéierbehënnerte Leit de Service-public-Programm besser zougänglech ze maachen. An dësem Kontext wëll ech drop hiweisen, dass d'CLT-UFA jo scho säit Längerem en Internetsite huet, op deem ee sech iwwer verschidden Elementer, déi och ausgestrahlt ginn, kann informéieren.

2. Am Moment gëtt et keng Basis am Gesetz vun 27 Juli 1991 iwwert d'elektronesch Medien, fir esou eng Verpflichtung virzugesinn. Wat dës Punkt ugeet, esou trëfft och fir d'Ablende vun Ënnerstitelen, sief et op Däitsch oder Lëtzebuergesch, zou, dass déi deier sinn an eng iwwerproportionéiert Charge fir den Televisiounsbedreiwer duerstellen, deem säi Publikum oft net ganz grouss ass.

Wat de lëtzebuergesch Televisiounsprogramm ugeet, esou ginn d'Norichte souwuel mat franséischer wéi däitscher Ënnerstitelen iwwerdreen.

Si kënnen iwwer Videotext-Funktioun (Tafel 444 an 888) aktivéiert ginn.

**Question 2251** (21.8.2012) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **balsamine de l'Himalaya**:

La balsamine de l'Himalaya (*Impatiens glandulifera*) est une plante dite invasive qui s'est propagée ces derniers temps de manière progressive aux abords de certains cours d'eau du pays tels la Sûre ou l'Our en envahissant par-ci par-là des terrains étendus (p. ex. le site «Bierdenerhals» dans la vallée entre Michelau et Erpeldange-sur-Sûre). Il en est de même de la berce du Caucase (*Heracleum mantegazzianum*), une plante envahissante qui peut causer sous certaines conditions des brûlures sérieuses chez l'être humain.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre dé-

légué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur ces deux plantes, notamment en ce qui concerne leur mode de propagation et leur toxicité?

- Quelles sont les menaces pour l'environnement naturel, particulièrement pour la biodiversité?

- Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a-t-il développé une démarche en vue de freiner, voire d'empêcher la diffusion rapide de ces deux plantes? Dans l'affirmative, quels seraient les moyens de lutte mis en œuvre?

- Les riverains des cours d'eau, les pêcheurs et autres citoyens concernés sont-ils régulièrement informés des risques liés aux plantes appelées invasives?

**Réponse** (9.10.2012) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

La question parlementaire de l'honorable Député André Bauler concerne deux plantes dites invasives, à savoir la balsamine de l'Himalaya et la berce du Caucase.

Depuis une dizaine d'années, l'Administration de la Nature et des Forêts (ANF) et le Musée d'Histoire Naturelle (MNHN) ont développé une collaboration exemplaire dans le dossier des plantes invasives. Cette collaboration comporte un volet scientifique assumé par le MNHN et un volet pratique assumé par l'ANF. En effet, l'ANF présente l'avantage de compter parmi ses collaborateurs des agents techniques (préposés et ouvriers) répartis sur la totalité du territoire et qui peuvent exécuter des mesures concrètes sur le terrain.

Les deux institutions précitées ont analysé le cas de trois plantes invasives, à savoir la balsamine de l'Himalaya, la renouée (Fallopia) et la berce du Caucase.

Après l'analyse des dossiers établis, l'ANF et le MNHN ont concentré les efforts de lutte sur une seule de ces trois plantes, à savoir la berce du Caucase. En effet, cette plante présente un grand danger pour la santé humaine en ce sens qu'elle produit un liquide qui au contact du soleil provoque de très graves brûlures. Les deux autres espèces sont bien présentes sur la totalité du territoire national. Elles présentent la capacité d'étouffer la végétation naturelle, notamment celle des cours d'eau en ce qui concerne la balsamine de l'Himalaya. Après une première analyse comprenant notamment une analyse du danger des trois espèces analysées, les efforts de lutte se sont donc concentrés sur la berce du Caucase.

Après l'établissement d'un inventaire des sites de la berce du Caucase et après une analyse des moyens de lutte, des formations concrètes ont été organisées pour les administrations et institutions suivantes: Administration de la Nature et des Forêts, Administration des Services techniques de l'Agriculture, Administration des Ponts et Chaussées, Administration de la Gestion de l'Eau et les stations biologiques. En effet, les responsables de l'ANF et du MNHN voulaient se faire assister dans la lutte contre cette plante dangereuse par le plus grand nombre d'agents présents sur la totalité du territoire. Ainsi, de nombreux agents de toutes les instances précitées ont pris connaissance de la biologie, du danger concret et des moyens de lutte contre la berce du Caucase. Ainsi, l'élimination de la berce du Caucase constitue une activité régulière pour les agents concernés.

Enfin, il y a lieu de relever que le dossier des organismes invasifs (espèces animales et végétales, champignons et virus) devra être au centre de l'attention, tant en ce qui concerne le volet écologique que le volet économique.

**Question 2255** (27.8.2012) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **mesures en faveur de l'emploi des jeunes**:

Depuis des années le chômage des jeunes ne cesse de croître et ceci d'autant plus fortement pendant les mois de septembre et d'octobre (mois de la rentrée scolaire). Toutes les études récentes publiées en la matière démontrent que seule une qualification adéquate correspondant aux demandes du marché de l'emploi peut constituer un remède contre ce fléau. En particulier, les mesures en faveur de l'emploi peuvent donner aux jeunes la chance de s'intégrer sur le marché de l'emploi.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- si les analyses publiées en la matière par le CEPS au début de cette année ont donné lieu à une réflexion au sein du service de l'emploi des jeunes visant à adapter les différentes mesures en faveur de l'emploi des jeunes, et

- s'il est prévu d'analyser toutes les mesures, y compris les aides financières accordées aux entreprises qui engagent des apprentis, afin de pouvoir mesurer leur impact sur la politique de recrutement des jeunes par les entreprises.

- En quoi consiste précisément le «pacte jeune» annoncé par Monsieur le Ministre? Comment cette nouvelle initiative du Ministère s'intègre-t-elle dans le pacte pour la jeunesse 2012-2014 du Gouvernement?

- Eu égard à la panoplie de mesures existantes qui s'adressent au même public-cible (CAE, CIE, CIE-EP, service volontaire, stages des initiatives sociales,...), quel ministère est en charge de la coordination des différentes mesures en faveur de l'intégration des jeunes sur le marché de l'emploi?

**Réponse** (22.10.2012) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Les mesures principales en faveur de l'emploi des jeunes qui sont inscrites dans l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), à savoir le contrat d'initiation à l'emploi (CIE) et le contrat d'appui-emploi (CAE), ont été modifiées par la loi du 11 novembre 2009 afin d'atténuer les effets de la crise financière et économique sur ladite population. La même loi a également introduit une variante du CIE, à savoir le contrat d'initiation à l'emploi - expérience pratique (CIE-EP), afin d'offrir aux jeunes diplômés de meilleures chances de pouvoir acquérir une expérience pratique, facilitant ainsi leur entrée sur le marché du travail.

Cette modification, initialement pour une année, a été prolongée en 2010 et 2011 et vient à échéance le 31 décembre 2012.

Afin de pouvoir agir en toute connaissance de cause sur ce volet, dont l'importance pour les jeunes demandeurs d'emploi ne peut être mise en cause, le Ministère du Travail et de l'Emploi a mandaté le CEPS/INSTEAD de procéder à une évaluation des mesures modifiées. Les résultats de celle-ci ont été présentés et discutés au sein de la Commission du Travail et de l'Emploi de la Chambre des Députés dans sa séance du 28 juin 2012, ainsi que lors d'une conférence organisée dans le cadre de l'Observatoire de l'emploi en mai de cette année.

Les résultats et conclusions dudit rapport, les propositions des partenaires sociaux et celles d'autres services et institutions, sans oublier l'expérience de terrain du Service de l'emploi des jeunes, sont à la base des réflexions qui sont menées afin d'inscrire lesdites mesures, y compris le CIE-EP, dans un cadre législatif plus durable. Ces travaux sont menés par le ministère en étroite collaboration avec tous les acteurs concernés, à savoir les personnes responsables pour l'emploi des jeunes au sein de l'ADEM et les responsables du CEPS/INSTEAD chargés des études réalisées.

L'adaptation des mesures vise une meilleure concordance avec les besoins des jeunes, dont un suivi amélioré pendant toute la mesure, mais aussi une simplification de celles-ci afin de les rendre plus visibles et plus simples dans la mise en pratique. En outre, il s'agit d'augmenter leur efficacité en termes d'insertion durable dans l'emploi.

Dans ce sens il est prévu de réaliser des évaluations régulières des mesures en faveur de l'emploi. L'Observatoire de l'emploi, projet cofinancé par le Fonds social européen, servira à réaliser une partie de ces études qui permettront d'avoir une meilleure idée des mécanismes régissant le marché de l'emploi luxembourgeois et par conséquent de mieux adapter les mesures aux besoins réels et aux mutations de notre marché du travail.

L'objectif doit être une utilisation optimale des fonds publics, permettant ainsi d'obtenir les meilleurs résultats possibles en termes d'insertion des demandeurs d'emploi résidents. Dans le contexte budgétaire, d'une part, et compte tenu de la situation de l'emploi, d'autre part, il est urgent d'évaluer les différentes mesures quant à leur efficacité réelle. Cela vaut aussi pour les primes d'apprentissage qui ont été adaptées, notamment aussi pour favoriser l'engagement d'apprentis du certificat de capacité professionnelle (CCP). La promotion de l'apprentissage reste une des priorités de la politique de la formation, de la qualification et de l'emploi.

Concernant le «pacte jeune», qui est en fait le plan d'action en faveur de l'emploi des jeunes, il définit des mesures clés de la politique de l'emploi en faveur des jeunes. Celles-ci sont notamment:

- l'introduction d'une garantie jeunes;

- le ciblage des mesures et leur réajustement en fonction des résultats d'évaluation et des propositions des partenaires sociaux;

- une orientation appropriée;

- le développement et renforcement de l'apprentissage;

- des mesures spécifiques pour les jeunes sans qualification et éloignés du marché du travail;

- un nouveau contrat de génération.

Ce plan d'action, qui se trouve en annexe, s'inscrit parfaitement dans le «Pacte pour la jeunesse 2012-2014» auquel le Ministère du Travail et de l'Emploi ainsi que l'ADEM ont contribué. En effet, les mesures décrites dans ce premier sont un complément aux mesures décrites dans le volet «réussir la transition entre l'école et le monde du travail» dudit pacte.

Notons également que le plan d'action en faveur de l'emploi des jeunes est aussi le fruit des réflexions et discussions qui se sont déroulées au sein du Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTÉ) qui regroupe les partenaires sociaux. Notamment celui de mars de cette année a été entièrement dédié aux jeunes avec la coopération des Ministères de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et de la Famille et de l'Intégration.

Une meilleure coordination et collaboration entre tous les acteurs intervenant dans la promotion de la qualification et de l'emploi des jeunes est un des objectifs dudit plan.

Concernant la coordination des différentes mesures existantes, celle-ci se fait notamment à travers des comités interministériels et des groupes de travail réunissant les services concernés, les ministères chargés de l'application des mesures respectives conservant l'autorité sur celles-ci. La Maison de l'orientation, qui a ouvert ses portes récemment, représente une étape importante dans ce processus car la proximité des différents services destinés à l'orientation des jeunes contribue fortement à leur bonne coordination, tout en offrant en un même endroit les principaux services d'orientation et d'appui.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

**Question 2258** (28.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **programmes indicatifs de coopération**:

Zënter enger Rei Jore gëtt en Deel vun der Lëtzebuurger Entwécklungshëllef iwwer sougenannte PICen ofgewéckelt («Programmes indicatifs de coopération»).

An deem Kontext wollt ech d'Madame Ministesch froen:

1. Wéi vill PICen a mat wéi enge Länner si bis elo tëschent Lëtzebuerg an anere Länner ofgeschloss ginn?

2. Wéi vill direkt Budgetshëllef waren an dëse verschiddenen Accordé virgesinn? Wéi e Land huet iwwer wéi en Zäitraum wéi eng Zommen iwwert de Wee vun enger direkter Budgetshëllef kritt?

3. Wéi eng Proportion haten déi direkt Budgetshëllef an Verglach mam Gesamtvolumen vun deene PICen?

4. Wéi eng PICen a mat wéi enge Länner ginn am Abléck applizéiert? Wéi eng aner PICe si momentan an engem Négociatiounsstadium?

5. Waren esou Budgetshëllef ëmmer zweckgebonden? Gouf eng Kontroll vu Lëtzebuurger Säit an duerch Lëtzebuurger Instanzen an deenen Accordé virgesinn? Wa jo, wou, wéi dacks a mat wéi enge Resultater sinn esou Kontrolle gemaach ginn?

6. Ass d'Madame Ministesch bereet, der Chamber déi PICen, déi d'Regierung mat anere Staaten ofgeschloss huet, virzeleeën?

**Réponse** (2.10.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*:

1. De Kader vun der Lëtzebuurger Entwécklungszesummenaarbecht mat sengen zéng Hauptpartnerlänner gëtt, zesumme mat dëse Länner, an indikative Kooperationsprogrammer (PIC) festgeluecht. Déi éischt PICe mam Cap-Vert, Senegal a Vietnam sinn 2002 a Kraaft getrueden. Dat Joer duerno, 2003, goufe PICe mam Burkina Faso, Mali, Niger, Nicaragua, El Salvador a Laos ofgeschloss an 2004 mat Namibien. Dës PICen hunn eng Liewensdauer vu véier bis fënnf Joer, en fonction vun den nationalen Entwécklungskaderen, esou dass mer elo bei der drëtter Generatioun vu PICe mat eise Partnerlänner sinn.



2. Lëtzebuerg mécht keng generell direkt Budgetshëllef. Déi eenzeg sektoriell Budgetshëllef, déi d'Lëtzebuurger Kooperatioun am Ablack mécht, befënnt sech am PIC Cap-Vert a spezifesch am Secteur vun der Formation professionnelle, wou Lëtzebuerg zënter iwwer zéng Joer aktiv ass an zurzäit och «chef de file» vun den Donateurs ass. Et handelt sech ëm 2,5 Milliounen EUR iwwer d'Period vum aktuelle PIC, dat heescht 2011 bis 2015. Déboursementer sinn a fënnf annuellen Tranchë vun 500.000 EUR virgesinn. Bis elo ass déi éischt Tranche vu 500.000 EUR am Joer 2011 iwwerwiese ginn.

3. De PIC 2011-2015 mam Cap-Vert ass mat engem globale Budget vu 60 Milliounen EUR dotéiert. Déi sektoriell Budgetshëllef vun 2,5 Milliounen mécht also 4,17% vum PIC Cap-Vert aus.

4. No dem Oflafe vun der Lëtzebuurger Kooperatioun an Namibien am Joer 2011 si momentan nach néng PICen en vigueur: Burkina Faso, Cap-Vert, Mali, Niger, Senegal, Nicaragua, El Salvador, Laos a Vietnam. D'Négociatiounen fir en neien PIC mam Mali si momentan suspendéiert wéinst der politescher Situatioun am Land. Fir de Burkina Faso an den Niger ass eng Verlängerung vun de PICe virgesinn, wéinst Retarden an der Exekutioun am Zusammenhang mat der Preparatioun vun den nationalen Entwécklungspläng an och der politescher Situatioun.

5. Wéi schon am zweete Punkt mentionéiert, mécht Lëtzebuerg keng generell direkt Budgetshëllef. Déi Budgetshëllef am Cap-Vert ass spezifesch fir de Secteur vun der Formation professionnelle bestëmmt.

Lëtzebuerg ass 2011 dem «Cadre de Partenariat pour une Approche Commune de l'Aide Budgétaire» bäigetritt, an deem d'Regierung vum Cap-Vert an d'Partner vun der Budgetshëllef am Cap-Vert vertruede sinn. Nieft Lëtzebuerg sinn zurzäit fënnf aner Partner an deem Grupp: d'Europäesch Unioun, Portugal, Spuenien, d'Weltbank an d'Afrikanesch Entwécklungsbank.

An deem gemeinsame Kader fir d'Budgetshëllef sinn och gemeinsam Kontrollinstanzen virgesinn. Den «Groupe d'Appui Budgétaire» kënn zweemol pro Joer zesummen an analyséiert d'Progrès, déi de Cap-Vert an deem Kader realiséiert huet. Zu deem Zweck liwwert déi kapverdianesch Regierung folgend Dokumenter:

- en narrativen a finanzielle Rapport annuel iwwer d'Progrès an der Ëmsetzung vun der kapverdianescher Strategie fir Wuesstum an Aarmutsreduktioun,

- trimesteriell Rapporten iwwer d'budgetär Exekution,

- de Rapport annuel iwwer d'Statsfinanze vun der kapverdianescher Cour des Comptes,

- sektoriell Rapporten, déi sech op eng Matrice vun Indicateure baséieren, déi zesumme mat de kompetente Ministèren ausgeschafft goufen.

Lëtzebuerg ass am Groupe d'Appui Budgétaire vertrauden duerch säi Chargé d'affaires zu Praia, deen zu deem Zweck technesch Ënnerstützung vun Lux-Development kritt.

6. PICe si public Dokumenter, déi alleguer um Site web vun der Kooperatioun publizéiert sinn an also fir all Mënsch accessible sinn. Des Weidere sinn all PICe vun der drëtter Generatioun an der kompetenter Chamberskommissioun («Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration») presentéiert ginn, ier se ënnerschriwwen goufen.

#### Question 2259 (29.8.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le gaz de schiste:

An Zäiten, wou vill muss iwwer d'Neiorientéierung vun eiser Energieversuergung ngeduecht ginn, wou nei Energiequelle musse fonnt ginn, wou d'Ofhängegkeet vun Energieimporter misst reduzéiert ginn an d'Energiekäschte fir privat Stéit a fir d'Entreprisé musse kontrolléierbar sinn, ass et sécher net falsch, fir bei der Diskussioun ëm méiglech Energiequellen hei am Land nach eemol op d'Fro vun enger eventueller Exploitatioun vum Schifergas zréckzekommen. Dobäi ass gewosst, dass all Exploitatioun vun Energiequellen och Froe vum Ëmweltschutz mat sech bréngt, hei besonnesch beim Landschafts- a beim Waasserschutz.

An deem Kontext wollt ech des Froen un den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an un den Här Wirtschaftsminister stellen:

1. Wat ass den aktuelle Kenntnisstand vun der Regierung iwwer Schifergasreserven zu Lëtzebuerg? Wéi eng Etüde gëtt et zu där Fro a wéini sinn déi fir d'Lescht aktualiséiert ginn?

2. Wou a wéi grouss wäeren esou Schifergasvirkommen hei am Land? A wéi engem Mooss a fir wéi laang kéinten déi national Schifergasreserven zu eiser nationaler Energieversuergung bäidroen?

3. Wéi steet d'Regierung zu enger eventueller Exploitatioun vum Schifergasvirkommen hei am Land?

4. Ënnerstëtzt d'Regierung d'Ausaarbechtung vun europäesche Richtlinnen iwwer déi ëmweltpolitesch Rahmebedéngunge bei der Exploitatioun vum Schifergasvirkommen, besonnesch beim „Hydrofracking“?

**Réponse commune (19.10.2012) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, et de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum honorebelen Deputéierte Fernand Kartheiser betreffend d'Exploitatioun vum Schifergas kënnen mir folgend Informatiounen matdeelen:

D'Regierung ass net am Besëtz vu rezenten eegenen Etüden iwwer d'Virkomme vum Schifergas zu Lëtzebuerg. Tëscht den 1950er an den 1990er Jore goufen awer geologesch Analyse vun öffentlecher a vu privater Säit duerchgefouert, fir méi iwwer eng méiglech Präsenz vun Ulechscher am Süde vum Land gewuer ze ginn. Méi rezent Analysen an Etüde baséieren all op den Aussoen aus de virgenannten Aarbechten.

Den aktuellste Kenntnisstand vun der Regierung iwwer d'Reserve vun Ulechscher baséiert op dem Dokument „Incidence de l'extraction de gaz de schiste et de pétrole de schistes bitumineux sur l'environnement et la santé humaine“, wat vun der „Direction générale des politiques internes“ vum Europäesche Parlament am Joer 2011 ausgeschafft gouf. Hei geet vun engem Potenzial vu 675 Milliounen Barrel respektiv vu 97 Milliounen metrischen Tonne Rieds. Et handelt sech hei ëm e reng theoretesch Potenzial, aus deem ee beim aktuelle Wëssensstand keng Konklusiounen iwwer déi technesch an och ekonomesch ofbaubar Quantitéit kann zéien. D'Erfahrungswäerter aus anere Länner weisen awer ganz kloer, dass d'Konsequenze vun der Exploitatioun vun Ulechscher oder Schifergas op d'Ëmwelt an d'Populatioun gewaltig sinn. Dovu ofgesi géif och d'Aart a Weis vum Ofbau vun deene Ressourcë grouss Problemer duerstellen, well dat ganz Gebitt, dat fir den Ofbau a Fro kéim, dicht besiedelt ass, wat an anere Länner, wou den Ulechscher oder de Schifergas gefördert gëtt, net de Fall ass.

Ganz dovun ofgesinn huet d'Regierung sech d'Zil gesat, esou wäit wéi méiglech an esou séier wéi méiglech vun de fossilen Energien onofhängeg ze ginn. Duerfir wäerten d'Effortë vun der Regierung widerhin an den Développement vun den erneierbaren Energien an och an d'Aspuere vun Energie goen.

<http://www.europarl.europa.eu/document/activities/cont/201107/20110715ATT24183/20110715ATT24183FR.pdf>

Wat d'Ausschaffe vun europäeschen Direktiven iwwer déi ëmweltpolitesch Rahmebedéngunge bei der Exploitatioun vum Schifergasvirkommen ugeet, esou läit vusäite vun der Europäescher Kommissioun am Moment keng Propositioun vun enger Direktiv oder engem Reglement vir.

#### Question 2260 (29.8.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto:

Am Joer 1997 ass de Kyoto-Protokoll vun enger Rei Länner, ënnert deenen och Lëtzebuerg ass, ënnerschriwwen ginn. Et gouf sech domadder erhofft, d'Emissiounen vun Treibhausgaser staark ze reduzéieren an domadder zum Klimaschutz bäiziedroen. An der Tëschenzäit si verschidden «flexibel Mechanismen» (zum Beispill den EU-Emissionshandel) agefouert ginn, fir de Länner beim Respektéieren vun hiren Engagementer ze hëllefen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an der Madame Ministesch fir Entwécklungshëllef des Froe stellen:

1. Wéi vill Sue sinn zënter dem Akraafttriede vum Kyoto-Protokoll fir Klimaschutzmoossnamen, CO<sub>2</sub>-Zertifikater, Emissiounsrechter an aner klimagebonnen Ausgabenzwecker an d'Ausland gefloss? Ënner wéi enge Formen an

op wéi enge vertragleche Grondlage sinn déi Sue gefloss? Wéi ginn déi Ausgabe vu Lëtzebuerg Säit kontrolléiert?

2. Wéi vill Sue si spezifesch an déi baltesch Länner gefloss, zum Beispill fir d'Sanéierung vu Gebaier, an zwar pro Joer a pro Land?

3. Wéi vill Sue sinn iwwer den Entwécklungsministère an de Klimaschutz gefloss, besonnesch iwwer sougenannte PICen, an zwar pro Joer a pro Land? Goufen déi Suen a Form vu Projete mat der Lëtzebuurger Regierung ausginn oder a Form vun enger Budgetshëllef un d'Regierung vun deene verschiddene Länner? Goufen déi Ausgabe fir de Klimaschutz an d'Entwécklungshëllef mat agerechent oder net?

**Réponse (3.10.2012) de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:**

1. Zënter dem Akraafttriede vum Kyoto-Protokoll si ronn 83 Milliounen € fir Emissiounsrechter vu Projeten am Ausland an aner klimagebonnen Ausgabenzwecker, wéi z. B. u Fonge vun der UNFCCC - der Klimarahmenkonvention vun de Vereenten Natiounen - gefloss. Fir all Transaktiounen sinn deementspreechend Verträge ofgeschloss ginn, respektiv et ass eng international Verflechtung vu Lëtzebuerg. Am Fall vu Projete sinn dat sougenannten ERPAen, dat heescht «Emission Reductions Procurement Agreements». Mat de baltische Staten Estland a Litauen sinn «Green Investment Scheme - GIS»-Verträge ënnerschriwwen ginn. D'Lëtzebuurger Säit huet een interministerielle Comité, deen am Virfeld d'Projeten, déi presentéiert ginn, evaluéiert a säin Avis dozou ofgëtt. Weiderhi mussen all Emissiounsrechter, déi am Kader vu CDM-Projete generéiert ginn, verifizéiert gi vun der UNFCCC. Dobäi ginn „monitoring reports“ gemaach. D'GIS-Verträge gesinn och jährléich Rapporten vir. Lëtzebuerg kritt dann déi Rechter op säin nationale Regéister iwwerdroen a kann esou kontrolléieren, wéi vill Rechter aus deene jeeweilige Projete fléissen.

2. An déi baltesch Länner si bis elo 22 Milliounen € gefloss, an zwar 15 Milliounen € am Joer 2010 an Estland a siwe Milliounen € am Joer 2011 a Litauen. 2012 sinn nach keng Suen an déi Länner gefloss.

3. De Klimaschutz ass e Konzept, deen als solche keng kloer Definitioun huet an dofir och schwéier prezis ze ernaassen ass. Déi lescht Jore sinn Efforten an deem Sënn gemaach ginn, haauptsächlech um Niveau vum Comité d'aide au développement (CAD) vun der OCDE, well dat d'Referenz en matière vun de Statistiken am Beräich Entwécklungshëllef fir déi industrialiséiert Natiounen ass. Et gëtt am Moment awer keng allgemenggültig Methodologie, fir d'Montanten ze moossen, déi iwwer d'Entwécklungshëllef an de Klimaschutz gefloss sinn.

Fir Lëtzebuerg ass de System vun den acht statistesche Marqueure vun CAD, dovunner zwee fir de Suivi vun der UNFCCC, an zwar fir d'Adaptatioun an d'Mitigatioun, eréischt zënter 2011 opérationnel. Esouguer vun 2011 un ass et schwéier, prezis Montanten unzeginn, well ee Projet oder Programm ni nëmmen de Klimaschutz als Objektiv huet. De Klimaschutz ass, falls untreffend, ee méi oder manner wichtegen Aspekt vun enger Interventioun.

Fir 2011 ginn eis Statistiken déi folgend Montanten:

- Valeur Marqueur Adaptatioun (1 - dat heescht Haaptinterventiounszil): 14.982.531 €

- Valeur Marqueur Adaptatioun (2 - Nieweninterventiounssecteur): 555.981 €

- Valeur Marqueur Mitigatioun (1): 4.595.757 €

- Valeur Marqueur Mitigatioun (2): 261.392 €

Wat elo d'PICen, also déi pluriannuel Accordé mat de Lëtzebuurger Haaptpartnerlänner ugeet, ass et esou, dass de Klimaschutz net bei den Interventiounssecteuren, déi mat hinnen definéiert ginn, festgehalen ginn ass.

Fir de Burkina Faso ass ervirzestrichen, dass den aktuelle PIC (2008-2012) als ee vun den Haaptinterventiounssecteuren d'«gestion durable des ressources naturelles» huet. Iwwer d'Period 2002-2016 dierften an deem Land iwwer véier Projete bis zu insgesamt 23,6 Milliounen € an d'«gestion durable» vun de Bëscher vum Land investéiert ginn. Also Aktivitéiten, déi an direktem oder indirektem Lien mam Klimaschutz sinn. En anere Projet (2010-2015) am Burkina huet eng wichteg Komponente «Désertification», déi mat 1,7 Milliounen chiffréiert gi kann. Et muss awer ënnerstrach ginn, dass déi Zommen net global als «Klimaschutz» kënnen ugerechent ginn, well d'«gestion durable des ressources naturelles» nëmme funktionéiere kann, wann déi betreffend Bevëlkerungen och en ekonomeschen In-

térêt hunn, hir Ressourcen «klimagerecht» ze géiere. Et sinn also an all dese Projeten Aktivitéiten ageplangt, déi eng ekonomesch Finalitéit hunn.

Am Niger huet Lëtzebuerg zwëschen 2000 an 2010 zwee Projeten am Beräich «ländlech Entwécklung» duerchgefouert, vun engem Gesamtbudget vu 14 Milliounen, déi, wéi beim Burkina Faso, Elementer hunn, déi a Relatioun si mam Klimaschutz. Ee Projet gëtt am Moment ausgebaut (2011-2015) (virgesinn Budget: 11,5 Milliounen).

Am aktuellen PIC Cap-Vert (2011-2015) ass de Klimaschutz och net spezifesch als Interventiounssecteur virgesinn, et ass awer e Bedenken, deen horizontal an d'Formation professionnelle an an de Waasserberäich mat afléist. Fir den éischte Volet kann een de Centre de formation professionnelle dans la filière des énergies renouvelables et de la maintenance industrielle (CFP ERMI - Budget 6,8 Milliounen) ernimmen; via den zweete gëtt d'Energieeffizienz an den hydraulischen Installatiounen gefördert (Budget: 2,2 Milliounen). Et ass och ervirzestrichen, dass Lëtzebuerg am Cap-Vert eng Etüd duerchféiere léisst, fir et dem Land ze erlaben, méi autonom an der Energieversuergung ze ginn duerch d'Fördere vun erneierbaren Energien (Budget: 500.0000 €).

Am Laos (PIC 2011-2015) ass de Bau vun enger Hotel- an Tourismusschoul geplangt, wou fir de Volet «Energieeffizienz» e Budget vu bis zu 500.000 € virgesinn ass. Och virgesinn am Accord ass eng Kontributioun un «Mekong River Commission Climate Change and Adaptation Initiative» (Budget 2011-2015: 2,6 Milliounen €). Et handelt sech dobäi ëm eng regional Instanz, déi de Laos, de Vietnam, de Cambodge an Thailand an hirer Funktioun als Beroder, wat d'Gestioun vum Floss Mekong ugeet, ënnerstëtzt.

Ausserhalb vun den Haaptpartnerlänner sief nach ervirzestrichen, dass Lëtzebuerg am Montenegro e Projet finanzéiert, deen, wéi am Burkina Faso, d'«gestion durable» vun de Bëscher vum Land ënnerstëtzt. Wéi och am Burkina huet dese Projet eng ekonomesch Partie duerch d'Ënnerstützung vun der Valorisation vun der gewonnenen Biomass (prévisionnelle Budget fir d'Period 2007-2013: 5,5 Milliounen).

Et ass keng Budgetshëllef vun der Lëtzebuurger Regierung am Beräich Klimaschutz gi ginn.

All déi Zuelen, déi ënnert der drëtter Partie vun der Ufro genannt sinn, sinn als Entwécklungshëllef ugerechent ginn oder wäerten et ginn.

#### Question 2261 (29.8.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les ambassadeurs du Luxembourg en France et en Italie:

Am Kader vum sougenannten «mouvement diplomatique» vun deem Joer, dat heescht der turnusméisseg Neibesetzung vun diplomatesche Posten am Ausland, sinn zwee wichteg Poste bis elo net besat ginn, nämlech déi vum Ambassadeur zu Paräis a vum Ambassadeur zu Roum. Eis Bezéiungen zu deene State sinn awer esou wichteg, dass et mat Sécherheet net oportu ass, fir iwwer d'Besetzung vun esou Poste keng Kloeerheet ze hunn. Ausserdeem verlaangt d'Héiflechkeet géintwärtig de Regierungen zu Paräis an zu Roum, dass Lëtzebuerg hinne geschwënn eng Ufro fir den Agreement vun eisen neien Ambassadeurë virléit.

Dowéinst wollt ech den Här Ausseminister froen:

1. Firwat huet d'Regierung bis elo keng Décisioun iwwer déi zukünfteg Besetzung vun den Ambassadeursposten zu Paräis an zu Roum getraff?

2. Ass d'Regierung sech bewusst, dass déi Poste mussen esou séier wéi méiglech besat ginn?

3. Bis wéini spéitstens ginn des Décisiounen geholl?

**Réponse (2.10.2012) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères:**

De sougenannte «mouvement diplomatique» vun deem Joer, deen iwwer de Summer finaliséiert ginn ass, ass den 3. September bei der Rentrée communiquéiert ginn. Domadder missten d'Froen, déi den Här Deputéierten a senger parlamentarescher Fro stellt, och beäntwert sinn.



**Question 2262** (29.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **travaux de modernisation des écluses sur la Moselle allemande**:

L'importance de la Moselle en tant que voie navigable pour le transport fluvial est indéniable et les avantages environnementaux de ce type de transport ne sont pas contestés. Le port de Mertert, avec ses accès par voie d'eau aux ports maritimes, reste un accès stratégique pour le Grand-Duché, notamment parce qu'il permet une diversification des moyens d'acheminement des produits pétroliers.

Pour assurer un trafic fluvial de qualité, le Luxembourg reste tributaire des décisions prises par les gouvernements des pays situés en amont et en aval de la partie luxembourgeoise de la Moselle.

Récemment le Gouvernement fédéral de la République d'Allemagne a décidé, pour des raisons budgétaires, de retarder les travaux de modernisation des écluses situées sur la Moselle allemande, travaux qui auraient dû être terminés en l'an 2030.

Par contre, le Gouvernement français a décidé dès 2010 de faire de la liaison Saône - Moselle (offrant un accès direct du port de Mertert à la Méditerranée) un enjeu important pour le développement du transport fluvial.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre a-t-il été informé par le Gouvernement allemand de la décision de retarder les travaux de modernisation des écluses sur la Moselle allemande?

2. Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à cette décision prise à Berlin? Monsieur le Ministre entend-il prendre contact avec son homologue afin d'inverser le cas échéant cette décision?

3. Quelles seraient les conséquences pour le Luxembourg et plus particulièrement sur le port de Mertert si le report des travaux de modernisation évoqué ci-dessus était effectivement maintenu?

4. Monsieur le Ministre a-t-il été informé par le Gouvernement français de la décision d'assurer le cas échéant une liaison Saône-Moselle pour des péniches de capacité moyenne? À quelle échéance une telle liaison serait-elle achevée?

5. Quels seraient les avantages pour le Luxembourg et plus particulièrement pour le port de Mertert si la Moselle pouvait disposer d'un accès direct à la Mer Méditerranée?

6. Monsieur le Ministre entretient-il un dialogue avec les autorités françaises sur la question du rattachement de la Moselle à la Méditerranée?

**Réponse** (27.9.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert au sujet des travaux de modernisation des écluses sur la Moselle allemande.

Tout d'abord, il convient d'indiquer que dix écluses se situent sur le tronçon allemand de la Moselle internationale allant de Coblenz à Thionville que tout bateau de navigation intérieure reliant notamment les ports ARA (Antwerpen, Rotterdam, Amsterdam) aux ports luxembourgeois et français doit traverser.

Les mesures de modernisation respectivement de dédoublement des écluses, comme c'est le cas de l'Allemagne, relèvent de la compétence exclusive de chacun des États concernés.

Le Gouvernement luxembourgeois a appris par le biais de la presse début août 2012 l'intention apparente du Gouvernement allemand de ne pas réaliser comme prévu, de manière prioritaire, le dédoublement de huit des dix écluses en souffrance de renouvellement sur la Moselle allemande suite au dédoublement des sas d'écluses de Fankel et de Zeltingen.

Au vu de l'impact négatif de cette annonce sur la compétitivité de la voie d'eau comme moyen de transport, j'ai adressé fin août une demande d'information à mon homologue allemand afin d'obtenir les clarifications nécessaires sur le plan de réalisation effectif de ces sas d'écluses. J'ai insisté que la Moselle vient d'être classée par le Bundesministerium für Verkehr, Bau und Stadtentwicklung allemand en juin 2012 comme faisant partie, en raison notamment de son taux d'utilisation actuel, du Kernnetz fluvial

allemand de sorte que ce projet devrait bénéficier de manière prioritaire d'investissements infrastructurels.

À mon avis, un nouvel report ne serait pas conforme à la politique européenne qui consiste à promouvoir durablement à côté du rail la voie d'eau fluviale comme alternative efficace au transport par la route tel que préconisé dans le livre blanc intitulé «Feuille de route pour un espace européen unique des transports - Vers un système de transport compétitif et économe en ressources» du 28 mars 2011. En effet, ce livre blanc fixe l'objectif de faire passer 30% du trafic routier de marchandises sur des distances supérieures à 300 km vers d'autres modes de transport tels que le chemin de fer ou la navigation d'ici à 2030 et à 50% d'ici à 2050. Pour atteindre cet objectif et accueillir le trafic supplémentaire attendu, la mise en place des infrastructures requises en temps utile est nécessaire.

Pour ce qui est du projet français de réaliser un raccordement de la Moselle vers la Méditerranée, ce projet reste au stade d'avant-projet avec un débat public inscrit dans la loi du 3 août 2009 sur le Grenelle de l'environnement. Il faut attendre le lancement définitif de ce débat avant de pouvoir prendre connaissance du dossier et des conséquences sur le Luxembourg.

Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures est tenu régulièrement informé de l'évolution de ces projets au niveau des différents comités de la Commission de la Moselle.

**Question 2264** (30.8.2012) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la **modernisation de la ligne ferroviaire Bruxelles-Luxembourg**:

Déi belsch Press mélt, datt d'Aarbechten op der Zuchstreck tëschent Bréissel a Lëtzebuerg op d'Joer 2022 verréckelt ginn. Et war virgesinn, datt dëse Chantier sollt 2013 ufänken. D'Modernisation vun dëser Eisebunnslijn, déi ënner anerem déi dräi europäesch Hauptstied verbënnt, ass fir Lëtzebuerg immens wichteg.

An deem Kontext wollt ech dem Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Ass de Minister iwwert de Report vun dësen Aarbechten informéiert?

2. Wëllt d'Regierung bei de belschen Autoritéiten intervenéieren, fir datt den initialen Zäitplang agehale gëtt?

3. Sicht d'Regierung bei den europäeschen Institutionen ëm Support, fir datt d'Modernisation vun der Streck Bréissel-Lëtzebuerg an de beschten Délaie virueet?

4. Wéi vill huet Lëtzebuerg an d'Modernisation vun der Streck Lëtzebuerg-Gare - Klengbetten-Grenz schonns investéiert a wäert nach investéieren, fir datt de Lëtzebuurger Deel vun der Linn optimal ka bedéngt ginn?

5. Ass Lëtzebuerg un de Käschte bedeelegt, fir de belschen Deel ze moderniséieren? Wa jo, a wéi enger Héicht an ënner wat fir enge Konditione?

**Réponse** (15.10.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Op Nofro huet de belschen zoustännege Ministère confirméiert, dass, wéinst der onsécherer Evolution vun den zur Verfügung gestallte finanzielle Moyenen, de Projet vun der Modernisation vun der Eisebunnsstreck tëschent Lëtzebuerg a Bréissel op belscher Säit eréischt fir d'Joren 2021, 2022 fäerdeggestallt ka ginn. Dat heescht awer net, dass den Ament nach keng Modernisationsaarbechten tëschent der belsch-Lëtzebuurger Grenz a Bréissel amgaange wieren. Dës hunn 2006 ugefaangen, mä si sinn zäitopwendeg, well si ënner Betrib musse stattfannen.

Ugangs louchen dräi méiglech Varianten um Dësch, fir dës Streck op belscher Säit ze moderniséieren, an esou d'Zäit, déi den Zuch tëschent deenen zwou Hauptstied brauch, ze reduzéieren. Well sech Infrabel fir eng manner ambitiéis Variant decidéiert huet, leet Lëtzebuerg näischt finanziell zu den Aarbechte bäi, déi op belscher Säit realiséiert ginn. Doduerch ass de Spillraum vun enger Interventioun och zimlech limitéiert.

Den Entretien, d'Erneuerung an d'Augmentatioun vun der Capacitéit vun den eenzelnen nationale Schinneréseue fällt ënnert d'Responsabilitéit vun den eenzelnen nationalen Infrastrukturbedreiwier; am Fall vun der Belsch ass dat Infrabel.

De Lëtzebuurger Streckendeel vun dëser Relatioun betrëfft d'Streck vu Lëtzebuerg op Kleng-

betten. Dës Streck gëtt an dräi Phasen erneiert a moderniséiert. Déi éischt Phas betrëfft d'Erneuerung vu sämtlechen Telekommunikatiouns- a Signalisatiounsanlagen. Am Kader vun dësen Aarbechte gëtt zu Klengbetten en neit Stellwierk gebaut. D'Finanzéierung vun dëser éischter Phas gouf duerch d'Gesetz vum 19. Juni 2012 approvéeiert. Déi zweet Phas betrëfft déi integral Réelectrificatioun vun der Streck. An deem Kontext gi verschidde Brécken erneiert an d'Barrière bei der Klengbettener Gare gëtt ewechgeholl. Déi drëtt Phas betrëfft déi reschtlech Aarbechten, wéi d'Erneuerung vu Brécken a Quae souwéi deenen aneren Eisebunnsinfrastrukturen.

**Question 2265** (30.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **visites de personnalités politiques dans des écoles**:

Et kënnst ëmmer nees vir, datt Politiker d'Geleeënheet kréien, fir an de Schoulen d'Wuert ze ergreifen an domadder hir Meenungen a Positionen duerzeleeën. Déi jonk Generatioun gëtt esou op méi oder manner aktuell Themen opmierksam gemaach. Rezent Tëscheffall hunn allerdéngs gewisen, datt net all Riedner d'selwecht behandelt ginn, wann et drëms geet ze bestëmmen, ob eng bestëmmte Persoun e Virtrag däerf halen oder net.

An deem Kontext géif ech gär der Madame Éducatiounsministesch dës Froe stellen:

1. Gesäit eis Gesetzgebung kloer Regele vir, wat d'Präsenz vu Politiker an den öffentleche Schoulen bereet, fir esou Regeln auszeschaffen, déi géife fir d'Ministèren, d'Europäesch Kommissären, d'Deputéiert, d'Europadeputéiert, d'Buergermeeschteren, d'Schäffen, d'Gemeengeconseillere, d'Parteimandatairen (Parteipresident, Generalsekretär) an d'Wahlkandidaten (virun de Wahlen) gëllen?

2. Ass d'Madame Ministesch net der Meenung, datt besonnesch während engem Wahlkampf Optrëter vu Politiker, och vun hir selwer, an den öffentleche Schoule missten ënnerbonne ginn oder awer datt all Partie strikt d'nämlecht behandelt ginn?

**Réponse** (26.9.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehes**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Eis Gesetzgebung regelt net d'Präsenz vu Politiker an de Schoulen, weder duerch e Gesetz nach duerch e Règlement. Ech sinn der Meenung, datt et wichteg ass, datt déi Jonk sech e breit Bild kënnen maache vun de verschiddene politesche Positionen, déi et gëtt, fir datt si zu responsabele Bierger erzu kënnen ginn. Duerfir ënnerstëtzen ech d'Präsenz vu Politiker an de Schoulen. Et läit un den zoustännege Direktioun fir opzepassen, datt all politesch Stréimung, souwäit se an dem öffentleche Raum akzeptéiert ass, och kann zu Wuert kommen.

Fir eng Rumm ze setzen, hunn ech eng «Instruction ministérielle concernant l'intervention à l'école de personnalités du monde politique» ausschaffe gelooss, déi ech als Éischt an de Collège des Directeurs an an de Collège des Inspecteurs fir Réckmeldung ginn. No deene Réckmeldunge schécken ech dann eng iwwerschafften Instruktioun an d'Schoulen.

Wat déi zweet Fro ueget, sinn ech der Iwwerzeugung, datt virun an no de Wahlen d'Virgoensweis an de Schoule sollt déi nämlecht sinn; am Interessi vun de Kanner eng méiglechst gutt Ausbildung.

**Question 2266** (31.8.2012) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant l'**indisponibilité du médicament TRIZIVIR®**:

Selon les informations dont nous disposons, un médicament, le TRIZIVIR®, utilisé dans la thérapie des patients atteints du SIDA, n'est plus disponible dans les pharmacies luxembourgeoises depuis plusieurs semaines. La raison en serait un rationnement de la part du fournisseur belge. Cette situation étant absolument inacceptable, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

1) Êtes-vous informé de la pénurie qui frappe les patients traités au TRIZIVIR®?

2) Pouvez-vous confirmer les causes de la pénurie?

3) N'estimez-vous pas que cette situation est absolument intolérable?

4) Quelles mesures allez-vous prendre pour rétablir la normale dans les meilleurs délais?

5) Quelles mesures allez-vous prendre pour éviter que pareille situation ne se reproduise?

**Réponse** (5.10.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Pendant les mois d'été, la mise à disposition aux grossistes luxembourgeois du médicament antirétroviral TRIZIVIR® par le laboratoire pharmaceutique était à la baisse. Dès le signalement de cet état des choses, mes services ont contacté le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché (AMM). D'après les explications reçues, cette situation était temporaire et en relation avec les changements de la gestion informatique au niveau de la chaîne d'approvisionnement.

La mise à disposition du TRIZIVIR® en milieu hospitalier n'a cependant été affectée à aucun moment et un stock de réserve était disponible au Centre hospitalier de Luxembourg. À noter dans ce contexte que le Luxembourg applique, à l'instar de la France, la pratique du double circuit des médicaments antirétroviraux. Ainsi, les patients peuvent au besoin être redirigés vers la pharmacie hospitalière, qui peut procéder à la délivrance du médicament vers le milieu ambulatoire.

Je tiens à préciser que suite à l'intervention de mes services, le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché du médicament concerné s'est engagé à assurer le respect de toute commande urgente, le cas échéant au-delà de tout quota, de façon à garantir sans faille un approvisionnement continu du marché national pour toute commande régulière destinée à couvrir les besoins d'un patient nécessitant ce médicament.

Ceci étant, il y a lieu de noter que des alternatives au traitement avec le TRIZIVIR® sont actuellement disponibles. Il existe en effet une multitude d'options de changement de thérapie simples et efficaces. Quelle que soit l'option retenue sous le contrôle du médecin traitant, le switch du TRIZIVIR® vers un traitement alternatif peut au besoin être effectué sans difficulté.

D'autre part, je tiens aussi à informer les honorables Députés que la récente loi du 21 juillet 2012 a complété la loi du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments, ainsi que la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments, ceci aux fins d'inscrire dans la législation pharmaceutique luxembourgeoise une obligation de service public à charge des grossistes-répartiteurs, ainsi que des titulaires d'autorisation de mise sur le marché de médicaments.

En vertu de cette obligation de service public, les grossistes établis au pays, les grossistes desservant le pays depuis un pays membre de l'Union européenne, ainsi que les titulaires d'une autorisation de mise sur le marché de médicaments sont dorénavant légalement tenus d'assurer un approvisionnement approprié et continu du marché en médicaments qu'ils commercialisent.

Mes services vont rappeler les nouvelles dispositions légales aux acteurs concernés. Ils mettront aussi en place les démarches particulières nécessaires pour éviter toute indisponibilité évitable d'un médicament essentiel ou vital, notamment en raison d'un éventuel quota inadéquat.

Un règlement grand-ducal en cours d'instance consacrera aussi, pour les médicaments antirétroviraux, que les pharmacies hospitalières sont autorisées à délivrer ces médicaments vers le milieu extrahospitalier. Il s'agit de reconnaître au niveau réglementaire la pratique du double circuit existant, qui a fait ses preuves.

**Question 2267** (31.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **participation du Luxembourg au Sommet des pays non alignés à Téhéran**:

Le 16<sup>e</sup> Sommet des pays non alignés vient de s'ouvrir à Téhéran. D'après un communiqué du Ministère des Affaires étrangères, le Luxembourg y est représenté au niveau diplomatique. Par ailleurs, le Ministère estime qu'«il est à espérer que de ce Sommet émaneront des messages de paix pour la région».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Pourquoi et à quel niveau le Luxembourg est-il représenté à un Sommet des pays non alignés? Est-ce que d'autres pays membres de l'Alliance atlantique sont représentés à ce sommet et, si oui, lesquels et à quel niveau?

2. Est-ce que le représentant luxembourgeois prendra la parole au cours du Sommet? Si oui, a-t-il reçu l'instruction d'affirmer et de défendre le droit à l'existence de l'État d'Israël?



**Réponse** (9.10.2012) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*:

À l'instar d'autres États membres de l'Union européenne, le Luxembourg a dans le passé participé à des réunions du Mouvement des non-alignés. Vu l'importance de ce Mouvement, qui est une organisation internationale regroupant actuellement 118 États, il est normal que la diplomatie luxembourgeoise s'y intéresse.

En ce qui concerne la réunion au Sommet évoquée par l'honorable Député, je tiens à souligner que le Luxembourg n'y a finalement pas été représenté. À notre connaissance, aucun État membre de l'OTAN a été représenté à la dite réunion.

**Question 2268** (31.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **campagnes d'informations des ministères avant des élections**:

Virun der Wahlkampagne am Joer 2009 hu verschidde Ministère massiv Informatiounsspoten op der Television, an der geschriwwener Press an um Radio verbreet. Obwuel et wichteg ass, d'Bevölkerung iwwer wichteg Informatiounen um Lafenden ze halen, kéint en Amalgam tëschent dëse Campagnen an dem Wahlkampf entstoen. D'Informatiounsspote vun de Ministère kéinten als Ennerstëtzung fir d'Regierungs-parteei verstane ginn, an dat op d'Käschte vum Steuerbezueler a laanscht déi normal Regelen iwwert d'Parteien- oder d'Wahlkampffinanzéierung.

An deem Kontext géif ech gär dem Här Premierminister dës Froe stellen:

1. Wäre den Här Premierminister bereet, fir Regelen auszuschaffen, soudatt d'Informatiounscampagnë virun de Wahlen op e strikte Minimum reduzéiert wieren, dat heescht, op reng faktuell an onpolitesch Informatiounen mat engem direkten Notze fir all Bierger? Wäre den Här Statsminister zum Beispill d'accord, fir datt d'Regierung aus deontologesche Grënn dräi Méint virun de Chamberswahlen op Informatiounscampagnë verzicht, mat Ausnahm vun dréngenden, reng faktuellen an onpoliteschen Informatiounen?

2. Ass de Premierminister net och der Meinung, datt bei esou Informatiounscampagnë virun de Wahlen den Numm an de Portrait vu Ministeren näischt zum Contenu vun der Informatioun bäidroen a kéinten ewechgeloo ginn?

**Réponse** (30.10.2012) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Op d'Froer betreffend den Informatiounscampagnë vun der Regierung an der Period virun de Chamberswahlen kann ech dem Här Deputéierte matdeelen, datt sech d'ugeschwate Campagnë souwéi déi Informatiounscampagnen, déi ausserhalew vun der Virwahlperiod publizéiert ginn, op d'Matdeele vu faktuellen Informatiounen beschränke wäerten.

An deenen dräi Méint virun de Chamberswahlen wäert d'Regierung hir Informatiounscampagnen op déi Matdeelunge limitéieren, déi een dréngende Charakter opweisen. Och wäert d'Regierung an deenen Informatiounscampagnen, déi an der Virwahlperiod gemaach ginn, ob Portraiten a Fotoe vun de Ministere verzichten.

**Question 2269** (3.9.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **plan canicule**:

Am Wochenende des 18. und 19. August fand eine Hitzewelle statt und unser Land wurde hiervon nicht verschont, was die zahlreichen Anrufe bei den Hilfsdiensten und nicht zuletzt die überfüllten Notaufnahmen in den Kliniken beweisen. Im Vorfeld zu diesen Hitzewellen wurden in den Medien Aufrufe gemacht zur besonnenen Befolgung der Maßnahmen, die von der Regierung und insbesondere vom Gesundheitsministerium für diese Art von Hitzewellen vorgesehen sind. In ausländischen Medien, beispielsweise in Frankreich, wurde ein sogenannter „Plan canicule“ ausgelöst, in verschiedenen Departements sogar die Stufe „orange“. Auch wurde in diesen Medien eine erste Bilanz gezogen.

Fragen:

1) Gibt es in Luxemburg einen „Plan canicule“, der bis ins Detail formalisiert wurde und auf einem Internetportal in seiner aktuellsten Version abgerufen werden kann? Wenn ja, wo?

2) Wie verlief der Notdienst rund um den hiesigen „Plan canicule“? Welche Organisationen waren in dessen Umsetzung impliziert?

3) Wie viele Notaufnahmen wurden in den „Urgences“ unserer Kliniken an den betroffenen Tagen gezählt?

4) Welche Eintrittsdiagnosen wurden gestellt und welches waren die häufigsten ICD-10 (4-stellig), die gestellt wurden?

5) Wie viele Notaufnahmen bezogen sich an den betroffenen Tagen auf ältere Menschen mit chronischen Krankheiten?

6) Werden bei Hitzewellen in den Ferien Auflagen an die Kliniken gemacht bezüglich der Zurverfügungstellung von zusätzlichem medizinischen und ärztlichen Personal?

7) Kam es zu Rückrufaktionen von Personal, das sich in Ferien befand?

8) Wird es eine unabhängige, neutrale und von anerkannten Wissenschaftlern geführte Analyse der Aktionen und Daten rund um die „Canicule“ 2012 in Luxemburg geben?

**Question 2270** (3.9.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **mise à disposition de boissons dans les hôpitaux durant une canicule**:

Die Patientenvertretung sah sich dieser Tage genötigt, an die Öffentlichkeit zu treten, um den Gesundheitsminister um Unterstützung zu bitten bei der Umsetzung elementarer Maßnahmen im Rahmen der Hitzewelle. Da ging es um die Versorgung von Patienten mit Wasser und Getränken. Dem Vernehmen nach sollten die Catering- und Restaurationsdienste der Kliniken die Aufgabe der zusätzlichen Flüssigkeitsressourcen im Rahmen der Umsetzung von „Hitzewelle“-Maßnahmen durchführen. Die von der Patientenvertretung angesprochene Problematik wirft allerdings eine ganze Reihe weiterer Fragen auf, nämlich die, wie konsequent die elementaren Maßnahmen bei einer Hitzewelle hierzulande umgesetzt werden und dabei professionell begleitet werden.

Fragen:

1) Was waren die genauen Anweisungen an die Kliniken für die Zurverfügungstellung von zusätzlichen Flüssigkeitsressourcen an hospitalisierte Patienten?

2) Kann der Minister bestätigen, dass die Vorgaben in allen Kliniken eins zu eins umgesetzt wurden?

3) In welchem Maße ist der Umstand, dass Catering- und Restaurationsdienste in nationalen Kliniken ausgelagert sind (via Outsourcing-Kontrakte) problematisch bei der Umsetzung von Vorgaben im Rahmen eines Hitzewelle-Plans?

4) Welche Fachkräfte sind gemäß des Hitzewelle-Plans der Regierung verantwortlich für die zusätzliche Zurverfügungstellung von Flüssigkeitsressourcen bei hospitalisierten Patienten?

5) Wer übernimmt die Verantwortung, wenn dies in bestimmten Kliniken nicht umgesetzt wurde und Patienten zu Schaden kamen?

6) Wie war der Handlungsbedarf im Bereich der ambulanten Pflege?

**Question 2272** (4.9.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **projet de recherche nursing**:

In den Kliniken unseres Landes kam es während der Hitzewelle zu zusätzlichem und außergewöhnlichem Pflegeaufkommen. Im Vorfeld musste zusätzliches Material beschafft werden, beispielsweise Ventilatoren, um auf den Stationen für Erfrischung zu sorgen. Des Weiteren mussten ausgewählte Patienten auf andere Stationen verlegt werden, wo sie dem Hitzeaufkommen weniger ausgesetzt waren. Während der Hitzewelle mussten bei einer ganzen Reihe Patienten verstärkt die Vitalzeichen überwacht werden. Die verstärkte Stimulierung zum Trinken musste vorgenommen und die Flüssigkeitsbilanzen mussten erstellt werden. Auch kam es vermehrt zu Unwohlsein und Schwächegefühl mit Schläfrigkeit und Müdigkeit bei den Patienten. Es wurden verstärkt Laboranalysen vorgenommen. All dies bedurfte einer engmaschigen Überwachung und gezielter Maßnahmen seitens der Klinikärzte und der Pflegekräfte. Nun begibt es sich, dass dieses verstärkte Pflegeaufkommen im Rahmen der Erhebung des P.R.N.-Instrumentes gegebenenfalls erfasst wird, allerdings werden die Zahlen dieser Erhebung erst für die Bestimmung des Personalschlüssels des nächsten respektive übernächsten Jahres verwendet. Dem Vernehmen nach wird im Rahmen des sogenannten P.R.N. das Pflegeaufkommen weiterhin retrospektiv für die Bestimmung des Personals von morgen und darüber hinaus verwendet, und nicht, so wie in der Schweiz, zeitnah (real time) aufgrund von aktuell erhobenen Daten oder antizipiertem Pflegeaufkommen. In diesem Sinne hätte das P.R.N.-Instrument auch im Rahmen der Bestimmung des Pflegeaufkommens für die Ausnah-

mesituation, die durch die aktuelle Hitzewelle in den Kliniken entstanden war, eingesetzt werden können, indem pflegeplanerisch bestimmt worden wäre (durch Extrapolation), wie viel zusätzliche Pflegekräfte benötigt worden wären.

Fragen:

1) Wurde das P.R.N.-Instrument in einer oder mehreren Kliniken dazu eingesetzt, um den punktuellen Mehrbedarf an Pflegefachkräften für die Bewältigung des zusätzlichen Pflegeaufkommens zu bestimmen?

2) Kann der Minister mitteilen, wie viel mehr Pflegeaufkommen in EQTP die Bewältigung der Hitzewelle in den Kliniken generiert hat?

3) Denkt der Minister nicht auch, dass das retrospektive P.R.N.-System, so wie es hierzulande betrieben wird, zusehends und mit jedem Jahr Datengewinnung mehr zu einer regelrechten Geldverschwendung wird?

4) Denkt der Minister nicht auch, dass das P.R.N.-System im Rahmen eines zeitgemäßen Managements von Pflegeteams nur dann einen Sinn macht, wenn die Auswertung in „real time“ erfolgt und auf ein verstärktes Pflegeaufkommen genauso zeitnah reagiert werden kann, indem Pflegefachkräfte im Rahmen von sogenannten Fachkräfte-Pools in Kliniken mobilisiert und an jene Brennpunkte der Pflege transferiert werden können, wo ausgemachter Bedarf besteht?

**Réponse** (9.10.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Für das Wochenende vom 18. bis 19. August 2012 wurden hohe Temperaturen vom Wetterdienst festgestellt, ohne dass deren Wert die Schwelle zur Ausrufung von außerordentlichen Visiten von Pflegediensten bei Risikopersonen zu Hause zur Kontrolle ihres Gesundheitszustandes überschritten hätte.

Die Alarmstufe des „Plan canicule“ wurde also nicht ausgerufen. Das Gesundheitsministerium wiederholte aber seine Information - via Presse - an die Allgemeinheit betreffend die wichtigen Vorsorgemaßnahmen bei hohen Temperaturen.

Aus den Notaufnahmen der Krankenhäuser wurden für diese Zeitspanne als hitzebedingte Pathologien insgesamt sieben Patienten mit Sonnenbrand (davon einer älter als 65 Jahre), eine Person mit Blutdruckabfall (jünger als 65 Jahre) und drei mit Dehydratation (davon eine Person älter als 65 Jahre) gemeldet.

Den Krankenhäusern und Ärzten sind die Vorsorgemaßnahmen in ihrem Verantwortungsbereich betreffend die Vermeidung von negativen Auswirkungen hoher Temperaturen geläufig, werden aber jedes Jahr von der Gesundheitsbehörde zur Erinnerung wiederholt.

Es ist generell die Verantwortung des behandelnden Krankenhausarztes, den Gesundheitszustand seines Patienten zu bewachen und überwachen zu lassen.

Es ist in der Verantwortung der Krankenpfleger, von ihnen betreute Patienten zur genügenden Flüssigkeitsaufnahme zu stimulieren, dies zu überwachen und dabei zu helfen, wenn der Patient dies nicht selbstständig tun kann. Diese Verantwortung der Krankenpfleger gilt auch in der ambulanten Pflege. Die Gesundheitsbehörde geht nicht davon aus, dass es einer Rückrufaktion von Krankenhauspersonal während dieser Tage bedurfte.

**Question 2271** (4.9.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant l'**impact des éoliennes sur l'environnement**:

Iwwer zwielef Joer sinn et hier, datt zu Lëtzebuerg Wandmillen dréinen, fir erneierbare Stroum ze liwweren, dëst mat enger steigender Tendenz. Laut där enger oder anerer Ausso soll dëst och seng Auswierkungen op d'Natur hunn.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastruktur riichten:

- Goufen zu Lëtzebuerg Etüde gemaach iwwert d'Auswierkunge vun dëse Wandmillen op d'Natur an der direkter Ëmgéigend?

Wa jo:

- Wien huet dës Etüde gemaach a wien huet den Optrag ginn?

- Wat sinn déi genee Auswierkungen op d'Flora an d'Fauna an der direkter Ëmgéigend vun dëse Wandmillen?

- Wat sinn d'Auswierkungen op d'Vullewelt (z. B. de roud Schéierschwanz), speziell duerch d'Rotatioun vun de Filleken, wat jo eng Gefor fir dës Déierewelt duerstellt?

- Goufen nach aner Elementer festgestallt duerch d'Rotatioun vun dëse Wandmillen?

Wann neen:

- Ass den Här Minister bereet, esou Etüden an Optrag ze ginn?

**Réponse** (6.11.2012) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Les études réalisées et le cadre:

Conformément à l'article 12 de la loi modifiée concernant la protection de la nature et des ressources naturelles du 19 janvier 2004, tout plan ou projet susceptible d'affecter la zone verte fait l'objet d'une évaluation de ses incidences sur l'environnement. Ainsi, pour toute demande d'autorisation d'installation d'éoliennes, un screening a été effectué par un bureau agréé chargé par le maître d'ouvrage afin d'identifier les impacts potentiels sur l'environnement naturel et notamment le paysage et la faune. En cas de risque d'impacts potentiels significatifs, des études plus approfondies ont été demandées pour permettre au Ministre ayant l'environnement dans ses attributions à soit refuser, soit accepter le projet, tout en dégageant des mesures d'atténuation et de compensation pour le paysage et la faune concernée.

Les effets sur la faune et la flore:

Le premier impact d'un parc éolien sur la biodiversité est l'implantation proprement dite. En effet, les travaux de construction exigent le déblayement de la surface d'installation, la mise en place de chemins d'accès et l'enterrement des lignes de raccordement au réseau d'électricité. L'implantation d'éoliennes engendre potentiellement trois menaces majeures sur l'avifaune: la collision directe avec les pales en rotation, la perte d'habitat par effarouchement, ainsi que l'effet de barrière pour les oiseaux migrateurs. L'impact des éoliennes sur les chauves-souris dépend, tout comme pour celui sur les oiseaux, essentiellement de l'espèce et de ses habitudes de chasse tel l'altitude de vol. Les causes de mort directes pour les chauves-souris sont au nombre de deux: le barotraumatisme et la collision. L'impact de l'implantation d'éoliennes sur l'avifaune et les chiroptères n'est donc pas négligeable. Or, il peut être amoindri par un choix judicieux du site qui tient compte de la faune et de la flore locale et en combinaison avec des mesures de mitigations et de compensation.

Les impacts sur l'avifaune et notamment le Milan royal:

La collision avec les pales en rotation représente un risque mortel pour les oiseaux. Bien que des cas de collision soient connus pour le Luxembourg, le problème est fortement variable selon le site et l'espèce. Pour le Luxembourg, l'enjeu le plus important est de sauvegarder le Milan royal, rapace menacée et à distribution strictement européenne. Il n'est guère effarouché par les pales des éoliennes, mais au contraire est régulièrement observé chassant dans les parcs éoliens à la hauteur de ces pales ce qui augmente considérablement le risque de collision mortelle.

Étude coordonnée par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures:

En 2012, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures en collaboration avec certains maîtres d'ouvrage a lancé une étude de balisage de Milan royal afin de déterminer ses principaux terrains de chasse et l'échelle d'altitude de vol en chasse. Cette étude se poursuivra lors des années à venir et à part des résultats de recherche fondamentale sur le comportement de cette espèce, elle livrera également des informations quant au succès et à l'acceptation des mesures d'atténuation et de compensation par les milans.

**Question 2273** (5.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **cellule de planification au sein du Ministère de la Défense**:

No der bekannter Affär vun der Versetzung vun engem fréiere Chef d'état-major vun der Armée an de Verdeedegungsministère hat d'Regierung jo e puermol op d'Wichtigkeet vun enger Plangungszell an deem Ministère higewisen. Zil sollt sinn, fir e Wäissbuch vun der Lëtzeburger Verdeedegungsministère ze schreiwen.

Dowéinst wollt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen.



1. Ass dat Wäissbuch fäerdeg? Wéini kritt déi zoustänneg Chamberskommissioun dat Wäissbuch iwwert déi Lëtzebuergesch Verdee-  
gungspolitik virgestallt?

2. Wéi genee ass d'Positioun an d'Roll vun der Plangungszell am Verdee-  
gungsministère beschriwwen? Handelt et sech ëm eng Funktioun, déi an Zukunft definitiv am Verdee-  
gungsministère virgesinn ass? Vu wéi gëtt se besat an a wéi engem Rang muss déi Persoun sinn, déi déi Funktioun erfëllt? Muss déi Positioun ëm-  
mer vun engem Offizéier besat ginn oder kéim och en zivilen Universitär a Fro? Ass déi Plang-  
ungszell an engem Turnus bei den Offizéiesch-  
funktione virgesinn? Huet de Verantwortleche vun der Plangungszell e Sekretariat?

3. Wéi eng Kompetenzen huet de Verantwort-  
leche vun der Plangungszell?

**Réponse** (9.10.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de la Défense*:

Den honorabelen Deputéierten erënnert un d'Wichtigkeet vun enger Plangungsfunktioun  
ënnert dem Verdee-  
gungsminister. D'Eraus-  
fuerderungen, deenen d'Défense sech stelle  
muss, fir d'Reform vun 2007 weiderzedanken,  
an déi aktuell international Défien ennermaue-  
ren d'Noutwendegkeet vun esou enger Funk-  
tioun. Den éischten Titulär op dësem Posten  
huet dat jo och esou gesinn, aus senger Er-  
fahrung als ehemolege Chef d'état-major.

En Dokument mam Aarbechtstitel „Livre blanc“  
ass amgang ausgeschafft ze ginn. Zil ass et, fir  
der Lëtzebuerg Défense déi noutwendeg  
laangfristeg Orientatiounen ze ginn. Duerch déi  
séier international Entwécklung ass dëst keen  
einfache Prozess. Zum Beispill huet och Frank-  
räich rezent decidéiert, seng Strategie erëm op  
de Leescht ze huelen. Et wäert interessant sinn,  
op dës Iwwerleeungen zreckzegräifen, grad-  
esou wéi op d'Erkenntnisser aus der Ëmsetzung  
vun der Reform vun 2007. Et ass meng Absicht,  
der Chamberskommissioun d'Resultat vun den  
Aarbechte virzestellen, soubal et virläit.

Eng vun den Iddien, déi verfollegt gi sinn, ass,  
dass an Zukunft déi zivil a militäresch Direk-  
tiounsstrukture vun der Défense sollen nach  
méi integréiert zesummeschaffen. Enner ane-  
rem soll dann déi laangfristeg politesch-mili-  
täresch Plangung ganz ënnert dem Minister or-  
ganiséiert sinn. Duerfir brauch een eng poli-  
tesch an eng militäresch Komponent op héchs-  
tem Niveau. Dës Berodungsfunktioun direkt  
ënnert dem Minister ass e wichteg Element an  
onser Défenséstruktur a wäert dat och an Zu-  
kunft bliwen.

**Question 2274** (5.9.2012) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant le **traitement des virements manuscrits auprès de l'Entre-  
prise des Postes et Télécommunications**:

Un des majeurs atouts des comptes courants  
des P&T était toujours la rapidité des services  
en relation avec ces comptes.

Il me revient toutefois que les virements ma-  
nuscrits donnent de plus en plus raison pour  
des réclamations, notamment parce que ces vi-  
rements sont apparemment de plus en plus  
traités avec un retard considérable.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes  
à Monsieur le Ministre de l'Économie et du  
Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces in-  
formations? Dans l'affirmative, quelles sont les  
raisons pour ces retards?

- Quel est le pourcentage des virements ma-  
nuscrits? Comment sont traités ces virements?  
Est-il exact que le traitement des virements ma-  
nuscrits est effectué par une entreprise exte-  
rne?

- Est-il prévu d'optimiser les services électro-  
niques des P&T afin que notamment des clients  
plus âgés puissent mieux et plus facilement  
s'en servir?

**Réponse** (8.10.2012) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce ex-  
térieur*:

La question parlementaire n°2274 appelle la ré-  
ponse suivante de la part du Ministre de l'Éco-  
nomie et du Commerce extérieur:

En ce qui concerne le premier jeu de questions,  
il convient de relever que tous les ordres de vi-  
rement manuscrits sont traités le jour même de  
la réception. Il n'y a donc aucun retard dans la  
saisie des virements. Par ailleurs, le taux de ré-

clamation par rapport à la qualité de traitement  
des virements manuscrits n'est aucunement en  
hausse.

En ce qui concerne le deuxième jeu de ques-  
tions, il convient de souligner que le pourcen-  
tage des ordres de virement manuscrits par  
rapport à l'ensemble des ordres de virement est  
d'environ 23%.

Le traitement opérationnel des ordres de vi-  
rement manuscrits peut être résumé comme suit:

- La société Victor Buck Services S.A., filiale de  
l'EPT et disposant du statut de Professionnel du  
Secteur Financier (PSF), est en charge de  
l'ouverture des enveloppes dans lesquelles se  
trouvent les virements, du scanning de ces vi-  
rements et de la lecture automatique des infor-  
mations inscrites sur ces virements;

- si cette lecture automatique détecte un quel-  
conque problème, une information est trans-  
mise à la division des services financiers de l'En-  
treprise des Postes et Télécommunications, où  
un pool d'employés de saisie effectue les cor-  
rections nécessaires;

- après correction, les ordres de virements ma-  
nuscrits ainsi informatisés sont ensuite injectés  
le jour même dans le système informatique de  
la division des services financiers de l'Entreprise  
des Postes et Télécommunications pour effec-  
tuer les comptabilisations sur les comptes;

- finalement, la division des services financiers  
récupère chaque jour les pièces physiques  
(ordres de virements).

Il est évident que la lecture automatique de  
toutes les zones de l'ordre de virement ne peut  
être parfaite à 100%, et des réclamations ponc-  
tuelles ne peuvent donc malheureusement pas  
être évitées. Alors que la zone du montant du  
virement doit évidemment être impérativement  
correcte et demande donc une reconnaissance  
de 100% et un double contrôle, la lecture au-  
tomatique des autres zones (p. ex. communica-  
tions) est constamment optimisée afin de ga-  
rantir une bonne qualité pour le client.

En ce qui concerne la question relative à l'opti-  
misation des services électroniques, je me per-  
mets de souligner qu'en mai 2011, le système  
«e-banking» de l'Entreprise des Postes et Télé-  
communications «CCP-Connect» a été moder-  
nisé et remplacé par une version plus perfor-  
mante et conviviale et mieux adaptée à la de-  
mande des clients. Ce nouveau système a été  
très bien accueilli par l'ensemble de la clientèle.  
Complémentairement, le centre de support des  
CCP (help desk, numéro gratuit) est à la dispo-  
sition des clients pour la résolution de tout type  
de problème (technique, informatique, finan-  
cier). Par ailleurs, beaucoup de seniors utilisent  
et apprécient le système «CCP-Connect».

**Question 2275** (5.9.2012) de **M. Roger Ne-  
gri** (LSAP) concernant la **modernisation de  
la ligne ferroviaire Bruxelles-Luxem-  
bourg**:

D'après un article paru dans «La Libre Bel-  
gique» en date du 30 août 2012, Infrabel, le  
gestionnaire du réseau ferroviaire belge, chargé  
d'effectuer les travaux de modernisation de  
l'axe ferroviaire Bruxelles-Luxembourg, aurait  
reporté lesdits travaux à 2022, alors que l'achè-  
vement de ce projet fut initialement prévu pour  
2013 et que le nouveau plan d'investissement  
2013-2025 du rail belge est encore en cours  
d'élaboration.

Rappelons également dans ce contexte la ré-  
ponse de Monsieur le Ministre à la question  
parlementaire n°1898 du 31 janvier 2012 (cf.  
*compte rendu n°7/2011-2012*) selon laquelle les  
travaux de développement de la ligne 162  
n'auraient été «ni suspendus ni remis en ques-  
tion».

Dès lors, j'aimerais poser les questions sui-  
vantes:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant de la  
décision prise par Infrabel?

2. Les travaux de modernisation de la ligne na-  
tionale Luxembourg-Kleinbettingen étant en  
cours, la décision de reporter la modernisation  
du tronçon belge à 2022 ne risque-t-elle pas de  
léser les objectifs communs de développement  
et d'attractivité du transport ferroviaire entre  
les deux villes?

3. Comme suggéré dans la réponse à la ques-  
tion parlementaire énoncée ci-dessus, où en  
sont les discussions entre les partenaires concer-  
nant «l'analyse des solutions alternatives», no-  
tamment en ce qui concerne le projet Eurocap-  
Rail?

**Réponse** (15.10.2012) de **M. Claude Wise-  
ler**, *Ministre du Développement durable et des  
Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Dé-  
puté souhaite s'informer au sujet du ralentisse-  
ment des travaux de modernisation prévus sur  
le territoire belge de la ligne de Luxembourg à  
Bruxelles.

Le gestionnaire de l'infrastructure belge, Infrac-  
bel, a confirmé que lesdits travaux de moderni-  
sation ne seront achevés qu'en 2021, 2022, au  
vu de l'incertitude de la mise à disposition de  
moyens financiers suffisants. Les travaux de  
modernisation entre la frontière belgo-luxem-  
bourgeoise et Bruxelles sont toutefois en cours.  
Ils ont débuté en 2006, mais n'avancent que  
lentement, étant donné que ces travaux  
doivent être exécutés pendant le service nor-  
mal, tout en assurant la sécurité des circulations  
ferroviaires.

Les travaux d'entretien, de renouvellement et  
d'augmentation de la capacité tombent sous la  
responsabilité des gestionnaires d'infrastructure  
nationaux.

Les travaux de renouvellement et de moderni-  
sation de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen  
sont réalisés en trois phases. La première  
phase comprend le renouvellement de toutes  
les installations de télécommunication et de si-  
gnalisation. Ces travaux impliquent aussi la  
construction d'un nouveau poste directeur en  
gare de Kleinbettingen. Cette dépense du mon-  
tant de 42 millions d'euros a été autorisée par  
la loi du 19 juin 2012 modifiant la loi modifiée  
du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infra-  
structure ferroviaire. La deuxième phase com-  
prend la réélectrification intégrale de la ligne, y  
compris le renouvellement de certains ponts et  
la suppression du passage à niveau situé en  
gare de Kleinbettingen. La dépense relative à  
cette deuxième phase est actuellement estimée  
à 65 millions d'euros. La troisième phase com-  
prend le renouvellement et la modernisation  
des installations ferroviaires restantes, y compris  
les quais et les autres ouvrages d'art.

Ces travaux seront réalisés sur le territoire  
luxembourgeois et leur exécution n'a pas d'in-  
cidence sur le ralentissement de la mise en  
œuvre du chantier sur le territoire belge. Étant  
donné que le Luxembourg ne participe pas fi-  
nancièrement aux travaux réalisés sur le terri-  
toire belge, ses moyens d'intervention sont li-  
mités.

Dans ce contexte, je tiens également à vous  
signaler que les CFF se sont engagés dans un  
projet commun avec la SNCB, la SNCF et les  
CFL pour développer l'offre ferroviaire sur la  
ligne Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg-Suisse.  
Les quatre partenaires ont lancé une consulta-  
tion du marché (RFI, Request for Information)  
pour sonder les possibilités de fournisseurs de  
matériel roulant pendulaire techniquement  
compatible avec les quatre réseaux traversés et  
ceci dans le cadre d'un marché de taille limitée  
(quatre à six automotrices). Les résultats de  
cette consultation sont attendus pour la fin de  
l'année. Les quatre partenaires se concerteront  
ensuite sur la démarche à suivre en fonction de  
l'impact des résultats sur le plan d'affaires.

En cas d'abandon de la solution pendulaire, la  
ligne Strasbourg-Bruxelles sera desservie par  
l'introduction de quatre TGV entre Luxem-  
bourg et Strasbourg ainsi que par la création de  
trains classiques en correspondance entre  
Luxembourg et Bruxelles.

Par ailleurs, il faut savoir que le transport in-  
ternational de voyageurs est libéralisé depuis le 1<sup>er</sup>  
janvier 2010, de sorte que les moyens d'inter-  
vention de la part d'un État sont très limités.

**Question 2276** (5.9.2012) de **M. Jean Colom-  
bera** (ADR) concernant les **fausses  
roupies indiennes en provenance du  
Luxembourg**:

Die Affäre um die neun gefälschten 1.000-Ru-  
pien-Scheine, die am Findel aufgetaucht sind,  
hat in Indien für viel Unruhe gesorgt. Die Hin-  
dustan Times New-Delhi berichtet in ihrer Aus-  
gabe vom 31. August über ein neues und seriö-  
ses Phänomen. Falls die Noten schon in Luxem-  
bourg aufgetaucht sind, dann soll das bedeuten,  
dass es einfach ist, sich solches Geld zu besor-  
gen. Auch wurden die zwei Touristinnen, wel-  
che die Scheine gewechselt hatten, nur unter  
der Bedingung freigelassen, weil das luxembur-  
gische Außenministerium in einem Schreiben  
zugestimmt habe, in diesem Fall nach der Wur-  
zel des Übels zu suchen. Anscheinend hat die  
Reserve Bank of India Muster von gefälschten  
Noten nach Luxemburg geschickt, damit die  
Zirkulation des Falschgeldes unterbunden wer-  
den kann.

Fragen:

1) Wie ist der letzte Stand der Dinge?

2) Wurde den indischen Autoritäten schon ein  
Zwischenbericht gesendet?

3) Wer untersucht die Fakten in dieser Affäre?

4) Wie kann es sein, dass eine Bank falsche No-  
ten ausstellt?

5) Wurde schon ein Täter ermittelt?

6) Wer hat die Muster der Falschscheine be-  
kommen und wer untersucht die Originalität  
der Scheine, die in nächster Zeit den potenziel-  
len Kunden ausgeteilt werden?

7) Wann können wir mit dem Abschluss dieser  
Affäre rechnen?

**Réponse** (1.10.2012) de **M. François Bilt-  
gen**, *Ministre de la Justice*:

Die besagte Affäre fand im August 2012 in In-  
dien statt.

Eine Vorermittlung untersuchte die Umstände,  
die dazu führten, dass neun gefälschte 1.000-  
Rupien-Scheine in Umlauf gebracht wurden  
und in den Besitz von luxemburgischen Staats-  
angehörigen gelangten.

Nach dieser Vorermittlung, die vom General-  
staatsanwalt angeordnet und von der Kriminal-  
polizei durchgeführt wurde, wurde ein Ermitt-  
lungsverfahren eröffnet und die Akte wurde zur  
weiteren Ermittlung an den Untersuchungsrich-  
ter weitergegeben.

Momentan dauern die Ermittlungen noch an.

**Question 2277** (5.9.2012) de **M. Fernand  
Kartheiser** (ADR) concernant l'**orientation  
professionnelle basée sur le genre**:

An Norwegen gouf et elo eng grouss Diskus-  
sioun ëm d'Resultat vun enger jorzéngtelaan-  
ger, sougenannter „gender“-orientierter  
Berufsbérodung. Et huet sech erausgestallt,  
datt d'Meedercher nach ëmmer léiwer an tra-  
ditionell Fraeberuffer ginn an d'Jonge léiwer  
méi traditionell Männerberuffer wielen. An  
Norwegen ass den Ënnerscheed souguer nach  
méi markant wéi an deene meeschten anere  
Länner. Falls d'Genderideologie recht gehat  
hätt an déi sougenannten „Geschlechterrollen“  
an doriwier eraus d'Ënnerscheeder téschent  
de Geschlechter op reng gesellschaftleche Fac-  
teuren, wéi zum Beispill éducativen oder sozia-  
liséierungsbedéngte Verhalensschemata, be-  
rore géifen, dann hätten déi Berufspreference  
sech scho ganz laang misse statistesch ausgläi-  
chen.

Et wor den norwegesche Soziolog Harald Eia,  
deen dës Debatt ugestouss huet. Déi Diskus-  
sioun, déi doropshi gefouert gouf, huet op en  
Neits gewisen, datt d'Behauptunge vun der  
Genderideologie an eklatantem Widersproch  
zu biologeschen, geneteschen, hormonellen,  
neurologeschen an anere wëssenschaftleche  
Fuersungen iwwert d'Geschlechterënner-  
scheeder stinn. Schliesslech ass am Dezember  
2011 decidéiert ginn, fir den Nordesche Gen-  
der-Institut NIKK zouzemaachen.

Opground vun dësen Entwécklung wollt ech  
dës Froen un d'Madame Ministesch fir Chanc-  
gläichheet stellen:

1. Gëtt et laangfristeg statistesch Studien  
iwwert d'Berufswiel vun de Jongen a Meeder-  
cher zu Lëtzebuerg? Huet sech an deene Joren,  
zënter datt et en „Girls' Day“ (an accessoire-  
ment en „Boys' Day“) gëtt, iergendeng statis-  
tesch signifikant Ännerung bei der Berufswiel  
vun de Geschlechter erginn?

2. Gëtt et Erkenntnisser, wéi vill Meedercher,  
déi e méi traditionelle Männerberuff gewielt  
hunn, laangfristeg an deem Beruff bliwwen  
sinn? Gëtt et Erkenntnisser, wéi vill Jongen,  
déi méi en traditionelle Fraeberuff gewielt  
hunn, laangfristeg an deem Beruff bliwwen  
sinn?

3. Wéi vill Sue sinn insgesamt an den „Girls'  
Day“ („Boys' Day“) gestach ginn, zënter datt et  
déi Initiativ gëtt? Wéi héich ass de Montant,  
deen d'Regierung iwwerholl huet?

4. Denkt d'Regierung drun, den „Girls' Day“  
(„Boys' Day“), besonnesch och opgrond vun  
deene rezenten Debatten an deenen nordesche  
Länner, ofzeschaffen?

5. Ass d'Regierung grondsätzlech der Mee-  
nung, datt de Stat iwwerhaupt dat Recht huet,  
sech an déi perséinlech Berufsdécisiounen  
vun deene jonke Leit anzeméschen? Sollt de Stat  
sech net drop beschränken, fir jonk Leit iwwer  
Beruffer, Chancen, Risiken, Bildungsweeër an  
Ausbildunge méiglechst objektiv ze informéieren,  
awer ouni sech anzeméschen oder ze pro-  
béieren, d'Leit ze beaflossen?

**Réponse** (16.10.2012) de **Mme Françoise  
Hetto-Gasch**, *Ministre de l'Égalité des  
chances*:

1. Fir dass d'Gläichstellung téschent Männer a  
Fraen eng Realitéit gëtt, muss op ville Pläng  
geschafft ginn. Ee vun deene Pläng ass den Aar-  
bechtsmaart an d'Virbereedung dorop, also  
d'Schoul an d'Ausbildung.



Laangfristegt Zil ass eng méi équilibréiert Repräsentatioun vu Männer a Fraen an alle Beräicher vum Liewen.

An deem Kontext ass et wichteg, d'Leit ze informéieren an ze sensibiliséieren an hinnen Alternative virzestellen, fir eppes u verschidene Situatiounen ze änneren, wa si dat da wëllen.

Dat ass justement och d'Objektiv vum „Girls' Day-Boys' Day“ (GDBD) am Beräich vum der Berufsorientéierung.

Wéi schonn aus der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro n°0714 (cf. *compte rendu n°1/2010-2011*) vum der honorabeler Deputéierter Viviane Loschetter ervirgeet, hält d'Regierung un der Organisatioun vum GDBD fest:

«L'organisation de cette journée rencontre parfaitement les objectifs de la stratégie 2020 de l'Union européenne, notamment en matière

- de lutte contre la ségrégation professionnelle;  
- d'augmentation des taux d'emploi et du taux d'emploi féminin en particulier;

- de réduction du taux d'abandon scolaire et d'atteinte des objectifs fixés en matière de niveau de qualification des jeunes;

- d'augmentation de l'intérêt pour la recherche et l'innovation;

- d'amélioration de la transition entre éducation et marché du travail.

L'initiative rentre cependant avant tout dans un contexte d'optimisation continue du système d'orientation professionnelle en offrant aux jeunes une prise de connaissance à la fois très large et très concrète des différents métiers et professions existants et en essayant d'éliminer les vues stéréotypées susceptibles d'influencer ou de guider les choix professionnels des jeunes en fonction de leur sexe.»

2. Wat de Budget vum GDBD ugeet, ginn, fir d'Joer 2002 bis 2010, aus dem Tableau hei ënnendréiner ervir e Gesamtcoût vu 428.497,09 € an eng Participatioun vum Stat vun 289.619,08 €.

Fir d'Joer 2011 huet de Service vum der Orientation professionnelle vum der ADEM 28.000 € zur Verfügung.

année	total	FSE/part communautaire	FSE/MEN	FSE/Mega	FSE/total bailleur national	Mega
2002	780,34					780,04
2003	1.845,42					1.845,42
2004	8.182,37					8.182,37
2005	53.471,08	24.061,98	13.463,62	15.945,48	29.409,10	
2006	98.257,02	44.215,66	27.729,36	26.312,00	54.041,36	
2007	59.908,42	26.958,79	18.722,63	14.227,00	32.949,63	
2008	96.981,28	43.641,58	37.318,62	16.021,08	53.339,70	
2009	56.925,99					56.925,99
2010	52.145,47					145,47
total	428.497,09	138.878,01	52.000,00	72.505,56	169.739,79	67.879,29
total participation État 2002-2010:						289.619,08

3. Wat elo de konkreten Impakt vum GDBD op d'Berufswiel vum de Meedercher an de Jongen ass, ass ganz schwéier ze bewäisen. Verschidden Elementer erlaben eis awer, Tendenzen ze erkennen:

- Aus de Statistike vum Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils (OAI) geet ervir, dass am Laf vun de Jore vill méi Fraen déi zwee Beruffer wielen: 1995 waren 3,23% vun den Architekten, fakultativ oder obligatoresch Membere vun der OAI, Fraen; 2005 waren et der 5,81% an 2011 6,67%.

Bei den Ingénieurs-Conseils, fakultativen oder obligatoresche Membere vun der OAI, ass d'Situatioun folgend: 1995 waren 19,96% Fraen, 2005 22,85% an 2011 27,21%.

- D'Zuelen iwwert d'Finanzhëllef, déi de Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche accordéiert, weise fir d'Joer 2010/2011 am Beräich «Architecture» 226 Fraen an 208 Männer aus, am Beräich «Ingénieur» 131 Fraen an 801 Männer.

D'nächst Joer feiert den „Girls' Day“ säin zéngte Gebuertsdag. Ech ka mer virstellen, bei där Geleeënheet eng méi detailléiert a fondéiert Analyse maachen ze loosse iwwert de Suivi vun deene Jonken, déi um GDBD deelgeholl hunn, a méi spezifesch vun de Meedercher, déi ganz am Ufank dobäi waren an entre-temps hir Studië missten ofgeschloss hunn.

## Question 2278 (6.9.2012) de M. Jean Colombero (ADR) concernant l'incident à la centrale nucléaire de Fessenheim:

Im Atomkraftwerk von Fessenheim im Elsass hat sich ein atomarer Zwischenfall ereignet mit zwei Verletzten. Da dieses Atomkraftwerk veraltet ist und der französische Präsident sich dafür ausgesprochen hatte, diese Zentrale bis 2017 zu schließen, besteht eine permanente Gefahr für die Bevölkerung.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Um was für einen Zwischenfall hat es sich gehandelt? Ist radioaktives Material in die Atmosphäre gelangt?

2) Was sind die Gefahren für die Bevölkerung?

3) Besteht eine Gefahr für Luxemburg?

4) Wird der Minister der französischen Regierung empfehlen, dieses AKW früher als 2017 zu schließen?

## Réponse (2.10.2012) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Laut Informationen der französischen Behörden ereignete sich am 5. September 2012 gegen 15.00 Uhr ein Vorfall in einem Nebengebäude des Kernkraftwerkes im französischen Fessenheim (Département du Haut-Rhin). Beim Umgang mit Wasserstoffperoxyd, einem chemischen, nicht radioaktiven Stoff, hatte sich Wasserdampf gebildet, der die Brandmeldesensoren auslöste. Die neun Personen, welche sich während des Vorfalls in den Räumlichkeiten aufhielten, wurden überprüft. Es wurden hierbei keine Verletzungen festgestellt.

Dieser Vorfall hatte keine Auswirkungen auf die Umwelt. Zu keinem Zeitpunkt bestand somit Gefahr, weder für die Bevölkerung noch für Luxemburg.

In Bezug auf die Entscheidung, Fessenheim Ende 2016 endgültig stillzulegen, ist es wichtig sicherzustellen, dass das Kernkraftwerk weiterhin alle sicherheitsrelevanten Auflagen erfüllt und die Vorgaben aus den Stresstests wie geplant umgesetzt. Dies hat die französische Aufsichtsbehörde ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire) den luxemburgischen Behörden zugesichert.

les cantons de Clervaux et de Wiltz se voient souvent gravement gênés, voire empêchés de parcourir de longues distances pour se rendre régulièrement à Luxembourg ou au sud du pays en raison de contraintes professionnelles ou personnelles.

Étant donné que la plupart des personnes en question ont déjà suivi maintes cures diététiques sans succès et vu les graves risques de santé liés à la perte d'une année supplémentaire avant l'intervention chirurgicale à proprement parler, je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait plus raisonnable d'accepter le certificat de la cure diététique établi par un(e) diététicien(ne) agréé(e) par la CNS dont le cabinet est situé plus proche du domicile du patient?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le médecin-conseil devrait accepter un certificat établi par le médecin de famille qui, généralement, connaît le patient depuis des années?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne serait-il pas disposé à intervenir auprès de la CNS pour que l'article concerné des statuts soit modifié en ce sens?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre n'aurait-il pas l'intention d'autoriser le Centre Hospitalier du Nord à offrir également de telles cures diététiques?

## Réponse (8.10.2012) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:

En date du 1<sup>er</sup> janvier 2012, la Caisse Nationale de Santé (CNS) a procédé à une modification des statuts consistant à encadrer la prise en charge de la chirurgie bariatrique de certaines conditions. Cette disposition a été élaborée avec le Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) et visait à rompre avec l'approche traditionnelle d'une simple demande émise par le médecin traitant suivie d'une autorisation du CMSS, mais prévoyait d'intégrer le patient obèse qui projette une intervention de chirurgie bariatrique dans un concept de prise en charge médicale globale et ce à partir de la phase préalable à la prise de la décision.

La préoccupation du CMSS était de pouvoir disposer d'un dossier bien documenté et complet composé des pièces établies par tous les acteurs dont l'intervention est jugée nécessaire afin que la décision en faveur d'une intervention de chirurgie bariatrique ne soit pas prise à la légère, mais en pleine connaissance de cause de tous les intervenants. Il était souhaité que le patient effectue cette phase de préparation dans un entourage où il peut disposer d'un forum de dialogue et d'une concertation lui permettant de prendre la bonne décision en ce qui concerne la chirurgie, de communiquer à la fois ses attentes et les risques et contraintes qu'il est capable d'accepter. Pareillement, il était souhaité de favoriser le dialogue entre le médecin et le patient afin de permettre au médecin de communiquer au patient le type d'intervention, l'indication ou la contre-indication de la chirurgie, le rapport bénéfice/risque de la chirurgie bariatrique.

Tous ces éléments ne peuvent qu'améliorer l'efficacité de la chirurgie et préparer dès le début le patient au suivi postopératoire. La prise en charge préopératoire du patient doit se faire pendant au moins un an, bien que le CMSS puisse écourter cette durée dans le cas limitativement énuméré dans le texte (comorbidité entraînant une dégradation rapide de l'état de santé du patient).

Comme il n'est pas possible actuellement de limiter certaines interventions à certaines spécialités médicales ou certains prestataires en fonction de leur expérience professionnelle, et comme il n'est pas possible d'orienter les patients vers des centres de compétences hospitaliers, la CNS en collaboration avec le CMSS a voulu se donner les moyens d'optimiser le parcours de soins et la qualité de la prise en charge au moyen de la mise en place de certains prérequis préalables à l'émission de l'autorisation de prise en charge de ces interventions par l'assurance maladie. Ces conditions s'inscrivent dans le cadre d'une démarche qualité et d'une optimisation du parcours de soins pour le patient.

## Question 2280 (6.9.2012) de M. Henri Kox (déi gréng) concernant le renforcement de l'action gouvernementale en vue de la fermeture de la Centrale nucléaire de Cattenom:

En date du 27 mars 2012 j'avais déposé au nom de tous les groupes et sensibilités politiques une motion relative au renforcement de

l'action gouvernementale en vue de la fermeture définitive de la Centrale nucléaire de Cattenom. Cette motion, qui a été votée par la Chambre des Députés le même jour, invite le Gouvernement à envoyer rapidement une véritable mission diplomatique composée de représentants des Ministres concernés, de représentants des partis politiques et d'experts à Paris afin de faire comprendre les tenants et aboutissants de la position luxembourgeoise au Président, au Gouvernement, aux Députés et aux Sénateurs de la République française.

Dans ce contexte, j'aimerais poser au Ministre des Affaires étrangères les questions suivantes:

- Est-ce que la délégation luxembourgeoise pour accomplir cette mission a été composée? Dans l'affirmative, quand et avec quelles personnes?

- Quelles démarches ont été réalisées par ladite délégation dans le contexte de sa mission? Quand est-ce que ces démarches ont eu lieu?

- Est-ce que cette délégation a réussi à accomplir la mission précise demandée par la Chambre des Députés dans la motion susmentionnée? Dans l'affirmative, quels sont les résultats de ladite mission?

## Réponse (5.10.2012) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères:

Depuis le vote de la motion du 27 mars et plus particulièrement au cours des derniers mois plusieurs éléments ont contribué à alimenter et à structurer au niveau européen et régional le débat entourant la sécurité des centrales nucléaires. Ainsi, le Conseil européen des 28/29 juin 2012 a marqué une nouvelle étape dans l'évaluation des éléments de sécurité et de sûreté encadrant la production d'énergie nucléaire civile dans l'UE suite aux enseignements tirés de la catastrophe de Fukushima. La Commission de son côté vient de communiquer au Conseil et au Parlement ce 4 octobre les résultats des Évaluations Complémentaires de la Sécurité («stress tests»). Il a paru opportun d'entamer une discussion avec les nouvelles autorités politiques françaises issues des élections du mois de mai dernier sur base des informations contenues dans ce rapport également.

Parallèlement, le Ministère des Affaires étrangères a entrepris dans le courant de l'été une analyse des moyens juridiques permettant éventuellement d'empêcher la poursuite de l'exploitation de la centrale de Cattenom. À la lumière de tous ces éléments un premier rendez-vous a été convenu entre les Ministres des Affaires étrangères français et luxembourgeois pour la mi-octobre. Lors de cette rencontre le Gouvernement transmettra encore une fois toutes ses inquiétudes et interrogations liées à l'exploitation de la Centrale de Cattenom, tant anciennes que celles soulevées par la récente Communication de la Commission. Ce premier contact doit également servir à préparer une rencontre d'une délégation luxembourgeoise avec les autorités françaises.

Le dossier de la sécurité et de la sûreté de la Centrale de Cattenom et les conclusions à tirer des résultats des «stress tests» figurent par ailleurs à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire convoquée pour le 22 novembre 2012.

## Question 2281 (6.9.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le quota de 40% de femmes dans les conseils d'administration des entreprises cotées:

Déi Europäesch Kommissäarin, d'Madame Viviane Reding, huet elo virgeschloen, datt eng Fraequot vu 40% sollt am Opsichtsrot vun Entreprises agefuert ginn, déi op der Bourse notéiert sinn.

No de Medië soll et awer schonn an enger éischer Diskussioun am Ministerrat zu enger Oppositioun vun zéng Länner komm sinn, déi zesummen eng Spärminoritéit hunn: d'Veereenegt Kinnekräich, Bulgarien, d'Tschechesch Republik, Dänemark, Ungarn, Litauen, Malta, Holland, Schweden a Slowenien. Och an Däitschland ass déi zoustänneg Ministesch, d'Madame Kristina Schröder, géint esou eng Regelung.

Zu Lëtzebuerg huet d'Madame Ministesch fir Chancëgläichheet bis elo gesot, si wëllt Consultatiounen féieren, wat och schonn an där zoustänneger Chamberskommissioun ugefaangen huet.



Dowéinst wollt ech d'Madame Ministesch froen:

1. Wéi huet Lëtzebuerg gestëmmt, wou der Madame Reding hir obligatoresch Fraequot am Ministerrot wor? Wéi eng Position huet Lëtzebuerg genee bei där Diskussioun vertrueden?

2. Wëllt d'Regierung nach ëmmer eng Consultatioun hei am Land iwwert dës Fro féieren oder huet si dee Prozess elo opginnt?

**Réponse** (26.10.2012) de **Mme Françoise Hétto-Gaasch**, *Ministre de l'Égalité des chances*:

De 17. Februar 2013 war de Sujet vun der Representatioun vu Fraen an de Verwaltungsreit um Ordre du jour vum EPSCO-Conseil, an zwar ënnert der Form vun engem Débat d'orientation.

D'Ministèren haten also just e politeschen Austausch iwwert d'Thema an ënner anerem iwwer hir jeeuweilg Initiativen an Erfahrungen, fir géint den niddrege Prozentsatz vu Fraen an de Verwaltungsreit virzegoen.

D'Europäesch Kommissioun wäert, mengen Informatiounen no, an deenen nächste Méint eng formell Déliberatioun iwwert de Sujet an iwwer eng eventuell Proposition de directive huelen.

Eréischt an deem Moment, wou e formellen Text virläit, kënnen Diskussiounen a Verhandlungen doriwwer ufänken.

Lëtzebuerg wäert sech selbstverständlech dozou positionéieren, awer eréischt dann, wa gewosst ass, wat genee an deem Text steet. Mengen Informatiounen no viséiert d'Kommissioun eng Participatioun vu 40% vum „sexe sous-représenté“ bis 2020 an de Conseils de surveillance vun deenen op der Bourse geléschten Entreprisé respektiv den Entreprises, an deenen de Stat majoritairement participéiert.

Sollt esou eng Initiativ op europäeschem Plang formaliséiert ginn, wier den Impakt dovunner zu Lëtzebuerg ganz beschränkt.

Dofir wäert d'Regierung weiderfuere, déi ganz interessant fräiwëlleg a villfälteg Aktiounen ze ënnerstëtzen, un deenen zanter Ufank 2011 ganz intensiv geschafft gëtt.

Opgrond vun engem breede Konsens doriwwer, dass den Istzoustand muss verbessert ginn, hunn déi verschidde Patronatsorganisatiounen sech engagéiert, de Sujet mat hire Membere ze diskutéieren an Iddien auszuschaffen, fir d'Situatioun ze veränneren.

Esou huet d'ABBIL no enger Bestandsopnameng Charte fir hir Membere ausgeschafft, d'Fedil huet en Zyklus vu Konferenzen organiséiert an eng Etüd gemaach an Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg.

De Ministère fir Chancëgläichheet huet eng elektronesch Plattform en place gesat, déi d'Zesummenaarbecht an de regelméissegen Austausch tëschent Acteuren, déi sech dem Thema mat konkrete Projete ugeholl hunn, erméiglecht: de Réseau Diversity in Business (DivBiz).

All dës Initiative viséieren awer net nëmmen d'Betribere, déi op der Bourse cotéiert sinn, an och net nëmmen d'Zesummesetzung vun de Verwaltungsreit, mä dat laangfristeg Zil ass eng méi equilibréiert Representatioun vu Fraen a Männer op allen Niveaue vu Responsabilitéitsposten an deene verschiddene Secteuren vun der Economie.

**Question 2282** (6.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **notion «enfant à charge»**:

Bei villen administrative Froen ass d'Notioun vun «enfant à charge» vu grousser Wichtigkeet. Vill finanziell oder fiskal Avantagen hänken zum Beispill dovun of, ob ee Kanner «à charge» huet an, wa jo, wéi vill.

Et gëtt verschidde Praktiken, wéi probéiert gëtt, ob eng pragmatesch Manéier ze determinéieren, wat en «enfant à charge» ass. Op ville Plaze gëtt einfach gefrot, ob ee Kanner huet, fir déi een «allocations familiales» kritt.

Elo ass et jo esou, dass bei de gescheeten Eltere d'Notioun vun «enfant à charge» un d'«autorité parentale» gebonnen ass. Wien d'Garde vun de Kanner kritt, huet dann och eent oder méi «enfants à charge»; deen aneren Elterendeel huet dann awer keen «enfant à

charge». An der Praxis bezilt awer den Elterendeel, deen d'Garde net huet, Alimenter fir seng Kanner un den Elterendeel, deen d'Garde huet, an huet also jiddefalls am materielle Sënn och «enfants à charge». Theoretisch sollte jo och déi zwee Elterendeeler, wéinstens esou wäit wéi méiglech, am selwechte Mooss fir den Ënnerhalt an d'Ausbildung vun hire Kanner opkommen.

Dowéinst wollt ech d'Madame Familljeministesch, den Här Finanzminister an den Här Justizminister froen:

1. Wéi genee ass déi Notioun vun «enfant à charge» définéiert a wéi eng gesetzlech a reglementaresch Basis gëtt et fir dee Begrëff?

2. Am Abléck verléiert den Elterendeel, deen d'Garde net huet, no dräi Joer d'Steierklass 2a kann nëmmen nach e limitéierte Montant als Chargen ofsetzen. Wäer et net richteg, dass déi zwee gescheeten Elterendeeler an d'ärselwechter Steierkategorie bleiwen, soulaang si zum Ënnerhalt vun de Kanner bäidroen? Falls d'Regierung dat net wëllt, wär si bereet, fir den ofsetzbare Montant esou unzepassen, dass déi reell Chargé vun deem Elterendeel, deen d'Garde net huet, kënnen integral steierlech ofgesat ginn?

3. Ass d'Regierung net der Meenung, dass déi zwee gescheeten Elterendeeler bei allen administrative Froen, déi sech op d'Notioun vun «enfant à charge» referéieren, missten d'selwecht behandelt ginn, soulaang si allen zwee fir den Ënnerhalt vun hire Kanner opkommen?

**Réponse** (6.10.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

De Code civil gëtt keng Definitioun vun dem Begrëff «enfants à charge», mä de Code civil regelt Begrëffer, Rechte a Flichten an déi jeeuweilg Problemer vun der «autorité parentale», dem Besuchsrecht an dem Ënnerhalt vun den Eltere géigeniwwer vun hire männerjährege Kanner, souwuel fir déi Kanner, déi aus engem Bestietnes ervirkommen, wéi fir déi Kanner, déi ausserhalb vun engem Bestietnes mat hiren Eltere liewen. D'Rechtspriechung vun de Gerichter huet déi Rechte an Ënnerhaltspflichten och op déi grousstjährige Kanner ausgezehnt, ënner gewësse Konditiounen, wéi z. B. wann déi Kanner nach studéieren oder an der Formatioun sinn.

De Gesetzesprojet N°5867 iwwert d'«responsabilité parentale», deen de jëtzege System vun Code civil ëmännere soll, gesäit vir, dass an Zukunft och am Fall vun enger Scheedung oder Trennung vun den Eltere ee gemeinsam Recht vun den Eltere iwwer hir männerjährege Kanner de Prinzip ass a bleibt, an nëmmen a ganz aussergewöhnleche Fäll soll een Elterendeel d'«autorité parentale» eleng hunn, wann d'Gericht befënt, dass dat am Interessé - domat ass gemengt, am «intérêt supérieur» - vun Kand ass.

Wat déi steierlech Aspekter vun deene Familljesituatiounen sinn, wär Folgendes bäizefügen:

En matière d'impôt sur le revenu, le droit à la modération d'impôt pour enfant revient, en ce qui concerne les parents divorcés, à un seul des parents. Ce droit est réservé à celui des parents avec lequel l'enfant vit effectivement, le critère légal étant celui de «vivre sous le même toit» et non pas de «être à charge». Si l'enfant vit effectivement en alternance tant avec son père qu'avec sa mère, les deux parents peuvent choisir d'un commun accord celui à qui reviendra le droit à la modération d'impôt, sachant que l'autre parent aura droit à l'abattement de revenu imposable pour enfants ne faisant pas partie du ménage du contribuable. En cas de désaccord, les services de l'Administration des Contributions directes devront, à la lumière de l'ensemble des circonstances de faits, déterminer le ménage fiscal auquel l'enfant est à rattacher. Dans ce cas, la résidence de l'enfant est un des facteurs parmi d'autres à prendre en considération.

Celui des parents qui a droit à la modération d'impôt pour enfant a également droit à la classe d'impôt 1a, s'il ne se trouve pas en classe 2. La perte de la classe d'impôt 2, trois ans après la séparation et le divorce des parents, est exclusivement due au fait qu'il n'y a plus imposition collective des époux et n'a aucun lien avec la présence d'un enfant dans le ménage de l'un ou de l'autre des parents.

Bien que, en cas de divorce, un seul des parents ait droit à la modération d'impôt pour enfant (922,50 euros) et, éventuellement, à la classe d'impôt 1a, tandis que l'autre a droit à un abattement de revenu imposable spécifique (3.480 euros), il n'en est pas moins que ces traitements fiscaux différents procurent, en principe, à l'un et à l'autre des parents des avantages à peu près comparables.

**Question 2284** (10.9.2012) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **extraits du registre de l'état civil**:

Bei der Geburt erfolgt ein Eintrag im „Registre de l'état civil“ und diese Eintragung erfolgt per Schreibmaschine. Danach wird jede Änderung, sei es Heirat, Namensänderung, Geschlechtsänderung, Scheidung oder Ableben, manuell eingetragen. Ein Auszug aus dem Geburtenregister kann daher regelmäßig zu Diskriminierung und Stigmatisierung führen, da gegenüber Dritten die Vergangenheit (z. B. die geschlechtliche Vergangenheit) fortwährend offen gelegt wird.

Fragen:

1) Warum erfolgt jede Änderung manuell? Ist diese Prozedur nicht veraltet?

2) Wie kann man verhindern, dass bei einem Auszug aus dem Geburtenregister die Vergangenheit fortwährend offen gelegt wird?

**Réponse** (8.10.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Änderungen betreffend den Zivilstand werden im Geburtenregister durch einen Randeintrag (mention marginale) vermerkt. Der Randeintrag erfolgt informativ, wenn die Geburtsurkunde nach dem 1. Januar 2005 (Stichtag der Informatisierung der Standesamtsregister) ausgestellt wurde. Bei Ausstellung der Geburtsurkunde vor dem 1. Januar 2005 muss der Randeintrag aus technischen Gründen handschriftlich vermerkt werden.

Das luxemburgische Recht unterscheidet zwischen der integralen Abschrift (copie intégrale) und dem Auszug (extrait) der Geburtsurkunde. Im Gegensatz zur integralen Abschrift erwähnt der Auszug der Geburtsurkunde nicht die Vergangenheit der betreffenden Personen und lässt keinen Rückschluss auf Änderungen des Personenstands zu.

**Question 2285** (10.9.2012) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **publication de l'étude Fimena-SUSANA**:

In meiner parlamentarischen Anfrage Nr.1319 vom 15. März 2011 (*cf. compte rendu n°12/2010-2011*) hat der Minister behauptet, dass der Bericht betreffend die Fimena-SUSANA Studie (SURveillance de la Santé autour de la NAIssance) von 2004-2009 voraussichtlich Ende 2011-Anfang 2012 veröffentlicht würde.

Fragen:

1) Ist diese Studie schon veröffentlicht worden?

2) Wenn ja, wo ist sie zu finden?

3) Wie ist die Prävalenz von Intersexualität bei der Geburt?

**Réponse** (13.11.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Die Fimena-SUSANA-Studie ist noch nicht veröffentlicht worden. Der Bericht, der vom CRP-Santé erstellt wird, soll jedoch spätestens im März 2013 vorliegen.

Im Rahmen der Überwachung der Geburt wird das Geschlecht des Kindes erhoben. Der Indikator umfasst folgende Antwortmöglichkeiten:

- männlich

- weiblich

- unbestimmt (indéterminé)

Mögliche Daten zur Intersexualität liegen dementsprechend im Rahmen des SUSANA-Systems (SURveillance de la Santé autour de la NAIssance) nicht vor.

Bei nicht eindeutigen „physiologischen äußeren Geschlechtsmerkmalen“ des Kindes sind weiterführende Untersuchungen zu späteren Zeitpunkten notwendig, die eine medizinisch fundierte Bestimmung des Geschlechts des Kindes erlauben. Diese Daten befinden sich im „Patienten-Dossier“ des Kindes.

Meinem Ministerium liegen keine Daten zur Intersexualität bei der Geburt vor.

**Question 2286** (11.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **projets de remembrement**:

Le Gouvernement procède depuis plusieurs années à des travaux de remembrement censés améliorer les conditions d'exploitation des

terres concernées. Si certains projets sont déjà terminés, d'autres sont encore en cours, dont celui qui concerne Beckerich et certaines parties des communes limitrophes. En 2009, les propriétaires se sont réunis en assemblée générale afin de s'exprimer sur le projet de remembrement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quand les travaux relatifs au projet de remembrement forestier à Beckerich et dans certaines parties des communes limitrophes seront-ils terminés?

2. Quel sera le coût prévisible total de ce remembrement forestier et quel sera le coût à assumer par les pouvoirs publics?

3. Quelle sera la valeur ajoutée du remembrement en termes d'exploitation des forêts concernées?

4. Quels sont le nombre et le pourcentage des propriétaires forestiers privés et présents à l'assemblée générale qui se sont exprimés de façon affirmative, donc en faveur de sa mise en œuvre? Les propriétaires absents lors de l'assemblée générale et qui, partant, ont été comptés d'office sur la base de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux ne devraient-ils pas être repris dans ce calcul?

5. De façon générale, quel était le nombre total de votants? Quel était le nombre total de votants privés? Est-ce que le vote aurait été en faveur du projet de remembrement, si l'on avait exclu les propriétés de terrains publics pour la double majorité sur les surfaces et si l'on avait tenu compte seulement du vote des propriétaires privés présents?

6. Pour le cas où la majorité des propriétaires privés et présents à l'assemblée générale se seraient exprimés à l'époque contre le remembrement forestier, quel est l'avis du Ministre en la matière? Monsieur le Ministre considère-t-il normal que des projets coûteux de remembrement soient réalisés contre la majorité des propriétaires privés présents à un vote?

7. Les travaux réalisés ou, le cas échéant, en cours de réalisation dans ce projet de remembrement ont-ils été effectués par le recours à la procédure des marchés publics, notamment avec des appels d'offres sous forme de soumissions publiques? Quelles sont les entreprises qui ont remporté les travaux à réaliser? Est-ce qu'il y a eu recours à la formule des marchés négociés, autrefois marchés de gré à gré? Est-ce que lesdites entreprises ont remporté d'autres marchés de l'Office National du Remembrement dans le cadre d'autres remembrements? Si oui, lesquels et pour quels montants et sous quelle procédure de marché?

**Réponse** (10.10.2012) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

1. Le respect de toutes les obligations légales prévues par la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux d'une part (assemblée générale, enquêtes publiques sur l'utilité, sur la classification des sols ainsi que sur la nouvelle distribution des terres, mise en possession provisoire, rôle contributif, acte de remembrement, reports des droits réels, etc.) et l'envergure des travaux matériels «in situ» d'autre part (travaux de construction de la nouvelle voirie suite aux différentes procédures imposées en matière d'autorisations ministérielles, détermination des limites cadastrales) font qu'un projet de remembrement s'étale sur une assez longue période de sept à dix années en moyenne.

L'enquête sur l'utilité concernant le remembrement forestier de Beckerich a eu lieu aux mois de mars et avril 2009, l'assemblée générale a été tenue en juillet 2009, et le règlement grand-ducal d'exécution a été signé le 26 août 2009. Actuellement la construction des chemins forestiers des lots 1 et 2 de la première phase est en train d'être exécutée.

Il s'ensuit que la fin prévisible de ce remembrement peut être estimée entre 2016 et 2019.

2. Les coûts administratifs pour ce projet sont estimés à plus ou moins 310.000 €, alors que l'exécution des travaux de la construction de la voirie forestière est estimée à 3.200.000 €. En application des dispositions légales en question, 10% du coût de l'infrastructure forestière (voirie) sont à assumer par les propriétaires, le reste est à charge de l'Office National du Remembrement (ONR).

3. L'intervention de l'ONR sur le plan des nouvelles infrastructures publiques profite à l'exploitation de toutes les parcelles boisées, ceci à la fois lors de l'entretien des parcelles et lors de la récolte de celles-ci. Les distances de déplacement sont raccourcies de façon substantielle par l'aménagement des nouveaux chemins carrossables aux camions grumiers par tous temps



et pendant toute l'année. La valeur vénale des parcelles boisées incluses dans un périmètre de remembrement est augmentée entre 30 et 50% après finition des opérations.

4. L'article 18, alinéa 6 de la loi modifiée du 25 mai 1964 précitée précise que «les intéressés qui ne comparaissent pas à l'assemblée générale et qui ne se font pas représenter par un mandataire ainsi que ceux qui s'abstiennent du vote sont censés acquiescer au remembrement. Les lettres recommandées, affiches et avis concernant l'assemblée générale portent expressément mention de cette disposition».

Il s'agit ici d'une mesure de simplification administrative qui a pour conséquence que les propriétaires en faveur du remembrement ne sont pas forcés de se déplacer, mais que leur voix est pris en compte dans le calcul. Pour le remembrement visé, 85 voix (+/- 18%) ont été comptées contre le projet, alors que 388 voix (+/- 82%) se sont prononcées en faveur du remembrement. Pour le critère de la surface, les 18% des propriétaires privés présents à l'assemblée générale et votant contre le projet de remembrement disposaient d'environ 13% de la surface totale.

Dans ce contexte, je tiens à signaler que le projet de loi concernant le remembrement des biens ruraux, destiné à remplacer la loi du 25 mai 1964 précitée et qui est actuellement en discussion dans les instances de la Chambre des Députés, se propose d'adapter la procédure de vote lors de l'assemblée générale en vue de renforcer les droits des propriétaires.

5. Le nombre total des votants était de 473 unités. Le nombre des votants privés s'élevait à 468 et celui des pouvoirs publics à cinq (quatre communes et l'État). La surface des pouvoirs publics représentait en tout 574 ha. Étant donné que les massifs boisés sont composés de façon pêle-mêle de parcelles privées et publiques, une exclusion des parcelles publiques s'avère inopportune, puisque cette approche serait de nature à engendrer un certain nombre d'inconvénients: nouveau cadastre numérique incomplet, tracés optimaux des nouveaux chemins publics dans les massifs boisés rendus impossibles, facteur de regroupement et d'échange très limité, etc.

6. Au vu des réponses données aux questions précédentes, cette hypothèse est sans objet et une réponse ne s'impose pas.

7. Le recours systématique aux marchés publics constitue la règle générale.

En effet, des soumissions publiques sont organisées pour chaque phase et pour chaque lot exécuté. Les entreprises participant aux soumissions publiques viennent de toutes les régions du pays.

Il n'y a pas eu recours à la formule de marchés négociés, autrefois de gré à gré, pour les travaux de génie civil de la voirie.

Le montant total des soumissions publiques à Tarchamps, Winseler et Beckerich s'élève de 2007 à 2012 à près de 3.000.000 € tout compris pour quelque 50 km de voirie forestière respectivement construite ou en cours de construction.

#### Question 2287 (11.9.2012) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la reconnaissance d'un partenariat contracté à l'étranger:

Le quotidien «L'Essentiel» fait état dans l'édition de ce jour du parcours du combattant des concitoyens étrangers provenant notamment de la France, de l'Allemagne et de la Belgique souhaitant faire reconnaître leur PACS (Pacte civil de solidarité) au Luxembourg. Outre le fait que les personnes souhaitant faire reconnaître leur PACS doivent présenter toute une panoplie de documents (attestation de l'inscription au répertoire civil, l'original d'un acte de naissance, un certificat de résidence etc.), les documents d'état civil des ressortissants français doivent être apostillés par la Cour d'appel. Or, depuis ce 1<sup>er</sup> juillet la Cour d'appel ne délivre plus d'apostille.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pense-t-il pas qu'il faudrait, dans l'intérêt des concitoyens étrangers souhaitant faire reconnaître leur PACS au Luxembourg, simplifier les procédures en la matière? Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'en ce faisant il répondrait également à l'objectif annoncé du Gouvernement de simplifier les procédures administratives?

- Enfin, dans le cas spécifique relatif à l'apostille de la Cour d'appel française, comment Monsieur le Ministre pense-t-il pouvoir venir en aide à nos concitoyens français?

Réponse (27.9.2012) de M. François Biltgen, Ministre de la Justice:

L'article 4-1 de la loi modifiée du 9 juillet 2004 prévoit pour les partenaires qui ont conclu un partenariat à l'étranger la faculté de demander l'inscription de leur partenariat au répertoire civil auprès du Parquet général, où sont également inscrits tous les partenariats conclus au Luxembourg. Ainsi la loi entend reconnaître les partenariats conclus à l'étranger, même ceux conclus avant l'entrée en vigueur de la loi luxembourgeoise sur le partenariat, pour pouvoir leur appliquer les mêmes droits et obligations que ceux conférés aux partenariats luxembourgeois.

L'honorable Député s'appuie sur un article paru au quotidien «L'Essentiel» citant «le véritable parcours du combattant des étrangers provenant notamment de la France pour faire reconnaître leur (PACS) partenariat au Luxembourg et soutenant que le Luxembourg remet en cause l'application de la Convention CIEC n°17 d'Athènes qui stipule que les documents d'état civil sont dispensés de légalisation...».

Cette convention CIEC (Commission Internationale de l'État Civil) ne s'applique qu'aux actes de l'état civil. Or, il est unanimement admis par les États signataires de cette convention que les déclarations-inscriptions de partenariats ne sont pas des actes de l'état civil et que cette convention est donc inapplicable en cas d'inscription de partenariats étrangers.

Par contre, la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers, ratifiée par le Luxembourg et la France notamment, est applicable et prévoit que la légalisation des actes est remplacée par l'apostille. L'article 1 d) de cette convention énonce qu'elle s'applique également aux «déclarations officielles telles que mentions d'enregistrement, visas pour date certaine et certifications de signatures apposées sur un acte sous seing privé». Ainsi, en vertu de cette convention, les documents nécessaires à l'inscription d'un partenariat étranger au répertoire civil luxembourgeois doivent être munis de la formalité de l'apostille. Cette apostille est la garantie de l'authenticité des documents.

Le Ministre de la Justice estime que les formalités nécessaires à l'inscription d'un partenariat étranger ne représentent pas une charge administrative exagérée, tel que le laisse entendre l'honorable Député. Les quelques documents demandés à cet effet (certificat de résidence, acte de naissance des partenaires, pièce d'identité et preuve de l'inscription du partenariat étranger dans le «pays d'origine» du partenariat) sont indispensables pour la sécurité juridique. Quant à la question de l'apostille sur les documents que les autorités françaises compétentes n'émettraient plus depuis peu d'après l'honorable Député, le Ministre de la Justice se propose de transmettre une demande de renseignement aux autorités françaises par l'intermédiaire du Ministère des Affaires étrangères.

#### Question 2288 (11.9.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le référentiel des métiers dans la fonction publique:

Le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative vient de publier une annonce dans la presse écrite portant sur un marché intitulé «La réalisation d'une étude sur la mise en place et la constitution d'un référentiel des métiers dans la fonction publique luxembourgeoise».

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes aux membres du Gouvernement en charge de la fonction publique:

1. À quoi devra servir un «référentiel des métiers dans la fonction publique»?

2. Pourquoi les instances étatiques ne sont-elles pas en mesure d'établir elles-mêmes un tel référentiel et pourquoi estiment-elles devoir recourir à des experts externes pour pouvoir établir un tel référentiel?

3. Quel est l'article budgétaire prévu pour le financement de cette étude et quel est le montant inscrit à cet article destiné spécifiquement à une telle étude?

Réponse (31.10.2012) de Mme Octavie Mordert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:

À la suite de la publication par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative d'un avis de marché au sujet de la constitution d'un référentiel des métiers dans la fonction publique luxembourgeoise, Monsieur

le Député Fernand Kartheiser s'interroge sur les finalités d'un tel outil, les raisons du recours par l'État à de l'expertise externe ainsi que la budgétisation de la dépense.

En réponse aux trois questions posées, j'aimerais fournir à l'honorable Député les explications et les précisions suivantes:

Le programme gouvernemental du 29 juillet 2009 prévoit dans son chapitre relatif à la réforme administrative qu'«aujourd'hui, l'organisation de la fonction publique se fonde sur les notions de carrière et de fonction. Afin de permettre le développement de la professionnalisation de la gestion des ressources humaines dans l'administration publique, le Gouvernement analysera la possibilité de compléter ces notions par une approche fondée sur la notion de «métier» qui tient compte des attributions et des missions exercées par les agents de l'État.»

Actuellement, les lois-cadres qui définissent les missions et les attributions des administrations introduisent un cadre du personnel et déterminent en même temps les carrières chargées d'exécuter ces missions et attributions. Or, la notion de carrière en elle-même ne fournit que des indications sommaires sur les missions à exercer par les titulaires et ne renvoie pas explicitement à des attributions et des activités spécifiques. La carrière est en effet un instrument de classement (au niveau des traitements), d'hierarchisation et de structuration (au niveau du statut et des administrations), mais elle n'est pas porteuse d'informations sur la nature du travail à exercer par les agents classés dans une carrière spécifique.

Il en résulte que la notion de carrière est une notion générale qui ne permet pas de conclure sur les compétences requises, exigées ou exercées par une attribution ou une situation de travail spécifique. Pourtant, dans le cadre du développement qualitatif de la gestion des ressources humaines, il importe d'avoir des connaissances précises des situations de travail et de les présenter sous forme d'emplois et de métiers afin de pouvoir les décliner en termes de missions, d'activités et de tâches et de pouvoir déterminer de cette manière et de façon précise les compétences requises pour exercer ces missions, activités et tâches.

L'élaboration du référentiel des métiers est destinée à faire ce travail initial d'analyse de tous les métiers de la fonction publique. Ce référentiel devra fournir d'une part un inventaire complet et structuré de l'ensemble des métiers exercés au sein des différents départements ministériels, administrations et services de l'État et faire ressortir d'autre part des regroupements d'activités proches les unes des autres quant aux responsabilités et aux compétences requises.

Ce faisant, l'outil du référentiel a comme finalité de soutenir l'ensemble des processus intervenant dans la gestion et le développement du personnel. Ainsi, il est appelé notamment à soutenir la gestion prévisionnelle du personnel en fonction des métiers actuels et futurs, à contribuer à compléter les organigrammes, à permettre la gestion du recrutement en fonction des compétences requises, à être utilisé pour la définition des besoins en formation, ainsi qu'à enrichir la gestion des carrières et à favoriser la mobilité interne.

Dans le contexte de la mise en œuvre des réformes en matière salariale et statutaire de la fonction publique, dont les projets de loi et de règlement grand-ducal ont été déposés en juillet dernier, le référentiel des métiers constitue un support essentiel à l'implémentation entre autres de la gestion par objectifs, dans la mesure où la définition des métiers est particulièrement utile à la description des postes dans les organigrammes et à la gestion des compétences des agents affectés à ces postes.

Pour ce qui est du recours à des experts externes, il faut mentionner que la réalisation initiale d'un référentiel des métiers suppose d'abord la définition d'un dispositif méthodologique afin de réaliser l'important travail de collecte systématique des informations auprès de tous les acteurs concernés. Elle exige ensuite l'analyse et la formalisation des données recueillies avant de rédiger finalement les descriptions des métiers et de les répertorier dans le référentiel.

Le travail préliminaire d'identification des grands domaines fonctionnels de l'État à partir des lois-cadres des administrations et des services de l'État a déjà été mené par une équipe interne composée de membres du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative et de l'Institut national d'administration publique. Cette équipe continuera à assurer les étapes ultérieures du projet et l'objet du marché public consiste uniquement à s'assurer une assistance externe pouvant se faire valoir d'expertise en économie de travail et d'expérience dans la réalisation de projets similaires.

Quant à la comptabilisation de la dépense, celle-ci est imputée à l'article budgétaire réservé aux frais d'experts et d'études en matière de réforme administrative. Le recours à la procédure ouverte de marché est destiné à déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse pour une charge de travail maximale définie dans le cahier des charges.

#### Question 2290 (12.9.2012) de M. Jean Colombera (ADR) concernant le programme «Héroïne sur ordonnance»:

Betreffend den illegalen Heroinkonsum mit seiner Beschaffungskriminalität und die Fixierstuben, in denen die heroïnabhängigen Personen sich die Droge in die Vene einspritzen können, ohne weiterhin belästigt zu werden, bleiben noch verschiedene Aspekte zu beleuchten. Erstens ist die Droge nicht immer pur und wird mit anderen Stoffen geschnitten, was zu weiteren Nebenwirkungen führen kann, und zweitens ist der Gestehungspreis relativ hoch und kaum zu bezahlen.

Staatlicherseits könnte hier sicherlich auf diesen zwei Ebenen nachgeholfen werden, indem der Staat die Droge kostenlos an schwer abhängige Personen austeilte, so wie das mit dem Methadonprogramm schon Usus ist, und dazu ohne Zusatzstoffe, also im reinen Zustand. Das würde sicherlich viele Probleme aus der Welt schaffen, unter anderem könnten die so behandelten Patienten sich einem Job widmen, ohne permanent Druck aufzubauen und sich um die Beschaffung ihrer Droge Sorgen zu machen.

Fragen:

1) Wie steht es mit dem Projekt „Heroin auf Rezept“ von staatlicher Seite gefördert und von der Gesundheitskasse, so wie beim Methadon, finanziert?

2) Welche Infrastrukturen, außer den Fixierstuben, könnten hier zur Verfügung gestellt werden, um dieses Projekt zu realisieren?

3) Wie sind die Erfahrungen in anderen Ländern, was das Projekt „Heroin auf Rezept“ angeht?

Réponse (26.9.2012) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Die heroingestützte Behandlung ist eine Erweiterungsmaßnahme des bestehenden Behandlungsangebots für opiatabhängige Menschen und ist im nationalen Drogenaktionsplan 2010-2014 verankert und erläutert.

Das diesbezügliche Konzept ist vom Ministerium für Gesundheit in Zusammenarbeit mit dem zukünftigen Träger des Angebotes, der Stiftung Jungend- und Drogenhilfe, ausgearbeitet worden und liegt derzeit ausländischen Experten zwecks Begutachtung vor.

In seiner jetzigen Form sieht das Gesamtkonzept eine Einbindung in das bestehende Angebot der Substitutionsbehandlung vor, dies jedoch mit eigenen Aufnahme- und Betriebsbedingungen. Zu letzteren gehören die Verabreichung und Zuführung von Diacetylmorphin („medizinisches Heroin“) ausschließlich in einem zu diesem Zweck speziell akkreditierten Behandlungsraum.

Es handelt sich hier um einen mittel- bis hochschwelligen medizinischen Behandlungsansatz, welcher demzufolge dem aktuell schon bestehenden Angebot eines Drogenkonsumraums nicht gleichzustellen ist und nicht in denselben Räumlichkeiten stattzufinden hat.

Die Auswertungen von vergleichbaren internationalen Behandlungsangeboten, die wissenschaftlich als abgesichert gelten und größtenteils auf Vergleichsstudien beruhen, die Patienten mit heroingestützter Behandlung Kontrollgruppen von methadonbehandelten Patienten gegenüberstellen, lassen folgende Schlussfolgerung in Bezug auf die Wirksamkeit von heroingestützten Angeboten zu:

- höhere Rückhaltequoten von Patienten,
- Verringerung der Sterblichkeitsrate der Patienten,
- Reduzierung, bis hin zum kompletten Verzicht, von illegal erworbenen Drogen,
- Verbesserung des allgemeinen somatischen und mentalen Gesundheitszustandes wie auch der sozialen Integrationsfähigkeit (e.g. feste Wohnung, berufliche Aktivität, soziale Kontakte außerhalb der Drogenszene),
- Verringerung von gesetzwidrigen und kriminellen Handlungen.



**Question 2291** (13.9.2012) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le **placement en garde à vue d'une personne ivre**:

Selon mes informations, les agents de la Police grand-ducale sont régulièrement confrontés à un problème procédural quand ils veulent mettre en détention une personne qui présente un taux d'alcoolémie supérieur à 1,4‰. Lorsqu'ils présentent la personne arrêtée à un médecin, celui-ci établit en général un certificat médical qui confirme que la personne concernée est apte à être incarcérée. Pourtant les responsables du Centre pénitentiaire à Schraggig refusent souvent l'admission de personnes fortement alcoolisées, indépendamment du certificat médical.

Dans ces cas, les agents de police se voient obligés de placer la personne ivre en garde à vue.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que les responsables du Centre pénitentiaire ont le droit de refuser l'admission d'un détenu du fait qu'il soit ivre, même si un certificat médical atteste qu'il peut être incarcéré?

- Est-ce que le placement en garde à vue d'une personne ivre qui devrait normalement se retrouver en détention préventive au Centre pénitentiaire est conforme aux procédures à respecter par la police?

**Réponse** (15.10.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Au cas où le Centre pénitentiaire de Luxembourg refuse, malgré un certificat médical attestant son aptitude à la détention, l'admission au Centre pénitentiaire de Luxembourg, les prescriptions de service de la police disposent que la personne est transférée à l'hôpital de garde.

La police dans ce cas est chargée de la garde de la personne jusqu'à son admission au Centre pénitentiaire de Luxembourg.

**Complément de réponse** (19.11.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

L'honorable Députée se réfère à un cas précis de refus d'admission au CPL d'une personne arrêtée par la police en date du 10 juillet 2012. Il s'agit d'un cas unique.

En l'espèce, Monsieur X avait été présenté à un médecin à Esch-sur-Alzette vers 00.17 heures et ce médecin avait certifié l'aptitude à la détention sans mentionner son état d'alcoolisation avancé.

Or, à l'entrée au CPL vers 01.00 heures, Monsieur X présentait une alcoolémie de 2,35‰.

L'admission a alors été refusée provisoirement conformément aux dispositions de l'article 141 du règlement grand-ducal concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires du 24 mars 1989 qui stipule que:

«L'entrée dans l'établissement est en principe refusée à tout individu en état d'intoxication», sous condition pour la police de présenter Monsieur X à l'hôpital de garde à Luxembourg, en l'occurrence la Clinique Ste Thérèse, pour «avis et éventuellement prise en charge».

Le médecin de garde a alors refusé la prise en charge de Monsieur X à la Clinique Ste Thérèse, mais ni le médecin, ni les policiers chargés de l'escorte n'ont communiqué avec le responsable du service de nuit du CPL.

Les policiers lui ont alors fait passer la nuit dans une cellule d'arrêt/de dégrisement au CI à Esch-sur-Alzette, avant de l'amener de nouveau au CPL où il a finalement été admis à 12.00 heures.

Si les policiers avaient présenté un nouveau certificat confirmant son aptitude, Monsieur X aurait été admis au CPL durant la nuit.

Plus généralement, depuis une concertation en 2010 entre CPL, police et CHL, les refus d'admission sont devenus l'exception (après avoir été rares auparavant, de l'ordre de 2%).

Cette concertation veut tout d'abord que l'examen médical avant admission se fasse dans l'hôpital de garde à Luxembourg-ville, considérant que tout médecin ne peut pas forcément être au courant des moyens de prise en charge médicale disponibles au CPL.

Cet examen doit avoir été assez récent pour exclure tout risque de dégradation subséquente de l'état de santé de la personne à admettre en prison.

Il faut donc retenir que le CPL n'a pas le droit de refuser l'admission d'un détenu si un certificat médical atteste qu'il peut être incarcéré.

Or, en l'espèce, un tel certificat faisait justement défaut.

**Question 2293** (14.9.2012) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant les **frais du mariage de Son Altesse Royale le Prince Guillaume, Grand-Duc Héritier, avec la Comtesse Stéphanie de Lannoy**:

Le 20 octobre 2012 sera célébré le mariage de Son Altesse Royale le Prince Guillaume, Grand-Duc Héritier, avec la Comtesse Stéphanie de Lannoy.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quel est le budget global prévu pour l'organisation et la célébration de ce mariage?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions sur la répartition des frais entre l'État et la Maison grand-ducale?

- Comment les frais ont-ils évolué par rapport au mariage de LL.AA.RR le Grand-Duc Henri et la Grande-Duchesse Maria Teresa le 14 février 1981?

**Réponse commune** (31.10.2012) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Monsieur le Député voudrait connaître le budget global affecté à l'organisation du mariage entre le Grand-Duc Héritier et la Comtesse Stéphanie de Lannoy, la répartition des frais entre l'État et la Cour grand-ducale, ainsi que l'évolution des frais par rapport au mariage princier du 14 février 1981.

Compte tenu de la nature de l'événement, qui d'un côté a un caractère privé, mais de l'autre revêt également une dimension publique et officielle, les frais seront pris en charge par la Famille grand-ducale et l'État luxembourgeois.

En ce qui concerne le budget global de l'événement et la répartition des frais entre l'État et la Maison grand-ducale, je voudrais tout d'abord renvoyer Monsieur le Député au communiqué du Gouvernement du 21 septembre 2012 dans lequel les frais à charge de l'État ont été estimés à 350.000 €.

Ensuite, et pour ce qui est du coût supporté par la Cour grand-ducale, j'estime que, dans la mesure où il est lié au caractère partiellement privé de l'événement, il n'a pas à être publié.

Enfin, une comparaison avec le mariage de LL.AA.RR. le Grand-Duc Henri et la Grande-Duchesse Maria Teresa le 14 février 1981 ne me semble guère de mise. Certains paramètres qui interviennent dans le coût de l'événement, ont en effet fondamentalement changé. Tel est le cas notamment du dispositif de sécurité ainsi que de la couverture par les médias. Par ailleurs, les indications dont disposent mes services concernant le coût du mariage de 1981 sont très fragmentaires et non concluantes.

**Question 2294** (14.9.2012) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant la **réforme de l'enseignement secondaire et secondaire technique**:

En vue de la réforme de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique, Madame la Ministre a exprimé l'intention de continuer la concertation avec le milieu enseignant. Un groupe de 18 enseignants va se réunir à partir de la rentrée avec Madame la Ministre pour examiner les éléments de la réforme et chercher un consensus dans les mois à venir d'ici avril 2013.

Comme cette démarche diffère de celle empruntée par le MEN et la Ministre elle-même depuis fin septembre 2009 avec de nombreuses réunions au sein des établissements et avec la large base des enseignants, il est intéressant de savoir comment et avec quel objectif va s'organiser cette nouvelle concertation.

- Comment se compose le groupe des 18? Sur quels travaux préparatoires va-t-il se fonder? Quelle est l'organisation pratique de cette concertation (nombre de réunions, périodicité des réunions, lieu des réunions, rapporteurs, rapports, communication avec le public, confidentialité etc.)? Est-il prévu d'aménager la

tâche des 18 enseignants engagés dans cette entreprise, et de quelle façon?

- À l'issue de la concertation ou pendant les travaux est-il prévu de revenir vers la base et quels autres acteurs (étudiants, parents) seront impliqués? Un protocole d'accord ou de désaccord argumenté sera-t-il établi?

**Réponse** (26.9.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Concernant la question parlementaire n°2294 de Monsieur le Député Ben Fayot portant sur la Délégation Nationale des Enseignants des Lycées (DNL) et les discussions relatives au projet de réforme de l'enseignement secondaire, j'ai l'honneur de fournir les précisions suivantes.

Suite aux réunions de concertation avec les délégués des enseignants des lycées que j'ai eues au courant des premiers mois de l'année 2012, ces comités se sont fédérés pour former une délégation nationale, ensemble avec les principales représentations syndicales des enseignants nationales pour les programmes de l'enseignement secondaire et secondaire technique m'ont informée que leur point de vue me sera également soumis par la délégation nationale. La DNL a été désignée comme seul interlocuteur des enseignants auquel je m'adresserai pour discuter dans les mois à venir la réforme de l'enseignement secondaire.

La DNL se compose de 18 enseignants, six femmes et douze hommes. Il y a, d'une part, neuf représentants des comités de professeurs, trois de lycées dits «classiques», trois de lycées techniques, trois de lycées offrant les deux ordres d'enseignement. D'autre part, les trois syndicats concernés délèguent chacun trois représentants à la délégation nationale: l'Apess, la Féduse, le SEW.

J'ai eu quatre réunions avec la DNL pendant la période d'avril à juillet 2012. La DNL a refusé d'avoir des réunions pendant les vacances d'été, mais elle m'a soumis en mai et en juillet une série de quelque 200 questions auxquelles mes services ont partiellement répondu en juillet. En septembre, la quasi-totalité des réponses est disponible de sorte que la DNL dispose d'une information très complète sur les statistiques disponibles, les projets en cours et les intentions de mon département.

La DNL projette de se concerter avec l'ensemble des enseignants en septembre et octobre afin de définir sa position. En novembre et décembre auront lieu les discussions de la DNL avec mes collaborateurs et moi-même. En janvier et février 2013, la DNL fixera ses positions et me les soumettra par écrit en mars 2013.

Les membres de la DNL ont été libérés de leur tâche d'enseignement un jour par semaine, à savoir le mardi. Ils bénéficient chacun de quatre leçons de décharge, hormis les représentants de la Féduse qui y renoncent puisqu'ils bénéficient déjà d'une décharge accordée pour activités syndicales; pour la même raison, un représentant du SEW a seulement deux leçons de décharges spécifiques pour sa participation à la DNL.

La DNL se réunit tous les mardis pour se concerter et pour rencontrer les enseignants qu'elle représente. Les réunions de la DNL avec les représentants du Ministère et moi-même auront également lieu les mardis, à partir du mois de novembre.

Un compte rendu de chaque réunion est dressé et validé. Ces rapports validés sont la seule référence pour la relation entre DNL et Ministère et pour la communication vers l'extérieur.

Je poursuivrai les discussions avec les autres partenaires. Je suis venue avec les collègues des directeurs de rencontres régulières et de journées spécifiques dédiées à la réforme. La position de parents est portée à ma connaissance par la FAPEL. Les élèves se sont fédérés dans un comité d'action «AKReform 2012» qui regroupe la Conférence Nationale des Élèves (CNEL), le Parlement des Jeunes (JP), l'Union Nationale des Étudiants du Luxembourg (UNEL), l'Association des Cercles d'Étudiants Luxembourgeois (ACEL), avec l'aide logistique de la Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise (CGJL) et du Centre Information Jeunes (CIJ). Les représentants de ce comité ont des rencontres régulières avec mes collaborateurs et moi-même.

J'ai l'intention de réunir tous ces acteurs pour des Assises de la réforme en février 2013 afin que chaque partenaire puisse exposer ses propositions et me les soumettre en mars. C'est en avril que je soumettrai le projet de loi et de règlements grand-ducaux au Gouvernement en Conseil.

Tous les documents relatifs à la réforme, les avis, les rapports de mes réunions avec la DNL ainsi que les informations que mes services ont

colligés suite au questionnaire de la DNL, sont disponibles sur le site Internet: [www.reformelycee.lu](http://www.reformelycee.lu).

**Question 2295** (14.9.2012) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant la **recherche sur l'enseignement**:

Comme le deuxième plan quadriennal de l'Université du Luxembourg viendra à échéance fin 2013, il est à prévoir que le Gouvernement va entamer bientôt les discussions avec les responsables de l'université sur le troisième plan pour 2014 à 2017.

Dans le plan actuellement en vigueur, l'une parmi les cinq priorités de recherche concerne «l'éducation et l'apprentissage en contexte multilingue et pluriculturel».

Cette priorité est essentielle dans le cadre de l'effort de réforme du Gouvernement aussi bien au niveau de l'école fondamentale que de l'enseignement secondaire.

À ce propos, il m'intéresse tout particulièrement de savoir si le Gouvernement entend demander à l'université de s'impliquer plus activement dans ce domaine et de faire converger ses efforts vers ce but.

En effet aucune réforme de l'enseignement ne peut se passer d'une réflexion fondamentale au départ, d'un accompagnement régulier et intense des réformes et d'une évaluation continue scientifiquement fondée.

- L'Université du Luxembourg étant une université de recherche et le Fonds national de la recherche (FNR) étant bien outillé pour encourager des projets de recherche sur l'enseignement, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une part importante des efforts de recherche de l'université et du FNR devrait être justement orientée sur l'enseignement luxembourgeois pour en améliorer les performances en matière d'égalité des chances pour tous et pour éviter les gaspillages de matière grise? Plus particulièrement, ne faudrait-il pas que la politique de l'université en matière d'engagement de chercheurs tienne compte de cette exigence fondamentale de l'utilité des recherches pour l'amélioration de l'enseignement? Afin d'assurer le maximum de résultats pour l'enseignement, ne faudrait-il pas des chercheurs prêts à s'impliquer dans cette tâche et à se concentrer sur l'enseignement luxembourgeois, qu'ils soient étrangers ou luxembourgeois?

- D'autre part, ne faudrait-il pas que le Ministère de l'Éducation nationale qui pilote ces réformes et est un important demandeur de recherches soit représenté soit au niveau du conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg soit au niveau du conseil d'administration du FNR, soit dans les deux pour assurer que la recherche sur l'école luxembourgeoise au sein de l'Université du Luxembourg ait la place importante que la société luxembourgeoise est en droit d'exiger?

**Réponse** (31.10.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Les questions posées par l'honorable Député Monsieur Ben Fayot donnent lieu aux réponses suivantes:

De manière générale, les unités de recherche «Educational Measurement and Applied Cognitive Science (EMACS)» et «Language, Culture, Media, Identities» (LCMI) sont actives dans des projets de recherche concernant l'école luxembourgeoise et bénéficiant d'un financement du Fonds national de la recherche. Ainsi, le LCMI a procédé à l'évaluation de la réforme de l'enseignement fondamental. EMACS pour sa part assure le monitoring des compétences des élèves. Attirons également l'attention sur des projets comme le projet BASICS venu à échéance en 2011 et analysant les causes de l'abandon scolaire, sur le projet DEVPOLUX analysant le développement des compétences cognitives et linguistiques d'enfants portugais à Luxembourg, ou encore sur le projet PARTNERS concernant les relations école-famille - communauté et sur le projet «Predictive validity of school placement decisions of primary school teachers in Luxembourg» ainsi que «Diagnostische Kompetenz von Grundschullehrkräften bei der Erstellung der Übergangsempfehlung: Entwicklung und Prüfung eines Kompetenzmodells».

Ces deux unités de recherche comptent en tout une quarantaine d'enseignants-chercheurs, 27 doctorants et post-doctorants ainsi qu'une cinquantaine de personnes faisant partie des personnels scientifiques, techniques et administratifs de l'université. Notons en termes de ratio qu'environ 450 étudiants sont inscrits en «bachelor sciences de l'éducation».



Cet ensemble de personnes et de projets de recherche s'inscrivent dans la priorité de recherche «Éducation et apprentissage en contexte multilingue et pluriculturel». Ce programme de recherche, comme l'indique le doyen dans son rapport, porte sur l'analyse comparée des systèmes éducatifs, sur les politiques éducatives, l'enseignement et l'apprentissage multilingue, l'évaluation et les méthodes instrumentales d'analyse des processus éducatifs. La focalisation est bel et bien l'école luxembourgeoise.

Pour ce qui est des liens entre l'Université du Luxembourg et les secteurs économiques concernés, la relation est régie par l'instauration de comités de pilotage ou de comités d'accompagnement. Les milieux professionnels interviennent ainsi dans la définition des objectifs de formation basés sur des profils professionnels. À noter dans ce contexte le double rôle que l'université est appelée à jouer. D'une part, elle met en œuvre un programme de formation répondant aux compétences exigées par le profil professionnel; d'autre part, de par son expertise, l'université contribue à faire évoluer la définition des compétences professionnelles. Cependant, l'université ne peut jouer ce double rôle que si, au départ, le profil professionnel est clairement défini. Cela vaut aussi pour les relations entre l'Université du Luxembourg et l'école luxembourgeoise au sens large du terme.

Pour ce qui est du conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg ou du conseil d'administration du FNR, le rôle de ces derniers est de veiller à ce que, dans la définition de la stratégie des établissements, certains principes de base soient respectés. Ces principes ont notamment trait à l'implication des acteurs concernés dans la définition des objectifs ainsi que dans leur mise en œuvre ou encore le respect des exigences de la société luxembourgeoise. Il leur incombe donc de contrôler que l'université dans son ensemble réponde à des critères de qualité, mais il ne leur incombe pas d'être le représentant d'un secteur donné. L'autonomie de l'université veut que ses gouverneurs soient au service de l'université et ne se constituent pas comme porte-parole d'un secteur donné.

Finalement, le comité d'évaluation créé sur base de l'article 43 de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg est en train de mener la deuxième évaluation externe de l'université. Le rapport sera disponible début 2013 et il abordera les questions soulevées.

**Question 2296** (17.9.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant **l'étude sur la réputation des acteurs du secteur de la santé**:

Auf der einen Seite scheint in den vergangenen Wochen die nationale TNS ILReS eine Befragung durchgeführt zu haben, die es dem Vernehmen nach darauf abgesehen hatte, die Reputation der hauptstädtischen Kliniken (Zitha, CHL und CH Kirchberg) bei den Patienten und Besuchern zu eruieren. Auf der anderen Seite veröffentlichte das Nachrichtenmagazin „Focus“ einen Beitrag: „Spezial: Die Ärzteliste 2012. FOCUS präsentiert die Top-Mediziner in ihrer Region“. Transparenz für die Öffentlichkeit.

Fragen:

1) Kann der Minister bestätigen, dass die TNS ILReS im Auftrag einer oder mehrerer Kliniken des Zentrums eine solche Umfrage vorgenommen hat?

2) Wenn ja, mit welchen finanziellen Mitteln wurde sie finanziert?

3) Wenn es sich um öffentliche Mittel handeln sollte, müsste dann die Öffentlichkeit nicht auch über die Resultate dieser Umfrage informiert werden?

4) Wann wird das Luxemburger Gesundheitssystem Umfragen über Dienstleister veröffentlichten und damit ein bisschen mehr Transparenz in diesem Sektor ans Tageslicht bringen?

5) Was will der Minister unternehmen, um auf ein in Europa mittlerweile zur Norm gewordenes Niveau an Transparenz im Gesundheitswesen zu gelangen?

6) Werden die Ergebnisse der nächsten Picker-Studie veröffentlicht werden?

7) Falls nicht, wird der Minister darauf verzichten, das Geld für diese Studie zur Verfügung zu stellen, um einer Geldverschwendung im Gesundheitssektor vorzubeugen?

**Réponse** (23.10.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Das Gesundheitsministerium hat keine Kenntnis über den Auftraggeber der Umfrage, auf welche sich der ehrenwerte Abgeordnete beruft. Es obliegt demnach nicht meiner Behörde, die Öffentlichkeit über die Resultate dieser Umfrage zu informieren.

Im Jahr 2011 hat mein Ministerium, welches sich im Allgemeinen für eine größtmögliche Transparenz in Sachen Dienstleister im Bereich Gesundheitssystem einsetzt, bereits die Resultate einer TNS ILReS-Umfrage betreffend die primäre Gesundheitsversorgung veröffentlicht.

Näheres hierzu kann man unter <http://www.sante.public.lu/fr/actualites/2011/06/07-enquete-patients/patients-experience-conference-presse.pdf> nachlesen.

Es gibt allerdings keine europäische Norm, was die Transparenz im Bereich Gesundheitssystem angeht. Die Richtlinie 2011/24/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. März 2011 über die Ausübung der Patientenrechte in der grenzüberschreitenden Gesundheitsversorgung beinhaltet eine Informationspflicht seitens der Mitgliedstaaten bezüglich der bestehenden Qualität und Sicherheitsnormen in den einzelnen EU-Ländern, ohne dass die genannte Richtlinie eine Harmonisierung dieser Normen vorsieht. Nach dem Inkrafttreten der vorerwähnten Richtlinie im Oktober 2013 werden die Informationen bezüglich der luxemburgischen Normen bei einer zentralen Kontaktstelle verfügbar sein.

Sollte das Gesundheitsministerium in Zukunft eine Studie zum Thema Zufriedenheit der Patienten in Auftrag geben, werden unter Vorbehalt der gesetzlichen und vertraglichen Bedingungen die Resultate veröffentlicht.

**Question 2297** (17.9.2012) de **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant **la tâche de l'éducateur intervenant comme 2<sup>e</sup> personne dans les classes de l'éducation précoce**:

L'article 1<sup>er</sup> du règlement grand-ducal du 6 juillet 2009 fixant les détails de la tâche des éducateurs et éducateurs gradués de l'enseignement fondamental stipule que la tâche de l'éducateur intervenant comme deuxième personne dans une classe de l'éducation précoce au premier cycle d'apprentissage de l'enseignement fondamental comprend 26 heures hebdomadaires d'activités socio-éducatives auprès des élèves, trois heures hebdomadaires de surveillance ainsi que 260 heures de travail annuelles dans l'intérêt des élèves et de l'école.

Le commentaire des articles de l'avant-projet dudit règlement explique pour l'article 1<sup>er</sup> que: «En tenant compte du fait que les heures d'activités socio-éducatives à réaliser en vue d'amener les élèves de l'éducation précoce au socle de compétences arrêté au plan d'études nécessitent un temps de préparation et de documentation des progrès des élèves estimé globalement à douze heures par semaine, le temps de travail annuel imposé aux éducateurs s'élève à 1.736, soit 44 heures par semaine en période scolaire.» À l'article 2 dudit règlement on précise toutefois que les 26 heures d'activités socio-éducatives comprennent entre autres la préparation des activités.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. De quelle manière les heures de préparation et de documentation sont-elles finalement prises en compte dans le calcul de la tâche des éducateurs intervenant dans l'enseignement précoce?

2. Comment les 260 heures de travail annuelles dans l'intérêt des élèves et de l'école sont-elles exactement réparties dans la tâche hebdomadaire de l'éducateur intervenant au précoce et ceci en période scolaire, à l'intérieur et en dehors des heures de cours ainsi que pendant les vacances scolaires?

1) En tenant compte des questions précédentes, Madame la Ministre pourrait-elle me fournir un relevé détaillé du calcul des heures de la tâche hebdomadaire de l'éducateur intervenant au précoce aussi bien en période scolaire, où la tâche hebdomadaire revient à 44 heures par semaine, qu'en dehors de la période scolaire?

2) En partant du principe que le temps annuel imposé aux éducateurs s'élève à 1.736 heures et à 1.584 heures en période scolaire (44x36), nous aimerions recevoir de plus amples détails sur la répartition exacte des 152 heures restantes: À quelles activités ces heures sont-elles affectées? Quand est-ce que ces 152 heures doivent être prestées, à savoir en période scolaire et/ou en dehors de cette période?

**Réponse** (12.10.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

La question posée par l'honorable Députée Madame Diane Aehm donne lieu aux réponses suivantes:

Ad 1.

Conformément au commentaire des articles relatif au règlement grand-ducal du 6 juillet 2009 fixant le détail de la tâche des éducateurs et éducateurs gradués de l'enseignement fondamental, le calcul de la tâche hebdomadaire des éducateurs intervenant dans l'enseignement précoce se base sur les éléments suivants:

- 26 heures hebdomadaires d'activités socio-éducatives auprès des élèves;

- douze heures hebdomadaires de préparation et de documentation des progrès des élèves;

- trois heures hebdomadaires de surveillance;

- 260 heures d'activités annuelles dans l'intérêt des élèves et de l'école.

En partant du principe qu'une année scolaire comprend en moyenne 36 semaines de cours, le temps de travail annuel d'un agent de la carrière de l'éducateur, intervenant comme deuxième personne dans une classe de l'éducation précoce, s'élève à:

36x(26+12+3) heures, soit 1.476 heures annuelles, auxquelles s'ajoutent les 260 heures annuelles mentionnées ci-dessus, ce qui fait un total de 1.736 heures annuelles.

Ad 2. 1) et 2)

Pour ce qui est des 260 heures d'activités annuelles dans l'intérêt des élèves et de l'école, l'article 4 du règlement grand-ducal précité en fixe le détail comme suit:

- 60 heures de concertation au sein de l'équipe pédagogique, avec les équipes multiprofessionnelles et les collaborateurs de la maison-relais;

- 40 heures de disponibilité pour le partenariat avec les parents d'élèves;

- 18 heures de travail administratif;

- l'équivalent de 40 heures de formation continue;

- 102 heures d'activités socio-éducatives dans l'intérêt des élèves et de l'école pouvant consister en:

- des activités périscolaires pour les élèves;

- l'organisation d'activités périscolaires pendant les congés scolaires;

- des heures de disponibilité pour les élèves;

- l'accompagnement des élèves dans des séjours pédagogiques.

Ces activités sont à réaliser soit en période scolaire en dehors des heures de cours, soit en dehors de la période scolaire.

Pour ce qui est de la prestation des 260 heures de travail annuelles et des heures consacrées à la préparation des activités socio-éducatives à assumer auprès des élèves, les articles 17, 18 et 20 du règlement grand-ducal du 6 juillet 2009 fixant le détail de la tâche des éducateurs et éducateurs gradués de l'enseignement fondamental tracent le cadre dans le respect duquel ces prestations sont à fournir:

«Art. 17. L'année scolaire est divisée en trois périodes de référence correspondant chacune à un trimestre. La moitié des heures d'activités socio-éducatives dans l'intérêt des élèves et de l'école, des heures de concertation et des heures de disponibilité pour le partenariat avec les parents d'élèves peuvent être réparties de manière inégale sur les trois périodes de référence selon les besoins des élèves. Les heures excédant la durée prévue et les heures inférieures à la durée prévue de la première et de la deuxième période peuvent être reportées à la période suivante.

Art. 18. Les heures de formation continue peuvent être réparties de manière inégale sur une période de trois années sous réserve que le total des heures de formation continue n'est pas inférieur à 120.

Art. 20. La préparation des activités, la concertation au sein de l'équipe pédagogique, la disponibilité pour le partenariat avec les parents d'élèves, les travaux administratifs, la formation continue ainsi que les activités périscolaires peuvent être également réparties sur les périodes pendant lesquelles les classes chôment.»

Il y a lieu de signaler que l'article 19 du règlement précité dispose qu'au début de chaque trimestre, les agents de la carrière de l'éducateur, intervenant comme deuxième personne dans l'éducation précoce, remettent le relevé des heures de travail prestées dans l'intérêt des élèves et de l'école au cours de la période de référence écoulée au président du comité d'école, qui le transmet à l'inspecteur d'arrondissement.

Les dispositions du règlement grand-ducal susmentionné accordent donc une certaine latitude aux agents concernés pour décider quand les prestations sous rubrique sont effectuées, que ce soit en période scolaire ou bien en dehors de celle-ci. Il n'y a donc pas d'horaire type hebdomadaire qui soit le même pour tous les agents concernés. De même si le volume d'heures prestées pendant la période scolaire dépasse les 44 heures hebdomadaires, le volume d'heures à prester en dehors de la période scolaire en diminue proportionnellement.

De ce qui précède, il ressort que si le volume annuel de la tâche hebdomadaire des éducateurs, deuxièmes intervenants dans l'éducation précoce, est clairement fixé, le volume hebdomadaire de leur tâche s'annonce varié et variable tant en ce qui concerne la période scolaire que la période extrascolaire.

Les 60 heures de concertation au sein des équipes pédagogiques tout comme les 40 heures de disponibilité pour le partenariat avec les parents d'élèves sont presque exclusivement prestées pendant la période scolaire, ainsi que pendant la semaine suivant sa fin ou précédant son début.

Pour ce qui est des heures de formation continue obligatoire, les agents concernés décident de les suivre en partie ou pour tout leur volume en dehors de la période scolaire proprement dite en fonction de l'offre proposée par l'Institut de formation continue du personnel enseignant et éducatif des écoles et des lycées.

L'expérience montre également que la prestation des 102 heures d'activités socio-éducatives varie selon les écoles ou les communes: elle peut par exemple donner lieu à des activités sociopédagogiques organisées pendant des week-ends, durant les vacances de Noël ou de Pâques ou encore pendant les vacances d'été. Parfois ces heures sont utilisées pour la prise en charge de petits groupes d'élèves après la classe en période scolaire.

**Question 2298** (19.9.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant **le sommet de la Santé**:

Vom 2. bis 3. Mai dieses Jahres fand in der Chambre de Commerce der sogenannte „Sommet de la Santé“ statt. Laut Pressemitteilungen und Beschreibungen auf der Internetseite der Veranstaltung (unter <http://www.sommetsante.lu>) ging es darum, Wege aufzuzeigen, wie Luxemburg das gesündeste Land der Welt werden könne über den Weg einer „personalisierten Medizin“.

Fragen:

1) Ist der Minister mit dieser Zielsetzung einverstanden? Hat er diese Objektivitäten so formulieren lassen und die Pressemitteilungen für diesen „Sommet de la Santé“ verbatim validiert?

2) Sind die Internetseite und der darauf basierende Domänenname „sommetsante.lu“ im Besitz des Gesundheitsministeriums?

3) Ist es auf Initiative des Ministers zurückzuführen, dass einige ausgewählte Originalbeiträge dieser Veranstaltung auf dem Internetsite publiziert wurden und einer interessierten Fachöffentlichkeit in ihrer originalen Fassung zugänglich bleiben werden?

4) Würden in der Tat alle Beiträge dieser Veranstaltung als elektronische Unterlage auf der Internetseite des „Sommet de la Santé“ hinterlegt und wenn ja, wo? Wieso ist auf der Internetseite das Veranstaltungsprogramm mit den Einzelheiten zu den Vorträgen nicht mehr auffindbar?

5) Wenn nicht, wie und nach welchen Kriterien wurde die Auswahl getroffen? Wer hat die Auswahl vorgenommen?

6) Wie groß war das Interesse an dem Thema der Veranstaltung aus den direkt angesprochenen Bereichen des Sozial- und Gesundheitswesens und dem Forschungssektor hierzulande?

7) Wie viele Professionelle hatten sich für diese Veranstaltung eingeschrieben?

8) Wie viele Fachkräfte haben in der Zwischenzeit ihr Interesse an einer Mitarbeit kundgetan?

9) Aus welchen Berufsgruppen kommen die interessierten Fachkräfte? Handelt es sich um Mitglieder des inländischen Gesundheitswesens, der inländischen Forschung, der Kliniken und der Langzeitpflegestrukturen?





10) Handelt es sich beim Projekt, das die Grundlage des „Sommet de la Santé“ war, um ein Unterfangen des Gesundheitsministeriums oder aber eines privaten Investors?

11) Wer entscheidet, was in diesem Projekt getan werden muss bezüglich der Strategie, der Umsetzung und der Zurverfügungstellung von finanziellen Mitteln sowie vor allem über die notwendigen Modernisierungsreformen in der derzeitigen Organisation des Gesundheitswesens, um eine wirklich „personalisierte Medizin“ praktizieren zu können?

12) Wer übernimmt die politische Verantwortung für das Investment und die Resultate dieses Projektes?

**Réponse** (25.10.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Le «Sommet luxembourgeois de la Santé» qui s'est tenu à la Chambre de Commerce les 2 et 3 mai 2012 a été organisé par le Personalized Medicine Consortium of Luxembourg (PMC) sous les auspices du Ministère de la Santé et en collaboration avec le CRP Santé, le LCSB<sup>1</sup> et l'IBBL<sup>2</sup>, qui agit en tant que support administratif du PMC. Cet événement s'inscrit dans le cadre d'une initiative internationale de collaboration visant à promouvoir de longues années de vie saine, plus connue sous le nom de «Maimonides Project». Les personnes et organismes ayant participé à cette initiative se sont engagés à collaborer pour tester des projets innovateurs dans des systèmes de santé réels et planifier conjointement des études pilotes permettant à leurs pays de bénéficier des meilleures pratiques. Plusieurs pays participant au projet Maimonides ont manifesté leur intérêt à collaborer avec le Luxembourg.

L'objectif du sommet luxembourgeois était d'identifier des initiatives et des projets innovants permettant à chacun d'accéder à un niveau optimal de santé et pouvant faire l'objet d'une expérience pilote au Luxembourg, en collaboration avec des partenaires locaux et/ou internationaux. À cette fin, des ateliers de travail thématiques rassemblant des représentants des milieux universitaire, économique, politique, scientifique et médical ont été invités à émettre des propositions.

Le site Internet qui a été ouvert à l'occasion de cet événement est administré par le PMC; le domaine appartient à l'IBBL en tant qu'administrateur du PMC. Toutes les présentations des experts internationaux ainsi que toutes celles qui ont émané des ateliers de travail tenus lors du sommet y sont disponibles sous <http://www.sommetsante.lu/fr/les-projets-luxembourgeois>.

Selon les informations collectées auprès du PMC, 56 experts ont participé aux ateliers thématiques du 2 mai 2012 et 189 participants des milieux hospitalier, médical, paramédical, universitaire, scientifique, économique, associatifs, des Ministères concernés, du Fonds national de la recherche et du public ont assisté aux présentations publiques du 3 mai 2012.

Les propositions présentées le 3 mai font l'objet d'un suivi par le PMC et pourront être transformées en initiatives pilotes dont le financement sera basé sur la participation des partenaires concernés. À l'issue de la phase pilote de ces projets, des conclusions seront présentées en mon Ministère et, en fonction des résultats, l'extension de ces initiatives pourra être envisagée par une intégration dans notre système de santé, avec mécanismes financiers afférents.

**Question 2299** (19.9.2012) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant la **vente aux enchères de logements sur l'îlot de l'ancien palais de Justice à Luxembourg-ville**:

À Luxembourg-ville, le Fonds de rénovation de la Vieille Ville, en tant que propriétaire du terrain et des bâtiments affectés à l'origine à la Justice, a restructuré l'îlot en question pour créer des logements et des commerces. Récemment le fonds y a vendu aux enchères 44 unités de logements.

À ma question parlementaire n°1266 (*cf. compte rendu n°12/2010-2011*), Monsieur le Ministre avait répondu que «... le seul moyen justement d'éviter la spéculation c'est de vendre les objets sur base du prix du marché constaté lors de la vente aux enchères».

Dans le contexte de cette vente aux enchères, je me permets de poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les chiffres suivants:

- Prix de vente médian au m<sup>2</sup> de toutes les unités de logement?

- Prix de vente maximal au m<sup>2</sup> d'une unité de logement?

- Prix de vente minimal au m<sup>2</sup> d'une unité de logement?

2. Au vu de ces chiffres, est-ce que Monsieur le Ministre reste sur son appréciation que la vente aux enchères était le seul moyen d'éviter la spéculation?

**Réponse** (31.10.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire n°2299 du 19 septembre 2012 de l'honorable Député François Bausch, il y a lieu de relever tout d'abord que, des 44 unités de logement créées par le fonds dans l'îlot en question, 25 ont été mises en vente jusqu'à ce jour. Le bilan dont question ci-après se base sur ces premières ventes et n'est donc que provisoire.

Ont été mis en vente les appartements du bâtiment dans la cour intérieure et ceux le long de la rue du Nord. Ces appartements bénéficient d'une tranquillité exceptionnelle avec le Square Robert Brasseur directement en face et profitent en grande partie d'une vue imprenable sur la vallée de Clausen et sur le Kirchberg. Tous les acquéreurs ont pu acheter à prix fixe un emplacement pour voiture dans le parking souterrain directement lié à l'immeuble.

Les ventes aux enchères ont donné les résultats suivants:

- Prix de vente médian: 6.436 €/m<sup>2</sup>

- Prix de vente maximal: 9.022 €/m<sup>2</sup>

- Prix de vente minimal: 5.220 €/m<sup>2</sup>

Le prix de mise à l'enchère par le fonds s'est élevé à 4.652 €/m<sup>2</sup>.

Ces prix de vente s'entendent avec 15% de TVA inclus, avec possibilité de remboursement de la TVA jusqu'au taux super-réduit de 3% dans les conditions légales prévues.

Il y a lieu de noter encore qu'au prix de vente proprement dit s'ajoutent les frais de vente, comprenant notamment droits d'enregistrement, surtaxe communale et honoraires de notaire, ces derniers étant de 2% suivant tarification officielle.

Comme précisé dans la réponse à la question parlementaire n°1266 du 16 février 2011 de l'honorable Député, il a été recouru au principe des ventes aux enchères au motif que cette procédure garantit la plus grande transparence eu égard au fait que la loi organique du fonds ne prévoit pas de critères d'attribution pour les objets à vendre.

De même, le fonds a fixé dans les conditions de vente des règles strictes pour enrayer au maximum la spéculation.

Ainsi, les objets ont été vendus avec un droit de réemption au profit du fonds valable pendant dix ans. Le prix de rachat serait dans cette hypothèse le prix indexé de l'adjudication de départ. Par ailleurs, les personnes morales ont expressément été exclues comme acquéreurs et, enfin, les immeubles sont vendus avec bail emphytéotique de 90 ans sur le terrain.

Après la vente, le fonds a pu constater que de nombreux acquéreurs ont formulé des demandes spécifiques pour personnaliser leur appartement selon leur propre goût, ce qui confirme leur intention d'utiliser le logement pour eux-mêmes.

Ainsi, en considération des éléments ci-dessus, je reste d'avis que la façon de procéder du fonds, à savoir le recours à la procédure de la vente publique aux enchères, est adaptée à cet effet.

En effet, cette procédure est transparente et permet de vendre au seul critère objectif, à savoir le prix, les appartements en question, alors qu'en cas de vente de gré à gré au prix de réalisation nécessiterait des critères très lourds afin d'éviter un quelconque favoritisme entre les potentiels acquéreurs.

**Question 2300** (19.9.2012) de **M. Xavier Bettel** (*DP*) concernant la **criminalité lourdement armée**:

Il me revient que la police française aurait confisqué six armes automatiques du type kalachnikov AK-47 lors d'un contrôle de véhicules sur une aire de repos dans la région de

Metz. L'utilisation d'armes automatiques lors de braquages de banques, d'attaques sur des convois de fonds ou de règlements de comptes dans le milieu de la drogue constitue actuellement un phénomène préoccupant en France.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations sur la disponibilité d'armes de guerre (p. ex. AK-47 ou autres armes automatiques) sur le marché noir dans la Grande Région?

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il le risque que ce nouveau phénomène de la criminalité lourdement armée touche le Luxembourg?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si des échanges ont lieu avec les autorités des pays voisins en vue d'un endiguement de ce phénomène?

**Réponse** (12.10.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Les autorités françaises ont confirmé à la Police grand-ducale la saisie d'armes de guerre du type kalachnikov.

La police confirme par ailleurs qu'aucune ramification d'un marché noir éventuellement existant n'a pu être constatée jusqu'à présent.

Il convient de souligner que dans le cadre de la coopération policière internationale, les services d'enquête de la Police grand-ducale entretiennent des contacts réguliers avec leurs homologues des services de Police de la Grande Région.

**Question 2302** (20.9.2012) de **M. Jean Colombero** (*ADR*) concernant l'**orientation professionnelle des diplômés d'université**:

An vielen Universitäten werden Studierende regelmäßig während ihrer Einschreibung an der Hochschule und vor allem nach Abschluss der Studien befragt bezüglich ihrer beruflichen Zukunft, unter anderem, wie sich die Entwicklung ihrer Karriere gestaltet und welchen Impact das Abschlussdiplom auf die Stellensuche hatte. Zudem werden Einkommensverhältnisse aufgrund der neu erworbenen Kompetenzen und Fähigkeiten abgefragt. Ganz offensichtlich machen sich Universitäten Gedanken, wie ihr Dienstleistungsprodukt in der Wirtschaft und auf dem Arbeitsmarkt ankommt.

Nun gebigt es sich, dass der Luxemburger Staat über die vom CEDIES zuerkannten Studienhilfen ebenfalls in Menschen investiert und ein Interesse daran hat, dass ein Mehrwert geschaffen wird. Nicht nur, dass Studierende nach Abschluss ihres Hochschulstudiums in die nationale Wirtschaft zurückkehren sollen, um ihre Kompetenzen und Fähigkeiten auszuüben, es geht aber auch um den bestmöglichen Einsatz dieser hoch spezialisierten Fachkräfte in Positionen der nationalen Wirtschaft, die dann mittel- und langfristig einen „Ertrag“ für das Gemeinwesen bringen können.

Auf Seiten des Staates muss alles getan werden, um die Rückführung der Studierenden in die nationale Wirtschaft zu ermöglichen, vor allem, weil die Arbeitslosenzahlen von qualifizierten Jugendlichen, die Hochschule aufzuweisen haben, steigen und so ein Modernisierungsprozess eingeleitet werden muss.

Fragen:

1) Unternehmen der Minister sowie das CEDIES Befragungen von Studierenden während und nach Abschluss der Hochschulstudien, um herauszufinden, wie sich diese Studien sowie die erworbenen Diplome in der nationalen Wirtschaft „verkaufen“ lassen?

2) Gibt es zurzeit Erfahrungswerte, die auf wissenschaftlichen Grundlagen beruhen und aufzeigen, wie lange in der Regel Studierende nach Abschluss ihres Hochschulstudiums in der nationalen Wirtschaft nach einem Angebot suchen müssen?

3) Gibt es Erfahrungswerte für bestimmte Kategorien von Studien, die absolviert wurden?

4) Wie lange unternimmt das Ministerium bereits diese Studien zur besseren Orientierung der Studierenden sowie zur besseren Integration in den Arbeitsmarkt von Studienabsolventen?

5) Gibt es öffentlich zugängliche sowie wissenschaftlich fundierte Berichte zu diesem Phänomen in Luxemburg?

6) Denkt der Minister nicht auch, dass die nationale Regierung eine proaktive Rolle in der Integration in den Arbeitsmarkt von hoch spezialisierten Fachkräften mit rezenten Uni-Abschlussdiplomen einholen müsste?

7) Falls die hoch qualifizierten Kräfte, die mit CEDIES-Stipendien ihr Hochschulstudium gegenfinanziert bekamen, aus bestimmten Gründen nicht in Luxemburg auf dem Arbeitsmarkt vermittelbar wären, würde dann der Minister eine Lösung in der Vermittlung dieser Fachkräfte in Spitzenunternehmen im Ausland anstreben und sie unterstützen?

8) Wird eine Umfrage, wie im Vorangegangenen angesprochen, auch und bereits von der Uni Luxemburg durchgeführt?

9) Wenn ja, was sind die einzelnen Schlussfolgerungen bisher und wo wurden die Resultate veröffentlicht?

10) Wird es in Zukunft Modernisierungsreformen geben, welche die Kompetenzen und Qualifikationen von Studierenden besser zum Zuge kommen lassen werden, um diesen Studierenden konkret neue Opportunitäten auf dem nationalen Arbeitsmarkt zu eröffnen?

**Réponse** (29.10.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Das CEDIES hat als Aufgabe, Studierende zu informieren hinsichtlich der Wahl ihres Studienortes und ihres Studienfaches. Des Weiteren informiert das CEDIES über Berufe und notwendige berufliche Qualifikationen. Als Anlaufstelle für Studierende erhebt das CEDIES jedoch keine Daten über Berufseinstieg und die weitere Karriere der Fachkräfte. Dies liegt außerhalb seines Auftrags. Eine solche Erhebung müsste deshalb auch eine ganze Reihe datenschutzrechtlicher Fragen stellen. In diesem Sinne ist der Minister für Hochschulwesen und Forschung nicht der geeignete Ansprechpartner, um die Fragen zu beantworten.

**Question 2303** (20.9.2012) de **M. Fernand Etgen** (*DP*) concernant le **Haut comité pour le développement de l'industrie**:

Selon des informations diffusées par les médias l'entreprise Wire Plant, installée à Roost, connaît actuellement des difficultés laissant apparemment présager la fermeture du site.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails quant aux mesures prévues par ladite entreprise pour faire face à cette situation?

- Quelles sont les raisons expliquant les difficultés auxquelles l'entreprise se voit confrontée?

- Existe-t-il un plan de sauvegarde des emplois concernés?

- Dans sa réponse à ma question parlementaire n°1906 (*cf. compte rendu n°6/2011-2012*) concernant la situation de Circuit Foil Luxembourg S.à r.l., Monsieur le Ministre m'a fait part de son intention de créer un Haut comité pour le développement de l'industrie «afin de redynamiser la politique de développement industriel en fédérant les acteurs concernés autour d'un objectif commun». Monsieur le Ministre peut-il me dire où en sont les projets concernant ce Haut comité?

**Réponse** (10.10.2012) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

La société Hyosung Wire Luxembourg S.A. a informé le Gouvernement des difficultés auxquelles elle est confrontée. La crise économique mondiale a amené les principaux constructeurs de voitures automobiles et de véhicules utilitaires à revoir significativement à la baisse leurs projections de production. Les fournisseurs de pneus et par ricochet leurs fournisseurs, dont Hyosung Wire Luxembourg S.A., subissent de plein fouet les conséquences de ces décisions prises en amont.

À cela s'ajoute que, toujours selon Hyosung, l'investissement nécessaire ne se justifie plus vu son coût estimé à plus de 15 millions euros, les coûts sociaux élevés, les marges très faibles, la concurrence mondiale et le fait que les travaux d'investissement résulteraient dans un arrêt complet de l'installation pendant 18 mois.

Toutes ces raisons ont amené Hyosung à arrêter la production. Il en résultera la perte de plus de 200 emplois industriels.

Il va sans dire que le Gouvernement mettra en œuvre tous les instruments à sa disposition pour atténuer le coût social de cette fermeture.

<sup>1</sup> Luxembourg Centre for Systems Biomedicine

<sup>2</sup> Integrated BioBank of Luxembourg



Parallèlement, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur est en discussions avec Hysong pour renforcer les fonctions logistiques et de distribution sur le site à Colmar-Berg et préserver ainsi un maximum d'emplois.

Le «Haut comité pour le développement de l'industrie» dont la nécessité et la raison d'être n'ont plus besoin d'être démontrées au regard de ce qui précède est en voie de constitution. Une première réunion pour en arrêter le mode de fonctionnement, les objectifs et les moyens aura lieu sous peu.

**Question 2305** (21.9.2012) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **niveau de couverture du réseau GSM:**

Beaucoup d'opérateurs de téléphonie mobile, dont l'Entreprise des P&T, proposent sur leur site une page permettant de connaître le niveau de couverture du réseau GSM. Bien qu'il reste des zones à travers le pays où la réception reste problématique et ne peut être satisfaite à 100% (p. ex tunnels et vallées), il est cependant incompréhensible qu'il existe des trous dans la couverture du réseau GSM ou des interruptions de signal en plein milieu urbain respectivement sur les grands axes routiers et ferroviaires.

Un nouveau phénomène qu'on peut observer depuis plusieurs mois est le fait que les appels d'une certaine durée sont de plus en plus souvent coupés en pleine conversation.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quel organisme vérifie au Luxembourg l'exactitude et la fiabilité des cartes de couverture publiées par les opérateurs mobiles?

- Les raisons que la couverture du réseau GSM n'est pas garantie dans le milieu urbain sont-elles d'ordre technique et, le cas échéant, quand et comment ces problèmes peuvent-ils être résolus?

- Existe-t-il un lien entre les appels coupés et les abonnements comprenant des formules dites «appels illimités»?

- Les réseaux GSM sont-ils saturés?

- Comment le Gouvernement entend-il résoudre ces problèmes?

**Réponse commune** (13.11.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Les opérateurs de réseaux de communications mobiles ont un certain nombre d'obligations fixées par la loi du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques et dans les licences qui leurs sont octroyées pour l'usage des fréquences. Le contrôle du respect de ces obligations fait partie des missions de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR). L'ILR ne vérifie cependant pas l'exactitude des cartes de couverture publiées par les opérateurs mobiles. En effet les licences des trois opérateurs existants dans les bandes des 900 et 1.800 MHz ont été renouvelées aux mois de mai et juin 2012 et les nouvelles licences ne comportent plus d'obligations de couverture. Le marché mobile étant largement concurrentiel, il est de l'intérêt des opérateurs d'assurer la qualité de leur réseau et d'éviter autant que possible que les communications soient impossibles à établir, voire coupées en cours d'entretien.

Dans des réseaux cellulaires la couverture radio est garantie, entre autres, par le nombre et les caractéristiques des stations de base. Une couverture sans faille reste difficile à réaliser, surtout à l'intérieur des bâtiments. Cette couverture est théoriquement faisable, mais seulement si les opérateurs peuvent librement multiplier les stations de base selon leurs besoins.

Selon l'ILR, un lien direct entre les appels coupés et certaines formules d'abonnements n'existe pas. La coupure d'un appel, sauf panne technique des équipements, est normalement due au transfert échoué (itinérance) d'un appel d'une station de base vers une autre.

L'ILR n'a pas connaissance d'une saturation des réseaux mobiles. Si tel était le cas, on ne parlerait plus de coupures d'appels - dont l'origine est décrite ci-dessus - mais d'appels bloqués. Ceci ne semble cependant pas être le cas.

L'origine du problème se situe plutôt dans l'absence de stations de base à certains endroits. La faute n'en est en règle générale pas imputable aux opérateurs, qui ont intérêt à parfaire leur couverture, surtout en milieu urbain. Mais

il n'est pas toujours possible de trouver un site convenable pour les émetteurs-récepteurs, surtout en milieu urbain, et en outre il est souvent difficile pour les opérateurs d'obtenir l'ensemble des autorisations nécessaires.

Pour résoudre le problème, les opérateurs devront poursuivre leurs efforts d'identification de sites acceptables dans les zones où la couverture reste défaillante, ceci de préférence en étroite coopération avec les communes, afin de faciliter l'obtention des autorisations requises. Les communes ont également intérêt à aider les opérateurs puisqu'il est dans l'avantage des citoyens que les réseaux atteignent une bonne couverture et que les sites soient choisis de façon optimale de façon à minimiser les champs électromagnétiques.

**Question 2306** (21.9.2012) de **M. Ben Scheuer** (LSAP) concernant **l'introduction des gyropodes dans le Code de la Route:**

Depuis quelques mois, le Segway®, un gyropode, a fait irruption dans plusieurs villes du pays en tant que moyen de déplacement et attraction touristique.

Or, les gyropodes en tant que tels ne sont pas définis dans le Code de la Route.

Dans un reportage diffusé récemment par une chaîne de radio, un représentant de la Police grand-ducale a indiqué que les gyropodes tombaient sous la catégorie des cycles électriques, c'est-à-dire ayant une puissance de moins de 0,5 kW et ne dépassant pas la vitesse de 25 km/h. Il s'ensuit qu'en principe, l'usage des gyropodes est interdit sur les trottoirs et dans les zones piétonnes. Aussi, les obligations en matière de sécurité, comme p.ex. l'équipement lumineux, n'est pas disponible sur ces véhicules. Enfin, le port du casque pour les cycles électriques n'est pas obligatoire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer la catégorie de véhicules sous laquelle tombent les gyropodes tels que le Segway®?

2. Monsieur le Ministre compte-t-il introduire les gyropodes en tant que catégorie de véhicules à part dans le Code de la Route?

3. Monsieur le Ministre entend-il autoriser l'usage des gyropodes dans les zones piétonnes et sur les trottoirs, tel que cela est actuellement pratiqué?

4. En cas d'accident et à défaut de présence dans le Code de la Route, quelles sont les conséquences pour le conducteur d'un gyropode?

**Réponse** (30.10.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur la codification du gyropode Segway® dans le Code de la Route.

Le gyropode en tant que tel ne figure pas dans le Code de la Route. En effet, conformément aux dispositions du Code de la Route, le Segway® est assimilé, selon sa puissance, à un «cycle électrique» ou à un «cyclomoteur (50 cm)». Le «cycle électrique», de son côté, est assimilé à un vélo. L'utilisation du gyropode est donc soumise aux règles du Code de la Route relatives à ces catégories de véhicules.

Actuellement, le groupe de travail «modification du Code de la Route» de la Commission de Circulation de l'État est chargé d'analyser le statut de cet engin ainsi que l'opportunité d'introduire dans le Code de la Route une nouvelle catégorie de véhicules ou bien de l'assimiler aux piétons.

**Question 2307** (21.9.2012) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant **l'utilisation de la «signature habituelle» pour des actes officiels:**

Pour la demande d'un passeport luxembourgeois les services du Bureau des passeports du Ministère des Affaires étrangères exigent que chaque demande soit signée avec le nom de famille propre à chaque personne et, lorsqu'il s'agit d'une femme mariée, que la demande de passeport soit signée avec le nom de jeune fille.

Cependant, si le nom de famille apparaît comme le contenu traditionnel ou coutumier de la signature, il n'en reste pas moins qu'aucune disposition légale n'en impose l'usage pour signer valablement.

Seul l'article 1322-1 du Code civil donne une définition de la signature:

«La signature nécessaire à la perfection d'un acte sous seing privé identifie celui qui l'appose et manifeste son adhésion au contenu de l'acte.

Elle peut être manuscrite ou électronique.

La signature électronique consiste en un ensemble de données, liées de façon indissociable à l'acte, qui en garantit l'intégrité et satisfait aux conditions posées à l'alinéa premier du présent article.»

Il est admis que la signature identifie son auteur non seulement par son contenu mais surtout par la façon utilisée pour l'apposer. Partant, une signature est suffisamment «identifiante» par le caractère habituel et régulier qu'elle présente.

Ainsi, celle ou celui qui appose habituellement le nom de son conjoint ou seulement ses initiales ou un paraphe ou encore un pseudonyme, un diminutif ou une «griffe» ou autre «gribouillis» en guise de signature peut valablement signer un document et lui donner force juridique.

En cas de vérification d'une signature, il est fréquent de demander la production d'une pièce d'identité signée de sorte que l'obligation d'apposer une signature différente de celle utilisée dans la vie courante est source d'une incertitude juridique qui peut avoir de graves conséquences pour les personnes privées.

- Au regard de ce qui précède, et en dehors de tout fondement juridique pour exiger l'apposition manuscrite du nom patronymique en guise de «signature», Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faudrait désormais permettre aux citoyens luxembourgeois de signer leur passeports et cartes d'identité avec leur signature habituelle?

**Réponse commune** (17.10.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères:*

Dans l'hypothèse où un citoyen demande un passeport ou une carte d'identité, le document est établi au nom patronymique indiqué dans son acte de naissance. C'est une loi certes ancienne mais toujours applicable du 6 fructidor an II, datant donc de la fin du 19<sup>e</sup> siècle, qui impose au citoyen de ne porter que les nom et prénoms exprimés dans son acte de naissance. Les autorités publiques, tout comme les citoyens, sont tenus de respecter ce principe.

C'est dans un souci d'intérêt public qu'il est primordial de renforcer la sécurité juridique tout en prévenant des problèmes d'identification. Cet objectif est atteint en créant un lien entre le nom patronymique, appelé nom de famille du titulaire d'un document d'identité et la signature du titulaire dudit document. Le nom du titulaire du passeport ou de la pièce d'identité est le nom inscrit sur l'acte de naissance. Le citoyen signe ce document officiel en apposant son nom de famille de naissance, sous forme de sa signature y correspondante.

En raison de ce qui précède il est indispensable que le titulaire d'un document d'identité, établi par les autorités publiques, signe par son nom patronymique de naissance. Cette signature représente d'ailleurs souvent ce que Madame la Députée appelle la signature «habituelle».

**Question 2308** (21.9.2012) de **M. Ben Scheuer** (LSAP) concernant la **gestion du secteur touristique:**

Au Luxembourg, la gestion du secteur touristique est assurée, outre par les milieux professionnels directement concernés, par des organismes autonomes sur base du bénévolat. Ces organismes sont soutenus financièrement par les communes dites à vocation touristique.

À titre d'exemple, les communes de la région du Mullerthal contribuent au fonctionnement d'un syndicat d'initiative local, d'une entente des syndicats touristiques, de l'Office Régional de Tourisme, de LEADER+, de la «Regional Initiativ Mëllerdall a.s.b.l.», du Parc naturel (qui reste à créer) et de l'Office National du Tourisme. Les contributions régulières au budget de ces organismes sont à charge du budget ordinaire des communes.

Rappelons qu'au-delà des financements réguliers les communes sont également sollicitées pour soutenir l'organisation de manifestations touristiques particulières.

Au vu des considérations qui précèdent, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Quelles sont les vues de Madame la Ministre sur cet éparpillement du secteur touristique?

- Quelles sont les idées voire initiatives concrètes de Madame la Ministre en vue d'une éventuelle convergence des gestionnaires du secteur touristique au Luxembourg?

**Réponse** (10.10.2012) de **Mme Françoise Hetto-Gasch**, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

1) Afin de comprendre les différentes structures touristiques, il faut remonter aux origines du tourisme au Grand-Duché de Luxembourg. À la fin du 19<sup>e</sup> siècle, des initiatives privées, souvent bénévoles, se sont concrétisées dans la création de «sociétés d'embellissement». Celles-ci sont les précurseurs des syndicats d'initiative d'aujourd'hui qui continuent à assurer l'embellissement des localités, la gestion et l'entretien des infrastructures touristiques locales ainsi que l'accueil des touristes.

Afin de canaliser les efforts entrepris au niveau local, il a été décidé au début des années 90 de développer ou de créer des ententes touristiques régionales dotées d'une main-d'œuvre professionnelle, tel que préconisé par le concept stratégique global élaboré par l'Institut Européen du Tourisme.

Bien que les missions des ententes touristiques aient changé au cours des 20 dernières années, celles-ci continuent d'avoir une mission importante en regroupant en tant que membres tous les syndicats d'initiative d'une région.

Cette constellation leur permet d'assurer de façon concertée avec tous les acteurs locaux l'entretien des infrastructures touristiques régionales. Tel est le cas p. ex. de l'entente touristique de la région du Mullerthal qui assure l'entretien du «Mullerthal Trail» qui est le produit touristique phare de la région.

Constitué de par le «bottom-up» principe, le secteur touristique s'est aussi doté d'une structure nationale, à savoir l'Office National du Tourisme (ONT). L'ONT s'est vu confié la mission de collecter et d'analyser des données permettant de connaître les touristes et leurs besoins ainsi que les différents marchés. Sur base des données collectées, l'ONT construit alors une stratégie de promotion et définit les canaux les mieux adaptés pour s'adresser aux segments identifiés afin de promouvoir le Grand-Duché de Luxembourg à l'étranger.

La Ministre des Classes moyennes et du Tourisme est donc d'avis que tous les acteurs touristiques contribuent d'une manière complémentaire, que ce soit au niveau local, régional ou national, au bon fonctionnement du secteur touristique de notre pays.

Il est vrai qu'à côté des organismes précités, il y a également les acteurs qui réalisent de façon accessoire des projets touristiques, comme par exemple les parcs naturels ou encore d'autres organismes où le Ministère du Tourisme n'est pas représenté.

C'est le cas des exemples cités comme «Leader», qui est une initiative de l'Union européenne pour soutenir des projets de développement rural lancés au niveau local afin de revitaliser les zones rurales et créer des emplois.

Un autre exemple est l'a.s.b.l. «Regional Initiativ Mëllerdall» qui a pour but de favoriser la coopération entre les acteurs régionaux et de promouvoir des activités communes dans le cadre d'un développement régional durable.

Ces acteurs n'ont a priori pas de vocation touristique directe, même s'ils réalisent de temps en temps des projets touristiques. Il faut cependant préciser que lorsqu'ils réalisent des projets à caractère touristique, ceux-ci sont avalisés par le Ministère du Tourisme.

2) Étant donné que de nombreux acteurs s'investissent dans le secteur touristique, le Ministère du Tourisme a décidé de mettre en place dans les différentes régions un Office Régional du Tourisme (ORT).

L'ORT regroupe tous les acteurs qui interviennent dans le secteur touristique d'une région, à savoir les administrations communales, les syndicats d'initiative, les ententes touristiques, les associations touristiques, le Ministère de la Culture, l'Office National du Tourisme ainsi que les fédérations professionnelles comme l'Horesca, la Campilux ou la Centrale des Auberges de Jeunesse Luxembourgeoises.

En regroupant tous les acteurs œuvrant dans le domaine du tourisme, l'ORT garantit la coordination de toutes les initiatives touristiques. C'est donc la plate-forme idéale pour assurer la coordination des activités et des manifestations touristiques d'une région et créer de nouveaux produits touristiques.



**Question 2310** (21.9.2012) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les **risques de santé émanant de certains OGM**:

Il me revient par voie de presse qu'une étude réalisée à l'Université de Caen arriverait à des résultats alarmants quant aux risques de santé émanant de certains OGM et pesticides qui sont actuellement commercialisés sur le marché. L'étude serait la première à tester ces produits sur le long terme.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de l'étude précitée ainsi que de ses résultats?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les faits relatés dans la presse?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les répercussions de cette étude sur la commercialisation d'OGM?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si le Gouvernement entend mettre le sujet à l'ordre du jour du Conseil européen afin de garantir que les résultats de l'étude soient pris en compte au niveau de la politique européenne en matière d'OGM?

**Réponse commune** (30.10.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

La revue scientifique «Food and Chemical Toxicology» a publié en date du 19 septembre 2012 sur son site Internet un article signé par l'équipe du professeur Seralini décrivant une étude d'alimentation à long terme menée chez des rats et portant sur les effets qu'exercent sur la santé le maïs NK603, génétiquement modifié pour tolérer des herbicides à base de glyphosate et/ou exposé à cet herbicide. La parution de cet article a été accompagnée d'une opération médiatique dont l'exclusivité de l'annonce a été accordée au journal hebdomadaire français «Le Nouvel Observateur» qui en a fait la couverture le même jour.

Les auteurs de l'étude ont conclu que le maïs génétiquement modifié NK603 et de faibles taux de formulations contenant de l'herbicide glyphosate à des concentrations très inférieures aux limites de sécurité officiellement fixées, provoquaient de graves effets indésirables sur la santé, tels que des tumeurs chez les rats.

L'annonce de ces résultats a immédiatement déclenché de nombreuses réactions et critiques. De nombreux experts ont souligné la faiblesse du protocole expérimental et de la méthodologie utilisée dans l'étude décrite dans l'article. L'originalité de cette étude réside cependant dans le fait qu'elle constitue une étude d'alimentation à long terme chez les rongeurs, spécifiquement menée sur le maïs NK603 associé ou non à son herbicide tolérant, alors que la plupart des études de toxicité subchronique se limitent à une durée de trois mois.

La prudence est cependant de mise puisque de nombreuses études de toxicologie menées sur différentes espèces d'animaux avec d'autres plantes génétiquement modifiées ne montrent pas d'effets délétères. Une synthèse de la littérature scientifique publiée en janvier 2012 dans la même revue fait état d'une vingtaine d'études menées sur des durées inférieures à deux ans et avec un plus faible nombre de paramètres contrôlés. Plusieurs études conduites sur des durées intermédiaires de 240 à 455 jours mettant également en œuvre des populations de faible taille n'ont pu mettre en évidence des effets secondaires notables.

Le maïs NK603 dispose depuis 2004 d'une autorisation communautaire de mise sur le marché pour l'importation et la transformation industrielle. Dans le cadre de cette procédure d'autorisation le groupe scientifique «GMO» de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) avait publié en 2003 un avis positif sur le maïs génétiquement modifié et un nouvel avis en 2009 pour l'importation et la transformation industrielle et la mise en culture. Il convient de préciser qu'à l'époque le Luxembourg avait voté contre la mise sur le marché du NK603 sur base du principe de précaution. À l'heure actuelle la mise sur le marché d'un OGM à des fins de mise en culture s'avère problématique au niveau de l'UE puisqu'un

nombre élevé d'EM, dont le Luxembourg, s'y opposent régulièrement.

L'EFSA a mis sur pied un groupe de travail, composé de scientifiques choisis parmi les unités «OGM», «Pesticides» et «Évaluation scientifique» en réponse à une demande urgente de la Commission européenne l'invitant à évaluer l'étude du professeur Seralini afin de déterminer si ses résultats pourraient affecter les avis sur le maïs NK603. Le rapport concernant l'examen initial de ce groupe d'experts se concentre sur la conception et les aspects méthodologiques utilisés dans cette étude et font état d'un certain nombre de questions. L'EFSA a donc demandé aux auteurs de l'étude de clarifier certains points. Les informations obtenues contribueront à alimenter l'examen final du groupe d'experts et dont les résultats seront publiés dans les semaines à venir. En tout cas, le Luxembourg restera extrêmement vigilant en ce qui concerne ce dossier.

Le Gouvernement luxembourgeois a montré dans le passé lors de nombreuses discussions au niveau européen et dans la pratique quotidienne au niveau national son respect du principe de précaution dans le domaine des organismes génétiquement modifiés. Cette ligne de conduite sera maintenue à l'avenir, de concert avec nos partenaires européens partageant nos préoccupations.

**Question 2311** (24.9.2012) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **rapport sur le surendettement**:

Das Gesetz über die Überschuldung vom 8. Dezember 2000 sieht vor, dass die Regierung der Abgeordnetenkammer alle fünf Jahre einen Bericht über die Resultate vorlegt (Artikel 31). Der erste Bericht wurde im April 2006 vorgelegt für die Periode 2001-2005. Es gab jedoch anscheinend noch keinen Bericht über den Zeitraum 2006-2010.

Fragen:

1) Warum gibt es so eine große Verspätung?

2) Kann das Ministerium eventuelle Daten im Vergleich zum ersten Bericht liefern?

**Réponse** (10.10.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

L'article 31 de la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement est libellé comme suit: «Le Gouvernement présentera à la Chambre des Députés, dans un délai de cinq ans suivant la mise en vigueur de la présente loi, un rapport sur son application...». Ce rapport a été établi en avril 2006. Ladite disposition légale ne prévoit pas l'établissement d'un rapport quinquennal périodique sur la situation du surendettement en dehors des données statistiques annuellement fournies par le Ministère de la Famille et de l'Intégration dans son rapport d'activité.

Dans ce contexte, il convient encore de renvoyer à la réponse donnée à la question parlementaire n°2234 de l'honorable Députée Madame Claudia Dall'Agnol posée en date du 10 août 2012 (cf. *compte rendu* n°1/2012-2013).

**Question 2312** (24.9.2012) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **jeux paralympiques**:

Im Anschluss an die Olympischen Spiele in London fanden vom 29. August bis zum 9. September 2012 die sogenannten „London 2012 Paralympics“ statt. Sie standen unter dem Motto „Inspire a Generation“. Hier lieferten sich Behinderte in vielen Wettbewerben faire und hochkarätige Auseinandersetzungen. Leider war dieses Jahr kein Sportler aus Luxemburg bei den Paralympics eingeschrieben. Dementsprechend wurde auch in unseren Medien bis auf eine Ausnahme nicht viel über dieses Event berichtet. Dabei hätten diese „Paralympics“ bei entsprechender Berichterstattung hierzulande auch „eine Generation inspirieren können“, beispielsweise bezüglich der „normalen“ Integration von Behinderten in den Sport in einer Gesellschaft. Nichtsdestotrotz sind die „Paralympics“ sehr erfolgreiche Olympische Spiele gewesen, genossen einen bemerkenswerten Öffentlichkeitsfolg im Gastgeberland und waren denn auch in den englischen Medien immer wieder „live“ oder in der normalen Berichterstattung präsent. Auf der anderen Seite wären die „Paralympics“ eine erneute Gelegenheit gewesen, hierzulande den Spitzensport bei Behinderten zu thematisieren, die herausragenden Leistungen zu bewundern und in den gesellschaftlichen Kontext zu bringen, aus dem Engagement der Behinderten im Sport zu lernen, es als positives Signal, wenn nicht gar

als Mittel zur weiteren Integration von gesunden und behinderten Sportlern in der Gesellschaft weiterzuentwickeln.

Fragen:

1) Weiß der zuständige Minister zu berichten, wie viele Luxemburger Reporter bei den „Paralympics“ in London akkreditiert waren?

2) Wie viele waren es noch bei den „Paralympics“ in Beijing vor vier Jahren?

3) Wie viele offizielle Vertreter von Regierung und Sportsassoziationen waren mit finanzieller Unterstützung des Staates bei den „Paralympics“ in Beijing (2008) und in London (2012)? Wie groß war die Luxemburger Delegation?

4) Was sind die Erklärungen des Ministers für die so spärliche und mit Sicherheit sehr ungenügende Berichterstattung der nationalen Medien vom Megaevent „Paralympics 2012“ aus London?

5) Was will der zuständige Minister als zusätzliche Bedingung an die nationalen, von Pressehilfe unterstützten Medien als „Ansporn“ unternehmen, damit die selbstständige und nachhaltige Berichterstattung über den Behindertensport zum Tragen kommt?

6) Auch wenn Luxemburg die diesjährigen „Paralympics“ kaum zur Kenntnis genommen zu haben scheint, was will die Regierung unternehmen, um das in London Erreichte hier in Luxemburg aufzugreifen und im Behindertensport sowie im Behindertenbreitensport Akzente zu setzen und so den Anschluss an eine integrative Politik nicht zu verpassen?

7) Wird es eine Aktualisierung des „plan d'action“ für den Behindertensport geben, mit einem konkreten Umsetzungsplan in die Praxis?

**Réponse** (24.10.2012) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

Der Herr Abgeordnete stellt sich Fragen über die Teilnahme von luxemburgischen Athleten, Begleitern, Offiziellen und Vertretern der Presse bei den Paralympischen Spielen in Peking (2008) und London (2012). Man sollte vorab betonen, dass die Entscheidung, eine Delegation oder Vertreter der Presse zu besagten Spielen zu entsenden sowie Artikel in der geschriebenen Presse zu veröffentlichen oder Übertragungen in Radio und Fernsehen durchzuführen, nicht zum Zuständigkeitsbereich des Sportministers oder des öffentlichen Dienstes gehört.

Was die Entscheidung angeht, Athleten für eine Teilnahme an Paralympischen Spielen auszuwählen, so sei zu bemerken, dass diese ausschließlich dem luxemburgischen Olympischen Komitee, dem nationalen Verband Paralympic Committee Luxembourg und dem internationalen Verband International Paralympic Committee vorbehalten ist. Diesbezüglich wurde hier dem Wortlaut des modifizierten Sportgesetzes vom 3. August 2005 Rechnung getragen, welches in Artikel 3 besagt, dass die öffentliche Hand die Autonomie der Sportbewegung respektiert.

Des Weiteren möchte ich dem Herrn Abgeordneten folgende Antworten auf seine Fragen liefern:

Zu den Fragen 1 und 2: Laut meinen Informationen wurde kein luxemburgischer Pressevertreter zu den Paralympischen Spielen 2012 in London entsandt, was sich wahrscheinlich dadurch erklärt, dass kein luxemburgischer Athlet sich für diese Spiele qualifiziert hatte. Und obwohl eine Sportlerdelegation im Jahr 2008 an den Spielen von Peking teilgenommen hat, waren auch dort keine Vertreter der Luxemburger Presse anwesend. Die damaligen Berichterstattungen basierten auf Informationen der Delegation.

Zu Frage 3: In Peking setzte sich die Delegation aus einem Athleten, einem Trainer und einem Missionschef, welcher gleichzeitig die Mission eines Physiotherapeuten innehatte, zusammen. Der Präsident des COSL war in seiner Funktion als Präsident des Nationalen Olympischen Komitees anwesend. Der Staatshaushalt sieht Kredite vor für die Olympiavorbereitung, nicht jedoch für die Teilnahme selbst. In diesem gegebenen Fall handelt es sich um einen globalen Kredit, angesiedelt beim COSL, für die Olympischen und Paralympischen Spiele. Man kann also nicht von einer staatlichen Unterstützung für den Aufenthalt während der Spiele reden.

Da in London keine luxemburgischen Athleten teilgenommen haben, hatte Luxemburg kein Anrecht auf Akkreditierungen für Vertreter des Nationalen Olympischen Komitees. Demnach waren auch keine nationalen Vertreter bei den Paralympischen Spielen dabei.

Zu den Fragen 4 und 5: Die luxemburgische Regierung hat nicht die Absicht, die Entscheidungen der Presseorgane über Berichterstattungsthemen in irgendeiner Weise zu beeinflussen. Außerdem ist zu bemerken, dass die letz-

ten Paralympischen Spiele medial wie nie zuvor abgedeckt waren und dass man diese folglich problemlos in Luxemburg verfolgen konnte.

Zu den Fragen 6 und 7: Eine finanzielle Unterstützung ist für sämtliche Sportverbände vorgesehen, welche das Agrément des Sportministers genießen. Die Höhe der Unterstützung errechnet sich aus der effektiven Tätigkeit und/oder aufgrund der vorgestellten Konzepte. Für die Vorbereitungsperiode der Spiele von Peking 2008 wurden dem Paralympic Committee mehrere Kredite beziehungsweise „ouvertures de crédit“ zugestanden. Ausser den Luxollers, die an der Deutschen Basketballmeisterschaft im Rollstuhl teilnehmen, unterstützt das Sportministerium aktuell eine Handbikemannschaft unter Leitung eines qualifizierten Trainers, dies im Hinblick auf die Paralympischen Spiele in Rio 2016. Außerdem wurde bei der Änderung des Reglements über die Gewährung des Sporturlaubs eigens darauf geachtet, die Paralympischen Spiele auch mit einzubeziehen (Artikel 2). Behinderte Athleten sowie ihre Betreuer genießen in Bezug auf Gewährung von Sporturlaub somit die gleichen Bedingungen wie die anderen Athleten und ihre Betreuer.

**Question 2313** (24.9.2012) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **emprunts contractés par les communes**:

La direction des Finances communales s'oppose généralement à la volonté de certains conseils communaux de contracter des emprunts bancaires à taux d'intérêt fixe. On pouvait facilement comprendre que, vers le début du siècle, des taux d'intérêt fixe de l'ordre de 5% ou plus étaient risqués dans la mesure où l'évolution probable des taux variables permettait de se situer en dessous de ce niveau. Or, de nos jours, la situation a sensiblement changé. Force est de constater que, dans le contexte de crise économique que nous vivons à l'heure qu'il est, le choix d'un taux fixe se situant à un niveau historiquement bas, dans certains cas inférieur à 2% sur une durée de dix ans, serait sûrement préférable à un taux variable. Cela relève même du choix rationnel et responsable. En effet, il faut prendre en compte le taux d'inflation, qui, actuellement, est de l'ordre de 2,35%, avec une tendance à la hausse. Une commune qui diversifierait ses risques en pérennisant une partie de ses emprunts à un taux fixe si minime obtiendrait pour ses citoyens un service de la dette à coût réel négatif. En fait, au cas où les taux variables devraient être révisés à la hausse (scénario d'une reprise économique et/ou d'inflation), la charge financière nominale à supporter par la commune n'augmenterait pas. D'ailleurs, une augmentation des taux variables n'est pas nécessairement liée à une reprise de la conjoncture, mais pourrait bel et bien s'expliquer par une politique monétaire de la BCE soucieuse de lutter contre des tendances inflationnistes, par exemple dans un scénario de stagflation. Dans pareil cas, le choix d'un taux d'intérêt fixe constituerait un avantage, en particulier parce que la commune ne pourrait guère tableur sur des recettes supplémentaires, une éventuelle relance économique faisant défaut.

À noter également que l'État lui-même vient de contracter des emprunts à taux fixe dans l'intérêt d'une gestion plus prudente des finances publiques. Le Gouvernement ne devrait donc pas priver les communes d'en faire de même. Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer les raisons pour lesquelles ses services refusent d'accepter que des communes contractent des emprunts à taux fixes se situant à un niveau historiquement bas?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à reconsidérer sa politique en la matière?

**Réponse** (8.10.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

La ligne de conduite du Ministère de l'Intérieur et ses réflexions sur un taux d'intérêt débiteur fixe pour les emprunts que les communes sont amenées à contracter pour clôturer leur budget en équilibre ont amplement été exposées dans sa réponse à la question parlementaire n°2344 du 18 août 2003 de Monsieur le Député Claude Meisch (cf. *compte rendu* n°1/2003-2004), une réponse qui garde toute son actualité.

Afin de pouvoir exercer son rôle de surveillance et assumer sa responsabilité en matière d'endettement du secteur communal conformément à l'article 106 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, le Ministère de l'Intérieur instruit et analyse chaque délibération d'un conseil communal portant sur un





emprunt. Il vérifie notamment le recours à l'emprunt dans le cadre des articles 117 et 118 de la loi communale qui, sous certaines conditions, ouvrent à la commune la possibilité de se faire préfinancer par emprunt son budget d'investissement notamment si un autre financement n'est ni possible ni économique et si le remboursement régulier des annuités est assuré.

À l'égard de ces dispositions légales qui ne reflètent finalement que les règles d'une gestion financière communale en bon père de famille et qui évitent aux communes un surendettement, il faut remarquer que les autorités communales luxembourgeoises se comportent en décideurs responsables et ne succombent pas à la tentation de spéculer sur l'avenir.

Rarement cependant certains responsables locaux nouveaux préconisent le recours à des emprunts à taux fixe en tablant sur une hausse générale des taux variables. En prenant cette option, ils spéculent en fait contre la politique économique et financière nationale et européenne qui elle vise une stabilité des taux à bas niveau, nécessaire pour réduire les coûts et relancer l'activité économique.

En ce qui concerne le choix de l'État central en matière de financement par emprunt de son budget, il y a lieu de remarquer que l'État ne peut être comparé aux communes. En effet, celles-ci ont un cadre juridique à l'intérieur duquel elles peuvent opérer, alors que l'État a pour rôle de surveiller le respect de ce cadre tout en assumant une responsabilité certaine dans le contexte national et européen.

**Question 2314** (24.9.2012) de **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*) concernant les **activités prévues par le Gouvernement dans le cadre de l'Année internationale des coopératives:**

L'année 2012 a été déclarée Année internationale des coopératives par les Nations Unies. L'évènement a été officiellement lancé le 31 octobre 2011 à New-York par les Nations Unies et début novembre 2011 à Cancún par l'Alliance coopérative internationale.

L'Organisation des Nations Unies a invité tous les États membres à mettre en place des comités nationaux pour la préparation, la célébration et le suivi de l'Année internationale des coopératives, dans l'objectif de:

- faire connaître le rôle bénéfique des entreprises et mouvements coopératifs dans le développement économique et social;
- promouvoir la création, la croissance et la stabilité de ces entreprises et mouvements;
- renforcer les collaborations et partenariats entre pouvoirs publics et les acteurs du secteur coopératif.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué à l'Économie solidaire:

- Quelles sont les activités réalisées et prévues par le Gouvernement du Luxembourg dans le cadre de l'Année internationale des coopératives?
- Est-ce que le Ministre délégué à l'Économie solidaire compte notamment saisir les opportunités offertes par le statut spécifique des sociétés coopératives pour renforcer leur rôle dans l'économie sociale et solidaire? Le cas échéant quelles mesures et initiatives sont prévues à cet égard?
- Est-ce que le Ministre compte proposer en droit commercial luxembourgeois une «société à finalité sociale» (SFS) en tant que variante d'une société commerciale qui, tout en poursuivant un but non lucratif, pose à titre principal des actes de commerce? Le cas échéant est-ce que pareille société à finalité sociale s'inspirerait du statut des sociétés coopératives? Au cas contraire, quelles sont les raisons qui ont amené le Ministre à abandonner l'élaboration d'un statut juridique spécifique à destination des sociétés à finalité sociale?

**Réponse** (22.10.2012) de **M. Romain Schneider**, *Ministre délégué à l'Économie solidaire:*

La question parlementaire n°2314 appelle la réponse suivante de la part du Ministre délégué à l'Économie solidaire:

En déclarant l'année 2012 Année internationale des coopératives, l'Assemblée générale des Nations Unies met en évidence la contribution des coopératives pour le développement économique et leur impact pour la lutte contre la pauvreté, la création d'emploi et l'intégration sociale.

Le département de l'Économie solidaire a participé à plusieurs événements internationaux organisés dans le cadre de l'Année internationale des coopératives, afin d'explorer les possibilités

de promouvoir plus activement ce modèle commercial au Luxembourg étant donné qu'il a démontré sa capacité de prospérer même pendant des périodes difficiles.

Dans la mesure où il n'existe pas d'organe fédérateur au Luxembourg qui puisse servir d'interlocuteur politique au mouvement coopératif, le département a choisi de thématiser le modèle coopératif par l'organisation d'une conférence publique de sensibilisation, en partenariat avec un acteur coopératif luxembourgeois du secteur financier. Cette conférence, qui sera annoncée sous peu, aura lieu au nouveau Centre de Conférences à Kirchberg en date du 5 décembre 2012. Elle aura pour objet de mobiliser de nombreuses coopératives du pays et d'illustrer le modèle porté par les différents mouvements coopératifs en Europe et dans le monde.

Des négociations sont également en cours pour accueillir dans le cadre de cette conférence l'exposition «À travers leurs yeux» organisée par la Confédération Européenne des Coopératives de Production et de Travail Associé, des Coopératives Sociales et des Entreprises Sociales et Participatives (CECOP-CICOPA Europe). Cette exposition d'envergure révèle un modèle entrepreneurial axé sur les personnes, qui constitue l'approche centrale partagée par toutes les coopératives et constitue de ce fait un modèle entrepreneurial traditionnel du secteur de l'économie sociale et solidaire. Elle fut inaugurée le 25 septembre 2012 à Bruxelles en présence de la Députée européenne Marie-Christine Vergiat.

Concernant la question relative aux intentions de proposer en droit commercial luxembourgeois une «société à finalité sociale» en tant que variante d'une société commerciale qui, tout en poursuivant un but non lucratif, pose à titre principal des actes de commerce, le département de l'Économie solidaire travaille actuellement en collaboration étroite avec le Ministère de la Justice et le Ministère des Finances à l'élaboration d'un projet de loi qui traduit cette approche.

À l'issue de nombreux groupes de travail et de concertation avec notamment des acteurs du secteur de l'économie solidaire, le projet est en phase de finalisation. Il aspire à répondre aussi bien aux besoins des entreprises de l'économie sociale et solidaire qui opèrent au Luxembourg qu'aux aspirations des investisseurs d'impact, désireux de financer des activités qui ont un effet sociétal positif, le cas échéant par l'intermédiaire de fonds d'investissement.

**Question 2315** (24.9.2012) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant **l'évolution de certains indicateurs de l'éducation en général:**

Alors que nous assistons en Europe à une délocalisation des emplois peu voire non qualifiés vers des pays où les salaires sont plus modestes, l'éducation devient un élément de plus en plus crucial pour nos jeunes pour les préserver des conséquences néfastes de la mondialisation. Il convient dès lors de faire en sorte que ces jeunes disposent des connaissances et des compétences nécessaires pour se démarquer sur le marché mondial du savoir. Il n'est dans ce contexte pas surprenant que l'éducation figure au centre des préoccupations de la stratégie Europe 2020.

En tant que pays d'immigration - l'Institut national de la statistique et des études économiques (Statec) a recensé quelque 170 nationalités différentes au 1<sup>er</sup> février 2012 représentant 43.04% de la population totale -, le Luxembourg fait face à un réel défi afin d'intégrer au mieux les personnes issues de l'immigration (ci-après les «immigrés») dans son système scolaire. Il résulte en effet du rapport annuel de l'OCDE intitulé Regards sur l'éducation 2012 - Les indicateurs de l'OCDE (ci-après «rapport de l'OCDE») que «l'efficacité des pays à intégrer les élèves issus de l'immigration est un indicateur clé de la qualité et de l'équité de leur système d'éducation; c'est aussi un indicateur de l'efficacité de leurs politiques sociales au sens large (...)».

Les rédacteurs du rapport de l'OCDE examinent dans ce contexte un certain nombre de facteurs pouvant influencer sur la réussite des immigrants, i. e. l'impact de la concentration géographique des familles issues de l'immigration dans certains quartiers, la profession des parents d'immigrés, l'usage des langues à domicile.

C'est ainsi que j'aimerais savoir de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- si les Ministres estiment que les conclusions du rapport de l'OCDE au sujet des immigrés

sont transposables à la situation du Luxembourg.

- Dans l'affirmative, existe-t-il des statistiques démontrant que les jeunes issus de quartiers défavorisés atteignent un niveau d'études inférieur par rapport à ceux des quartiers aisés? De même, existe-t-il des statistiques mesurant l'impact du niveau d'études des parents sur celui des jeunes adultes? Quel est dans ce contexte le pourcentage de jeunes adultes qui affichent un niveau de formation supérieur à celui de leurs parents?

- En termes absolus, quel était le niveau des dépenses publiques d'éducation en 2000, 2005 et 2009? Quel était le pourcentage des dépenses publiques d'éducation par rapport au total des dépenses publiques en 2009, sachant que la moyenne OCDE s'élevait à 13%? Qu'en était-il des années 2000, 2005 et 2011?

- Quelle était la répartition de ces dépenses publiques d'éducation dans les différentes branches de l'enseignement, primaire (fondamental), secondaire (post-primaire) et tertiaire (universitaire) en 2000, 2005 et 2011?

- Quel était le coût total des salaires payés au personnel enseignant dans le total des dépenses publiques d'éducation en 2000, 2005, 2009 et 2011? Par branches de l'enseignement?

**Réponse commune** (5.11.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, et de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le rapport de l'OCDE «Regards sur l'éducation 2012» confirme les constats concernant l'enseignement au Luxembourg. Dans la plupart des autres pays, y compris le Luxembourg, les enfants issus de l'immigration ont moins de chance de réussite à l'école. Il en est de même pour des enfants de parents ayant un niveau de formation peu élevé.

Au Luxembourg, ces phénomènes sont particulièrement importants puisque:

- l'immigration est forte; il n'y a aucun autre pays avec une telle proportion d'élèves immigrés;
- les désavantages du milieu défavorisé et de l'immigration se superposent et s'intensifient;
- la situation langagière particulière dans nos écoles, à savoir l'utilisation de trois langues véhiculaires différentes, pénalise davantage encore les enfants issus de l'immigration.

Les questions posées par Monsieur le Député appellent les réponses et considérations suivantes:

- Le Gouvernement partage les constats du rapport de l'OCDE.

Il n'y a pas de statistiques précises concernant le niveau d'études atteint par rapport au niveau de formation des parents.

Les chiffres publiés par l'éducation nationale montrent que, selon le diplôme, les statistiques sur les nationalités des lauréats ne sont pas les mêmes. Le tableau suivant spécifie pour 2011 le taux de lauréats luxembourgeois, portugais et «autres», pour:

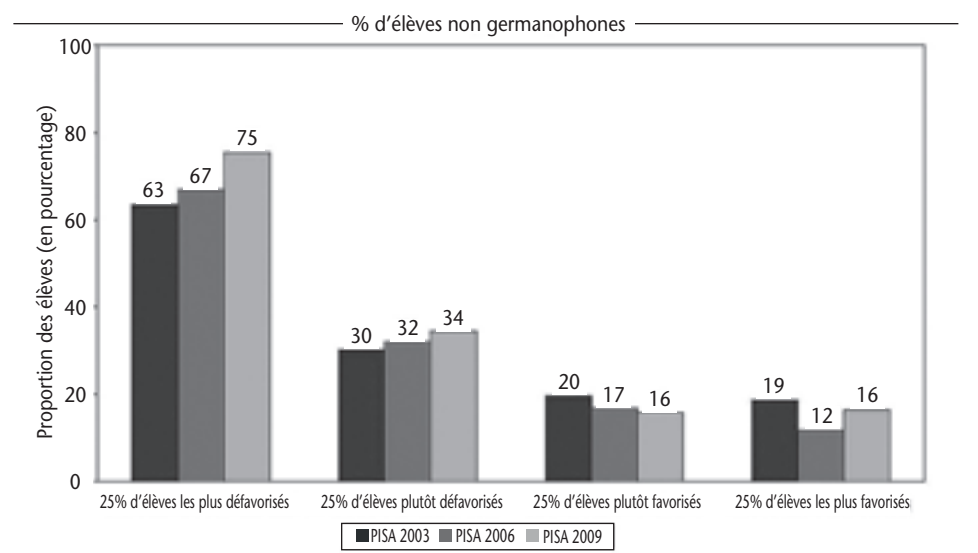
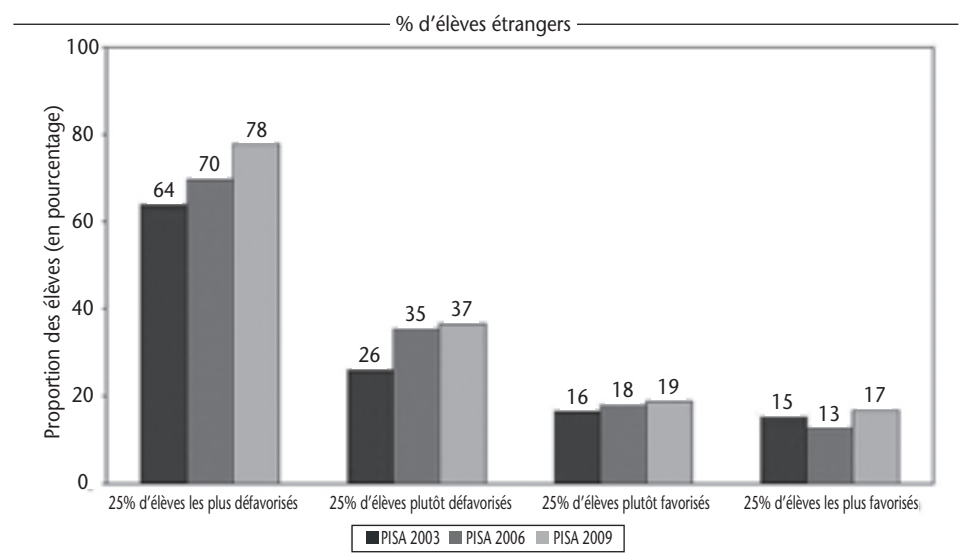
- le diplôme de fin d'études secondaires («Première»),
- le diplôme de fin d'études secondaires techniques («Bac technique»),
- le diplôme de technicien,
- le certificat d'aptitude technique et professionnelle,
- les certificats de capacités manuelle et d'initiation technique et professionnelle.

Diplômes	Luxembourgeois	Portugais	autres	Total
études secondaires	88,6%	4,4%	7,1%	100,0%
études secondaires techniques	74,6%	14,9%	10,5%	100,0%
diplôme de technicien	66,7%	21,8%	11,5%	100,0%
CATP (désormais DAP)	63,1%	21,1%	15,8%	100,0%
CITP CCM (désormais CCM)	37,3%	40,4%	22,4%	100,0%

L'étude PISA a éclairé l'impact du milieu social et de l'immigration sur les résultats des élèves. Tous les graphiques qui suivent, ont été publiés dans le rapport national PISA 2009 par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

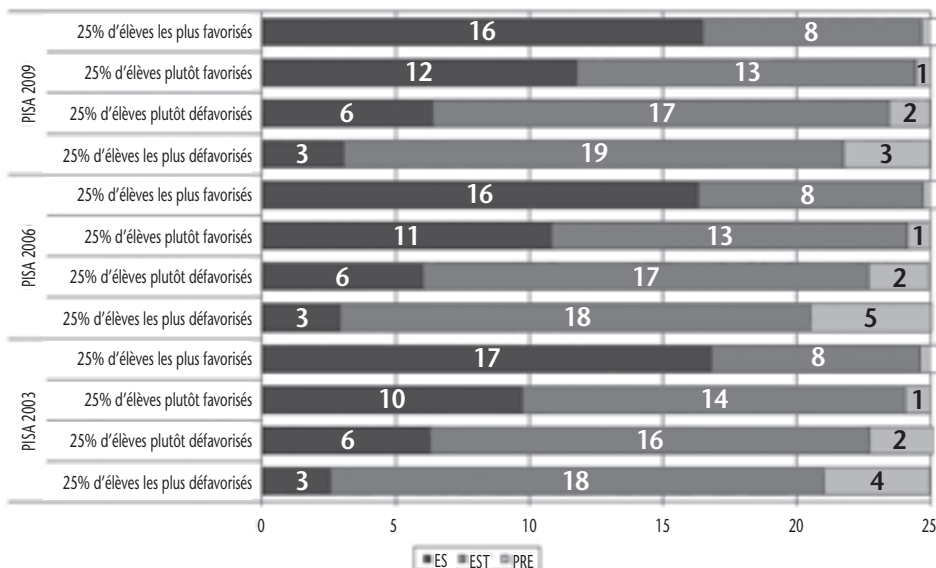
Le taux d'élèves étrangers et notamment celui des non germanophones est le plus élevé parmi les élèves issus de milieux défavorisés. Ce taux est en outre nettement croissant les dernières années.

Il convient de spécifier que ce phénomène est dû en partie au fait que nombre d'élèves étrangers non germanophones issus de milieux favorisés sont scolarisés à l'École européenne et dans des écoles privées comme le Lycée Vauban.





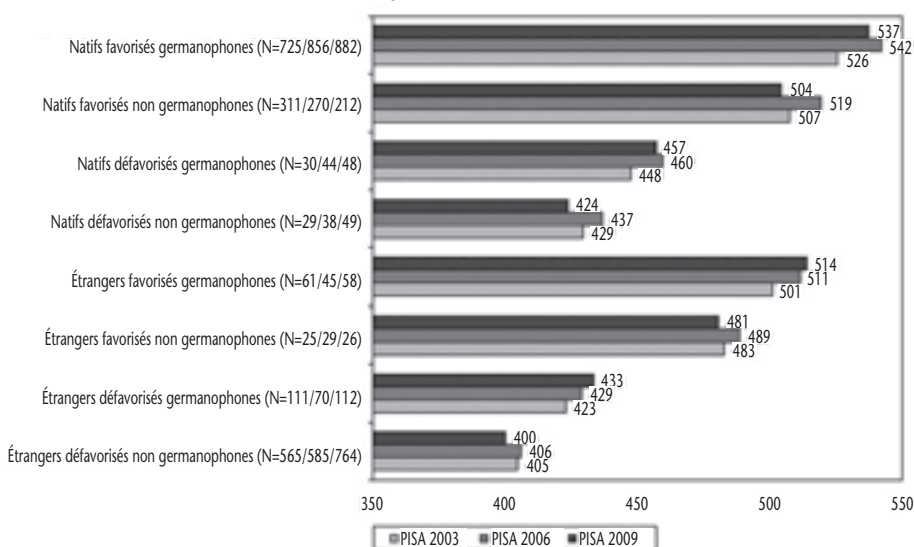
La répartition des élèves sur les classes de l'enseignement secondaire, du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique et du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique montre que les élèves issus de milieux favorisés sont surtout orientés vers l'enseignement secondaire alors que ceux issus de milieux défavorisés se retrouvent plus souvent au régime préparatoire.



Graphique 12: Répartition en pourcentage des élèves de 15 ans lors des épreuves PISA 2003, 2006 et 2009 selon le statut socioéconomique et culturel et selon le type d'enseignement

La ségrégation par ordre d'enseignement se traduit dans les performances des élèves qui reflètent le milieu social:

### Compréhension de l'écrit



Graphique 14: Performances moyennes des huit catégories d'élèves estimées à partir de l'analyse de régression

Dans l'étude PISA est quantifiée l'importance de trois facteurs, milieu social, immigration, langue parlée au domicile, sur la base des résultats des élèves lors de tests PISA. Il faut savoir que 40 points correspondent environ à une année d'apprentissage scolaire.

On constate que l'élève issu d'un milieu social aisé bénéficie à l'âge de 15 ans d'une avance

de deux années scolaires par rapport à ses camarades, l'autochtone d'une bonne demi-année par rapport à l'immigrant, le locuteur luxembourgeois d'une petite demi-année par rapport au romanophone. Statistiquement, l'élève luxembourgeois aisé bénéficie donc à l'âge de quinze ans d'une avance de trois années scolaires par rapport à l'élève portugais romanophone défavorisé.

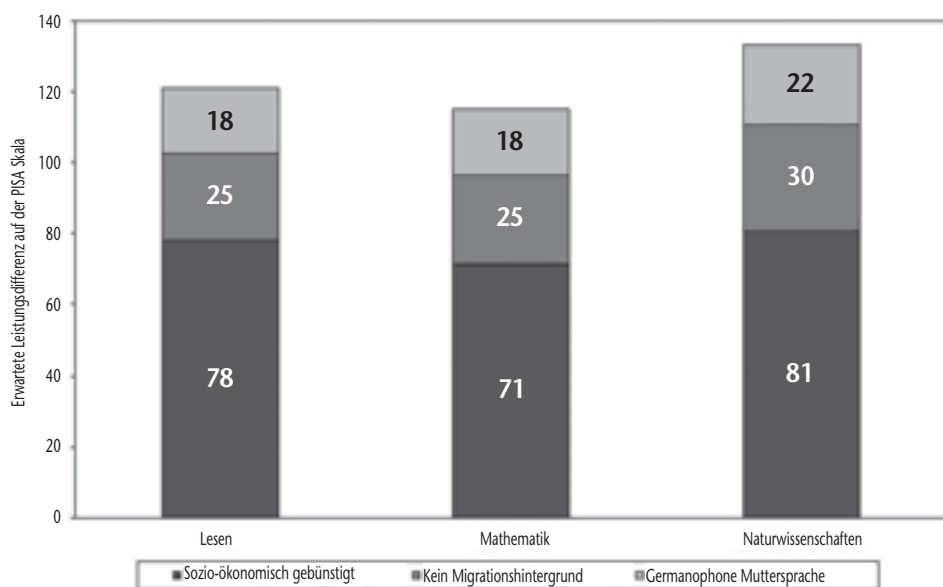


Abbildung 21: Aufgrund des sozio-ökonomischen Status, des Migrationshintergrunds und der zu Hause gesprochenen Sprache zu erwartende Leistungsunterschiede im Lesen, in Mathematik und den Naturwissenschaften.

Les dépenses absolues pour l'enseignement sont données par le tableau suivant (en millions d'euros) pour 2002, 2005, 2009 et 2010, dernière année disponible:

	2002	2005	2009	2010
Dépenses totales en éducation	909,3	1.144,1	1.358,3	1.581,9
dont précoce, préscolaire et primaire	482,5	619,5	723,1	962,9
dont ES	135,8	170,8	203,3	201,6
dont EST	291,0	353,7	431,9	417,4

Le taux par rapport au budget total a été calculé par l'OCDE:

	2002	2005	2009	2010
Au Luxembourg	9,2%	9,1%	8,9%	9,3%
moyenne OCDE	9,9%	10,2%	9,9%	pas disponible

La rémunération totale du personnel enseignant est donnée par le tableau suivant:

	2002	2005	2009	2010
Total (en millions d'euros, par an)	560,3	654,5	877,5	1.029,1
dont précoce, préscolaire et primaire	296,1	339,3	478,1	649,6
dont ES	85,6	102,1	133,5	125,2
dont EST	178,6	213,1	265,9	254,3

La part de la rémunération des enseignants est la suivante:

	2002	2005	2009	2010
Total	61,6%	57,2%	64,6%	65,1%
dont précoce, préscolaire et primaire	61,4%	54,8%	66,1%	67,5%
dont ES	63,0%	59,8%	65,7%	62,1%
dont EST	61,4%	60,2%	61,6%	60,9%

Le rapport de l'OCDE souligne à juste titre que les dépenses absolues du Luxembourg par élève sont les plus élevées dans l'OCDE. Cependant en comparaison avec le PIB, les dépenses du Grand-Duché pour l'enseignement ne sont que moyens, voire inférieures à la moyenne.

«C'est vrai pour le Luxembourg, par exemple: le coût salarial des enseignants par élève est le plus élevé de tous les pays s'il est exprimé en USD (essentiellement à cause du niveau de salaire élevé en USD), mais pas s'il est rapporté en pourcentage du PIB par habitant, car le niveau de salaire est équivalent à la moyenne de l'OCDE en pourcentage du PIB par habitant.»

Les deux comparaisons ont des inconvénients: les chiffres absolus ne tiennent pas compte du fait que le niveau de vie et des salaires est très élevé dans tous les domaines au Luxembourg. Il faut préciser que la comparaison des PIB ne tient pas compte du fait que le PIB du Luxembourg se compose de la somme des produits du travail des résidents et des frontaliers et que les analyses de l'OCDE ne font pas de distinction entre ces deux types de composants.

Le Luxembourg est, parmi tous les pays examinés, celui où la part du financement public de l'enseignement est la plus importante (page 258).

À noter également que le rapport relève l'augmentation extrêmement forte de la taille de la cohorte des jeunes de 15-19 ans dans notre pays, qui n'est dépassé que par la Turquie.

Une répartition par disciplines enseignées n'est pas disponible et difficile à réaliser, puisqu'il y a trop de disciplines différentes. Il y a actuellement 590 branches différentes reprises dans les grilles horaires de l'enseignement secondaire et secondaire technique auxquelles s'ajoutent 1793 modules différents de la formation professionnelle initiale réformée où l'enseignement n'est plus organisé par branches. En outre, de nombreux enseignants enseignent plusieurs branches.

Pour terminer, un autre constat du rapport de l'OCDE mérite d'être relevé:

«Alors même que le spectre d'une nouvelle récession économique apparaît de plus en plus menaçant dans certains pays, s'il n'est pas déjà une réalité dans d'autres, les conclusions de cette édition pourront s'avérer particulièrement pertinentes. L'investissement dans les individus, leurs compétences et leur éducation est une démarche clé pour obtenir une croissance économique et un marché du travail plus inclusifs, mais aussi pour les économies, les sociétés et leurs citoyens!»

### Question 2316 (25.9.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la mise en œuvre de l'accord culturel entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République portugaise:

D'Regierung mécht grouss Efforten, fir d'Kultur-Ofkommens mat der portugiescher Republik vun 1982 ëmzesetzen. Opgrond vun dem Accord, an an Zesummenarbecht mat der portugiescher Ambassade zu Lëtzebuerg, leeft an eise Spillschoulen (dem Cycle 1 vum Fondamental) d'Joer nees en neie Projet un, fir d'Scolarisation vun de portugisesche Kanner an hirer Mammesprooch ze ermëglichen.

An deem bilateralen Ofkommens vum 12. Juli 1982 hunn déi zwee Länner awer och eng Rei vu géigesäitege Verpflichtungen iwwerholl. Dowéinst wollt ech d'Regierung froen, wéi si d'Ëmsetzung vun dem Kultur-Ofkommens gesäit.

1. Zu Artikel 7: Wéi vill lëtzebuergesch Enseignanten an Experten an schoulesche Beräich an aus der Erwuessenbildung woren zënter 1982 an Austauschprogrammer a Portugal? Wéi vill portugiesch Enseignanten an Experte woren an esou Programmer zu Lëtzebuerg?

2. Zu Artikel 8: Wéi vill portugiesch Enseignanten hunn eng Bourse kritt, fir d'Lëtzebuerger Sprooch a Kultur ze léieren? Wéi vill Lëtzebuerger Enseignanten hunn eng Bourse kritt, fir d'portugiesch Sprooch a Kultur ze léieren?

3. Zu Artikel 9: Wéi vill Enseignanten, Conférencieren, Fuerscher a Studente goufen ausgeschot? Wéi goufen d'Kontakter tëschent den Unterrichts-, Kultur- a Fuerschungsinstituter tëschent deenen zwee Länner favoriséiert?

4. Zu Artikel 10: Wéi vill d'ar Boursse fir d'Studéieren an d'Perfektionéieren an de Beräicher vun der Konscht, der Kultur an der Wëssenschaft goufe vun deenen zwee Länner accordéiert?

5. Zu Artikel 18: Sinn déi gemëschte Kommissiounen all dräi Joer zesummekomm a wat woren hir Konklusiounen?

### Réponse commune (12.11.2012) de Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture, de Mme Mady Delvaux-Stehes, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, et de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères:

D'Froen vum honorabelen Deputéierten betreffen engersäits de Kooperationsprogramm, deen de 4. Juni 2008 (als Ëmsetzung vum Kulturaccord vu Lissabon vum 12. Juni 1982) zu Lissabon ënnerschriww gouf, an anerersäits d'Réunioun vun der «sous-commission mixte en matière d'intégration scolaire des enfants portugais», déi den 9. an den 10. Dezember 2010 stattfonnt huet.

Fro 1: Dem Éducatiounsministère sinn dräi Persounen bekannt, eng aus dem Joer 1997, déi zwou aner aus dem Joer 1999, déi Kandidaten fir eng Bourse waren. Hir Donnéeën goufen un de Kulturministère weidergeleert, dee sech ëm d'Attributioun vun de Boursen, déi am Kulturaccord virgesi sinn, bekëmmert. Dernieft krut am Joer 1990 een Enseignant eng Bourse vum Instituto Camões.

Froen 2, 3 a 4: Am Kontext vum Kulturaccord an op Basis vun deem, wat mam Partnerland an de méijährigen Exekutivprogrammer festgeloucht gouf, kritt de Kulturministère d'Demanden an d'Offere vun de Boursen a gëtt se fir Avis virun un déi zoustänneg Administratiounen.

Wat d'Boursse betrëfft, déi an den Artikelen 8, 9 an 10 ernimmt ginn, huet de Kulturministère zënter enger Rei Jore keng Demande a keng Offer enregistriert. Et gouf och keng Ufro eragereecht fir e Finanzement vun enger Bourse iwwert de Budget vum Kulturaccord.

Eng Analys vum Kulturministère weist, datt dës Situatioun dohier kënn, datt engersäits déi meescht universitär Studiëgänger d'Méiglechkeet fir en Auslandssemester bidden, respektiv datt d'Studenten ëmmer méi Méiglechkeeten hunn, fir Boursen am Kader vun europäesche Pro-



grammer accordéiert ze kréien (am Kader vum Erasmus-Programm waren am Schouljoer 2011/2012 z. B. fënnf portugisesch Studenten op der Universitéit Lëtzebuerg).

Anerersäits kommen dës Échangen och op eng direkt Aart a Weis zustanen, z. B. am Kader vum gemeinsame Fuerschungsprojeten, respektiv weist sech, datt d'Weiderentwécklung vun de modernen Technologien am Kommunikatiounsberäich gradesou wéi d'Disponibilitéit vun digitaliséierten Informatiounen e Fernstudium méiglech maachen an och vereinfachen.

Den Ausbau vun de Relatiounen tëschent de Kulturinstituter gëtt duerch direkt Kontakter tëschent den Institutiounen op deenen ënnerschiddlechsten Niveaue (virun allem duerch konkret Projeten) an zum Deel och iwwer europäesche Réseauen an/oder Aarbechtsgruppe virugedriwwen.

Interessant Kontaktméiglechkeete goufen awer och vun der lëtzebuergescher Ambassade zu Lissabon initiéiert. Dozou koumen nach zousätzlech kulturell Aktivitéiten, déi de Kulturministère, den Ausseministère an d'Ambassade vu Lissabon zesummen organiséiert hunn.

Ganz speziell am Beräich vun der Musek goufen d'Kontakter duerch den Exportbüro vun der lëtzebuergescher Musek intensivéiert. Personell Contraintë verhältnere leider, datt dës Relatiounen nach kënnen weider ausgebaut ginn.

Fro 5: D'«sous-commission mixte en matière d'intégration scolaire des enfants portugais» ass dräimol zesummekomme, an zwar zu Lissabon de 17. an 18. Mäerz 1997, zu Lëtzebuerg de 14. an de 15. November 2002 an nach eng Kéier zu Lëtzebuerg den 9. an 10. Dezember 2010.

D'Konklusiounen heivunnen sinn:

1997:

Reaktivatioun vum Pilotage-Grupp, fir den integrativen Unterrecht ze bewäerten

Kreatioun vun engem bilaterale Kontaktgrupp fir d'Ausschaffe vu Virschléi, déi den Autoritéit vu béide Länner virgeluecht ginn.

2002:

Informatiounsaustausch iwwert déi respektiv Schoulsystemer

D'Fördere vu Pilotprojeten, déi en interkulturellen Dialog am Précoce an am Préscolaire viséieren

D'Förderen an d'Verbessere vum integrativen Unterrecht, an ënner anerem eng besser Integratioun vun de portugiseschen Enseignanten an de Schoulen

D'Organisatioun vun den Examen fir Portugisesch als Friemsprooch beim Centre de Langues Luxembourg (den aktuellen Institut national des langues)

D'Ubide vu Léiermaterial beim Centre de Langues Luxembourg a beim Service de la formation des adultes vu portugisescher Säit

Lëtzebuergesch Coursé fir Enseignanten, deenen hir Mammesprooch Portugisesch ass.

2010:

D'Offer vu Coursen an der Mammesprooch am 1. Zyklus

D'Promotioun an d'Verbesserung vum integrativen Unterrecht, virun allem d'Évaluatioun vun de sproochlechen Acquisé vun de portugisesche Schüler an d'Évaluatioun vun de portugiseschen Enseignanten duerch déi portugisesch Autoritéiten

Kreatioun vun engem permanenten Aarbechtsgrupp, deen derfir suergt, datt d'Décisiounen, déi geholl goufen, eng Suite kréien.

**Question 2317** (25.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **prise en charge des frais médicaux d'un enfant dont le parent n'a pas la garde:**

Am Fall wou deen Elterendeel, deen d'Garde vun de Kanner huet, aus iergendengem Grond net méi sozialversécherter wär, stellt sech d'Fro vun der Ofsécherung vun de Kanner. Anscheinend ass et dann esou, datt d'Kanner an de Kliniken dann ënnert der Sozialversécherung vun deem aneren Elterendeel behandelt ginn, falls deen eng huet.

An deem Zesammenhang wollt ech dem Här Minister fir sozial Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wat geschitt mat deene Kanner, déi musse medezinesch behandelt ginn, a wou een oder vläicht souguer déi zwee Elterendeeler net sozialversécherter sinn?

2. Am Fall wou d'Kanner ënnert der Versécherung vun deem Elterendeel behandelt ginn,

deem d'Garde net huet, gëtt deen Elterendeel dann doriwuer informéiert? Kann deen Elterendeel dann och d'Décisiounen iwwert d'medezinesch Behandlung vu senger Kanner huelen, well hie jo dann och muss finanziell derfir opkommen?

3. Misst net automatesch all Elterendeel, ob gescheet oder net, ob en d'Garde huet oder net, eng Sozialversécherungskart fir seng Kanner ausgestellt kréien?

**Réponse** (16.10.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ad 1) Am Prinzip ginn d'Kanner affiliéiert gemäss dem Artikel 7 vum Code de la sécurité sociale. Deementspriedend sinn all Kanner bei dem Haaptassuré ugemellt, dee fir si Steiererméissegunge laut den Artikelen 122 an 123 vum modifizéierte Steiergesetz vum 4. Dezember 1967 kritt. Datselwecht gëllt fir Kanner, déi onbefrist am Stot vum Assuré opgeholl ginn, fir deenen hir Ausbildung an hiren Ënnerhalt e suergt a fir déi hien, säi Conjoint oder Partner dëselwecht Steiererméissegunge kritt.

Punkt 13, Alinéa 1 vum Artikel 1 vum Code de la sécurité sociale bestëmmt des Weideren, dass Kanner, déi manner wéi 18 Joer al sinn, zu Lëtzebuerg wunnen an net anescht assuréiert sinn, gemäss Artikel 7 obligatoresch assuréiert ginn. Doduerch ass garantéiert, dass all mannerjähregt Kand, dat zu Lëtzebuerg wunnt, eng Krankenversécherung huet.

An der Praxis verleeft et esou: Wann d'Spidol bei engem hospitaliséierte Kand feststellt, dass et net méi assuréiert ass, da kontaktéiert et d'Gesondheetskeess, fir de Fall ze klären. Wann an deem Fall d'Affiliatioun iwwert deen Elterendeel méiglech ass, deen d'Garde vum Kand net huet, da gëtt eng Coassurance bei deem Elterendeel agedroen. Deen Elterendeel, deen d'Garde vum Kand huet, aver keng Krankenversécherung méi huet, gëtt als „autre bénéficiaire“ agedroen, wat heescht, dass Rechnungen, déi hie bezuelt huet, him och rembourséiert ginn, wougéint normalerweis den Haaptassuré déi Sue rembourséiert kritt.

Ass keng Affiliatioun iwwer ee vun den zwee Elterendeeler, da gëtt d'Kand iwwert den uewe genannten Artikel 1 affiliéiert.

Ad 2) D'Décisioun doriwuer, wat fir Traitement bei engem Kand gemaach solle ginn, ënnert net der Gesondheetskeess. Datselwecht gëllt fir d'Informatioun doriwuer.

Normalerweis gëtt d'Kand als Coassuré vun deem Elterendeel agedroen, deen d'Garde vun him huet. Et ass deen Elterendeel, vun deem, ausser bei géigendeeleger Informatioun, ugeholl gëtt, dass en d'Käschte vum medezineschen Traitement ausgeluecht huet, deen also och rembourséiert gëtt an deen och den Detail vum Remboursement fir den Traitement vum Kand geschéckt kritt.

Wann d'Kand allerdéngs bei deem Elterendeel coassuréiert ass, deen d'Garde net huet, dann ass deen Elterendeel, deen d'Garde huet, als „autre bénéficiaire“ agedroen. A wann deen Elterendeel dann noweist, d'Käschte vum Traitement gedroen ze hunn, da ginn him déi Sue laut Tarif rembourséiert an den Detail vum Remboursement gëtt him och zougeschéckt.

Ad 3) D'Versécherterkaart, déi déi zoustänneg Keess dem Assuré ausstellt, ass strikt perséinlech. Si gëtt op dem Kand säin Numm ausgestellt an un déi Adress geschéckt, op där d'Kand ugemellt ass. D'Kaart bleift noutwendegerweis beim Kand. Wann allerdéngs deen Elterendeel, deen d'Garde vum Kand net huet, eng Demande mécht, fir eng Versécherterkaart fir d'Kand ze kréien, da kënn d'Keess där Demande no.

**Question 2319** (25.9.2012) de **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*) concernant l'**inégalité des salaires entre femmes et hommes et l'instrument de contrôle Logib-Lux:**

En 2009, le Ministère de l'Égalité des chances a présenté en collaboration avec le Stateg le logiciel de contrôle Logib destiné aux entreprises avec plus de 50 salariés pour déterminer d'éventuelles inégalités de salaire entre femmes et hommes dans l'entreprise.

Nous estimons qu'il est temps de faire un bilan et aimerions disposer des réponses aux questions suivantes.

- Combien d'entreprises utilisent cet outil à ce jour?

- Combien de fois le logiciel a-t-il été téléchargé au sein des entreprises utilisatrices?

- Quels constats et quelles conclusions peuvent être tirés en matière d'éventuelles discriminations au niveau des salaires femmes et hommes dans le secteur privé?

- Est-ce que le Ministère de l'Égalité des chances songe à mettre en place soit des programmes d'encouragement soit des actions ou dispositifs obligatoires pour réduire l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes?

**Réponse** (25.10.2012) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre de l'Égalité des chances:*

L'honorable Députée pose un certain nombre de questions relatives à l'outil Logib que le Ministère de l'Égalité des chances a mis en place dans le but de mesurer d'éventuelles inégalités salariales au sein des entreprises.

Il y a lieu de préciser tout d'abord que le logiciel tel qu'il avait été élaboré par le Bureau Fédéral suisse de l'égalité entre femmes et hommes et repris par le Ministère de l'Égalité des chances a été retravaillé dans le but de l'adapter aux besoins des entreprises.

Ainsi en 2012 la société allemande Personal-Markt de Hambourg a été chargée par le Ministère de l'Égalité des chances de repenser le mode d'emploi de l'outil, et aujourd'hui la nouveauté réside dans le fait qu'après la saisie des données, l'entreprise reçoit un rapport de résultats qui traite les structures de rémunération au sein de l'entreprise du point de vue du sexe des collaborateurs, en examine les causes et indique des pistes d'amélioration de l'égalité salariale.

Pour en revenir aux questions formulées par l'honorable Députée, je peux fournir les réponses suivantes:

- Depuis la mise en place du logiciel Logib en 2009 le Ministère de l'Égalité des chances a décidé de l'intégrer dans son programme des actions positives, de sorte à ce que le consultant externe menant l'enquête au sein des entreprises participantes soit obligé d'utiliser entre autres ce logiciel pour mesurer une éventuelle différence de salaire entre les salariés masculins et féminins.

Dès lors depuis 2009, 17 entreprises ont utilisé le logiciel, et ont à ce jour le libre choix de le réutiliser à leur guise en le téléchargeant depuis le site Internet du Ministère de l'Égalité des chances. Cette dernière possibilité reste bien sûr également ouverte à toute autre entreprise intéressée qui ne participe pas forcément au programme des actions positives.

- Le Ministère n'a pas la possibilité de vérifier combien de fois le logiciel a été téléchargé. Ainsi, à part les entreprises qui doivent l'utiliser à travers le programme des actions positives, il n'est pas possible de détecter combien d'autres entreprises ont utilisé le logiciel depuis le site Internet du Ministère.

- Au niveau des discriminations salariales entre femmes et hommes, le principal constat qui peut être fait est que l'écart de salaire entre femmes et hommes reste une réalité sur le marché du travail.

Le Ministère y est régulièrement rendu attentif à travers son programme des actions positives qui permet de détecter les éventuelles inégalités salariales fondées sur le sexe à travers son nouveau logiciel.

La raison de cette ségrégation auprès des entreprises participantes s'explique principalement par l'absence de grille de salaire dont les entreprises devraient disposer.

À long terme le programme des actions positives permettra sans doute aux entreprises de remédier définitivement à l'écart salarial fondé sur le sexe en raison de son travail de sensibilisation.

- Le programme des actions positives peut être vu comme programme d'encouragement permettant aux entreprises de se familiariser avec la thématique de l'égalité entre femmes et hommes dans le cadre des trois thèmes prioritaires qui sont l'égalité de traitement des femmes et des hommes, l'égalité des femmes et des hommes dans la prise de décision, l'égalité des femmes et des hommes dans la conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée. Cela conduit nécessairement les entreprises à se pencher sur le thème de l'égalité salariale et à faire le nécessaire pour remédier à un éventuel écart de salaire durant les années que dure la transposition de leur plan d'actions.

Par ailleurs le Ministère de l'Égalité des chances n'envisage pas pour le moment d'actions ou de dispositifs obligatoires pour réduire l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes, surtout qu'il existe une réglementation sur l'égalité salariale qui devrait toujours faire foi de dispositif obligatoire en matière d'égalité de salaires entre femmes et hommes, à savoir le règlement grand-ducal du 10 juillet 1974 relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes.

**Question 2320** (25.9.2012) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant le **test de dépistage prénatal de la trisomie 21 par simple prise de sang:**

Un nouveau test de dépistage commercialisé par un laboratoire allemand depuis fin août 2012 en Allemagne, en Autriche, au Liechtenstein et en Suisse, permet de diagnostiquer la trisomie 21 chez le fœtus à partir d'une simple prise de sang chez la femme dès sa sixième à septième semaine de grossesse en mesurant l'ADN fœtal présent dans le plasma maternel.

Puisque ce test très fiable est basé sur une procédure médicale non invasive, les risques pour la femme et le fœtus se trouvent fortement réduits par rapport aux méthodes de diagnostic prénatal actuellement appliquées comme notamment l'amniocentèse ou la biopsie.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le test en question est-il actuellement autorisé au Luxembourg?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre de la Santé envisage-t-il à l'autoriser à court ou moyen terme?

- Quels seraient, le cas échéant, les critères précis pour son utilisation ainsi que la part de remboursement accordée par la CNS, compte tenu du coût non négligeable de cette nouvelle méthode de dépistage?

**Réponse commune** (9.11.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Suivant le règlement grand-ducal du 24 juillet 2001 relatif aux dispositifs médicaux, qui transpose dans le droit national la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, seuls les dispositifs de diagnostic in vitro qui ont obtenu le marquage CE sont autorisés au Luxembourg.

Ne disposant pas de ce marquage, le test PrenaTest™, auquel se réfère l'honorable Députée, n'est dès lors pas autorisé au Luxembourg.

En Allemagne le fabricant ne propose ce test pour l'instant qu'aux femmes enceintes au-delà de la 12<sup>e</sup> semaine de grossesse présentant un risque accru d'anomalies chromosomiques chez l'enfant à naître, cela suite à un dépistage prénatal positif par test combiné au premier trimestre ou à une mesure de clarté nucale épaissie à l'échographie.

La méthode non invasive PrenaTest™ permet de déterminer si la quantité de matériel génétique d'origine foetale dans le sang maternel et dérivée du chromosome 21 est élevée, afin de mettre en évidence une trisomie 21 (ou syndrome de Down) chez l'enfant à naître.

À l'heure actuelle PrenaTest™ n'est toutefois pas encore un examen diagnostique à part entière; il s'agit plutôt d'un test de dépistage avancé, dont la fiabilité doit encore être étudiée sur un plus grand nombre de patientes. C'est pourquoi la société internationale pour le diagnostic prénatal «International Society for Prenatal Diagnosis» propose qu'un résultat positif avec PrenaTest™ soit confirmé par une méthode invasive, de type amniocentèse.

En effet, ce test ne permet de détecter que les trisomies 21 classiques avec chromosome 21 surnuméraire, alors que les mosaïques ou autres anomalies chromosomiques à l'origine de la trisomie 21 ne sont pas identifiables ou seulement partiellement détectables quantitativement. En outre, PrenaTest™ n'est actuellement pas encore adapté aux grossesses multiples, et n'a de surcroît pas été étudié pour les grossesses obtenues par fécondation in vitro.

Enfin, ce test ne permet pas non plus de détecter d'autres anomalies chromosomiques ou maladies génétiques. Or, seulement la moitié des anomalies chromosomiques retrouvées par amniocentèse ou biopsie de villosité chorale correspondent à un syndrome de Down. Il est par conséquent impossible de se prononcer sur ces autres cas à l'appui de ce test.

À cela s'ajoute qu'il n'y a à l'heure actuelle que très peu de données publiées sur les résultats de ce test.

La société internationale pour le diagnostic prénatal et l'association professionnelle allemande des médecins pratiquant le diagnostic prénatal (Berufsverband niedergelassener Pränatalmediziner) indiquent dans des prises de position ré-



centes que l'utilisation de PrenaTest™ doit s'inscrire dans un processus de conseil génétique expliquant l'intérêt et les limites du test et sanctionné par un consentement écrit de la patiente.

Tant que l'efficacité du PrenaTest™ ne sera pas prouvée par des résultats complets, il est prématuré d'envisager sa mise sur le marché national.

En ce qui concerne la prise en charge des examens de biologie clinique relatifs au dépistage prénatal d'anomalies congénitales, celle-ci est réglée par une convention conclue en 2007 entre l'État et l'Union des caisses de maladie. Afin que l'examen en question puisse, le cas échéant, être pris en charge, la convention en question devrait toutefois être adaptée.

**Question 2324** (27.9.2012) de **M. André Bauler** (DP) concernant les modalités réglant l'évaluation de l'épreuve d'accès à l'ordre d'enseignement secondaire demandé:

Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a décidé d'adapter la procédure d'orientation relative au passage de l'école fondamentale au lycée. L'orientation sera désormais fondée sur les socles de compétences. Le principal changement concerne les outils d'évaluation. À partir de cette année scolaire, les bilans intermédiaires et les bilans de fin de cycle, fondés sur les socles de compétences, remplacent les bulletins à notes chiffrées dans la procédure d'orientation. Cependant au niveau de l'enseignement secondaire, Madame la Ministre a proposé d'introduire les socles de compétences tout en maintenant le système des notes chiffrées en place.

Si, le cas échéant, les parents d'un élève orienté soit vers l'ES, soit vers l'EST ne sont pas d'accord avec la décision du conseil d'orientation, basée sur les socles de compétences, ils peuvent inscrire leur enfant à une épreuve d'accès.

Partant j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me fournir des explications détaillées sur les modalités réglant l'évaluation de l'épreuve d'accès à l'ordre d'enseignement demandé?

- Plus précisément, Madame la Ministre peut-elle m'informer si l'évaluation de l'épreuve d'accès se fera d'après un système de notes chiffrées, de socles de compétences ou d'après un système à deux voies?

- Si l'orientation se fait par socles de compétences, Madame la Ministre peut-elle m'informer comment elle entend évaluer les multiples socles de compétences définis par le plan d'études dans une seule épreuve?

- Si l'orientation se fait par notes chiffrées ou d'après un système à deux voies, Madame la Ministre peut-elle m'informer comment elle entend mettre en relation les notes chiffrées avec les socles de compétences?

**Réponse** (25.10.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

La question posée par l'honorable Député donne lieu aux réponses suivantes:

1) Les épreuves d'accès, tant pour une classe de 7<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire que pour une classe de 7<sup>e</sup> du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, se font par écrit. Elles comportent trois parties qui portent sur les branches suivantes:

- la langue française;
- la langue allemande;
- les mathématiques.

Les différentes parties des épreuves d'accès se basent sur le niveau socle du quatrième cycle et les niveaux de compétences subséquents tels qu'ils ont été définis par le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental. Tant pour l'enseignement secondaire que pour l'enseignement secondaire technique les épreuves d'accès sont identiques pour tous les élèves qui s'y soumettent.

Les sujets des différentes parties des épreuves d'accès se rapportent aux domaines de compétences suivants, relatifs aux branches mentionnées ci-dessus:

- la compréhension de l'oral, la compréhension de l'écrit et la production écrite pour la langue allemande;

- la compréhension de l'oral, la compréhension de l'écrit et la production écrite pour la langue française;

- l'espace et les formes, les nombres et les opérations, les grandeurs et les mesures ainsi que la résolution de problèmes d'arithmétique pour les mathématiques.

2) Comme n'importe quelle autre épreuve d'accès à un ordre d'enseignement quelconque, les épreuves d'accès mentionnées ci-dessus ne sauront évaluer l'ensemble des compétences dont l'acquisition est visée par le plan d'études relatif à l'enseignement fondamental, mais elles en comporteront un choix judicieux.

Pour ce qui est de l'accès à l'enseignement secondaire les épreuves se rapportant à la compréhension de l'oral et à celle de l'écrit dans les langues allemande et française ainsi qu'aux mathématiques comporteront des questions et des devoirs dont la résolution par les élèves demande l'acquisition du niveau avancé, voire du niveau d'excellence, tels que décrits à l'annexe 1 du plan d'études de l'enseignement fondamental pour le 4<sup>e</sup> cycle. Dans la même optique les grilles de correction servant à apprécier les productions écrites dans les langues allemande et française se baseront sur les descripteurs du niveau avancé et du niveau d'excellence des domaines d'apprentissage respectifs du 4<sup>e</sup> cycle.

Pour ce qui est de l'accès à l'enseignement secondaire technique les épreuves se rapportant à la compréhension de l'oral et à celle de l'écrit dans les langues allemande et française ainsi qu'aux mathématiques comporteront des questions et des devoirs dont la résolution par les élèves demande l'acquisition du niveau socle tel que décrit à l'annexe 1 du plan d'études de l'enseignement fondamental pour le 4<sup>e</sup> cycle. Dans la même optique les grilles de correction servant à apprécier les productions écrites dans les langues allemande et française se baseront sur les descripteurs du niveau socle au 4<sup>e</sup> cycle.

3) Au vu des explications fournies sub 1 et 2), la troisième question est sans objet.

**Question 2326** (28.9.2012) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant la publication des bénéficiaires d'aides en provenance du Fonds agricole européen:

Dans la dernière édition du «Lëtzeburger Bauer» du 28 septembre 2012 l'on relate que la Commission européenne vient d'adopter la proposition prescrivant la publication des bénéficiaires d'aides en provenance du Fonds agricole européen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits évoqués ci-dessus?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette proposition constitue une violation de la sphère privée des exploitants agricoles?

- Quelles démarches Monsieur le Ministre entend-il entreprendre pour éviter la transposition de cette proposition?

**Question 2341** (6.10.2012) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la publication des données personnelles des agriculteurs subventionnés par l'Union européenne:

Die EU-Kommission verlangt, dass die Daten der Bauern, denen finanzielle Hilfe zugesprochen wird, im Internet publiziert werden. Seit 2008 besteht eine Regelung, dass der Name des Bauern respektive des Betriebes sowie die Höhe der Subventionen veröffentlicht werden sollen. Nach einer Klage, die von zwei hessischen Bauern eingereicht wurde, hat der Europäische Gerichtshof allerdings festgehalten, dass so eine Maßnahme einem unzulässigen Eingriff in die Privatsphäre der Betroffenen entspräche. Ein Teil der Direktive wurde daraufhin außer Kraft gesetzt.

Nun ist es mehr denn je verwunderlich, dass die EU-Kommission sich weigert, das Urteil zu respektieren und die Gesetzgebung in die richtige Richtung zu ändern. Sie hat sich wohl auf einen neuen Text geeinigt, aber dieser Text bringt nicht die nötigen Besserungen mit sich. Es ist nämlich vorgesehen, dass die Bauern, die eine geringe Subvention erhalten, nicht mehr genannt werden. Diejenigen Bauern aber, die über einer gewissen Grenze liegen, werden auch in Zukunft ihre persönlichen Daten preisgeben müssen, um von der finanziellen Hilfe profitieren zu können.

Fragen:

1) Was ist die Meinung des Ministers zu dieser EU-Vorgehensweise?

2) Was wird der Minister tun, um zu verhindern, dass immer mehr persönliche Daten und die Privatsphäre der Bauern zur Schau gestellt werden?

3) Was will der Minister auf europäischer Ebene tun?

**Réponse** (24.10.2012) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

En 2007 la Commission européenne avait présenté une première proposition législative modifiant le règlement financier de la politique agricole commune (PAC), afin de rendre obligatoire la publication des bénéficiaires des paiements de la PAC.

À l'époque, le Luxembourg n'a pas voté en faveur de cette proposition de règlement, en invoquant le caractère disproportionné de la mesure. Cette même attitude a été prise lors du vote des modalités d'application au comité des fonds agricoles.

Suite à une plainte déposée par des producteurs allemands de la Hesse, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a invalidé ces dispositions en novembre 2010 en ce qui concerne les personnes physiques, mais les a confirmées pour les personnes morales. Depuis cette date, la publication des données relatives aux personnes physiques est suspendue.

Dans son arrêt, la CJUE conclut à l'invalidation des dispositions sur la publication des bénéficiaires personnes physiques, en raison de la violation du principe de proportionnalité. Ce principe exige que «les moyens mis en œuvre par un acte de l'Union soient aptes à réaliser l'objectif visé et n'aillent pas au-delà de ce qui est nécessaire pour l'atteindre».

La CJUE a cependant reconnu que la publication des données des bénéficiaires accroît effectivement la transparence, dont le principe est inscrit aux articles 1<sup>er</sup> TUE et 10 TUE ainsi qu'à l'article 15 TFUE, et qu'ainsi elle poursuit bien un objectif d'intérêt général reconnu par l'Union.

Ainsi la publication des données pour les personnes physiques pourrait se justifier malgré le non-respect de l'article de la Charte des droits fondamentaux relatif à la protection des données personnelles.

Néanmoins la CJUE a estimé que le législateur n'avait pas cherché à «effectuer une pondération équilibrée entre l'intérêt de l'Union à garantir la transparence de ses actions ainsi qu'une utilisation optimale des fonds publics, d'une part, et les droits fondamentaux consacrés aux articles 7 et 8 de la charte, d'autre part».

Le législateur aurait donc dû essayer de trouver des dispositions «moins attentatoires au droit de ces bénéficiaires au respect de leur vie privée, en général, et à la protection de leurs données à caractère personnel, en particulier, telles que la limitation de la publication de données nominatives relatives aux bénéficiaires en fonction des périodes pendant lesquelles ils ont perçu des aides, de la fréquence ou encore du type et de l'importance de celles-ci».

La CJUE conclut que: «Eu égard au fait que les dérogations à la protection des données à caractère personnel et les limitations de celle-ci doivent s'opérer dans les limites du strict nécessaire et que des mesures portant des atteintes moins importantes pour les personnes physiques audit droit fondamental sont concevables tout en contribuant de manière efficace aux objectifs de la réglementation de l'Union en cause, il doit être constaté que le Conseil et la Commission, en imposant la publication des noms de toutes les personnes physiques bénéficiaires d'aides du FEAGA et du Feader ainsi que des montants précis perçus par ceux-ci, ont excédé les limites qu'impose le respect du principe de proportionnalité.»

Suite à cet arrêt, la Commission européenne a soumis en date du 25 septembre 2012 une nouvelle proposition au Conseil. La Commission estime avoir ainsi tenu compte de l'arrêt de la CJUE, dans le sens où elle prévoit maintenant un seuil pour la publication, seuil correspondant à celui fixé pour les «petits agriculteurs» dans le cadre de la proposition sur les paiements directs.

La proposition est censée ainsi prendre en compte une partie des critères énumérés par la CJUE pour justifier d'une approche équilibrée, à savoir «l'importance» des paiements reçus par les bénéficiaires. Elle ne prend cependant pas en compte «les périodes, la fréquence ou le type».

Dans ce contexte, il est à noter que la délégation luxembourgeoise avait déjà demandé en

2007, à titre subsidiaire, l'introduction d'un seuil pour la publication.

Le Ministère de l'Agriculture n'est pas convaincu que la proposition répond de façon satisfaisante aux faiblesses constatées par l'arrêt précité de la Cour de justice de l'Union européenne. J'ai fait état de ces doutes dans la réunion du Conseil des Ministres de l'Agriculture en date du 22 octobre 2012 et j'ai demandé à cet effet un avis du service juridique du Conseil.

En conclusion, le Ministère de l'Agriculture continuera de suivre de très près l'évolution de ce dossier dans les instances du Conseil et de la Commission.

**Question 2327** (28.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'augmentation du capital de Cargolux:

D'Gesellschaft Cargolux brauch eng Erhéijung vum Kapital. Am Ament hält de Lëtzeburger Stat indirekt 65% vum Kapital an d'Fluggesellschaft Qatar Airways 35%.

Enn Mäerz, no enger Réunioun mam OGB-L, hunn de Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen an de Wirtschaftsminister „confirméiert“, datt déi Lëtzeburger Aktionären hiren Undeel bei 65% wëlle behalen.

Elo, de 27. September, huet de Wirtschaftsminister op enger Auslandsrees dës Aussoen awer a Fro gestallt an net ausgeschloss, datt d'Part vu Qatar Airways kann iwwer 35% erausgoen.

D'Press ernimmt regelméisseg en „shareholder agreement“, aus deem ervirgeet, datt d'Participation vu Qatar Airways net dierf iwwer 49% erausgoen.

Opgrond vun der rezenter Ausso vum Wirtschaftsminister géif ech gär dës dréngend Froen un d'Regierung stellen:

1. Huet d'Lëtzeburger Regierung nach ëmmer de Wëllen, direkt an indirekt 65% vum Undeel um Kapital bei der Cargolux ze halen? Wa jo, iwwer wéi e Wee wëllt se dës erreechen?

2. Kann d'Regierung versécheren, datt keng Investitionsfirma mat Sëtz zu Lëtzebuerg, déi awer majoritär vum Qatar kontrolléiert ginn, an déi 65% erafalen?

3. Kann d'Regierung bestätegen oder demétéieren, datt et den „shareholder agreement“ gëtt, an deem Qatar Airways säin Undeel um Kapital bis op 49% kann opstocken?

4. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Cargolux fir d'Lëtzeburger Economie eng „systemesch“ Entreprise ass, déi et verdéngt, datt de Lëtzeburger Stat déiselwecht Efforté bei der Rettung mécht, wei en dat an der rezenter Vergaangenheet fir Banke gemaach huet?

**Réponse commune** (13.11.2012) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

D'Äntwerten op d'Froen vum honorablen Députéierte Fernand Kartheiser iwwer d'Cargolux si folgend:

Ad 1: D'Zilssetzung bei enger méiglecher Kapitalerhéijung vun der Cargolux ass, datt weiderhi 65% vum Kapital an den Hänn vu Lëtzeburger Aktionäre bleiwen, soulaang dëst am Aklang mat den europäesche Regele kann erfollegen, wat ënner anerem e viabele Geschäftsmodell bedéngt. Dëst géif iwwer d'Ausübung duerch déi verschiddenen Aktionäre vun hirem préférentiellén Souscriptiounsrecht bei der Emissioun vun neien Aktië geschéien.

Ad 2: D'Participation vun enger Firma am Kapital vun enger anerer Firma gëtt der éischter Firma Rechter am Aktionariat vun der zweeter Firma. Mä all Firma huet eng eege juristesche Personalitéit, déi sech ënnerscheet vun där vun hiren Aktionären.

Derbäi kënn, datt déi maximal Participation, déi en net europäeschen Aktionär an enger europäescher Fluggesellschaft kann hunn, net 49% dierf iwwersteigen, wéinst den Nationalitéitsklauselen, déi bei den Accords aériens bestinn. Dëse Maximalseuil gëtt net par rapport zum Sëtz vun enger Gesellschaft, mä par rapport zum effektive Contrôle vun enger Gesellschaft gekuckt. Och gesäit déi europäesche Reglementatioun vir, datt op d'mannst 50% vum Kapital vun enger Fluggesellschaft direkt oder indirekt an den Hänn an ënner dem effektive Contrôle vun europäesche Bierger oder europäesche State muss sinn, fir datt en europäeschen AOC (Aircraft Operator Certificate) Bestand huet.

Ad 3: Aus deenen uewe genannten Ursache kann déi maximal Participation vun der Qatar Airways an der Cargolux net iwwer 49% erausgoen.



Ad 4: D'Cargolux ass fir déi Lëtzebuerger Ekonomie e wichtege Acteur, och a besonnesch, well d'Cargolux duerch hir staark Präsenz um Findel an um europäesche Wueremarché d'Réckgrat vun der Logistikplattform Lëtzebuerg ass. D'Logistik ass jo ee vun de Secteuren, déi d'Lëtzebuerger Regierung als prioritär fir d'Diversifikatioun vun der Ekonomie definiert huet. Dowéinst verfollegt de Stat och d'Entwécklung bei der Cargolux vu ganz no.

D'Bewegungsfräiheet, wat eng direkt oder indirekt Interventioun vum Stat bei der Cargolux ugeet, ass duerch den europäesche Kader vun de staatlechen Hëllef staark ageschränkt, woubäi de Prinzip deen ass, datt de Stat wéi en Investisseur privé en économie de marché agéiere muss, fir datt d'Konkurrenz tëschent den europäesche Fluggesellschaften net negativ beaflosst gëtt.

#### Question 2329 (28.9.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le retrait du droit de séjour:

Dans sa réponse à la question parlementaire n°2216 du 26 juillet 2012 (cf. *compte rendu n°1/2012-2013*), Monsieur le Ministre précise que «depuis l'entrée en vigueur de la loi du 29 août 2008 en date du 1<sup>er</sup> octobre 2008, un total de 110 retraits du droit de séjour ont été effectués» et que «ces décisions n'ont cependant pas été accompagnées d'une décision d'éloignement, permettant ainsi aux personnes concernées de régulariser leur situation en matière de droit de séjour en remplissant de nouveau les conditions de l'article 6».

Cela m'amène à poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Parmi les 110 citoyens de l'UE auxquels le droit de séjour a été retiré, combien ont effectivement régularisé leur situation et combien ne l'ont pas fait?

2. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les personnes n'ayant pas régularisé leur situation se trouvent dans un flou juridique, puisqu'elles ne disposent plus de droit de séjour, mais continuent à résider au Grand-Duché?

3. Monsieur le Ministre indique dans sa réponse à la question parlementaire susmentionnée que «des relevés annuels relatifs à la nationalité des personnes concernées n'ont pas été établis». Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait judicieux de mieux cerner ce phénomène, notamment à travers des données statistiques, afin de mieux y parer, comme cela est par exemple le cas pour le Cap-Vert à travers le projet «Migrer les yeux ouverts»?

#### Réponse (10.10.2012) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

Aux trois aspects de la question parlementaire il y a lieu de répondre comme suit:

1. La direction de l'Immigration ne saurait chiffrer de manière précise combien de citoyens de l'Union ont, à l'heure actuelle, «régularisé» leur situation après avoir fait l'objet d'un retrait du droit de séjour. En effet, de nombreux changements interviennent en général dans ces dossiers, de sorte qu'un suivi statistique par les moyens informatiques mis à disposition de la direction de l'Immigration n'est pas possible. Ces dossiers font néanmoins l'objet d'un contrôle à intervalles réguliers.

2. Afin de contrecarrer le problème du «flou juridique» dans lequel les personnes, auxquelles le droit de séjour a été retiré, risquent de tomber si elles continuent à résider sur le territoire pour une durée de plus de trois mois après le retrait du droit de séjour, un ordre de quitter le territoire dans un délai d'un mois fait désormais partie intégrante des décisions de retrait du droit de séjour.

Il y a toutefois lieu de préciser que ces personnes ont le droit, malgré l'ordre de quitter le territoire, de revenir au Luxembourg, alors qu'elles ne font pas l'objet d'une décision d'interdiction de territoire, une telle mesure étant réservée par la directive 2004/38/CE aux citoyens de l'Union constituant un danger pour l'ordre public. Un nouveau séjour légal va dans cette hypothèse débiter pour ces personnes si elles remplissent les conditions prévues par l'article 6 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

3. Je reste d'avis que dans ce contexte l'établissement de statistiques n'est pas nécessaire. La référence au projet «Migrer les yeux ouverts» est par ailleurs sans pertinence, alors que ce projet avait comme objet de favoriser l'immigration régulière de citoyens d'un pays tiers, alors que la question parlementaire a pour objet la situation de citoyens de l'Union bénéficiant du droit à la libre circulation des personnes.

#### Question 2331 (1.10.2012) de MM. Claude Adam et Camille Gira (déli gréng) concernant le congé politique supplémentaire pour les délégués dans les syndicats de communes:

Le règlement grand-ducal du 25 avril 2012 introduit un congé politique supplémentaire de neuf heures par semaine pour chaque conseil communal. Ces heures supplémentaires de congé politique sont exclusivement réservées aux délégués dans les syndicats de communes dont la commune est membre.

Différentes communes se sont regroupées à l'aide de conventions État-communes pour assurer un développement intercommunal coordonné et intégré, comme p. ex. les communes du sud-ouest de l'agglomération de la ville de Luxembourg, de la Nordstad, de la vallée de l'Alzette et les communes limitrophes de l'Aéroport de Luxembourg. Or, les représentants des communes dans les comités politiques et les groupes de travail constitués dans le cadre de ces conventions n'ont pas droit au congé politique en question. Pourtant la charge de travail découlant des activités dans le cadre de ces conventions est très importante et celles-ci ont d'ailleurs souvent été établies sur initiative du Ministère de l'Intérieur.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1) Pourquoi Monsieur le Ministre a-t-il exclu les regroupements de communes par convention du congé politique supplémentaire?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord pour redresser cette situation qui nous paraît injuste?

#### Réponse (16.11.2012) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

Le règlement grand-ducal du 25 avril 2012 a élargi le droit au congé politique des élus locaux en accordant à chaque commune une enveloppe de neuf heures supplémentaires à attribuer par le conseil communal à celui ou ceux des élus locaux (bourgmestres, échevins ou conseillers) qui a ou qui ont été appelé(s) par le conseil communal à assumer pour la commune un rôle (président, membre du bureau ou délégué au comité) au niveau d'un syndicat de communes.

Le choix de l'attribution du congé politique supplémentaire a été laissé à l'appréciation du conseil communal qui le fait en tenant compte de l'envergure nationale, régionale ou intercommunale du syndicat concerné.

Cette nouvelle disposition répond à une revendication du Syvicol et prend en compte la charge de travail supplémentaire des membres du corps communal dans le cadre de leur délégation dans un syndicat intercommunal. Elle prend également en compte la demande des élus locaux des petites communes rurales qui disposent de moins de congé politique que leurs collègues des grandes communes.

En effet, le recours à l'instrument du syndicat de communes pour effectuer des missions que les communes ne sont plus à même d'assumer de manière autonome n'a cessé de croître au cours des dernières décennies.

Or, le travail effectué par les élus locaux délégués dans un syndicat de communes se fait dans le cadre juridique d'un établissement public dont la commune est membre et auquel cette dernière a confié l'exécution d'une mission communale. Ce travail se situe donc dans un cadre institutionnalisé et régi par la législation communale, contrairement aux activités effectuées dans le contexte de conventions voire d'associations sans but lucratif qui échappent aux règles du droit communal ainsi qu'à toute forme de contrôle de légalité ou budgétaire. Il s'agit d'ailleurs là d'activités qui peuvent être confiées à des délégués non élus, notamment à des fonctionnaires communaux auxquels l'autorité communale aura donné un mandat précis.

En accordant une rallonge de congé politique spécifique liée à une situation bien particulière, à savoir celle d'être délégué dans un syndicat de communes, le règlement grand-ducal du 25 avril 2012 permet donc aux élus locaux de récupérer une partie du congé politique normal pour pouvoir accepter ou non d'autres missions ou représentations ou pour pouvoir se donner d'autres tâches au niveau de l'exécution de leur mandat politique, au titre desquelles l'on peut dénombrer les conventions citées par les auteurs de la question parlementaire.

Je ne vois donc pas de nécessité pour une nouvelle discussion sur le volume du congé politique à réserver aux différents élus alors que le

régime actuel me paraît couvrir suffisamment les activités communales et intercommunales des élus locaux.

En revanche, il existe des pistes d'utilisation plus rationnelle du volume de congé politique mis à disposition du secteur communal.

Notons que le total d'heures de congé politique pour l'ensemble des communes et syndicats de communes a été de 154.054 heures en 2009 et 138.054 heures en 2010, ce qui représente respectivement, selon leur situation professionnelle, les montants de 5.737.328 et de 5.326.108 euros liquidés au profit des élus locaux ou de leurs employeurs<sup>1</sup>.

La mise en œuvre de la réorganisation territoriale impliquant une réduction du nombre de communes et la disparition de syndicats intercommunaux purement locaux permettra à terme de débloquer des moyens supplémentaires sans augmentation de coûts.

Par ailleurs, bon nombre de statuts de syndicats prévoient la représentation de communes par deux, trois voire quatre délégués, alors que notre législation permet une représentation avec pondération des voix. Cette solution est généralement retenue dans les statuts des syndicats de création plus récente. Une mise au diapason de tous les statuts de syndicats intercommunaux permettrait également une répartition plus rationnelle des charges et du congé politique. Elle nécessite cependant soit l'initiative des communes pour un changement des statuts, soit une modification de la loi.

Il en est de même de la possibilité de créer des syndicats à vocation multiple qui permet aux communes de regrouper toutes les fonctions d'une même mission ou de missions apparentées en un seul syndicat au lieu d'en créer plusieurs.

Dans cet ordre d'idées, et faute de moyens, les communes ont toujours la possibilité de se regrouper en des entités plus larges (taille optimale d'une commune se situant suivant la BCL à +/- 10.000 habitants) permettant de supprimer bon nombre de collaborations intercommunales et récupérer autant de temps de délégué.

#### Question 2332 (1.10.2012) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la Société Nationale de Contrôle Technique:

Au cours des dernières semaines, les clients de la SNCT (Société Nationale de Contrôle Technique) ont été confrontés à des temps d'attente exagérés dépassant parfois plusieurs heures. Malgré le fait que les heures d'ouverture ont été adaptées afin d'offrir un meilleur service aux automobilistes, certaines stations de la SNCT ont récemment été débordées à tel point, qu'elles ont dû suspendre leur service pour les véhicules sans réservation préalable. Les files d'attente débordant sur la voie publique auraient ainsi causé des situations dangereuses.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions urgentes suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les mesures qu'il entend prendre dans l'immédiat afin de remédier à la situation actuelle?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de voitures neuves ou âgées de moins d'un an qui ont passé le contrôle technique au cours des derniers mois?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer s'il entend dispenser à l'avenir ces voitures du contrôle technique?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer s'il entend baisser la périodicité des contrôles pour les voitures de moins de huit ans?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer s'il entend autoriser des garages conventionnés ou autres acteurs, tel l'ACL (Automobile Club du Luxembourg), à effectuer des contrôles techniques?

#### Réponse (16.10.2012) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur les mesures envisagées pour parer à la congestion des stations de contrôle technique.

Afin de remédier à cette situation regrettable, tant des mesures immédiates que des mesures à moyen terme ont été décidées.

Les mesures prises avec effet immédiat sont les suivantes:

<sup>1</sup> Il s'agit de chiffres datant d'une période où le droit au congé politique des élus locaux pour activités au sein d'un syndicat de communes n'était pas encore en vigueur.

1. Les horaires d'ouverture des trois stations de contrôle technique sont avancés d'une demi-heure, de sorte qu'elles ouvrent depuis début octobre à 7h00 au lieu de 7h30 en ce qui concerne les stations de Sandweiler et d'Esch-sur-Alzette et à 6h30 au lieu de 7h00 pour la station de Wilwerwiltz. Il est prévu que ces horaires restent en place jusqu'au 16 novembre 2012, avec la possibilité de maintenir ces nouveaux horaires au-delà de cette date, suivant l'évolution de la demande. De plus, sur le plan opérationnel, toutes les capacités seront mises à profit.

2. La station mobile, qui a été utilisée jusqu'à maintenant de manière ciblée dans le cadre du contrôle technique des poids lourds, sera employée plus régulièrement afin de contribuer ainsi au déchargement des pistes au sein des centres de contrôle technique.

3. Des rendez-vous prioritaires, qui peuvent être pris par tout moyen de communication (mail, fax ou téléphone) auprès de la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT), sont accordés aux véhicules dont le certificat de contrôle technique est venu à échéance en raison de la congestion des stations au mois de septembre.

Les mesures envisagées à court et à moyen terme sont les suivantes:

1. La réglementation relative aux délais de convocation au contrôle technique est en voie de modification. Un avant-projet de règlement grand-ducal est prochainement à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement. Ainsi, à l'avenir, il sera possible de présenter un véhicule au contrôle périodique huit semaines avant (et non plus seulement trois semaines avant) l'expiration du certificat. La validité du nouveau certificat continuera d'être calculée à partir du jour d'échéance du certificat ayant cours. Cette nouvelle disposition, qui apportera une plus grande flexibilité dans la prise de rendez-vous tant pour le conducteur que pour l'organisme de contrôle technique et ce sans que la durée de validité du certificat n'en soit affectée, entrera en vigueur dans les semaines à venir.

2. L'obligation actuelle de présenter les autobus et les camions au moins tous les six mois au contrôle technique périodique sera allégée en ce sens à augmenter ce délai à douze mois dans les cas où aucune défaillance majeure n'a été constatée lors du passage au contrôle technique.

3. Par ailleurs, tout en anticipant le paquet «contrôle technique», qui est actuellement discuté au niveau européen et qui figurera prévisiblement à l'ordre du jour du prochain Conseil des Ministres des Transports de l'Union européenne le 29 octobre 2012, la périodicité du contrôle technique sera allégée en ce sens que le deuxième contrôle technique périodique intervenant au moment où le véhicule a atteint l'âge de 4½ ans sera supprimé. Ce deuxième contrôle technique n'interviendra qu'au moment où le véhicule aura atteint l'âge de 5½ ans.

4. Il est prévu de simplifier voire de supprimer le contrôle technique qui a lieu au moment de l'immatriculation d'un véhicule neuf et qui consiste en un contrôle de conformité portant sur l'identification du véhicule, sur sa conformité technique ainsi que sur la vérification visuelle de la présence et du fonctionnement réglementaire des équipements prescrits, en ce sens qu'il ne sera à l'avenir plus nécessaire de présenter le véhicule neuf sur les pistes de l'organisme de contrôle et d'augmenter ainsi le flux des voitures à passer le contrôle technique. Le niveau de simplification sera arrêté après concertation avec les fédérations des garagistes.

5. L'occasion sera également saisie pour réexaminer l'opportunité et la procédure du contrôle de conformité auquel sont actuellement soumises certaines autres catégories de véhicules.

La mise en œuvre des mesures énumérées aux points 2 à 5 ci-dessus requiert une modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques. La procédure législative y afférente sera entamée d'ici la fin de l'année.

Enfin, l'on précise que toute entité qui souhaite offrir des services de contrôle technique au Luxembourg doit satisfaire actuellement aux conditions prévues à la loi du 14 février 1955 précitée et au règlement grand-ducal modifié du 27 janvier 2001 fixant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle technique des véhicules routiers. Dans ce même contexte, il est prévu d'alléger ces conditions conformément aux exigences de la directive «services».



**Question 2334** (2.10.2012) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **revalorisation des friches industrielles de Wiltz**:

La revalorisation des friches industrielles de Wiltz est un projet de taille dont la portée économique et sociale pour la région nord est manifeste. Depuis des années, l'État et la ville de Wiltz annoncent leur volonté d'assainir et de revivifier le site en question. Dans ce contexte, le Ministre du Logement avait signalé en 2011 que des travaux d'infrastructure débuteraient sous peu sur le site en question.

Partant j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Logement:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils dresser un état des lieux des travaux préparatoires qui ont été effectués jusqu'à ce jour?

2. Quel projet concret sera réalisé en premier lieu sur l'ancien site industriel? Quand pourra-t-il démarrer au plus tard? Quel est le calendrier des travaux programmés pour les temps à venir?

3. Quels sont les domaines d'activités des investisseurs qui ont déjà manifesté leur intérêt à s'établir sur les anciennes friches?»

**Réponse commune** (9.11.2012) de **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Le Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat, appelé ci-après le «Fonds», est devenu propriétaire des terrains dits «TARKET» par acte authentique du 30 janvier 2012. Actuellement, le Fonds mène des pourparlers avec les autorités communales de la ville de Wiltz en vue d'acquiescer les terrains communaux sis à côté de sa propriété, pour réaliser sur l'ensemble un nouveau quartier de ville, conformément aux desiderata du développement durable.

Dans une première étape, le Fonds a procédé à la sécurisation de l'ensemble du terrain. L'inventaire des éléments et des substances à évaluer du site est disponible, de sorte que les immeubles peuvent être vidés sous peu. Ces travaux préliminaires sont indispensables afin de pouvoir commencer les travaux de désamiantage des immeubles, une opération complexe et de longue haleine. Parallèlement, les hommes de l'art commis sont en train de préparer le bordereau de l'appel d'offres pour les travaux de démolition, travaux qui débuteront dès l'achèvement des travaux de désamiantage.

Un planning concernant le développement du site est en voie d'élaboration. De plus, les autorités communales et le Fonds viennent d'instaurer un comité de pilotage en vue de guider les hommes de l'art en charge du développement du site en question.

Finalement, il y a lieu de noter qu'aucun investisseur ne s'est manifesté jusqu'à présent pour s'établir sur ces anciennes friches.

**Question 2335** (2.10.2012) de **Mme Marie-Josée Frank** (CSV) concernant le **congé pour travail à mi-temps dans le secteur communal**:

Le congé pour travail à mi-temps a été introduit dans le statut général des fonctionnaires communaux par une loi du 5 août 2006<sup>1</sup>. Il s'agissait d'une des mesures adoptées par le législateur de l'époque afin de «mieux concilier la vie familiale avec la vie professionnelle, et de concourir par là même à l'épanouissement personnel»<sup>2</sup>. La loi du 5 août 2006 exclut cependant les secrétaires et receveurs communaux, ainsi que les fonctionnaires assumant dans leur commune soit la fonction de directeur ou de directeur-adjoint, soit la direction d'un service, du cercle des bénéficiaires de ces dispositions.

<sup>1</sup> Loi du 5 août 2006 portant modification 1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et 2. de loi communale du 13 décembre 1988, Mém. A n°151 du 30 août 2006

<sup>2</sup> Projet de loi 5548, Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du territoire du 11 juillet 2006, p. 3

De prime abord, ce régime dérogatoire paraît logique alors que ces mêmes personnes ne peuvent prétendre à l'emploi à mi-temps ou au service à temps partiel, ce qui s'expliquerait d'ailleurs par «l'importance de la mission confiée aux agents intéressés, qui assument une fonction légale d'une importance cruciale pour les institutions communales en vertu de la loi communale du 13 décembre 1988»<sup>3</sup>.

Il se trouve cependant que les fonctionnaires communaux ne sont pas exemptés du bénéfice du congé parental qui, d'après la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, profite à l'ensemble des fonctionnaires communaux.

Ainsi, le receveur communal de telle commune qui ne peut légalement pas prétendre à un emploi à temps partiel ou à un congé pour travail à mi-temps peut toutefois demander un congé parental à temps partiel.

J'aimerais maintenant savoir de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative ainsi que de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Si, selon eux, et sans préjudice d'une interprétation future divergente de la Cour constitutionnelle, les dispositions précitées ne violent pas le principe d'égalité devant la loi inscrit à l'article 10bis, paragraphe 1<sup>er</sup> de la Constitution?

- Si une réforme des dispositions précitées est envisagée et, dans l'affirmative, selon quel échéancier? Dans la négative, quelles sont les raisons qui plaident en faveur du status quo en la matière?

**Réponse** (24.10.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

La loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux définit dans ses articles 32 et 34 le droit des fonctionnaires communaux au congé pour travail à mi-temps respectivement au bénéfice d'un travail à temps partiel.

Les dispositions légales visées prévoient pour certains fonctionnaires assumant des fonctions légales ou dirigeantes, en l'occurrence le secrétaire communal, le receveur communal ainsi que les agents assumant soit la fonction de directeur, de directeur-adjoint, soit la direction d'un service un régime spécial en la matière dans la mesure où ces fonctionnaires sont partiellement exclus du bénéfice des mesures concernées.

Cette situation s'explique par le fait que les personnes intéressées se voient confier des missions qui soit revêtent un très haut niveau de responsabilité, soit relèvent de fonctions légales d'une importance cruciale pour le fonctionnement des administrations communales.

Afin de permettre toutefois aux agents visés de pouvoir se consacrer dans la mesure du possible à leur vie familiale tout en respectant les exigences professionnelles découlant de leur nomination, le régime spécial qui leur est applicable ne les exclut que du bénéfice des mesures s'étalant sur une période de longue durée ou de celles dont l'octroi ne constitue pas un droit mais est facultatif pour le collègue des bourgmestre et échevins.

Ainsi les fonctionnaires en question sont intégralement exclus du bénéfice d'un travail à temps partiel étant donné que l'autorisation à accorder à cette fin par le collègue des bourgmestre et échevins n'est pas limitée dans le temps et reste en principe valable jusqu'à la démission de l'agent intéressé.

En ce qui concerne le bénéfice du congé pour travail à mi-temps, l'article 32 du statut général des fonctionnaires communaux ne prévoit, contrairement aux considérations développées par Madame la Députée Marie-Josée Frank, pas une exclusion générale en la matière pour certains fonctionnaires, mais limite celle-ci au congé de longue durée respectivement à ceux dont l'octroi est facultatif.

Ainsi les agents visés ont droit au congé pour travail à mi-temps en vue d'élever un ou plusieurs enfants non encore admis au deuxième cycle de l'enseignement fondamental, donc jusqu'à l'âge de six ans de l'enfant concerné. Ils sont toutefois exclus du congé pour travail à mi-temps pour élever un enfant de moins de 15 ans respectivement des congés pour travail à mi-temps pour raisons personnelles, familiales ou professionnelles. Il importe de noter que l'octroi de ces congés est facultatif dans le chef des fonctionnaires communaux relevant du régime ordinaire en matière de congés.

Dans la mesure où le congé parental ne peut porter que sur une période maximum de deux ans, la décision d'en accorder le bénéfice également aux fonctionnaires assumant des fonctions légales ou dirigeantes correspond parfait-

<sup>3</sup> Ibidem.

tement aux principes appliqués en matière de congés, exposées ci-dessus.

Pour ce qui est d'une éventuelle incompatibilité des dispositions légales exposées ci-dessus avec l'article 10bis de la Constitution, instituant le principe de l'égalité des Luxembourgeois devant la loi, il importe de constater qu'en vertu d'une jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle, «le législateur peut, sans violer le principe constitutionnel de l'égalité, soumettre certaines catégories de personnes à des régimes légaux différents à condition que la différence instituée procède de disparités objectives, qu'elle soit rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but».

Dans la mesure où les restrictions apportées au régime ordinaire des congés pour certains fonctionnaires se limitent à un cercle restreint de carrières et fonctions revêtant incontestablement une importance cruciale pour les institutions communales et que leur application est encore limitée à certaines situations risquant d'entraver le bon fonctionnement des administrations communales, l'on ne saurait conclure en l'occurrence à une violation du principe de l'égalité devant la loi.

**Question 2336** (3.10.2012) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant le **rapport sur l'état d'avancement de la réforme de l'armée**:

Monsieur le Ministre de la Défense avait chargé l'ancien médiateur Marc Fischbach en février 2012 de dresser un rapport sur l'état d'avancement de la réforme de l'armée. Ce rapport devait être dévoilé avant la fin septembre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état d'avancement du rapport en question?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si l'ancien médiateur a déjà rendu son rapport?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les recommandations formulées dans le rapport?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il faire parvenir à la Chambre des Députés, dans les plus brefs délais, le rapport en question?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons qui font retarder la finalisation du rapport de l'ancien médiateur?

**Réponse** (8.11.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de la Défense*:

En réponse à la question de l'honorable Député, j'ai l'honneur de l'informer qu'au cours de la réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense en date du 24 septembre dernier, j'avais annoncé que je présenterais aux membres de ladite Commission le rapport de Monsieur Fischbach sur l'état de l'armée luxembourgeoise sans délai dès sa réception, prévue vers la fin octobre.

C'est ainsi qu'au cours de la réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration du 24 octobre dernier, Monsieur Fischbach et moi-même avons présenté le rapport en question.

**Question 2337** (4.10.2012) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **fermeture du site d'ArcelorMittal à Schifflange**:

Le groupe ArcelorMittal vient d'annoncer que le train à fil de son usine à Schifflange fermera définitivement ses portes d'ici la fin de l'année.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Combien de salariés sont concernés par l'arrêt du train à fil à Schifflange?

- Combien de personnes supplémentaires seront transférées vers la cellule de reclassement (CDR)?

- Les engagements retenus dans le plan Lux2016 sont-ils encore d'actualité?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'avenir du site de Rodange?

- Le Gouvernement va-t-il exiger d'ArcelorMittal la restitution des certificats d'émission non utilisés du site de Schifflange?

**Réponse commune** (13.11.2012) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

La suspension des activités du train à fil de Schifflange pour une durée indéterminée aura un impact sur 47 salariés qui seront transférés vers la cellule de reclassement (CDR) organisée par ArcelorMittal dans le cadre de l'accompagnement des restructurations prévues par le plan Lux2016.

Lors de la réunion du Comité de suivi des effectifs de la sidérurgie du 26 octobre dernier les responsables d'ArcelorMittal ont confirmé que les engagements pris dans le cadre de Lux2016 sont toujours d'actualité, que l'évolution de la CDR est en ligne avec les prévisions et que les investissements respectent également les engagements pris.

Les activités du site de Rodange restent toujours affectées par une réduction substantielle de la production.

Le Gouvernement a prévu de demander la restitution des certificats d'émission non utilisés du site de Schifflange. Un courrier dans ce sens sera adressé à ArcelorMittal sous peu.

**Question 2338** (4.10.2012) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant le **contrôle technique des véhicules de l'Administration des Ponts et Chaussées**:

Monsieur le Ministre vient de présenter des mesures afin de remédier aux temps d'attente exagérés auxquels les clients de la SNCT (Société Nationale du Contrôle Technique) ont été confrontés les semaines dernières. Dans ce contexte, il me revient que l'État aurait aménagé, il y a quatre ans déjà, des installations de contrôle dans le dépôt des Ponts et Chaussées à Bertrange. Néanmoins ces installations n'auraient jamais été mises en service. Les quelque 1.000 véhicules utilisés par les Ponts et Chaussées seraient toujours contrôlés dans les stations de la SNCT.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions urgentes suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le coût de la mise en place de ces installations de contrôle?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer pourquoi ces installations n'ont jamais été mises en service?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de véhicules qui pourraient être contrôlés dans les installations des Ponts et Chaussées?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que les installations pourraient desservir les quelque mille véhicules des Ponts et Chaussées et disposeraient encore de capacités non exploitées?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les moyens personnels et financiers déployés auprès des Ponts et Chaussées pour effectuer les contrôles des véhicules auprès de la SNCT?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le site des Ponts et Chaussées à Bertrange abrite également une station d'essence?

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi la large majorité des véhicules des Ponts et Chaussées ainsi que les véhicules de la police, se trouvant également sur ce site, n'ont pas recours à ces installations et doivent s'approvisionner auprès des stations avoisinantes?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que les pratiques précitées représentent une mauvaise gestion des ressources publiques?

**Réponse** (30.10.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert au sujet du contrôle technique des véhicules appartenant à l'Administration des Ponts et Chaussées.

Tout d'abord, il échet de préciser que contrairement aux affirmations de l'honorable Député Fernand Etgen, les installations de contrôle en question ont été et sont utilisées depuis la mise en service de l'Atelier central à Bertrange (ATC), pour effectuer notamment la réparation des camions attachés aux divers services des Ponts et Chaussées, pour effectuer le contrôle des freins des camions préparés au passage du contrôle technique de Sandweiler ainsi que pour effectuer des contrôles périodiques des freins des camions travaillant dans des conditions extrêmes pendant le service d'hiver.

Ces installations ont été réalisées au cours de la phase 1 du projet de construction entre 2003 à 2005. Les équipements dont question ont été intégrés dans l'atelier mécanique occupant une



partie du bâtiment A et, en vertu du programme de construction initial, ont été érigés pour les besoins internes de l'Administration des Ponts et Chaussées. Les coûts y afférents s'élevaient à quelque 105.000 € HTVA.

Tout d'abord, il y a lieu de préciser que l'Administration des Ponts et Chaussées ne dispose pas d'un millier de véhicules. Le nombre de véhicules contrôlés en moyenne par année (camions et voitures) s'élève à environ 550 véhicules, ceci pour les services au centre et au sud du pays alors que les camions et voitures du service de Diekirch sont contrôlés à Wilwerwiltz.

Effectuer tous ces contrôles à Bertrange sans renforcer le personnel de l'Administration des Ponts et Chaussées attaché à l'atelier de Bertrange est impossible. D'ailleurs, dans ce cas, il faudrait compléter du point de vue technique les installations actuelles.

D'ailleurs, le coût du contrôle technique de 550 voitures et camions à Sandweiler s'élève à plus ou moins 14.000 €, alors qu'un contrôle sur site par le personnel SNCT s'élèverait presque au double de ce montant.

En ce qui concerne la station de service, le site à Bertrange dispose effectivement d'une station pour des carburants Diesel et AdBlue (acide urique). Comme la station de service à Bertrange ne dispose pas de pompes à essence, toutes les voitures à essence s'approvisionnent auprès des stations de services locales qui disposent d'un contrat de vente déterminé sur base d'une soumission publique.

Il est bien évident que les voitures et camions attachés aux différents services régionaux, Grevenmacher, Esch-sur-Alzette, Bettembourg, Remich et Capellen, donc situés à une distance plus ou moins importante de l'atelier de Bertrange ne s'y approvisionnent pas, ceci pour des raisons économiques et écologiques évidentes.

De tout ce qui précède, le reproche d'une mauvaise gestion des ressources publiques n'est aucunement justifié.

**Question 2339** (5.10.2012) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant **l'accès aux études techniques supérieures aux détenteurs de diplôme de technicien (DT) ou diplôme d'aptitude professionnelle (DAP)**:

La loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle stipule à l'article 35 que les détenteurs des diplômes de technicien (DT) respectivement d'aptitude professionnelle (DAP) «peuvent avoir accès à des études techniques supérieures dans la spécialité correspondante, à condition d'avoir réussi tous les modules préparatoires prescrits». Or, selon mes informations, ces modules ne seraient pas encore pleinement opérationnels en ce début de l'année scolaire 2012/2013.

Suivant le règlement grand-ducal du 26 juillet 2010 qui détermine la «nature des modules préparatoires par type de formation accordant l'accès aux études techniques supérieures», les modules peuvent se rapporter à la communication orale et écrite, aux sciences mathématiques ou naturelles et à la spécialité de la formation initiale. Certains de ces modules peuvent être identiques pour plusieurs divisions du régime de la formation et d'autres spécifiques.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Est-ce que les modules de la formation préparatoire aux études techniques supérieures furent déjà tous définis et proposés aux premiers élèves concernés pour la rentrée 2012/2013?

2) Quels modules seront opérationnels pour la prochaine rentrée 2013/2014?

3) Quelle est la nature exacte de ces modules de communication, de sciences et spécialité (p. ex.: physique, chimie, français, anglais, etc.)?

4) Quelle est la répartition quantitative des différents modules offerts et à venir entre d'un côté la partie «enseignement général» (communication, sciences mathématiques et naturelles) et de l'autre côté la partie «spécialité»?

5) Quels modules sont identiques pour plusieurs divisions du régime de la formation menant respectivement au diplôme de technicien (DT), respectivement au diplôme d'aptitude professionnelle (DAP)?

6) Qui est chargé de la mission d'élaborer les modules de l'enseignement général et qui est chargé de la mission d'élaborer les modules de spécialité pour la formation préparatoire aux études techniques supérieures?

7) De quelle façon les commissions nationales de formation et les commissions nationales de l'enseignement général pour la formation professionnelle de l'enseignement secondaire technique sont-elles impliquées dans l'élaboration de la formation préparatoire aux études techniques supérieures?

8) Quelle est la durée de la formation préparatoire aux études supérieures et comment est-elle répartie sur les années de la formation initiale?

9) Y a-t-il une possibilité de suivre la formation préparatoire aux études techniques supérieures sous forme de e-learning pendant ou après la formation initiale?

**Réponse** (12.11.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Ad 1)

Les modules préparatoires aux études techniques supérieures n'étant offerts qu'à partir de la classe de 12<sup>e</sup> technicien, une seule formation (Équipement technique énergétique et des bâtiments) était concernée par cette mesure. Pour la rentrée 2012/2013 aucun élève de cette formation n'a manifesté le désir de vouloir suivre ces modules. La grille horaire de cette formation prévoit deux modules préparatoires par semestre.

Ad 2)

Pour la rentrée 2013/2014 tous les modules préparatoires pour les classes de 12<sup>e</sup> formation de technicien seront disponibles et offerts aux élèves désirant poursuivre des études techniques supérieures.

Ad 3)

Chaque formation offrira en principe deux modules préparatoires par semestre. Un module de langue au choix de l'élève (à savoir français, allemand ou anglais) et un module en mathématiques offert à deux niveaux: un niveau basse technicité et un niveau haute technicité suivant les besoins de la formation.

En outre, l'équipe curriculaire en charge peut définir un module supplémentaire par semestre en sciences ou spécifique à la formation.

Ad 4)

Dans le cadre de l'offre des modules préparatoires offerte aux élèves, six leçons hebdomadaires sont prévues.

Enseignement général: 4 leçons

Enseignement professionnel: 22 leçons

Module préparatoire en langue: 4 leçons

Module préparatoire en mathématiques: 2 leçons

Total: 32 leçons

Si l'équipe curriculaire est d'avis qu'un module préparatoire spécifique à la formation (sciences ou spécialité) de deux leçons hebdomadaires est nécessaire, le nombre des 22 leçons de l'enseignement professionnel prévu dans la grille horaire se réduit à 20 leçons. Dans ce cas, les élèves qui ne suivent pas les modules préparatoires devront s'inscrire à un module facultatif supplémentaire.

Ad 5)

Le niveau de compétence pour l'accès aux études techniques supérieures est identique pour les diplômés de la formation professionnelle initiale (DAP/DT). Cependant la nature, le contenu et la durée des différents modules préparatoires doivent tenir compte de la différence de niveau entre le DAP et le DT.

À noter que l'élève de la formation initiale du régime professionnel (DAP) ne pourra pas suivre ces modules préparatoires en cours de formation, mais seulement après avoir obtenu son diplôme.

Ad 6) et 7)

Les modules en mathématiques et en langues seront élaborés par un groupe de travail du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle; les équipes curriculaires ainsi que la commission nationale concernées demandées en leur avis.

Les modules préparatoires spécifiques à la formation (sciences/spécialité) seront élaborés par les équipes curriculaires respectivement les commissions nationales des formations concernées.

Ad 8)

Les modules préparatoires s'étalent sur les quatre semestres des classes de 12<sup>e</sup> et de 13<sup>e</sup> de la formation de technicien.

Ad 9)

L'enseignement tout au long de la vie gagne de plus en plus d'importance, rien ne s'oppose à ce qu'une offre variée de méthodes d'enseignement des modules préparatoires soit mise en place pour les personnes ayant obtenu leur diplôme et ayant quitté la formation initiale.

**Question 2342** (6.10.2012) de **M. Jean Colombera** (*ADR*) concernant **la lutte contre le SIDA**:

Im Kontext

- der Deklaration der 19. Internationalen AIDS-Konferenz in Washington vom Juli 2012, welche die Tests fördert,

- der AIDS-Kampagnen besonders rund um den 1. Dezember, der als AIDS-Tag ausgewiesen wurde,

- der neuen „AIDS-Tests für zuhause“

- sowie von Aussagen AIDS-kritischer Wissenschaftler

möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Auf welchen wissenschaftlichen Grundlagen basieren die HIV-Tests, welche in Luxemburg angeboten werden?

2) Welche Sicherheit bieten solche Tests in Bezug auf ihre Aussage?

3) Wieso werden solche Tests weiterhin gefördert, obschon es Hinweise gibt, dass sie nicht geeicht sind und demnach nicht aussagekräftig?

4) Auf welche Dokumente in Bezug auf den Nachweis des HI-Virus bezieht sich das „Comité de surveillance du sida“?

5) Kann der Minister ein Dokument angeben, das aussagekräftig ist in Bezug auf den Nachweis der Existenz des HI-Virus?

6) In welchem Maße findet eine wissenschaftliche Debatte in Luxemburg statt im Kontext von neuen Erkenntnissen in Bezug auf HIV?

7) Wie steht der Minister zu den Aussagen der sogenannten AIDS-Kritiker, welche die These „HIV + AIDS“ in Frage stellen?

8) Wie werden Ärzte in Luxemburg über neue Erkenntnisse informiert?

9) Wie erklärt der Minister die Unzahl an Ungeheimheiten rund um AIDS?

10) Was gedenkt der Minister in dieser Richtung im Kontext der neuen Erkenntnisse rund um AIDS zu unternehmen?

**Réponse** (15.11.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Der weitest größte Teil der in Luxemburg durchgeführten AIDS-Tests besteht aus Laboruntersuchungen von Blut. In einigen Ausnahmefällen werden auch Schnelltests angeboten. Der Einsatz bestimmter Schnelltests kommt im Prinzip in niedrigschwelliger Beratungssettings in Betracht, um Personen zu erreichen, die keine Arztpraxen oder Krankenhausambulanzen aufsuchen. Schnelltests sind hauptsächlich auch interessant für Drittweiländer, da sie keine großen Laboreinrichtungen benötigen und billiger sind als Laboruntersuchungen. In Luxemburg wird im Prinzip jeder positive Befund beim Schnelltest durch einen Labortest nachuntersucht.

Der HIV-Test in luxemburgischen Laboratorien ist ein Screening-Test, der das p24-Antigen des HIV sowie Antikörper gegen HIV-1 und HIV-2 detektiert. Bei zweifelhaftem oder positivem Befund wird ein Western-Blot-Test durchgeführt, um das Resultat zu klären oder zu bestätigen.

Die von der Weltgesundheitsorganisation validierten Tests findet man online unter:

[http://www.who.int/diagnostics\\_laboratory/publications/Report16\\_final.pdf](http://www.who.int/diagnostics_laboratory/publications/Report16_final.pdf)

Die in Luxemburg angewandte Untersuchungsprozedur im Laboratorium ist sehr zuverlässig. Die vom Luxemburger AIDS-Komitee veröffentlichten Statistiken berufen sich auf die vorerwähnten Labortests. Der alljährliche Bericht dieses Komitees informiert bestens über die Existenz des HIV in Luxemburg und über Erkenntnisse in diesem Bereich. Wichtig ist hier das sogenannte „counseling“, also eine kompetente Beratung desjenigen, der den Test gefragt hat: Im Falle, wo ein verdächtiger Kontakt weniger als drei Monate zurückliegt, ist immer eine Nachuntersuchung nach diesen drei Monaten durchzuführen.

<http://www.sante.public.lu/fr/catalogue-publications/rester-bonne-sante/sida-prevention/comite-surveillance-sida-2011-rapport-activite/index.html>

Konferenzen und öffentliche Debatten über HIV und neue Erkenntnisse finden regelmäßig in Luxemburg statt, werden vom Gesundheitsminister unterstützt und sind zugänglich für alle interessierten Personen.

Manche Kritiker bestreiten den Zusammenhang zwischen AIDS und HIV mit der Begründung, dass ein solcher Zusammenhang nie hundertprozentig nachgewiesen werden konnte. Absolut

lute Beweisführungen sind in der Wissenschaft oft nicht möglich und dies hauptsächlich im Bereich ansteckender Krankheiten. Die Beweislage scheint im Falle HIV und AIDS aber so erdrückend, dass mein Ministerium alle Bemühungen unterstützt, die darauf abzielen, die Verbreitung dieser Seuche einzudämmen. Die Statistiken des AIDS-Komitees zeigen deutlich, dass in Luxemburg die Einführung der Dreifachtherapie bei HIV-Infizierten in den vergangenen Jahren zu einem erheblichen Rückgang der Sterblichkeit bei diesen Infizierten geführt hat.

Darüber hinaus hat mein Ministerium, in Zusammenarbeit mit dem AIDS-Komitee, einen Fünfjahresplan betreffend die zukünftigen Maßnahmen in diesem Bereich aufgestellt.

<http://www.sante.public.lu/fr/catalogue-publications/rester-bonne-sante/sida-prevention/strategie-plan-action-vihsida-2011-2015/index.html>

**Question 2344** (9.10.2012) de **M. Fernand Etgen** (*DP*) concernant **la participation de l'État luxembourgeois dans la banque BGL-BNP Paribas**:

Lors du dépôt du projet de loi concernant le budget des recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 2013, Monsieur le Ministre des Finances a annoncé qu'un nouvel emprunt de 2.000 millions d'euros est prévu pour financer le remboursement de l'emprunt contracté en 2008 dans le cadre de la restructuration de la BGL (Banque Générale du Luxembourg).

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner à quelle valeur est estimée la participation de l'État luxembourgeois dans la banque BGL-BNP Paribas à ce jour?

**Réponse** (20.11.2012) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

L'État luxembourgeois détient une participation dans le groupe bancaire BNP Paribas S.A. et une participation dans la filiale luxembourgeoise BGL BNP Paribas S.A.

L'État détient 12.874.512 actions dans BNP Paribas, représentant 1,087% du capital social de la société. Au 30 septembre 2012, la valeur de marché de cette participation se chiffrait à 476.099.454 euros. Par ailleurs, l'État détient 9.512.542 actions dans BGL BNP Paribas, représentant 33,99% du capital social de la société. Les titres de BGL BNP Paribas ne sont pas cotés en bourse et partant, il n'existe pas de valeur de marché correspondante. Au niveau de la situation patrimoniale de l'État, ces titres sont donc enregistrés à leur valeur nominale.

Il convient par ailleurs de relever que depuis 2008, l'État a perçu un montant total de 330.832.205 euros au titre de revenus en capital (intérêts et dividendes) en vertu de ses prises de participation dans les deux sociétés susmentionnées.

**Question 2349** (10.10.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant **le renforcement des effectifs de la Police grand-ducale**:

Bei der Réception vum der Police fir hiert Patronatsfest den 10. Oktober huet den Här Innenminister erkläert, datt eng Populatioun vun engen 280.000 Lëtzebuerger net géif duergeen, fir genuch Poliziste fir eng Gesamtpopulatioun vum Land vun enge 520.000 Awunner ze rekrutéieren. „Déi Rechnung“, sot den Här Minister, „kann net opgoen.“

Dowéinst wëllt ech dem Här Innenminister dës Fro stellen:

1. Ass den Här Minister sech bewosst, datt d'Police souverän Aufgabe vum Stat ausféiert?

2. Wëllt den Här Minister Auslänner an d'Lëtzebuerger Police rekrutéieren? Wa jo, wéi vill a mat wéi enge präzisen Aufgabebereicher?

3. Opgrond vu wéi enger legaler Basis a mat wéi engem Statut géifen déi Leit rekrutéiert ginn?

4. Wéi eng Sproochekonditiounen missten déi Leit erfëllen?



5. Wëllt den Här Minister Ausländer an der Lëtzebuurger Police d'Kompetenze vun engem „Agent“ respektiv vun engem „Officier de police judiciaire“ ginn?

**Réponse** (9.11.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Geleentlech der Feier vum hellege Méchel hunn ech op rezent Rekrutierungsproblemer higewisen.

Dozou hunn ech Folgendes gesot:

„Dofir muss mer d'Fro vum Réservoir, aus deem mir rekrutéieren - exklusiv Lëtzebuurger -, analyséieren an u méigleche Léisunge schaffen, well wann ee weess, dass mer Polizeiaarbecht maache fir 524.900 Awunner, mir dergéint awer potenziell Polizisten aus der Bevölkerungsschicht vun 280.000 Lëtzebuurger rekrutéieren, stéisst d'ëscht och u seng Limiten.“

Ech hunn also just d'Problematik ënnerstrach, unni an Aussicht ze stellen, dass d'Police am Moment Netlëtzebuenger soll rekrutéieren.

**Question 2350** (11.10.2012) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant la **formation continue des enseignants**:

L'organisation des formations continues pour les enseignants est une des missions du Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT). Certaines de ces formations sont classées «prioritaires», alors que d'autres sont déterminées comme «non prioritaires» (comme p. ex. la formation «Notfälle im schulischen Alltag»).

Partant j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des explications quant aux critères déterminant la priorité d'une formation? Est-ce que les priorités sont adaptées selon les besoins des enseignants?

**Réponse** (8.11.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

La formation continue est un des outils de la professionnalisation du personnel enseignant et psycho-socio-éducatif.

Les priorités en matière de formation continue sont déterminées en fonction des grandes orientations de la politique éducative nationale, notamment les activités de réforme qui sont en planification ou en phase de mise en œuvre.

Les priorités actuelles n'ont été que légèrement adaptées depuis l'année scolaire 2009/2010 pour renforcer la continuité des travaux en cours tout en mettant l'accent sur la mise en œuvre de la nouvelle loi de l'école fondamentale.

Le programme de formation offert par l'institut de formation continue du SCRIPT (Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques) propose une vaste offre de séminaires, de formations séquentielles et de conférences dans les domaines de formation prioritaires. Les formations qui sont en relation directe avec une ou plusieurs thématiques prioritaires, sont libellées comme «formation prioritaire».

Cependant, dans un souci de proposer un programme répondant aux besoins multiples et différentiels des personnes concernées, des activités de formation continue sont également organisées dans d'autres domaines. Un de ces domaines est celui des compétences personnelles des enseignants, dans lequel figure la formation continue évoquée dans la question de l'honorable Député.

Les priorités en matière de formation continue se sont avérées être un instrument de pilotage efficace permettant de concentrer pour l'année scolaire 2010/2011 86,8% des inscriptions de l'école fondamentale et pour l'année 2011/2012 84,3% des inscriptions de l'école fondamentale dans les domaines de formation qui sont directement en relation avec les réformes en cours.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

**Question 2356** (16.10.2012) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**enseignement préparatoire**:

Le régime préparatoire fait partie intégrante de l'enseignement secondaire technique et accueille les élèves qui éprouvent des difficultés à assimiler certains contenus et à suivre les rythmes d'apprentissage habituels. Le passage par le régime préparatoire devrait en principe permettre à ces élèves d'accéder aux classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique ou d'entrer dans une voie de formation professionnelle.

Partant j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Quelle a été l'évolution du nombre d'élèves fréquentant l'enseignement préparatoire au cours des dix dernières années?

- De quel milieu socio-économique ces élèves sont-ils issus?

- Vers quelles classes ces élèves ont-ils été orientés après l'enseignement préparatoire?

- Combien d'élèves quittent le système scolaire après l'enseignement préparatoire?

- Combien d'élèves ayant fréquenté l'enseignement préparatoire et ayant été orienté vers un

autre ordre d'enseignement quittent prématurément le système scolaire sans diplôme?

- Combien des jeunes chômeurs (<26 ans) ont fréquenté l'enseignement préparatoire?

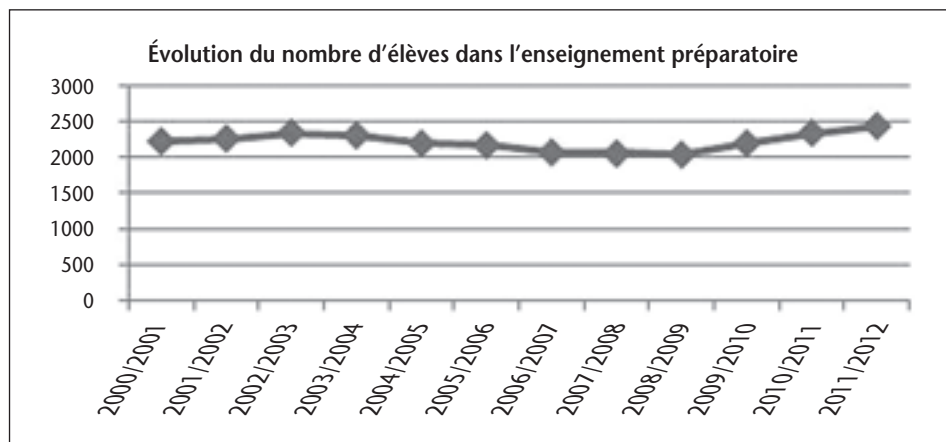
**Réponse** (20.11.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

La question parlementaire posée par l'honorable Député Bauler donne lieu aux réponses suivantes:

Ad 1) L'évolution du nombre d'élèves qui ont fréquenté l'enseignement préparatoire au cours des dernières années se résume dans le tableau et le graphique qui suivent:

	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
ES CYCLE INF	4792	4874	5026	5067	5219	5466	5773	5997	6107	6145	6006	5848
EST CYCLE INF	7964	8025	8185	8522	8738	8809	9115	9189	9486	9586	9776	9773
PRÉPARATOIRE	2232	2269	2350	2313	2198	2174	2076	2059	2045	2203	2348	2443
ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C					189	223	243	514	550	632	622	699
<b>Total</b>	<b>14988</b>	<b>15168</b>	<b>15561</b>	<b>15902</b>	<b>16344</b>	<b>16672</b>	<b>17207</b>	<b>17759</b>	<b>18188</b>	<b>18566</b>	<b>18752</b>	<b>18763</b>

	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
ES CYCLE INF	32,0%	32,1%	32,3%	31,9%	31,9%	32,8%	33,6%	33,8%	33,6%	33,1%	32,0%	31,2%
EST CYCLE INF	53,1%	52,9%	52,6%	53,6%	53,5%	52,8%	53,0%	51,7%	52,2%	51,6%	52,1%	52,1%
PRÉPARATOIRE	14,9%	15,0%	15,1%	14,5%	13,4%	13,0%	12,1%	11,6%	11,2%	11,9%	12,5%	13,0%
ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C					1,2%	1,3%	1,4%	2,9%	3,0%	3,4%	3,3%	3,7%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>



Ad 2) Comme nous ne disposons pas de la variable «milieu socio-économique» de ces élèves, nous estimons que la répartition par nationalité peut être une information importante:

	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
LU	883	882	944	961	963	911	867	822	827	918	959	1010
ETR	1349	1387	1406	1352	1235	1263	1209	1237	1218	1285	1389	1433
<b>Total</b>	<b>2232</b>	<b>2269</b>	<b>2350</b>	<b>2313</b>	<b>2198</b>	<b>2174</b>	<b>2076</b>	<b>2059</b>	<b>2045</b>	<b>2203</b>	<b>2348</b>	<b>2443</b>

	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
LU	39,6%	38,9%	40,2%	41,5%	43,8%	41,9%	41,8%	39,9%	40,4%	41,7%	40,8%	41,3%
ETR	60,4%	61,1%	59,8%	58,5%	56,2%	58,1%	58,2%	60,1%	59,6%	58,3%	59,2%	58,7%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>



## Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**





Ad 3) et Ad 4) Le tableau qui suit renseigne sur le nombre d'élèves qui, après l'enseignement préparatoire, ont été orientés vers un autre ordre d'enseignement et ceux qui ont quitté l'enseignement luxembourgeois public initial. L'année indique la dernière année où l'élève a fréquenté l'enseignement préparatoire:

			ENS	QUIT
<b>2000/2001</b>	CYCLE INF ES	<b>1</b>		
	CYCLE INF EST	<b>391</b>		
	REG. TECHNIQUE	<b>1</b>		
	REGIME PROF	<b>249</b>		
	quit	<b>296</b>	<b>642</b>	<b>296</b>
<b>2000/2001 Total</b>		<b>938</b>	<b>68,4%</b>	<b>31,6%</b>
<b>2001/2002</b>	CYCLE INF EST	<b>311</b>		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C	<b>1</b>		
	FORM. TECHNICIEN	<b>2</b>		
	REGIME PROF	<b>259</b>		
	quit	<b>336</b>	<b>573</b>	<b>336</b>
<b>2001/2002 Total</b>		<b>909</b>	<b>63,0%</b>	<b>37,0%</b>
<b>2002/2003</b>	CYCLE INF EST	<b>344</b>		
	REGIME PROF	<b>207</b>		
	quit	<b>478</b>	<b>551</b>	<b>478</b>
<b>2002/2003 Total</b>		<b>1029</b>	<b>53,5%</b>	<b>46,5%</b>
<b>2003/2004</b>	CYCLE INF ES	<b>1</b>		
	CYCLE INF EST	<b>379</b>		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C	<b>14</b>		
	FORM. TECHNICIEN	<b>1</b>		
	REGIME PROF	<b>157</b>		
	quit	<b>416</b>	<b>552</b>	<b>416</b>
	<b>2003/2004 Total</b>		<b>968</b>	<b>57,0%</b>
<b>2004/2005</b>	CYCLE INF ES	<b>401</b>		
	CYCLE INF EST	<b>26</b>		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C	<b>1</b>		
	REGIME PROF	<b>142</b>		
	quit	<b>336</b>	<b>570</b>	<b>336</b>
<b>2004/2005 Total</b>		<b>906</b>	<b>62,9%</b>	<b>37,1%</b>
<b>2005/2006</b>	CYCLE INF EST	<b>472</b>		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C	<b>49</b>		
	REGIME PROF	<b>113</b>		
	quit	<b>317</b>	<b>634</b>	<b>317</b>
<b>2005/2006 Total</b>		<b>951</b>	<b>66,7%</b>	<b>33,3%</b>
<b>2006/2007</b>	CYCLE INF EST	<b>368</b>		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C	<b>138</b>		
	REGIME PROF	<b>84</b>		
	quit	<b>279</b>	<b>590</b>	<b>279</b>
<b>2006/2007 Total</b>		<b>869</b>	<b>67,9%</b>	<b>32,1%</b>
<b>2007/2008</b>	CYCLE INF EST	<b>360</b>		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C	<b>126</b>		
	REGIME PROF	<b>80</b>		
	quit	<b>297</b>	<b>566</b>	<b>297</b>
<b>2007/2008 Total</b>		<b>863</b>	<b>65,6%</b>	<b>34,4%</b>
<b>2008/2009</b>	CYCLE INF EST	<b>301</b>		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C	<b>147</b>		
	REGIME PROF	<b>62</b>		
	quit	<b>229</b>	<b>510</b>	<b>229</b>
<b>2008/2009 Total</b>		<b>739</b>	<b>69,0%</b>	<b>31,0%</b>
<b>2009/2010</b>	CYCLE INF EST	<b>326</b>		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C	<b>164</b>		
	REGIME PROF	<b>64</b>		
	quit	<b>291</b>	<b>554</b>	<b>291</b>
<b>2009/2010 Total</b>		<b>845</b>	<b>65,6%</b>	<b>34,4%</b>
<b>2010/2011</b>	CYCLE INF EST	<b>373</b>		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C	<b>112</b>		
	REGIME PROF	<b>56</b>		
	quit	<b>361</b>	<b>541</b>	<b>361</b>
<b>2010/2011 Total</b>		<b>902</b>	<b>60,0%</b>	<b>40,0%</b>





Ad 5) Le tableau qui suit informe aussi bien sur le nombre d'élèves qui, orientés après l'enseignement préparatoire vers un autre ordre d'enseignement, ont quitté prématurément l'enseignement luxembourgeois public initial que sur les différents diplômes/certificats obtenus. L'année indique la dernière année où l'élève a fréquenté l'enseignement préparatoire:

		DIPLÔMES ES	RT	FT	CATP	CCM	CITP	-	Total	DIPL	QUIT
2000/2001	CYCLE INF ES	1							1		
	CYCLE INF EST		3	24	178	10	18	158	391		
	REG. TECHNIQUE			1					1		
	REGIME PROF				15	54	101	79	249	405	237
<b>2000/2001 Total</b>		1	3	25	193	64	119	237	642	63,1%	36,9%
2001/2002	CYCLE INF EST		5	14	145	3	8	136	311		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C							1	1		
	FORM. TECHNICIEN							2	2		
	REGIME PROF				32	43	93	91	259	343	230
<b>2001/2002 Total</b>			5	14	177	46	101	230	573	59,9%	40,1%
2002/2003	CYCLE INF EST		11	16	150	2	6	159	344		
	REGIME PROF				4	54	98	51	207	341	210
<b>2002/2003 Total</b>			11	16	154	56	104	210	551	61,9%	38,1%
2003/2004	CYCLE INF ES							1	1		
	CYCLE INF EST		9	20	139	9	7	195	379		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C							14	14		
	FORM. TECHNICIEN							1	1		
	REGIME PROF				8	36	66	47	157	294	258
<b>2003/2004 Total</b>			9	20	147	45	73	258	552	53,3%	46,7%
2004/2005	CYCLE INF EST		4	11	136	8	7	235	401		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C					2	2	22	26		
	FORM. TECHNICIEN							1	1		
	REGIME PROF				1	27	59	55	142	257	313
<b>2004/2005 Total</b>			4	11	137	37	68	313	570	45,1%	54,9%
2005/2006	CYCLE INF EST			4	105	3	8	352	472		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C					2	5	42	49		
	REGIME PROF				1	25	39	48	113	192	442
<b>2005/2006 Total</b>				4	106	30	52	442	634	30,3%	69,7%
2006/2007	CYCLE INF EST				28	1	7	332	368		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C				1	5	9	123	138		
	REGIME PROF				7	11	23	43	84	92	498
<b>2006/2007 Total</b>					36	17	39	498	590	15,6%	84,4%
2007/2008	CYCLE INF EST						6	354	360		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C						10	116	126		
	REGIME PROF					13	18	49	80	47	519
<b>2007/2008 Total</b>						13	34	519	566	8,3%	91,7%
2008/2009	CYCLE INF EST							301	301		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C							147	147		
	REGIME PROF						20	42	62	20	490
<b>2008/2009 Total</b>							20	490	510	3,9%	96,1%
2009/2010	CYCLE INF EST							326	326		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C							164	164		
	REGIME PROF							64	64	0	554
<b>2009/2010 Total</b>								554	554	0,0%	100,0%
2010/2011	CYCLE INF EST							373	373		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C							112	112		
	REGIME PROF							56	56	0	541
<b>2010/2011 Total</b>								541	541	0,0%	100,0%

Ad 6) Le Service des Statistiques et Analyses au Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ne dispose malheureusement pas d'informations sur la formation des chômeurs.

**Question 2358** (16.10.2012) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant l'obligation de vote:

La Belgique et le Luxembourg sont actuellement les seuls pays de l'Union européenne qui connaissent une obligation de vote aux élections communales et nationales. Une obligation dont le respect n'est cependant plus imposé depuis de longues dates. Au Luxembourg, les autorités politique et judiciaire ne se sont cependant jamais prononcées officiellement par rapport à ce non-respect de l'obligation de vote et l'absence de toutes poursuites judi-

ciaires. Préalablement aux élections communales en Belgique, le Ministère de la Justice vient de déclarer publiquement: «Il n'y aura pas de poursuites contre les électeurs (...) Nous pensons que la justice a d'autres priorités que de poursuivre les gens qui ne vont pas voter.»

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- 1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer quand la dernière poursuite judiciaire pour non-respect de l'obligation de vote a eu lieu au Luxembourg?
- 2) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'évolution du taux d'abstention au Luxembourg au cours des dernières décennies?
- 3) Monsieur le Ministre peut-il m'informer s'il entend suivre l'image du Ministre de la Justice belge, et déclarer officiellement qu'il ne souhaite plus faire poursuivre le non-respect de l'obligation de vote?

**Réponse** (25.10.2012) de **M. François Biltgen**, Ministre de la Justice:

1) Les dernières poursuites à l'égard d'électeurs qui n'ont pas pris part à des votes remontent à 1963 et 1964.

2) Ces données ne sont pas en possession du Ministère de la Justice.

3) Le ministère public est seul maître de l'opportunité des poursuites. En application des dispositions du Code de procédure pénale, le Ministre de la Justice ne peut pas donner des ordres de non-poursuite.

Si le Ministre de la Justice déclarait «officiellement qu'il ne souhaite plus faire poursuivre le non-respect de l'obligation de vote», comme le suggère l'honorable Député, il commettrait une infraction.

**Question 2359** (17.10.2012) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les élèves luxembourgeois dans les écoles privées ou internationales:

Die anhaltende Diskussion um die PISA-Resultate und die nunmehr seit einigen Jahren in die Wege geleiteten Reformen in unserem nationalen Schulsystem haben sicherlich eine Reihe Eltern dazu angespornt, auf die Suche nach Alternativen zu unserem Schulwesen zu gehen.

Seit jeher sind Studierende in privaten Schulen in Nachbarländern untergebracht worden. Heute scheinen sich auch viele Studierende aus Luxemburg in die privaten sowie internationalen Schulen, die sich hierzulande etabliert haben, zu orientieren.

Dabei wäre es allemal interessant, zu sehen, wie sich dieser Trend in Zahlen ausdrückt.

Fragen:

- 1) Wie entwickeln sich die Studierendenzahlen dieser privaten und zum Teil internationalen Schulen in Luxemburg?
- 2) Was ist die Ursache für die scheinbar ständige Expansion? Was könnte unser Schulwesen aus den Trends lernen?
- 3) Wie viele Studierende, die aus Luxemburger Familien stammen, studieren derzeit in privaten und internationalen Schulen hierzulande und kehren mithin unserem Schulsystem den Rücken?
- 4) Wie viele Jugendliche gehen in öffentliche oder private Schulen im nahen oder entfernten Ausland studieren?
- 5) Was sind die Progressionsraten in den letzten fünf Jahren für die Zahl der Studierenden, die normalerweise auch in eine nationale Schu-





leinrichtung hätten eingewiesen werden können?

6) Mit welchen Mitteln unterstützt der Staat Familien, die ihre Kinder in private oder internationale Schulen entsenden?

7) Können die „Chèques-services“ beispielsweise in diesen Strukturen benutzt werden? Wenn nicht, wieso?

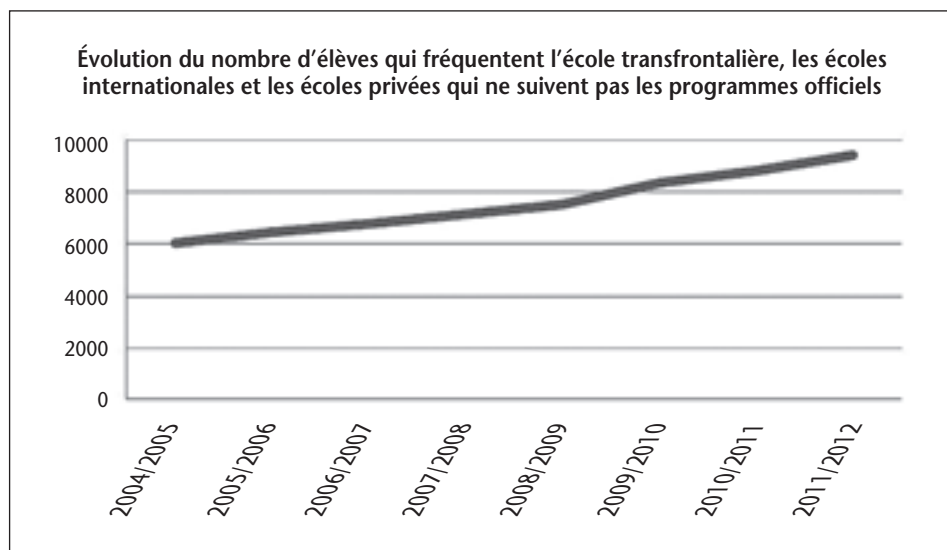
**Réponse** (29.10.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

La question parlementaire posée par l'honorable Député Monsieur Jean Colombero donne lieu aux réponses suivantes:

Ad 1) et 5)

L'évolution du nombre d'élèves qui fréquentent l'école transfrontalière, les écoles internationales ou les écoles privées qui ne suivent pas les programmes officiels de l'éducation nationale se résume dans le tableau et le graphique qui suivent:

École	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
Charlemagne							22	43
EMPF	515	536	572	557	562	562	592	601
Europa1	3107	3198	3240	3370	3438	3468	3475	3581
Europa2	831	891	931	895	888	910	949	955
Grandjean						104	112	110
ISL	605	677	721	820	912	973	962	1074
Montessori l'Enfant Roi						60	90	104
Schengenlyzeum						352	518	623
Sophie				137	223	340	388	438
St Georges	146	204	285	294	390	442	546	600
Vauban	472	552	625	703	716	772	815	915
Waldorf	364	362	374	369	395	376	376	375
Rainbow								23
<b>Total</b>	<b>6040</b>	<b>6420</b>	<b>6748</b>	<b>7145</b>	<b>7524</b>	<b>8359</b>	<b>8845</b>	<b>9442</b>
<b>progression</b>		<b>106,3%</b>	<b>111,7%</b>	<b>118,3%</b>	<b>124,6%</b>	<b>138,4%</b>	<b>146,4%</b>	<b>156,3%</b>



Par rapport au total des élèves de nationalité luxembourgeoise, le taux des élèves qui fréquentent l'école transfrontalière, les écoles internationales ou les écoles privées qui ne suivent pas les programmes officiels de l'éducation nationale est en légère hausse constante.

	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
Total élèves luxembourgeois	51.063	51.307	51.268	50.779	50.180	50.665	50.831
élèves luxbg. écoles privées	599	624	618	637	642	830	905
% élèves luxbg. écoles privées	1,2%	1,2%	1,2%	1,3%	1,3%	1,6%	1,8%

Ad 4)

Le nombre d'élèves qui fréquentent une école dans les pays limitrophes (Belgique francophone et germanophone, France, Allemagne (Rhénanie-Palatinat et Sarre), recensés depuis l'année scolaire 2004/2005 et regroupant l'enseignement primaire et secondaire, se résume dans le tableau ci-dessous:

Année scolaire	Nombre d'élèves
2004/2005	3.464
2005/2006	2.908
2006/2007*	2.382
2007/2008**	2.715
2008/2009	2.941
2009/2010	3.032
2010/2011	3.014

\* Ne sont pas comptabilisés ni les élèves scolarisés en Belgique germanophone, ni ceux scolarisés en France.

\*\* Ne sont pas comptabilisés les élèves scolarisés en Belgique germanophone.

Le CPOS attribue des aides financières aux élèves de familles à revenus modestes fréquentant l'enseignement secondaire et secondaire technique au Grand-Duché sur base de critères sociaux. Ceci vaut également pour les élèves fréquentant les écoles privées ou les écoles internationales.

En 2012/2013 l'aide financière se compose de trois volets. Ainsi un couple avec deux enfants à charge ayant un revenu net annuel de 20.975 € peut bénéficier:

- d'une aide au paiement des frais de minerval allant jusqu'à 1/3 des frais avec un maximum de 1.300 €,

tauré par le Ministère de la Famille et de l'Intégration en coopération avec les communes, s'adresse aux enfants âgés de douze ans maximum et aux enfants fréquentant l'enseignement fondamental qui sont domiciliés au Luxembourg. Les chèques-services d'accueil peuvent être utilisés dans des institutions étatiques ou communales qui ont eu l'accréditation du Ministère de la Famille et de l'Intégration.

**Question 2360** (17.10.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'accès des ressortissants croates au marché du travail:

Den 9. Oktober huet d'Chamber den Traité ratifizéiert, duerch dee Kroatien um 1. Juli 2013 soll Member vun der EU ginn. Wat den Accès vun de kroatesche Bierger op den Aarbechts-

Compte tenu des expériences du passé récent, l'impact de l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne sur le marché du travail luxembourgeois sera probablement peu considérable.

**Question 2361** (17.10.2012) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant la législation en matière de filiation:

En matière de filiation la législation luxembourgeoise en vigueur (Code civil, art. 340 et suivants) date de 1979 et comporte des dispositions limitant le recours à des tests de paternité par une expertise de l'empreinte génétique. Contrairement aux réglementations belge et allemande qui assurent aux parties concernées le droit de faire établir un test de paternité (test ADN) par simple consentement écrit, la législation luxembourgeoise prévoit que la réalisation d'un tel test doit être ordonnée par procédure judiciaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une réforme de la loi sur la filiation s'avère utile, notamment en ce qui concerne la réglementation du test ADN de paternité, afin d'augmenter l'autonomie personnelle dans un domaine hautement confidentiel et afin d'éviter que les personnes concernées aient recours à des laboratoires étrangers?

2) Dans l'affirmative, la nouvelle réglementation pourra-t-elle être inspirée par les législations susmentionnées qui autorisent la réalisation d'un test de paternité par simple consentement écrit mutuel?

**Réponse** (13.11.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

1) Il est à noter qu'à l'heure actuelle le juge peut ordonner un test ADN en se fondant sur l'article 340 du Code civil qui autorise la preuve de la paternité par tous moyens.

C'est précisément parce que cette problématique touche un domaine hautement sensible, relevant de la protection de la vie privée et des règles légales de filiation et d'état civil, que ces tests sont prescrits par les autorités judiciaires.

Le fait d'augmenter l'autonomie personnelle des parties dans ce domaine, à savoir le fait d'autoriser de tels tests par simple consentement écrit entre les parties, ne contribue pas à augmenter la protection des personnes privées et la confidentialité, ni à garantir la sécurité juridique. En effet, la plupart des sites Internet offrant ces tests ADN garantissent explicitement la confidentialité des informations transmises par le client ainsi que des résultats du test. Toutefois, la majorité d'entre eux n'indiquent pas si (et comment) les échantillons prélevés seront codés et stockés et s'ils seront finalement détruits. En outre, peu d'entre eux expliquent s'il existe des exceptions à cette garantie de confidentialité absolue.

2) En France, la réalisation d'un test de paternité est strictement encadrée alors qu'elle est librement pratiquée dans d'autres pays tels la Suisse, l'Espagne, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie. Les laboratoires de ces pays proposent sur Internet la fourniture, par envois discrets, de «kits ADN» permettant d'effectuer soi-même les prélèvements, puis d'expédier ceux-ci et de recevoir les résultats dans des délais très brefs, parfois en 48 heures. Le prix des tests varie, selon le nombre d'ADN analysés, entre 200 et 500 euros.

Or, il est permis de douter de la fiabilité de ces tests. La démarche de vérification d'une paternité est ainsi banalisée alors qu'elle peut avoir des impacts sociaux et psychologiques considérables pour les personnes concernées, et surtout pour les enfants et qu'elle soulève de nombreuses questions éthiques et légales liées au problème du consentement. En pratique, les échantillons nécessaires au test de paternité peuvent en effet être prélevés à l'insu (et donc sans le consentement) des personnes directement concernées (père, mère, enfant).

Voilà pourquoi, dans le cadre d'un futur projet de loi portant réforme du droit de la filiation, le Gouvernement envisage de légiférer dans ce domaine en s'inspirant de la législation française relative à l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques et il entend préciser, en exécution d'une mesure d'instruction ordonnée par le juge, ce mode d'expertise.

En effet, les motifs qui conduisent une personne à effectuer un test de paternité doivent impérativement être mis en perspective avec les impacts potentiels d'un test de paternité sur l'enfant, mais aussi sur l'ensemble de la famille.

marché ugeet, gesäit deen Traité dës lwwergangsmesurë vir: «Par dérogation aux articles 1<sup>er</sup> à 6 du règlement (UE) n°492/2011 et jusqu'à la fin d'une période de deux ans suivant la date d'adhésion, les États membres actuels appliqueront des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, qui régleront l'accès des ressortissants croates à leur marché du travail. Les États membres actuels peuvent continuer à appliquer ces mesures jusqu'à la fin de la période de cinq ans suivant la date d'adhésion.»

An deem Kontext géif ech gär dem Här Aarbechtsminister dës Froe stellen:

1. Wat fir eng Mesuren hält Lëtzebuerg während deenen éischten zwee Joer nom EU-Bäitritt vu Kroatien, fir den Accès vun de kroatesche Bierger op den Aarbechtsmarché ze regelen? Geet den Här Minister op de Wee vun engem bilateralem Accord?

2. Wat fir eng Mesuren hält Lëtzebuerg no deenen zwee Joer? Ass den Här Minister der Meenung, datt Lëtzebuerg soll vun der Méiglechkeet profitieren, déi am Traité virgesinn ass, fir och no deenen zwee Joer lwwergangsmesuren a Kraaft ze loossen?

3. Wat fir en Impact kann de kroateschen EU-Bäitritt op de Lëtzebuenger Aarbechtsmarché hunn?

**Réponse** (16.11.2012) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Aux différents aspects de la question parlementaire il y a lieu de répondre comme suit:

À l'instar des mesures décidées et prises lors de l'adhésion à l'Union européenne de huit pays d'Europe centrale en 2004, de même que lors de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie en 2007, il est à ce stade probable que le Gouvernement décidera d'appliquer les dispositions transitoires prévues par le Traité d'adhésion en ce qui concerne l'accès des ressortissants croates au marché du travail, au moins pendant une première période de deux ans. Le Gouvernement n'envisage toutefois pas de conclure un accord bilatéral à cet effet. L'article 6, paragraphe (3) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration constitue la base légale requise pour procéder à une ouverture limitée du marché du travail.

Il est toutefois trop tôt pour pouvoir prédire quelle décision sera prise en 2015, c'est-à-dire à la fin de la première période transitoire. Cette décision dépendra d'une part de l'évolution du marché de l'emploi dans les deux ans à venir, et de l'autre de l'affluence de la main-d'œuvre croate, difficilement prévisible pour le moment.

Nombre d'aides financières accordées en:

2009/2010: 15

2010/2011: 16

2011/2012: 8

Ad 7)

Les activités périscolaires offertes par des écoles privées sont sous la responsabilité des maisons relais pour enfants ou des foyers du jour. Ces activités doivent être accréditées par le Ministère de la Famille et de l'Intégration suivant la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. Ces institutions sont régulièrement contrôlées par le Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Le système des chèques-services accueil, ins-